MAIRIE DE PARIS

N° 3 - Jeudi 7 mai 2009
Imprimé sur papier recyclé

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

VILLE DE PARIS



Raymond MESNILDREY - Mairie de Paris

Débats du Conseil de Paris

Séance des lundi 9 et mardi 10 mars 2009

http://www.paris.fr

Abonnement annuel : 10,80 euros. Prix au numéro : 1 euro. Les paiements sont effectuées par chèque bancaire ou postal à l'ordre du TRESOR PUBLIC et adressés à la "Régie de la Caisse intérieure - Service des Publications administratives - Bureau 262 - 4, rue de Lobau - 75196 Paris cedex 04". Pour les réclamations, changements d'adresse et renouvellements, prière de joindre la dernière étiquette d'abonnement.
Jouve, 11, boulevard de Sébastopol 75001 Paris
ISSN 0151-8291

La séance est ouverte à neuf heures, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mmes Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Hélène BIDARD, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Condoléances.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, c'est la première séance que tient notre Assemblée depuis que Pierre Castagnou nous a quittés.

(Les conseillers se lèvent).

Déjà, son intelligence, son élégance, sa générosité nous manquent. Ce deuil est d'abord celui de tout un arrondissement, le 14e, à qui Pierre Castagnou s'était identifié, qu'il aimait avec passion et qu'il servait avec un dévouement qui demeurera un exemple.

Je garderai le souvenir de Pierre sur les marchés du 14e, s'attardant avec chacun, considérant chaque situation, chaque cas particulier comme une affaire personnelle.

Il était maire avec gravité, avec patience, avec humilité, et avec le sourire.

Et c'était là toute une conception de l'action publique. Il voulait simplement être utile, il voulait être digne de la confiance de ceux qui l'avaient choisi.

En huit ans, il aura fait considérablement évoluer le 14e.

Son premier mandat et son second, tragiquement écourté, auront été ceux de la requalification des boulevards des Maréchaux, de la réhabilitation de la rue Raymond-Losserand, du réaménagement des secteurs Plaisance et Porte de Vanves.

A un arrondissement trop longtemps centré sur le seul secteur Montparnasse, il aura restitué à la fois son identité et sa diversité.

Mais au-delà du 14e, c'est toute notre ville qui porte le deuil d'un de ses élus les plus actifs et les plus inspirés. Président de la Régie immobilière de la Ville de Paris depuis que notre collectivité était devenue majoritaire dans son conseil d'administration fin 2006, il a mis en oeuvre une gestion moderne, dynamique et transparente au service du logement social.

Pierre Castagnou était un homme de valeurs ; sa vie témoigne de son attachement sans faille à des principes inébranlables et de cette grave et simple fidélité à soi-même qui est la marque des hommes authentiques.

Pierre était de formation un professeur d'histoire, il avait le goût de la connaissance et le souci de la transmission. C'était un humaniste au sens le plus noble du terme.

Mais c'était aussi un entrepreneur qui aimait céder à l'appel de ses curiosités et à qui le risque ne faisait pas peur.

Il était devenu directeur de la communication de la "Sodexho" et à ce moment-là, il fut le secrétaire général du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises.

C'est au confluent de ces deux expériences, celle du professeur et celle du manager, que s'est située son entrée dans l'action publique. D'abord comme conseiller technique à l'Élysée sous le premier septennat de François Mitterrand, puis comme Inspecteur général de l'Industrie et du Commerce. Collaborateur de Laurent FABIUS à la présidence de l'Assemblée nationale, il fut ensuite Délégué interministériel aux professions libérales, avant d'être promu en 1997 chef du corps de l'Inspection générale de l'Industrie et du Commerce.

Pierre Castagnou était l'un de ces responsables politiques qui comprennent l'entreprise, qui en connaissent les exigences et les mécanismes.

Il savait que le public et le privé ne sont pas deux secteurs concurrents et parallèles, mais deux sources complémentaires de notre énergie collective.

Pierre manquera à notre Assemblée, dans laquelle il siégeait depuis 1983.

Il manquera à l'ensemble de ses collègues qui regretteront son humanité, sa gentillesse, son extrême simplicité, et il me manquera.

Je me souviens des combats menés en commun depuis 35 ans. Je me rappelle ses interventions ardentes sur les questions qui touchaient aux Droits de l'Homme. Il était convaincu que sur ces sujets-là, relâcher sa vigilance un seul instant, c'est accepter tous les renoncements.

Pierre était un homme de coeur et de conviction. A la famille de Pierre, à Claire, son épouse, notre amie, mon amie, à sa sœur, à ses frères, à tous ses proches, je veux dire que leur deuil est le nôtre et je veux leur présenter nos condoléances extrêmement affectueuses.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Je crois que l'un de ses collègues souhaite s'exprimer au nom de son groupe.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Monsieur le Maire, mon groupe souhaite rendre hommage à Pierre Castagnou.

M. AIDENBAUM va s'en charger.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur AIDENBAUM, vous avez la parole.

M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement. - Ma chère Claire, Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Ce matin, en franchissant le seuil de cet hémicycle, j'ai ressenti encore plus fortement à quel point l'absence de Pierre ici, à nos côtés, à mes côtés, à ma droite, serait lourde à porter.

Malgré la tristesse qui est la nôtre et qui est la mienne, malgré cette absence à laquelle je ne peux me résoudre, je vais essayer de parler de Pierre avec le sourire, en pensant justement et vous l'avez rappelé, Monsieur le Maire, à son sourire à lui qui ne le quittait que très rarement.

C'est l'image que je veux garder de lui car c'est l'image, j'en suis sûr, qu'il souhaite que l'on garde de lui.

Combien de fois dans des réunions, dans des moments parfois difficiles, il en existe en politique, je cherchais son visage, son regard complice, son sourire que j'avais appris à déchiffrer, tantôt approbateur, tantôt interrogateur. Il s'était établi entre nous une complicité. D'un regard, d'un sourire, nous communiquions, nous échangions. Tout cela était comme codifié.

J'allais dire : tout cela va me manquer. Oui naturellement, sa présence va nous manquer, comme dans tant d'autres occasions où nous étions presque toujours assis l'un à côté de l'autre.

Je sais que, personnellement, je continuerai souvent à me demander : qu'aurait pensé Pierre, qu'aurait fait Pierre, tant pour moi ses jugements étaient pertinents, ses décisions réfléchies, toujours empruntes d'une très grande sagesse.

Oui, il y avait de la sagesse en lui, mais une sagesse ambitieuse au service d'une ambition collective qui pourrait se résumer par cette très belle phrase de William Faulkner : "Le suprême degré de la sagesse est d'avoir des rêves suffisamment grands pour ne pas les perdre de vue pendant qu'on les poursuit."

Pierre était aussi un rassembleur, un fédérateur, un point de ralliement d'amitiés. En disant cela, je pense à tant d'événements mais en particulier à ces Universités d'été de La Rochelle ou l'on se retrouvait tous les soirs autour de Pierre et de Claire.

C'est lui qui organisait tout. On démarrait le dîner à six ou huit personnes pour le terminer à 20 ou 25. C'est Pierre qui nous réunissait toujours autour de lui pour deviser une partie de la nuit.

Quand on pense à Pierre et vous l'avez rappelé, Monsieur le Maire, des mots reviennent en permanence : amitié, fidélité, sagesse, courage, élégance, humilité.

Humilité, cette vertu pas si courante dans le monde politique. Il n'était pas de ceux qui pensent tout savoir, tout connaître, avoir raison en permanence, détenir la vérité absolue. C'était tout le contraire. Il était un homme d'écoute, de dialogue, de partage et de remise en question.

Pierre était aussi et j'allais dire surtout un homme de fidélité, de conviction. Fidélité à son engagement socialiste, à ce socle de valeur de progrès, de justice, de liberté, de solidarité. Toujours présent dans les combats pour les Droits de l'Homme, contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et toutes les formes d'intolérance.

Pierre était aussi un homme de fidélité, de conviction et de courage mais également un homme libre dans sa pensée, faisant sienne cette définition de Léon Blum : "L'homme libre est celui qui n'a pas peur d'aller jusqu'au bout de sa pensée."

Pierre était aussi un gentleman, toujours élégant dans sa manière de s'habiller mais aussi élégant dans sa manière d'être, dans sa relation à l'autre, sa courtoisie légendaire, cette chaleur humaine communicative, mais aussi son respect pour l'autre, celui qui ne pensait pas comme lui.

Pour nous tous, ce départ soudain sera difficile à surmonter. Pour moi et pour beaucoup d'entre nous, c'est une page politique de 35 ans avec Pierre qui se tourne. Nous n'avons pas toujours été d'accord, mais jamais, à aucun moment en 35 ans, cela n'a entamé notre relation d'amitié.

Depuis ce matin du 24 février de très bonne heure, lorsque j'ai appris que Pierre nous avait quitté dans la nuit, je ne peux m'empêcher de penser à notre dernière rencontre, le lundi 2 février ici même, lors du Conseil de Paris.

En fin de matinée, comme souvent, je lui avais demandé si nous allions déjeuner ensemble. Il m'avait répondu : "Oui, naturellement, mais aujourd'hui, on va se faire un bon restaurant, j'ai envie de manger des fruits de mer, j'ai envie d'huîtres."

Nous sommes allés manger des huîtres. Au début du repas, j'ai osé lui demander comment il allait. Il m'a répondu, toujours avec ce même sourire : "Je suis fatigué, mais ça va. Cela ira."

Puis nous n'avons plus du tout parlé de sa maladie.

Nous sommes attardés ce jour-là, nous avons naturellement refait le monde. Nous avons parlé de nos projets d'arrondissement, du parti Socialiste et de tant d'autres sujets.

Nous n'arrivions pas à nous lever de table, comme s'il voulait prolonger ce moment. Je n'avais pas perçu à ce moment que c'était le dernier moment que je passais avec lui.

Vers 15 heures 30, il m'a dit qu'il fallait peut-être que nous retournions en séance. Sur le chemin du retour vers l'Hôtel de Ville, dans ce parcours, je m'en suis rendu compte, un peu symbolique de la Bastille à l'Hôtel de Ville, il m'a dit et je le cite : "Tu vois, Pierre, dans notre parcours politique, nous avons connu des victoires, des échecs, beaucoup d'échecs, mais nous avons vécu ensemble deux grands moments à 20 ans d'intervalle.

1981, la victoire de François Mitterrand. 2001, la victoire avec toi Bertrand, ici à l'Hôtel de Ville."

Il a terminé en me disant : "Comme quoi, cela vaut le coût de se battre et de ne jamais renoncer."

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Je crois que vous vouliez dire un mot, Monsieur LAMOUR ?

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Maire.

Au nom de notre groupe, Marie-Claire CARRÈRE-GÉE va prononcer quelques mots.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Merci, Monsieur le Maire.

Au nom de l'ensemble des élus de mon groupe, je souhaite rendre hommage à la mémoire de Pierre Castagnou, à la sincérité de son engagement de longue date au service des habitants du 14e arrondissement.

Je rends hommage à l'élu de terrain, à son contact simple, chaleureux et de proximité au service des habitants du 14e arrondissement. A son courage aussi.

C'est une figure du 14e arrondissement qui nous a quittés. Il laisse un grand vide dans le 14e arrondissement et au sein de notre Conseil d'arrondissement.

A sa famille, à ses proches, à sa famille politique aussi, je veux dire toute ma solidarité et combien je partage leur peine.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie.

Madame de SARNEZ, vous avez la parole.

Mme Marielle de SARNEZ. - Merci, Monsieur le Maire.

Je n'avais pas les mêmes opinions politiques que Pierre Castagnou, mais c'était quelqu'un pour qui j'avais et j'ai beaucoup de respect, beaucoup d'estime.

Je crois que c'était quelqu'un qu'au fond, j'aimais beaucoup.

C'était un grand républicain d'abord pour moi. C'est quelqu'un qui croyait dans les valeurs de la République, qui croyait dans ces trois valeurs qui sont inscrites aux frontons de nos mairies: Liberté, Egalité, Fraternité ; c'était cela quelque part qui l'animait.

Et puis c'était toujours frappant de le voir diriger ce Conseil. C'était quelqu'un d'extrêmement politique. Probablement, ses années avec François Mitterrand avaient, de ce point de vue-là, quelque chose à voir mais il n'était jamais partisan: c'est-à-dire que chaque fois qu'il agissait pour le 14e arrondissement, d'insertion des jeunes, d'emploi, des questions de logement, d'intégration, de mixité sociale, on avait le sentiment - je crois que c'était juste - que c'était à chaque fois l'intérêt général qui l'emportait sur la somme des intérêts particuliers.

Et puis Pierre Castagnou était aussi un homme de conviction. Conviction sur l'Europe - je ne partageais pas ses convictions - mais je les respectais parce qu'elles étaient en cohérence avec ce qu'il pensait profondément. Et puis il avait au fond de lui-même cette conviction que la politique peut changer les choses, que la puissance publique peut agir et se doit même d'agir. C'était un homme qui pensait que l'on pouvait changer les choses.

Puis, Pierre Castagnou aimait beaucoup le 14e arrondissement. Il aimait ses habitants, on le voyait arpenter les rues, les marchés, presque chaque jour. Et je suis absolument convaincu qu'il va manquer, que cette proximité, cette chaleur vont manquer aux habitants du 14e arrondissement.

Voilà, Pierre Castagnou était - je veux le dire à sa famille - un homme de bien. C'était un militant engagé, convaincu, qui croyait en un certain nombre de valeurs et de ce point de vue-là, il mérite vraiment notre respect et notre hommage à tous.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, mes chers collègues.

Je crois que ce moment de sincérité, de fidélité - d'ailleurs je remercie tous les élus et vraiment la totalité de notre Assemblée des messages qu'ils ont adressés dès l'annonce du départ de Pierre - ce moment de vérité, de dignité correspond tout à fait à ce qu'est Pierre Castagnou et je suis heureux que nous l'ayons partagé de cette manière pour lui.

Je vais peut-être interrompre la séance quelques minutes avant que nous repartions à nos dossiers. Merci.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à neuf heures vingt minutes, est reprise à neuf heures trente minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, voulez-vous reprendre place, s'il vous plaît ?

Félicitations à M. CHERKI, nouveau maire du 14e arrondissement.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je voudrais d'abord adresser mes chaleureuses félicitations et mes encouragements au nouveau maire du 14e arrondissement, mon ami Pascal CHERKI.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

C'est une tâche difficile. Je sais qu'il la mesure et, en même temps, je sais qu'il a les qualités politiques, humaines pour réussir, alors que, bien sûr, après Pierre, c'est quelque chose d'exigeant. Mais je veux lui dire qu'il peut compter sur mon soutien total, amical, efficace, pour les habitants du 14e arrondissement.

2009, SGCP 2 - Modification du nombre d'adjoints au Maire de Paris. - Election d'adjoints au Maire de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Alors mes chers collègues, Pascal CHERKI, avant même de se présenter devant le Conseil du 14e arrondissement, connaissant notre - et un peu - ma conception des choses en termes de cumul des mandats, m'a présenté dès la semaine dernière sa démission d'adjoint.

Elle a été acceptée par le Préfet de Paris et j'ai donc demandé à Colombe BROSSEL de prendre en charge la vie scolaire et la réussite éducative. Cela m'amène donc, en respectant toujours la parité, à vous proposer l'élection de deux nouveaux adjoints, Danièle POURTAUD, que je souhaite charger du patrimoine, et Mao PENINOU, que je souhaite charger de la qualité des services publics municipaux, l'accueil des usagers et le bureau des temps.

Je vais d'abord mettre aux voix, à main levée, le projet de délibération SGCP 2 qui porte le nombre d'adjoints de 36 à 37.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

M. Jean-François LAMOUR. - NPPV.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le projet de délibération est adopté. (2009, SGCP 2).

Il y a donc 37 adjoints.

Et maintenant nous devons procéder à l'élection des deux adjoints. Je vous ai donc dit que je vous proposais Daniel POURTAUD et Mao PENINOU. Je vous rappelle que cette opération va se faire par scrutin de liste par appel nominal.

Je vais donc appeler les quatre plus jeunes d'entre nous. Il s'agit de Marie-Laure HAREL, d'Emmanuel BECKER, de Gauthier CARON-THIBAULT et d'Hélène BIDARD. Et je leur demande de nous rejoindre à la tribune pour les opérations de vote.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au vote par appel nominal).

Tout le monde a voté ?

Plus personne ne demande à voter ?

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Je vous donne les résultats du scrutin :

Nombre de votants : 163

Participants : 96

Bulletins blancs ou nuls : 4

Suffrages exprimés : 92

Majorité absolue : 47

Mme Danièle POURTAUD et M. Mao PENINOU ayant obtenu le même nombre de voix, ce qui me convient très bien, c'est-à-dire la totalité des suffrages exprimés : 92, sont élus.

Je félicite chaleureusement Mme Danièle POURTAUD et M. Mao PENINOU.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Je leur confirme que comme pour tous leurs collègues, c'est beaucoup de boulot. Voilà, cela Danièle le savait déjà mais Mao s'en doutait.

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, le procès-verbal intégral de la séance des lundi 15, mardi 16 et mercredi 17 décembre 2008 a été publié au Bulletin municipal officiel.

Le compte rendu sommaire de la séance des lundi 2 et mardi 3 février 2009 a été affiché.

Y a-t-il des observations sur ces documents ?

Il n'y en a pas.

Ils sont donc adoptés.

Rappel au règlement.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je crois savoir qu'un élu, en l'occurrence le président du groupe U.M.P.P.A., souhaitait me dire quelque chose.

Heureusement que j'y pense, parce que vous ne m'avez pas demandé la parole.

M. Jean-François LAMOUR. - Vous avez essayé de faire en sorte que je ne la prenne pas, mais ne vous inquiétez pas, j'ai été très vigilant.

Je dis cela en souriant.

Monsieur le Maire, plus sérieusement, je voudrais faire un rappel au règlement sur la base de l'article 15 de notre règlement.

Nous vous avions, lors du précédent Conseil, déposé une proposition de délibération sur - le thème exact - une vraie démocratie de proximité au service des Parisiens, qui concernait des principes de décentralisation.

Vous le savez, Monsieur le Maire, nous souhaitons aborder ce débat dans un esprit constructif et c'était l'objet de cette proposition de délibération qui apportait au débat un certain nombre d'éléments positifs, en particulier la possibilité pour les maires d'arrondissement d'obtenir plus de compétences en matière de voirie, en matière de propreté, en matière de gestion des budgets liés, par exemple, à l'animation et également une certaine autonomie en matière d'interprétation du budget, parce qu'il ne s'agit plus d'un état spécial mais du budget que la Ville alloue à chaque arrondissement.

Cette proposition était équilibrée et nous souhaitions véritablement qu'elle participe au débat.

Vous n'aviez, le mois dernier, bien évidemment pas inscrit cette proposition à l'ordre du jour, prétextant un travail de la part de vos adjoints, un travail de concertation et un travail, au-delà du débat, de construction de ce principe de décentralisation.

Monsieur le Maire, je vous le dis aujourd'hui, depuis le mois dernier, pas une réunion, pas une réunion n'a permis aux maires d'arrondissement de travailler avec vos adjoints, et avec vous-même encore moins, sur ce sujet. Je dis bien : pas une réunion.

Alors, si vous considérez que le Conseil de Paris est une simple chambre d'enregistrement ou le seul moment où vous nous informez de vos décisions, alors que cela concerne essentiellement des maires d'arrondissement, nous vous disons que c'est de la fausse démocratie, nous vous disons que nous refusons ce type et ce principe de démocratie au sein de notre Conseil de Paris.

C'est pour ces raisons, Monsieur le Maire, que nous avons décidé de déposer à nouveau cette proposition de délibération, en insistant sur ce principe de débat au sein de notre Conseil.

Il n'y a pas débat, il n'y a donc aucune avancée possible, s'il s'agit, encore une fois, de l'imposition par vous de ce que vous estimez être un arbitrage en faveur d'une pseudo décentralisation.

Nous refusons cette façon de faire et nous déposons, Monsieur le Maire, à nouveau, cette proposition de délibération. Tout est ficelé, comme d'habitude, tandis qu'il nous est impossible d'apporter quelques éléments de débat et surtout quelques avancées supplémentaires à ce principe attendu par toutes les Parisiennes et tous les Parisiens.

Monsieur le Maire, nous déposerons donc à nouveau cette proposition de délibération à l'occasion de la prochaine séance du Conseil de Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vais donc répondre pour la quatrième fois et, d'après ce que vous m'annoncez, il y aura une cinquième, une sixième, jusqu'à la séance du 8 juin.

D'abord, le droit. Nous avons élaboré ensemble, Monsieur LAMOUR, et voté ensemble, un règlement intérieur. Que dit ce règlement intérieur que vous avez voté après l'avoir élaboré ? Que lorsqu'une proposition de délibération est déposée par un groupe, il faut que le Maire la mette à l'ordre du jour du Conseil dans les six mois.

Si je ne m'abuse, vous l'avez déposée en janvier et je vous annonce depuis le début qu'elle sera mise à l'ordre du jour le 8 juin.

Il me semble que le droit est respecté.

Par ailleurs, il s'agit d'un projet de délibération, comme celui que j'élaborerai, qui concerne beaucoup les arrondissements.

Il est donc évident que je ferai en sorte que les Conseils d'arrondissement aient le temps de s'en saisir, d'en débattre et de voter.

Voilà pour le droit.

Maintenant, l'esprit démocratique.

Je ne vous cache pas, Monsieur LAMOUR, que je ne vous comprends pas, sauf s'il y a une préoccupation tactique, mais ce n'est pas votre genre.

Je vous réponds sur l'esprit démocratique.

Nous voulons, je vous l'ai dit lors de la dernière séance, engager un débat sérieux sur une nouvelle déconcentration, un nouveau transfert de pouvoirs du Maire de Paris aux maires d'arrondissement.

D'ailleurs, je me permets de vous faire remarquer que dans la mandature précédente, j'avais, de ce point de vue, fait beaucoup plus en termes de décentralisation que mes prédécesseurs, mais on va encore faire une étape nouvelle.

Simplement, je n'ai pas l'impression que prévoir un délai de quelques mois soit trop long. C'est un sujet grave, sérieux, sur lequel je souhaite vous entendre - évidemment, je connais déjà en partie votre point de vue - et sur lequel Maïté ERRECART conduit un travail que je trouve de grande qualité, qui doit déboucher sur un texte dont je souhaite qu'il soit prêt fin avril.

Je vous donne ces éléments de calendrier, parce que je voudrais vraiment que les conseils d'arrondissement disposent de tout le mois de mai - il y a des ponts au mois de mai en plus - pour travailler sur cette question.

Bien entendu, jusqu'à fin avril, Maïté ERRECART va concerter. En mai, les Conseils d'arrondissement vont travailler et débattre et le 8 juin, le Conseil de Paris aura un débat large, approfondi, et seront soumises au vote des conseillers de Paris les délibérations correspondant au sujet, dont la vôtre.

Voilà ce que je crois être un débat maîtrisé, approfondi et, si je peux me permettre, sincère.

Apparemment, je ne vous convaincs pas, mais telle est ma réponse en mars comme elle l'était en février, comme elle sera en avril, en mai, jusqu'au 8 juin.

Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir écouté maintenant sans m'interrompre.

Voilà sur ce sujet.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

2009, DF 2 - Communication sur le Crédit municipal de Paris. - Décisions modificatives 2008 et budget 2009.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant au projet de délibération DF 2 concernant une communication sur le Crédit municipal de Paris - décisions modificatives 2008 et budget 2009.

Je vais donner la parole à M. Jean-Pierre LECOQ.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais vous parler d'un sujet grave et sérieux comme vous les aimez : le Crédit municipal.

Et loué soit le Code monétaire et financier qui impose au moins une fois par an à notre Assemblée d'entendre parler des activités et de la situation financière du Crédit municipal, car véritablement, à la lecture des trois pages insipides qui traitent des deux décisions modificatives intervenues au cours du second semestre 2008 et du budget 2009 du Crédit municipal, on a un peu le sentiment, Monsieur le Maire, que profitant de la technicité des opérations de banque, vous ne voulez nous en dire que le minimum.

Franchement, quel est le dirigeant de banque, Monsieur le Maire, car vous l'êtes en votre qualité de Président du C.O.S. du Crédit municipal, qui oserait réduire à moins d'une page la présentation du budget 2009 d'un établissement public dont les produits dépassent 23 millions d'euros ? C'est d'autant plus dommage que l'année 2009 risque d'être fort périlleuse, malheureusement, pour le Crédit municipal et sa filiale C.M.P. banque dont votre communication ne nous dit rien.

Certes, vous pouvez vous glorifier d'avoir terminé à l'équilibre l'exercice 2008 en dégageant un bénéfice de 93.000 euros, soient 0,4 % des produits d'exploitation. Mais vous obtenez ce bénéfice très réduit après avoir repris une provision de 523.000 euros constituée en 2006, année du blâme et des 100.000 euros d'amende qui vous avaient été infligés par la commission bancaire après la gestion calamiteuse de M. MATRAY.

Or, si vous n'aviez pas repris cette provision de 523.000 euros, c'est une perte de 430.000 euros - je vous laisse faire la soustraction pour vérifier - qui serait apparue au titre de l'exercice 2008, à moins que vous n'ayez renoncé à abonder le chapitre 68 pour faire face aux risques d'exploitation qui ne pourront que croître, d'abord en raison de la crise mondiale que nous subissons, ensuite par la politique risquée qui est la vôtre, notamment à travers la filiale C.M.P. banque, filiale à 100 % du Crédit municipal, et qui constitue dans le contexte actuel une véritable bombe à retardement.

Monsieur le Maire, pourquoi ne nous avez-vous pas écoutés au moins sur ce sujet ?

La création d'une filiale bancaire par le C.M.P. ne pouvait se concevoir qu'en adossant cette société à un grand établissement bancaire. Nous vous le disons depuis 2004 : mener ce type de partenariat nous permettait de diviser et de répartir les risques, de bénéficier de back offices, de systèmes informatiques performants que la taille limitée du Crédit municipal ne permet pas de financer. C'était surtout bénéficier, grâce à ce partenariat, de possibilités de refinancement que vous risquez de ne pas avoir ou de payer fort cher en 2009.

Eh oui, mes chers collègues, contrairement au rédacteur euphorique ou sous euphorisant, je vous laisse juge, qui a rédigé le projet de budget pour 2009, nous risquons de voir totalement démentie sa principale hypothèse : "celle de bénéficier d'un volume supérieur de refinancement, et à des taux d'intérêt inférieurs à ceux de 2008".

Manifestement, Monsieur le Maire, vous croyez aux miracles, mais nous ne sommes pas à Lourdes : nous sommes dans un monde secoué par une tempête financière sans précédent. Certes, vous prévoyez un bénéfice microscopique et précis de 71.400 euros, soit 0,25 % des produits d'exploitation en 2009.

Mais que deviendra ce résultat si les sources de refinancement se tarissent ? Va-t-on devoir multiplier les apports en fonds propres, les dotations, comme vous l'avez fait au second semestre 2008, en accordant une subvention du Département de Paris de 120.000 euros ? 120.000 euros !

Nul doute, Monsieur le Maire, que les Parisiens seront ravis de découvrir qu'ils ont un maire banquier à recapitaliser en 2009 alors que leurs impôts locaux vont augmenter et que le climat économique nécessite une mobilisation de tous les acteurs.

Mes chers collègues, la communication que vous nous faites aujourd'hui, Monsieur le Maire, sur les comptes du Crédit municipal, ne nous satisfait pas, vous l'aurez compris.

Par sa légèreté et son refus de prendre en compte les réalités, elle nous inquiète profondément.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. Jean-François LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Oui Monsieur le Maire, je remercie M. Jean-Pierre LECOQ pour les observations qu'il vient de faire, je les partage totalement.

Je m'étonne effectivement que cette décision modificative soit accompagnée d'un document aussi léger, dans lequel il n'y a absolument rien sur les perspectives.

Or, c'est un moment où des décisions stratégiques se posent au Crédit municipal, qui est une grande institution à laquelle les Parisiens sont attachés et à laquelle les élus parisiens sont attachés. D'abord parce que l'activité du Crédit municipal est impactée, c'est d'ailleurs naturellement assez logique, par la crise. Et on sait que le volume des prêts sur gage a beaucoup augmenté sur une seule année, ce qui ne manque pas de poser un certain nombre de problèmes de refinancement.

Par ailleurs, c'est un moment où stratégiquement, il convient d'arbitrer l'avenir de la filiale bancaire du Crédit municipal de Paris.

Et je dirai qu'incontestablement, si la filiale bancaire, si C.M.P. banque est aujourd'hui contrainte à trouver un autre partenaire, c'est parce que toute la stratégie que vous avez mise en place depuis 2001 a fait perdre beaucoup de temps, beaucoup d'énergie.

Je rappellerai qu'au moment de votre élection, en 2001, un projet de filialisation avait été engagé et il s'agissait déjà d'adosser l'activité bancaire du Crédit municipal de Paris sur une banque importante du réseau ayant toute la solidité nécessaire vis-à-vis d'un partenaire nouveau, jeune, mal expérimenté dans le domaine bancaire.

Finalement vous avez abandonné ce projet et vous l'avez ressorti trois ans plus tard, mais dans un autre état d'esprit. Après différents errements, vous avez décidé de choisir comme partenaire la Banque postale.

La Banque postale est évidemment un grand établissement, mais ce partenariat posait un problème dès le départ : la Banque postale est elle-même un établissement très jeune, manquant d'expérience dans le métier bancaire et se sont donc trouvés ensemble deux partenaires qui étaient nouveaux dans le paysage bancaire. Cela n'a évidemment pas produit les effets attendus.

Aujourd'hui, il s'agit de retrouver, d'essayer de trouver, pour de bon, un partenaire sur lequel on puisse s'adosser, c'est-à-dire que l'on en revient à relancer la logique qui avait été la nôtre avant votre élection. Il y aura simplement dix ans de perdus, ce qui est dommage.

Et pendant ce temps-là, l'image, la signature, la crédibilité de la filiale bancaire du Crédit municipal a beaucoup régressé. C'est donc très urgent. Nous avons des débats au sein du C.O.S. du Crédit municipal, dans lesquels d'ailleurs il n'y a pas d'antagonisme, car nous partageons le souhait de voir aboutir ce projet de filialisation, de lui donner un véritable avenir et de consolider l'activité bancaire du Crédit municipal de Paris qui aujourd'hui, n'a jamais atteint les objectifs que vous aviez assignés.

Voilà, c'est le moment de regretter, d'abord que l'on n'ait pas, à l'occasion de cette communication, un minimum de visibilité. Je suis pour ce qui me concerne peut-être moins mal informé que les autres élus car j'ai l'honneur de siéger au C.O.S., mais je considère que les élus qui siègent au C.O.S. ne sont que des représentants du Conseil municipal dans l'instance dirigeante et cela devrait être normalement le moment d'avoir un certain nombre d'informations indispensables au travail de notre Assemblée d'élus et qui permettraient d'avoir un minimum de visibilité sur la stratégie que vous comptez employer pour le Crédit municipal de Paris et notamment pour sa filiale bancaire.

C'est un rendez-vous manqué ; j'espère que vous aurez à cœur, Monsieur le Maire, dès que possible, d'informer complètement notre Assemblée et les Parisiens sur vos intentions.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

J'espère que la réponse que je vais faire satisfera l'exhortation de M. LEGARET et que ce que je vais dire sera une explication suffisante sur notre stratégie en matière de Crédit municipal.

D'abord, je remarquerai que ce n'est pas la première fois lors de cette mandature que notre Assemblée débat sur le Crédit municipal car nous avons eu un débat assez long au mois de septembre dernier, au cours duquel toutes les explications ont été données, et celles que je vais avancer maintenant se situent évidemment dans le droit fil des précédentes.

Vous parlez, Messieurs LEGARET et LECOQ, de la visibilité sur l'année 2009.

Je n'ai aucune raison, au moment où je parle, de douter des objectifs et des précisions données par le budget 2009 du Crédit municipal, que vous connaissez et qui est d'ailleurs rappelé dans la communication.

L'activité sera vraisemblablement soutenue, et pour des raisons que nous connaissons tous, puisque le Crédit municipal a un objectif social et que cet objectif social est évidemment corrélé à la profondeur de la crise que traverse notre pays.

La maîtrise des charges d'exploitation, qui est le second élément cardinal des comptes d'une banque, sera assurée, et je crois que tout le monde reconnaît que l'actuelle direction du Crédit municipal déploie dans ce domaine des efforts substantiels et fructueux.

Enfin, nous avons prévu, ou plus exactement le Crédit municipal a prévu un bénéfice, certes modeste, mais sur le montant duquel je n'ai pas aujourd'hui de doutes et, qui en tout cas, est un bénéfice et non pas une perte.

Vous avez évoqué un problème extrêmement sérieux, et vous avez eu raison de le faire, c'est le problème du refinancement puisque dans une banque, qui dit activité soutenue, dit nécessité de se refinancer sur les marchés et chacun sait que les marchés sont aujourd'hui périlleux, difficiles, réticents et qu'ils accordent à la notion de risque une importance considérable ; ils auraient d'ailleurs déjà pu le faire il y a deux ou trois ans, ou trois ou quatre ans, mais ils ne l'ont pas fait et il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Ce problème du refinancement est un problème que nous suivons - que je suis personnellement - de mois en mois avec beaucoup d'attention. Pour l'heure, le Crédit municipal n'a pas de problèmes de refinancement. S'il en avait, bien entendu, la Ville de Paris, forte de la notation qui est la sienne, lui apporterait le concours auquel il a droit en tant qu'établissement chargé d'une mission de service public et qui plus est d'une mission sociale.

Vous avez évoqué un autre problème délicat, qui est celui de la filiale bancaire et je n'ai, nous n'avons aucune divergence avec vous sur le principe, c'est-à-dire sur le fait que la filiale bancaire a besoin d'un adossement à un partenaire important.

Nous avons, en revanche, beaucoup de nuances, si ce n'est des contradictions avec vous, sur la façon d'y parvenir. M. LEGARET a fait allusion à l'adossement qu'il avait négocié quand il était adjoint aux finances en 1999- 2000. Il est clair que ce n'est pas un adossement de ce type que nous souhaitons actuellement négocier.

D'abord, nous souhaitons le faire comme nous l'avons fait pour le partenariat avec la Banque postale, c'est-à-dire de manière très transparente et avec un appel à la concurrence. Deuxièmement, nous souhaitons que la participation d'un établissement financier extérieur reste minoritaire. Et troisièmement et surtout, nous souhaitons que cette participation se négocie à une valeur qui soit au minimum la valeur comptable des fonds propres, ce qui était loin d'être le cas, vous le savez, dans l'opération de 2000.

Oui de principe à une opération qui est nécessaire, mais prêtons la plus grande attention aux modalités dans lesquelles elle se fera.

Je conclurai, Monsieur le Maire, en disant que nous restons fondamentalement attachés à la vocation sociale du Crédit municipal. Nous restons très attachés à la solidité de l'ensemble Crédit municipal et filiale CMP Banque, c'est-à-dire aux efforts de la direction pour limiter les coûts, pour limiter les risques et pour trouver un partenaire à la dimension de l'enjeu.

Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur GAUDILLÈRE.

Monsieur SAINT-ETIENNE, vous avez la parole.

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Merci, Monsieur le Maire, de me donner la parole.

Ce que nous voulions dire est très simple. Nous pensons également que la Mairie de Paris n'a pas à être responsable d'une banque qui mène des activités privées. Donc, nous souhaitons l'adossement de la filiale C.M.P. Banque.

En revanche, nous, groupe Centre et Indépendants, nous souhaitons le renforcement de l'activité de prêt sur gage, et je souhaite à titre personnel que nous développions au maximum l'activité de micro-crédit.

Je crois que c'est un élément absolument décisif et une spécificité du Crédit municipal. J'irai même plus loin, je l'avais déjà dit au directeur actuel du Crédit municipal: je serais favorable à ce que les crédits municipaux de France se mettent en réseau pour développer au niveau national un véritable réseau de micro-crédit.

Je l'ai dit au directeur actuel, mais je suis prêt à travailler avec vous, Monsieur le Maire, dans cette direction. Je pense qu'il est absolument essentiel que nous développions en France une activité de micro-crédit quand on sait qu'approximativement un dixième de la population connaît de grandes difficultés financières, et pour une partie d'entre elle, relève pratiquement des modalités d'octroi de prêt que l'on trouve dans des pays en voie de développement.

C'est pour cela que je pense qu'une mission stratégique, politique et sociale clé pourrait être confiée au Crédit municipal et à l'ensemble des crédits municipaux de France dans ce domaine.

Mais si nous pensons qu'il faut développer massivement à la fois l'activité de prêt sur gage et l'activité de micro-crédit, nous sommes favorables à l'adossement complet de l'activité banque.

J'ai bien entendu les remarques de M. GAUDILLÈRE et je partage son souci que cet adossement se fasse au minimum sur la base de la valeur des fonds propres ; il ne serait pas acceptable qu'il en soit autrement. Mais en revanche, je pense qu'il faut aller beaucoup plus loin que simplement une minorité de blocage donnée à un partenaire. Je pense qu'il faudrait adosser la totalité du réseau de C.M.P. Banque à un partenaire, en prélevant simplement une commission sur prêt pour toutes les activités qui seraient faites en liaison avec ce partenaire.

Voilà donc, Monsieur le Maire, et une fois de plus, je suis à votre disposition, si vous le souhaitez, pour lancer une grande initiative dans l'ensemble des crédits municipaux en vue de développer une activité de micro-crédit au niveau national.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur SAINT-ETIENNE.

Mais vous avez remarqué que nous avons commencé sur le micro-crédit, que nous sommes en train de le généraliser sur tout Paris et il ne vous a pas échappé qu'il y a même une campagne d'affichage actuellement dans Paris pour informer de cette possibilité d'accès au micro-crédit.

Quant au réseau des crédits municipaux, le lien est assez fort et - Bernard GAUDILLÈRE vous en dira quelques mots - c'est quelque chose que nous pratiquons depuis plusieurs années, je vous signale.

Monsieur LEGARET, un demi-mot, un quart de mot !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je vous remercie de me redonner la parole mais vous verrez que je serai très bref.

Je voudrais simplement rappeler un fait à M. GAUDILLÈRE, à savoir que nous n'avons absolument pas de divergences finalement sur ce projet de filialisation. Il n'y en a pas d'ailleurs sur le micro-crédit.

Mais tout à l'heure, vous avez dit qu'il ne s'agissait pas de faire la même chose et déclaré "on va le faire de manière plus transparente". Par rapport à 1999, cela va de soi, les temps ont changé, mais je voudrais rappeler qu'au moment où nous l'avons fait, nous avions désigné la Financière Rothschild à l'issue d'un appel d'offre ouvert et d'une procédure totalement transparente. Aujourd'hui, vous avez désigné un partenaire de gré à gré qui se trouve d'ailleurs être la Financière Rothschild.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GAUDILLÈRE, vous avez la parole.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Juste un demi-mot, Monsieur le Maire, pour reprendre votre expression. Sur le micro-crédit, je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que vous venez de dire. C'est d'ailleurs parce que le micro-crédit a été décidé et qu'une subvention de la Ville de 300 000 euros a été versée au Crédit municipal qu'aujourd'hui même nous examinons le budget modificatif qui en résulte.

J'ajouterai simplement qu'en ce qui concerne le micro-crédit, ma collègue Olga TROSTIANSKY a l'intention de faire en 6e Commission un bilan périodique très fréquent sur la façon dont fonctionnera le système du crédit social.

Je n'ai aucun autre point à ajouter puisque M. SAINT-ETIENNE et M. LEGARET ont confirmé leur identité de vue avec la Municipalité sur le principe de l'adossement de la filiale bancaire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Parfait, merci beaucoup.

2009, DF 33 - Echange de titres avec ASTRIA actionnaire de la SEM "PariSeine". - Acquisition par la Ville de Paris des actions de la SEM "PariSeine" détenues par ASTRIA. - Cession à ASTRIA d'actions SGIM détenues par la Ville de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DF33 relatif à l'acquisition par la Ville de Paris des actions de la SEM "PariSeine" détenues par ASTRIA, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 1.

La parole est à M. GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Il s'agit d'un amendement purement technique.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est technique, mais il faut quand même que je le mette aux voix.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 1 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 1 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 33 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DF 33).

Vœu déposé par MM. Jean-Pierre CAFFET, Jacques BRAVO et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la suppression de la taxe professionnelle.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 2 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la suppression de la taxe professionnelle.

La parole est au Président BRAVO.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Monsieur le Maire, chers collègues, c'est un sujet sérieux et grave. Chacun le sait ici, sur tous les bancs, il y a le feu au lac des finances locales. Je souhaite en dire un mot.

Il y a sept ou huit mois, le Gouvernement a annoncé, lors de la Conférence nationale des Exécutifs, qu'aucune mesure concernant la taxe professionnelle ne serait prise "sans concertation préalable avec les élus locaux, autant sur le principe que sur les ressources de remplacement".

Or, voilà que le Président de la République a annoncé la suppression de cette taxe.

C'est pourquoi, malgré les déclarations du Premier Ministre qui exhorte les collectivités locales à continuer à investir sans crainte, belle histoire, comment peut-on investir alors qu'on n'a pas la certitude des ressources à terme ?

Notre inquiétude comme celle de tous les élus locaux de France et, je peux le dire, notamment d'Ile-de-France, est extrêmement vive.

Cette décision participe de l'incohérence d'une politique gouvernementale qui présente l'investissement comme la condition "sine qua non" de la relance mais dans le même temps réduit la capacité financière des collectivités locales pourtant à l'origine de 72 % des investissements en France.

En réalité, la suppression de la taxe professionnelle est un élément supplémentaire de la fragilisation des collectivités locales tendant peu à peu à les asphyxier financièrement.

Excusez du peu : transfert de charges non compensé, diminution des dotations de l'Etat, limitation des recettes fiscales ! Ce démantèlement intervient paradoxalement lorsque l'ampleur de la crise économique et sociale rend plus que jamais indispensables les politiques de solidarité et l'effort d'investissement qui sont l'essence même de l'action locale.

C'est pourquoi, considérant que la taxe professionnelle est la première ressource fiscale des collectivités locales, qu'elle représente notamment pour Paris plus de 12 % des recettes réelles de fonctionnement ;

considérant qu'aucune proposition concrète et cohérente n'a été formulée par le Gouvernement pour compenser cette perte de recettes ;

considérant que serait inacceptable tout scénario amenant à réduire l'autonomie fiscale et financière des collectivités qui non seulement est d'ores et déjà insuffisante mais fait partie intégrante du principe constitutionnel de leur libre administration ;

enfin, considérant qu'il serait intolérable de reporter sur les ménages - je rappelle que la part des finances locales entre les ménages et les entreprises est 55 % - 45 % - qu'il serait donc intolérable de reporter sur les ménages les conséquences de cette décision dont le seul impact économique à ce stade est d'alléger sans contrepartie la fiscalité des entreprises.

Le vœu est que le Gouvernement renonce à la suppression précipitée et non concertée de la taxe professionnelle et qu'il engage une concertation avec les représentants des collectivités territoriales pour conduire une refonte globale et ambitieuse de la fiscalité locale qui est aujourd'hui socialement injuste, économiquement inefficace et qui maintient les collectivités locales dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'Etat, ce qui est inacceptable démocratiquement compte tenu des responsabilités qui leur sont transférées.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur GAUDILLÈRE, voulez-vous répondre ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Monsieur le Maire, je ne peux qu'approuver le vœu du groupe socialiste puisque nous savons tous que le Président de la République a annoncé la suppression de la taxe professionnelle ou en tout cas d'une partie de la taxe professionnelle.

J'ignore si cette décision sera appliquée. Il arrive qu'une décision du Président de la République se heurte à des obstacles insurmontables et soit retirée.

En tout état de cause, le groupe socialiste a raison de souligner que la taxe professionnelle représente une part importante de nos ressources. Je rappelle qu'elle égale 37 % de l'ensemble des recettes d'impôts directs de la Ville et 12 % de ses recettes totales de fonctionnement.

Par conséquent, sa réforme doit être mûrement pesée. Si elle intervient, elle doit donner lieu à une véritable compensation et non pas à l'octroi d'une recette anémiée qui croîtrait de manière extrêmement faible alors que les dépenses de la collectivité augmentent davantage.

Deuxièmement, le groupe socialiste a raison de souligner qu'au-delà de ce problème de la taxe professionnelle, il incombe au Gouvernement et au Parlement de lancer un grand débat sur la fiscalité locale qui n'est ni juste socialement ni correctement calibrée pour répondre à l'action des collectivités locales, qui les maintient dans une situation de dépendance tout à fait intolérable et tout à fait inconstitutionnelle.

Ce débat, nous l'appelons de nos vœux depuis longtemps. Je remercie le groupe socialiste d'avoir rappelé cette vérité.

Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Le Président LAMOUR a demandé la parole pour une explication de vote.

Monsieur LAMOUR, brièvement.

M. Jean-François LAMOUR. - Monsieur le Maire, un premier chantier a été ouvert par le Président de la République dans son discours de Toulon. C'est celui de la réforme de nos administrations locales. Dans ce cadre, une réflexion a été confiée au Comité présidé par Edouard BALLADUR qui a rendu, vous le savez, ses conclusions jeudi dernier.

Les questions du nombre d'échelons de collectivités locales, de l'enchevêtrement de leurs compétences et de leur impact sur la dépense publique étaient dans son champ de réflexion.

Par ailleurs, le Président de la République a indiqué qu'il souhaitait supprimer la taxe professionnelle, souvenez-vous en, qu'un ancien Président de la République avait qualifié d'impôt imbécile.

Je remarque que ce sont les socialistes qui ont retiré les salaires de l'assiette de la taxe professionnelle, signant en quelque sorte l'arrêt de mort de cette taxe. Nous sommes les seuls au monde à financer nos collectivités locales par un impôt qui pèse à 80 % sur les investissements productifs.

Si l'on veut continuer à vivre dans un pays qui pénalise ainsi les investissements, préparons les délocalisations futures et ne changeons rien.

Le Premier Ministre et le Président de la République ont indiqué que les collectivités bénéficieraient toutes de compensations. Il n'y aura donc ni démantèlement, contrairement à ce que l'on a pu entendre, ni asphyxie financière à attendre.

C'est parce que la crise est d'ampleur qu'il nous faut agir vite avant de voir nos entreprises partir ou fermer les unes après les autres.

La concertation que vous appelez de vos vœux est prévue. Le Premier Ministre a en effet annoncé qu'il rassemblerait prochainement la Conférence nationale des Exécutifs.

Pour ces raisons, nous voterons contre ce vœu.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous nous en doutions.

M. Yves POZZO di BORGO. - C'est une explication de vote.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Prévoyez vos interventions.

Monsieur POZZO di BORGO, je ne vous ai jamais empêché de parler.

M. Yves POZZO di BORGO. - Je le sais pertinemment. Néanmoins, c'est M. SAINT-ÉTIENNE qui se charge de l'explication de vote.

M. LE MAIRE DE PARIS. - M. Yves POZZO di BORGO me demande la parole pour que je la donne à M. Christian SAINT-ETIENNE.

Allez-y.

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Nous voulons simplement rappeler qu'il faut remplacer la taxe professionnelle qui est effectivement un impôt imbécile par un impôt intelligent.

Il n'est pas question que les entreprises ne paient pas d'impôts. Le plus adapté serait certainement une taxe à taux fixe au niveau national sur la valeur ajoutée qui éviterait toutes les distorsions d'un impôt qui aujourd'hui frappe particulièrement l'investissement.

Je rappelle que la crise que nous traversons se manifeste particulièrement par un effondrement de l'investissement dans les grands pays industriels et une taxe qui frappe l'investissement ne peut être qu'au détriment de l'activité mais également et surtout de l'emploi.

Il ne faut donc pas opposer les entreprises et les ménages, les entreprises et l'emploi, puisque ce sont les entreprises qui créent l'emploi. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Certes, mais la grande spécialité des gouvernements, en général, et de celui-là en particulier, c'est de faire des réformes qui coûtent aux collectivités locales, au moment où leur performance est plus indispensable que jamais.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 32).

Vœu déposé par MM. Jérôme DUBUS, Jean-François LEGARET et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la situation de l'hôtellerie à Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 3 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la situation de l'hôtellerie à Paris.

Je donne la parole à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire, et mes chers collègues.

Paris et l'Ile-de-France sont désormais entrés directement dans la crise, après une période transitoire au quatrième trimestre 2008. Le ralentissement de l'activité touristique, secteur qui emploie directement ou indirectement 210.000 personnes à Paris, touche désormais de plein fouet l'hôtellerie parisienne. Pour les deux premiers mois de l'année, janvier et février, les chiffres d'affaires sont en baisse de 25 à 30 %, tous types d'hôtels confondus.

Or, les entreprises hôtelières parisiennes sont les premiers employeurs du secteur privé. Il est donc temps que la Ville prenne une mesure pour soutenir ce secteur. Cette mesure est très simple : elle consiste à rétablir l'abattement de 15 % sur la taxe de séjour, supprimé dans le budget 2009.

Je rappelle que cette suppression se traduit par une augmentation de 22 % - 22 % ! - de la taxe de séjour pour toutes les catégories d'hôtels, à laquelle s'ajoutent l'augmentation du taux de la taxe professionnelle et l'augmentation du taux de la taxe foncière de 9 %.

Il est temps que vous preniez enfin conscience de la dégradation de la situation de ce secteur.

Il est temps d'agir en faveur de l'emploi. Si vous ne le faites pas, vous aurez participé de fait à la destruction de milliers d'emplois dans notre Capitale. L'hôtellerie parisienne a besoin d'air, ne l'asphyxiez pas.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Très brièvement, Monsieur le Maire, puisqu'il s'agit là aussi d'un sujet qui a été longuement débattu lors du budget 2009. Nos collègues s'en souviennent sans doute.

Il est exact que le Conseil a adopté fin 2008 la suppression de ce que l'on appelle "l'abattement communal facultatif".

Je voudrais rappeler d'ailleurs quel est l'impact financier de cette mesure. Pour un hôtel de luxe, de 4 étoiles, il s'agit d'un impact par chambre de 14 centimes par jour. Je dis bien "14 centimes par jour" pour un hôtel 4 étoiles ! Et pour un hôtel 1 étoile, l'impact est de 4 centimes par jour et par chambre… 4 centimes par jour et par chambre !

Je rappelle aussi que, si nous avons effectivement modifié les abattements communaux, existent toujours les abattements légaux qui figurent dans le Code général des impôts. Et il nous semble que ce dispositif n'est pas de nature à mettre en danger l'industrie touristique parisienne, au développement de laquelle nous sommes bien entendu aussi attachés que nos collègues du groupe U.M.P.P.A.

Je terminerai en disant qu'actuellement un certain nombre de discussions ont lieu, sous l'égide de l'adjoint au Maire chargé du tourisme, sur les modalités de calcul de cette taxe.

Voilà, Monsieur le Maire. Je donne donc, et cela ne vous étonnera pas, un avis défavorable à ce vœu.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par M. Claude GOASGUEN et les élus du groupe U.M.P.PA. relatif à la fiscalité parisienne.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 4 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la fiscalité parisienne.

La parole est à M. GOASGUEN.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais contribuer au long débat qui va s'ouvrir, portant sur l'augmentation de la fiscalité parisienne qui interviendra concrètement au mois de septembre et dont les Parisiens risquent à ce moment-là de découvrir qu'elle est beaucoup plus importante que ce qu'ils pouvaient croire, en vous citant, puisque c'est la Semaine du livre, un rapport tout à fait remarquable qui vient de sortir, et qui porte sur la question du patrimoine des ménages.

Ce rapport ne peut pas être considéré comme polémique, puisqu'il est issu de la Commission des prélèvements obligatoires. Le président de la Commission des finances a auditionné M. Philippe SEGUIN le 4 mars pour que ce rapport puisse être connu. Il est d'ailleurs mis en ligne sur le site de la Cour des comptes, à la rubrique "conseil des prélèvements obligatoires".

Que dit ce rapport ?

Il dit qu'en matière de taxe foncière et de fiscalité concernant le patrimoine des ménages, la France est en train de déraper depuis plusieurs années. Que si l'on fait une comparaison de la fiscalité sur les patrimoines entre les divers pays européens, on s'aperçoit que la fiscalité patrimoniale des ménages est 7 % plus forte que la plupart des pays européens et que, de plus, la montée de ces prélèvements fiscaux met véritablement en danger un certain nombre d'éléments liés à la patrimonialité des ménages et des entreprises, puisque la France a connu quasiment le doublement de cette fiscalité du patrimoine entre 1965 et 2010.

Puisque dans la fiscalité du patrimoine un long passage est consacré aux taxes foncières, et en particulier à la réévaluation des taxes foncières que vous allez mettre en place à Paris, sans oublier l'invention d'une taxe foncière départementale qui banalisera la situation de Paris en matière de fiscalité, je vous suggère, Monsieur le Maire, mais je sais bien que vous ne l'entendrez pas tout de suite - avant les protestations qui ne manqueront pas de venir au mois de septembre -, de surseoir à cette décision, qui est très critiquable dans la période que nous connaissons et qui, de plus, est probablement une décision inefficace.

Donc, je vous conseille, suivant dans ce domaine le Président SEGUIN, dont je m'honore de temps en temps de dire du bien, et qui n'est pas quelqu'un de particulièrement hostile à la fiscalité, de bien vouloir surseoir à statuer sur l'augmentation de la fiscalité sur les patrimoines et donc sur le bâti et le non-bâti et, en plus, de bien vouloir remettre en cause la taxe foncière départementale que vous avez l'intention d'inaugurer au cours de cette année.

C'est la raison pour laquelle mes collègues et moi-même, membres du groupe U.M.P., nous vous demandons de bien vouloir éviter ce dérapage fiscal supplémentaire qui pourrait gravement attenter au patrimoine des Parisiens.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois que le débat que nous reprenons est la suite d'un débat que nous avons déjà eu au mois d'octobre, au moment du débat sur les orientations budgétaires, que nous avons prolongé de manière très longue et approfondie au mois de décembre, et je ne doute pas que l'U.M.P. nous donne l'occasion d'y revenir à de nombreuses reprises, si j'ai bien compris !

Je voudrais rappeler un peu d'histoire, sans remonter très loin : le taux des impôts directs a augmenté à Paris d'à peu près 8 % - 7,5 %, je crois - de 1995 à 2001, c'est-à-dire sous la mandature qui nous a immédiatement précédée.

Nous nous étions engagés, quant à nous, en 2001 sur une fixité absolue des taux et nous avons tenu parole, c'est-à-dire que les taux sont restés de 2001 à 2008, pendant 7 ans, à leur niveau atteint en l'an 2000. Nous l'avons fait malgré la réalisation scrupuleuse de notre programme, c'est-à-dire un ensemble de réalisations en fonctionnement et en investissement, comme Paris n'en avait pas connu depuis bien longtemps.

Et c'est d'ailleurs ce mélange d'ambition et d'économies scrupuleuses que les Parisiens ont ratifié lors des dernières élections municipales.

Pour cette mandature, il était clair qu'il fallait un réajustement fiscal, d'autant plus que nous nous situons, vous le savez, dans un contexte croissant de désengagement de l'Etat. Nous avons donc décidé l'augmentation des impôts directs existants à hauteur de 9 % et nous avons décidé de créer une taxe foncière départementale.

Je vais revenir un instant, Monsieur le Maire, si vous le permettez, sur la taxe foncière départementale.

Il est tout de même très étonnant que, lorsque nos prédécesseurs ont créé une fiscalité départementale, en 1994, je crois, ou 1992, ils aient choisi de faire porter cette fiscalité exclusivement sur les locataires et en aucun cas sur les propriétaires.

Cette décision, lourde de conséquences, était triplement critiquable.

Premièrement parce qu'elle était totalement contradictoire avec ce que font tous les départements en France, puisqu'il n'y a pas un seul département qui ait une taxe foncière départementale ; Paris était le seul.

Deuxièmement, parce que, vous le savez, les dépenses départementales sont d'abord des dépenses sociales - j'insiste - et qu'il est tout de même légitime que les dépenses sociales soient équitablement partagées entre les locataires et les propriétaires.

Enfin, troisièmement, parce qu'il se trouve que c'est sur le Département que pèse le plus de transferts non compensés de la part de l'Etat.

Nous avons choisi, c'est vrai, de créer une taxe départementale. J'aimerais que nos collègues de droite fassent ce qu'ils n'ont jamais fait depuis plusieurs mois : nous expliquer le choix qu'ils avaient fait précédemment et les raisons pour lesquelles il faut en rester à ce système.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - On peut le faire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je serais très heureux que vous le fassiez, Monsieur LEGARET, pas maintenant, mais la prochaine fois que vous ferez un discours sur ce sujet.

Nous avons donc choisi de créer cette taxe et nous avons choisi de la créer à un taux extrêmement faible, puisqu'il est de 3 %, alors que la moyenne nationale est de 10 %.

M. Jean-François LAMOUR. - 40 % d'augmentation.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Voilà les décisions que nous avons prises.

Je terminerai, si vous le permettez, par une petite remarque de droit, parce que je comprends bien que la droite cible le Maire de Paris, c'est une posture politique normale et je n'ai rien à y redire, mais, Monsieur GOASGUEN, vous qui êtes, je crois, un fin juriste, vous ne pouvez pas ignorer que ce n'est pas le Maire de Paris qui fixe les impôts et qui a le pouvoir de les suspendre. C'est évidemment le Conseil de Paris ; c'est même la raison pour laquelle on a créé voici bien longtemps les assemblées délibérantes ; on les a créées pour décider les impôts.

Le Conseil de Paris a longuement délibéré de ce sujet, je l'ai dit, en octobre, en décembre. Je ne pense pas qu'il se déjuge aujourd'hui, ni même d'ailleurs qu'il regrette ses décisions qui sont des décisions équilibrées et modérées.

C'est sans doute, Monsieur le Maire, ce que nous verrons dans une minute au moment du vote sur ce vœu auquel je ne peux apporter qu'un avis défavorable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2009, DAJ 5 - Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 13 janvier, 4, 10, 17 et 24 février 2009. - Attribution et signature de marchés de maîtrise d'oeuvre.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAJ 5 relatif à la signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 13 janvier, 4, 10, 17 et 24 février 2009 , sur lequel l'amendement n° 4 bis a été déposé du groupe U.M.P.P.A.

Monsieur GAREL, vous demandez la parole ; c'est une question de procédure alors ?

M. Sylvain GAREL. - Question de procédure, effectivement.

Je sais que c'est de bonne guerre de reprendre les vœux des autres groupes quand ceux-ci les retirent, on l'a déjà fait. En revanche, ce qui est inacceptable, c'est que sur cet amendement, il y ait écrit : "sur une idée d'Yves CONTASSOT et des élus du groupe "Les Verts"", laissant croire que nous avons demandé à l'U.M.P.P.A. de défendre cet amendement, ce qui n'est absolument pas le cas.

Je demande que cela soit supprimé de cet amendement.

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le nom des élus ne peut pas être utilisé contre leur gré sur un amendement ; cela va de soi, personne n'a l'intention, j'imagine, j'espère, de ne pas respecter ce minimum.

Monsieur le Président ?

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Maire, d'avoir effectivement, sur la base de l'article 13 de notre règlement, permis le dépôt de cet amendement.

Je ne comprends pas très bien pourquoi la rédaction de cet amendement pose problème.

J'ai sous les yeux une liasse qui nous a été remise sur table il y a quelques instants. Je prends, par exemple, le vœu n° 17 bis : "vœu de l'Exécutif en réponse au vœu présenté par Mme Claude-Annick TISSOT". Avez-vous demandé son avis à Mme Claude-Annick TISSOT pour présenter ce vœu ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Si Mme TISSOT ne veut pas que je mette son nom, je ne le mettrai pas ; je ne brutalise personne !

M. Jean-François LAMOUR. - Monsieur le Maire, laissez-moi donc terminer !

Vous voyez très bien que les coutumes du Conseil, et je trouve d'ailleurs que c'est plutôt bien, font référence à des vœux déposés quel que soit le groupe ; on n'est pas des coucous, on reprend effectivement in extenso le vœu présenté par le groupe Verts. Je ne vois pas en quoi c'est scandaleux et injurieux pour le groupe "Les Verts", d'autant plus que, et Jean-François LEGARET y reviendra dans quelques instants, cet amendement est précis, clair, particulièrement bien détaillé, j'allais même dire objectif. Je ne vois pas en quoi il est injurieux simplement de reprendre dans notre présentation et dans l'intitulé de cet amendement l'origine de cet amendement. Cela, encore une fois, fait partie de la coutume du Conseil de Paris à laquelle nous faisons référence.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Alors pourquoi l'Exécutif fait-il en permanence référence à des vœux déposés par d'autres groupes quand il présente lui-même des vœux reprenant pratiquement in extenso les vœux déposés par ces groupes ?

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Nous maintenons cette rédaction.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Tentons d'être tous de bonne foi !

C'est parfois difficile.

Répondre à des élus en disant leur nom, c'est poli ; si les élus ne veulent pas que l'on mette leur nom, on ne les mettra pas ; c'était une question de politesse.

Par ailleurs, qu'un groupe de l'opposition reprenne le texte d'un amendement d'un groupe de la majorité, ce n'est pas terrible, mais cela s'est déjà fait.

M. Jean-François LAMOUR. - Pourquoi n'est-ce pas terrible ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Moins on le fait, à mon avis, mieux on se porte, mais cela fait partie, je ne dirai pas de la qualité du débat démocratique, mais bon, il faut accepter un peu de politique politicienne dans la politique.

Honnêtement, cela peut être aussi partagé.

En revanche, imposer de mettre le nom, je pense que c'est vraiment quelque chose de plus que discourtois.

Je demande tout simplement à tous les groupes, sans exception, de ne pas utiliser les noms de certains de leurs collègues pour leurs amendements contre leur gré. Je n'ai pas l'impression de demander quelque chose de très difficile.

L'acceptez-vous, Monsieur LAMOUR ?

Un peu de savoir-vivre, c'est tout !

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Laissez parler M. LAMOUR !

M. Jean-François LAMOUR. - Vous me laissez parler, mais à ce moment-là, vous n'avez pas à nous "balancer" un petit coup de griffes sur le savoir-vivre. Ce n'est pas une question de savoir-vivre, mais une question de logique et de bon sens.

Essayons de poursuivre le débat dans de bonnes conditions.

Nous avons bien entendu, nous allons évidemment maintenir l'amendement et retirer, si j'ai bien compris : "sur une idée d'Yves CONTASSOT et des élus du groupe les Verts", mais je vais vous dire, si vous n'aviez pas fait cette remarque, je pense que le vœu serait passé sans aucune promotion et publicité.

Vous avez voulu mettre cela sur la place publique ; maintenant, nous savons tous que c'est un amendement déposé par "Les Verts", que nous avons repris. C'est un vœu très précis, très objectif, très clair et nous le défendons.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Sur les noms, le débat est clos.

Je donne maintenant la parole à M. ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Après ces considérations de forme, je souhaite ouvrir, sur le fond, ce débat important pour la collectivité parisienne, en pointant un principe essentiel, éminent en matière de marchés publics : le principe de transparence.

Jean-François LEGARET et Anne-Constance ONGHENA évoqueront, dans quelques instants, plus précisément le marché de collecte des déchets ménagers.

Alors, chers collègues, pour évoquer le principe de transparence, je vous invite à un voyage, un voyage dans une lointaine tribu indienne, presque oubliée de tous. Cette tribu, depuis des temps immémoriaux, se réunit tous les soirs de pleine lune en conseil, autour du feu, pour prendre les grandes décisions.

Un soir, le grand chef est interrogé par son opposition, car même dans les tribus lointaines et oubliées, il existe une opposition. Les récoltes sont mauvaises et certains membres de la tribu sont inquiets. Ils veulent savoir pourquoi les semences ne produisent plus autant de fruits. Le grand chef diffère sa réponse et leur donne rendez-vous au prochain Conseil pour leur porter sa bonne parole. Impatients mais confiants en la promesse du grand chef, les membres de la tribu regagnent leurs tipis.

Le prochain Conseil vient : pas de réponse du grand chef. Une lune encore se passe : toujours pas de réponse. Les lunes se succèdent et le grand chef continue de se murer dans son mutisme, parfaitement sourd aux doléances de son opposition.

Drôle de tribu, n'est-ce pas ? Et quel jugement porter sur ce grand chef inique, méprisant souverainement son opposition, ignorant le débat démocratique et foulant aux pieds les principes élémentaires de transparence. Une république bananière avant l'heure ? Certainement ! Une pratique du pouvoir dépassée et qu'on ne saurait certainement pas retrouver sous nos latitudes beaucoup plus civilisées, naturellement.

Fin du premier acte.

Acte 2.

Le Conseil de Paris, lors de sa séance des 7, 8 et 9 juillet 2008, a adopté le voeu du groupe U.M.P.P.A. que soit porté à sa connaissance le nombre de marchés publics annulés pour recours contentieux depuis 2001. A ce jour, 9 mars 2009, pas de réponse de l'Exécutif.

Le Conseil de Paris, lors de sa séance des 20 et 21 octobre 2008, a adopté le voeu du groupe U.M.P.P.A., que soit porté à sa connaissance un bilan de l'entrée en application du système de gestion des finances de la Ville baptisé "Alizé", et que soit également évalué le coût complet du passage à ce nouveau système, y compris les intérêts moratoires versés aux entreprises ayant souffert de retards de paiement dus à ce système informatique défaillant. A ce jour, 9 mars 2009, pas de réponse de l'Exécutif.

Alors, mes chers collègues, je vous pose la question, de qui se moque-t-on ? Quel jugement porter sur l'Exécutif parisien, si peu soucieux du principe de transparence sur une question pourtant sensible, celle des marchés de la Ville ?

Finalement, ma dernière question, pour que l'Exécutif parisien daigne répondre aux attentes légitimes des élus de notre Conseil et se conformer à leur décision, combien de lunes faudra-t-il ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il vous sera évidemment répondu mais la principale différence de culture, c'est que moi, je n'ai pas la culture monarchique. Il n'y a pas mon opposition, il y a l'opposition qui a une légitimité démocratique. Ce n'est pas moi qui la lui donne, ce sont les électeurs. Cette conception : "son opposition", "son opposition"… je ne le vis pas comme cela.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Lors de la séance du 7 juillet, notre Assemblée a longuement débattu des modalités devant être retenues pour la collecte de déchets ménagers et assimilés au cours de ce mandat.

A l'issue de ce débat, 73 conseillers de Paris sur les 154 présents ont voté la délibération proposée assortie de voeux et amendée par l'Exécutif.

Ce projet de délibération prévoyait plusieurs options et il était convenu que les discussions se poursuivraient avant toute décision finale. Force est pourtant de constater que le Conseil n'a pas été saisi depuis juillet de débat sur cette question.

Force également est de constater que le résultat des arbitrages effectués n'apparaît nulle part compte tenu des documents qui nous ont été distribués avant la séance. L'annexe à la délibération DAJ 5 ne mentionne pas le périmètre des lots attribués, et donc, ne permet pas de savoir laquelle des options a finalement été choisie.

Comme évidemment tout ou presque finit par se savoir au sein de notre institution, nous savons que la Ville a renoncé partiellement à privatiser la collecte des déchets, notamment dans les 9e et 16e arrondissements, mais maintient la privatisation dans les 3e et 19e arrondissements. Cette décision aurait pu, aurait dû, selon nous, être mise à l'ordre du jour pour que nous puissions démocratiquement nous prononcer sur son principe. C'est le premier point d'insatisfaction pour notre groupe.

Un deuxième motif d'insatisfaction tient à la modification du cahier des charges et à ses conséquences. L'Exécutif a choisi de renforcer de façon très importante le poids du prix au sein des critères d'attribution. Les évolutions importantes en matière d'environnement ou de clauses sociales, notamment d'insertion, qui avait été introduites dans les précédents marchés ont été fortement remises en cause. En effet, le critère du prix pèse à lui seul pour près des deux tiers dans la notation des offres.

Or, dans ce type de marché de main-d'oeuvre, la masse salariale constitue à l'évidence l'essentiel des coûts. Dans les marchés de collecte, cela représente environ 65 % du prix de marché. Mettre la pression comme cela a été fait, de façon aussi importante sur les prix, c'est mettre la pression sur les salaires dans ces entreprises, et notamment dans celles voulant absolument remporter les marchés. Inutile de nous faire croire que ce sera évidemment la marge qui diminuera. Non seulement aucune entreprise n'accepte de travailler à marge réduite, mais ce serait qui plus est illégal de travailler à perte.

Nous savons toutes et tous sur ces bancs que lors d'une attribution de marché, le gagnant doit reprendre les personnels des entreprises qui avaient les marchés auparavant : c'est le Code du travail. Cela donne toujours lieu à des tractations délicates car le Code du travail ne prévoit pas la reprise intégrale des revenus des salariés, mais seulement les salaires concernés par la convention collective.

Or, dans les attributions qui nous sont proposées, les écarts de prix sont tellement importants que la seule solution pour certaines entreprises attributaires consistera à diminuer la masse salariale pour respecter les engagements et ne pas travailler à perte. Cela est d'autant plus vrai que nous assistons à une diminution très forte de la production des déchets, liée à la crise économique. Or, les entreprises sont payées pour partie à la tonne collectée, et comme les coûts de collecte vont rester les mêmes, car ils faut toujours autant de monde pour collecter les bacs, même si chacun d'eux est moins rempli, c'est encore une pression supplémentaire sur les salaires qui va se produire.

Lorsqu'on regarde les prix proposés, notamment par une entreprise, on peut estimer que pour tenir ses engagements, elle devra diminuer la masse salariale de plus de 20 %. Comment pourrions-nous cautionner cela dans un contexte social dont chacun connaît la réalité ?

Par delà ces motifs d'insatisfaction, nous avons plus que des craintes sur la qualité du service qui sera délivré aux Parisiennes et aux Parisiens. Pour collecter à Paris, je l'avais dit lors de mon intervention du mois de juillet, il faut des infrastructures lourdes et coûteuses, tant en bennes qu'en garages. L'examen des attributions, ou du moins de certaines, ne peut que laisser perplexe, surtout quand on sait qu'un candidat a été éliminé au motif qu'il n'avait pas la surface nécessaire pour assurer les prestations envisagées.

Quelles sont donc les garanties prises par la Ville sachant qu'une rumeur insistante court dans toute la profession et bien au-delà, que le principal attributaire cherche désespérément des bennes et qu'il serait déjà prêt à un ou plusieurs lots.

Enfin, que dire même du principe, qui consiste à attribuer l'essentiel du marché à une même entreprise alors que l'allotissement a pour objectif de garantir une meilleure concurrence.

Nous avions deux multinationales, début 2001, qui se répartissaient ces marchés. Nous avons souhaité casser ce monopole, il serait dommageable qu'on y revienne sous une autre forme maintenant, d'autant plus que certains chiffres ne laissent pas de nous étonner. Arriver à proposer un prix s'approchant de 5 centimes d'euros de l'estimation des services à 25.952.565,16 euros relève de la divination ou de la transmission de pensée.

Nous avons été également surpris que la Mairie de Paris semble tenue de publier un communiqué de presse pour annoncer les décisions de la C.A.O. Non seulement les attributions ne font pas habituellement l'objet de communiqués de presse, mais nous ne savions pas qu'il existait maintenant une nouvelle catégorie de communiqués de presse, quasi clandestins, non envoyés aux destinataires habituels et non publiés sur le site de la Mairie de Paris.

Vous comprendrez donc aisément que pour toutes ces raisons, le groupe des élus Verts ne peut pas voter une telle délibération. Nous aurions préféré qu'un vote puisse intervenir sur la seule attribution des marchés de collecte. Vous en avez décidé autrement.

C'est donc sur l'ensemble de la délibération, sauf si vous acceptez un vote dissocié, que portera notre vote même si les autres attributions ne sont évidemment pas en cause.

(Applaudissements sur les bancs du groupe "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, on a tous bien compris qu'il s'agissait d'un projet de délibération qui a un poids particulier et particulièrement important.

D'abord parce qu'il s'agit d'un marché de 320.228.000 euros sur cinq ans. C'est de fait le marché le plus important de la Ville de Paris, et vraisemblablement le marché le plus important de France, en tout cas des collectivités locales en France.

Curieusement, dans ce projet de délibération aval, puisque c'est comme cela qu'on les appelle, nous avons un simple tableau incompréhensible. Habituellement, pour les délibération aval, nous avons au moins la reproduction du rapport qui a été présenté à la Commission d'appel d'offres. D'ailleurs, ce matin même, nous l'avons pour le projet de délibération suivant pour lequel il s'agit de travaux d'une ampleur bien moindre.

Si le Conseil de Paris avait eu le rapport qui a été présenté à la Commission d'appel d'offres, il aurait pu constater, comme nous l'avons fait, M. David ALPHAND et moi-même, à la Commission d'appel d'offres, que ce rapport important qui comptait environ 70 pages, ne répondait nulle part à la première question de bon sens que tout élu parisien doit se poser.

La question de bons sens est, une fois que cette attribution sera faite, quelle sera la répartition des parts de marché entre les différents attributaires ? C'est une tout de même une question simple et je dirais de simple logique.

Comme le rapport n'y répondait pas, nous avons déposé avec David ALPHAND une note complémentaire qui faisait ce calcul. Puisque cela n'a pas été fait, je peux vous donner le résultat. Si on prend l'ensemble des marchés, c'est-à-dire le marché de collecte de porte-à-porte, plus le marché de réceptacle, l'entreprise "Derichebourg" va se voir attributaire de 67,61 % des marchés de collecte à elle toute seule, "Veolia", de 17,49 % et "Pizzorno", de 14,90 %.

Voilà quelle sera la répartition équilibrée de la ventilation des attributaires.

Je me permets de noter que j'ai demandé et obtenu, parce que c'est de droit, que cette note complémentaire, dont je suis signataire, soit annexée au procès-verbal. Dans la transparence, Monsieur le Maire, vous auriez dû communiquer au Conseil de Paris le rapport in extenso de la C.A.O. et joindre la note complémentaire qui a été annexée au procès-verbal. Vous ne l'avez naturellement pas fait.

Monsieur CONTASSOT, je suis désolé que le fait que nous reprenions votre voeu fasse polémique. J'ai souhaité que votre nom figure par pure élégance. Vous êtes allergique à la notion d'élégance, c'est dommage, mais je constate que dans l'intervention que vous venez de faire, vous reprenez mot à mot ce que vous aviez écrit dans cet amendement. C'était bien de le rappeler.

Et je dois vous dire que j'ai été vraiment très scrupuleux : j'ai repris mot à mot votre voeu initial sans en changer la moindre virgule. J'avais indiqué "sur une idée d'Yves CONTASSOT". Si vous ne souhaitez pas que l'on y fasse référence, bien évidemment nous supprimerons cette seule ligne, mais on maintiendra le reste de l'amendement, qui nous paraissait poser un certain nombre de problèmes que nous avions nous-mêmes fait figurer dans la note complémentaire qui a été annexée au procès-verbal. Si vous le souhaitez, Monsieur le Maire, on pourrait naturellement diffuser ce document manquant à l'ensemble de l'Assemblée.

Finalement, que savent les Parisiens du marché le plus important de France ? Le communiqué de presse que vous avez eu à cœur de faire paraître, qui comporte d'ailleurs deux erreurs énormes dans le simple intitulé et sur l'énumération des arrondissements, puisque vous avez indiqué à tort le 8e arrondissement au lieu du 9e et que vous ne faites pas figurer le 15e arrondissement.

A part cela, tout est exact, si ce n'est qu'une fois qu'on a lu ce communiqué, on ne sait rien. On ne sait pas quelle est justement la répartition des lots par attributaire ; on n'indique nullement le montant de ce marché. Entre ce communiqué de presse et rien, il n'y a pas une très grande de différence.

Je voulais surtout dire que si ce marché pose problème, c'est parce que la collecte est une affaire sérieuse. D'ailleurs, M. CONTASSOT connaît parfaitement ce sujet puisqu'il a été adjoint. Je fais référence aux arguments qu'il vient d'employer. Une entreprise comme "Derichebourg" qui se voit donc attribuer plus des deux tiers du marché ne pourra prendre en charge au début du mois de juin l'ensemble des prestations.

Nous prenons date dans ce débat et nous attendons de voir comment les choses vont s'organiser dans la suite. Mais nous pouvons vous dire que la décision prise par la Commission d'appel d'offres ne va pas tenir dans le temps.

Puis, vous le savez, Monsieur le Maire, je suis désolé de le rappeler, mais cette attribution s'inscrit dans un contexte un peu particulier et un peu fébrile. Votre adjointe au Maire sous la précédente mandature a été mise en examen dans une procédure antérieure, il s'agit de la même entreprise "Derichebourg", qui est elle-même mise en examen pour cette attribution.

Mise en examen pour favoritisme et corruption. Je n'ai aucun élément sur la corruption, je n'en sais rien. Mais sur le favoritisme, je ne peux que constater que le fait d'attribuer plus des deux tiers du marché de collecte à cette entreprise, c'est en tout cas indiscutablement la favoriser.

Je ne ferai que vous citer, Monsieur le Maire. Vous avez dit devant cette Assemblée, le 16 juin dernier, cela m'avait beaucoup surpris - il s'agissait du même marché et de la même entreprise -, "libre à chaque élu de pousser telle ou telle société".

C'est peut-être votre conception de la déontologie en matière d'appel d'offres, mais cela n'est pas la nôtre. Nous tenons à le redire et c'est la raison pour laquelle nous maintenons cet amendement en supprimant bien entendu la référence à M. CONTASSOT. Mais nous considérons qu'il s'agit d'une question très importante financièrement, qu'il s'agit d'une question très importante déontologiquement et que techniquement, mécaniquement, logistiquement, vous n'y parviendrez pas.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame Anne-Constance ONGHENA, vous avez la parole.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Vous décidez d'attribuer la grande majorité du marché de la propreté à une seule et même entreprise, c'est votre responsabilité politique.

Moi, je suis élue du 19e arrondissement et le 19e arrondissement est, bien évidemment, particulièrement concerné par ce marché, étant donné sa situation en termes de propreté. J'en veux pour preuve que ce matin, en venant à l'Hôtel de Ville, je suis passée avenue Simon-Bolivar comme pratiquement tous les matins, et que ce matin l'avenue était jonchée de détritus et de papiers, ce qui illustre la situation actuelle.

J'ai plusieurs questions à vous poser et qui à mon avis vont intéresser les Parisiennes et les Parisiens. Comment en attribuant quatre lots à une même société, allez-vous vous assurer d'une meilleure qualité de service ? De quels leviers disposez-vous pour y arriver ? Quelles sont les garanties que vous donnez aux Parisiennes et aux Parisiens qui attendent une meilleure qualité de service public ?

Deuxième question : le passage de relais entre les deux exploitants étant assez succinctement décrit dans les documents, quels engagements prenez-vous devant les Parisiennes et les Parisiens afin de préserver l'emploi des actuels salariés ? Condition indispensable pour conduire à mon avis une politique équilibrée dans le contexte économique actuel.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur Ian BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

La collecte des déchets se rappelle encore une fois à notre attention à travers ce projet de délibération. Je m'en réjouis tout particulièrement car le contexte a changé depuis le mois de juillet et le projet de délibération qui nous est proposé porte en partie la trace des revendications des personnels et des Parisiens en faveur d'un service public de la propreté.

En ce qui concerne le choix du public et du privé, la conviction du groupe communiste n'a pas varié, du groupe communiste et des élus du parti de gauche qui à l'époque s'étaient déjà prononcés comme nous. Nous militons toujours pour une remunicipalisation de la collecte des ordures ménagères à Paris. Nous estimons que la comparaison entre les services rendus par le public et par le privé n'apporte aucun argument en faveur du privé.

Nous estimons surtout que la collecte des ordures ménagères est un sujet bien trop sérieux pour le laisser aux mains du privé. Il faut bien dire les choses telles qu'elles sont, à l'heure actuelle, rien ne permet de dire que la gestion par le privé fonctionne mieux que par la gestion par le public. Rappelons-le, à 65 %, tous arrondissements confondus, les Parisiens sont satisfaits de la propreté de leur ville, et dans le détail rien ne montre la supériorité du privé. Les 10e, 11e et 18e arrondissements gérés par le privé sont parmi ceux que l'on considère comme les plus défaillants.

Quels sont les arguments en faveur du privé ? C'est bien simple, il n'y en a pas. En revanche, il existe bel et bien des arguments en faveur de la municipalisation. Ces arguments devraient tout particulièrement flatter nos convictions de Gauche. La municipalisation permet au moins de protéger et de traiter convenablement les hommes et les femmes qui collectent nos ordures ménagères. C'est bien la moindre des choses.

Vous comprendrez aisément que le groupe communiste ne souhaite pas se prononcer sur le choix de telle ou telle entreprise puisqu'il milite toujours plus en faveur d'une remunicipalisation totale de la collecte des déchets et qu'il conteste l'existence d'une réelle concurrence entre ces entreprises.

En revanche, nous prenons acte, et nous nous en réjouissons, des discussions ouvertes par la Municipalité avec les personnels mobilisés pour la défense de leur métier et du service public, je veux d'ailleurs ici leur rendre hommage. Grâce à leur mobilisation, deux arrondissements sortent aujourd'hui du périmètre de la privatisation initialement programmée.

Nous regrettons que deux arrondissements soient en revanche confiés aux appétits du privé. Néanmoins, parce que la Ville de Paris a su engager un dialogue avec ces personnels, nous ne voterons pas contre ce projet de délibération. Nous nous abstiendrons.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie.

La parole est à Sandrine CHARNOZ.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, ce projet de délibération fait l'objet de nombreuses inscriptions.

J'ai par ailleurs l'impression de revivre la C.A.O. du 10 février dernier à laquelle MM. ALPHAND et LEGARET étaient présents, C.A.O. durant laquelle l'attitude de l'Opposition a été détestable, tant sur le fond que sur la forme.

Attaques contre les services, attaques contre les élus, volonté de juger en simultané des marchés séparés et vos calculs le démontrent, Monsieur LEGARET, propositions "borderline" avec la légalité et le respect des individus.

Je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi certains arguments évoqués lors de cette C.A.O. et auxquels les services ont répondu fort justement et fort patiemment se retrouvent à nouveau cités dans cette enceinte. Le rapport est d'ailleurs consultable par tous, sur O.D.S.

Quant aux critères évoqués par MM. CONTASSOT et LEGARET, vouloir modifier les critères de jugement des offres est impensable au regard du débat de juillet dernier auquel nous avons tous assisté.

En effet, vous semblez avoir oublié que nous avons, lors du dernier Conseil, délibéré sur les principes et les modalités d'attribution de ces marchés.

Il y avait eu alors plus d'une quinzaine d'interventions. Personne dans cet hémicycle n'avait remis en cause les critères de jugement des offres. Nous avions alors accès au cahier des charges et aux critères de jugement des offres.

Soit vous n'aviez pas pris connaissance de ce dossier au fond, et c'est fort regrettable pour un sujet aussi sensible pour nos concitoyens, d'autant plus que les interventions ne manquaient pas de l'autre côté de l'hémicycle, soit nous sommes encore en présence d'une énième manoeuvre politicienne.

Par ailleurs, je souhaite rappeler à MM. Jean-François LEGARET et David ALPHAND que, sous leur pression, nous avons signé une charte en tant que membres de la C.A.O. par laquelle nous nous sommes engagés, entre autres, à choisir des fournisseurs sur la base des critères de pondération et des règles de notation préalablement fixées.

Cette charte semblait vous tenir à coeur, il nous faudrait respecter notre engagement commun.

Sur le fait d'attribuer plusieurs lots, je vous demande, Messieurs, ce que vous conseillez. D'écarter une entreprise sur le seul fait qu'elle est déjà attributaire d'un lot ?

Je souhaite insister sur l'aberration de cette proposition, aberration qui ne nous conduirait pas forcément à choisir l'entreprise qui rendrait le meilleur service aux Parisiennes et aux Parisiens. Aberration qui nous amènerait dans une position jusqu'au-boutiste à interdire aux entreprises déjà attributaires de marchés de concourir à de nouveaux appels d'offres.

Aberrant mais illégal aussi.

Illégal car cela consiste à choisir une entreprise sur des critères autres, je le rappelle, que ceux fixés par le règlement de la consultation. Ces critères sont faits pour garantir la qualité technique et la valeur financière des offres.

Illégal car cela consiste tout simplement à partager le marché entre plusieurs entreprises. C'est condamné par la loi, cela s'appelle de la collusion et de l'entente.

Concernant les soupçons de favoritisme en lien avec le dossier en cours de jugement, c'est inadmissible, Monsieur LEGARET, dans cette enceinte, comme je vous l'ai rappelé lors de la C.A.O.

Il est scandaleux d'instrumentaliser une instruction en cours. Laissez la Justice travailler. Je tiens à rappeler ici le principe de présomption d'innocence car vous semblez sans cesse l'oublier.

De plus, on n'évoque pas un dossier dont le jugement n'est pas rendu pour écarter une entreprise, illégal à nouveau.

Par ailleurs, nous savons que le sport national de certaines entreprises consiste, lors de la perte d'un marché, à introduire un recours. Vous nous demandez, Monsieur LEGARET, d'écarter de tous les marchés jusqu'au jugement les entreprises contestées qui sont en cours de procédure.

Vous rendez-vous compte de la portée de vos propos ?

Pour finir, en tant que membre de la C.A.O., comme vous MM. LEGARET et ALPHAND, j'insiste sur le fait que nous avons les moyens d'intervenir et de travailler sereinement dans cette Commission.

La présence de l'Opposition et son accès aux Commissions techniques, aux documents, à la présentation par les services, à leur questionnement pour approfondir les dossiers comme tout autre membre doit nous permettre de travailler sereinement sans instrumentaliser les appels d'offres comme vous venez de le faire.

Je suis choquée, scandalisée, que Jean-François LEGARET jette l'opprobre sur les élus et les services et se drape dans sa vertu.

Ces manoeuvres politiciennes démontrent encore une fois que l'intérêt des Parisiennes et des Parisiens est oublié au profit de postures qui ne trompent personne ici.

Nous avons la chance, Monsieur le Maire, d'avoir des services de grande qualité, c'est pourquoi, en confiance, avec mon groupe, je voterai cette délibération.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, je vous demande la parole.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LEGARET, avant que je vous donne la parole, je rappelle que j'ai écouté ce que vous avez dit avec beaucoup de patience.

Il n'est pas exclu que je vous en dise quelques mots tout à l'heure, y compris parce que l'honneur est une valeur que nous devons servir pour notre Ville et que cette Ville a une histoire.

Amen, dit Mme de PANAFIEU. Voilà qui fait progresser le débat. Madame de PANAFIEU, j'ai le droit d'avoir le sens de l'honneur lorsqu'un conseiller de l'Opposition essaie de jeter l'opprobre sur moi !

Je le dis devant tous les élus de l'Opposition, je suis choqué de certains comportements, y compris de dire Amen alors qu'on essaie de me faire passer pour malhonnête, Madame de PANAFIEU. Tout est permis, sauf cela.

Je le dis à tous les élus de l'Opposition.

Nous en reparlerons.

Monsieur Jean-François LEGARET, si vous le souhaitez, vous avez la parole. Mme Camille MONTACIÉ et M. François DAGNAUD vous répondront.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je demande la parole pour fait personnel. Je suis pour le moment le seul élu à avoir été mis en cause de manière aussi violente, accessoirement David ALPHAND.

Je laisse à Sandrine CHARNOZ la responsabilité de ses propos, elle a parlé d'illégalité, qu'elle le prouve. La charge de la preuve lui incombe. Si elle veut me mettre en cause pour illégalité, je lui souhaite bonne chance. Je n'ai absolument pas à me prononcer sur ce point.

Je tiens à rectifier, dans ce qu'elle a dit, des mots que je trouve inacceptables et qui sont contraires à la vérité. Elle parle d'une pression que nous aurions exercée sur la Commission d'appel d'offres.

C'est étrange. Je dirai que pour votre autorité, Monsieur le Maire, qui êtes Président de droit, ce n'est pas très sympathique.

De plus, elle a dit que j'avais mis en cause les fonctionnaires. Je lui demande vraiment de me donner acte que cela n'a jamais été le cas. Je n'ai jamais mis en cause les fonctionnaires et l'analyse faite par les fonctionnaires devant la Commission d'appel d'offres. Je tenais à le rectifier.

Je terminerai sur un seul point. Il se trouve que, c'est peut-être l'effet de l'âge et de l'expérience, je suis le membre le plus ancien de la Commission d'appel d'offres. J'en ai vu depuis un certain temps.

Il m'a toujours été donné de constater qu'en matière de marché et d'appel d'offres, la fébrilité est toujours suspecte, y compris la vôtre.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous voyez ! La fébrilité est toujours suspecte, y compris la vôtre ! Je suis suspect. Et voilà, ajoutent certains.

Voilà comment certains font de la politique à Paris. Ce sont précisément ceux-là qui ont dirigé Paris durant 24 ans. C'est ainsi qu'ils disent au Maire de Paris, à moi en l'occurrence : la fébrilité est suspecte. Et voilà...

Non, Monsieur LEGARET, je ne suis pas fébrile.

Je suis très serein, et personne ne doute dans vos rangs de mon honnêteté. Et vous ne cessez d'essayer, sous divers prétextes, de la mettre en cause.

C'est cela, Monsieur LEGARET, que je ne trouve pas tellement… comment dire… honorable en démocratie.

Maintenant, faites comme vous voulez, dirigez comme vous voulez - vous l'avez fait pendant 24 ans. Maintenant, opposez-vous comme vous voulez - cela fait 8 ans que cela dure. Et moi, avec tous mes défauts, vous voyez, il y a plein de choses que je ne fais pas bien !

Ce qui est sûr, c'est que, quand je quitterai cette fonction, vous n'aurez jamais à vous faire de souci sur l'honorabilité de la manière dont j'aurai conduit Paris pendant ce temps, ni en ce qui concerne les marchés d'appels d'offres, ni dans aucun domaine que ce soit !

La parole est à Mme Camille MONTACIÉ.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe, au nom de la 1ère Commission. - Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs les élus, il y a eu beaucoup de questions. Je vais commencer par la question qui a été posée pour la énième fois par M. ALPHAND concernant le nombre de marchés publics annulés.

Je voudrais rappeler que, lors de la séance de juillet dernier, vous aviez formulé déjà ce vœu que puisse être portée à la connaissance de l'Assemblée une information sur le nombre de marchés passés sous la précédente mandature et le nombre de marchés ayant fait l'objet d'une annulation.

Il vous a été répondu, donc je ne comprends pas quel est l'objet de cette question : sur un total de 47.335 marchés, il y a eu 10 annulations entre 2001 et 2007 et 1 annulation qui est intervenue en 2008 sur un marché passé en 2007, ce qui fait 11 annulations sur 47.335 marchés. Le détail de cette note a été transmis à M. LEGARET et à M. ALPHAND avec, année par année, toutes les annulations. Je ne vais donc pas les relire ici.

Mais je pense que nous en aurions beaucoup plus si nous suivions leur conseil, c'est-à-dire par exemple ne pas respecter les pondérations qui ont été votées lors des Conseils de Paris au moment de la passation de la délibération autorisant la passation des marchés.

Nous aurions également des annulations, si nous faisions ce qu'ils nous disent en refusant d'attribuer des marchés, sous le prétexte qu'il y a concentration ou que l'intérêt général l'exige, et sans respecter, bien sûr, le travail qui est fait sur la base des dossiers fournis.

Enfin, je voudrais dire à M. CONTASSOT que nous aurions aussi une annulation si, sur la base d'une rumeur, nous refusions d'attribuer un marché à une entreprise à laquelle les résultats des analyses attribuent ce marché.

Là, nous aurions effectivement beaucoup, beaucoup d'annulations. Pour le moment, c'est 11 sur 47.335. Première chose !

Ensuite, je voudrais rappeler, et M. LEGARET, je crois, le sait très bien, que l'on peut consulter le rapport de la commission à la bibliothèque du Conseil de Paris ; ce document a été mis en libre consultation pour les élus. Il le sait, et ce, depuis des décennies, puisque - il vient de le dire - il est le plus ancien.

Enfin, je voudrais rappeler que, en ce qui concerne la validation du règlement de la consultation qui a été faite au Conseil de Paris de juillet 2008, en ce qui concerne les critères, le marché a été aussi validé en ce qui concerne la levée des deux options, puisque le Maire disposait d'un mandat pour finaliser ces négociations et retenir l'option correspondante. C'est sur la base de ce mandat que le choix final de la délimitation du marché a été établi, où le 9e et le 16e arrondissement ne figuraient plus.

Voilà ce que je voulais dire.

En ce qui concerne les critères - je ne parle pas d'avoir suivi les critères parce qu'il n'est pas question de ne pas les suivre -, donc en ce qui concerne le critère financier porté à 65 % et le critère de valeur technique porté à 35 %, il est bien évident que, s'il y a eu l'augmentation du critère financier qui est passé de 45 à 65 % entre les deux marchés, le précédent et celui-ci, c'est lié au fait que la Ville a voulu être beaucoup plus contraignante dans ses demandes à l'égard des entreprises qu'elle ne l'avait été précédemment.

Donc, un certain nombre de choses notées précédemment en même temps que le critère prix ont été imposées dans le cahier des charges. Bien sûr, la valeur technique a essentiellement tenu compte de l'insertion et des heures en insertion, ce qui nous paraît quand même fondamental pour un marché de cette nature.

Voilà ce que je voulais dire pour le prix. Et je tiens à dire que les prix ont été - pour ceux qui ne voulaient pas faire le plus de profit - assez proches. Lorsque les prix ont été proches, c'est la valeur technique qui a fait la différence, et en particulier pour le lot 1, le plus important.

Enfin, j'arrive au dernier point, qui est évoqué à la fois dans l'amendement de M. LEGARET et dans l'annexe qu'il a fait rajouter au rapport de la C.A.O., c'est-à-dire le soupçon sur un précédent marché, et qui n'a en aucun cas été fondé, et surtout aussi aujourd'hui des soupçons sur le nouveau marché.

Je rappelle comment nous avons travaillé : les services ont établi ce que Mme CHARNOZ a défini tout à l'heure, un cahier des charges précis et rigoureux et, sur cette base, une analyse précise et rigoureuse.

L'opposition a demandé une commission technique. Elle a eu lieu le 12 janvier. Je tiens à dire qu'entre le 12 janvier et le 10 février, absolument rien n'a été changé sur ces marchés. Par ailleurs, l'ensemble des questions qui ont été posées lors de la Commission d'appel d'offres montre qu'en aucun cas, on n'a cherché à faciliter l'attribution pour une société. Il suffit de lire le compte rendu de ce marché.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Camille MONTACIÉ.

C'est l'occasion pour moi de vous redire toute ma confiance, comme je redis toute ma confiance à Mireille FLAM pour ce qu'elle a fait dans la mandature précédente.

Je donne la parole à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Je ne ferai naturellement le procès à aucun des intervenants, et surtout pas au principal intervenant du groupe U.M.P., d'être mu par la défense d'autres intérêts que celle de l'intérêt général. Je veux donc prendre acte de leur contribution, et de sa contribution, à ce débat démocratique et y répondre point par point.

Le débat n'aurait pas eu lieu !

Camille MONTACIÉ l'a rappelé, le débat a eu lieu en juillet 2008, et quel débat ! Il a été mené, tous ceux qui ont souhaité y participer y ont participé et il a été tranché.

Aujourd'hui, il nous est simplement proposé d'appliquer le règlement de consultation tel qu'il a été adopté par le Conseil.

Camille MONTACIÉ l'a rappelé, les options que nous avions ouvertes sur le 9e et le 16e arrondissement ont été levées par le Maire comme il lui revenait de le faire. Reste donc l'ajustement des périmètres de collecte sur les trois arrondissements qui étaient régis en mode mixte, et dont personne n'a demandé le maintien. Nous en sortons en revenant en régie pour le 2e arrondissement et par le recours à l'entreprise dans le 3e et le 19e.

A ce niveau-là, chers collègues, soyons clairs entre nous, c'est une décision extrêmement pragmatique, puisque rien n'avait été préparé, rien ne permettait de reprendre en régie une collecte aussi lourde que celle d'un arrondissement comme le 19e, dans la temporalité qui est la nôtre aujourd'hui.

Autre argument, ce serait une "attribution "low cost" qui se traduirait par une dégradation des conditions salariales des employés". C'est un procès d'intention qui ne repose sur rien. Tous les attributaires sont affiliés à la convention collective nationale des activités de déchets, qui va d'ailleurs bien au-delà de l'article L. 122-12 et garantit, en plus de la rémunération de base et de l'ancienneté, l'ensemble des primes versées au personnel.

Ce type de transfert est d'ailleurs extrêmement courant, plusieurs d'entre eux ont lieu pour d'autres marchés entre ces mêmes entreprises en ce moment même et ce, dans des conditions sociales tout à fait exemplaires.

La part de dépenses de personnel proposée par le nouvel attributaire est d'ailleurs plus élevée que celle pratiquée par le titulaire en place. Eh oui, Monsieur LEGARET, la différence entre les candidats s'explique bien en revanche par la marge de profit plus ou moins grande des entreprises.

"L'entreprise attributaire n'aurait pas les capacités de faire face au marché". Là aussi c'est un procès d'intention qui ne repose sur rien, en tout cas qui ne peut reposer que sur une méconnaissance du dossier.

En effet, les capacités en matériels proposées par ce candidat sont très largement suffisantes pour assurer les collectes quotidiennes, et même les collectes ponctuelles ou exceptionnelles.

Les entreprises ajustent leurs moyens en fonction des missions qui leur sont attribuées. Il est donc normal que les attributaires soient en train de compléter leur parc ; inverser la donne serait une rupture d'égalité entre les candidats.

Le nouvel attributaire, vous le savez, ou vous devriez le savoir si vous aviez regardé et travaillé sur le dossier, dispose de garages à Bobigny et à Gennevilliers, ce qui était une des conditions du cahier des charges.

Autre reproche : "les entreprises attributaires assureraient un service de moindre qualité". Nous revendiquons, c'est vrai, de chercher le meilleur service au meilleur prix, et l'arrivée de nouveaux prestataires sur le marché de collecte s'inscrit résolument dans la politique d'achat de la Ville de Paris, qui favorise une stimulation concurrentielle, en rupture, c'est vrai, avec l'époque des chasses gardées que nous avons connues à Paris il n'y a pas si longtemps, mais je crois pour le plus grand bénéfice des Parisiens.

D'ailleurs, les deux titulaires actuels ont nettement renchéri leurs prestations par rapport à 2005, et si les cinq lots avaient été attribués à la mieux placée des entreprises sortantes, le coût global de la collecte aurait augmenté de 25 millions d'euros pour la durée du marché.

Autre reproche qui est fait, et Camille MONTACIÉ l'a évoqué : le non-plafonnement du nombre de lots obtenu par candidat. Si j'ai bien compris, Monsieur LEGARET, vous nous proposez d'attribuer les lots en procédant à une répartition qui ne serait dictée ni par la qualité ni par la compétitivité des offres… Ce serait simplement contraire au droit et favoriserait les ententes et les collusions. Il est tout à fait répréhensible de faire intervenir la notion de part de marché acceptable pour attribuer des lots, ce qui nous aurait conduits, si nous avions suivi votre logique, à privilégier les entreprises plus chères ou moins compétentes, et donc à pénaliser les Parisiens.

Pour terminer sur l'amendement déposé in extremis mais conformément à nos règles par le groupe U.M.P., je voudrais simplement, mais assez solennellement attirer l'attention de chacun des élus qui siègent sur ces bancs, et notamment ceux de nos collègues du groupe U.M.P. qui sont appelés à le voter.

Dans la mesure où cet amendement propose simplement d'interrompre la procédure en cours d'attribution, cela signifie concrètement que dans les dix arrondissements où la collecte est faite par l'entreprise, les élus qui le voteront assument d'ores et déjà, ou assumeront le risque devant leurs concitoyens, de faire qu'il n'y aura plus de collecte dans vos arrondissements à partir du mois de juin. Je veux simplement rappeler à nos collègues élus des 1er, 7e et 15e arrondissements, qu'au moment de voter ou pas cet amendement, ils devront avoir à l'esprit la conséquence qui pourrait en résulter.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, vous vous êtes exprimés largement. Je me sens parfaitement représenté par les interventions de mes deux adjoints, Camille MONTACIÉ et François DAGNAUD.

La Commission d'appels d'offres est une émanation du Conseil de Paris. C'est vous, à la proportionnelle, qui en désignez les membres, ce n'est pas moi.

Deuxièmement, en huit ans, je n'ai jamais donné d'indications aux membres de la C.A.O. S'il y a un membre de la C.A.O. qui a reçu une indication de ma part en huit ans, qu'il me le dise. C'est vous dire que lorsque ces sujets sont évoqués ici, il s'agit pour le Conseil de Paris de porter appréciation sur la régularité du travail de la C.A.O.

Troisièmement, parce que je ne fuis aucun sujet, Monsieur LEGARET, il y a effectivement une instruction judiciaire sur une entreprise qui est d'ailleurs concernée par ce marché. Que voulez-vous que j'y fasse ? Que puis-je faire de plus que de faire en sorte que la Ville se porte partie civile ? Vous avez de la mémoire, Monsieur LEGARET, vous vous souvenez que quand j'étais élu de l'opposition et qu'il y avait parfois des débats, des interrogations, je disais : portons-nous partie civile. Dans cette affaire, très précisément, j'ai voulu que la Ville se porte partie civile. Mon action a été en cohérence avec ce que je disais quand j'étais dans l'opposition.

Ne tentez pas de salir les gens, de les rendre suspects, les mots sont parfois des pièges. Il suffit de faire notre travail et d'avoir sa conscience pour soi. Voilà ma réponse sereine à ce que vous évoquiez tout à l'heure.

M. Sylvain GAREL. - Une explication de vote brève. Vu la façon dont l'amendement que nous avons déposé a été repris par l'U.M.P.P.A., nous ne participerons pas au vote sur cet amendement et nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 4 bis déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 4 bis est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAJ 5.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DAJ 5).

Vœu déposé par M. Thierry COUDERT et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à une meilleure adaptation des horaires d'ouverture des institutions culturelles et sportives de la Ville aux besoins des Parisiens.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à présent à l'examen des vœux référencés n° 5 et n° 5 bis dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à une meilleure adaptation des horaires d'ouverture des institutions culturelles et sportives de la Ville aux besoins des Parisiens.

Je donne la parole à M. Thierry COUDERT.

M. Thierry COUDERT. - Ce vœu est extrêmement simple et je l'espère consensuel, car j'imagine que sur ces bancs tout le monde est intéressé par le fait que le public de nos institutions, aussi bien culturelles que sportives, puisse non seulement s'élargir mais aussi se diversifier.

Un certain nombre d'exemples dans l'actualité des derniers mois nous a montré que les modes de vie des Parisiens et des Franciliens avaient considérablement évolué au fil des dernières années et leur mode de consommation de loisirs, et notamment de loisirs culturels et sportifs également.

C'est ainsi que des manifestations - ce n'est pas à ceux qui ont créé "les nuits blanches" que je l'expliquerai -, que des manifestations qui peuvent se passer le soir, voire dans le créneau de 22 heures à minuit mobilisent un public nouveau et très intéressé par ce que nous organisons dans des institutions dont le coût de fonctionnement est par ailleurs suffisamment lourd pour qu'elles puissent être ouvertes aux plus nombreux d'entre nous.

(Mme Anne HIDALGO, première adjointe, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

Voilà pourquoi je souhaiterais au nom de mon groupe qu'une réflexion soit engagée dans les temps qui viennent pour imaginer comment nous pourrions modifier un certain nombre d'horaires, si possible, parce que je préviens déjà cet argument, en modifiant globalement leur amplitude de manière à ce qu'il n'y ait pas nécessairement d'incidences financières sur cette opération, et comment nous pourrions mieux mettre en harmonie les horaires de nos musées, bibliothèques, médiathèques, piscines avec ce qu'est aujourd'hui le fonctionnement de notre société à Paris, et ce que sont surtout les attentes de nos concitoyens.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je donne la parole à Mme MONTACIÉ pour vous répondre.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe. - Je vous remercie.

Je réponds à ce vœu et c'est ma dernière intervention dans ce domaine, puisque M. Mao PENINOU va prendre le relais en matière de Bureau des Temps et des Usagers, et je l'en remercie, les marchés publics étant une charge déjà bien lourde.

Les élus du groupe U.M.P.P.A. émettent le vœu que le Maire de Paris intègre à sa politique une modification de l'ouverture des équipements municipaux.

A travers ce vœu, je constate une grande méconnaissance de l'U.M.P.P.A. de la politique d'élargissement des horaires d'ouverture qui existe déjà et qui est déjà mis en œuvre par la Ville.

Concernant les équipements sportifs, je rappelle que les piscines municipales ont une très importante extension d'horaires, étant ouvertes de façon hebdomadaire de 7 heures 30 à 22 heures 30. Et l'été, elles sont ouvertes par tiers : de 7 heures à 17 heures, de 9 heures à 19 heures puis de 11 heures à 21 heures. L'accès jusqu'à 22 heures 30 le soir étant réservé aux associations et aux clubs.

Enfin, une nocturne jusqu'à minuit est déjà organisée dans les piscines externalisées et l'objectif est d'étendre ce principe pour toutes les piscines aujourd'hui en régie.

En ce qui concerne les autres équipements sportifs, je rappelle les ouvertures : de 7 heures 30 à 22 heures 30.

En ce qui concerne les équipements culturels, l'ouverture des bibliothèques et discothèques a été harmonisée le soir jusqu'à 19 heures du mardi au vendredi, jusqu'à 18 heures le samedi. Quelques bibliothèques sont ouvertes jusqu'à 20 heures et trois d'entre elles jusqu'à 22 heures.

Je rappelle que la bibliothèque Marguerite Yourcenar est ouverte le dimanche, et, qu'à l'automne 2009, ce sera le tour de la médiathèque Marguerite Duras.

Côté musées, bien entendu, une nocturne hebdomadaire est proposée le jeudi, en période d'exposition temporaire, au musée d'Art moderne et au Petit Palais, jusqu'à 20 heures.

Considérant que la Ville de Paris met déjà en œuvre une vraie politique d'extension de ces horaires, je propose de ne pas accepter ce vœu, mais que la Ville de Paris poursuive et amplifie les efforts déjà entrepris sur les horaires et les équipements municipaux.

Pour ce faire, le Bureau des Temps - cher, Mao PENINOU - réalisera une étude afin d'évaluer la satisfaction des usagers sur les actuelles extensions des équipements sportifs et culturels. Et cette étude pourra faire émerger de nouveaux besoins et demandes exprimés par les usagers. L'extension des horaires se poursuivra, à la suite de cette étude, toujours en concertation avec les personnels de la Ville.

Sur cette proposition, je voudrais savoir si l'U.M.P.P.A. maintient son vœu ou si elle le retire ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Retirez-vous votre vœu, sachant qu'un vœu n° 5 bis a été déposé par l'Exécutif ?

M. Thierry COUDERT. - Oui ! Je suis un peu surpris par la vision extraordinairement idyllique des horaires qui sont évoqués. Il s'agit quand même en grande partie d'horaires pour des publics captifs mais pas nécessairement pour la population en ce qui concerne les piscines...

Je maintiens l'esprit de ce qui a été demandé, mais nous retirons le vœu au profit de celui de l'Exécutif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 33).

2009, DDEE 3 - Signature d'une convention avec "l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris" pour l'attribution d'une subvention annuelle. - Montant : 7.341.225 euros.
Vœu déposé par l'Exécutif.
Vœu déposé par M. Yves POZZO di BORGO, Mme Valérie SACHS et les élus du groupe Centre et Indépendants.
Vœu déposé par Mme Valérie SACHS et les élus du groupe Centre et Indépendants.
Vœu déposé par M. Yves POZZO di BOROG, Mme Valérie SACHS et les élus du groupe Centre et Indépendants.
Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en œuvre d'états généraux du Tourisme parisien.
Vœu déposé par MM. Jérôme DUBUS, Pierre GABORIAU, Mme Brigitte KUSTER et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'un fonds de promotion des salons et congrès Paris Ile-de-France.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous allons à présent procéder à l'examen du projet de délibération DDEE 3 relatif à la signature d'une convention avec "l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris" pour l'attribution d'une subvention annuelle de 7.341.225 euros, sur lequel le groupe Centre et Indépendants a déposé l'amendement n° 6.

Je donne la parole à Mme KUSTER.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Le vœu référencé n° 16 est porté par MM. Jérôme DUBUS et Pierre GABORIAU, et il fait partie d'ailleurs d'une série de vœux que nous allons pouvoir évoquer en séance aujourd'hui, ayant trait à la politique touristique parisienne. Et nous avons bien vu, puisque l'Exécutif reprend la plupart de nos vœux, combien il est important de se pencher sur ce sujet, principalement dans cette période de crise.

Ce vœu concerne le projet de la création d'un fonds de promotion des salons et congrès à Paris. Il fait référence au rapport du Comité régional du tourisme de l'année 2008, qui soulignait un net ralentissement de l'activité touristique dans notre région, ce qui n'étonnera personne.

Ralentissement que nous constatons d'ailleurs et qui se poursuit en 2009, ainsi qu'une perte d'emploi sur le tourisme et sur l'économie parisienne, avec - rappelons-le quand même - 210.000 emplois directs ou indirects qui ont trait au tourisme à Paris.

Par ailleurs, le récent rapport du Conseil économique, social et régional sur le tourisme pointe une très mauvaise gouvernance du secteur et une trop grande multiplicité des acteurs.

Enfin, rappelons également que le secteur des salons et congrès a une importance considérable au niveau économique parisien, que la plupart des projets sont d'ailleurs portés par des structures privées, et donc il est nécessaire que Paris, au moment où la concurrence se fait de plus en plus vive, soit à la hauteur.

C'est pourquoi Jérôme DUBUS, Pierre GABORIAU, les élus du groupe U.M.P. et moi-même, nous émettons le vœu que soit créé un fonds de promotion des salons et congrès, qui réunirait bien évidemment la Ville de Paris mais aussi le Conseil régional, la Chambre de Commerce et d'Industrie, ainsi que toutes les organisations professionnelles concernées, et que cela puisse se réaliser en toute cohérence, afin de mettre une meilleure efficacité pour la promotion des salons et congrès de Paris et de l'Ile-de-France.

Je vous remercie.

Je vais maintenant vous présenter le vœu référencé n° 10, puisque c'est moi qui le porte.

Je reprendrai ce que je viens de dire. Il y avait donc une succession de vœux sur l'activité touristique à Paris et ce vœu fait référence à plusieurs vœux émis sous la précédente mandature et qui concernent la la mise en œuvre d'états généraux du Tourisme à Paris.

Je rappelle que c'était un engagement du Maire de Paris, il y a de cela plusieurs années. Chaque fois que nous avons demandé - l'opposition municipale - qu'aient lieu ces Etats généraux, une excuse nous a été donnée. La première fois, c'étaient les Jeux olympiques qui devaient avoir lieu à Paris. On nous a dit : on va le faire avant et finalement, on ne peut pas le faire avant.

Après, quand nous n'avons pas eu les Jeux olympiques, nous avons demandé d'en tirer les conséquences et de faire malgré tout ces Etats généraux. Cette fois encore, il y avait une excuse pour ne pas le faire.

Et nous avons donc passé une mandature entière sans mettre à plat, avec tous les professionnels concernés, la politique du tourisme à Paris.

Ce vœu, porté par l'ensemble des élus du groupe U.M.P., souligne la nécessité de réunir les personnes concernées et les professionnels autour de la même table.

Je voudrais donc rappeler, même si je viens de le faire dans un vœu précédent, que le tourisme est un atout majeur de la Capitale et une des principales ressources de son activité économique. Je rappelais tout à l'heure les emplois directs et indirects qui représentent au total à peu près 12 % de l'emploi sur Paris.

Nous avons eu une perte de 100.000 touristes enregistrée entre novembre 2007 et novembre 2008. Par ailleurs, une baisse du taux d'occupation des chambres s'enregistre chaque mois. Enfin, la suppression de l'abattement de 15 % sur la taxe de séjour adoptée par la Mairie de Paris dans le cadre du budget 2009 à une période difficile pour l'hôtellerie parisienne.

Considérant la nécessité que tous les acteurs concernés concentrent leurs efforts pour maintenir et développer l'activité touristique à Paris, je rappelais que notre souhait datait maintenant de plusieurs années et qu'aucune initiative n'a été prise par la Mairie de Paris.

Au vu de la fragilité de ce secteur en ce moment à cause de la crise économique, nous souhaitons en effet que vis-à-vis des professionnels du tourisme - qui par ailleurs prennent eux des initiatives en ce moment pour faire face à ce nouveau contexte -, la Ville de Paris joue un rôle moteur et fédérateur à leurs côtés.

Nous en avons absolument besoin. C'est pourquoi nous souhaitons que le Maire de Paris organise au plus vite une table ronde des Etats généraux du tourisme parisien.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je donne la parole maintenant à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Madame la Maire, le fait qu'il y ait des états généraux du tourisme serait effectivement une très bonne chose. Pourquoi ? Comme je l'ai déjà dit dans cette enceinte et dans d'autres, je pense que le tourisme va beaucoup changer dans les années qui viennent et que la crise économique, mais surtout la crise écologique que nous connaissons, va imposer des changements radicaux.

Depuis des années, les professionnels du tourisme, dans une certaine logique économique que je peux comprendre, se sont lancés à l'assaut de marchés lointains et qui paraissaient être des marchés porteurs, en particulier la Chine, l'Inde, le Brésil où il semblait que l'apparition d'une classe moyenne ou même fortunée allait permettre à des dizaines, des centaines de milliers, voire des millions de ces personnes de venir en Europe, en particulier à Paris, et donc relancer le tourisme, le développer et s'ajouter à ceux qui venaient déjà d'Amérique du Nord, du Japon ou de pays européens.

Je pense qu'il faut bien avoir conscience aujourd'hui que nous n'avons pas actuellement trouvé de modes de transports alternatifs à l'avion pour les gens qui viennent d'autres continents ou qui viennent de très loin, et qu'il ne sera sans doute pas possible avant des décennies de transporter des millions de personnes en utilisant des moyens pauvres en rejet de gaz à effet de serre et qui épargnent les énergies fossiles.

Donc, il va donc falloir réorienter le tourisme si on veut continuer à avoir une activité touristique importante dans notre ville. Je pense que les professionnels du tourisme et l'Office de Tourisme de la Ville de Paris doivent essentiellement s'orienter sur un tourisme durable et responsable, c'est-à-dire un tourisme capable de venir à Paris par un autre mode de transport que l'avion, et principalement par le train.

Cela veut dire plutôt que d'essayer de faire venir des gens de l'autre bout du monde, convaincre les gens qui vivent en Europe de venir visiter Paris ou revisiter Paris, parce qu'effectivement Paris est une ville qui mérite des visites multiples. Je pense qu'il faut donc absolument que nous réorientions nos démarches, sinon nous allons vers une nouvelle sidérurgie, nous allons vers une nouvelle crise équivalente à celle que connaît aujourd'hui le secteur automobile, et que personne n'y a intérêt.

Prévoyons, plutôt que de subir une prochaine crise qui pourrait mettre à mal des dizaines de milliers d'emplois dans notre ville.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à Mme Valérie SACHS.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, dans un souci d'efficacité, mon intervention fera la synthèse dans un premier temps entre l'amendement n° 6 et les vœux référencés n° 7 et n° 9, puis je souhaiterais présenter le vœu référencé n° 8 séparément, si vous me le permettez.

La signature de la Convention entre la Ville et l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris nous offre le prétexte de revenir sur l'un des atouts incontestables de Paris, le tourisme. Les très bons résultats de 2007-2008 ne doivent pas occulter une réalité de crise mondiale et d'infrastructure vieillissante.

L'économie liée au tourisme est une économie cyclique. Or, la crise que nous traversons va toucher très durement ce secteur, secteur clé s'il en est en matière d'emplois et de retombées économiques. La Ville de Paris doit apporter les bonnes réponses.

L'Observatoire économique du tourisme parisien est un outil de veille efficace, aussi nous vous demandons de modifier l'article 1er du projet de convention afin de préciser que "l'Observatoire économique du tourisme parisien effectuera un travail de veille des conséquences de la crise économique sur l'activité touristique à Paris, et recommandera les ajustements nécessaires. Les comptes rendu de ce travail seront transmis à la 2e Commission". Il faudrait par exemple connaître l'impact réel d'un événement comme la vente Yves Saint-Laurent - Pierre Bergé dans le secteur, afin d'en tirer toutes les conséquences.

Nous recommandons ensuite que Paris ne cède pas à la morosité ambiante et maintienne une démarche proactive de promotion à l'international. Les dépenses afférentes doivent être maintenues, voire augmentées. Paris doit développer une stratégie dans le cadre du Grand Paris et développer des synergies complémentaires, avec notamment le Comité régional du tourisme.

Enfin, le tourisme d'affaires nous semble une priorité. Il représente actuellement 10 % du P.I.B. régional et 340.000 emplois directs pour la Région Paris Ile-de-France.

Mais depuis 2007, Paris n'est plus la première métropole touristique au palmarès mondial, malgré un potentiel de 400 salons professionnels, une surface d'accueil de 600.000 mètres carrés ou le projet d'extension du parc de Villepinte pour 2010. Singapour fait mieux, investit énormément et accueille mieux.

Le marché des congrès est une véritable manne financière pour la région-capitale, et le touriste d'affaires reste le meilleur des prescripteurs. Au mois de novembre, la moitié de la clientèle hôtelière était à Paris pour motif professionnel.

Je conclurai par une interrogation qui fait suite à nos échanges en 1ere Commission relatifs à l'utilisation par la collectivité des recettes de taxe de séjours. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi nous retrouvons dans le budget annexe des contributions de près de 9 millions d'euros pour la Préfecture de police, de près de 3 millions d'euros pour la Brigade de sapeurs-pompiers, soit un tiers du montant de la taxe de séjour ? Vous reconnaîtrez que les hôteliers pourraient être surpris de ces affectations et que le lien avec le secteur du tourisme est loin d'être évident.

Enfin, permettez-moi un post scriptum sur le vœu de l'Exécutif n° 6 bis que nous venons de découvrir. Nous aurions souhaité que sur celui-ci figure "sur les idées du groupe Centre et Indépendants". Mais plus sérieusement, et une fois encore, la manière de faire sur la forme est déplaisante.

Je passe sur ce point, mais, par contre, sur le fond du vœu, je me félicite de voir que l'accueil et la promotion soient reconnus "mission prioritaire". Je me félicite du maintien des subventions annuelles de 75.000 euros à "Promosalon" et 62.900 euros à l'Agence régionale de développement, de ce que les projets de coordination entre la Ville, la Région et les autres collectivités se fassent dans le cadre de Paris Métropole, que l'organisation du Forum de l'innovation touristique soit prévue pour le dernier trimestre 2009, et enfin que le rôle de la 2e Commission soit reconnu en matière de tourisme.

Voilà pour le tourisme au sens strict.

J'en viens à défendre le voeu n°8 relatif aux déplacements du Maire de Paris dans les pays du Golfe.

Le groupe Centre et Indépendants se félicite de ce voyage, comme de celui effectué par le président de la République quelques jours auparavant. Ce voyage répond au déficit de présence de la France, au plan économique comme diplomatique, dans cette région du monde.

Les pays du Golfe sont en pleine mutation, mutation que la crise économique peut encore accélérer. Leurs gouvernements encouragent les investisseurs étrangers pour attirer non seulement des financements mais aussi les compétences. La France et Paris disposent d'une bonne image et ont un rôle à y jouer. Les projets que portent nos entreprises à l'international doivent pouvoir bénéficier du soutien politique des élus, et d'un accompagnement de l'Etat et des collectivités territoriales pour la réussite des contrats en cours de négociation.

Les élus du Centre et Indépendants demandent que soit présenté aux élus du Conseil de Paris un compte rendu de résultat des tournées internationales du Maire de Paris, et que soit communiqué à la Commission Développement économique un suivi des partenariats et accords en cours.

Il me semble que nous méritons un peu plus qu'un simple communiqué de presse sur ces sujets.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Je vais donner la parole tout d'abord à M. SAUTTER puis à M. BROS pour vous répondre.

Sur le vœu n° 8, il y aura aussi une intervention de Pierre SCHAPIRA.

Monsieur Christian SAUTTER ?

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Madame la Maire, je me réjouis que Mme KUSTER, M. GAREL, Mme SACHS aient manifesté autant d'intérêt pour une activité effectivement essentielle de l'économie parisienne et je me limiterai au tourisme d'affaires, sachant que mon collègue et ami Jean-Bernard BROS parlera du tourisme en général et notamment du tourisme familial.

Les chiffres ont été rappelés, ce sont 52.000 emplois directs et 45 % des nuitées hôtelières, 53 % du chiffre d'affaires des hôtels qui sont liés à cette activité de foire, congrès et salons. C'est une activité essentielle qui, comme les autres activités, va être éprouvée par la crise.

Je voudrais dire, et je réponds là aux vœux qui ont été présentés, que nous assurons, avec une énergie redoublée, la promotion de "Paris, Capitale du tourisme d'affaires, première capitale en Europe". Je citerai le travail conjoint que nous menons avec V.I.P. Paris, l'Office de Tourisme, la Chambre de Commerce et l'Agence régionale de développement pour attirer les meilleurs candidats.

Je voudrais, mes chers collègues, vous dire avec une pointe de fierté que pour la première fois, Paris va accueillir le congrès mondial de cardiologie ; ce sont 30.000 participants qui viendront en août 2011. Je pense que nous pouvons tous être fiers des efforts collectifs qui ont conduit à ce résultat.

Je voudrais rapidement mentionner deux initiatives, laissant à M. Jean-Bernard BROS le soin de parler du Forum de l'innovation touristique.

Premièrement, dans l'Hôtel de Ville, le 9 avril, nous tiendrons une réunion : "Paris, destination congrès" qui rassemblera tous les acteurs intéressés par ce sujet. Evidemment, l'opposition y sera bienvenue. Il s'agit de mettre autour de la table les sociétés qui organisent des congrès, les sociétés qui les accueillent, les ambassadeurs de Paris, la presse spécialisée, de façon à trouver les meilleures ripostes possibles à la crise qui a commencé à frapper ce secteur, mais d'une façon peut-être, pour l'instant, moins importante que d'autres secteurs économiques.

Deuxième initiative, l'Office du Tourisme, et je rends hommage en passant à son bureau des congrès, a lancé une négociation avec les hôteliers, de façon à définir une charte des congrès qui permette, comme c'est la règle maintenant à Singapour comme à Paris, d'offrir très longtemps à l'avance des réservations de chambres d'hôtel avec des normes de prix et de qualité fixées au départ.

Je voudrais mentionner à plus long terme, dans le cadre du renouveau du dynamisme parisien, le fait qu'un plan hôtelier va, dans Paris intra-muros, amener à la construction de 7.000 chambres d'hôtel supplémentaires d'ici 2020, surtout des gros hôtels que l'on appelle "gros porteurs", trois ou quatre étoiles, pour accueillir des groupes venant de pays de plus en plus lointains.

Je ne sais pas, cher Sylvain GAREL, comment ils viendront...

M. Sylvain GAREL. - C'est irresponsable !

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Il n'est pas irresponsable de ne pas limiter Paris ville touristique à la France ou à l'Europe.

Il faudra réfléchir ensemble et j'espère que Sylvain GAREL viendra à "Paris destination congrès" le 9 avril ou qu'il enverra quelqu'un pour en parler.

Le plan Paris 2020 : 7.000 chambres d'hôtel sur Paris intra-muros.

Je mentionnerai aussi, parce que le Maire de Paris y a été attaché dès 2001, l'importance de la liaison Roissy express, avec le passage sous la Porte de la Chapelle. J'ai eu le sentiment que divers membres du Gouvernement n'avaient pas sur cette liaison tout à fait essentielle pour l'activité économique de Paris le même intérêt.

Pour terminer, puisqu'il a été fait allusion au Conseil régional du tourisme et à l'idée de travailler tous ensemble, le Maire de Paris a proposé que dans le cadre du syndicat mixte d'études de Paris Métropole qu'anime Pierre MANSAT pour notre collectivité, on puisse parler du tourisme et définir ensemble une stratégie concertée.

Voilà ce que je voulais dire, Madame la Maire, sachant que je crois avoir abordé la plupart des points qui me concernent, en ce qui concerne le tourisme d'affaires, dans le vœu n° 6 bis.

Je voudrais dire à Mme SACHS que le fait de déposer un vœu de l'exécutif qui reprend une grande partie des propositions qui sont faites, notamment par l'opposition, n'a absolument aucune vocation à être désagréable. Au contraire, c'est la façon, me semble-t-il, de créer un consensus sur une industrie tout à fait essentielle.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Christian SAUTTER.

Je donne la parole à M. Jean-Bernard BROS.

M. Jean-Bernard BROS, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Merci, Madame la Maire.

En réponse à Mme KUSTER, du groupe U.M.P.P.A., à MM. DUBUS et GABORIAU, à Mme SACHS, à M. POZZO di BORGO que je remercie de s'intéresser, ainsi qu'à M. GAREL, toujours très présent sur ces sujets, je voudrais, en premier lieu, rappeler que la promotion et l'accueil sont les missions statutaires de tous les offices de tourisme de France à égalité de priorité et qu'il nous appartient de veiller en permanence à ce que la recherche de la première ne vide pas la seconde de toute ambition.

Je voudrais ajouter que la Municipalité a ainsi très naturellement identifié le tourisme en tant que premier poste de l'économie et de l'emploi parisien et francilien comme sujet prioritaire à l'ordre du jour des travaux du futur syndicat mixte d'études "Paris Métropole" dont vient de parler Christian SAUTTER, ce qui, je peux aujourd'hui vous l'annoncer, sera formalisé le 2 avril prochain, au cours d'une réunion réunissant une cinquantaine de collectivités publiques franciliennes, que je coanimerai aux côtés de mon collègue Pierre MANSAT, adjoint en charge de "Paris Métropole".

Ainsi, les réponses de l'Exécutif face à la crise économique mondiale qui affecte inévitablement l'activité touristique de la capitale se sont traduites en particulier par l'augmentation de 170.000 euros supplémentaires de la subvention annuelle de fonctionnement attribuée à l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris afin de l'aider dans ses missions de recherche de partenariats, ainsi que de développement d'initiatives relevant du tourisme durable.

J'ajoute que nous sommes actuellement, avec Denis BAUPIN, mon collègue chargé du développement durable, en voie de formalisation d'initiatives en faveur du tourisme de demain, et donc du tourisme durable, avec l'appui de l'Atelier parisien d'urbanisme, ainsi que de l'Office de Tourisme et des Congrès de Paris.

L'Exécutif municipal a déjà fait savoir que la Ville de Paris attribuait en 2009 un budget de 100.000 euros pour l'organisation au dernier trimestre 2009 du Forum de l'innovation touristique en remplacement du projet des Etats généraux du tourisme remis plusieurs fois pendant la précédente mandature.

Je crois, comme mon collègue Christian SAUTTER, que dans ce vœu de l'Exécutif, nous répondons et reprenons votre travail fort intéressant.

Je pense avoir conclu et répondu à votre amendement, Madame SACHS, et à vos vœux, Madame KUSTER et Madame SACHS.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

L'Exécutif a déposé le vœu n° 6 bis qui se substituerait à l'amendement n° 6 et aux vœux n^{os} 7, 9, 10 et 16.

Madame KUSTER, vous avez la parole pour une explication de vote.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Tout comme Mme SACHS le rappelait, je dois dire que nous nous réjouissons au niveau du groupe U.M.P.P.A. que nos idées puissent être reprises dans un vœu de l'Exécutif et que ce qui n'a pas pu être fait dans le cadre de Paris "intra-muros" sous la précédente mandature puisse l'être dans le cadre du Grand Paris.

Je rejoins également les propos de Jean-Bernard BROS qui, sous la précédente mandature, occupait les mêmes fonctions. Je suis témoin qu'il avait quelques difficultés à faire exister le tourisme au sein de la mandature précédente.

Christian SAUTTER est passé des finances à l'attractivité économique. J'y vois là un signe positif. Nous siégeons ensemble sur les bancs du Conseil d'administration de l'Office du Tourisme.

Le regard que vous portez maintenant sera complémentaire de celui que nous portions déjà précédemment.

Je vois également un signe positif dans le fait de parler du tourisme un lundi matin en séance, c'est un fait important. Nous avions l'habitude d'en parler la nuit, n'est-ce pas, Monsieur BROS ? Cela faisait à l'un et à l'autre notre désespoir. Nous voyions à chaque fois que cette Commission était en dernier rang.

Aujourd'hui, nous devons nous réjouir. Sur tous les bancs de cette Assemblée, une prise de conscience a enfin eu lieu sur cette nécessité. Le tourisme n'est pas évident, il n'est pas captif, il faut se donner les moyens. Nous ne saurions que trop nous réjouir de ce que vous allez pouvoir dorénavant faire.

Vous parlez d'un "Forum de l'innovation touristique", je trouve que c'est en effet beaucoup plus sympathique que le terme d'Etats généraux parisiens. C'est en tout cas plus moderne.

Nous avons attendu les états généraux durant des années. Nous annonçons le forum. Avec Pierre GABORIAU, nous nous réjouissons de voir enfin aboutir ce projet.

Nous avons bien noté que c'était pour cette année, nous avons également noté que nous étions invités à différentes réunions.

Nous nous réjouissons qu'enfin, sur tous les bancs de cette Assemblée et vis-à-vis des professionnels du tourisme, qui en ce moment sont en grande difficulté, le mois d'avril soit un mois important.

C'est avec conviction que nous voterons le vœu amendé de l'Exécutif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur Sylvain GAREL, vous avez la parole.

M. Sylvain GAREL. - Une réaction et une demande.

Ma réaction est pour pointer les contradictions devant lesquelles nous sommes placés. Christian SAUTTER, et je comprends son point de vue puisqu'il est chargé du développement économique, se réjouit qu'un congrès de 30.000 personnes se déroule dans la Capitale parisienne.

Combien de ces 30.000 personnes vont venir en avion ? Quel va être le bilan carbone de ce congrès ?

Ceux qui étudient les questions climatiques savent que nous pourrions, à la place de congrès, organiser des vidéoconférences.

Ce serait beaucoup plus favorable au problème du rejet de gaz à effet de serre. Bien sûr, économiquement, cela a beaucoup moins de retombées.

Il va falloir faire des choix. Nous ne pourrons pas mener les deux de front et faire comme si de rien n'était.

Le vœu de l'Exécutif nous convient, exception faite d'un point. Vous le savez, notre groupe vote à chaque fois contre les subventions à "Promosalon". Je souhaite que ne soit pas fait référence à "Promosalon" dans ce vœu parce qu'il organise par ailleurs des Salons de l'armement et que nous sommes opposés à ces manifestations.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous remercie.

M. Yves POZZO di BORGO souhaite faire une explication de vote.

M. Yves POZZO di BORGO. - Je voudrais faire deux remarques.

Premièrement et bien que le Maire ne soit plus en séance, tout à l'heure, sous le coup de la colère, il a indiqué qu'une explication de vote devait être inscrite à l'avance, ce n'est pas vrai. Elle se fait au dernier moment à la demande d'un Président.

Deuxièmement, sur la méthode de travail, je vois le vœu de l'Exécutif n° 6 bis qui est un copier coller ou une synthèse des vœux n^{os} 6, 7 et 9 que mon groupe a déposés.

Il y a un véritable problème d'image. Ce travail est fait par les groupes, cela concerne l'ensemble des groupes. Je comprends que l'Exécutif veuille en faire la synthèse. Il faut l'aider parce qu'il manque d'imagination.

Il y a un problème dans la rédaction des vœux. Ou ceux-ci sont votés et on reprend toutes les idées, ou, lorsque l'Exécutif rédige des vœux de synthèse, il précise que les idées viennent des différents vœux déposés.

On ne peut pas continuer comme cela. Comme un champignon, l'Exécutif se greffe sur les vœux, notamment de l'opposition, et récupère ses idées.

Ce n'est plus possible.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à Christian SAUTTER avant que nous ne passions au vote.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Trois réactions rapides.

Je dirai à Sylvain GAREL qui défend une perspective altermondialiste que ce terme contient le mot "monde".

Il aurait été regrettable que le Forum de Belém ait été limité aux paysans et aux habitants d'Amérique latine pouvant venir par train ou par autobus.

Il est important de garder, selon de nouvelles dimensions dont a parlé M. Jean-Bernard BROS, la possibilité pour les habitants du monde de visiter le monde et de se rencontrer. Faire de la vidéoconférence à 30.000 n'est pas encore possible.

Quant à "Promosalon", les 40 salons qui ont été soutenus par "Promosalon" en 2008 sont tous des salons civils : alimentation, beauté, bijouterie, emballage, habitat, industrie, loisirs, optique, services, textile, mode et transport.

Je peux vous donner la liste, j'ai insisté au nom du Conseil de Paris pour que seuls des salons civils soient organisés. Les salons à vocation militaire n'ont pas tellement besoin de financements municipaux.

Pour répondre à M. Yves POZZO di BORGO, mon souci et celui de Jean-Bernard BROS était de dégager un consensus, pas du tout de récupérer les idées des uns et des autres.

Il y a une crise, nous travaillons ensemble. Je remercie notamment Valérie SACHS d'être très présente en deuxième Commission et de participer à l'élaboration, comme Brigitte KUSTER ou d'autres, de notre riposte économique.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur Jean-Bernard BROS, vous avez la parole.

M. Jean-Bernard BROS, adjoint, rapporteur. - Pour calmer les inquiétudes de notre collègue Yves POZZO di BORGO, ce n'est pas une récupération mais une réponse.

Lorsque je réponds à Mme KUSTER que, bien sûr, nous n'avons pas pu faire les états généraux du tourisme lors de la dernière mandature mais que le budget est voté, 100.000 euros, et que nous ferons le "Forum de l'innovation touristique", c'est une réponse et non une récupération.

Ce n'est pas Mme KUSTER qui nous informe mais moi qui informe le Conseil de Paris.

Nous répondons à une interrogation : nous ne récupérons pas, même si parfois les idées de l'opposition sont bonnes à prendre. Toutes les bonnes idées sont bonnes à travailler et à voter.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - C'est en tout cas notre état d'esprit.

L'amendement n° 6 déposé par le groupe Centre et indépendants est-il maintenu ? Non.

Maintenez-vous les vœux n° 7 et n° 9 déposés par le groupe Centre et indépendants ? Non.

Le vœu n° 10 déposé par l'U.M.P.P.A. est-il maintenu ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Le vœu n° 10 est retiré.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Le vœu n° 16 est-il maintenu ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Nous maintenons le vœu n° 16 parce que la création du fonds n'est pas reprise dans le vœu n° 6 bis.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 16, déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu n° 6 bis déposé par l'Exécutif qui répondait à l'ensemble des vœux présentés précédemment.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 34).

Avant de mettre aux voix le vœu n° 8 du groupe Centre et indépendants, je donne la parole à M. Christian SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Mme Valérie SACHS souhaite avoir des informations, puisque c'était en 2e Commission, sur les aspects économiques de la visite du Maire de Paris et de sa délégation dans le Golfe.

Je vais parler du Qatar et Pierre SCHAPIRA parlera des autres États que le Maire a visités, dans leur dimension économique.

Sur le Qatar, pour la première fois, j'ai mené une délégation qui comprenait un grand groupe de l'urbanisme commercial, qui a signé une convention pour développer des infrastructures commerciales au Qatar, deux P.M.E. suggérées par la Chambre de commerce qui ont aussi, semble-t-il, trouvé des clients potentiels, et les deux principaux aménageurs de la Ville, c'est-à-dire les directeurs généraux des deux S.E.M., la S.E.M.A.P.A. et la S.E.M.A.V.I.P.

Sur les résultats, mais je serai prêt à compléter en 2e Commission, sur les investissements immobiliers, ceux du Qatar sont déjà importants puisqu'ils ont acheté l'hôtel Royal Monceau et le Centre de conférences internationales de Kléber. Actuellement, la position de ces investisseurs est plutôt attentiste, mais il était important de leur montrer qu'entre maintenant et 2020, 2 millions de mètres carrés de bureaux, Madame l'adjointe à l'urbanisme, allaient être prêts et qu'ils pourraient peut-être contribuer à ce développement.

Du point de vue de la finance, nous avons rencontré deux banques intéressées à développer ce qu'on appelle la finance islamique et qui attendent que l'Etat modifie les règlements en la matière.

Dans le domaine du tourisme, une demande de coopération a été demandée par le Qatar, à laquelle participera l'Office du Tourisme parisien et enfin, j'y insiste beaucoup même si j'en parle brièvement, Jean-Louis MISSIKA a noué des contacts prometteurs en ce qui concerne la recherche et l'innovation avec la fondation du Qatar et des projets communs sont en cours d'élaboration.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - L'idée du voyage est venue parce que le Maire a été invité par l'Organisation des villes arabes - l'O.V.A. -, qui siège au Koweït. Son Secrétaire général, M. EL ADASSANI, et surtout le Ministre des Affaires municipales et des Travaux publics ont tenu à recevoir la délégation. Nous avons en effet des liens avec l'Organisation des villes arabes depuis un certain nombre de temps et un protocole d'accord, dont on avait parlé à l'époque en 2007, a été signé entre l'Association internationale des Maires francophones et l'O.V.A.

La signature de ce protocole, qui a été faite le 5 juillet 2007, a permis de lancer une coopération dans un projet de distribution d'eau à Nouakchott avec le soutien de la Ville de Tunis, dans le prolongement d'un projet financé par le Fonds de développement économique et social, qui est un fonds de développement koweïtien. C'est dans ce contexte que nous avons fait ce voyage au Koweït. De plus, nous avons souhaité, à l'occasion du trentième anniversaire, début octobre, de l'Association internationale des Maires francophones, inviter les réseaux de villes amies, dont fait partie l'O.V.A., au même titre que les villes chinoises ou les villes américaines.

J'ajoute que ce Fonds de coopération a constitué une collection d'artisanat d'art qui pourrait donner lieu à un partenariat avec l'Institut des cultures de l'Islam.

Sur Abou Dabi et Oman, il a été évoqué des échanges culturels, mais nous n'en sommes qu'aux balbutiements, notamment à l'occasion de l'inauguration de l'opéra de Mascate, qui doit intervenir en janvier 2010, avec la perspective d'une coopération culturelle et l'éventualité qu'un orchestre réputé, l'orchestre national philarmonique du Qatar, se produise à Paris, soit à la salle Pleyel, soit au Châtelet.

Voilà ce que je pouvais vous dire de ce voyage et surtout ce qu'il faut retenir, ce sont les liens importants que nous avons noués avec l'organisation des villes arabes et qui, j'espère, seront de plus en plus fructueux.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Madame SACHS, maintenez-vous votre vœu, compte tenu de l'explication de l'Exécutif ?

Mme Valérie SACHS. - Non, je ne maintiens pas mon vœu, mais j'aimerais qu'à chaque voyage vous fassiez le même type de bilan.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Avant de mettre aux voix le projet de délibération, je vais donner la parole à Sylvain GAREL pour une explication de vote.

M. Sylvain GAREL. - Bien entendu, le Maire de Paris est tout à fait dans son rôle en organisant des voyages à l'étranger avec des délégations.

Deux choses, une sur la forme et une sur le fond de ce dernier voyage. Sur la forme, il serait bien que les groupes de notre Assemblée soient informés en amont de ces voyages et de la composition de la délégation officielle qui se rend dans tel ou tel pays et des motifs de ce voyage. Effectivement, je rejoins Mme SACHS, mais M. SCHAPIRA nous a donnés raison là-dessus, il faut qu'il y ait à chaque fois un compte rendu des retombées de ces voyages, positives ou négatives, car il peut y avoir des échecs et on peut les comprendre.

Deuxième chose, sur ce voyage en particulier, pour notre part, nous trouvons inquiétant qu'à côté du Maire et de ses adjoints, voyagent en même temps - à leurs frais, j'ai bien compris cela -, des représentants de grandes entreprises très liées à notre Ville comme Unibail.

Unibail est impliquée dans Beaugrenelle, dans Les Halles et dans la tour Triangle, et a profité de ce voyage pour signer un accord avec une très grande entreprise qatarie. D'ailleurs, il a fallu lire la presse qatarie pour être au courant de cet accord.

Nous pensons qu'il faut une étanchéité totale entre les démarches publiques, politiques, et les démarches privées d'ordre économique. Nous souhaitons que les futures délégations de la Ville ne comportent que des élus ou des représentants d'associations, et non pas des représentants de multinationales voulant signer des accords dans d'autres pays.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur GAREL, on ne va pas prolonger le débat, mais il est évident que Paris a besoin de travailler en bonne intelligence et chacun dans son registre avec les grandes entreprises.

Si, à l'occasion de ce type de voyage - les grandes entreprises paient bien sûr leur séjour et leur voyage -, si elles peuvent obtenir des contrats qui ensuite leur permettent d'entretenir une activité qui a des répercussions intéressantes pour notre pays et pour notre ville en particulier, on ne va pas s'arrêter là. On va le faire, comme toujours, dans le respect du droit. Mais pour nous, les relations entre public et privé doivent être des relations de complémentarité dynamique et en rien des relations de défiance, surtout par les temps qui courent.

Aller dire aux personnes qui se trouvent aujourd'hui privées d'emploi qu'il faudrait arrêter de développer et d'impulser des dynamiques économiques dans notre pays, je pense que peu de personnes vous suivraient. En tout cas, je sais que je suis suivie en ce sens par quasiment tous les groupes de cet hémicycle.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 3.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DDEE 3).

2009, DDEE 41 - Attribution d'une subvention à l'association des commerçants Oberkampf-Parmentier (11e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 8.000 euros.
Vœu déposé par Mme Claude-Annick TISSOT et les élus du groupe U.M.P.P.A.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DDEE 41 relatif à l'attribution d'une subvention de 8.000 euros à l'association des commerçants Oberkampf-Parmentier (11e) pour les illuminations de fin d'année 2008, sur lequel le vœu référencé n° 11 dans le fascicule a été déposé par le groupe U.M.P.P.A. et l'amendement n° 11 bis par l'Exécutif.

Madame Claude-Annick TISSOT, vous avez la parole.

Mme Claude-Annick TISSOT. - En effet, pour 2008, cette Association des commerçants Oberkampf-Parmentier s'est vue diminuer sa subvention de 1.000 euros, alors même qu'elle avait demandé la reconduction de la subvention dont elle avait bénéficié en 2007, notamment au vu d'un déficit dans l'exercice de ses activités.

Alors, c'est vrai, cette diminution nous paraît surprenante, notamment au moment où la Municipalité prétend mener une politique énergique pour préserver le commerce de proximité et les activités économiques des quartiers de l'Est parisien, et plus particulièrement d'ailleurs le commerce de proximité dans le 11e arrondissement, et notamment dans ce secteur.

Cette association fait un travail formidable, notamment pour l'animation de la rue Oberkampf toute l'année et encore plus particulièrement lors des fêtes de fin d'année. Cette association, il me semble, n'a pas démérité dans son action pour l'année 2008. Elle mérite donc la reconduction de cette subvention.

C'est la raison pour laquelle, dans ce vœu, je demande à l'Exécutif d'être généreux et de rétablir la subvention à 9.000 euros, c'est-à-dire de lui redonner 1.000 euros supplémentaires.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Madame le Maire.

L'Exécutif propose de transformer le vœu de Mme Claude-Annick TISSOT en un amendement qui lui donnera plus de force, dans la mesure où je ne cherche pas à être généreuse mais à être équitable, c'est-à-dire que, effectivement, certaines associations n'ayant pas réalisé leurs illuminations, il est possible de redistribuer les financements autrement.

Nous acceptons de porter ce financement de 8.000 à 9.000 euros par un amendement technique, que je vous demande de bien vouloir voter.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame COHEN-SOLAL.

Madame Claude-Annick TISSOT, maintenez-vous ce vœu, sachant que l'amendement proposé permet de donner une force exécutoire immédiate à votre proposition ?

Mme Claude-Annick TISSOT. - Je retire mon vœu et je remercie infiniment l'Exécutif pour cette démarche.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 11 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 11 bis est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 41 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DDEE 41).

2009, DDEE 52 - Signature d'une convention et subvention à l'association des commerçants Vaugirard Convention (15e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 25.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DDEE 52 relatif à la signature d'une convention et subvention de 25.000 euros à l'association des commerçants Vaugirard Convention (15e) pour les illuminations de fin d'année 2008, sur lequel l'amendement n° 12 a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Monsieur MENGUY, vous avez la parole.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Madame le Maire.

J'espère que le mouvement initié par la précédente délibération aura la même conclusion d'équité envers cette association du 15e arrondissement.

Nous sommes, les élus du 15e, très attachés à ces illuminations qui donnent une ambiance, à l'approche des fêtes de fin d'année, tout à fait importante, non seulement pour le travail des commerçants mais également pour le quotidien des habitants du 15e.

Cette association a fait un travail remarquable, d'autant plus difficile que, comme vous le savez peut-être dans cet hémicycle, la rue de la Convention a subi des travaux très lourds au niveau de la C.P.C.U. et les commerçants ont fait preuve d'une réelle abnégation et l'association des commerçants a fait un excellent travail. Je tiens à saluer tout particulièrement l'action efficace de son président.

Les élus du 15e sont mobilisés pour accompagner cet effort de tous les commerçants de l'arrondissement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous étions nombreux, élus du 15e, de la majorité comme de l'opposition, autour du maire du 15e, M. Philippe GOUJON, et du député de la circonscription, M. Jean-François LAMOUR, lors de la cérémonie d'illuminations de cette zone et avec le président de l'association.

L'association avait fait une demande pour 30.000 euros et le montant finalement prévu est de 25.000 euros. Cet amendement demande, dans un souci non pas de générosité mais d'équité de la part de l'Exécutif, pour saluer l'effort réel - j'insiste là-dessus - de cette association de commerçants, de porter le montant aux 30.000 euros demandés initialement.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Madame le Maire, l'Exécutif est sensible aux efforts faits par cette association, en particulier son président, et aussi aux problèmes qu'ont pu rencontrer les commerçants du fait des travaux importants sur cette artère, et donc accepte l'amendement présenté par l'U.M.P.P.A.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame COHEN-SOLAL.

Je pense que le président M. Raoul COHEN sera très heureux de cette nouvelle parce que surtout il faut l'encourager, dans la mesure où il n'y avait pas d'association, et qu'il a reconstitué cette association, et c'est donc une première initiative qui nous a réunis autour de lui.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 12 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 12 est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 52 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DDEE 52).

2009, DDEE 49 - Demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par la SAS BENLUX LOUVRE pour l'exploitation de son magasin à l'enseigne "BENLUX DUTY FREE", 174 rue de Rivoli (1er).
2009, DDEE 64 - Dérogation à la règle du repos dominical présentée par la "SA Versailles Voyages."
2009, DDEE 78 - Dérogation à la règle du repos dominical présentée par la "SAS Sotheby's France".

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - A présent, nous examinons le projet de délibération DDEE 49 concernant une demande de dérogation à la règle du repos dominical, présentée par la société "BENLUX LOUVRE" pour l'exploitation de son magasin à l'enseigne "BENLUX DUTY FREE", 174, rue de Rivoli dans le 1er arrondissement.

Madame FOURNIER, vous avez la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Il nous est proposé dans ce projet de délibération de renouveler notre avis favorable à une demande de dérogation à la règle du repos dominical pour une période de trois années, comme vous l'avez dit, au bénéfice de la société "BENLUX LOUVRE". Le magasin concerné est situé dans une zone touristique et il vend des parfums et des cosmétiques en "duty free".

Le groupe "Les Verts" n'est pas favorable à cette délibération, et cela, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, une raison sociale : les salariés des boutiques situées dans la zone touristique et les salariés du petit commerce, qui sont en générale peu syndiqués, qui ont une très mauvaise convention collective, n'ont souvent pas le choix de travailler ou pas le dimanche, surtout comme c'est le cas dans ce commerce, lorsque cela concerne entre 30 et 40 % de l'effectif global.

D'ailleurs, dans certains cas, ces personnes sont embauchées uniquement pour travailler le dimanche.

Il existe une autre raison que l'on pourrait qualifier de raison sociétale : les conséquences du travail le dimanche sont lourdes pour les salariés, aussi bien que pour leurs proches, leur famille. Les enfants ne voient pas leurs parents. Les activités sociales de toutes sortes qui se pratiquent ce jour-là (les loisirs, la culture, le sport, l'investissement politique ou associatif) leur deviennent difficilement accessibles. Les salariés du dimanche sont sacrifiés pour que d'autres puissent consommer.

Et puis, il existe une raison de cohérence générale : ce commerce est classé dans la catégorie "activité de détente ou de loisir d'ordre sportif, récréatif ou culturel", alors qu'il s'agit essentiellement de vendre des produits qui ne sont pas des produits de première nécessité à des touristes et il semble exagéré d'assimiler l'achat de parfums et de crèmes de beauté à un loisir récréatif. D'ailleurs, une autre demande faite par la société "SEPHORA", qui travaille dans le même domaine et dans une zone touristique aussi, et qui est présenté dans ce même Conseil, va être rejetée certainement par ce même Conseil.

Est-ce alors parce qu'il s'agit de vendre à des touristes ? C'est une conception de l'offre et de l'accueil en direction des touristes que nous ne partageons pas. Tourisme ne signifie pas simplement consommation et il nous semble qu'il y a mieux à faire que l'ouverture des magasins le dimanche pour les divertir et pour qu'ils trouvent intérêt à Paris.

Développer un tourisme participatif pour faire découvrir la diversité de Paris, renforcer les contacts avec les habitants, comme le font de nombreuses associations qui proposent, par exemple, des balades dans des quartiers méconnus, selon des thématiques innovantes, tout cela contribue à améliorer l'image de Paris, à renouveler l'intérêt des touristes, plutôt que des déambulations commerciales proposant des produits identiques et sans âme.

C'est pourquoi nous voterons contre ce projet de délibération.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame FOURNIER.

Je me faisais la réflexion qu'il y a aussi des bibliothèques qui peuvent être des lieux agréables le dimanche.

Mme Danielle FOURNIER. - Bien sûr, oui.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Mais c'est une boutade !

Je voudrais demander à Mme BECKER, qui s'est inscrite sur trois projets de délibération concernant le même sujet, si elle veut bien regrouper ses trois interventions. Bien sûr, nous ferons un vote séparé, mais il y aura une réponse commune de Mme COHEN-SOLAL.

Madame BECKER, vous avez la parole sur les projets de délibération DDEE 49, 64 et 78.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Madame le Maire.

Chers collègues, l'ordre du jour de notre Conseil nous invite à formuler un avis sur des demandes de dérogation au principe du repos dominical et je souhaite tout particulièrement intervenir dans la mesure où trois d'entre elles reçoivent un avis favorable de l'Exécutif.

Vous savez l'opposition des élus communistes et des élus du parti de gauche à voir ce droit, comme d'autres droits, affaibli à force de nombreuses dérogations.

Sur les trois dérogations au repos dominical qui vont se voir attribuer un avis favorable par notre Conseil ce mois, je tiens à souligner trois choses.

Aucune précision n'est donnée sur les rémunérations supplémentaires éventuelles des salariés qui seront amenés à travailler le dimanche par dérogation.

Aucun repos compensateur n'est prévu.

Toutes ces dérogations concernent des activités de vente.

En revanche, j'ai noté que chaque demande patronale a été bien assortie de l'assurance du volontariat des salariés.

Ce vœu pieux du patronat qui accompagne sa demande de dérogation aux droits des salariés nous paraît déplorable. Et je rappelle que ce soi-disant argument de salariés volontaires favorables à diminuer leurs droits a lieu en période de crise et sans aucune contrepartie pour eux.

Le groupe communiste et les élus du parti de gauche, Danielle SIMONNET et Alexis CORBIÈRE, voteront contre ces projets de délibération.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame BECKER.

Madame COHEN-SOLAL, vous avez la parole.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Je voulais répondre à Mme FOURNIER et à Mme BECKER sur ces ouvertures du dimanche que le Conseil de Paris ne donne aucune dérogation. Il donne simplement un avis au Préfet de Paris, qui nous demande un avis comme il le demande naturellement à l'ensemble des syndicats des personnels employés, aux Chambres de commerce, aux Chambres des métiers et aux filières professionnelles. L'avis du Conseil de Paris ne compte que pour ce qu'il compte.

Ce que nous faisons, nous le faisons de manière régulière, c'est-à-dire que nous appliquons strictement la loi telle qu'elle existe aujourd'hui. La législation en cours permet à "BENLUXE DUTY FREE" d'être ouvert parce que ce magasin est situé sur le bord de la rue de Rivoli. Elle permet à d'autres d'ouvrir ponctuellement un dimanche.

Comme je le dis à chaque Conseil de Paris, nous nous contentons d'appliquer la législation en cours. Il est vrai que les syndicats doivent émettre un avis, et ils le donnent évidemment, et que le Préfet, une fois tous ces avis rassemblés donne le sien et accorde la dérogation ou non. Nous nous contentons d'appliquer la législation en cours.

Je suis, comme beaucoup d'entre vous, très soucieuse que le travail du dimanche soit le plus réduit possible et qu'il se passe dans les meilleures conditions possibles pour les salariés et pour le repos compensateur. Pour le moment, nous faisons ce que la législation nous permet.

Je vous demande donc de bien vouloir voter pour ce projet de délibération que nous vous proposons.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame COHEN-SOLAL.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 49.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DDEE 49).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 64.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DDEE 64).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 78.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DDEE 78).

2009, DDEE 59 - Présentation du Compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2007 de la 1ère mission Vital Quartier confiée par la Ville de Paris à la SEMAEST en 2004.
Vœu déposé par Mme Seybah DAGOMA, M. Pierre SCHAPIRA, Mme Sylvie WIEVIORKA et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au maintien de la diversité de l'offre commerciale dans la rue Sainte-Anne et à la création d'un nouveau périmètre Vital'Quartier de la Société d'économie mixte d'aménagement de l'Est de Paris.
Vœu déposé par M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif au maintien de la diversité de l'offre commerciale dans la rue Sainte-Anne (1er et 2e) et à la création d'un nouveau périmètre Vital'Quartier de la S.E.M.A.-EST.
Vœu déposé par l'Exécutif.
Vœu déposé par M. Georges SARRE et les élus du groupe du Mouvement républicain et citoyen relatif à l'application de l'article 58 de la loi du 2 août 2005.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DDEE 59 relatif à la présentation du Compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2007 de la 1ère mission Vital Quartier confiée par la Ville de Paris à la S.E.M.A.-EST en 2004, sur lequel quatre voeux ont été déposés : les vœux référencés n° 13, n° 14, n° 14 bis et n° 15 dans le fascicule.

La parole est à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Madame la Maire, chers collègues.

Je considère que le petit commerce de proximité est un facteur essentiel de la diversité et de la qualité de l'offre commerciale à Paris, de l'emploi parisien ainsi que de l'animation des quartiers de la Capitale.

Face à la vacance commerciale et aux monoactivités, notre groupe a toujours été à l'avant-garde de la mobilisation et des propositions. Nous avons toujours trouvé dans la Municipalité parisienne la compréhension, la volonté que nous espérions.

Je n'ai jamais, personnellement, ces dernières années dans cette enceinte, vanté les mérites de la S.E.M.A.-EST et de la mission "Vital'Quartier", car j'en étais le président et qu'il n'est jamais heureux d'être juge et partie.

Désormais, je peux et je souhaite tirer un coup de chapeau à Jean-Paul ALBERTINI et à ses équipes dont l'action, j'insiste, est exemplaire. Le bilan qui nous est présenté ce jour est remarquable. C'est cette action qui a permis, notamment dans le 11e arrondissement et au-delà, d'obtenir un endiguement du phénomène de monoactivité du textile de gros.

Mais endiguement n'est pas recul. L'action de la Ville de Paris bute sur un obstacle juridique de taille. La plupart des transactions échappent à la S.E.M.A.-EST car elles portent sur des baux et non sur les murs, transactions sur lesquelles la S.E.M.A.-EST ne peut intervenir que de gré à gré.

La mobilisation civique et l'interpellation que j'ai organisée à plusieurs reprises des gouvernements RAFFARIN, VILLEPIN et FILLON, a fini par porter ses fruits car l'article 58 de la loi dite "Dutreil" a été adopté, ouvrant la voie à une préemption des baux commerciaux.

Hélas ! Hélas ! Hélas ! Après avoir attendu deux ans les décrets d'application de cette loi, que nous avons elle-même attendue six ans, il s'avère que ceux-ci sont rédigés de telle sorte que le droit de préemption des baux commerciaux est un vain mot puisque les conditions de délégation, de prix, d'insécurité juridique, sont pour ainsi dire paralysantes. Oserais-je hasarder l'idée qu'entre l'avancée parlementaire et gouvernementale d'août 2005 et les décrets de décembre 2007, le courant ultralibéral, bien représenté dans les cabinets ministériels, a repris le dessus et a eu raison du pragmatisme du législateur.

En tout cas, force est de constater que le Gouvernement doit revoir sa copie pour rendre applicable l'article 58 de la loi du 2 août 2005. Je demande donc, avec je l'espère l'appui unanime du Conseil de Paris, que le Maire interpelle solennellement le Premier Ministre afin qu'une réécriture des décrets intervienne rapidement. Il en va de la diversité commerciale dans la Capitale.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Georges SARRE.

Monsieur BOUTAULT, vous avez la parole.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Je vous remercie, Madame la Maire.

Le succès de la convention publique d'aménagement qui avait été confiée à la S.E.M.A.-EST sur divers quartiers parisiens et qui s'est traduite par l'appellation "Vital'Quartier" devrait nous encourager à poursuivre et à mettre en oeuvre cette mission, dans les autres quartiers touchés par ce même phénomène de la monoactivité. En particulier cet outil permet de traiter le problème que pose la perte ou le départ de commerces de proximité, les commerces de bouche en particulier, dont les Parisiennes et les Parisiens ont besoin. Ces commerces constituent des sources d'approvisionnement beaucoup plus utiles que les grandes surfaces et les supermarchés voués à l'hyperconsommation et qui nécessitent des déplacements automobile.

Il est important pour notre Ville, dans le cadre de sa politique de développement durable, de promouvoir le commerce de proximité et de l'aider à ne pas disparaître.

Ce sont les missions qui ont été confiées à la S.E.M.A.-EST par cet intermédiaire qu'est "Vital'Quartier".

J'observe à cette occasion que la main invisible du marché, qui devrait tout réguler pour permettre la société harmonieuse, est là encore parfaitement déficiente.

En effet, sans une volonté de la puissance publique de permettre l'implantation de commerces dont les habitants ont besoin, nous voyons les dysfonctionnements des quartiers voués à une seule activité, parfois industrielle et parfois sans lien direct avec les besoins des habitants.

C'est la raison pour laquelle la rue Sainte-Anne et alentours dans le 2e arrondissement mais aussi dans le 1er arrondissement, étant touchés par ce phénomène de monoactivité, le Conseil du 2e arrondissement a voté un vœu à l'unanimité, demandant que la rue Sainte-Anne et alentours soient éligibles en matière de lutte contre la monoactivité commerciale et qu'une opération "Vital'Quartier" y soit menée.

J'ai bien conscience qu'il est nécessaire qu'une étude plus précise soit menée sur ce quartier pour voir s'il peut effectivement être éligible à la mission "Vital'Quartier". C'est la raison pour laquelle j'ai pris note du vœu n° 14 bis de l'Exécutif, avec lequel je ne suis pas en désaccord. Je comprends la prudence financière de la Ville qui ne souhaite pas s'engager dans une processus trop lourd.

Cependant, je tiens à faire remarquer que la forme, non pas de préemption des murs ou des baux qui coûte cher mais la forme protocole d'accord avec le futur acquérant est une forme d'action qui permet, sans que cela n'engage les finances de la Ville de façon trop importante, en l'occurrence celles de la S.E.M.A.-EST, de lutter efficacement contre la monoactivité. Il me paraîtrait utile d'étudier plus avant cette piste dans le cadre de l'étude menée.

Je vous remercie pour votre attention.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Je donne la parole à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Je vais répondre successivement aux vœux présentés.

Je souhaite tout d'abord remercier M. Georges SARRE des compliments et des appréciations très positives qu'il a portés sur l'action de la S.E.M.A.-EST et en particulier sur des derniers événements qui se sont produits grâce à la S.E.M.A.-EST.

Je voulais lui dire que, comme lui, nous regrettons infiniment que les décrets d'application de la loi "Dutreil" ne permettent pas de faire des préemptions de baux dans les villes en France ; ce n'est pas seulement Paris qui a fait cette remarque, l'Association des grandes villes de France s'est réunie pour en parler et nous avons pu constater que l'ensemble des grandes villes de France fait la même constatation que la Ville de Paris et que dans aucune grande ville de France, à l'exception d'une seule préemption, aucune préemption de baux n'a pu avoir lieu.

Naturellement, cela rend la loi "Dutreil" inapplicable, en tout cas dans ces dispositions.

Je suis pour le vœu de M. Georges SARRE et nous donnons un avis favorable à ce que ce vœu soit voté le plus largement possible par le Conseil de Paris, afin que le Gouvernement prenne en compte cet aspect des choses et fasse en sorte que la loi "Dutreil" puisse enfin être appliquée dans ses dispositions et donne des résultats positifs dans nos villes.

En ce qui concerne les vœux présentés par le 1er et le 2e arrondissements, naturellement, nous sommes favorables, comme le vœu n° 14 bis le détaille, à ce qu'une étude commerciale ait lieu sur les locaux commerciaux de la rue Sainte-Anne et alentours, afin que nous puissions regarder comment répondre au mieux aux problèmes graves qui s'y posent. Vous le savez, mes chers collègues, j'ai pu, avec vous, faire une visite de la rue Sainte-Anne en détail et, effectivement, il se trouve qu'il faut répondre à cette situation.

Le vœu n° 14 bis prévoit qu'une étude commerciale ait lieu.

Je suis d'accord avec ce que le maire du 2e, Jacques BOUTAULT, a signalé : il est vrai que le protocole entre un vendeur et la S.E.M.A.-EST est très intéressant et naturellement assez peu coûteux sur le plan financier. Il faut pouvoir trouver en face de soi des gens qui acceptent de signer ces protocoles, mais c'est un des moyens d'action de la S.E.M.A.-EST extrêmement fructueux. Nous essaierons de voir comment nous pouvons travailler sur la rue Sainte-Anne.

Merci beaucoup Madame la Maire.

J'appelle à voter pour le vœu n° 14 bis et, naturellement, à soutenir le projet de délibération DDEE 59 sur la mission "Vital Quartier" de la S.E.M.A.-EST.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je demande au groupe socialiste, radical de gauche et apparentés si le vœu n° 13 est maintenu. Non, il est retiré.

M. Jacques BOUTAULT nous informe que le vœu n° 14 n'est pas maintenu.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 14 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 35).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 15, déposée par le groupe M.R.C, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 36).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 59.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DDEE 59).

Dépôt de questions d'actualité.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous informe que six questions d'actualité ont été déposées dans les délais.

La première question d'actualité émane du groupe "Les Verts". Elle est adressée à M. le Maire de Paris en ces termes :

"La politique de la Ville de Paris consacrée à l'innovation, à la recherche et à l'enseignement supérieur au regard de la réforme des universités actuellement mise en œuvre et largement contestée".

La deuxième question d'actualité est posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris. Elle est rédigée ainsi :

"Alors que dans l'ensemble des pays touchés par la crise les plans de relance s'organisent autour du développement durable et de la santé, nous sommes confrontés en France à un autisme gouvernemental voire à une volonté délibérée de mettre à mal l'hôpital public.

L'A.P.-H.P. est le plus grand hôpital d'Europe. Il produit à lui seul plus de 50 % de la recherche française en matière de science du vivant. Il est le seul hôpital français qui couvre l'ensemble des 799 pathologies identifiées par le système de tarification mis en place par le Gouvernement. C'est un hôpital de proximité mais c'est aussi un hôpital de recours national voir européen et international, comme l'a démontré récemment l'opération réussie des siamois à Necker. Il est aujourd'hui surtout, pour tous les Franciliens, l'hôpital de Paris métropole qui assume 24 heures sur 24, 365 jours par an, l'accueil de tous les patients avec un niveau d'excellence rarement égalé.

Pourtant le Gouvernement veut imposer aujourd'hui à cette institution un régime qui se traduit par un véritable plan social inacceptable, une baisse probable de la qualité et de la sécurité des soins et une baisse programmée de l'offre de soins.

En effet, l'A.P.-H.P. a fini l'année 2008 pratiquement à l'équilibre, grâce à une activité en forte progression (3,7 %) et un effort d'économie substantiel (27 millions d'euros) reposant, entre autres, sur une diminution de près de 630 emplois. Cet effort exceptionnel a été consenti par l'ensemble de l'institution qui assume la responsabilité éthique d'une bonne allocation de l'argent public.

L'A.P.-H.P. est désormais en train d'élaborer le budget 2009.

La baisse annoncée par le Gouvernement des "subventions d'accompagnement" entraînerait mécaniquement un manque à gagner de 230 millions. C'est sur cette base chiffrée que le budget 2009 est construit.

Le Gouvernement non seulement exige ainsi de l'A.P.-H.P. un nouveau plan social d'au moins 1.200 agents, mais veut également la contraindre à se retrouver dans une situation déficitaire, ce qui conduirait à l'étranglement programmé de sa capacité à investir et à construire les hôpitaux du XXIe siècle.

Monsieur le Maire, nous avons le devoir de nous mobiliser pour préserver l'A.P.-H.P. Que comptez-vous faire sur cette question ?"

La troisième question d'actualité est posée par M. Ian BROSSAT et les membres du groupe communiste à M. le Maire de Paris. En voici le texte :

"La semaine dernière, M. BALLADUR a rendu au Président de la République un rapport très attendu sur la réforme des collectivités locales. Avant même la conclusion de son travail, les directions prises par le comité "BALLADUR" inquiétaient les élus locaux.

A Paris, les ambitions autoritaires de l'Etat et du Président de la République semblaient menacer tout particulièrement le patient travail de concertation et d'élaboration de "Paris Métropole" mené par mon ami Pierre MANSAT au sein de cette équipe municipale depuis 2001. La lecture du rapport ne nous a pas déçu, si j'ose dire, avec ce projet d'un "Grand Paris" mené au mépris des élus locaux de gauche comme de droite, et la mise sous tutelle de nos collectivités locales par l'Etat.

La médiocrité de ce projet n'a pas résisté plus de quelques heures, certes, et nous avons tous pu apprendre que le Président de la République avait décidé de remettre le chapitre parisien de la réforme à plus tard. Mais nous connaissons l'entêtement de Nicolas SARKOZY, que d'aucuns appellent du volontarisme, ou de la volonté. Nous pouvons donc craindre que l'Etat soit bientôt repris par son idée fixe et revienne à la charge.

Le projet porté par le Syndicat "Paris Métropole" semble d'autant plus d'actualité qu'il répond à un désir essentiel de démocratie et d'amélioration de la vie locale, commun à Paris et aux villes de l'agglomération. Il nous semble essentiel de poursuivre nos efforts en ce sens et de profiter de la mobilisation des élus consternés par les orientations du rapport "BALLADUR". A l'entêtement de certains, il faut opposer nos volontés rassemblées et réunies.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, je voudrais demander ici à mon ami Pierre MANSAT de rassurer ce Conseil en ce qui concerne la volonté intacte de tous les participants du Syndicat "Paris Métropole" de rester mobilisés pour la défense de nos libertés locales. Je voudrais lui demander aussi quelles sont les prochaines évolutions envisagées pour "Paris Métropole" dans les mois à venir. Car il est plus urgent que jamais d'agir tous ensemble et de permettre à l'agglomération parisienne de rester maître de son destin."

La quatrième question d'actualité, posée par M. Philippe GOUJON au nom du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris est relative "à la gestion du parc locatif social de la Ville de Paris".

La cinquième question, posée par Mme Marinette BACHE au nom du groupe M.R.C. à M. le Maire de Paris est relative "au planning familial et à l'action parisienne en direction des femmes".

Enfin, la dernière question d'actualité est posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris. Elle a trait à "la remunicipalisation de l'eau : quelle politique sociale de la Mairie de Paris ?"

Je vous propose de suspendre notre séance jusqu'à 14 heures 45.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures, est reprise à quatorze heures quarante cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

Examen des questions d'actualité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nos reprenons donc nos travaux par l'examen des questions d'actualité.

I - Question d'actualité posée par le groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à la politique de la Ville de Paris consacrée à l'innovation, la recherche et l'enseignement supérieur.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous commençons par la question d'actualite posée par le groupe "Les Verts".

La parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - C'est une question sur la politique de la Ville de Paris consacrée à l'innovation, la recherche et l'enseignement supérieur.

Monsieur le Maire, comme vous l'indiquiez dans votre communication du mois de mai dernier consacrée justement à l'innovation, à la recherche et à l'enseignement supérieur, l'Exécutif parisien s'est fixé des objectifs ambitieux dans ce domaine.

Vous avez affirmé vouloir poursuivre la politique engagée depuis 2001 de renforcement de l'attractivité scientifique et économique de Paris et de valorisation de la recherche parisienne par des travaux de remise à niveau des infrastructures universitaire, la création de pépinières et d'incubateurs, la préfiguration de pôles de recherche fédérés, structurés et ambitieux, et l'émergence et le financement de pôles de compétitivité.

Cela a été confirmé au niveau budgétaire car la Ville de Paris, qui s'était engagée à consacrer un milliard d'euros à l'économie de la connaissance au cours de la mandature qui s'ouvre, a confirmé ce choix dans le budget primitif 2009 que nous avons voté en décembre dernier.

Vous avez enfin affirmé vouloir inscrire la Ville de Paris comme un acteur à part entière qui décidera suivant les cas comme partenaire, prescripteur ou décisionnaire, assumant pleinement sa mission quitte à pallier, quand il le faudra, et dans la mesure du possible, les manquements et défaillances de l'État.

Ce domaine revêt dans notre Ville une importance indéniable et touche, au-delà des questions de compétitivité et d'emploi qui sont essentielles en ces temps de crise, un nombre important de Parisiens puisque Paris compte huit universités, près de 12.000 chercheurs publics, dont près de 7.000 enseignants chercheurs et 300.000 étudiants et étudiantes.

Or, l'adoption dans l'urgence, le 10 août 2007, sans concertation, de la loi dite loi LRU, relative aux libertés et responsabilités des universités, et plus récemment, le décret d'application portant sur le projet de réforme du statut des enseignants-chercheurs proposé et réécrit ce week-end quasiment à l'identique par Valérie PÉCRESSE, ministre de l'Enseignement supérieur, ont créé un mécontentement extrême.

Depuis le 22 janvier, les enseignants-chercheurs ont appelé à la grève illimitée et reconductible. Vendredi dernier, la coordination nationale réunie pour la cinquième fois à Créteil a appelé à poursuivre et amplifier le mouvement, et depuis hier, circule une pétition qui demande la réunion d'Etats généraux de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La réforme de la formation à l'université des enseignants des premier et second degrés, dite mastérisation, la réforme de la dotation des moyens alloués avec le nouveau système appelé du nom très provocateur de "sympa", viennent s'ajouter aux réductions programmées des postes dans les universités dans la ligne des engagements du Président de la République pour une politique générale de réduction du nombre de fonctionnaires.

Nous constatons également avec inquiétude le fractionnement en cours du C.N.R.S. et son affaiblissement programmé.

L'ensemble de ces politiques et décisions place les équipes de recherche à la merci du pilotage ministériel via l'A.N.R., l'agence universitaire, et laisse présager une introduction préoccupante de l'arbitraire sous couvert d'autonomie et d'une mise en concurrence généralisée à l'Université et entre les universités. L'inquiétude est donc à juste titre importante dans ce secteur et la mobilisation, que pour notre part, nous soutenons depuis le début, est très forte.

Nous souhaitons entendre, Monsieur le Maire, votre appréciation des réformes et évolutions qui s'opèrent dans ce domaine. Nous souhaitions savoir comment vous comptez utiliser l'influence de la Ville renforcée par les moyens très importants que nous mettons en oeuvre pour peser pour que ces réformes puissent évoluer dans un autre sens et un bon sens, plus précisément la politique de la Ville dans le domaine universitaire s'inscrira dans le nouveau paysage de concurrence qui se dessine actuellement.

Comment concevez-vous l'aide aux universités dans la diversité de leurs formations ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole à M. Jean-Louis MISSIKA.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous partageons tout à fait les inquiétudes de l'oratrice concernant la politique universitaire du Gouvernement. J'en veux pour preuve que, dès le 9 février 2009, le Maire de Paris, Bertrand DELANOË, a publié un communiqué concernant le projet de décret sur les enseignants-chercheurs, réclamant son retrait et l'ouverture de véritables négociations.

Il y a un autre sujet de crainte de notre part, que ce conseil connaît bien, qui est le retrait de l'Etat et le sous investissement relatif de l'État dans l'université parisienne en comparaison avec ce qui se fait dans le reste du pays.

Si jamais nous reprenons, par exemple, le contrat particulier de la Ville avec l'Etat, ou même notre participation au contrat de plan Etat-Région, il est clair que depuis 2001, la Ville de Paris a tenu la totalité de ses engagements, aussi bien sur le plan foncier, immobilier, que sur le plan du soutien à la recherche. On ne peut pas en dire autant des engagements de l'Etat, et d'ailleurs nous réclamons toujours en vain un bilan complet de la réalisation du contrat particulier entre la Ville et l'Etat dans ce domaine.

Vous l'avez dit au début de votre intervention, la Ville de Paris a choisi de soutenir les universités parisiennes, de les soutenir aussi bien sur le plan foncier et immobilier que sur le plan du financement, de la recherche et de l'attractivité scientifique de la Ville. Nous avons mené d'ores et déjà des éléments de politique extrêmement importants en la matière : nous avons doublé le financement du programme de recherche par la Ville de Paris. Et vous pouvez voir, d'ores et déjà sur le site de la Ville, un programme d'appel à projet pour les bourses post doctorales et les bourses seniors de financement de projet de recherche par la Ville de Paris.

Il est clair que l'ensemble de cette politique a pour vocation de soutenir l'université. Nous soutenons l'université en tant que citoyens, en tant que militants dans les combats qui sont les siens, et notamment le combat qui est mené actuellement pour une modification du décret concernant le statut des enseignants-chercheurs. Et nous soutenons, en tant qu'acteurs publics, en tant qu'acteurs institutionnels, en tant que Ville de Paris, de façon significative par des investissements constants, le développement et l'attractivité de l'université parisienne.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

II - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris, relative au budget 2009 de l'A.P.-H.P.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme Sylvie WIEVIORKA, pour la question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Sylvie WIEVIORKA. - Merci, Monsieur le Maire.

Alors que dans l'ensemble des pays touchés par la crise, les plans de relance s'organisent autour du développement durable et de la santé, nous sommes confrontés en France à un autisme gouvernemental, voire à une volonté délibérée de mettre à mal l'hôpital public.

L'A.P.-H.P. est le plus grand hôpital d'Europe, il produit à lui seul plus de 50 % de la recherche française en matière de sciences du vivant. Il est le seul hôpital français qui couvre l'ensemble des 799 pathologies identifiées par le système de tarification mis en place par le Gouvernement.

C'est un hôpital de proximité mais c'est aussi un hôpital de recours national, voire européen et international, comme l'a démontré récemment l'opération réussie des siamois à l'hôpital Necker. Il est aujourd'hui, surtout pour tous les Franciliens, l'hôpital de Paris Métropole qui assure 24 heures sur 24, 365 jours par an l'accueil de tous les patients avec un niveau d'excellence rarement égalé.

Pourtant, le Gouvernement veut imposer aujourd'hui à cette institution un régime qui se traduit par un véritable plan social inacceptable, une baisse probable de la qualité et de la sécurité des soins, ainsi qu'une baisse programmée de l'offre de soins.

En effet, l'A.P.-H.P. a fini l'année 2008 pratiquement à l'équilibre, grâce à une activité en forte progression (+3,7 %) et à un effort d'économie substantielle (27 millions d'euros), reposant entre autres sur une diminution de près de 630 emplois. Cet effort exceptionnel a été consenti par l'ensemble de l'institution qui assume la responsabilité éthique d'une bonne allocation de l'argent public. Cependant, la rigueur extrême de ce diktat gouvernemental conduit à la naissance d'un malaise social persistant et à l'usure ressentie et perçue chez de nombreux personnels.

L'A.P.-H.P. est en train d'élaborer le budget 2009. La baisse annoncée par le Gouvernement des subventions d'accompagnement entraînerait mécaniquement un manque à gagner de 230 millions ; c'est sur cette base chiffrée que le budget 2009 est construit. Le Gouvernement exige ainsi de l'A.P.-H.P. non seulement un nouveau plan social d'au moins 1.200 agents mais veut également la contraindre à se retrouver dans une situation déficitaire, ce qui conduirait à l'étranglement programmé de sa capacité à investir et à construire les hôpitaux du XXIe siècle.

Monsieur le Maire, nous avons le devoir de nous mobiliser pour préserver l'A.P.-H.P. Que comptez-vous faire sur cette question ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

La parole est à Jean-Marie LE GUEN.

M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Merci, Mme Sylvie WIEVIORKA de poser cette question à un moment d'une gravité tout à fait certaine.

C'est avec donc beaucoup de sérieux que je veux aborder cette question pour dire que nous allons rentrer dans ce mois de mars, dans la période où s'achève la discussion de la préparation budgétaire de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, et que nous sommes confrontés effectivement à des propositions aujourd'hui qui non seulement me paraissent erronées, dangereuses, mais qui mettent en cause, me semble-t-il, l'avenir de cette institution qui est très présente au cœur des Parisiens, même bien au-delà des Franciliens ; je crois aussi par le rôle que joue l'hôpital Assistance publique - Hôpitaux de Paris sur notre territoire, une référence tout à fait particulière.

Vous avez à juste titre souligné un certain nombre d'éléments qui font que d'ores et déjà ce qui est exigé de l'Assistance publique correspond à un véritable plan social, une suppression de plus de 1.200 emplois, dont personne, ici ni ailleurs, ne peut prétendre qu'il ne touchera pas très majoritairement des soignants.

Deuxièmement, ce plan s'accompagne d'une acceptation, ou plus exactement de l'idée de plonger l'Assistance publique dans un déficit supérieur à 100 millions d'euros l'année prochaine. Ce sont cent millions d'euros qui viendront peser évidemment sur les finances de cet établissement, et quelque part compromettre sa capacité à investir dans les années qui viennent.

Cette situation est extrêmement préoccupante à plusieurs titres. Je ne soulignerais pas ici qu'elle est totalement surprenante puisque pratiquement tous les pays qui ont à faire aujourd'hui des plans de relance investissent tout particulièrement dans la santé, parce qu'ils pensent que c'est à la fois une nécessité sanitaire et sociale pendant cette crise mais en plus que c'est une voie pour sortir de la crise.

Avec le développement durable, avec la maîtrise des énergies, avec l'innovation d'une façon générale, ne pas investir aujourd'hui dans la santé est une erreur économique majeure, indépendamment de son caractère social. C'est un débat peut-être plus de politique nationale qui, en tout cas, a sa légitimité dans cette enceinte, mais pour ce qui nous concerne, est totalement incompréhensible, c'est de mettre l'Assistance publique dans cette situation, alors que rien ne justifie dans son activité un tel traitement.

En effet, vous l'avez souligné : l'Assistance publique a fait progresser son activité l'année dernière d'une façon notable, (+ 3,7 % d'activité). Ses performances scientifiques sont tout à fait remarquables et il n'y a aucun procès qui puisse être instruit sur la qualité de la gestion ou la nécessité des actions menées par l'Assistance publique.

C'est essentiellement une disposition d'ordre idéologique qui veut, d'ailleurs obtenir non pas une meilleure productivité, mais tout simplement la diminution d'emplois. Le seul critère qui est aujourd'hui appliqué à l'Assistance publique, c'est la diminution nette de 700 emplois équivalents temps plein, c'est-à-dire plus de 1.200 emplois sur l'ensemble de l'année, sans considérer en aucune façon qu'il y aurait la nécessité de se séparer de tel ou tel type d'activité. Bien au contraire, on empêche l'Assistance publique de se restructurer et d'être encore plus efficace.

Je conclurai, Monsieur le Maire, en disant qu'il y a quelque chose de particulièrement choquant, me semble-t-il: c'est d'entendre d'un côté les plus hautes autorités de l'Etat vanter l'héroïsme des infirmières, et de l'autre côté arbitrer de façon systématiquement négative dans la suppression d'emplois et dans la mise sous tension…

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Vous défendrez devant les Parisiens cette politique qui met en cause la qualité et la sécurité des soins ! On en reparlera dans l'année 2009 !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Jean-François LAMOUR. - Le pompier pyromane !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Sur ce sujet très grave, je veux soutenir totalement les propos de M. LE GUEN, aux côtés de tous les personnels de l'Assistance publique.

Le président du Conseil d'administration de l'Assistance publique n'a malheureusement pas de pouvoir gestionnaire. Nous sommes, avec le président délégué, en accompagnement, en soutien permanent de ce pôle d'excellence.

Je voudrais simplement vous dire, et je voudrais que ce soit entendu au-delà de cet hémicycle, que dans la perspective très inquiétante de la discussion budgétaire de l'Assistance publique du 27 mars, je tiens à m'engager totalement pour l'emploi, car il y va de la sécurité et de la qualité des soins dispensés dans les hôpitaux de Paris et je veux appuyer très fortement ce qu'a dit Jean-Marie LE GUEN sur l'investissement.

Vraiment, dans ce mois de mars, je serai engagé, avec Jean-Marie LE GUEN pour tenter d'épauler le mieux possible les patients de l'Assistance publique et le personnel de l'Assistance publique. Il y en a vraiment un besoin urgent ; nous le ferons !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

III - Question d'actualité de M. Ian BROSSAT et du groupe communiste relative aux conclusions du rapport Balladur, à la réforme des collectivités territoriales et aux évolutions du Syndicat mixte d'étude "Paris Métropole".

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Ian BROSSAT pour la question d'actualité du groupe communiste.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

La semaine dernière, M. BALLADUR a rendu au Président de la République un rapport très attendu sur la réforme des collectivités locales.

Avant même la conclusion de son travail, les directions prises par le comité "Balladur" inquiétaient les élus locaux. A Paris, les ambitions autoritaires de l'Etat et du Président de la République semblaient menacer tout particulièrement le patient travail de concertation et d'élaboration de "Paris Métropole" mené par mon ami Pierre MANSAT au sein de cette équipe municipale depuis 2001.

La lecture du rapport ne nous a pas déçus, si j'ose dire, avec ce projet d'un Grand Paris mené au mépris des élus locaux, de gauche comme de droite, et la mise sous tutelle de nos collectivités locales par l'Etat.

La médiocrité de ce projet n'a d'ailleurs pas résisté plus de quelques heures, certes, et nous avons tous pu apprendre que le Président de la République avait décidé de remettre le chapitre parisien de la réforme à plus tard.

Mais nous connaissons l'entêtement de Nicolas SARKOZY que d'aucuns appellent du volontarisme ou de la volonté. Nous pouvons donc craindre que l'Etat soit bientôt repris par son idée fixe et revienne à la charge.

A l'inverse, le projet porté par le syndicat "Paris Métropole" semble d'autant plus d'actualité qu'il répond à une volonté réelle de démocratie et d'amélioration de la vie locale commune à Paris et aux villes de l'agglomération.

Il nous semble essentiel de poursuivre nos efforts en ce sens et de profiter de la mobilisation des élus consternés par les orientations du rapport "Balladur".

A l'entêtement de certains, il faut opposer nos volontés réunies. C'est la raison pour laquelle nous souhaiterions connaître les prochaines évolutions envisagées pour "Paris Métropole" dans les mois à venir, car il nous semble plus urgent que jamais d'agir ensemble et de permettre à l'agglomération parisienne de rester maître de son destin.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes communiste, socialiste, radical de gauche et apparentés, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est un exemple de gestion du temps ! Dire tant de choses intelligentes en si peu de temps !

Monsieur Pierre MANSAT, vous avez la parole.

M. Pierre MANSAT, adjoint. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Pour répondre précisément à cette question que tout le monde attendait, puisqu'il était indispensable que l'opinion du Maire de Paris et de l'Exécutif de Paris soit formulée devant le Conseil de Paris, je rappellerai simplement une première chose : c'est bien parce que la Municipalité parisienne a identifié le sujet de la gouvernance comme devant être mis en chantier dès 2001 que cela nous a conduits à proposer la création de la conférence métropolitaine qui est en train de devenir un syndicat d'études "Paris Métropole", puisque, très clairement, il y a bien un problème de gouvernance de cette métropole et les enjeux, nous le disons depuis 2001, Bertrand DELANOË l'a affirmé dès le 5 décembre 2001 devant tous les élus de la première couronne rassemblés et les élus régionaux…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Qui ne s'étaient jamais réunis.

M. Pierre MANSAT, adjoint. - … qui ne s'étaient jamais réunis, auparavant.

Un problème de gouvernance renouvelé aux regards des enjeux, donc, que ce soit en matière d'attractivité, de vie quotidienne des métropolitains, que ce soit en matière de logement, de transport, etc.

Il y avait deux solutions et il y a toujours deux solutions dans cette hypothèse de travailler sur la gouvernance.

Une hypothèse est vouée à l'échec et les exemples de toutes les métropoles du monde sont très intéressants à regarder. L'échec vient des décisions prises d'en haut, sans la participation des collectivités, les premiers acteurs de la gouvernance. C'est ce que l'on peut craindre avec le projet du rapport "Edouard Balladur" s'il était, par malheur, toujours d'actualité, mais cela n'a pas l'air d'être le cas. Le rapport "Balladur" est un projet d'en haut qui s'impose aux collectivités et qui est prédéterminé, avec des propositions qui sont profondément contradictoires avec ce qui est proposé par le même rapport du point de vue national. Par exemple, le rapport propose le développement de l'intercommunalité ailleurs, mais il propose de supprimer les intercommunalités existantes en Ile-de-France ; je ne prendrai que cet exemple qui traduit le caractère pour le moins inapproprié des propositions de ce rapport.

En revanche, quelque chose est en train d'émerger de façon extrêmement forte : si ce sont les collectivités qui sont les actrices principales de ce projet, il y a l'impérieuse nécessité de constituer un lieu de dialogue, un lieu de représentation de ces collectivités qui, aujourd'hui, n'existe pas. On peut faire des comparaisons avec d'autres pays européens qui disposent de ces lieux de représentation, que ce soit en Italie, en Allemagne ou en Espagne. Ici, en Ile-de-France, ce lieu de représentation et de mise en commun par les collectivités n'existe pas et il était absolument impératif de le créer.

C'est pour cela que nous avons rencontré, avec d'autres acteurs qui ne sont pas du même courant politique, je pense, par exemple, à M. Jacques MARTIN, Maire U.M.P. de Nogent-sur-Marne, M. Laurent LAFON, Maire Nouveau Centre de Vincennes, M. Daniel GUIRAUD, Maire socialiste des Lilas, M. Patrick BRAOUEZEC, président P.C. de Plaine commune, nous avons rencontré une délégation des élus majorité présidentielle des Hauts-de-Seine : MM. Patrick DEVEDJIAN, Hervé MARSEILLE, KOSCIUSKO-MORIZET, Bernard GAUDUCHEAU, Jean SARKOZY, Jacques GAUTIER, des élus représentatifs, qui ont convenu de la nécessité de créer un tel lieu avec un certain nombre de garanties assurant que la gauche ne serait pas dominante, ce qui n'aurait d'ailleurs aucun sens. Il ne peut y avoir qu'un lieu de dialogue où tout le monde soit respecté et qui permettra de créer de "l'en commun", parce qu'avant de décider ce que l'on supprime aux uns et aux autres, il faut commencer par faire de l'en commun.

Pour conclure, la prochaine étape est le dépôt par les 75 collectivités qui les ont déjà adoptés des statuts de "Paris Métropole". Le Préfet doit prendre un arrêté décidant la création du syndicat d'études et nous modifierons les statuts du syndicat dans le sens que nous avons convenu avec la délégation de la majorité présidentielle des Hauts-de-Seine.

Puis, ce syndicat "Paris Métropole" pourra commencer à exister. A lui de faire la preuve qu'il peut être ce lieu innovant, non seulement de dialogue, mais aussi un lieu qui permettra d'identifier des projets extrêmement concrets dans le domaine que j'évoquais tout à l'heure - c'était dans le débat depuis ce matin -, par exemple le tourisme, le développement économique, mais aussi le logement, les transports et bien d'autres sujets.

Bien évidemment, il devra se lier avec les 10 équipes du concours de la Consultation internationale des architectes qui viennent de rendre leur document final, lequel sera rendu public.

(Applaudissements sur les bancs des groupes communiste, socialiste, radical de gauche et apparentés, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Voilà le bon état d'esprit, fédérateur, rassembleur, non partisan ; cela a produit des fruits.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

C'est comme cela que l'on avance.

IV - Question d'actualité de M. Philippe GOUJON, au nom du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur la gestion du parc locatif social de la Ville de Paris.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est maintenant à M. Philippe GOUJON, pour la question d'actualité du groupe U.M.P.P.A.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Monsieur le Maire, ma question a trait à la gestion du parc locatif social de la Ville de Paris.

Alors que, conformément au décret du 21 août 2008, ils en avaient la possibilité, les bailleurs sociaux parisiens n'ont pas voulu déroger à l'application des suppléments de loyer de solidarité en refusant de s'engager avec l'Etat dans une convention globale de patrimoine. Leur calcul était simple, écrit d'ailleurs noir sur blanc dans le budget de "Paris Habitat" : l'application stricte du nouveau barème rapportera à ce seul bailleur entre 20 et 30 millions en 2009.

Nombreux, en effet, sont les locataires qui ont appris en février, avec effet rétroactif et brutalement, qu'ils devaient payer un supplément de loyer triplé, voire quadruplé !

Ceux-ci sont pourtant, je crois, loin d'être privilégiés, mais compte tenu de la politique de reclassement S.R.U. que vous menez sur le parc qui n'avait pas été conventionné en 1977, ils dépassent, du jour au lendemain, les plafonds autorisés, car l'éviction du logement intermédiaire dans le décompte S.R.U. rompt la chaîne du parcours résidentiel et la possibilité pour ces personnes simplement de se reloger à Paris.

Il aurait été nécessaire que le Plan local pour l'Habitat prévoie, comme la loi l'y autorise, de moduler ou de suspendre l'application des surloyers. Il aurait encore fallu que le P.L.U., que nous n'avons pas voté en 2006 pour ces mêmes raisons, soit modifié pour intégrer enfin une offre de logements intermédiaires conséquente dans Paris.

Vous vous êtes bien gardé, Monsieur le Maire, de demander aux bailleurs sociaux qu'ils s'engagent dans des conventions globales de patrimoine et encore moins qu'ils modèrent les hausses de loyer et de charges du parc locatif social. Les bailleurs "mauvais élèves", comme on peut les appeler, qui n'ont pas conclu ces conventions, jouent la montre, pour engranger, vous le savez, un maximum de bénéfices avant que les dispositions de la "loi logement", qui contient tous les outils nécessaires à une véritable politique de mixité sociale, n'entrent en vigueur.

Alors, une question essentielle se pose pour assurer le maintien des classes moyennes dans notre Ville : vous engagez-vous, Monsieur le Maire, à demander aux bailleurs sociaux :

- d'abord de conclure une convention d'utilité sociale dès l'entrée en vigueur de la loi et sans attendre le délai butoir ;

- et ensuite, c'est aussi important, à abaisser les suppléments de loyer en application du dispositif de modulation obligatoire pour les zones dites "tendues" ?

Votre réponse, Monsieur le Maire, démontrera ou non votre sincérité, lorsque vous prétendez défendre les classes moyennes à Paris.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Selon ce que je réponds, je suis sincère ou pas ! Si cela fait plaisir à M. GOUJON, je suis sincère ; si je ne lui fais pas plaisir, je ne suis pas sincère !

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Cette question est assez surprenante parce que nous nous trouvons devant une situation où des députés n'assument pas les conséquences de ce qu'ils ont voté.

Au mois d'août 2008, un décret signé Mme BOUTIN, présenté haut et fort comme intervenant au nom de l'égalité dans le parc social, apporte des modifications substantielles de l'application du surloyer, de façon brutale.

La seule possibilité pour les collectivités d'y déroger provisoirement, c'était d'élaborer un P.L.H. A ma connaissance, mais vous le savez sans doute, Paris a déjà un P.L.H.

Autre possibilité : le conventionnement global.

Le conventionnement global, tel qu'il est prévu dans les textes jusqu'à ce jour - je ne parle pas du contrat d'utilité sociale, que j'évoquerai ensuite - est en fait l'organisation de la ségrégation sociale et spatiale au sein d'une ville. Cela veut dire que, concrètement, en fonction de la qualité de la prestation de service, on peut avoir un loyer de plus en plus élevé ou plus bas si l'on est à la périphérie parisienne.

Ce n'est pas notre conception de l'organisation territoriale parisienne : oui, les gens qui ont de faibles ressources ont le droit d'habiter au cœur de Paris ou dans le 16e arrondissement ou dans l'Ouest, en payant un loyer normal, sans majorations excessives qui les excluraient et les rejetteraient à l'Est de Paris ou en banlieue. Eh bien, ce n'est pas notre conception des choses, je vous le dis !

Vous me demandez : "Mais que faites-vous pour les classes moyennes ?". C'est un comble, quand on songe que vous venez de voter un texte qui abaisse les plafonds de ressources de 10 % ! Vous pénalisez encore plus les couches moyennes et le surloyer futur s'appliquera y compris sur un plafond plus faible, et donc avec une majoration excessive, sans aucun sens de la mesure, car nous appliquons les tarifs imposés d'en haut, imposés par vous.

M. Jean-François LAMOUR. - Répondez à la question !

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je réponds totalement !

Assumez donc les décisions que vous prenez à l'Assemblée nationale...

Monsieur LAMOUR, de temps en temps, vous devriez regarder avec plus d'attention les textes que vous votez !

La conséquence de ce que vous faites est la mise en cause de la place des couches moyennes à Paris via l'application des surloyers dans des conditions extraordinaires.

Je précise de nouveau que le surloyer ne s'applique pas aujourd'hui sur les immeubles de convention 1930, dont ceux transférés à "Paris Habitat", mais s'applique uniquement sur le logement conventionné, en dehors des zones urbaines sensibles.

Et, pour votre information, sachez qu'après les enquêtes de l'ensemble des bailleurs, moins de 5 % des locataires qui vivent dans le logement social sont soumis à un de surloyer et 50 % d'entre eux y sont soumis parce qu'ils dépassent entre 20 et 40 % le plafond de ressources.

Vous voyez bien que, dans le parc social, il n'y a pas de super-privilégiés sur le logement non conventionné ; il y a une utilisation depuis 2001 et des affectations correspondant totalement aux normes d'affectation du logement social - et d'ailleurs nous nous en réjouissons.

Et sachez qu'à ce jour, en tout et pour tout 80 congés ont été donnés suite à l'application du surloyer, par des personnes qui dépassent de 200 % le plafond, dont vous avez voté à l'Assemblée nationale le départ immédiat dans un délai assez bref !

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Voilà les conséquences de l'application réelle des lois que vous avez votées, Monsieur LAMOUR.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Jean-François LAMOUR. - Il n'a pas répondu à la question !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Un mot rapide de M. GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - J'ai ma réponse, Monsieur le Maire de Paris, puisque, sur la question que je posais, sur le fait que vous et votre majorité étiez ou non sincères pour défendre les classes moyennes, évidemment la réponse est non, puisque M. MANO a répondu sur tout autre chose que sur la façon dont vous allez demander aux bailleurs sociaux ou pas de moduler les suppléments de loyer en fonction des augmentations.

Nous avons voté, vous le savez très bien, une très bonne loi où d'ailleurs…

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Bien sûr !

D'ailleurs, beaucoup d'amendements ont été adoptés à l'unanimité, comme celui déposé par M. LAMOUR et protégeant une partie des locataires dans les logements nouvellement conventionnés.

Je n'ai pas compris, Monsieur MANO, si vous étiez pour ou contre les S.L.S., c'est assez confus. Quand cela vous arrange, vous êtes pour et quand cela ne vous arrange pas, vous êtes contre.

Quant à l'actualisation des plafonds de ressources, vous savez très bien que nous sommes revenus au niveau exact où M. JOSPIN les avait laissés.

Quant à ce Gouvernement, jamais aucun gouvernement n'a fait autant pour le logement social, et vous le savez bien…

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Je citerai un seul chiffre : 100.000 logements sociaux…

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Cela peut vous faire rire, mais seuls les chiffres comptent. 100.000 logements sociaux financés en 2008, ce qui est loin d'être le cas de la Municipalité parisienne.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

En tout cas, les classes moyennes peuvent commencer à faire leurs valises à Paris, c'est clair !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur GOUJON.

Ce n'est pas grave tout cela. On a compris que votre sincérité à vous, c'est que nous, on ne fait rien pour le logement social. D'ailleurs, il n'y a qu'à comparer à quand vous étiez adjoint au Maire de Paris ! Et le Gouvernement, lui, fait beaucoup ! Voilà ! Vous avez compris ?

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Enfin, je suis applaudi par l'U.M.P. !

(Rires).

Il a fallu huit ans pour que j'y arrive !

Je rappelle que Mme BOUTIN a rendu hommage à la politique du logement social de la Ville de Paris avec moi comme Maire, quand même !

V - Question d'actualité de Mme Marinette BACHE et des élus du groupe M.R.C. à M. le Maire de Paris relative au planning familial et à l'action parisienne en direction des femmes.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme Marinette BACHE pour la question d'actualité du groupe M.R.C.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Depuis plus de 50 ans, le Mouvement français pour le planning familial mène son combat au service des droits des femmes et du droit de choisir, à travers 70 associations départementales et plus de 1.200 conseillères, pour la plupart du temps bénévoles. C'est ainsi que 450.000 personnes sont accueillies chaque année sur l'ensemble du territoire national. De nécessaires missions d'écoute, d'information, d'éducation sont ainsi menées dans le cadre de la responsabilité de l'Etat d'assurer information, éducation à la sexualité et prévention pour toutes et tous.

On sait que le financement de l'Etat, qui ne couvrait déjà qu'un tiers du coût réel de l'activité des établissements départementaux, devrait être amputé de 42 % en 2009. Cela signifierait l'arrêt de toute activité dans plusieurs régions.

Depuis la loi "Neuwirth" de 1967, l'Etat a un devoir d'éducation et d'information sur les droits sexuels et reproductifs. Entend-il encore une fois se défausser sur les collectivités locales ?

Le 19 février dernier, au sortir d'une rencontre avec M. Brice HORTEFEUX, Ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville, ainsi qu'avec les secrétaires d'Etat à la Solidarité et à la Famille, la délégation du Planning familial déclarait : "Nous ne serons rassurés pour 2009 qu'à la transcription des orientations données aux D.D.A.S.S. et la traduction que celles-ci en feront dans le cadre des conventions avec les associations."

Comme les dirigeantes du Planning familial, le M.R.C. et ses élus ne se satisfont pas d'une vague proposition d'engagement de l'Etat sur trois ans, alors que les faits montrent chaque jour, plus qu'un désengagement, une volonté délibérée de l'Etat de mettre tout en œuvre pour déstructurer une des avancées fondamentales de notre société, un des piliers de l'émancipation féminine.

Nous rejoignons donc, par conséquent, la préoccupation exprimée par "Les Verts" dans leur vœu proposé au Conseil et, bien sûr, certainement celle des groupes socialistes, communistes et parti de gauche. Nous rejoignons peut-être même la préoccupation de certains sur les bancs de l'opposition municipale.

Monsieur le Maire, Madame l'adjointe, une fois de plus, nous le pensons, Paris va devoir servir de bouclier, d'amortisseur à une politique liberticide et - pardonnez-moi le mot - "socialicide". Sur un sujet aussi fondamental, il est nécessaire que notre Ville mobilise ses moyens.

Pourriez-vous nous informer des différentes actions qu'elle mène et qu'elle devra mener en ce domaine ? Il n'aura bien sûr échappé à personne qu'il s'agit de la Semaine internationale de la Femme et donc d'une occasion pour notre Municipalité de sensibiliser à la problématique générale de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie.

Madame Fatima LALEM, vous avez la parole.

Mme Fatima LALEM, adjointe. - Merci au groupe M.R.C. pour son intérêt marqué pour les droits des femmes.

Je répondrai d'abord à votre dernière question sur l'engagement de notre Municipalité dans le cadre de la Journée internationale des Femmes.

Cette année a été l'occasion d'amorcer un partenariat pérenne avec deux autres villes au coeur de la métropole qui sont Bagneux et Clichy-sous-Bois.

Nous avons voulu montrer dans chacune de ces villes la richesse des initiatives portées par les femmes. Par ailleurs, ce sont plus d'une centaine d'actions et d'événements qui sont organisés durant dix jours dans les arrondissements, dans les services de la Ville, les associations ou les universités.

A ce titre, je tiens à souligner la première édition de "Femmes en Sport", organisée par Jean VUILLERMOZ, qui a connu un succès retentissant. Le village associatif, organisé sur le parvis de l'Hôtel de Ville vendredi 13 et samedi 14 sera le point d'orgue de nos mobilisations.

Chère Marinette BACHE, l'essentiel de votre interpellation porte sur une question d'actualité importante qui concerne notamment le financement de l'activité du Mouvement français pour le planning familial.

La désengagement de l'Etat sur ces missions d'accueil, d'information et de prévention, mission assurée par les établissements d'information, de consultation et de conseil familial et dont le Mouvement français pour le planning familial assure plus de la moitié de l'activité, ce désengagement est symptomatique du désengagement de l'Etat sur les questions sociales et sociétales de premier ordre.

Faut-il rappeler, comme l'ont fait récemment des chercheurs tels que Mme Nathalie BAJOS ou Mme Janine MOSSUZ-LAVAU, que si nous connaissons un taux moindre des grossesses adolescentes, grossesses qui défraient la chronique, notamment chez nos voisins anglo-saxons, le mérite en revient sans doute au dévouement et au militantisme des bénévoles et des salariés du planning familial dont il faut saluer la qualité d'écoute et le savoir-faire exceptionnel dans l'accompagnement des jeunes.

Je voudrais vous rappeler, chers collègues, que dès le 2 février, alerté sur la réduction des crédits qui pouvaient altérer gravement dès 2009 l'activité de plus d'un tiers des établissements gérés par le Mouvement français pour le planning familial, le Maire de Paris a écrit au Ministre du Travail, M. Brice HORTEFEUX et à Mme Roselyne BACHELOT, Ministre de la Santé.

Malgré les assurances que le Ministre en charge du travail a donné par écrit au Maire de Paris le 25 février dernier, nous resterons très prudents et nous suivrons très attentivement l'évolution réelle de ce financement.

Comme vous avez pu le constater, j'ai, dès le début de cette affaire, au nom du Maire de Paris, apporté tout notre soutien au Planning familial. J'ai également participé avec beaucoup d'autres élus à la manifestation de samedi dernier organisée en réaction aux pratiques de ce Gouvernement sur cette question.

En effet, le Gouvernement qui avait promis de supprimer les écarts de salaire entre les femmes et les hommes et de lutter contre les violences faites aux femmes s'est plutôt illustré dans le refus de créer un ministère digne de ce nom ou un secrétariat national "es qualité".

Il procède aujourd'hui au nom de la R.G.P.P. au démantèlement du service des droits des Femmes. En ce qui concerne la collectivité parisienne, Bertrand DELANOË a dès la première mandature fait de la promotion de l'égalité une question importante.

Ainsi, l'information et l'accompagnement des femmes et des jeunes autour des questions de sexualité et de contraception sont un axe primordial de cette politique.

Je voudrais rappeler que, dès 2002, un partenariat soutenu s'est organisé avec le Mouvement français pour le planning familial. Sous l'impulsion d'Anne HIDALGO, un numéro vert, le premier du genre, a été créé, dédié spécifiquement aux questions relatives à la contraception et à la sexualité.

J'ai le plaisir de pouvoir vous dire qu'au bout d'un an de mandat, nous avons déjà des résultats tangibles et probants.

Trois centres de planification nouveaux ont été créés au cours de cette mandature.

Je voudrais vous dire également qu'un travail très important, en direction des jeunes, sur la question essentielle de la promotion de l'égalité et du respect mutuel et l'éducation à la sexualité s'organise avec mes collègues Myriam EL KHOMRI et Bruno JULLIARD.

Nous proposerons avant la fin de l'année un forum dans ce sens.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

VI - Question d'actualité du groupe Centre et Indépendants relative à la remunicipalisation de l'eau.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant à la question d'actualité du groupe Centre et Indépendants.

La parole est à Mme GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Ma question porte sur la mise en place de l'E.P.I.C. dans le cadre de la municipalisation de l'eau.

Monsieur le Maire, vous savez combien le dossier de l'eau nous préoccupe, autant par sa dimension économique que parce qu'il concerne la vie quotidienne des Parisiens.

Lors du vote de la délibération sur la remunicipalisation de l'eau au Conseil de novembre, nous vous avions fait part de notre profonde inquiétude et de notre scepticisme quant au bien-fondé et à la réalisation de votre projet.

Nous sommes aujourd'hui au regret de constater que ces doutes se confirment et s'aggravent même en réalité.

A moins de dix mois de l'échéance, l'impréparation domine et les signes de confusion se multiplient. Le périmètre d'activité de l'E.P.I.C. n'est toujours pas défini, le plan d'entreprise demeure inconnu et un protocole de méthode vient juste d'être envisagé.

Dans moins de dix mois, le transfert de 1.000 salariés au sein d'une même entité devra être effectif, avec toutes les difficultés que cela comporte : des statuts différents à gérer, des cultures d'entreprise différentes à prendre en compte et des systèmes de rémunération et de retraite eux aussi différents qui devront cohabiter.

Alors que le temps presse de plus en plus, aucune direction n'est annoncée ni aux élus, ni aux Parisiens, ni aux salariés de ces entreprises.

La situation devient problématique, à tel point que les syndicats ont demandé à être reçus par tous les groupes du Conseil de Paris, y compris le groupe socialiste qui a dû leur confesser qu'il n'était en mesure de fournir aucune information.

Tout le monde semble bel et bien mis dans l'embarras. Les salariés des distributeurs, eux, sont particulièrement inquiets pour leur avenir.

Ils ne savent ni comment ni à quelle condition leurs postes seront transférés. Devant cette incertitude, ils sont de plus en plus nombreux à refuser d'intégrer l'E.P.I.C. et cherchent un accord avec leur employeur pour travailler sur d'autres contrats au sein de leur groupe.

L'intersyndicale a demandé à plusieurs reprises d'être reçue par vos services pour être intégrée aux discussions. Sans succès.

Monsieur le Maire, vous qui vous présentez partout comme le chantre de la concertation, il nous aurait paru naturel que cela ne se produise pas. Vous pourrez toujours répondre que les syndicats ont été reçus le vendredi 6 mars, mais pour quel résultat ?

Ils sont plus remontés que jamais. Vous proposez un accord de substitution de leur convention d'entreprise qui ne peut satisfaire personne.

Ce qui est inquiétant, c'est que cette situation risque de tourner au conflit social par un manque de dialogue et l'absence d'une vision claire de l'avenir.

La réalité, c'est que vous vous rendez compte que vous n'aurez pas la compétence pour gérer dans le sens E.P.I.C. la totalité de la production de l'eau et sa distribution.

Le périmètre se réduit à mesure que le temps avance, ce qui ralentit la mise en place d'un protocole de méthode et la communication d'un plan d'entreprise.

Vous le savez très bien puisque les tractations entre la Ville et les distributeurs ont lieu pour négocier des contrats de sous-traitance.

Ce projet de remunicipalisation est décidément mal parti, il faut se rendre à l'évidence. Il est le fruit d'une décision idéologique dont les conséquences ne semblent pas avoir été véritablement mesurées mais il ne faudrait pas que ce dossier de l'eau vienne empoisonner la vie des Parisiens car ils en seraient les premières victimes.

Vous souhaitez en faire un exemple de votre gestion de la Municipalité, nous le prendrons comme tel.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme LE STRAT.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Je remercie Mme Fabienne GASNIER de m'avoir posée la question. Cela me permet de faire le point devant l'ensemble de l'Assemblée, un point extrêmement court, je vous rassure, cher Bertrand DELANOË, court mais important.

Devant autant d'imprécisions voire de mensonges, je suis obligée de vous le dire, il me semble important de...

M. Yves POZZO di BORGO. - Contrôlez vos mots.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Je contrôle tout à fait mes mots.

Nous avons délibéré le 24 novembre dernier la création d'une régie des eaux. Nous avons un grand chantier et nous sommes en phase de transition opérationnelle.

Vous évoquez plusieurs points. Vous dites que le périmètre de l'activité n'est pas défini. C'est totalement faux. Nous savons exactement quel est le périmètre de l'E.P.I.C.

Nous sommes en train de négocier avec les distributeurs pour affiner les contours du périmètre possiblement externalisable, mais nous sommes très à la marge. Donc l'ensemble du périmètre est totalement connu et cela, depuis le début. Vous parlez d'impréparation et du fait qu'il n'y avait pas de plan d'entreprise présenté. Mais, Madame GASNIER, vous êtes tout de même administratrice de l'E.P.I.C., donc vous devez savoir qu'il y a un plan d'entreprise qui vous a d'ailleurs été présenté, un "business plan" établi jusqu'en 2020 comportant l'ensemble des données de l'équilibre économique.

Vous parlez enfin, et c'est un sujet important, de tout ce qui relève de la négociation sociale, et d'ailleurs vous mélangez totalement les termes en parlant de protocole de méthode, alors qu'il s'agit en réalité d'accord de méthode.

Nous sommes dans un cadre légal extrêmement précis. Je rappelle à mes chers collègues qu'un transfert d'activité conduit à un transfert de personnel. Quand vous dites que nous perdons des compétences, je vous rassure : non. Les compétences sont transférées avec le transfert des activités, d'ailleurs c'est le Code du travail qui le permet.

Nous avons par contre tout un temps de négociation sociale, et je tiens à le préciser, qui non seulement fait l'objet d'une préparation minutieuse par la Ville et par l'E.P.I.C., mais que nous engageons des mois avant la "fusion" des métiers de la production et de la distribution. C'est un fait rare. En général, ce type de négociation sociale démarre au moment même où se font l'absorption et la fusion des activités. Là, nous avons décidé, dans un souci d'harmonisation sociale, dans un souci de bon dialogue avec les partenaires sociaux, de l'entamer des mois avant.

Nous avons un accord de méthode en cours qui va permettre que dans le cadre légal qui nous est assigné, les partenaires sociaux de la régie Eau de Paris soient accompagnés des partenaires sociaux des distributeurs pour lancer tout un round de négociation sociale, et cela, dans un calendrier, je l'ai même annoncé à l'intersyndicale vendredi dernier, qui est déjà en grande partie connu. Quand vous dites que nous ne rencontrons pas l'intersyndicale, cela est totalement faux : nous la rencontrons depuis des mois. Je l'ai encore rencontrée vendredi dernier.

C'est déjà la troisième rencontre que je fais dans le cadre de l'intersyndicale et j'ai à d'autres occasions rencontré les syndicats : renseignez-vous ! Nous sommes en plus tombés d'accord sur le fait que le calendrier et le cadre de négociation que nous proposons convient aux partenaires sociaux et convient à une bonne négociation sociale.

Donc, je terminerai là-dessus, sur le fait que non seulement il n'y a pas manque de dialogue social, non seulement nous avons anticipé sur le calendrier obligatoire de la négociation sociale, mais en plus je crois avoir compris, même de mes élus de l'opposition, que les avancées sociales qui sont marquantes au sein d'Eau de Paris devraient au moins vous rassurer sur le fait que nous avons la même volonté d'avoir une politique sociale ambitieuse avec l'ensemble des personnels qui vont nous rejoindre, d'abord le personnel du C.R.E.C.E.P. en mai et le personnel distributeur pour le 1er janvier.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Bien, les questions d'actualité sont terminées.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à quinze heures quarante minutes, est reprise à dix sept heures quinze minutes, sous la présidence de M. Christian SAUTTER, adjoint).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

2009, DDEE 71 - Création par le Département de Paris, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France d'une association loi 1901 dénommée "Le laboratoire Paris Région Innovation". - Approbation des statuts de l'association.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DDEE 71 relatif à la création, par le Département de Paris, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France d'une association loi 1901 dénommée "Le laboratoire Paris Région Innovation".

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 71.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DDEE 71).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux locaux commerciaux.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 17 et 17 bis dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs aux locaux commerciaux.

Mme TISSOT présente le vœu n° 17.

Mme Claude-Annick TISSOT. - J'ai effectivement bien signé la pétition des riverains de la rue Faidherbe qui s'inquiètent à juste titre de la fermeture de La Poste, qui sera effective d'ici à la fin du mois de mars en raison des travaux qui vont être entrepris par le propriétaire de l'immeuble 33 rue Faidherbe et pour lesquels il a obtenu un permis de construire.

Après des contacts pris avec les services de La Poste, il m'a été confirmé que La Poste souhaitait trouver des locaux d'environ 200 mètres carrés pour maintenir l'ouverture de ces bureaux rue Faidherbe et qu'elle travaillait actuellement sur la possibilité de louer des locaux au 21 rue Faidherbe, c'est-à-dire à proximité du 33.

Au cas où cette éventualité ne pouvait être retenue, il me semble que la recherche de locaux dans des rues avoisinantes de la rue Faidherbe s'avérerait plus que nécessaire.

C'est dans cette perspective que mon voeu propose que cette recherche puisse porter également sur des locaux commerciaux appartenant aux bailleurs sociaux de la Ville dans ce secteur. À mon avis, on doit examiner toutes les pistes possibles. C'est donc l'objet de ce voeu qui, je le rappelle, a été adopté au dernier Conseil du 11e arrondissement le 2 mars dernier.

(M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. Christian SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Madame TISSOT, vous avez exprimé d'une façon tout à fait pertinente un vœu adopté à l'unanimité par le conseil d'arrondissement du 11e sur la continuité du service public de La Poste, et en particulier sur le problème posé par les travaux 33, rue Faidherbe.

Je peux déjà préciser, mais c'est un point tout à fait incident, que La Poste est tout à fait prête à rester au 33 rue Faidherbe, en acceptant une augmentation de loyer. Mais les travaux, vous l'avez dit, imposent de fermer le bureau de poste, ce qui rompt la continuité du service public postal dont la responsabilité est double : à la fois celle du bailleur et celle du locataire.

Vous proposez, et je pense que toutes les pistes sont bonnes à examiner, une prospection de locaux auprès des bailleurs sociaux. Ce que je propose dans le vœu n° 17 bis, qui reprend tout à fait votre argumentation, c'est, sachant que dans le quartier concerné cette hypothèse est assez improbable, d'après ce que l'on m'a dit, et d'après ce qu'a vérifié l'équipe municipale du 11e, qu'on cherche autour de la rue Faidherbe, sans exclure des locaux privés.

Je peux vous dire, Madame TISSOT, que si vous maintenez votre vœu, j'émettrai un avis favorable.

Si vous considérez que le vœu de l'exécutif en reprend bien l'esprit, je vous inviterai à retirer votre vœu.

Vous voyez, vous êtes extrêmement libre.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur SAUTTER.

Madame TISSOT, souhaitez-vous, à la lumière des explications que vient de donner M. SAUTTER, retirer votre vœu ?

Mme Claude-Annick TISSOT. - Ecoutez, Monsieur le Maire, je préfère conserver ce vœu dans la mesure où, actuellement, c'est vrai, comme l'a dit M. SAUTTER, La Poste continue à chercher des locaux dans le privé et qu'elle est sur une véritable piste au 21. Si vraiment cette piste ne marche pas, je pense qu'on sera dans l'obligation de demander aux bailleurs sociaux s'ils ne peuvent pas dépanner au moins pendant quelques mois ou pendant la durée des travaux les services de La Poste.

Si vous voulez bien, je maintiens mon vœu.

Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - L'avis est favorable, donc vous allez voter deux vœux à peu près identiques, mais la démocratie le veut.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La propostiion de vœu est adoptée. (2009, V. 37).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 38).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans le jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de l'aménagement de la place de la République (3e, 10e, 11e).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose de procéder à la désignation, au scrutin secret, des représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans le jury suivant :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de l'aménagement de la place de la République (3e, 10e, 11e) (R. 6) :

Titulaires :

M. Pierre AIDENBAUM ;

M. Rémi FERAUD ;

M. Patrick BLOCHE ;

Mme Lynda ASMANI ;

Mme Claude-Annick TISSOT.

Suppléants :

M. Gauthier CARON-THIBAULT ;

Mme Véronique DUBARRY ;

M. François VAUGLIN ;

M. Vincent ROGER ;

Mme Anne-Constance ONGHENA.

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis).

Vœu déposé par le groupe communiste, Mme SIMONNET et M. CORBIERE relatif aux difficultés financières des Missions locales parisiennes.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner les vœux référencés n° 18 et n° 18 bis dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe communiste, Mme SIMONNET, M. CORBIERE et par l'Exécutif, relatifs aux difficultés financières des Missions locales parisiennes.

Je donne la parole à Mme Emmanuelle BECKER, pour une minute.

Mme Emmanuelle BECKER. - Je vous remercie.

Les cinq missions locales parisiennes proposent aux jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire un service d'accueil, d'information, d'orientation et de suivi social et professionnel. La qualité et l'efficacité de leur travail en faveur des jeunes sont unanimement reconnues.

Malgré l'importance des missions socio-économiques qu'elles assurent, les financements attribués aux missions locales sont très insuffisants.

Si la Région et l'Etat ont très légèrement augmenté leur participation financière, les subventions du Conseil général de Paris n'ont pas augmenté depuis plusieurs années. A cela s'ajoute une baisse massive des subventions du Fonds social européen.

A titre d'exemple, en ce qui concerne la mission locale Paris Est, la subvention du Conseil général de Paris d'un montant de 709.103 euros n'a pas augmenté depuis 2005. Or, les charges de personnel et de location augmentent chaque année. Aussi, la tendance dans cette mission locale est à la réduction de personnel, alors que l'activité continue de progresser.

Un emploi a dû être supprimé l'année dernière, un autre cette année.

C'est pourquoi nous proposons d'augmenter les subventions du Département de Paris à ces cinq missions locales et d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de concertation afin que soit examinée la situation financière des missions locales et que chaque financeur attribue en conséquence les moyens nécessaires à la poursuite et au développement de leurs missions.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, je donne la parole à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire et merci, chère collègue, pour votre intervention.

D'abord, merci de souligner l'importance des missions locales, particulièrement en cette période de crise dont les conséquences sont peut-être plus aiguës pour les jeunes qui souffrent particulièrement du chômage grandissant, partout en France, y compris dans la capitale.

A ce titre, évidemment, le rôle des missions locales dans l'accompagnement des jeunes et l'accès à une meilleure insertion professionnelle est déterminant.

Comme vous, j'ai un certain nombre de craintes quant au financement de ces missions locales, d'abord sur les financements européens, mais également sur un certain nombre de financements d'Etat. Nous n'avons pas encore l'ensemble des chiffres pour le budget 2009, mais dans certaines missions locales, nous avons des craintes de diminution de crédits.

Le rôle du Département de Paris et de la Mairie de Paris est évidemment de soutenir l'ensemble des missions locales.

Je propose tout de même un vœu alternatif, parce que, sur la méthode, nous ne sommes peut-être pas tout à fait d'accord. Je pense que nous avons d'abord un travail d'évaluation à opérer pour l'ensemble des missions locales, travail qui est en cours de réalisation, qui est même d'ailleurs quasiment terminé, et également un travail de négociation avec l'ensemble et chacune des missions locales.

Il faut d'ailleurs remercier les cinq présidents des missions locales : Mmes Michèle BLUMENTHAL, Claudine BOUYGUES, Liliane CAPELLE, M. Jean VUILLERMOZ et Mme Danièle POURTAUD qui mènent un travail remarquable à la tête des missions locales et avec lesquels nous avons engagé un travail de discussion pour élaborer les conventions pluriannuelles qui sont en cours de négociation.

C'est la raison pour laquelle, même si je suis d'accord avec l'objectif de votre vœu, je pense qu'il faudra que la Mairie de Paris réfléchisse à une augmentation du budget, laquelle ne peut qu'être subordonnée au contenu des négociations et des objectifs nouveaux que nous allons fixer à chacune des missions locales.

Je suggère donc que nous laissions l'Exécutif poursuivre ses négociations avec chacune des missions locales et que nous votions au mois de mai les nouvelles conventions d'objectifs avec chacune des missions locales qui, je le pense, se traduiront très probablement par une augmentation de ces budgets. On ne peut pas préjuger du contenu de ce que sera chacune des négociations.

Je vous propose, si vous en êtes d'accord, de retirer votre vœu au profit du vœu n° 18 bis que l'Exécutif vous propose.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur JULLIARD.

Je donne la parole à M. GIANNESINI, pour une explication de vote, au nom du groupe U.M.P.P.A.

M. Jean-Jacques GIANNESINI. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais tout de suite rassurer M. JULLIARD en ce qui concerne les financements Etat pour 2009 qui ne diminueront pas par rapport à 2008. C'est acquis et, étant chargé au niveau national des missions locales, je pense que je suis assez bien placé pour le dire.

Il est clair qu'il y a un problème de financement pour les missions locales. C'est surtout quand il y a une augmentation du point dans le cadre de la convention collective que le problème de financement se pose.

En ce qui concerne les voeux qui nous sont proposés, au-delà du jeu entre le parti communiste et le parti socialiste : "à toi, à moi, je dépose un vœu", nous souhaitons voter ce vœu du groupe communiste, d'autant plus qu'en 2005, le plan de cohésion sociale élaboré par Jean-Louis BORLOO, alors ministre, avait créé 2.000 postes supplémentaires de conseillers vers l'emploi sur tout le territoire national.

Ces postes avaient été créées pour renforcer les missions locales, pour qu'elles accompagnent mieux les jeunes vers l'emploi.

Il serait très dommageable aujourd'hui que le manque de financements de la part du Département de Paris entraîne des licenciements de conseillers, puisque dans le vœu du groupe communiste, ceci est clairement indiqué.

N'oublions pas que ces postes sont très importants, dans la mesure où les jeunes inscrits dans les missions locales ont toujours le même conseiller ; c'est ce que l'on appelle le "référent unique", c'est le même conseiller qui accompagne le jeune vers l'emploi.

C'est cette relation de proximité qui serait alors rompue s'il fallait se séparer de ces conseillers par manque de financements.

Enfin, je suis quand même étonné par ces vœux puisque c'est l'Exécutif qui les propose, parce qu'en réalité, il n'est pas nécessaire de faire des vœux, il suffit que l'Exécutif décide d'augmenter les financements, tant au niveau de la commune qu'au niveau du Conseil général, et je pense que le problème serait résolu très rapidement.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur GIANNESINI.

Madame BECKER, compte tenu des explications données par M. JULLIARD, maintenez-vous le vœu n° 18 ?

Mme Emmanuelle BECKER. - Non, je trouve que les explications de Bruno JULLIARD sont plus que satisfaisantes et je retire le vœu au nom du groupe communiste.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 39).

Vœu déposé par le groupe communiste, M. CORBIERE et Mme SIMONNET, relatif au soutien du mouvement social dans les départements d'Outre-Mer.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 19 dans le fascicule, déposé par le groupe communiste, M. CORBIÈRE et Mme SIMONNET, relatif au mouvement social dans les départements d'Outre-mer.

Je donne la parole à M. CORBIÈRE.

M. Alexis CORBIÈRE. - Mes chers collègues, au nom du groupe communiste et parti de gauche, ce vœu a pour ambition d'exprimer solennellement dans cette enceinte notre soutien au puissant mouvement social qui n'aura échappé à personne et aux revendications de la grande majorité des habitants mobilisés des départements français de l'outre-mer.

Vous le savez, aujourd'hui, en Guadeloupe, des premières avancées ont été obtenues après de nombreuses journées de mobilisation, après 44 journées de mobilisation, 165 points qui constituent les premières avancées, même si ce n'est pas sans difficulté - vous avez suivi cette actualité - et notamment 200 euros pour les plus bas salaires.

Je crois que cette avancée, même si elle reste à confirmer, illustre bien que le seul slogan efficace aujourd'hui face à ce Gouvernement, c'est : "pour gagner plus, il faut lutter plus".

Je profite de cette occasion pour affirmer notre soutien aux salariés et à l'ensemble de la population mobilisée actuellement dans les Départements d'Outre-Mer.

Je profite aussi de cette occasion pour affirmer le soutien plein et entier de mon groupe à M. Elie DOMOTA, dirigeant syndical courageux qui, depuis plusieurs jours, a été à la tête et est le porte-parole de ce puissant mouvement populaire et qui aujourd'hui se retrouve attaqué et insulté par des propos proprement scandaleux qui viseraient à associer une action syndicale à des pratiques d'assassin, vu qu'un député porte-parole d'un grand parti s'est même permis de comparer cette action syndicale à l'action des Tontons Macoute dont je rappelle qu'ils sont des violeurs, des assassins et des tueurs. C'est ainsi donc qu'un porte-parole du principal parti de la majorité nomme "Solidaire syndical" ; il a également accusé le L.K.P. de mettre en place un système mafieux !

Je crois que ce n'est certainement pas ce vocabulaire aujourd'hui qu'il faut utiliser, mais, plus que jamais, ce type de mobilisation doit trouver notre soutien. Je rappelle également que la journée du 19 mars est un moment important.

Voilà pourquoi, mes chers collègues, si vous en êtes d'accord, je vous demande de voter le vœu que nous présentons. Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, je donne la parole à M. SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Je reviendrai au mouvement social qui est l'objet du vœu présenté par le groupe communiste et apparentés et qui a été présenté par M. CORBIÈRE avec son style vif habituel.

Je voudrais dire que la Guadeloupe, depuis le 20 janvier avec son Collectif L.K.P., la Martinique avec le Collectif du 5 février et aujourd'hui La Réunion ont exprimé deux types de revendication :

- d'une part, des revendications relatives à la revalorisation des minima sociaux, à la baisse des produits de première nécessité, à la baisse des tarifs et services bancaires, du prix des carburants, de l'eau, au gel des loyers ; revendications aussi relatives à l'éducation et à la formation professionnelle.

- et puis, d'autres revendications : des revendications d'égalité, de représentation au plus haut niveau de l'administration et des entreprises privées, de refonte du modèle économique de comptoir et de lutte contre les monopoles.

Ces revendications, qui se sont exprimées à l'occasion de manifestations massives et calmes, sont légitimes.

Dans ces départements, et particulièrement dans les départements des Antilles, la hiérarchie sociale, le pouvoir économique n'ont pas changé depuis près de deux siècles. Le modèle économique basé sur le monopole et la rente, l'exclusion d'une partie de la population des postes de responsabilité ne sont pas acceptables.

C'est ce qu'ont exprimé des milliers de manifestants pendant 44 jours, non seulement les salariés mais l'immense majorité de nos compatriotes des Antilles.

Le protocole du 4 mars apporte des réponses sur les aspects matériels des revendications. Il reste à traiter des questions relatives au partage du pouvoir et à la répartition des richesses.

Pour conclure, je citerai les propos du Maire de Paris, le 18 février, qui a exprimé sa solidarité personnelle et celle de la Ville de Paris en réaffirmant - je cite - "l'exigence de la justice sociale et la nécessité de la paix civile". Fin de citation.

L'Exécutif donne donc un avis favorable à ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Avant que nous passions au vote, je donne la parole, pour une explication de vote, à M. BOURNAZEL du groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur CORBIÈRE, on aimerait vous voir plus véhément lorsque les personnels de la Ville, de la Petite Enfance ou de la Propreté manifestent sur le parvis pour se plaindre de la politique de M. DELANOË ! Où êtes-vous pour défendre le personnel de la Ville à ce moment-là ? Nous aimerions que vous vous occupiez d'abord des affaires de la Ville de Paris plutôt que de critiquer la politique du Gouvernement d'Outre-Mer.

Mais puisque vous parlez de la politique du Gouvernement d'Outre-Mer, je vais vous répondre parce que les réponses du Gouvernement sont là.

D'abord, le Président de la République ira sur place, en avril. Cela, c'est la réponse structurelle.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Il lancera la plus grande concertation en Outre-Mer que vous n'avez pas su réaliser, lorsque vous étiez aux responsabilités.

Deuxièmement, des réponses concrètes, parce que vous parlez, mais nous nous agissons, des réponses concrètes et je vous en donne quelques exemples.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Que faites-vous, Monsieur CORBIÈRE, de l'adaptation du R.S.A. et de la mise en place d'une prime de 200 euros pour 45.000 travailleurs à bas salaire ? Que faites-vous, Monsieur CORBIÈRE, des améliorations à la loi pour le développement de l'Outre-Mer pour 150 millions d'euros ? Que faites-vous, Monsieur CORBIÈRE, de la baisse des prix pour toute une série de produits de référence ? Que faites-vous, Monsieur CORBIÈRE, de la revalorisation de l'allocation logement qui signifie une économie de 50 euros pour plus de 27.000 familles en Outre-Mer ? Que faites-vous, Monsieur CORBIÈRE, enfin, de l'augmentation de 20 % de la prestation de restauration scolaire ? Que faites-vous de la baisse des prix des carburants ?

Nous, nous agissons ! Vous, vous parlez et vous instrumentalisez ! Voilà la différence !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Mes chers collègues, après cet échange d'argumentations, si je puis dire, nous allons passer au vote du vœu n° 19, avec un avis favorable de l'Exécutif.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe communiste, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 40).

2009, DDEE 72 - DVD 97 - Foire du Trône 2009 : convention avec la société VINCI PARK pour la mise à disposition de places de stationnement dans les parcs du 12e arrondissement et convention avec la RATP pour la mise en service de navettes circulant dans le 12e arrondissement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DDEE 72 - DVD 97 relatif à une convention avec la société "VINCI PARK" pour la mise à disposition de places de stationnement dans les parcs du 12e arrondissement et à une convention avec la R.A.T.P. pour la mise en service de navettes circulant dans le 12e arrondissement à l'occasion de la Foire du Trône, sur lequel l'amendement n° 20 a été déposé par le groupe "Les Verts".

Je donne la parole à M. Christophe NAJDOVSKI, pour 5 minutes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Depuis 2001, la Municipalité parisienne agit pour assurer une meilleure intégration de la Foire du Trône qui se tient actuellement sur la pelouse de Reuilly, dans le bois de Vincennes. J'en veux pour preuve la signature en 2003 d'une charte d'aménagement durable du bois de Vincennes, qui a été signée par le Maire de Paris et par les maires des communes limitrophes du bois. Et cette charte énonce des orientations tout à fait claires - je cite : "réduire fortement la circulation automobile, maîtriser la fréquentation massive liée aux manifestations en raison de la capacité d'accueil limitée du bois".

Depuis 2005, la Ville de Paris a mis en place des navettes bus depuis la place de la Nation et, depuis 2006, des parkings de rabattement gratuits à Bercy dont la capacité cumulée est de 3.000 places de stationnement, soit bien plus que les 1.000 places de stationnement sur les voies du bois qui sont temporairement rouvertes.

Cette incitation des visiteurs de la Foire du Trône à utiliser des parkings de rabattement et des navettes se heurte malheureusement à la possibilité de se garer dans le bois au plus près de la pelouse de Reuilly, puisque, en effet, la Ville de Paris, concomitamment, continue à ouvrir des voies piétonnes à la circulation et au stationnement au plus près de cette pelouse, ce qui pose un problème de cohérence de la politique menée, puisque, d'un côté, on essaie - et c'est une bonne chose - d'inciter les gens à utiliser les transports en commun et à utiliser des parkings de rabattement, mais, de l'autre, on met en cause cette incitation en continuant à ouvrir au plus près de la pelouse de Reuilly des voies piétonnes à la circulation et au stationnement.

Cela pose un certain nombre de problèmes. D'ailleurs, les enquêtes faites année après année sur le bilan de la Foire du Trône montrent un certain nombre de tendances.

Ainsi, malgré les campagnes de communication, la fréquentation des parkings de rabattement reste non seulement très faible, 3.230 véhicules pour l'édition 2008 de la Foire du Trône, mais cette fréquentation est également en régression puisqu'en 2008, nous avons une fréquentation de -17 % par rapport à 2006.

Par ailleurs, depuis 2004, on observe aussi une augmentation de la répartition du stationnement dans le bois de Vincennes : 37 % de visiteurs en véhicule particulier en 2006 contre 29 % en 2004, ce qui va à l'encontre de la volonté de la Ville de Paris de réduire l'impact de l'afflux de véhicules dans le bois et ce qui va à l'encontre également des orientations énoncées dans la charte que j'ai citée tout à l'heure.

Pourtant, les visiteurs de la Foire du Trône, qui sont venus en véhicule particulier, sont prêts à changer leurs habitudes puisque lors des enquête qui ont été menées, 68 % des visiteurs qui ont stationné leur véhicule dans le bois se disent prêts à changer leurs habitudes de déplacement pour venir à la Foire du trône, en se garant plus loin ou en venant autrement.

Par ailleurs, le fait d'ouvrir des routes à la circulation dans le bois, cela dégrade l'accès des promeneurs à celui-ci. Les visiteurs sont poussés sur les berges du lac Daumesnil pour faire place aux voitures qui sont garées sur des voies qui sont normalement fermées à la circulation. Qui plus est, à une période de l'année, le printemps où beaucoup de Parisiens et de Franciliens souhaitent pouvoir se rendre au bois pour y trouver de la quiétude et un peu d'air pur.

Donc, les piétons, les joggers, les cyclistes se disputent un espace public réduit tandis que la circulation autour du lac Daumesnil augmente de 80 %, ce qui va tout à fait là aussi à l'encontre des objectifs de la Ville de Paris en la matière.

Par ailleurs, en semaine, l'ouverture à la circulation de la route de ceinture du lac Daumesnil revient à créer un nouvel axe de transit en plein bois, et cela met en danger la sécurité des piétons, et notamment celle des enfants.

Pour aller dans le sens des orientations de la Charte du bois, il faut préserver celui-ci de la circulation automobile, et pour que la sécurité des promeneurs soit assurée, nous devons maintenir les routes du bois qui sont habituellement non circulées dans leur statut habituel de voie piétonne.

C'est pour ces raisons que nous nous abstiendrons sur cette délibération car malheureusement elle fait preuve d'incohérence, en voulant d'une part, et c'est une bonne chose, inciter l'utilisation des transports en commun mais de l'autre elle prend une toute autre orientation puisqu'elle ouvre à la circulation des voies qui sont habituellement piétonnes, ce qui dégrade considérablement l'accès au bois pour les visiteurs.

Par ailleurs, je présente très rapidement mon amendement en proposant à travers celui-ci la suppression des mentions qui portent sur la prolongation de la Foire du Trône. J'espère que l'Exécutif aura une réponse favorable à cet amendement car nous n'avons pas à présager d'une éventuelle prolongation dès la délibération, puisque ce serait la porte ouverte à une prolongation de la Foire du Trône que nous ne souhaitons pas.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur NAJDOVSKI.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voulais donner une réponse positive à M. NAJDOVSKI sur l'amendement qu'il propose sur le projet de délibération DVD 97. Il est bien entendu, et d'ailleurs c'est un amendement qu'on pourrait qualifier de technique, qu'il n'est pas question de donner une semaine supplémentaire à la Foire du Trône, même si le texte évoque "une semaine supplémentaire éventuelle". Il n'y a donc pas de problème pour accepter cet amendement.

Je vous demande de bien vouloir voter ce projet de délibération DDEE 72 - DVD 97 afin que la préservation du bois de Vincennes soit effective par les voitures même s'il est bon que la Foire du Trône se tienne à Paris.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 20 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 20 est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 72 - DVD 97 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DDEE 72 - DVD 97).

2009, DDEE 79 - DVD 104 - Constitution d'une commission de règlement amiable pour l'examen des demandes d'indemnisation des entreprises riveraines du chantier d'extension du tramway.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DDEE 79 - DVD 104 relatif à la constitution d'une commission de règlement amiable pour l'examen des demandes d'indemnisation des entreprises riveraines du chantier d'extension du tramway.

Je donne la parole à M. Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

La première commission de règlement amiable pour l'examen des demandes d'indemnisation des entreprises situées le long du tramway sur les boulevards des Maréchaux sud avait été mise en place, on s'en souvient, en 2004 sur une proposition que nous avions faite - d'ailleurs en nous inspirant de l'exemple de Bordeaux.

Cette première expérimentation avait suscité des espoirs de juste indemnisation chez les commerçants riverains et ces formes précontentieuses des règlements des litiges méritent évidemment notre soutien.

Mais je regrette que l'on ne nous propose que l'exacte réplique de ce qui fut entrepris à l'époque pour l'extension du tramway. Finalement à quoi sert notre expérience ? Car les indemnités octroyées par la première commission de règlement aux commerçants ont été souvent minimes, et à peine la moitié des dossiers déposés ont obtenu satisfaction.

Le verdict est d'ailleurs tombé. Il ressort d'un rapport récent de la Chambre de commerce que le tiers des commerces des boulevards des Maréchaux a disparu ou changé.

Nous devons tirer des leçons de cet échec et garantir l'efficacité et la rapidité qui n'ont pas vraiment caractérisé la précédente commission. Elle a fait nombre de restrictions dans l'appréciation des dossiers, elle a été d'une lourdeur de fonctionnement préjudiciable, quand on sait qu'entre la réception du dossier et le versement de l'indemnisation, il a fallu parfois jusqu'à sept mois, même si les choses se sont améliorées en fin de course à force de récriminations.

Il paraît indispensable que la commission présente un rapport d'activité au moins une fois par trimestre devant les Conseils d'arrondissement concernés et le Conseil de Paris et qu'à chaque fois soit stipulé le type d'activité, la nature du préjudice et le motif de rejet s'il y a. Car s'il ne s'agit que d'appliquer la jurisprudence administrative, ce n'est pas la peine de créer une nouvelle commission, la saisine du Tribunel administratif, de droit, suffit. C'est justement la lourdeur et la dimension réductrice de celle-ci que l'on voulait pourtant éviter avec cette commission.

Sachez que nous sommes encore en train d'essayer de trouver des solutions pour des petits commerçants et artisans qui sont l'âme de nos quartiers, et que la première commission a refusé d'indemniser dignement en se bornant à utiliser des critères strictement administratifs et plusieurs sont encore en cours de traitement dans le 15e arrondissement.

Je demande donc pour finir que les services économiques de la Chambre de commerce soient davantage associés dans le processus de détermination des critères de prise en charge des dossiers d'indemnisation des commerçants et des petits entrepreneurs riverains du site de transport en question.

Il n'est pas normal que pour d'autres chantiers de tramway, notamment celui de Seine-Saint-Denis, les indemnisations soient parfois en moyenne deux fois supérieures à celles du tramway parisien. C'est la survie de l'activité économique et de nombreux commerces parisiens, vous en conviendrez, qui est en jeu et sur un espace beaucoup plus important que sur le site du T.M.S.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur GOUJON.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais répondre à M. GOUJON d'abord que cette commission d'indemnisation à l'amiable pour les commerçants sur le trajet des travaux du tramway répond strictement aux mêmes procédures que ce qui a été mis en place à Bordeaux lors des travaux du tramway, qui pour eux est placé en plein centre-ville, et nous faisons donc strictement la même chose que la Ville de Bordeaux.

D'autre part, il s'agit de distribuer de l'argent public à des entreprises privées. Donc, je pense qu'il faut prendre beaucoup de précautions dans la façon dont nous décidons d'attribuer cet argent et que toutes les précautions sont prises sous la présidence de M. Michel COURTIN, l'ancien Président du Tribunal administratif qui fait son travail avec beaucoup de rigueur et de dévouement. Je l'en remercie ici.

Naturellement, il se passe du temps entre le moment où les dossiers sont déposés et le moment où le Conseil de Paris vote cette indemnisation. Il se passerait trois à quatre fois voire dix fois plus de temps si ces commerçants devaient saisir le Tribunal administratif.

Nous faisons les choses à l'amiable. Il s'agit d'une indemnisation, il ne s'agit en aucun cas de mettre de l'argent public dans une entreprise privée.

Je vous trouve extrêmement imprudent, Monsieur GOUJON, de faire des demandes de cet ordre. Je suis comptable de la façon dont nous dépensons l'argent public. Je demande à M. COURTIN d'agir avec beaucoup de sérieux et en examinant les dossiers au fond.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers siègent dans cette commission et continueront de siéger dans cette commission. Si elles veulent prendre la parole, elles le peuvent à tout moment.

Nous avons fait ce que nous avions à faire. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de défaut. Je dis simplement que nous allons avancer, que nous allons faire en sorte que des activités, telles que les métiers de bouche, soient mieux prises en compte.

Il ne s'agit pas pour cela de faire une délibération mais de travailler différemment dans cette commission d'indemnisation. En ce qui me concerne, je siégerai et veillerai, avec les Chambres de commerce, les associations de commerçants locaux et les Maires d'arrondissement, à ce que cette Commission se déroule au mieux dans l'intérêt du commerce de proximité des 12e et 20e arrondissements.

Je vous demande de bien vouloir voter ce projet de délibération et naturellement, dernier point, je vous informe qu'un compte rendu des travaux de cette commission sera fait régulièrement devant les Conseils d'arrondissement et devant le Conseil de Paris comme nous devons le faire.

S'il faut le faire plus souvent, j'y suis tout à fait disposée. Je demande que cette délibération soit votée par le Conseil de Paris, il en va effectivement de la santé des commerces de proximité sur les arrondissements qui vont connaître ces travaux importants de rénovation urbaine.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 79 - DVD 104.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DDEE 79 - DVD 104).

2009, DVD 73 - Modification des tarifs des droits de stationnement sur voie publique.
Vœu déposé par M. Christophe NAJDOVSKI et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à la maîtrise du stationnement rotatif par la politique tarifaire.
Vœu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif à la hausse des tarifs de stationnement dans les limites de l'inflation.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 73 relatif à la modification des tarifs des droits de stationnement sur la voie publique, sur lequel les vœux référencés n° 21 et n° 22 dans le fascicule, ont été déposés respectivement par les groupes "Les Verts" et Centre et Indépendants.

Je donne d'abord la parole à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Le stationnement, nous le savons, est un outil majeur de régulation de la circulation, mais il y a de multiples façons de l'utiliser selon le but que l'on cherche à atteindre.

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder ce que font les capitales étrangères, sur quoi elles basent leur politique et quelles sont les mesures qu'elles adoptent.

Concernant Paris, la politique du Maire a été concrétisée par deux mesures principales : d'une part la réduction du prix du stationnement résidentiel et d'autre part le refus de construction de tout parc souterrain.

La réduction du prix du stationnement résidentiel a été effectuée pour signifier aux Parisiens de laisser leur véhicule stationné sur la voie publique durant la semaine à moindre coût et de ne s'en servir que le week-end ou pour partir en vacances.

Cette politique a d'ailleurs été fortement encouragée par le fait que, lorsqu'on quitte un stationnement autorisé, il y a de fortes chances qu'on n'en retrouve pas d'autre étant donné la diminution importante du nombre de places en surface pour cause de couloir de bus, de stations Vélib', de création d'espaces civilisés, de normes pompiers et autres.

Cette politique a eu un autre effet qui est de faire sortir des garages ou des parkings souterrains un certain nombre de véhicules qui y stationnaient auparavant et qui ont trouvé évidemment bien moins onéreux de se garer en surface.

Elle a eu pour inconvénient d'encombrer encore plus la voirie de surface qui pourrait largement avoir d'autres utilisations profitant à tous, plutôt que d'être un parking à ciel ouvert.

La seconde mesure est le refus de construction de tout parc souterrain sous prétexte d'offrir, je cite : "un aspirateur à voitures", selon le terme consacré.

N'est-il pas temps de revenir sur cette expression, si on veut bien regarder l'effet de manière plus fine ? Cela consiste tout d'abord à ne pas porter de jugement général mais à regarder une situation localisée pour l'apprécier.

Or, ces situations sont extrêmement variables selon les ressources existantes, selon la situation des arrondissements dans la Capitale et selon le taux d'équipement des ménages.

Ensuite, il s'agit de voir dans quelle mesure il est possible à un coût acceptable d'inciter le stationnement en surface à descendre en sous-sol.

Je précise pour être bien comprise qu'il n'est pas question de créer des ressources supplémentaires disproportionnées mais bien de dégager la voirie pour d'autres utilisations et, sur ce point, je pense être suivie par l'ensemble de notre Assemblée.

Il est très bien de conduire une expérience sur les places de livraison sur les 3e et 17e arrondissements. Nous approuvons cette démarche à laquelle nous remercions Mme LEPETIT de nous avoir associés.

C'est une utilisation rationnelle de la disponibilité et j'espère que cette expérience se révèlera salutaire afin qu'elle puisse être généralisée, bien que je pense que l'horaire du matin soit un peu juste, 7 heures, pour être véritablement respecté. Nous verrons.

Cependant, cette mesure ne recouvre qu'un tout-petit aspect de la pénurie du stationnement à Paris. Comment améliorer les choses ? Vraisemblablement, d'abord, en organisant un respect plus efficace du contrôle et du paiement du stationnement. A cet égard, je me tourne bien sûr vers le Préfet de police.

Ensuite en examinant le moyen d'augmenter le montant de l'amende de base pour faire en sorte que le contrevenant ne trouve plus intérêt à payer 11 euros par jour plutôt que de descendre dans un parc.

Je sais que l'examen de cette question est en cours, je pense qu'il s'agit d'une mesure saine, à la fois sur le plan de l'équité et sur le plan économique.

En revanche, mes chers collègues, dans les circonstances que nous connaissons en ce moment, avec les effets d'une crise économique dont nous ne pouvons pas encore mesurer toute l'ampleur, augmenter le tarif de stationnement rotatif de surface ne nous paraît pas adapté ni même raisonnable.

Ma remarque concernera donc à la fois la délibération qui nous est proposée et le vœu du groupe "Les Verts" tendant à étendre la zone 2 à certaines parties de Paris actuellement taxées en zone 1.

Cela concernera également le vœu du groupe Centre et Indépendants puisqu'il veut également augmenter le stationnement.

Il ne s'agit pas d'une position de principe dans la mesure où la politique de stationnement est et reste bien un variable d'ajustement fort utile. Il s'agit de considérer qu'en cette période particulièrement difficile pour tous, le moment n'est pas venu de procéder à une augmentation dont le gain fait par les services nous paraît d'ailleurs largement surestimé.

Mes chers collègues, la fiscalité parisienne vient d'être substantiellement augmentée cette année. L'augmentation de l'année prochaine est déjà annoncée, c'est considérable, cela suffit, nous voterons donc contre ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLERE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI, pour cinq minutes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire, rassurez-vous, je serai plus court.

Je voulais simplement présenter le vœu relatif à la politique tarifaire et au zonage du stationnement rotatif puisqu'à Paris nous avons un zonage en trois zones.

Je proposais à travers ce vœu que nous étendions les tarifs des zones centrales, des zones 1 et 2, de manière à rapprocher le coût du stationnement en surface de celui du stationnement souterrain.

Aujourd'hui, nous avons dans un certain nombre de quartiers un rapport de coût très défavorable au stationnement souterrain et qui incite à une saturation du stationnement en voirie tandis que l'on a un stationnement souterrain relativement abondant et disponible.

C'est ainsi le cas du quartier de Bercy que je connais bien dans le 12e arrondissement où l'on a un stationnement rotatif horaire qui est d'un euro tandis que le stationnement rotatif horaire en ouvrage est de 2,70 euros.

Nous avons donc une disproportion assez forte qui n'incite pas à l'utilisation du stationnement en ouvrage. Le sens de ce vœu est l'extension du zonage des zones tarifaires à 2,4 et 3,6 euros de manière à limiter le différentiel de tarif entre les deux types de stationnement.

C'est tout à fait dans le sens des orientations que nous avions votées lors de l'adoption du Plan de déplacements de Paris. J'espère donc que cela conviendra à l'Exécutif.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur NAJDOVSKI.

La parole est à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, pour trois minutes.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Monsieur le Maire, concernant le vœu n° 21 de M. NAJDOVSKI, nous considérons qu'il est très largement argumenté, alors qu'il ne poursuit qu'un seul objectif, c'est la suppression totale de la voiture individuelle. L'espace qui est dévolu à cette dernière ne cesse d'être réduit et on voit les conséquences que cela engendre avec la multiplication des deux roues, et les inconvénients graves que cela présente.

Nous sommes philosophiquement opposés à cette conception liberticide de la vie dans la cité. De plus, proposer une augmentation des tarifs dans un arrondissement comme le mien, le 13e arrondissement, où les ménages sont modestes et subissent de plein fouet une baisse du pouvoir d'achat liée à la crise générale et aussi à la hausse considérable de la pression fiscale parisienne, n'est pas acceptable.

Pour ces raisons, nous ne voterons évidemment pas ce vœu n° 21 et c'est la raison pour laquelle nous en proposons un autre, le n° 22, qui est aussi une réponse à la délibération de l'Exécutif, par lequel nous proposons que la hausse du prix du stationnement ne dépasse pas le niveau de l'inflation, c'est-à-dire entre 3 % et 3,5 % maximum.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Bien.

Pour répondre à ces différents intervenants, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais peut-être répondre par ordre d'intervention, et d'abord à Mme DOUVIN, pour compléter, elle l'a fait mais elle n'a pas donné les tarifs, l'information qu'elle a bien voulu donner au Conseil de Paris.

Avant 2001, ce tarif était de 2,30 euros par jour concernant le tarif résidentiel. Il a été, c'est vrai, vous l'avez dit, à partir de 2001, baissé très nettement, puisque nous souhaitions que les Parisiens utilisent un peu moins leur voiture.

L'augmentation qui est proposée à travers ce projet de délibération et qu'il vous est proposé de voter, bien sûr, est une augmentation que je juge raisonnable car elle suit l'évolution des prix depuis 2001. Nous avons eu pendant huit ans une stabilité complète du tarif et donc je ne pense pas que cette augmentation modifie les équilibres, comme j'ai pu l'entendre, ni en tout cas, qu'elle remette en cause la politique que la Ville mène depuis 2001 en faveur du stationnement résidentiel.

Je rappelle donc que le tarif résidentiel passe de 0,50 euro à 0,65 euro, ce qui fait une augmentation de 15 centimes.

Pour le tarif rotatif, comme vous le savez, et je vais en dire un mot à propos du voeu proposé par M. NAJDOVSKI, ce tarif concerne trois zones à Paris. Pour la zone 1, qui est la zone qui concerne le centre de Paris, nous passons de 3 euros à 3,60 euros, la zone 2, de 2 euros à 2,40 euros, et la zone 3 de 1 euro à 1,20 euro.

Pour répondre au voeu de M. NAJDOVSKI, je trouve que sa proposition est tout à fait intéressante, mais je préférerais, plutôt que de nous limiter aux seuls quartiers du 12e arrondissement, qu'elle puisse porter sur l'ensemble de Paris, pas aujourd'hui, mais à partir d'une étude qui prendrait en compte l'ensemble du territoire de Paris. Je pense que l'ensemble des maires d'arrondissement concernés doivent y être associés. Il serait intéressant que l'on puisse leur en parler, c'est en tout cas le souhait qui m'a été fait par la maire du 12e.

Comme il m'apparaît un peu prématuré de modifier dès aujourd'hui les zones tarifaires sans cette étude préalable, je vous demande, Monsieur NAJDOVSKI, de bien vouloir retirer votre vœu. Je m'engage bien évidemment à mener cette réflexion qui portera sur l'ensemble des quartiers parisiens.

Concernant le vœu, et je terminerai par là, de Mme CUIGNACHE-GALLOIS, je voudrais vous faire valoir, Madame, que si l'on suit votre proposition, cela reviendrait en fait à procéder à une révision quasi annuelle des tarifs de stationnement. Certes nous ne l'avons pas révisé depuis près de huit ans mais je ne suis pas sûre que nous nous engagions à la réviser chaque année. Et nous n'avons en tout cas pas introduit du tout ce principe dans le projet de délibération, comme vous avez pu le voir. Cela poserait bien évidemment un problème de lisibilité pour tout le monde si nous devions réviser ces tarifs chaque année.

Donc, bien sûr, j'émets un avis défavorable à ce voeu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je vais donc demander au groupe "Les Verts", en l'occurrence M. NAJDOVSKI, s'il souhaite maintenir ou retirer le vœu n° 21.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Je vais retirer ce vœu en précisant simplement que mon voeu n'était pas limité au seul 12e arrondissement puisqu'il concerne également des zones dans les 13e et 14e arrondissements.

Je prends acte de l'engagement de Mme LEPETIT de mener une discussion et une concertation, notamment avec les maires d'arrondissement, sur la question du zonage à Paris, qui mérite certainement d'être revue.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien, merci.

Quel est le sort réservé au vœu n° 22 du groupe Centre et Indépendants, Madame CUIGNACHE-GALLOIS ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Nous le maintenons.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Vous le maintenez.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 73.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DVD 73).

2009, DVD 75 - Autorisation à M. le Maire de Paris de subventionner l'achat de cyclomoteurs électriques pour les Parisiens ainsi que pour le commerçants, artisans et réparateurs implantés à Paris et de signer les conventions correspondantes avec les bénéficiaires concernés.
Vœu déposé par l'Exécutif.
Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 75 concernant une autorisation à M. le Maire de Paris de subventionner l'achat de cyclomoteurs électriques pour les Parisiens ainsi que pour le commerçants, artisans et réparateurs implantés à Paris, sur lequel le groupe "Les Verts" a déposé l'amendement n° 23, le groupe Centre et Indépendants et l'Exécutif les vœux référencés n° 24 et n° 23 bis dans le fascicule.

Je donne la parole à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

La politique menée par le Maire de Paris a eu pour effet, nous le savons, une augmentation très importante des deux-roues motorisés de tous types de cylindrées, +56 % depuis 1997.

Les conséquences en matière d'accidentologie sont malheureusement bien connues : je n'y reviendrai pas ici bien qu'il s'agisse d'une préoccupation majeure à laquelle il n'est pas facile d'apporter une solution tant les comportements sont mis en cause.

Je voudrais souligner à ce sujet la multiplication dans la circulation générale des deux-roues motorisés et en particulier leur concentration aux feux rouges au devant des autres véhicules qui finit par poser un problème jusqu'ici inconnu, puisque les comportements et la vitesse de démarrage ne sont pas similaires et qu'il y a bel et bien concentration dans un espace très réduit.

Les nuisances apportées en matière de pollution atmosphérique sont avérées et il en est de même pour la pollution sonore, constamment dénoncée par les Parisiens et rarement contrôlée, rarement sanctionnée en dépit de l'immatriculation, plus importante maintenant, de ces deux roues motorisés.

Autant les contrôles de vitesse se sont multipliés dans des proportions importantes, autant les contrôles de bruit sont quasi inexistants. Il me semble qu'un rééquilibrage pourrait être mené d'une manière intéressante.

La Mairie de Paris envisage de subventionner l'achat d'un cyclomoteur électrique à une hauteur maximale de 400 euros.

Cette mesure a déjà été adoptée à l'étranger, notamment en Suisse, depuis plusieurs années ; je m'en étais fait l'écho dans cette assemblée, mais il faut croire qu'il était trop tôt.

Les cyclomoteurs électriques sont silencieux, ils roulent à une allure modérée, 45 kilomètres/heure, qui paraît bien adaptée à la circulation parisienne.

Nous soutiendrons donc ce projet en exprimant une remarque complémentaire et une réserve.

La réserve est que l'adaptation du système de bornes de recharge doit être suffisante. Le nombre de bornes en voirie est aujourd'hui de deux par arrondissement ; c'est beaucoup trop peu.

La remarque complémentaire est que nous pensons qu'il est nécessaire de mener une campagne d'avertissement par rapport aux effets de la conduite silencieuse.

En effet, le réflexe aujourd'hui, notamment pour les piétons, est d'adapter leur comportement au son, surtout pour les deux-roues motorisées.

Quand il y aura un nombre significatif de ces engins silencieux et a fortiori quand il y aura aussi beaucoup de voitures électriques, il faudra générer et accompagner une attention qui soit basée sur d'autres critères et je pense là, mes chers collègues, que la Ville, comme la Préfecture de police, seront amenées à travailler ensemble en ce sens.

Nous voterons donc ce projet de délibération.

Je vous remercie de votre attention.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire. Je serai rapide.

Vous ne serez pas surpris que nous ne soyons pas complètement "fan" du développement d'aides pour des véhicules motorisés, même si on constate évidemment qu'il est préférable d'aider au développement de scooters électriques plutôt que de scooters thermiques.

Mais de la même façon qu'on a approuvé l'idée qu'il puisse y avoir un bonus/malus pour favoriser les voitures automobiles les moins sales par rapport aux plus polluantes, on est d'accord sur l'idée que l'on puisse mettre en place sur Paris une aide pour ces scooters électriques.

Mais la question que nous nous posons est : pourquoi, systématiquement, les aides envisagées, qu'il s'agisse du bonus/malus ou qu'il s'agisse ici de l'aide aux scooters électriques, se contentent-elles d'aider le véhicule le moins polluant dans une gamme de véhicules et pas les véhicules qui ne sont pas du tout polluants ? Un véhicule peu polluant reste un véhicule qui va consommer de l'énergie ; il y a quand même des véhicules, aujourd'hui, qui nous permettent de nous déplacer dans la ville, qui ne génèrent aucune pollution, aucune nuisance sonore : ce sont les vélos.

La question que nous posons est : pourquoi l'aide décidée par la Ville n'est-elle pas étendue aux vélos et notamment aux vélos électriques, si on veut donner un signal en ce sens ? C'est une des difficultés que nous connaissons dans cette ville : nous avons des pentes importantes, pas très nombreuses, mais quelques-unes qui sont quand même assez fortes et l'usage du vélo électrique permettrait à un certain nombre d'usagers d'affronter ces pentes dans de bien meilleures conditions que sur un vélo classique.

C'est l'objet de l'amendement que nous déposons, en souhaitant vraiment qu'il permette d'enrichir cette délibération.

On a parfois tendance à penser qu'un vélo, finalement, cela ne coûte pas très cher et donc à quoi bon aider ? Je vous donne la statistique établie par la Fédération des usagers de la bicyclette, qui est rappelée dans le texte de notre vœu. Elle estime que le coût d'un vélo est de 868 euros en moyenne l'année de l'achat et de 135 euros les années suivantes. Nous pensons qu'il y a là matière à aider au développement d'un mode de déplacement qui commence à avoir un succès certain à Paris avec Vélib', mais qui peut concerner beaucoup d'usagers et qui permettrait, je me permets de l'indiquer en conclusion, d'aider aussi un secteur économique qui est le secteur des fabricants de vélos, qui a besoin, lui aussi, de signaux positifs pour permettre de soutenir la fabrication de vélos.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur BAUPIN.

La parole est à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Monsieur le Maire, toute mesure visant à plus de sécurité et moins de pollution est forcément positive.

Le groupe Centre et Indépendants relève ici et apprécie le pragmatisme de ce projet de délibération qui part du constat de la très forte et subite augmentation des deux-roues motorisés à Paris.

Or, nous nous accordons tous à le dire, ces engins sont non seulement plus dangereux, mais ils sont aussi beaucoup plus polluants que la plupart des voitures récentes.

Cette pollution est double, puisqu'elle est non seulement atmosphérique, mais aussi sonore.

En conclusion, et en résonance avec l'aspect sécuritaire, nous voyons dans le présent projet de délibération, une démonstration et un aveu cinglant de l'échec de la politique dogmatique des transports menée sous la précédente mandature.

Cette politique, je le redis, a poussé des centaines de personnes à se jeter sur ces engins qui envahissent non seulement les rues, mais les emplacements réservés au stationnement des vélos, les places, les rues et les trottoirs où ils stationnent dans la plus grande anarchie.

Le vélomoteur électrique peut apporter une solution partielle à cette situation assez ubuesque, mais là encore, elle ne sera pas suffisante s'il n'y a pas prise de conscience et reconnaissance officielle qu'il n'est ni juste, ni politiquement responsable de nier le bon usage de la voiture en voulant la supprimer.

Dans ces conditions, alors oui, des mesures d'incitation à l'achat de vélomoteurs électriques sont positives.

Ecologiquement corrects, ils ne pourront avoir un usage que géographiquement limité pour parcourir des petites distances dans Paris compte tenu de leur faible puissance.

Il est probable aussi qu'ils induiront une conduite moins accidentogène parce que moins rapide.

Leur usage, compte tenu de leurs caractéristiques, sera donc relativement limité et leurs utilisateurs seront prioritairement des Parisiens ou habitants proches effectuant de courtes distances.

Compte tenu de ces précisions, nous déposons un vœu qui aurait d'ailleurs aussi bien pu être rattaché à la délibération sur le projet européen sur la sécurité des deux-roues que je vais vous présenter maintenant.

Ce programme que nous allons voir tout à l'heure a, en effet, pour vocation d'échanger sur les expériences dans les grandes villes.

On sait que la Ville de Londres a décidé d'ouvrir à l'essai ses couloirs de bus aux deux-roues motorisés à la suite de tests effectués pendant trois ans sur des carrefours expérimentaux qui prouvent que les collisions les impliquant avaient chuté de 42 %.

S'il n'est pas question, pour nous, de reproduire ce même schéma, parce que nous considérons que la régularité et la fluidité de la circulation des bus pâtiraient d'un afflux trop important d'engins puissants, encombrants, et pas toujours disciplinés, nous proposons que cette expérimentation à Paris soit ouverte aux cyclomoteurs électriques, à titre seulement temporaire et expérimental, dont la diffusion sera restreinte et que la technologie de ce type de véhicule en limite les déplacements et la vitesse.

En cela, ils rejoindront davantage la famille des vélos que des grosses cylindrées.

En termes d'incitation et de sécurité, cette expérimentation nous paraît très raisonnable et parfaitement justifiée, faisant écho et donnant une ampleur à la délibération de l'Exécutif que nous voterons.

C'est dans cette optique que nous vous proposons d'adopter notre vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour répondre à l'ensemble des orateurs, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Je vais peut-être revenir sur la délibération en tant que telle et, bien sûr, répondre aux vœux et amendements qui nous sont proposés.

Il s'agit donc de subventionner l'achat de cyclomoteurs électriques pour les Parisiens, mais aussi pour les entreprises ; je pense particulièrement aux commerçants, aux artisans, aux réparateurs qui sont implantés à Paris et, évidemment, signer les conventions correspondantes.

Il me semble que nous franchissons aujourd'hui avec cette délibération - je vous le rappelle, c'est un engagement qui avait été pris par le Maire de Paris pendant la campagne municipale - une nouvelle étape en encourageant le développement d'une solution innovante, non polluante. Il s'agit en effet d'un mode de déplacement qui n'émet quasiment aucun polluant ou gaz à effet de serre, qui est économe car le carburant est nettement moins cher. On estime, pour vous donner un exemple, que pour 1.000 kilomètres effectués par mois, l'économie par rapport à un deux-roues motorisé thermique et un cyclomoteur électrique est de 42 euros par mois, c'est-à-dire 500 euros par an. C'est un point important qu'il faut souligner.

Je parlais de pollution, j'ajoute également que le cyclomoteur électrique est silencieux, alors même que le bruit des deux roues motorisées thermiques peut aller jusqu'à 90 décibels, c'est-à-dire l'équivalent d'un camion.

Enfin, la vitesse des cyclomoteurs électriques est limitée à 45 kilomètres heure, et prévient toute conduite dite agressive. D'ailleurs, pour celles et ceux qui ont pu faire cette expérience, quand on conduit un deux roues électrique, on est obligé d'avoir une vitesse régulière et de moins conduire par à-coup.

J'ajouterai que la subvention, qui peut aller jusqu'à 400 euros, vise bien évidemment à inciter les acheteurs potentiels de deux roues motorisées à privilégier des véhicules qui sont particulièrement adaptés à la mobilité urbaine.

Cela est destiné à toute personne domiciliée à Paris, mais aussi aux commerçants, aux artisans, aux réparateurs. Je donne quelques éléments de calendrier pour être complète : le 12 mars, la commission permanente du Conseil régional doit délibérer, car vous le savez, c'est la Région qui a compétence exclusive en matière d'attribution des aides économiques. La mise en œuvre effective dès lors, bien évidemment que nous aurons voté ce projet de délibération pourra donc intervenir dès le 21 mars prochain.

Concernant le voeu présenté par Mme CUIGNACHE-GALLOIS et les élus du groupe Centre et Indépendants, je souhaitais attirer votre attention, Madame, sur le fait que ce que vous demandez à travers votre vœu est déjà mis en oeuvre, puisque le Maire de Paris a eu l'occasion d'écrire en novembre dernier au Préfet de police, pour lui demander une expérimentation qui permettrait aux deux roues électriques d'emprunter les couloirs de bus.

Cette expérimentation, bien évidemment, aurait pour but d'analyser et préciser si c'est faisable ou pas. Elle aurait une durée limitée avec une évaluation bien évidemment de la Préfecture de police et de la Ville de Paris.

Le Préfet de police a répondu au Maire, mais je laisse le soin à son représentant de nous faire part des éléments d'information qu'il nous a apportés. Je le dis pour Mme CUIGNACHE-GALLOIS, le Préfet de police n'est pas favorable à cette expérimentation. Mais en tout cas, le Maire a saisi le Préfet de police, et c'est la raison pour laquelle, Madame, je vous demanderai bien évidemment de retirer votre voeu.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. Bernard GAUDILLÈRE au fauteuil de la présidence).

Je souhaiterais également répondre à Denis BAUPIN et aux élus du groupe "Les Verts" qui ont déposé un amendement à ce projet de délibération, qui concerne un encouragement à nos concitoyens pour l'achat d'un vélo et également pour développer le vélo électrique en donnant une aide financière.

Je voulais dire aux élus du groupe "Les Verts" que, sur le fond, concernant les vélos électriques, pourquoi pas ? Simplement, cela ne peut pas être sous forme d'amendement au projet de délibération parce que sinon nous serions obligés finalement de rédiger un nouvel exposé des motifs.

Je le rappelle : cette aide financière vise à inciter les personnes qui souhaitent acheter un deux-roues à se tourner vers un deux-roues électrique, plutôt qu'un deux-roues à moteur.

Concernant les vélos électriques, il ne s'agit pas de pollution. Les vélos ne polluent pas. Donc, on est bien évidemment sur quelque chose d'intéressant mais qui n'a pas, me semble-t-il, le même objectif. J'invite bien évidemment l'ensemble des conseillers à la lire attentivement, puisque vous verrez que ce que nous mettons en avant est bien évidemment l'environnement, donc la pollution et également la problématique du bruit.

Pour montrer toute l'ouverture de l'Exécutif, le vœu n° 23 bis propose que soit étudiée la possibilité de subventionner l'achat par les Parisiens d'un vélo à assistance électrique.

Donc, je préfère que nous fassions une étude par le biais d'un vœu plutôt que d'introduire un amendement qui, je le répète, ne porte pas exactement - c'est le moins que l'on puisse dire - sur la délibération proprement dite.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je crois que vous vouliez dire deux mots, Monsieur le Préfet.

M. LE REPRESENTANT DU PREFET DE POLICE. - La Préfecture de police est effectivement très réservée sur l'ouverture des couloirs de bus aux véhicules deux roues motorisées électriques, tant pour des raisons de circulation que pour des raisons de sécurité routière, car ces dernières années la circulation dans les couloirs de bus a très fortement augmentée avec le développement du vélo et l'augmentation du nombre du taxis, et ces évolutions doivent se poursuivre dans les prochaines années.

S'agissant des conditions de circulation, la distinction en pratique entre véhicules électriques et non électriques sera quasiment impossible à faire lors des contrôles de police, même avec une pastille verte parce qu'elle ne sera pas visible de tous côtés. Et on sait également que les contrôles automatisés ou à l'aide des caméras de circulation sont amenés à se développer au cours des prochaines années.

Du point de vue de la sécurité routière, l'expérimentation pose une double difficulté : d'une part, ces véhicules sont presque silencieux et la coexistence dans des espaces protégés avec les cyclistes pourrait poser des problèmes. Mais de manière plus risquée encore, l'augmentation du trafic dans les couloirs de bus augmentera la difficulté d'ores et déjà constatée aux carrefours pour la giration à droite des véhicules lorsqu'il y a coexistence entre la chaussée et une voie de bus dans le même sens. Il convient donc, dans l'intérêt des automobilistes aussi bien que dans celui des vélos, de limiter le trafic dans les voies réservées.

Enfin, si on multiplie les exemptions dans les couloirs réservés, ces voies ne pourront plus remplir leur vocation correctement.

Dernière argument enfin, pour une expérimentation, la législation n'autorise pas le Préfet de police à déroger localement au Code de la route dans une matière qui touche à la sécurité routière. Ce que l'on a pu accepter pour le stationnement sur les emplacements de livraison la nuit n'est pas possible dans une matière qui touche à la sécurité routière et dans laquelle il peut y avoir des poursuites judiciaires.

(Applaudissements sur les bancs du groupe "Les Verts").

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Préfet.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Tout arrive !

L'amendement n° 23 du groupe "Les Verts" est-il maintenu ?

Monsieur GAREL, vous avez la parole et vous seul.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Vraiment, je trouve que depuis que cette mandature a commencé, il y a un ostracisme extrêmement pénible contre le vélo…

Sauf à la Préfecture.

… et il y a aussi en particulier dans le cabinet de la maire chargée de la voirie et des déplacements une volonté de faire faire des études sur tout et n'importe quoi, ce qui commence à être fatigant.

En plus, je voudrais répondre deux choses sur ce qui a été dit. D'abord, un vélo électrique c'est moins polluant qu'un scooter électrique, cela va moins vite et c'est autorisé à circuler dans les couloirs de bus car il s'agit d'un vélo. Donc, c'est bien mieux qu'un scooter électrique et je ne vois pas pourquoi nous n'inciterions pas les utilisateurs de scooter à moteur thermique à passer au vélo électrique plutôt qu'au scooter électrique.

Nous demandons un scrutin public sur notre amendement afin que les cyclistes voient qui sont leurs amis.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous maintenez donc l'amendement n° 23 et vous demandez un scrutin public ?

M. Sylvain GAREL. - Oui, un scrutin public.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - D'accord.

Madame la Maire, vous voulez parler, en réponse aux attaques personnelles ?

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Ce n'était pas une attaque personnelle !

Mme Annick LEPETIT, adjointe, rapporteure. - Non, surtout que c'est mon cabinet qui est attaqué, donc je préfère assumer, que l'on m'attaque personnellement, directement, et pas mes collaborateurs !

Je n'ai rien dit tout à l'heure quand j'ai parlé de l'amendement des "Verts", vous avez remarqué, j'ai même plutôt été conciliante, en disant que je proposais un vœu pour faire une étude. Vous imaginez bien que cela engage des subventions et un financement supplémentaire. Donc, il me semble que c'est la moindre des choses, et là, je m'exprime au nom de l'Exécutif. C'est même la première des choses.

Deuxièmement, je ne peux pas laisser dire, et là je suis un peu surprise quand même que cela vienne du président du groupe des "Verts", que la Municipalité parisienne ne fait rien pour encourager la pratique du vélo ! C'est vrai que l'idée transparaissait quelque peu dans les considérants de l'amendement, mais je n'ai pas souhaité le souligner. Mais, vu l'intervention de Sylvain GAREL, je suis quand même obligée de dire que nous avons réalisé, depuis sept ans, 200 kilomètres d'aménagements cyclables et que nous en réaliserons 200 kilomètres supplémentaires sous cette mandature.

J'ajoute l'ouverture de couloirs de bus. Vous avez l'air de l'avoir oublié, peut-être parce que ce n'est pas vous qui l'avez négocié avec la Préfecture de police et la R.A.T.P., mais cela a quand même été fait : nous avons ouvert des couloirs de bus supplémentaires, donc ne faites pas semblant de ne pas le savoir.

Enfin, et je m'en réjouis, parce que j'ai le sentiment que tous les maires d'arrondissement, quels qu'ils soient, ont évolué en ce domaine, il n'y a pas un seul aménagement aujourd'hui, que ce soit l'aménagement d'une placette dans un quartier ou que ce soit un aménagement de plus grande envergure, qui soit conçu sans une réflexion en amont, approfondie, concertée également avec les associations de vélo, sur la circulation des cyclistes.

Donc, c'est quelque chose qui aujourd'hui ne pose plus problème, mais je sais, et ce n'est pas Denis BAUPIN qui me démentira, que cela n'a pas toujours été le cas et que, souvent, les aménagements pour les cyclistes devaient être quelquefois défendus, en réunion publique notamment, pour y arriver.

Tout le travail qui a été fait est extrêmement positif, mais ce n'est pas pour autant qu'il n'y a plus rien, bien au contraire, et vous le savez d'ailleurs. Nous allons - j'ai eu l'occasion de le faire lorsque j'ai présenté le Plan d'aménagement des pistes cyclables - travailler aussi non seulement sur de nouvelles pistes, bien sûr, sur les couloirs de bus, afin qu'ils puissent être plus facilement empruntables mais également sur des liaisons de pistes cyclables qui quelquefois n'ont pas pu être terminées. Je pense aux carrefours, je pense aux portes de Paris, bref un travail de maillage important concernant la circulation des cyclistes.

Je voudrais vous dire encore une fois, et particulièrement aux élus "Verts", que le vœu proposé par l'Exécutif reprend en grande partie ce qui est proposé dans l'amendement, à savoir que la Ville puisse apporter aussi une incitation financière au développement du vélo électrique.

Je l'ai d'ailleurs dit dans les considérants : il s'agit d'aider avec un vélo électrique certains Parisiens qui n'ont pas forcément les capacités physiques pour faire du vélo simple, d'autant plus avec les contraintes du relief.

Cela reprend, me semble-t-il, la problématique de votre amendement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame le Maire.

Si j'ai bien compris, il y a un avis défavorable de l'Exécutif sur l'amendement n° 23.

Maintenant, nous avons compté : le quorum est de 82 et nous sommes 85, puisque vous avez demandé un vote électronique. Donc, nous allons faire une suspension de séance, pour calmer les esprits et distribuer les cartes.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix sept heures trente minutes, est reprise à dix sept heures trente cinq minutes, sous la présidence de M. Pierre SCHAPIRA, adjoint).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, êtes-vous prêts ?

2009, DVD 75 - Autorisation à M. le Maire de Paris de subventionner l'achat de cyclomoteurs électriques pour les Parisiens ainsi que pour le commerçants, artisans et réparateurs implantés à Paris et de signer les conventions correspondantes avec les bénéficiaires concernés. (Suite).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame DOUVIN, vous avez la parole pour une explication de vote.

Mme Laurence DOUVIN. - Je vous remercie.

Je voudrais exprimer ma surprise devant ce débat puisque nous étions partis d'une délibération intéressante et constructive pour en arriver à un débat entre initiés qui me paraît être très éloigné des préoccupations quotidiennes des Parisiens et des effets de la crise aujourd'hui.

Sur le projet de délibération en lui-même, je voudrais dire que les cyclomoteurs électriques sont une bonne chose. Nous en avons cinq dorénavant à la mairie du 17e arrondissement. C'est une excellence chose, nous sommes pour.

Pour ce qui est de la différence entre les cyclomoteurs et les vélos, il faut savoir que les uns font du bruit et pas les autres. Cela justifie peut-être un traitement différent.

Devant les divergences entre les différentes composantes de la majorité municipale, divergences qui vont jusqu'à la demande d'un scrutin public sur l'amendement des "Verts", le groupe U.M.P.P.A. s'abstiendra sur les vœux mais votera pour la délibération. Nous la pensons constructive.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous remercie.

Madame CUIGNACHE-GALLOIS, vous avez la parole.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Monsieur le Maire, merci.

En réalité, nous sommes également assez surpris de la manière dont le débat évolue. Nous nous sommes d'ores et déjà prononcés et le refaisons favorablement à ce projet de délibération pour inciter à l'achat de scooter ou de vélomoteur électrique pour les raisons que j'ai développées tout à l'heure.

Je suis très surprise de la position très manichéenne de M. GAREL qui demande qui sont les amis ou les ennemis du vélo.

Personnellement, je ne roule qu'en vélo. Ce n'est pas pour autant que je n'ai pas une certaine notion des réalités économiques, des contraintes des familles ou de la vie en général.

Je crois simplement qu'il faudrait avoir une vue moins manichéenne et plus réaliste voire pragmatique et surtout moins idéologique.

Pour cette même raison, le vœu que j'ai proposé vise à la mise en place d'une expérimentation permettant à ces vélomoteurs électriques de circuler dans les couloirs de bus.

Je m'en suis expliquée précédemment en disant que ce n'était peut-être pas la panacée, cependant, selon moi, ils appartiennent davantage à la famille des vélos. En effet, ils seront silencieux. Lorsqu'on est silencieux et relativement lent, c'est extrêmement dangereux. Les gens ne vous entendent pas.

C'est pourquoi je préconisais cette expérimentation qui pouvait être courte dans le temps et pourquoi pas localisée, comme cela a été le cas à Londres, à certains carrefours.

Je maintiens mon vœu et pour les mêmes raisons que l'U.M.P., à savoir que nous ne souhaitons pas entrer dans ce débat, nous nous abstiendrons sur le vœu déposé par "Les Verts".

M. Sylvain GAREL. - Pour que les choses soient très précises, nous l'avons dit et Denis BAUPIN l'a expliqué tout à l'heure, nous sommes favorables au projet de délibération.

Nous avons simplement déposé un amendement pour étendre la mesure aux vélos électriques. Pour répondre au dernier orateur, la différence essentielle entre un vélo électrique et un cyclomoteur électrique, c'est que pour utiliser un vélo électrique il faut pédaler. Il n'est pas possible d'avancer sans pédaler.

Lorsque vous êtes à l'arrêt, cela ne tourne plus, de ce fait le moteur s'économise. C'est évidemment beaucoup moins polluant et beaucoup moins rapide. C'est limité à 25 kilomètres à l'heure.

Nous avons intérêt à développer ce type de modes de déplacement. C'est pour cela que nous avons déposé cet amendement. Ce n'est pas un affrontement idéologique mais une mesure de cohérence avec la politique menée depuis 2001.

Quant au vœu n° 24, nous voterons contre. Nous sommes tout à fait opposés à ce que des cyclomoteurs circulent dans les couloirs de bus, qu'ils soient électriques ou thermiques.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets maintenant aux voix, au scrutin public, la proposition d'amendement n° 23 déposée par le groupe "Les Verts" assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au vote).

Tout le monde a voté ?

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Je vous donne les résultats du scrutin :

votants : 135.

Pour : 9.

Contre : 85.

Abstentions : 41.

La proposition d'amendement n° 23 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 23 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 41).

Concernant le voeu n° 24 déposé par le groupe Centre et Indépendants, quel est l'avis de l'Exécutif ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe, rapporteure. - Défavorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Défavorable.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 75.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DVD 75).

2009, DVD 12 - Approbation du principe et des modalités de passation du marché de travaux de voirie relatif au réaménagement du carrefour formé par les boulevards de Belleville et de Ménilmontant et les rues de Ménilmontant et d'Oberkampf (11e et 20e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 12 concernant l'approbation du principe et des modalités de passation du marché de travaux de voirie relatif au réaménagement du carrefour formé par les boulevards de Belleville et de Ménilmontant, les rues de Ménilmontant et Oberkampf, dans les 11e et 20e arrondissements.

Je donne la parole à Mme la Maire Frédérique CALANDRA.

Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement. - Très rapidement.

Tout comme mon voisin Patrick BLOCHE, maire du 11e, je me réjouis de ce projet de délibération qui permettra de parachever les aménagements prévus dans le cadre du projet Mobilien sur la ligne de bus 96.

Ce projet a permis une amélioration sensible du service sur cette ligne de bus, qui dessert notamment des quartiers du 20e auparavant très mal desservis par les transports en commun. Grâce à l'implication de nombreux élus de la précédente mandature, le bus 96 a bénéficié de nombreux aménagements et de modifications de sens de circulation qui n'ont pas été tout de suite acceptés par l'ensemble des riverains. La mise à sens unique de la rue de Ménilmontant ne s'est pas faite dans le consensus malgré les multiples réunions de concertation qui n'ont pas toujours été faciles à mener.

Cependant, aujourd'hui, malgré toujours quelques détracteurs favorables au transit automobile, la rue de Ménilmontant fonctionne bien, contrairement aux annonces faites par certains. Les commerces se portent tout à fait correctement, comme le prouvent les nombreuses demandes de terrasses et étalages. Les piétons circulent mieux sur des trottoirs élargis et surtout, la pollution a notablement baissé. Le projet du Mobilien 96 est un projet d'intérêt régional, je le rappelle. Il a également permis une amélioration de la qualité de vie des riverains de façon générale.

Il manquait cependant à ce projet l'aménagement du carrefour Belleville-Ménilmontant-Oberkampf. Cet aménagement vise à redistribuer l'espace public au profit des piétons en créant une véritable place arborée et rénovée. Cet espace deviendra enfin un véritable lieu d'intermodalité où les usagers pourront passer aisément du bus 96 au métro, au Vélib', ou au taxi.

Ce projet a fait l'objet d'une réunion publique de concertation commune au 11e et au 20e arrondissements le 2 juillet 2008. Mon équipe et moi-même restons attentives à ce que cet aménagement soit accompagné d'une véritable végétalisation de l'espace public permettant d'éviter de créer une place exclusivement minérale.

La Direction des Espaces verts travaille sur un aménagement qui valorise le site et la station de métro de style Guimard. Je souhaiterais personnellement continuer à travailler avec Fabienne GIBOUDEAUX à ce que cette végétalisation puisse être réalisée dans un calendrier coordonné avec les travaux de voirie.

Je dirai une phrase de conclusion : j'insiste avec d'autres élus afin que les interventions des espaces verts sur la voirie ne soient pas la cerise sur le gâteau une fois que l'on a fini l'aménagement minéral de la voirie. Il faut que ces aménagements d'espaces verts soient conçus en même temps que les aménagements de voirie et menés de concert et de conserve, comme disait un célèbre grammairien. J'insiste pour que dans cette mandature, nous puissions réaliser la végétalisation de ce carrefour comme cela a été annoncé aux riverains.

Je vous remercie de votre attention.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Pour répondre, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci.

Comme l'a très bien décrit la maire du 20e, il s'agit d'une belle opération d'aménagement concernant le carrefour Belleville-Oberkampf-Ménilmontant, qui s'inscrit dans la continuité des aménagements en faveur du Mobilien 96.

J'ai entendu ce qu'a dit Mme CALANDRA, et j'y suis particulièrement sensible parce qu'à travers cette délibération proprement dite, elle souligne un aspect intéressant qui d'ailleurs se trouve dans ma délégation : c'est l'espace public.

Je partage l'idée que lorsque nous faisons un aménagement qui concerne un aménagement de voirie, nous puissions, en même temps et dès le début du projet, concevoir, lorsque c'est nécessaire bien sûr, un aménagement d'espace vert.

Comme nous le faisons d'ailleurs, comme je l'ai dit sur un autre sujet tout à l'heure à propos des pistes cyclables, je pense que c'est aussi une maturité du travail que mène la Municipalité parisienne depuis 2001 que de prendre de plus en plus en compte l'aménagement de l'espace public et que les adjoints bien sûr, et ils le font, mais aussi les directions, puissent travailler ensemble dès l'amont d'un projet.

En tout cas, votre souhait, Madame la Maire du 20e, et je sais que vous n'êtes pas la seule à le porter, nous le regarderons bien sûr avec beaucoup de bienveillance. Je sais que la Direction des Espaces verts et en premier lieu, bien sûr, ma collègue Fabienne GIBOUDEAUX, est en train d'affiner ce projet de végétalisation et nous devons d'ailleurs en parler prochainement.

Voilà ce que je souhaitais dire sur cette délibération en espérant, bien évidemment, qu'elle sera votée à l'unanimité.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Pas d'autres interventions ?

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 12.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DVD 12).

2009, DVD 38 - Signature du marché complémentaire au marché de maîtrise d'oeuvre relatif à la mise en conformité du passage souterrain du boulevard périphérique Parc des Princes en vue de la coordination technique avec l'opération de reconstruction du stade Jean Bouin (16e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 38 concernant la signature du marché complémentaire au marché de maîtrise d'oeuvre relatif à la mise en conformité du passage souterrain du boulevard périphérique Parc des Princes en vue de la coordination technique avec l'opération de reconstruction du stade Jean-Bouin.

Je donne la parole à Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER.

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, la mise en conformité du passage souterrain Parc des Princes du périphérique a fait l'objet d'un marché adopté par le Conseil de Paris en octobre 2005. Il s'agit de la rénovation complète du système de ventilation de ce passage. Or, ce souterrain passe sous le stade Jean Bouin et les travaux prévus initialement n'intègrent pas le projet du nouveau stade.

En conséquence, un marché complémentaire est à l'ordre du jour pour rendre compatible l'usine de ventilation avec le plan de construction de Jean Bouin et un coût supplémentaire de 500.000 euros est donc à ajouter à la facture.

500.000 euros, me direz-vous, c'est peu de chose au regard des 119 millions d'euros que vous nous avez annoncés, Monsieur le Maire, pour la rénovation du stade Jean Bouin, aux frais du seul contribuable parisien, faut-il le rappeler ?

Mais quid de l'aménagement du stade Charléty pour les matchs de remplacement pendant les travaux de Jean Bouin, à hauteur de 4,6 millions d'euros ? Quid des aménagements qu'il faudra à l'hippodrome d'Auteuil pour un coût de 27 millions d'euros ? Et enfin, quid des 4,6 millions d'euros des modifications apportées au projet initial ?

Monsieur le Maire, la facture est salée, puisqu'en additionnant tout cela, nous arrivons déjà à un coût provisoire de 190 millions d'euros, et non pas 119 millions, comme annoncé, et ce n'est pas fini !

Nous vous rappelons que la saisine de la Commission nationale du débat public est possible à partir de 150 millions d'euros. Et voilà ce que nous réclamons : un débat public nous semble être la moindre des choses pour un projet touchant d'aussi près le contribuable parisien et dont le coût, nous le voyons bien, ne cesse d'augmenter.

Pour ces raisons, les élus du 16e votent contre ce projet de délibération qui ajoute inutilement 500.000 euros de travaux à un projet déjà faramineusement coûteux.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Donc, je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Je voudrais rappeler que ce projet de délibération concerne le lancement d'un marché complémentaire au marché de maîtrise d'œuvre pour la mise en conformité du passage souterrain Parc des Princes, que la Ville a passé en 2005. Je rappelle également que ces normes sont imposées par la loi dite "tunnel", suite à l'accident du tunnel sous le Mont Blanc, et que la Ville - c'est logique - doit s'y conformer.

Et je voudrais également vous rassurer : il s'agit là d'une évolution classique de la couverture des tunnels et, même si le stade Jean-Bouin n'était pas venu s'installer à cet endroit, il aurait de toute façon eu une vocation urbaine et donc vocation à recevoir du public. Il est bien évidemment tout à fait logique que nous mettions aux normes le tunnel qui passe dessous.

On aurait pu envisager d'étudier une limitation du trafic des poids lourds dans ce tunnel, par exemple. Mais, comme il s'agit du boulevard périphérique, l'exclusion des poids lourds à vocation de desserte de Paris n'est évidemment pas envisagée. D'ailleurs, la Préfecture de police a déjà eu l'occasion de se prononcer là-dessus.

Il s'agit donc tout simplement de renforcer la sécurité des usagers du tunnel et de l'espace public qui sera situé au-dessus.

Par conséquent, j'ai entendu vos propos, j'ai entendu les arguments notamment qui émanent du Conseil du 16e arrondissement, mais je souhaitais quand même préciser le sujet de cette délibération pour qu'il n'y ait pas de confusion.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 38.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DVD 38).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la publicité électronique dans le métro parisien.
Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif relatif à l'installation d'écrans publicitaires ACL dans les réseaux de transports franciliens.
Vœu déposé par le groupe communiste, M. Alexis CORBIÈRE et Mme Danielle SIMONNET relatif à la publicité interactive dans le métro parisien.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 25, 26, 27 et 27 bis dans le fascicule, relatifs à la publicité dans le métro parisien.

Le vœu n° 25 a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés ; le vœu n° 26 par le groupe "Les Verts" ; le vœu n° 27 par le groupe communiste, Alexis CORBIÈRE et Danielle SIMONNET. L'Exécutif a déposé le vœu n° 27 bis.

Je donne donc la parole à Mme Laurence GOLDGRAB.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vœu qui a été déposé par les élus radicaux de gauche dans divers Conseils d'arrondissement.

Au cours du premier semestre 2009, seront déployés 400 écrans ACL diffusant en boucle de la publicité commerciale et lumineuse qui attire systématiquement le regard, et c'est d'ailleurs l'objectif poursuivi. D'ici fin 2009, 1.200 mobiliers numériques de ce type sont attendus sur tout le réseau de transport parisien. L'évolution des technologies est positive en ce qu'elle peut faciliter la communication avec les usagers du métro, mais cette évolution ne doit pas accroître la pression publicitaire en sollicitant les usagers du métro plus qu'ils ne le sont déjà par une publicité omniprésente et obsédante qui réduit le citoyen à un simple consommateur obligé de subir et non de choisir.

Nous ne souhaitons pas ici un individu formaté par la publicité.

C'est pourquoi nous proposons de définir l'usage de ces écrans et réduire la pression publicitaire en accordant une place significative à l'information citoyenne, de quartier, culturelle ou touristique de proximité, ainsi qu'à l'expression artistique et, d'autre part, ces écrans sont dotés d'une connexion Bluetooth, système de transmission sans fil, pouvant potentiellement transférer aux passants des messages publicitaires sur leur portable. Cette publicité intrusive risque de poser un problème de liberté publique pouvant porter atteinte à la vie privée et à l'anonymat des personnes, puisqu'il sera possible d'identifier les personnes qui passent devant l'écran.

Or, il n'y a pas eu de concertation avec la R.A.T.P. et les usagers. C'est la raison pour laquelle nous avons présenté un vœu qui est déposé au nom du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés pour qu'une concertation soit engagée et que la vie privée et l'anonymat des personnes soient respectés.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame GOLDGRAB.

Je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Aller et venir librement de manière anonyme fait partie, pour nous, et je pense, pour nous tous ici, des libertés fondamentales.

Aussi, nous voulons, par ce vœu, demander au Maire de Paris d'intervenir auprès de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. et de leurs régies publicitaires qui envisagent d'installer, ma collègue l'a dit, dans un premier temps, 400 écrans à cristaux liquides sur l'ensemble du réseau du métro et, ensuite, les gares de la S.N.C.F.

Ces panneaux sont le fruit d'une technologie très sophistiquée qui leur permet d'identifier l'âge, le sexe des passants, de compter le temps pendant lequel ils regardent tel ou tel panneau et même quelle partie du panneau est la plus regardée.

On imagine sans trop de mal que cette technologie pourrait aller rapidement plus loin et permettre de connaître l'identité du passant, d'autant que la R.A.T.P. vient d'être épinglée par la C.N.I.L. sur la protection des données personnelles et notamment le fait qu'il n'y a pas, pour ce qui est du pass Navigo, à payer pour avoir un pass anonyme.

Mais vous savez combien cette demande de l'anonymat et de la gratuité de l'anonymat que nous avons soutenue avec les élus régionaux "Verts" n'est pas mise en œuvre par la R.A.T.P.

Ainsi, ce qui apparaissait il y a 20 ans comme un cauchemar, le monde de "Big Brother", est en train de se mettre en place, sous couvert de modernité, puisqu'il nous est dit par la R.A.T.P. qu'il s'agit de "faire descendre le numérique sur les quais".

Ce dispositif détectera aussi, on l'a dit, le téléphone portable des passants et leur enverra directement des messages publicitaires, faisant de chacun des usagers du métro, malgré lui, un consommateur manipulable.

Au-delà de cette atteinte aux libertés publiques, ce système peut aussi avoir des conséquences néfastes sur la santé et nous pensons qu'en l'absence de connaissances suffisantes sur la question, le principe de précaution doit s'appliquer.

C'est donc un système dangereux pour les libertés individuelles, coûteux en énergie, particulièrement néfaste et nous vous demandons, Monsieur le Maire, d'intervenir auprès de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. au plus vite pour qu'elles se lancent dans la recherche appliquée, certes, mais pour trouver des dispositifs utiles à tous.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame. Vous avez largement dépassé votre temps de parole, mais le sujet est important.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Mes chers collègues, à travers cette expérimentation de la régie publicitaire de la R.A.T.P., il faut bien se rendre compte qu'on n'est pas simplement face à un accroissement de la pression publicitaire, mais bien face à un dispositif, cela a été expliqué précédemment, qui vise, grâce aux capteurs, à permettre de compter les passants, de mesurer le temps qu'ils consacrent à la publicité, d'évaluer leurs réactions, de déterminer l'âge et le sexe du passant. On est bien là dans une procédure visant à renforcer une démarche marketing.

La question qu'on doit se poser est : a-t-on demandé l'avis aux usagers du métro ? Non, bien sûr.

Les usagers du métro sont-ils informés de cette expérimentation ? Non, bien sûr.

Il est donc à déplorer qu'aucune information n'ait été réellement mise en place. Il faut bien se rendre compte que cette observation des usagers est à de pures fins marketing publicitaire.

Beaucoup d'associations antipublicité ont déjà protesté contre une forme insidieuse d'atteinte aux libertés.

A l'appui de ces dispositifs, les voyageurs deviennent, de fait, participants non-volontaires, consentants, à leur insu, à l'amélioration de dispositifs marketing.

Il me semble donc important que notre instance demande au Maire de Paris d'intervenir auprès du Président de la R.A.T.P. pour que soit suspendue l'installation de ces dispositifs de publicité interactive, parce que c'est bien une question de société qui nous est posée : est-ce que nous aspirons à renforcer cette dérive où, finalement, le citoyen est réduit à un consommateur, à épier, dans une société hyper consumériste ?

Nous pensons qu'il y a une bataille culturelle à porter et que dans cette bataille culturelle, il faut poser des actes et demander la suspension de l'installation de ces dispositifs est un premier acte nécessaire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je donne la parole à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vous propose de rassembler, par un vœu de l'Exécutif, les trois vœux qui viennent de nous être présentés.

En entendant les uns et les autres, il est évident que ce sujet nous concerne tous. Il me tient particulièrement à cœur, parce qu'il nous arrive de plus en plus souvent d'être confronté à d'autres formes de publicité, que ce soit sur les quais du métro, ou dans les rames. Je tiens à dire que c'est d'ailleurs ce qui est proposé par la R.A.T.P.

Il est vrai que découvrir ces nouveaux écrans publicitaires sans avoir été informé, et nous sommes pourtant quelques-uns à siéger au conseil d'administration du S.T.I.F., est quand même quelque peu étonnant. Certes, la R.A.T.P. est une régie autonome, comme son nom l'indique, et elle peut faire ce qu'elle veut dans les tunnels et dans ses rames de métro.

En même temps, elle transporte bon nombre de nos concitoyens qui, légitimement, peuvent se demander pourquoi on leur impose de la publicité et notamment de cette manière.

Je déplore - j'en profite pour le dire - que plus aucun élu ne siège au conseil d'administration de la R.A.T.P., parce que si cela avait été le cas, nous aurions pu suggérer qu'avant d'installer ce type d'écran, il nous soit donné de mesurer, avec tous les partenaires concernés, les bénéfices et les inconvénients d'une telle mesure.

Je ne doute pas que la R.A.T.P., qui est une entreprise responsable, ne l'ait pas fait, mais si nous nous retrouvons aujourd'hui avec trois vœux, c'est qu'il y a sans doute un défaut d'information envers nos concitoyens.

Je sais que les associations d'usagers sont représentées au conseil d'administration de la R.A.T.P., mais je pense néanmoins qu'une représentation d'élus pourrait utilement compléter son conseil d'administration.

Je propose donc un vœu de l'Exécutif tendant à qu'il y ait une meilleure information pour les usagers et que des garanties soient apportées quant au respect des libertés publiques. Je n'insiste pas sur ce point, car cela a été très bien dit par mes collègues des trois groupes.

Nous souhaitons également une concertation avec le S.T.I.F. et les associations d'usagers sur, à la fois le contenu, mais aussi les modalités de cette nouvelle forme de publicité.

Pourquoi pas, donner aussi, à travers ce type de procédé, de l'information aux usagers ? C'est quelque chose que nous entendons souvent, que ce soit lors de réunions publiques ou de conseils de quartier, les usagers de la R.A.T.P. se plaignent de ne pas avoir suffisamment d'information. Des efforts ont été faits ces dernières années, mais après tout, ce type de moyen, puisqu'il peut être utilisé pour la publicité, pourrait être utilisé pour donner une meilleure information aux voyageurs.

Nous souhaitons être positifs, mais nous voulons, bien évidemment, en savoir un peu plus sur ce que souhaite mettre en place la R.A.T.P.

C'est pourquoi j'invite les uns et les autres, et notamment les rédacteurs des trois vœux proposés, à voter celui qui est proposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Le vœu n° 25 déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, est-il maintenu ?

Mme Laurence GOLDGRAB. - Je retire ce vœu, puisque le vœu de l'Exécutif va très exactement dans le sens de ce vœu n° 25. Il n'a pas lieu d'être maintenu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, chère collègue.

Le vœu n° 26 déposé par le groupe "Les Verts" est-il maintenu ?

Mme Danielle FOURNIER. - Selon nous, ce n'est pas un défaut d'information, nous sommes informés de ce dispositif.

Nous contestons non seulement l'usage qui en est fait, visant à toujours plus de consommation et une certaine façon de s'adresser aux consommateurs, mais également le dispositif lui-même qui semble ouvert à toutes les dérives. C'est pourquoi nous maintenons notre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le groupe "Les Verts" maintient son vœu. Quel est l'avis de l'Exécutif sur ce vœu n° 26 ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Nous le rejetons puisque nous proposons un vœu de l'Exécutif.

J'ajoute tout de même que cette mesure est en place. Dans le vœu que nous proposons, je souligne qu'il s'agit d'une expérimentation de la R.A.T.P., d'après nos informations.

Je souhaite qu'avant toute généralisation soit élaboré un bilan de cette expérimentation. C'est une garantie importante, je le dis notamment à mes collègues du groupe "Les Verts".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le groupe "Les Verts" maintient le vœu n° 26.

Monsieur BROSSAT, maintenez-vous le vœu n° 27 ?

M. Ian BROSSAT. - Nous le maintenons. Je crois que notre majorité gagnerait à faire preuve de plus de fermeté dans ce dossier.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il y a une explication de vote.

Mme Édith CUIGNACHE-GALLOIS. - Très franchement, je me réjouissais d'une certaine unanimité sur cette question.

Les explications qui avaient été données ici ou là avaient été sans exception toutes très intéressantes. En effet, nous nous rallions à cette position générale. C'est notre rôle d'élus responsables que de défendre la liberté individuelle et d'informer nos concitoyens des éventuels dangers que peuvent représenter de tels panneaux publicitaires.

On considère qu'il peut y avoir intrusion dans la vie privée de nos concitoyens. Je rejoins Mme LEPETIT, j'aurais aimé que nous arrivions, sur cette disposition, à tous nous réunir. Cela en vaut la peine.

Le groupe Centre et Indépendants se ralliera au vœu de l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur CAFFET, vous avez la parole.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Je partage tout à fait ce qui vient d'être dit par le groupe Centre et Indépendants.

Je rappelle tout de même que la R.A.T.P., de par la réglementation, a une totale liberté de son activité publicitaire au sein du réseau de métro.

Pour m'être occupé du règlement de publicité sous la mandature précédente, je sais de quoi je parle. La R.A.T.P. fait ce qu'elle veut.

Nous sommes face à trois vœux qui, au-delà des nuances que nous pouvons avoir, nuances tout à fait légitimes, ont exactement le même objectif : faire en sorte que la R.A.T.P., bien que libre dans son réseau, de son activité publicitaire et des formes qu'elle revêt, se concerte avec la Ville pour savoir et pour déterminer, je cite le vœu de l'Exécutif "le contenu et les modalités de cette nouvelle forme de publicité".

Ce vœu qui a été déposé par l'Exécutif n'a pas été écrit par hasard. Il a tenu compte des formulations contenues dans les trois vœux des groupes communiste, "Les Verts et socialiste.

Je pensais avec un peu de naïveté que la majorité, au moins elle, pouvait se rassembler sur ces vœux, notamment sur celui de l'Exécutif.

Je constate qu'il n'en est rien. Monsieur le Maire, je le déplore. Ce n'est pas en nous livrant à la surenchère que nous parviendrons à obtenir quoi que ce soit de la R.A.T.P.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur GAREL, vous avez la parole.

M. Sylvain GAREL. - Si vous voulez que nous votions des vœux consensuels, il faudrait que nous les élaborions ensemble. Cela n'a pas été le cas. Trois vœux ont été déposés, nous avons découvert il y a quelques heures celui de l'Exécutif qui ne va pas assez loin.

Comme par hasard, il reprend l'argumentation principale du groupe socialiste et radical de gauche mais pas celle des "Verts" ou des communistes. Ce n'est pas cela faire une position commune.

Faire une position commune revient effectivement à trouver un point d'équilibre entre nous tous. Vous n'avez pas cherché ce point d'équilibre. Il ne faut pas vous étonner que nous maintenions notre vœu.

Cela ne nous empêchera pas de voter également le vœu de l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mme SIMONNET avait également demandé la parole.

Mme Danielle SIMONNET. - Ce qui compte pour nous, au niveau du groupe communiste et des élus du parti de gauche, ce qui fait que nous ne pouvons pas nous retrouver uniquement sur le vœu présenté par l'Exécutif, c'est que nous estimons que le problème de fond est éludé.

Le dispositif publicitaire envisagé fait des usagers des métros, à leur insu, des cibles observées à des pures fins de marketing.

Ce n'est pas un bilan de l'expérimentation ou une demande de garantie apportée au respect des libertés publiques qui peut changer le problème.

Ce dispositif en tant que tel s'attaque aux libertés publiques. C'est pourquoi notre position de principe revient à demander à la R.A.T.P. d'arrêter et de retirer ces installations dans la mesure où elles réduisent les usagers du métro à des cibles observées à des pures fins de marketing.

On ne peut pas se cantonner à demander des bilans d'expérimentation. Notre collectivité doit affirmer des principes et les défendre. Les Parisiennes et les Parisiens attendent cela de nous.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme Annick LEPETIT, rapidement, avant de passer au vote.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je voudrais répondre à ce qui vient d'être dit par les élus communistes.

C'est un sujet extrêmement intéressant. Franchement, nous aurions aimé être informés de ce qu'est en train de faire la R.A.T.P.

Vous dites que vous exigez que la R.A.T.P. arrête, point barre. La R.A.T.P. vous répondra qu'elle est en phase d'expérimentation jusqu'à telle date et en tirera des conclusions.

Elle poursuivra cette expérimentation quoi qu'il arrive, que vous lui demandiez d'arrêter ou non. Encore une fois, la R.A.T.P. fait ce qu'elle veut, selon les textes officiels, au sein de sa propre entreprise et de son réseau.

La mesure est mise en place sans aucune consultation. A travers les considérants de l'Exécutif, on le souligne bien. De plus, le fait d'exiger tous ensemble de disposer à l'issue de cette expérimentation d'un bilan est un élément positif.

C'est pourquoi je souhaite associer le S.T.I.F., afin que ce bilan ne soit pas uniquement celui de la R.A.T.P. Il pourrait y avoir une contre-expertise. On peut élargir les choses.

J'ai les mêmes convictions que vous, je suis tout aussi choquée par ce que je considère comme une intrusion au niveau de la liberté individuelle. Par conséquent, nous avons travaillé en tenant compte des vœux des uns et des autres, notamment celui du groupe socialiste, pour aboutir.

Je crains qu'un vœu demandant purement et simplement un arrêt n'atteigne pas son but. Je suis certaine que les objectifs que nous poursuivons sont exactement les mêmes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le groupe "Les Verts" maintient-il le vœu n° 26 ? Oui.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Le vœu n° 27 déposé par le groupe communiste est-il maintenu ?

M. Ian BROSSAT. - Oui.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il y a un avis défavorable de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe communiste, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de voeu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 42).

Vœu déposé par Mme Catherine VIEU-CHARIER et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif à la dénomination de la station de métro "Charonne".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 28 dans le fascicule, déposé par le groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE, relatif à la dénomination de la station de métro "Charonne".

Je donne la parole à M. Alain LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Monsieur le Maire, ce n'est pas sans une certaine émotion que je suis amené à présenter le vœu du groupe communiste et des élus du parti de gauche, parce que c'est une période que j'ai bien connue étant jeune militant. Je devais être à la manifestation de Charonne, j'avais 16 ans, l'âge d'un des jeunes qui a été tué mais au dernier moment les militants plus âgés qui m'accompagnaient ont préféré que je ne vienne pas avec eux. J'ai malheureusement assisté aux obsèques quelques jours plus tard des neuf morts assassinés par la police de Papon à l'époque. On sait très bien ce qu'était ce triste personnage.

Le Conseil de Paris dans la mandature précédente a dénommé le lieu où ce drame s'est déroulé "place du 8 février 1962". Evidemment, il est de coutume que les stations de métro reçoivent comme nom celui de la rue sur laquelle leurs accès débouchent. C'est le cas, par exemple, pour la place Léon-Blum et la station de métro est "Voltaire (place Léon-Blum)".

Nous proposons, puisque la dénomination désormais de la place où débouchent les deux issues du métro "Charonne" est "Place du 8 février 1962", sur proposition de Catherine VIEU-CHARIER - qui ne pouvait être en séance en ce moment -, des élus communistes et des élus du parti de gauche, Danielle SIMONNET et Alexis CORBIÈRE, que le Conseil de Paris demande au Maire de Paris de solliciter le président de la R.A.T.P. pour que soit adjoint à la dénomination actuelle de la station de métro "Charonne" le sous-titre "Place du 8 février 1962".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur LHOSTIS.

Je donne la parole pour répondre à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Très brièvement puisque M. LHOSTIS s'est très bien exprimé, je suis tout à fait favorable à ce vœu et j'écrirai en ce sens bien évidemment au président de la R.A.T.P., à moins que M. le Maire de Paris ne le fasse, mais en tout cas sachez que nous y sommes tout à fait favorables.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe communiste, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adopté. (2009, V. 43).

Vœu déposé par Mme Emmanuelle BECKER et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif aux transports publics dans la déclinaison régionale du plan de relance.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons examiner le vœu référencé n° 29 dans le fascicule, déposé par le groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE, relatif aux transports publics dans la déclinaison régionale du plan de relance.

Je donne la parole à Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci.

M. le Préfet de Région a présenté le 12 février dernier les 80 projets mis en oeuvre prioritairement en Ile-de-France dans le cadre du plan de relance de 26 milliards d'euros annoncés par le Président de la République et décliné en 1.000 projets nationaux.

L'ensemble de ces 80 chantiers franciliens représente un investissement estimé à 500 millions d'euros, soit seulement 5 % de l'enveloppe globale du plan de relance. La part dévolue aux transports représente 150 millions d'euros, dont 110 millions d'euros pour les infrastructures routières et 15 millions d'euros pour les infrastructures ferroviaires.

Le choix d'engager les 3/4 du poste transports du plan de relance francilien dans le transport routier au détriment des transports collectifs ne se justifie pas. La question des transports collectifs figure parmi celles qui préoccupent le plus les Franciliens qui subissent une dégradation continue de leurs conditions de transports.

La R.A.T.P. est le premier investisseur industriel en Ile-de-France et ses achats de prestations externes en 2009 irriguent plus de 5.500 entreprises essentiellement nationales. La R.A.T.P. prévoit une saturation totale du réseau d'ici dix ans et il est urgent que l'Etat engage des investissements financiers massifs pour qu'à moyen et long termes les transports franciliens continuent de fonctionner correctement.

Dans la mesure où le Préfet de Région a déclaré le 12 février que la liste des opérations peut se rallonger si elles correspondent avec l'optique du plan de relance, nous souhaitons que le Maire de Paris intervienne auprès du Préfet de Paris afin de lui demander de réorienter financièrement le plan de relance au niveau local en faveur des transports publics franciliens.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à Mme LEPETIT, et ensuite il y aura une explication de vote de Mme DOUVIN.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur le Maire, je vais répondre rapidement compte tenu de l'heure, mais ce sujet, vous l'imaginez bien, est particulièrement important puisqu'il s'agit des transports collectifs en Région Ile-de-France.

Je suis parfaitement d'accord avec le vœu porté par Mme Emmanuelle BECKER et les élus du groupe communiste. Simplement, j'émettrais une condition qui est celle d'ajouter un considérant qui prend également en compte l'autre transporteur, à savoir la S.N.C.F.

Je vous propose d'ajouter un paragraphe, peut-être après votre quatrième considérant, ainsi rédigé : "Considérant que sur l'enveloppe spécifique de 450 millions d'euros affectés à la R.A.T.P. dans le plan de relance, seuls 150 millions d'euros seraient financés par l'Etat et que sur l'enveloppe de 300 millions d'euros prévus pour la S.N.C.F., aucun crédit ne sera affecté au réseau francilien".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Une explication de vote de Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, nous estimons que ce voeu traduit des besoins tout à fait incontestables en matière de transports collectifs. Il évoque à juste titre les conditions de transports, mais pour autant il repose sur un constat qui nous paraît injustifié dans sa comparaison entre 15 millions d'euros pour le ferroviaire et 110 millions d'euros pour le routier.

Je m'explique : d'abord il s'agit d'un plan de relance qui est applicable aux chantiers susceptibles de démarrer immédiatement, ce qui est le cas pour les deux voies supplémentaires de la tangentielle nord, par exemple, en matière ferroviaire.

En matière routière, il s'agit des travaux sur la A86 et de l'échangeur entre la RN 184 et de la A15. En dehors de cela, qui est mineur, il s'agit essentiellement de travaux exceptionnels pour la sécurisation des tunnels : 85 millions d'euros pour 22 tunnels franciliens. Qui va contester les travaux indispensables au niveau sécurité ? Quand nous regardons en détail, nous voyons bien qu'il n'y a pas matière à polémique.

Il n'est pas question de discuter sur la saturation du réseau R.A.T.P. ou de contester le rôle de la R.A.T.P. comme employeur au niveau régional, bien que je sois surprise comme Mme LEPETIT que ce vœu n'évoque que la R.A.T.P. et pas la S.N.C.F. Il faut maintenant envisager ce qui sera possible de financer au niveau francilien quand les priorités seront déterminées par les décideurs.

Donc, nous nous abstiendrons sur ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mme LEPETIT propose de voter le vœu avec un considérant supplémentaire. Etes-vous d'accord, Madame ? Oui.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe communiste, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 44).

Vœu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif à la différence de tarification des billets de transport depuis Paris pour la station "Grande Arche-La Défense".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 30 dans le fascicule, déposé par le groupe Centre et Indépendants, relatif à la différence de tarification des billets de transport depuis Paris pour la station "Grande Arche-La Défense".

La parole est à Mme CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Il s'agit en effet de la tarification des transports de Paris vers la Défense, qui est complexe et qui engendre des situations relativement ubuesques dans lesquelles se trouvent des usagers, touristes surtout, de bonne foi et sans rien y comprendre.

Cette situation est d'autant plus dommageable que la Défense a été classée zone touristique et attire plus de 3 millions de touristes d'affaires ou d'agrément chaque année. Le problème est que le prix du billet n'est pas le même pour venir de Paris vers la Défense selon que l'on prend la ligne 1 du métro ou la ligne A du RER. Le RER est plus cher que le métro. Ainsi, quand ils arrivent à la Défense, les usagers ne peuvent pas sortir s'ils ont payé au tarif du métro et ils peuvent se faire verbaliser.

Nous souhaiterions donc que la Ville de Paris se saisisse de cette question et éventuellement la transmette au S.T.I.F. pour qu'une réponse soit apportée aux problèmes engendrés par le système de double tarification à la station "Grande Arche-La Défense" pour les voyageurs en provenance de Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je voulais vous informer que le cas de la Défense sur la ligne 1, que vous mentionnez, n'est pas unique. C'est également le cas de toutes les stations situées entre Maisons-Alfort et Créteil desservies par la ligne 8 et le RER D ou encore de certaines stations de la ligne 13 avec le RER C.

Vous n'êtes pas s'en savoir, Madame, que cette question avait été abordée au Conseil d'administration du S.T.I.F. de mai 2008, au moment où nous avions débattu du prolongement de la ligne 13 sur la branche Asnières-Gennevilliers. Vous êtes également administratrice du S.T.I.F. et sans doute auriez-vous pu relayer cette demande. Je n'en ai pas le souvenir en tout cas.

Quoi qu'il en soit, cette différence de tarification pose problème. Je vous indique à ce propos qu'une réflexion globale sur la tarification est actuellement en cours au sein du S.T.I.F. La première réunion d'ailleurs, je donne l'information à l'ensemble des conseillers, se tiendra le 20 mars prochain sous la présidence de Bernard GAUDILLÈRE dans le cadre d'une commission économique et tarifaire spéciale.

Pour toutes ces raisons, je vous demanderai, Madame, de bien vouloir retirer ce voeu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Répondez-vous à la demande de Mme LEPETIT ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Non, je maintiens mon vœu.

Et je voulais apporter une précision à Mme LEPETIT. En mai 2008, je venais d'être élue, alors elle m'accordera le fait que quand on arrive au S.T.I.F., on ne comprend pas tout, tout de suite. J'ai été élue en mars et en mai cela m'avait peut-être échappé, mais je pense que ma question est pertinente. Je ne retire pas mon voeu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous ne retirez pas le voeu n° 30. Avis de l'Exécutif ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Défavorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée. (2009, V. 45).

Vœu déposé par Mme Hélène BIDARD et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif à la modification du statut des taxis parisiens.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons examiner le vœu référencé n° 31 dans le fascicule, déposé par le groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE, relatif à la modification du statut des taxis parisiens.

La parole est à M. Alexis CORBIÈRE.

M. Alexis CORBIÈRE. - Il s'agit comme vous venez de le dire, d'un voeu relatif à une délibération qui avait déjà été débattue et votée en novembre 2008, où le Conseil de Paris avait émis un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral qui modifiait l'ordonnance du 31 octobre 1996 concernant le statut des taxis parisiens.

Ce statut a été publié le 2 janvier 2009 et suscite une grande surprise et un grand mécontentement de la part des chauffeurs de taxi, qui s'inquiètent des propositions et de la mise en place de cette modification, notamment pour la modification de l'amplitude horaire journalière, qui passe désormais de 10 à 11 heures. Beaucoup d'interrogations concernent les chauffeurs, qui considèrent que cet accord est beaucoup trop favorable au patronat plutôt qu'aux chauffeurs qui font un travail difficile.

Il nous semble dans ces conditions qu'il est nécessaire que le Conseil de Paris demande au Préfet de reconsidérer l'application de cet arrêté et d'initier avec les organisations représentant les chauffeurs de taxi un dialogue qui permettrait de parvenir à un nouvel accord plus équilibré et plus transparent.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je demande le retrait de ce voeu pour plusieurs raisons.

Je souhaite d'abord rappeler que ces mesures sont une déclinaison directe du protocole signé entre la profession et la Ministre de l'Intérieur en mai 2008. Je confirme d'ailleurs vos propos puisque j'ai eu l'occasion de l'indiquer à plusieurs reprises : ainsi que le Maire de Paris, la Ville de Paris n'a aucunement été associée à l'élaboration de ce protocole alors même qu'elle est concernée au premier chef. Je pourrai ajouter : la Ville de Paris et d'autres communes puisqu'il y a environ 80 communes franciliennes concernées par les taxis parisiens.

D'autre part, l'arrêté préfectoral auquel vous faites allusion ne remet pas en cause la durée journalière du travail des taxis. Celle-ci continue de relever de la convention collective des taxis parisiens salariés et reste donc fixée à 6 heures 40 par jour.

Enfin, nous sommes tous d'accord pour reconnaître que l'offre de taxis dans Paris doit être améliorée, et ce, à plusieurs niveaux. Je ne cite pas toutes les pistes d'amélioration, nous sommes d'accord sur ce point. D'où la nécessité que s'instaure enfin un véritable dialogue partenarial, associant l'ensemble des différents acteurs concernés, au premier rang desquels la profession elle-même qui, je dois le dire, y est totalement favorable.

Vous le savez, c'est tout le sens de notre demande répétée de la création d'une agence de taxis. J'ai eu l'occasion, et je dois le souligner, récemment encore, de m'entretenir avec le Préfet de police sur cette question ; je peux d'ores et déjà vous informer qu'il a souhaité faire quelques avancées. Il s'agirait en fait d'accroître la représentation des élus locaux au sein de la Commission professionnelle des taxis et d'y ajouter un représentant du S.T.I.F.

Je le prends comme une ouverture, comme un signe positif. Pour autant, je pense qu'il conviendrait d'aller plus loin. Il y a d'ailleurs en ce domaine, me semble-t-il, urgence.

Pour toutes ces raisons, je vous demande, s'il vous plaît, de bien vouloir retirer ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. le représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Sur le fond, cette mesure uniformise l'horaire maximal de travail - qui n'est qu'un maximum -, du conducteur de taxi, qu'il soit artisan, locataire ou salarié. Elle s'accompagne également d'un assouplissement de l'organisation de chacun, avec la possibilité de faire une pause supplémentaire, ce qui est positif pour la sécurité routière.

Cette unification est d'autant plus justifiable que beaucoup de locataires ou de salariés accèdent au bout de quelques années au statut d'artisan, donc cela ne change pas grand-chose par rapport à leur évolution de carrière professionnelle.

Enfin, la convention collective continue de limiter la durée de travail de manière spécifique.

En outre, cette mesure a un effet équivalent à la création de 500 licences de taxi, ce qui permet de mesurer son intérêt qui, d'ailleurs, rejoint la préoccupation exprimée par le Maire de Paris d'augmenter le nombre de taxis en circulation.

Enfin, je voudrais dire que ce n'est pas du tout une surprise, puisque ce projet a été soumis à l'avis de la Commission des taxis. La majorité des Conseils municipaux consultés, dont le Conseil de Paris, a émis un avis favorable.

Sur la question du protocole, le Préfet de police a proposé à plusieurs reprises à Mme l'adjointe au Maire de Paris d'organiser une réunion spécifique sur la déclinaison parisienne du protocole et il souhaite que cette réunion puisse intervenir rapidement, puisque c'est le but de discuter, justement dans le cadre d'une concertation, de ces mesures.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Préfet.

Monsieur CORBIÈRE, le vœu est-il maintenu ou pas ?

M. Alexis CORBIÈRE. - Nous avons entendu les arguments de Mme LEPETIT, nous les enregistrons. Nous allons nous tourner vers les représentants des organisations de chauffeurs de taxi pour voir quelle est leur perception exacte de cet accord. Nous retirons le vœu à ce stade, sans doute peut-être pour le reposer lors d'une prochaine séance du Conseil de Paris, en ayant fait le point sur la situation exacte. Nous avons, bien entendu, noté tout ce qui s'est dit, notamment par le Représentant de M. le Préfet.

Le débat continue, mais nous retirons le vœu, pour être précis, à ce stade.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Vœu déposé par Mme Laurence DOUVIN, M. Philippe GOUJON et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la localisation et à la signalisation des stations de taxis parisiennes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 32 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la localisation et à la signalisation des stations de taxis parisiennes.

Je donne la parole à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous demandons que M. le Maire de Paris fasse réaliser une étude quant à la localisation des emplacements des stations de taxi et qu'en fonction des résultats de cette étude, leur rééquilibrage soit décidé, en concertation avec l'ensemble des partenaires, bien sûr, et avec les élus des mairies d'arrondissement.

Nous demandons également qu'une signalisation efficace soit installée, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Souvent, des personnes, notamment des touristes ou des personnes qui ne sont pas des habitués de l'arrondissement, cherchent où sont les stations de taxi. Nous demandons donc que de petits panneaux indicatifs aident les personnes à mieux trouver et à mieux localiser les stations de taxis.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame DOUVIN, je voulais d'abord vous dire que je regrettais que ce vœu n'ait pas été déposé en 3e Commission, parce que cela nous aurait sans doute peut-être évité d'avoir ce débat en séance.

Sur la première partie de votre vœu, le travail que vous demandez a déjà été réalisé. En 2007, les stations de taxis ont fait l'objet d'une réorganisation, en concertation d'ailleurs avec la profession, et il y a eu une hiérarchisation des stations en plusieurs catégories : 28 grandes stations, 90 stations de quartier, 330 stations locales. Et je rappelle qu'elles sont équipées de bornes d'appel taxi.

Sur la seconde proposition, là aussi des améliorations ont déjà été apportées, puisque les grandes stations ont toutes été équipées de cubes lumineux qui leur permettent d'être facilement visibles de nuit.

Je vous indique, même si ce n'est pas exactement l'objet de votre vœu, que l'amélioration et la modernisation des stations de taxis est l'objet d'une réflexion au sein des services de la Ville.

Je voudrais quand même ajouter, Madame DOUVIN, et cela rejoint sans doute notre débat précédent, qu'il y a peut-être, à travers votre vœu - en tout cas, c'est comme cela que je le ressens - une confusion entre la localisation des stations de taxis et la disponibilité des taxis. Or, aujourd'hui, on est bien sur cette problématique de disponibilité des taxis.

Mais voilà typiquement un sujet qui pourrait être discuté dans le cadre d'une agence du taxi. Nous avions d'ailleurs fait voter cet été en Conseil de Paris un vœu à ce sujet.

Pour toutes ces raisons, Madame DOUVIN, je souhaiterais que vous puissiez retirer votre vœu. Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Je ne le retire pas parce que la localisation n'est pas suffisante et les panneaux, ce ne sont pas du tout des bornes lumineuses dont je parle : ce sont de petits panneaux situés à distance des stations visant à indiquer où elles sont.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il s'agit de la signalétique.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par M. Claude GOASGUEN, Mme Marie-Laure HAREL et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la réglementation des livraisons.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le vœu référencé n° 33 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la réglementation des livraisons.

Je donne la parole à Mme Marie-Laure HAREL.

Mme Marie-Laure HAREL. - Les livraisons à l'arrachée sont un vrai problème à Paris. Lorsqu'il s'agit de quartiers où l'activité est dense et les rues étroites, les camions qui stationnent en plein milieu des voies créent des embouteillages insupportables, surtout aux heures de pointe. C'est du temps perdu pour les automobilistes mais aussi du bruit et de la pollution pour tous les Parisiens.

Le premier problème est que la réglementation actuelle n'est pas respectée.

Claude GOASGUEN et moi-même demandons donc plus de contrôles pour éviter ce genre de situation.

L'action méritante de la police sur le terrain, même renforcée, ne saurait être la seule réponse.

On pourrait sans doute réfléchir au dispositif réglementaire actuel. L'idée est de trouver un juste équilibre entre les besoins des commerçants, qui doivent pouvoir exercer leur activité correctement, et la nécessité de fluidifier la circulation. La politique du Maire de Paris visant à réduire toujours plus le nombre de places en stationnement de surface ne simplifie en rien la donne. Je note cependant qu'on sait se souvenir du stationnement, lorsqu'il s'agit de le surtaxer.

Il faut donc en tirer les conséquences et voir au moins si, en réadaptant la réglementation existante, tant en termes d'espace que d'horaires, il serait possible de faciliter la vie de chacun.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à Mme LEPETIT pour répondre.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

J'émets un avis défavorable sur ce vœu parce que les deux propositions sont en effet assez contradictoires : ou le problème soulevé est un problème de réglementation ou alors c'est un problème d'application de la réglementation. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

Sur le premier point, la réglementation, définir les horaires spécifiques pour telle ou telle rue et que ce ne soit pas les mêmes pour l'ensemble de Paris me semble un peu compliqué. Vous savez que les professionnels organisent leur travail en tournée et leur interdire l'accès de certaines rues les obligerait à effectuer ces tournées en plusieurs temps.

Sur le deuxième point, je vous rejoins, il faut en effet que chacun veille à respecter la réglementation. Un véhicule de livraison bloquant une voie publique sans autorisation préalable est déjà susceptible de se faire verbaliser, à plus forte raison si une aire de livraison est libre à peu de distance. Je ne vois pas le rapport avec la politique des places de stationnement.

De même, un automobiliste ne peut stationner sur une zone de livraison, sauf bien évidemment dans le 3e et dans le 17e, où nous menons une expérimentation. Aujourd'hui, dans les autres arrondissements, un automobiliste qui stationne sur une place de livraison est bien évidemment sur une place non autorisée, et par là même, susceptible d'être verbalisé.

C'est la raison pour laquelle j'émets un avis défavorable sur ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'enlèvement des mobiliers placés illégalement sur la voie publique du 17e arrondissement.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner les vœux référencés nos 34 et 34 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à l'enlèvement des mobiliers placés illégalement sur la voie publique du 17e arrondissement.

Je donne la parole à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous constatons qu'il y a de plus en plus sur la voie publique, notamment sur les trottoirs, des présentoirs qui mettent à la disposition des passants des journaux locaux gratuits d'annonces commerciales.

Il s'agit, bien entendu, d'une occupation illicite du domaine public qui est d'autant plus sensible quand ces présentoirs sont mis dans des passages étroits, qu'ils gênent la circulation des piétons, alors qu'ils pourraient se situer ailleurs, notamment à l'intérieur des commerces.

C'est pourquoi nous émettons le vœu que les services de la Ville compétents s'assurent de l'enlèvement de ces mobiliers qui sont placés illégalement sur la voirie publique du 17e arrondissement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Concernant le vœu, sur le fond, bien évidemment, nous y sommes favorables. Mais je souhaiterais, Madame DOUVIN, élargir ce vœu à l'ensemble de Paris et ajouter un considérant pour que les services de la Ville, qui doivent sans doute agir encore mieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent, mais aussi ceux de la Préfecture de police, puissent travailler afin de faire respecter la réglementation et appliquer la loi Handicap de 2005.

Ce que nous souhaitons, c'est bien évidemment limiter l'occupation illicite du domaine public et que la réglementation et la verbalisation soient renforcées - je pense que nous nous rejoignons - et que soit mises en place des commissions locales d'accessibilité, ce qui permettra sans doute d'avoir un impact peut-être plus fort sur ces occupations de l'espace public totalement illicites.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Madame DUBARRY, vous avez la parole.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Je voulais vous informer que dans la suite de ce vœu, une commission communale d'accessibilité, ainsi que le prévoit la loi du 11 février 2005, se réunira cette semaine. Elle réunit un certain nombre d'associations avec les services de la Ville. L'une des pistes sur lesquelles nous allons réfléchir avec les responsables associatifs, c'est justement cet encombrement de l'espace public, parce que vous visez un certain nombre de choses, mais je peux vous assurer que lorsque vous travaillez avec les personnes en situation de handicap, vous voyez d'autres choses qui ne sont pas forcément évidentes.

Je pensais, par exemple, à la hauteur des stores ; ce n'est pas quelque chose qui vous serait venu à l'esprit automatiquement.

Il faut avoir une vision très large de ce que sont ces commissions locales d'accessibilité. Il s'agit, dans notre esprit, de commissions d'accessibilité universelles, il faut donc bien envisager tous les aspects.

Par exemple, dans le 3e arrondissement, il y a une commission locale de concertation des personnes en situation de handicap qui réfléchit aussi à cette question d'accessibilité, mais en l'élargissant et en ne se restreignant pas seulement à l'espace public. C'est ce qui est important pour moi.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

En réponse au vœu n° 34, l'Exécutif a déposé un vœu n° 34 bis.

Je pose la question à Mme DOUVIN : le groupe U.M.P.P.A. maintient-il son vœu n° 34 ?

Mme Laurence DOUVIN. - Nous sommes d'accord avec le vœu de l'Exécutif, nous retirons le vœu n° 34.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Parfait.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 46).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'extension de l'opération "Paris Plage" au Port de la Gare, dans le 13e arrondissement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 35 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à l'extension de l'opération "Paris Plage" au Port de la Gare, dans le 13e arrondissement.

Je donne la parole à Marie-Annick BARTHE.

Mme Marie-Annick BARTHE. - Monsieur le Président, vous avez presque tout dit sur le contenu de notre vœu. Effectivement, le 13e est demandeur d'une extension de l'opération "Paris Plage" au Port de la Gare. Il considère notamment que le site de la piscine Joséphine Baker a un gros potentiel et n'est pas suffisamment valorisé.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je donne la parole à Mme LEPETIT pour répondre.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je vais tenter d'être aussi rapide.

Je tiens à rassurer les élus du 13e arrondissement, le site évoqué dans ce vœu sera bien aux couleurs de "Paris Plage" l'été prochain.

Il est néanmoins un peu tôt pour rentrer dans le détail de la programmation de l'édition de l'été prochain. C'est pourquoi je demande aux auteurs de ce vœu de bien vouloir le retirer pour que nous puissions, un peu plus tard, dès que nous en saurons davantage sur la programmation, parler du 13e arrondissement qui est concerné, cela va de soi.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Mme Marie-Annick BARTHE. - Forts de l'assurance que vient de me donner Annick LEPETIT, évidemment, nous retirons notre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - D'accord.

2009, DVD 92 - DF 34 - Signature de l'avenant n° 9 à la convention de concession passée avec la Compagnie Parisienne du Chauffage Urbain (CPCU) pour la distribution de la chaleur à Paris.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DVD 92 - DF 34 relatif à la signature de l'avenant n° 9 à la convention de concession passée avec la Compagnie Parisienne du Chauffage Urbain (CPCU) pour la distribution de la chaleur à Paris, sur lequel le vœu référencé n° 36 dans le fascicule a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Je donne la parole à Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Monsieur le Maire, merci.

Un certain nombre de nouvelles récentes nous amènent à vous poser quelques questions sur la politique suivie par la Compagnie parisienne de chauffage urbain.

La Compagnie parisienne de chauffage urbain a des projets importants ; très bien, il est normal qu'elle veuille étendre son potentiel de desserte des logements et qu'elle veuille étendre son champ d'action dans Paris.

Elle a notamment pour projet de profiter des futurs travaux du tramway dans l'Est parisien pour permettre la desserte en chauffage urbain de nouveaux quartiers, notamment le 20e arrondissement.

La Compagnie parisienne de chauffage urbain va donc faire des économies sur ces travaux, puisqu'elle va profiter des travaux du futur tramway. Nous ignorons le montant de ces économies.

Parallèlement, la Cour des comptes vient de rendre un rapport qui a émis quelques réserves sur la politique tarifaire menée par la Compagnie parisienne de chauffage urbain.

Il est donc temps pour nous d'obtenir un certain nombre de précisions et des informations sur ce sujet.

Nous demandons tout simplement qu'un débat d'orientations sur la politique tarifaire menée par la Compagnie parisienne de chauffage urbain soit organisé.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

Pour répondre, je donne la parole à M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais répondre directement à M. DUBUS sur ce projet de délibération et la négociation qui a été menée par la Ville de Paris avec la C.P.C.U.

La Ville de Paris souhaitait cette extension du réseau de la C.P.C.U., parce que la C.P.C.U., aujourd'hui, s'oriente de plus en plus vers l'utilisation des énergies renouvelables, ce qui fait partie des engagements pris par la Ville de Paris en ce qui concerne le plan climat et nous sommes donc favorables à l'extension du réseau de chauffage urbain.

Cela permet aussi, au travers de ce projet de délibération, de libérer les terrains actuellement occupés par un centre thermique d'appoint, qui intervient pour compléter l'offre de la C.P.C.U., notamment lorsqu'il y a des pointes de consommation, car ces terrains sont nécessaires aussi pour l'opération d'urbanisme Ourcq-Jaurès.

Enfin, cela permet, et vous l'avez souligné, d'étendre le réseau de la C.P.C.U. pour desservir des dizaines de milliers de logements supplémentaires, potentiellement en tout cas, sur l'Est parisien, ce qui est, évidemment, extrêmement intéressant.

L'intérêt de mener cette opération en lien avec l'extension du tramway, c'est évidemment de rationaliser les coûts d'investissement, puisque si on faisait cette opération sans extension du tramway, le coût serait équivalent à peu près à 170 millions d'euros.

En l'occurrence, en le faisant avec l'extension du tramway, cela ne coûtera "que" 100 millions d'euros, donc une économie substantielle pour la collectivité au sens large de 70 millions d'euros, ce qui est extrêmement intéressant. C'est la raison pour laquelle nous avons cherché les solutions permettant aux deux chantiers de se tenir simultanément, y compris parce que cela minimise les gênes pour l'ensemble des riverains et les usagers des Maréchaux.

Nous avons travaillé sur cette Convention dans le cadre du rapport de la C.R.C. que vous avez évoqué et qui est important en ce qui concerne les relations entre la Ville de Paris et la C.P.C.U.

Il vous est proposé un neuvième avenant à la Convention qui date de 1927 avec une prolongation de sept ans qui permettra l'amortissement des travaux de canalisation sans recourir à une hausse excessive des tarifs. Cela nous permet un toilettage d'un certain nombre d'éléments de la Convention conformément aux recommandations de la Chambre régionale des Comptes.

La Ville de Paris a souhaité que nous mettions en place un tarif maximum autorisé dans le cadre de ces négociations. Cependant, en tant que société anonyme, la C.P.C.U. fixe librement sa politique tarifaire, ce n'est pas à la Ville de Paris de le faire.

Je vous donne les informations que vous souhaitiez. Il n'en reste pas moins qu'un débat d'orientation sur la politique tarifaire de la C.P.C.U. n'a pas sa place au Conseil de Paris.

Si vous le souhaitez, une note complémentaire sur un certain nombre d'éléments peut être fournie aux groupes du Conseil de Paris par la Direction de la Voirie, des Déplacements et la Direction des Finances, de façon à donner plus d'éléments.

En tout état de cause, nous ne pouvons pas donner un avis favorable à votre vœu. Je vous appelle à le retirer. L'essentiel vous a été indiqué. Si vous le mainteniez, j'appellerai à voter contre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Que décidez-vous ?

M. Jérôme DUBUS. - Puisque nous aurons cette note, nous retirons le vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 92 - DF 34.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DVD 92 - DF 34).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au lancement de l'Agenda 21.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'Agenda 21.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 37, 38 et 38 bis dans le fascicule, déposés par les groupes "Les Verts", U.M.P.P.A. et l'Exécutif, concernant l'Agenda 21 de Paris.

Je donne la parole à M. CONTASSOT, vous avez une minute.

M. Yves CONTASSOT. - Il s'agit effectivement pour nous de faire en sorte que l'important travail déjà démarré concernant l'Agenda 21 soit poursuivi sous les formes les plus appropriées.

Nous avons bien noté le vœu de l'Exécutif qui globalement nous satisfait. Nous aimerions néanmoins avoir quelques précisions, notamment sur la publication du diagnostic qui, à notre connaissance, n'a pas été réellement réalisé. Il y est fait allusion mais il n'a pas été publié. S'agissant des indicateurs qui avaient été retenus, nous aimerions également qu'ils ne tombent pas dans les oubliettes.

Nous voudrions également avoir des précisions afin d'être assurés que le processus qui nous est proposé restera bien un processus transversal de manière à ce qu'on ne retombe pas dans des politiques sectorielles telles que nous les connaissions, mais que nous ayons bien cette conception de l'Agenda 21 et de ses différentes thématiques : environnementales, sociales et économiques.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je donne la parole à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Notre vœu va dans le même sens. Il avait été présenté en Commission avant le vœu des "Verts".

Nous nous inquiétons de savoir ce que devient cet Agenda 21 qui, visiblement, a disparu des champs de radar de l'Hôtel de Ville.

Plus aucune nouvelle, que se passe-t-il ?

Concernant cet Agenda 21, un certain nombre d'opérations ont déjà été déclinées, je pense notamment au Plan Climat, au Plan de lutte contre le bruit, etc.

Le vœu de l'Exécutif répond à peu près à ce que nous demandions, mais nous demandions un calendrier précis concernant la déclinaison de cet Agenda 21 ainsi qu'un débat d'orientation au Conseil de Paris.

C'est un élément important de la politique environnementale de la Ville, le vœu de l'Exécutif ne répond pas exactement à cette demande de débat d'orientation.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - La parole est à M. Denis BAUPIN, rapidement.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Je remercie le groupe "Les Verts" et l'U.M.P.P.A. de me donner l'occasion de vous indiquer la réflexion que nous avons menée sur les suites du travail mené durant la précédente mandature concernant l'Agenda 21.

Il est vrai que depuis un an nous nous sommes beaucoup consacrés à la mise en oeuvre du Plan Climat qui nous paraissait être la priorité tout en réfléchissant à la meilleure façon de poursuivre le travail entamé en essayant d'engager une démarche qui ne soit pas simplement d'élaboration d'un plan, mais aussi de participation du maximum d'acteurs à ce processus.

C'est la raison pour laquelle il vous est proposé par ce vœu de mettre en place un groupe de travail dans lequel l'ensemble des groupes politiques du Conseil seront partie prenante, avec les adjoints concernés et avec des experts extérieurs qui ont déjà participé aux travaux, à la fois de préparation de diagnostic de l'Agenda 21 et du Plan Climat afin que nous réfléchissions à la meilleure façon d'organiser ce que nous avons appelé de façon provisoire "les Etats généraux du développement durable".

Il faut qu'il existe un moment au cours duquel nous puissions faire en sorte que l'ensemble des acteurs de la vie démocratique, de la vie économique, associative, etc., s'engagent sur une démarche de développement durable.

L'idée est que chacun des acteurs puisse prendre des engagements, participer et que nous ayons un rôle de moteur, en tant que Ville, par rapport à ces engagements.

La volonté sera démontrée par le vote d'un projet de délibération au Conseil de Paris, avant la fin de l'année 2009. Ainsi, il y aura un débat, de façon à pouvoir préciser les choses.

Nous pourrons discuter à l'occasion du groupe de travail de la façon de mener le débat. Je rassure Yves CONTASSOT quant au fait que nous publierons dans le cadre de ce travail le diagnostic effectué. C'est un élément essentiel du travail, de même que la prise en compte des indicateurs.

La démarche transversale est évidemment consubstantielle à ce que nous voulons engager, à la fois en termes d'Agenda 21 ou de développement durable. C'est la raison pour laquelle l'objectif de ces Etats généraux (j'ai tenu à cette rédaction), est "la réduction de l'empreinte écologique de Paris, socialement équitable et créatrice d'emplois".

Il y a l'ensemble des dimensions : environnementales, sociales et économiques dans ces objectifs.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 37 déposé par le groupe "Les Verts" est-il maintenu ? Il est retiré.

Le vœu n° 38 déposé par le groupe U.M.P.P.A. est-il maintenu ? Il est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 47).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la distribution de comprimés d'iode sur Paris.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons les vœux référencés n° 39 et n° 39 bis dans le fascicule, déposés par le groupe "Les Verts" et l'Exécutif, relatifs à la distribution de comprimés d'iode sur Paris.

La parole est à un spécialiste de l'iode, Jacques BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Un grand spécialiste effectivement, Monsieur le Maire, puisque c'est la deuxième fois que je dépose ce vœu au Conseil de Paris.

La première fois, c'était en avril 2005. Nous demandions au Maire de Paris d'intervenir auprès de l'État afin qu'une étude portant sur l'opportunité de distribuer des comprimés d'iode à la population parisienne soit mise en oeuvre.

Cette étude n'a pas eu de suite de la part des services de l'État alors même qu'elle faisait suite au lancement de la campagne de distribution initiée par l'Autorité de sûreté nucléaire de la Direction de la Défense et de la Sécurité civile qui instituait cette distribution dans un périmètre de dix kilomètres seulement autour des centrales nucléaires.

Or, un récent rapport de l'Organisation mondiale de la Santé préconise que la distribution de pastilles d'iode soit effective dans un rayon de 500 kilomètres autour de chaque centrale nucléaire.

Sachant que le parc français comporte 58 centrales, réparties sur 19 sites, les campagnes de prévention devraient s'adresser à tous les Français.

Concernant le territoire parisien, ce sont 14 centrales nucléaires qui sont situées à moins de 500 kilomètres de la capitale. J'ajoute que celle de Nogent-sur-Seine est, elle, à 95 kilomètres seulement de Paris.

Aussi, afin d'assurer la protection des Parisiens, comme le recommande l'O.M.S., la mise en place d'un périmètre de sécurité devrait s'étendre bien plus loin que les 10 kilomètres retenus par l'autorité de sûreté nucléaire.

Enfin, vous savez que la décision a été prise récemment par le chef de l'Etat de construire un réseau de réacteurs nucléaires à eau pressurisée qui se trouvera à Penly à moins de 200 kilomètres de Paris entre Le Tréport et Dieppe, d'ailleurs qui sera refroidi par les eaux de la Manche.

Les projets de Grand Paris (ou Paris Métropole) mettent à distance très proche cette centrale nucléaire. C'est la raison pour laquelle, afin d'assurer la sécurité des Parisiens, nous demandons qu'une campagne soit organisée pour distribuer à chaque Parisien un comprimé d'iode et que cela soit associé à une campagne d'information sur les dangers du nucléaire.

Merci pour votre attention.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire. Vous nous faites peur ! Chacun doit avoir son tube d'iode maintenant !

Monsieur BAUPIN, vous avez la parole.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Monsieur le Maire.

Evidemment, l'objet de ce vœu et du voeu présenté par l'Exécutif en réponse n'est pas de se prononcer sur la pertinence ou pas des choix énergétiques qui ont été effectués, mais simplement de se positionner dans une politique de prévention, par rapport aux risques que peut faire encourir un accident éventuel. Je ne répondrai pas sur l'ensemble de ce qu'a indiqué Jacques BOUTAULT, que personnellement je partage comme vous vous en doutez, mais qui n'est pas l'objet de mon intervention.

Il s'agit ici en l'occurrence que l'Exécutif saisisse l'Etat afin que nous remettions la question, qui avait déjà été posée par le Conseil de Paris, de nouveau sur la table, particulièrement dans ce contexte de développement de nouvelles centrales nucléaires, dont un certain nombre de spécialistes nous disent qu'elles sont plus dangereuses encore que les précédentes.

La proposition que fait l'Exécutif, c'est que le Maire de Paris saisisse l'Etat afin que dans le cadre de développement de ces réacteurs EPR, nous puissions suivre les préconisations de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) en ce qui concerne la distribution de comprimés d'iode.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Ce vœu n° 39 est-il maintenu ?

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Je comprends bien les motivations qui concourent à ne pas pouvoir se prononcer ici même sur les choix énergétiques du Gouvernement, ainsi que vient de l'expliquer Denis BAUPIN, donc le vœu sera retiré au profit de celui de l'Exécutif qui ne fait pas, hélas, mention de ces choix énergétiques et des dangers que comporte le nucléaire.

En revanche, je pense qu'il aurait été souhaitable que le vœu de l'Exécutif mentionne que le voeu avait été présenté sur "proposition du groupe "Les Verts"". C'est un petit regret. Je souhaiterais que cela soit rajouté dans le vœu de l'Exécutif.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Ne vous inquiétez pas, la lucidité est toujours plus forte que l'ego.

Monsieur BAUPIN, vous avez la parole.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - La remarque est juste et je m'en suis rendu compte a posteriori. Je prie le groupe "Les Verts" de bien vouloir m'en excuser.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le groupe "Les Verts" vous en remercie.

Vous retirez donc le vœu n° 39.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 48).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans le jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de l'aménagement de la place de la République (3e, 10e, 11e). (Suite).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que les scrutins sont clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Le scrutin étant clos, je vous annonce les résultats de ce scrutin :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de l'aménagement de la place de la République (3e, 10e, 11e) (R. 6) :

Inscrits : 163

Votants : 43

Non participation au vote : 120

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 43

Majorité absolue : 22

Pour : 43

Les candidatures proposées sont adoptées (2009, R. 6).

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le lundi 9 mars 2009 à vingt heures quinze minutes, est reprise le mardi 10 mars 2009 à neuf heures, sous la présidence de Mme Anne HIDALGO, première

adjointe).

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, il est 9 heures, nous reprenons la séance.

Déclaration relative au 50e anniversaire du soulèvement du peuple tibétain et à l'implantation du drapeau tibétain sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Conformément au vœu de l'Exécutif qui a été adopté par notre Assemblée en 2006, le Conseil de Paris s'est engagé à ce que le drapeau tibétain soit hissé sur l'Hôtel de Ville chaque 10 mars jusqu'à ce que les autorités chinoises et les représentants tibétains aient conclu un accord de pleine autonomie du Tibet.

Aujourd'hui, je vous informe que le drapeau tibétain a bien été posé pour la quatrième année consécutive sur le parvis de l'Hôtel de Ville, ce matin, jour du cinquantième anniversaire du soulèvement du peuple tibétain et de la fuite du Dalaï Lama en Inde. Je tenais à vous en informer, conformément à ce à quoi nous nous sommes engagés en 2006 au Conseil de Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Yves POZZO di BORGO. - Vous nous engagez dans des choses qui sont quand même un peu folles et vous ne voulez pas que nous puissions nous exprimer.

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Monsieur POZZO di BORGO, je vais vous donner la parole. C'est le Conseil de Paris qui s'est engagé.

Je donne la parole aux différents représentants des groupes pour une brève intervention. Nous passons ensuite à l'ordre du jour.

M. DESTREM a demandé la parole le premier.

M. Alain DESTREM. - Madame la Maire, vous essayez d'empêcher le débat et en cette période économique ô combien complexe ; vous agissez tout simplement pour faire plaisir aux "Verts" en rappelant ce voeu. Pourquoi pas, mais à partir du moment où vous vous permettez de le rappeler, vous devez autoriser le débat.

Ce débat aurait été inutile si vous aviez fait un contre-voeu pour dire que dans les conditions actuelles il n'y avait plus vraiment de raison de mettre un drapeau tibétain sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Un vœu n'est pas inscrit dans la loi, et rien n'empêche le Conseil de Paris de proposer un jour ou l'autre un contre-voeu qui fasse stopper cette absurdité de mettre drapeau tibétain juste sur la place de l'Hôtel de Ville, comme cela a été fait ce matin.

Vous contribuez à rendre de plus en plus délicates les relations entre la Chine et la France. Cela mérite d'être expliqué et je le ferai calmement.

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Très brièvement, parce que je vous rappelle que les présidents de groupe, hier, ont décidé que ce matin il n'y aurait pas de débat sur cette question au Conseil de Paris après la présentation que je viens de faire. Je constate tout simplement que le président du groupe U.M.P. n'est pas suivi par un membre de son groupe.

M. Alain DESTREM. - Pas du tout ! Je l'ai informé que s'il y avait des intervenants, j'interviendrais, ce qui va être le cas puisqu'un président de groupe intervient.

La seconde chose, c'est que cette provocation fait suite à votre décision d'attribuer l'an dernier au Dalaï Lama le titre de Citoyen d'honneur de la Ville de Paris.

La provocation est souvent le signe de l'impuissance qui appelle à des actions symboliques à défaut d'avoir un dialogue intelligent, comme en janvier 2006, lorsque le Conseil de Paris a finalement adopté ce voeu que vous avez rappelé.

Ces provocations n'ont qu'un seul effet : faire réagir le peuple chinois contre la France en risquant de cristalliser son opinion publique. Or, savez-vous, Madame la Maire, mes chers collègues, combien sont importantes nos relations économiques avec la Chine actuellement ?

En 50 ans, notre commerce bilatéral est passé de 100 millions de dollars par an à plus de 100 millions de dollars par jour.

M. Yves CONTASSOT. - Les Droits de l'Homme ont progressé de combien ? Zéro !

M. Alain DESTREM. - Les étudiants chinois en France sont maintenant 30.000 ; les visites bilatérales sont de 4.000 par jour alors qu'elle était de 3.000 par an, il y a 50 ans ; il y a 65 jumelages et la Ville de Paris fait exactement l'inverse en continuant à provoquer.

Le pire est que nous avons 3.500 entreprises françaises installées en Chine pour 8 milliards d'euros d'investissement, création de richesses et d'emplois pour nos entreprises.

Permettez-moi, en deux minutes, au nom de la liberté de provocation, d'exercer aujourd'hui ma liberté d'objection.

L'origine du Tibet, parlons-en : il fait partie intégrante de la Chine depuis le XIIIe siècle. Comme la France, la Chine est une nation riche, historiquement et culturellement. Comme la France, la Chine a souhaité il y a 45 ans, à la demande du Général de Gaulle, un dialogue fécond, et a marqué sa volonté de discuter ensemble des grandes questions qui déterminent l'avenir du monde.

C'est aujourd'hui le 45e anniversaire des relations diplomatiques entre la Chine et la France, qui est le premier pays, 5 ans à peine après les difficultés dont on parle aujourd'hui, c'est-à-dire les émeutes du Tibet, le premier pays qui a donné sa chance à la Chine pour s'ouvrir vers le monde. Voilà ce qu'a fait le Général de Gaulle, c'est peut-être mieux que ce dont nous parlons aujourd'hui !

Il faut que nous continuions à renforcer le dialogue entre nos deux nations de manière concrète, constructive et intelligente. J'ai la conviction profonde que les différences de culture et de tradition peuvent être transcendées grâce à un respect mutuel. J'en appelle à notre sagesse, à notre bon sens, qui doivent primer sur les prises de position impulsives et sur les provocations sans aucun résultat concret.

La manière dont la Ville de Paris gère ce sujet aujourd'hui n'a abouti qu'à deux résultats : blesser une fois de plus le peuple chinois et alimenter la discussion dans la presse française et chinoise. A vouloir trop faire, finalement, nous nous enferrons. Le peuple chinois est fier, ne le provoquez pas inutilement.

Je conclus en disant : que diriez-vous si la Chine s'était permise de nous donner des leçons sur la gestion de la crise que nous vivons avec les territoires d'Outre-Mer ? Vous auriez été les premiers à réagir !

Fin janvier, nous étions tous, droite et gauche réunis, sous la déferlante "Obamania", et le Maire de Paris a exprimé son espoir que "le Président - je cite - OBAMA ouvre une nouvelle ère pour la paix et pour un vibrant respect entre les Nations dans le monde".

Prenons exemple sur les propos de sa Secrétaire d'Etat, Mme CLINTON, qui a déclaré en Chine il y a quelques semaines, parlant des Droits de l'Homme : "Nous devons continuer à insister auprès d'eux pour continuer à développer une harmonie dans leur pays, mais notre insistance sur ces questions ne peut interférer avec la crise économique mondiale, avec la crise du changement climatique et avec la crise sécuritaire. Nous devons avoir un dialogue".

Solennellement, pour nos deux peuples, je vous exhorte à cesser ces agissements qui sont autant de provocations et je vous demande de bien vouloir retirer le drapeau tibétain, qui n'a, aujourd'hui, pas lieu d'être présent sur la place de l'Hôtel de Ville.

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Monsieur POZZO di BORGO, vous avez la parole mais je vous demande d'être bref puisque nous sommes très en dehors de l'accord qui a été passé hier avec les présidents de groupes, peut-être pas vous, Monsieur, mais en tout état de cause, vous êtes président de groupe.

M. Yves POZZO di BORGO. - C'est peut-être entre les Présidents des groupes socialiste et communiste, mais moi, je n'étais pas là.

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - L'U.M.P. aussi.

M. Yves POZZO di BORGO. - Si vous permettez, Madame, c'est un sujet important qui a des conséquences assez importantes sur tous les Français qui sont en Chine et ailleurs et je crois que l'on ne peut pas s'amuser comme vous le faites avec ce genre de choses. Il faut avoir une position plus modérée.

Le groupe Centre et Indépendants ne peut pas s'associer à ce voeu et à la décision que vous avez prise ce matin de mettre le drapeau tibétain sur l'Hôtel de Ville.

La question du Tibet est inséparable d'une approche globale de la Chine, tant dans une perspective géopolitique qu'en posant la nécessaire question du respect de la dignité humaine et des Droits de l'Homme. Le respect des Droits de l'Homme en Chine est une question beaucoup plus vaste que la simple évocation des atteintes à ces derniers subies par la population tibétaine depuis 50 ans.

La peine de mort, le déplacement des populations, etc., lorsque vous réfléchissez à l'Histoire, vous vous rendez compte que c'est le dernier régime communiste qui existe avec la Corée du Nord.

Vous-mêmes qui êtes issus de cette pensée, interrogez-vous quant à la façon dont vous essayez de vous dédouaner dans cette affaire.

D'autre part, le Dalaï Lama lui-même parle d'autonomie et d'indépendance pour le Tibet.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Ce n'est pas vrai !

M. Yves POZZO di BORGO. - Laissez-moi terminer, Monsieur CAFFET, vous répondrez si vous le souhaitez tout à l'heure.

Le Dalaï Lama lui-même parle d'autonomie et non pas d'indépendance pour le Tibet. Nous sommes mal placés pour aller plus loin que ses exigences ou pour mythifier le régime féodal et théocratique comme disait Christophe GIRARD qui fut celui du Tibet jusqu'à son occupation contestable par les troupes de Pékin.

Je fais donc à un appel à la modération en prenant en compte l'ensemble des données concernant la Chine, et non à des mobilisations, que j'ose qualifier quelquefois d'un peu mondaines de Gauche au sujet du seul Tibet.

Les protestations de donneurs de leçons ne feront en rien avancer les choses. Pire, elles distendront nos liens diplomatiques et commerciaux avec la Chine, pénalisant nos concitoyens qui sont là-bas au service du pays, sans faire le moins du monde avancer les questions des libertés publiques en Chine.

Comme pour la Russie, il faut que les pays occidentaux soient très fermes dans le rappel des Droits de l'Homme, cependant il faut les accompagner.

Arrêtons d'être donneurs de leçons, arrêtons de considérer que l'Europe a le monopole des Droits de l'Homme.

M. Yves POZZO di BORGO. - Lorsque vous pensez qu'au XXe siècle, les deux idéologies les plus destructrices ont tout de même été le nazisme et le communisme et que ces deux idéologies sont la création de l'Europe, celle-ci devrait être plus modérée dans les conseils qu'elle donne aux autres.

Il ne faudrait pas non plus oublier que Paris compte de nombreux habitants d'origine chinoise pour qui la condamnation morale de leur pays par notre Municipalité pourrait être ressentie comme un acte de défiance à leur égard.

De grâce, Madame la Maire, nous vous prions de retirer ce drapeau qui offrira forcément une image divisée de notre Assemblée sur un sujet grave mais qui relève une fois de plus de la diplomatie qui doit être forte et non de l'incantation.

Je pourrais terminer en disant que vous êtes des élus de Paris, la population vous respecte, seulement vous confondez toujours votre rôle d'élu de Paris avec celui de militant socialiste.

Le rôle de militant socialiste, on le retrouve dans beaucoup de décisions, prend souvent le pas sur le rôle d'élu que vous êtes.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Vous commencez à déraper. Cela vous est déjà arrivé. Je me souviens d'un débat sur la place Salvador-Allende.

Arrêtons !

Madame FOURNIER, vous avez la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Je suis consternée, tout d'abord par ce cours d'histoire ou de géopolitique, genre Café du commerce, rempli d'erreurs et de mensonges.

Anne HIDALGO avait commencé par une introduction très digne, nous sommes là pour justement rester dans la dignité.

C'est un honneur pour la Ville de Paris de s'associer à d'autres villes sur ce point. Ce n'est pas une lubie du Maire de Paris ou de certains élus. Dans un certain nombre de villes en France, le drapeau tibétain est hissé devant les Mairies.

Parler d'absurdité, de provocation ou d'envie de s'amuser alors que des vies humaines sont en jeu est selon moi hors de propos.

Nous sommes là pour nous souvenir qu'il y a 50 ans, le Dalaï Lama a quitté le Tibet. Au-delà de cette personne, c'est tout un peuple qui a besoin d'autres peuples, au-delà des dirigeants, pour le respect des Droits de l'Homme en Chine et particulièrement au Tibet.

Je m'arrêterai là, je ne souhaite pas que cette espèce de polémique se développe.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Monsieur BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Je ne reviendrai évidemment pas sur les propos de M. POZZO di BORGO qui sont infamants, excessifs et par conséquent dérisoires.

J'ai déjà eu l'occasion de le dire ici, pour ce qui est du groupe communiste, nous n'avons aucune sympathie particulière pour le régime chinois. D'ailleurs la Chine est aujourd'hui autant communiste que moi je suis évêque, très franchement.

Pour ce qui est de l'initiative de la Mairie de Paris, elle ne me choque pas, parce que notre Ville a vocation à apporter son soutien à tous les peuples opprimés.

Aujourd'hui, le peuple tibétain subit un sort peu enviable. Seulement, j'aimerais que cette initiative puisse faire école et que tous les peuples opprimés puissent bénéficier du même traitement, je pense en particulier au peuple palestinien.

Le groupe communiste et des élus du parti de Gauche dans ce dossier est conséquent et cohérent.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous allons conclure.

Je rappelle qu'il n'y a pas de vœu aujourd'hui ; c'est suite à un vœu de 2006 que le drapeau tibétain est apposé pour la quatrième année consécutive sur les murs de l'Hôtel de Ville.

Je rappelle que nous ne sommes pas le Conseil de sécurité de l'O.N.U. Je rappelle que Paris a un attachement, que la Ville exprime à travers son Maire et ses élus, à la question des Droits de l'Homme.

Je rappelle également qu'il ne s'agit absolument pas de mettre en cause notre amitié avec les Chinois, notamment la communauté chinoise de Paris avec laquelle nous sommes fiers de travailler et de prendre des initiatives.

Je rappelle la très belle initiative que nous avions prise lors de l'année de la Chine en France avec ce magnifique défilé sur les Champs-Elysées. Au quotidien, la coopération avec les associations issues de la communauté chinoise suit un cours tout à fait intéressant et intelligent.

Je tenais à le rappeler également.

Vœu déposé par Mme Rachida DATI, M. Yves POZZO di BORGO, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Michel DUMONT, Mme Martine NAMY-CAULIER et les élus des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, relatif à la création d'un groupe de réflexion "ad hoc" concernant l'évolution du site du Champ de Mars.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 40 dans le fascicule, déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, relatif à la création d'un groupe de réflexion "ad hoc" concernant l'évolution du site de Champ de Mars.

Madame DATI, vous avez la parole.

Mme Rachida DATI, maire du 7e arrondissement. - Merci, Madame le Maire.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je préfère Madame la Maire.

Mme Rachida DATI, maire du 7e arrondissement. - Comme vous le souhaitez, Madame la Maire.

Mes chers collègues, comme vous le savez, le Champ de Mars n'est plus à la hauteur de son prestige. Il n'accueille plus dans de bonnes conditions ni les millions de touristes qui viennent le visiter, ni nos concitoyens pour lesquels il constitue un équipement de proximité.

Ce site apparaît comme dégradé en termes de propreté, de signalétique, de services, de circulation, d'environnement, d'entretien mais également d'aménagement des différents espaces qui sont sur ce site.

Lors de mes rencontres avec le Maire de Paris, je lui ai fait part de mon souhait que ce site majeur fasse l'objet d'un aménagement ambitieux et global.

C'est d'ailleurs une forte attente des associations mais également des habitants du 7e arrondissement.

L'urgence de la réflexion s'impose à nous, d'où les nombreuses demandes en ce sens. C'est pourquoi je tiens d'ailleurs à saluer la réponse du Maire de Paris, en espérant une ambition à la hauteur des enjeux d'aménagement de ce site.

Je constate avec satisfaction qu'une première réunion aura lieu le 26 mars à l'initiative de Georges SARRE. Le vœu que je soumets à notre Assemblée avec mes collègues des groupes de l'opposition vise à répondre à cette attente des usagers, exprimée par les associations et le conseil de quartier du Gros Caillou dans le 7e arrondissement.

Dans un souci de consensus, il a été rédigé par la Conseillère d'arrondissement socialiste, qui a largement consulté les adjoints et vos services.

Dans ces conditions, j'espère que notre Assemblée se prononcera très largement sur ce vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Monsieur POZZO di BORGO, vous avez la parole.

M. Yves POZZO di BORGO. - Je ne peux que confirmer ce vœu.

Le Champ de Mars fait l'objet d'un vieux débat qui existe et existait bien avant que vous n'arriviez.

Il est nécessaire de repenser l'axe Trocadéro, Tour Eiffel, Ecole Militaire. Nous avons là quelque chose de fantastique au niveau historique et au niveau touristique.

Nous sentons qu'une série de choses ont été réalisées mais qu'il reste nécessaire de repenser l'ensemble.

Une commission de sécurité va travailler directement sur le Champ de Mars. Je considère que c'est une affaire qui concerne tous les Parisiens, aussi bien les habitants du 7e que l'ensemble des habitants de Paris, comme d'ailleurs les habitants de toute la Région Ile-de-France.

Je ne peux que m'associer à ce vœu. Je conforte ce que disait Mme la Maire du 7e arrondissement. Je souhaite que l'ensemble des groupes vote ce vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Madame GIBOUDEAUX ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Pour l'Exécutif, je donne un avis favorable à ce voeu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Très bien. M. CAFFET voudrait s'exprimer.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Madame la Maire.

Je me félicite de l'avis de l'Exécutif et mon groupe votera ce vœu et le votera d'autant plus qu'il a été débattu et voté à l'unanimité du Conseil du 7e arrondissement à l'initiative de Laurence GIRARD qui est élue du 7e et de mon groupe également.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Président.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 49).

2009, DDATC 68 - Instauration d'un droit de pétition pour les habitants majeurs parisiens.
Vœu déposé par M. Hamou BOUAKKAZ relatif à la Commission parisienne du débat public.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le très important projet de délibération DDATC 68 concernant l'instauration d'un droit de pétition pour les habitants majeurs parisiens, sur lequel l'Exécutif a déposé les vœux référencés n° 41 et n° 43 bis, et le groupe "Les Verts", les amendements n° 42 et n° 43.

Je donne la parole à Mme Claude-Annick TISSOT.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Merci.

Mes chers collègues, sur ce projet de délibération effectivement très important, je voudrais commencer par rappeler que l'ensemble des élus du groupe U.M.P.P.A. sont tout à fait favorables à l'ouverture effective du droit de pétition au profit des Parisiennes et des Parisiens, droit qui, nous l'espérons, va leur permettre de s'impliquer encore davantage dans la vie et la gestion de notre Vlle.

Nous avons d'ailleurs, je le rappelle, voté le règlement intérieur du Conseil de Paris avec son article 15 qui introduit le droit de pétition au Conseil de Paris.

J'oserais même ajouter que nous sommes très attachés au droit de pétition, comme au référendum décisionnel local, qui a été inscrit au niveau des collectivités territoriales dans la réforme constitutionnelle du 28 mars 2003, réforme constitutionnelle qui a été portée en son temps, notamment par l'ensemble des parlementaires U.M.P.

Néanmoins, pour que ce droit de pétition soit effectif à Paris, encore faut-il qu'il puisse être applicable. C'est la raison pour laquelle nous formulerons un certain nombre de réserves sur cette délibération.

La première réserve porte sur l'écriture juridique même de la délibération, qui fait état d'un droit de pétition signée par les habitants majeurs parisiens. Or, force est de constater que l'article 72-1 de la Constitution, issu de la loi constitutionnelle du 28 mars 2003, auquel se réfère la délibération, stipule très clairement, je cite : "La loi fixe les conditions dans lesquelles les électeurs de chaque collectivité territoriale peuvent, par l'exercice du droit de pétition, demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette collectivité d'une question relevant de sa compétence."

En conséquence, le vocable "habitant parisien majeur" peut-il être assimilé à la notion d'électeur, terme qui existe dans la loi ? Il est vraisemblable que la délibération ne réponde pas aux dispositions de la loi en l'état actuel.

La deuxième réserve porte sur la pertinence du choix des 5 %. Pourquoi 5 % ? De quel chapeau sort ce chiffre ? J'ai cherché personnellement à quoi il pouvait se rattacher mais je n'ai pas trouvé.

Le droit de pétition qui existe dans la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995 permet, dans son article 85, à un 1/5 des électeurs inscrits sur les listes électorales, la saisine du Conseil municipal sur une opération d'aménagement. Manifestement, le seuil des 5 % n'y fait pas référence. D'ailleurs, les amendements déposés, notamment l'amendement de l'Exécutif qui vient de nous être remis en séance, tendant à modifier ce seuil de 5 %, nous donnent à penser que la majorité municipale elle-même n'est pas convaincue de sa véracité.

Autre réserve, le droit de pétition en ligne, au vu de la loi, n'a aucune valeur juridique. Ce droit aujourd'hui n'existe pas encore, faute notamment de signatures manuscrites.

Enfin, quid de la commission parisienne du débat public qui jusqu'à aujourd'hui n'a pas d'existence légale et que nous découvrons brutalement dans cette délibération ? Avouez d'ailleurs que pour un texte qui veut porter haut la démocratie participative, il manque cruellement de concertation, c'est le moins que l'on puisse dire : aucune consultation préalable, je le rappelle, des différents groupes politiques de cette Assemblée sur cette proposition, comme sur les autres d'ailleurs ; aucune consultation préalable des maires d'arrondissement qui sont pourtant directement concernés, notamment quant à leur participation future au sein de cette commission paritaire.

Je conclurai en disant mille fois "oui" à la mise en œuvre du droit de pétition, mais "non" à cette délibération dont nous contestons en l'état la légalité. Vous comprendrez donc que l'ensemble des élus du groupe U.M.P., dans ces conditions, ne prenne pas part au vote de cette délibération.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur CONTASSOT, vous avez la parole.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Madame la Maire.

Effectivement, c'est une délibération importante, comme vous l'avez souligné, puisqu'elle va théoriquement permettre de donner de nouveaux droits aux Parisiennes et aux Parisiens, et dès qu'il y a de nouveaux droits en matière de démocratie, on ne peut que s'en féliciter.

Vous faites référence dans votre délibération à l'article 72-1 de la Constitution qui prévoit effectivement un droit de pétition. Il est dommage que dans cette même délibération, il n'ait pas été fait référence à l'article 11 tel qu'il a été modifié également par la dernière loi constitutionnelle, qui prévoit également, au niveau national certes, le droit d'organiser à l'initiative des citoyens un référendum, avec l'appui indispensable d'un certain nombre de membres du Parlement.

En effet, il nous semble que les deux choses doivent être complémentaires. Le fait que des Parisiennes et des Parisiens puissent demander l'inscription d'un débat à l'ordre du jour du Conseil de Paris est une bonne chose, mais la décision reste dans ces cas du seul ressort des Conseillères et des Conseillers de Paris ; c'est simplement un droit d'inscription à l'ordre du jour.

Il nous semble qu'aujourd'hui les conditions sont réunies, du point de vue de la démocratie, pour que les Parisiennes et les Parisiens puissent s'exprimer directement sous forme d'un référendum, ce qui existe d'ailleurs sous d'autres formes puisque le Maire de Paris peut organiser, à son initiative et dans des conditions limitées, un référendum sur un sujet d'intérêt local. Il nous semble que les Parisiennes et les Parisiens dans les mêmes conditions pourraient être à l'initiative de la même démarche.

Nous avons vu le vœu de l'Exécutif sur l'autre amendement que présentera Danielle FOURNIER, nous aimerions que dans les mêmes conditions l'Exécutif s'engage à examiner cette demande, de manière à ce qu'à la fin de l'année par exemple nous puissions en débattre et voir si la loi qui découle de la modification constitutionnelle est éventuellement promulguée ou pas, même si elle ne l'était pas, nous n'avons pas de raison de penser que nous devons attendre la lenteur de l'Etat et du Gouvernement pour mettre en œuvre ce droit.

Nous demandons par conséquent que l'Exécutif renforce son vœu dans ce domaine.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

La parole est à Mme FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Pour présenter un amendement à ce projet de délibération. Vous avez compris que notre point de vue est contrasté, c'est-à-dire que nous nous réjouissons de la mise en place par cette délibération - nous essayons en effet d'être nuancés - de ce droit de pétition pour les Parisiens.

Il nous semble que cela permettra aux habitants de saisir le Conseil de Paris et donc de rendre la démocratie plus vivante, plus active et de resserrer les liens entre les élus et les habitants.

Nous pensons aussi que l'ouverture de ce droit à tous les Parisiens, sans distinction d'origine, au motif qu'ils résident à Paris et sont majeurs, est une réelle avancée, puisque cela donne aussi à ceux qui n'ont pas le droit de vote le droit de s'exprimer sur des questions municipales.

Cela dit, vous proposez dans le projet de délibération de fixer un seuil de 5 %, c'est-à-dire 85.000 habitants environ, pour les signatures nécessaires pour déposer une question au Conseil de Paris. Nous avons pris le temps d'interroger des mairies qui ont mis en place ce dispositif et ce droit de saisine. Il est vrai que certaines ont choisi 5 %, mais il y a toute une gamme de possibilités entre 1 et 5 %. Aussi, nous nous interrogeons : pourquoi avoir choisi un seuil élevé qui rend peu probable la mise en œuvre de ce droit ? S'il reste un droit sur le papier, qui ne s'inscrit pas dans les faits, à ce moment-là, ce serait raté, ce serait dommage.

Pour notre part, il nous semble qu'en retenant ce seuil, même si nous espérons que c'est provisoire, vous refermez la porte d'une forme de démocratie directe aussitôt que vous l'avez ouverte, et que c'est dommage de se priver des éléments de débat - puisque c'est simplement ce dont il s'agit - que ce droit de saisine pourra apporter à notre Conseil.

Aussi, nous souhaitons modifier le seuil et proposons de l'abaisser à 1 %.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Madame BACHE, vous avez la parole.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Madame la Maire.

Ce projet de délibération consiste dans la mise en œuvre d'un engagement de notre contrat de mandature passé devant les Parisiens lors de notre élection en mars dernier. Nous ne tardons donc pas à sa mise en place et je veux en profiter pour saluer la réactivité d'Hamou BOUAKKAZ. Une fois de plus, nous tenons nos engagements et je m'en félicite.

Il s'agit aussi d'une ouverture permise par l'adoption de notre nouveau Règlement intérieur lors de notre séance de septembre 2008, adoption - je le rappelle - qui a été faite à l'unanimité du Conseil de Paris, après que ce règlement ait fait l'objet de plusieurs réunions de concertation entre les groupes.

Il s'agit également d'un nouveau volet de la démocratie de proximité que nous cherchons à faire vivre à Paris.

Après le lancement de la mise en œuvre de la démocratie locale, à laquelle nous avons opéré lors de notre précédente séance et qui devrait trouver une étape importante en juin de cette année, voici un deuxième axe : la démocratie participative. Il deviendra ainsi possible, si une importante volonté populaire se manifeste, de mettre un sujet à l'ordre du jour du Conseil de Paris.

La recevabilité de ce sujet sera examinée par la Commission parisienne du débat public, donc à mettre rapidement en œuvre, et qui vérifiera, entre autres, que le sujet proposé relève bien de notre champ de compétences.

Je veux également souligner que ce droit de pétition sera également ouvert au niveau des conseils d'arrondissement, ce qui permettra encore mieux de rapprocher les élus des questions de démocratie au quotidien.

En ce qui concerne la saisine de notre Assemblée, le seuil a été fixé à 5 % des Parisiens. Outre que ce seuil correspond à notre engagement municipal, je comprends qu'il traduit le souhait que le sujet traité soit réellement une préoccupation d'un nombre non négligeable de Parisiens. Il me semble, cependant, utile de tester s'il est atteignable dans des conditions raisonnables, d'autant plus que le droit de pétition s'exercera par Internet également.

Internet, je veux le souligner, est un moyen particulièrement efficace et je n'en citerai qu'un exemple récent : une pétition lancée il y a peu de temps contre le dépeçage éventuel de la région Picardie a atteint en quelques jours le seuil de 50.000 signatures.

Toutefois, je rejoins bien volontiers la proposition qu'un bilan soit fait au bout d'un an de pratique, tant au niveau parisien qu'au niveau des arrondissements, afin qu'un réajustement puisse être fait en connaissance de cause pour que ce droit ne reste pas un droit formel.

Bien sûr, cette avancée de la démocratie participative doit être incluse dans le contexte d'un rétablissement général nécessaire du lien entre les représentants que nous sommes et nos concitoyens. Pour tout républicain, ce lien est essentiel, c'est la base de tout mandat représentatif.

Dans ce cadre, nous nous réjouissons également de l'élaboration de la charte de la démocratie locale et participative qui permettra de revivifier et d'associer davantage notre important tissu associatif, redynamisera nos comités de quartier, bref, aidera à l'implication et à l'information de nos concitoyens.

Enfin, au moment où les Français défilent par centaines de milliers (2 millions et demi de personnes dans les rues le 19 janvier, combien le 19 mars ?), sans trouver une oreille pour sinon les entendre au moins les écouter, je terminerai en nous félicitant de cette volonté affichée de démocratie et de cette pratique d'écoute des Parisiens dont j'aimerais qu'elle puisse également trouver un écho au sommet de l'Etat.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci à vous, Madame BACHE.

Monsieur ALAYRAC, vous avez la parole.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, ce débat intéressant que nous avons aujourd'hui porte sur un droit très récent, puisque le droit de pétition pour les affaires locales n'a été consacré que tardivement dans notre arsenal juridique. En effet, il a fallu attendre la réforme de la Constitution de 2003 pour que soit introduit l'article 72-1 qui reconnaît l'initiative populaire dans le domaine de la conduite des affaires locales.

Les citoyens de chaque collectivité territoriale peuvent maintenant demander l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée délibérante d'une question relevant de sa compétence.

Aussi, la proposition que vous nous faites, Madame la Maire, d'instaurer ce droit de pétition au niveau du Conseil de Paris s'inscrit dans le droit fil de la révision constitutionnelle de 2003.

Votre démarche est même plus audacieuse que ce que prévoit la Constitution, puisque vous ne limitez pas son exercice aux seuls électeurs. En effet, vous l'étendez aux habitants majeurs de Paris.

Contrairement à la position défendue par Mme TISSOT, nous, nous nous félicitons de cette extension. Pour nous, élus de gauche qui militons depuis de nombreuses années en faveur du droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales, ce geste accompagne notre engagement dont nous demandons d'ailleurs constamment qu'il soit consacré par la loi, comme d'autres pays européens plus progressistes que le nôtre l'ont déjà fait.

J'ajoute que ce droit de pétition pour les majeurs parisiens va même au-delà de ce que prévoit le Code général des collectivités territoriales. En effet, la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, qui a renforcé l'initiative populaire, prévoit que les électeurs peuvent demander à une assemblée délibérante d'organiser une consultation sur toute affaire de sa compétence, mais elle n'évoque pas le droit de pétition pour obtenir un débat au sein de l'assemblée délibérante.

A tous points de vue donc, la proposition du Maire de Paris, qui est d'ailleurs conforme à ses engagements électoraux, constitue une avancée démocratique que notre groupe salue.

Cette forme de participation directe des citoyens à la gestion des affaires locales ne saurait être anarchique. J'insiste sur le fait qu'elle doit permettre de concilier la démocratie directe, locale, consultative avec la démocratie représentative.

Il faut donc poser un seuil pour les demandes émanant des habitants. Il a été retenu celui de 5 %.

Nous, élus, avons tout intérêt à ce que le droit de pétition soit utilisé.

Comme ce sujet mérite avant tout du pragmatisme, notre groupe estime qu'il faudra rapidement évaluer si ce seuil a de facto permis aux habitants de faire jouer ce nouveau droit. Si tel n'était pas le cas, le Conseil de Paris aurait naturellement à débattre d'un nouveau seuil plus adapté.

Le droit de pétition ouvert aux Parisiens a été conçu pour être d'un usage pratique. Il se fera donc par le biais d'une application Internet. Cette disposition, j'en suis persuadé, va ouvrir de fait cette faculté à une frange de la population, pas forcément amenée à signer jusqu'ici des pétitions.

Enfin, je prends bonne note que la délibération ne concerne que le Conseil de Paris. La liberté est donc laissée aux arrondissements d'adapter ce dispositif en leur sein. La Mairie de Paris n'impose rien, ce qui me paraît compréhensible et raisonnable.

Mais j'observe que plusieurs arrondissements ont déjà instauré ce droit de pétition et l'ont même mis en application ; c'est le cas du 20e arrondissement, qui l'a mis en œuvre déjà à deux reprises.

Il ne faut pas sous-évaluer le risque que, dans certaines mairies, rien ne se passe. Or, c'est sur des sujets de proximité, sur des sujets très locaux que la chance est la plus grande de rassembler des signatures.

A ce stade, contentons-nous donc de souhaiter que les arrondissements instaurent, avec les modalités qui leur sont propres, ce droit de pétition. Je pense qu'il faudra tout de même se montrer vigilant.

Je veux croire que toutes les mairies auront à cœur de traduire dans les faits cette avancée démocratique.

Mais après avoir entendu la position du groupe U.M.P., qui conteste la légalité de cette délibération, je ne peux dissimuler mon inquiétude !

Pour nous, Paris est un tout et l'unité parisienne à laquelle mon groupe est particulièrement attaché exigerait que toutes les mairies ouvrent ce droit d'initiative à l'ensemble des Parisiens. Je forme donc le vœu qu'il en sera ainsi, de sorte que ce progrès soit au service de tous les Parisiens. Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur ALAYRAC, pour cette conclusion tonique.

La parole est à M. POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Sur le principe, nous sommes évidemment favorables à l'instauration de ce droit de pétition. Il modernise un peu la vie démocratique. Nous sommes donc en accord sur le principe et il est vrai que nous n'avons, au sein du Conseil du 20e arrondissement, aucun membre de l'opposition.

Les membres de mon mouvement sont ravis que la maire du 20e établisse un droit de pétition pour, je crois, 500 personnes ; je ne sais pas si elle est là. C'est vrai que cela permet d'aérer la vie démocratique, notamment en absence d'opposition.

Si vous permettez, je vais reprendre des arguments qui ont été avancés par mes collègues de l'U.M.P.

Il y a deux choses sur lesquelles je ne suis pas d'accord, voire complètement en désaccord.

Sur la méthode, d'abord, permettez-moi de noter une contradiction dans votre délibération. Dans l'exposé des motifs de votre délibération, vous précisez bien que l'article 72-1 de la Constitution prévoit un droit de pétition pour les "électeurs des collectivités territoriales".

Or, le projet que vous présentez envisage un seuil de 5 % des "habitants majeurs parisiens". En fait, vous ne faites pas cela au hasard. Je me suis dit que c'était une erreur de rédaction, mais parce que vous savez très bien que ce n'est pas la même chose. D'ailleurs, M. ALAYRAC vient de le dire.

Les électeurs des collectivités territoriales, ce sont ceux qui ont élu leurs représentants à Paris, c'est-à-dire les résidents parisiens de nationalité issue d'un pays de l'U.E. Les habitants majeurs parisiens, c'est une notion beaucoup plus large qui englobe les résidents extracommunautaires. Si ce n'est pas une erreur, Monsieur le Maire, vous procédez alors volontairement à une assimilation de ces deux notions.

C'est d'autant plus problématique que les critères de résidence que vous mettez en avant se résument à une adresse postale, ce qui, vous l'imaginez, pourrait facilement entraîner des dérives. La seule domiciliation que vous demandez car il peut y avoir une seule domiciliation à une seule adresse... Avec un code postal, tout est possible.

Je voulais quand même insister là-dessus, Monsieur le Maire, je l'ai déjà dit tout à l'heure, vous êtes élu, vous êtes Maire, c'est le principe même des Droits de l'Homme dans une société de respecter la loi, vous êtes une institution et vous mélangez toujours le rôle de l'institution et le rôle du militant socialiste.

On l'a bien vu également dans l'affaire du service minimum à l'école. Vous avez voulu en faire une affaire politique alors que la loi était votée. Le tribunal administratif vous a "retoqué". J'ai l'impression que dans le cas présent, cela va être un peu la même chose. On ne va pas s'amuser à aller tous devant le Tribunal administratif, on ne va pas perdre de temps pour ce genre de chose, mais franchement, ne pouvez-vous pas respecter un peu la loi ?

Deuxième chose, je sais pourquoi vous faites cela et je comprends et je respecte ce débat sur le vote des étrangers qui vivent dans une municipalité. Nous-mêmes nous interrogeons et peut-être qu'un jour ou l'autre, nous rejoindrons votre position.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

C'est un problème important, mais essayez un peu de rester dans le canal de la loi. Une démocratie, c'est d'abord cela.

Je me demande si votre attitude n'est pas dictée par le fait qu'à chaque Conseil de Paris - je le dis, parce que les habitants commencent à s'en rendre compte -, que ce soit pour le débat budgétaire d'octobre, le débat budgétaire de novembre, que ce soit aujourd'hui, il y a des augmentations permanentes des charges des Parisiens.

On a l'impression que vous sentez très bien que les feuilles d'impôts qui vont arriver au mois de septembre-octobre, vont être un choc pour votre électorat et l'électorat parisien.

On voit très bien ce que vous faites. Vous relancez des débats de gauche, avec cette pensée : "Ecoutez, on va essayer de sauvegarder notre électorat, parce que notre électorat, quand il va voir tout ce qui augmente, il va se dire : finalement, que fait la gauche ? Elle nous ponctionne encore, elle nous ponctionne !"

Vous essayez de le rassembler sur des débats qui sont des débats de gauche. Je vous dit cela, parce que vous détournez un peu le rôle de la Mairie pour vos objectifs politiques.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

Un deuxième élément, sur lequel nous sommes en désaccord, c'est le contrôle de ce droit de pétition...

La création d'une commission parisienne de débat public apparaît aussi indispensable, mais une fois encore, nous l'avions déjà souligné dans la présentation de votre projet de décentralisation avec les arrondissements, vous procédez à une dévalorisation de la démocratie représentative et de l'opposition. Il suffit de regarder la composition de cette nouvelle instance pour s'en convaincre. Que des nominations, et par vos soins, évidemment !

Sous couvert d'une participation citoyenne, c'est le pouvoir de nomination de l'Exécutif qui s'exerce. Monsieur le Maire, c'est vous qui allez les chercher, vous qui les nommez… Quelle indépendance ?

Cette commission a vocation à contrôler si la pétition rentre dans le champ des compétences du Conseil de Paris. Où est, sérieusement, la place des élus, alors qu'ils sont pourtant directement concernés par le sujet ?

Il y aura un représentant de l'opposition noyé au milieu de personnalités qualifiés d'horizons divers.

La vérité, c'est que vous noyautez totalement cette commission parisienne de débat public. Elle sera soumise à votre bon vouloir. Voilà votre vision de la démocratie !

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Madame BECKER, vous avez la parole.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, la délibération qui nous est proposée aujourd'hui met en œuvre un principe auquel cette majorité municipale a toujours cru.

C'est l'occasion pour la Ville de Paris de prendre clairement parti pour une conception ouverte du pouvoir, contre les tentations de clôture et d'étouffement à l'œuvre aujourd'hui au sommet de l'Etat. C'est, en effet, ainsi que nous garantirons un exercice quotidien de la démocratie.

La volonté de nos concitoyens, et tout particulièrement à Paris, de participer au débat public est constante dans l'histoire, ne serait-ce que depuis la Révolution française. Cette volonté n'a pas faibli, comme l'ont montré la campagne pour le référendum européen ou les mouvements anti-C.P.E. de 2005.

Force est de constater, cependant, que la voix du peuple ne couvre que par intermittence le brouhaha du pouvoir. On entend de plus en plus de responsables politiques qui prétendent s'affranchir de cette respiration populaire.

On se souvient de la phrase de Jean-Pierre RAFFARIN : "Ce n'est pas la rue qui gouverne", mais il y en a d'autres : "Vous m'avez élu pour cela", "rendez-vous dans cinq ans", "laissez-nous gouverner", "quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit".

Il y a là deux conceptions de la démocratie qui s'affrontent : une démocratie permanente d'un côté, une démocratie exclusivement confisquée par un pouvoir égocentrique de l'autre.

M. Jérôme DUBUS. - La démocratie à la Ségolène, merci beaucoup !

Mme Emmanuelle BECKER. - Je m'en voudrais de ne pas vous citer Robespierre pour qui, vous le savez, "le droit de pétition est le droit imprescriptible de tout homme en société".

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Il disait aussi ceci qu'il nous importe de méditer en pleine crise économique et sociale :

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

… "Plus un homme est faible et plus il a besoin du droit de pétition".

Vous le comprenez, pour le groupe communiste et les élus du parti de gauche, cette délibération instaurant un droit de pétition pour les habitants majeurs parisiens porte en elle un espoir démocratique auquel nous sommes tout particulièrement attachés.

C'est pourquoi nous nous réjouissons de la persévérance de la Municipalité qui s'inscrit dans la continuité de la création des conseils de quartier, de la création des conseils de la jeunesse, de l'invention d'un conseil de la citoyenneté des Parisiens non communautaires, des consultations sur la Z.A.C. "Rive gauche" ou le réaménagement des Halles.

Mais vous comprendrez également notre plus extrême vigilance en ce qui concerne la viabilité autant que l'efficacité de ces nouveaux outils d'expression démocratique.

Nous pensons que la Ville de demain doit être élaborée conjointement par les Parisiens et leurs élus et que, pour cela, il faut mettre à la disposition des habitants de notre ville des moyens qui leur permettent de s'approprier ces nouveaux espaces de débat et d'initiative.

La démocratie doit être quotidienne, elle doit être également active, accessible et autonome. C'est à ce titre que la participation des Parisiens aux grandes décisions de la Ville sera vraiment effective.

Il y a de grandes attentes des Parisiennes et des Parisiens en ce qui concerne la culture, l'éducation, la jeunesse, l'environnement et un grand désir de leur part de s'impliquer au niveau de la Ville, des arrondissements et des quartiers.

C'est pourquoi il faut que les nouvelles structures de participation démocratique soient les plus lisibles possible et qu'elles puissent toucher toutes les couches de la population parisienne. Il y aura donc un véritable effort de communication à faire en la matière, mais pas seulement.

Comme le groupe les Verts, je m'interroge, en effet, sur le seuil des 5 % des électeurs qui semble bien élevé pour que les Parisiennes et les Parisiens s'approprient ce nouvel outil.

Il conviendrait d'abaisser ce seuil à un niveau plus raisonnable, ainsi que de simplifier le plus possible la procédure.

C'est pourquoi le groupe communiste et les élus du parti de gauche voteront cette délibération, mais également en faveur de l'abaissement du seuil, qui permettra à tous les Parisiens de participer à un renouvellement de notre vie démocratique locale.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Je donne la parole à Mme DATI, qui la demandait en tant que maire d'arrondissement.

Mme Rachida DATI, maire du 7e arrondissement. - Merci, Madame le Maire, pardon ! Madame la Maire ; je ne l'ai pas fait exprès.

Je me réjouis de voir que dans cette enceinte, tout le monde se prévaut de cette révision constitutionnelle, y compris les communistes, alors qu'au Parlement, tous les socialistes et communistes - pas tous les socialistes, je le reconnais -, ont voté contre cette révision constitutionnelle.

Nous ne prendrons pas part au vote, parce que cela nécessiterait encore un effort de votre part pour que ce droit de pétition soit conforme à cette révision constitutionnelle.

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à M. BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Madame la Maire, je n'accepterai de répondre que si et seulement si vous faites silence. C'est la moindre des corrections, les uns pour les autres que de faire société, et "a minima" de se taire.

Ce n'est pas que ce que j'ai à dire est plus important que ce que vous avez dit, mais nous avons une valeur d'exemplarité vis-à-vis de nos concitoyens et la démocratie ne se fait pas dans le chahut.

Madame, dire n'importe quoi, c'est aussi faire démocratie, c'est comme cela que la pensée se construit, et la vôtre, pardonnez-moi, passe par des méandres que certains fleuves français ne dépassent pas.

Mes chers collègues, certes, la gauche n'a pas voté la réforme de la constitution. Pour autant, pragmatiquement, il se peut que l'une ou l'autre des dispositions paraissent utiles. Quand vous mangez une pomme, vous prenez soin d'en extraire le trognon et les parties abîmées, c'est comme cela que nous procédons.

La métaphore fruitière me paraît être une métaphore aisément compréhensible par tous et chacun.

Nous allons monter en niveau chers camarades, chers amis, chers collègues… Nous ne sommes pas toujours tenus à l'excellence...

Mme Anne HIDALGO, adjointe, présidente. - Pouvez-vous laisser expliquer la position de l'Exécutif ? Je pense que c'est utile. Nous sommes là en train de travailler sur la démocratie locale et participative, la moindre des choses est que l'on s'écoute.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, rapporteur. - Madame la Maire, j'ai une patience infinie et je trouve que ce débat était riche de sens, donc je vais prendre quelques minutes pour commenter un peu.

Jean Jaurès disait que l'histoire humaine n'est qu'un effort incessant d'invention et que la perpétuelle évolution est une perpétuelle création. Ainsi en sera-t-il si vous adoptez le voeu portant création de la commission parisienne du débat public. En effet, je vous propose d'innover, non pas de créer un organe bureaucratique comme il y en a déjà trop, et nous le déplorons sur tous les bancs de cette Assemblée, mais de rassembler un groupe de citoyens chargé de donner plus de pouvoir à tous les Parisiens.

Ce groupe, nous l'appelons C.P.D.P. Donner commission signifiait jadis donner un pouvoir à quelqu'un. Aujourd'hui, je vous propose d'oser faire preuve de fondation, pour reprendre l'expression d'Hannah Arendt, de donner commission à des citoyens, au total entre 10 et 15, non pas d'avoir un pouvoir, mais de donner du pouvoir à tous.

Monsieur POZZO di BORGO, vous nous dites que finalement, cette commission serait une sorte de dévoiement de la démocratie puisque nous aurions le privilège des nominations. C'est comme pour l'amour, la démocratie, il n'y a pas de démocratie, il n'y a que des preuves de démocratie.

Alors, Monsieur POZZO di BORGO, faites-nous connaître des noms de personnalités et vous verrez comme ils seront étudiés avec toute l'attention que mérite votre contribution à cette avancée démocratique.

Madame TISSOT, vous nous expliquez que vous ne savez pas d'où sort le seuil de 5 %. Je vous ai connue plus curieuse. Vous n'avez donc pas lu le contrat de mandature de Bertrand DELANOË. Certes, ce n'est pas une bible, mais pardonnez-nous, nous avons la faiblesse d'essayer, autant que faire se peut, de tenir les engagements que nous avons pris devant les citoyens. Je ne pense pas que ce soit une mauvaise pratique.

Pour ma part, je déplore que le groupe U.M.P. ne prenne pas part au vote et je déplore qu'il s'abrite derrière un pseudo manque de concertation. Enfin, soyons sérieux !

Je me rend avec beaucoup de plaisir dans tous les arrondissements où je suis invité et, je le confesse, je suis très bien accueilli dans les arrondissements gérés par l'opposition municipale. À chaque fois que j'y viens, de quoi je parle ? J'ai de la chance ? J'ai peut-être de la chance : je suis un démocrate ! Il y a eu beaucoup de concertation à tous les niveaux, mais à un moment, il faut décider et il faut vous proposer cette avancée de la vie démocratique.

Sur son caractère légal, il vous appartiendra, si vous le souhaitez, d'attaquer cette délibération sur le plan juridique. Je pense que ce sera un combat d'arrière-garde, puisque vous-mêmes vous le dites, le droit de pétition est un droit que vous avez souhaité d'une certaine façon. Si vous voulez vous attaquer vous-mêmes, après tout, on s'amuse comme on peut.

Monsieur CONTASSOT, vous avez parlé du référendum et de votre souhait de voir couplé ce droit de pétition avec une application plus dynamique du droit de référendum. Je n'y suis pour ma part, à ce stade, pas très favorable, d'abord parce que c'est coûteux à organiser, compliqué à gérer, et je pense que nous avons un peu de temps pour essayer d'avancer sur ce sujet, d'autant que grâce à Internet, nous avons toutes sortes de moyen d'interroger les citoyens de manière dynamique en faisant des wikis, des plates-formes participatives, en ayant toute sorte de nouveaux outils qui nous permettront de progresser pas à pas et de manière pragmatique sur ce sujet.

Monsieur POZZO di BORGO, vous posez un problème important, c'est la question des citoyens qui peuvent participer à ce droit de pétition. Monsieur le président, dans ma vie politique, je ne peux pas oublier que mes propres parents, venus de l'autre côté de la Méditerranée, qui ont tout donné à ce pays, leur force de travail, leurs impôts, leur sourire, leur capacité, accessoirement, à avoir fait grandir des enfants, ne peuvent se prononcer sur les questions locales dans un pays qu'ils habitent pourtant depuis aussi longtemps que moi, c'est-à-dire 40 ans.

Effectivement, à un moment donné, nous prenons nos responsabilités et nous portons cet engagement de contribuer à l'expression des étrangers d'origine non communautaire, autant qu'il est possible, aux décisions qui les concernent. Il ne s'agit pas d'une erreur : il s'agit d'un positionnement politique que nous assumons tous et toutes. Oui, nous souhaitons que les citoyens étrangers d'origine non communautaire puissent s'exprimer et puissent pétitionner, et nous l'assumons !

Vous avez raison, cher Gilles ALAYRAC, et chère Emmanuelle BECKER, nous avons à choisir entre deux types de démocratie, deux paradigmes de société que tout sépare.

D'un côte, une vieille tentation qui rôde autour de l'État depuis le début même de la République, du pouvoir par et pour lui-même, à peine interrompue par des élections de temps à autres.

Raymond Aron et André Siegfried ont longuement décrit cette tentation bonapartiste permanente en notre pays qui semble enclin à tolérer voire parfois à rechercher un pouvoir sans limite avec un plébiscite tous les cinq ou tous les sept ans pour se donner bonne conscience.

Cette conception s'est à un tel point imposée que certains en viennent à croire que tout contrôle ou contestation démocratique entre deux élections serait contraire à la République.

On pourrait d'ailleurs revenir à des temps encore plus tristes, à savoir le régime mérovingien, la monarchie absolue tempérée par quelques assassinats.

On ne peut pas cautionner un tel mode de pensée. Emmanuelle, pour reprendre votre expression, la démocratie peut et doit être permanente. Jamais les citoyens ne doivent être considérés comme une menace ou comme une gêne pour la République.

Bien au contraire, nous devons tout faire pour favoriser leur expression et leur participation à tout moment ou en dehors des périodes électorales.

Nous avons aujourd'hui un nouveau droit à faire vivre. Tout le monde parle du seuil, mais cela, c'est l'arbre qui cache la forêt.

Certes, il est possible que le seuil ne soit pas adapté. Comme je ne veux pas être sourd à vos revendications, je dépose un vœu de l'Exécutif pour faire évoluer ce seuil et l'abaisser si ce droit n'était pas utilisé parce que, comme beaucoup l'ont rappelé, si nous donnons des droits aux Parisiens, c'est pour qu'ils s'en servent.

Simplement, je pense que la question de l'appropriation de ce droit sera une question d'éducation et de formation. Nous allons d'ailleurs aider les associations et les conseils de quartier à s'approprier ce nouveau droit.

Certains pensent que les arrondissements ne vont pas s'en emparer. Je suis pragmatique, je pense que tous les arrondissements ont intérêt à s'en emparer, parce que ce droit est un droit qui va faire avancer un certain nombre de questions au niveau très local.

Permettez-moi de citer Nietzsche qui disait que "ce sont les mots les plus discrets qui apportent l'ouragan et les pensées qui mènent l'univers viennent à pas de colombe".

Les arrondissements réticents ne pourront pas continuer à faire la sourde oreille à la voix du peuple. L'effet d'entraînement, j'en suis convaincu, jouera une fois de plus comme avec tous les projets mis en place depuis 2001.

Je souhaite bonne chance à cette Commission du débat public, je souhaite bonne chance à ce droit de pétition et je nous donne rendez-vous dans quelques mois pour en évaluer l'application et pragmatiquement réagir si ce droit n'est pas suffisamment utilisé.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BOUAKKAZ.

Je donne la parole aux différents groupes pour les explications de vote.

La parole est à M. Jean-François LEGARET, pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Chers collègues, on a beau y être habitué, on a du mal à s'y faire. C'est toujours la même chose avec le Maire de Paris, il s'agit de se parer des plumes du paon et de donner sans retenue dans l'outrecuidance.

Vous verrez que ce sera comme pour les Vélib' qui existaient depuis quatre ans à Lyon. Dans peu de temps, on nous expliquera que le droit de pétition est une invention de Bertrand DELANOË alors que les parlementaires de Gauche, comme le rappelait Rachida DATI, se sont évertués à se battre contre la révision constitutionnelle.

C'est une avancée démocratique et nous sommes pour mais nous sommes pour un droit de pétition qui ne soit pas instauré dans des conditions totalement bâclées et inadmissibles.

Hamou BOUAKKAZ, je vais vous dire une chose très directement et très franchement. Lorsque vous avez rédigé ce projet de délibération qui est complètement bâclé, vous avez fait référence à une Commission parisienne du débat public.

Puis, vous avez dû vous apercevoir un peu tardivement que cette Commission n'existait pas. C'est la raison pour laquelle vous avez introduit tardivement un vœu de l'Exécutif. On connaît la technique. Il fallait bien créer cette Commission à laquelle la délibération faisait référence mais qui n'avait jamais été instituée.

Voilà pourquoi on voit apparaître un vœu de l'Exécutif, toujours rédigé avec les pieds, comme la délibération elle-même, qui nous parle d'une Commission du débat technique et c'est un arrêté du Maire qui en fera la création définitive.

Il s'agit en quelque sorte de signer un chèque en blanc au Maire de Paris qui réfléchira à la manière dont il articulera cette Commission.

Cela n'est pas sérieux. Il s'agit d'un droit constitutionnel, le droit de pétition. Il s'agit donc d'une question démocratique sérieuse.

Nous récusons, nous refusons les formes qui nous sont proposées aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle je vous demande solennellement de retirer ce vœu.

Nous y reviendrons dans des conditions admissibles, démocratiques et préparées.

J'ajoute que le Maire de Paris n'a jamais pris la peine, c'était tout de même le B.A.-BA et la moindre des choses, de réunir les maires d'arrondissement qui vont avoir à mettre en œuvre le droit de pétition.

Il s'agissait simplement de présider une réunion qui aurait peut-être pris une heure ou deux et de se parler posément de l'organisation de ce droit constitutionnel et démocratique, ce qui n'a jamais été fait.

J'ajoute qu'un Maire d'arrondissement aura à mettre en œuvre devant son Conseil d'arrondissement les modalités d'organisation. Je suis Maire d'arrondissement, je refuserai d'organiser un droit de pétition sur une autre base que la liste électorale parce que la liste électorale est le seul document crédible sur lequel je puisse faire une consultation démocratique.

Le reste, relève du bourrage d'urnes, comme vous le faites d'ailleurs pour les votations citoyennes...

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Monsieur CONTASSOT, lorsque vous faites des votations citoyennes, rien n'interdit à ce même citoyen de voter dix fois ou 50 fois à condition d'être un peu agile et organisé.

La démocratie, ce n'est pas cela, je vous demande de retirer ces vœux et de les préparer avec sérieux pour que nous y revenions lors d'une prochaine séance et que nous en parlions démocratiquement.

Si vous les maintenez, naturellement, nous voterons contre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Cela a le mérite de la clarté.

Je souhaite qu'Hamou BOUAKKAZ explique précisément le pourquoi d'un vœu concernant la Commission du débat public.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, rapporteur. - Vous êtes éloquent, Monsieur LEGARET, comme d'habitude, et c'est un vrai plaisir que de débattre avec vous.

Sauf le respect que je vous dois, il me semble, mais je ne vis peut-être pas dans le même pays que vous, que les listes électorales n'empêchent pas le bourrage d'urnes.

La Commission parisienne du débat public a été créée par un vœu qui n'a pas été proposé à la va-vite par l'Exécutif comme vous le dites, mais qui a été proposé en même temps que la délibération portant droit de pétition.

Le vœu qui vous a été proposé hier matin porte sur le seuil de la Commission parisienne du débat public. Nous avons choisi ce mode de création de la Commission parce que c'est plus simple à mettre en œuvre de cette façon et parce que c'était une façon de créer cette Commission d'une manière souple et d'une manière pragmatique.

Vous pouvez ne pas voter ce vœu, je pense, comme je vous le disais, que les Parisiens se l'approprieront et qu'en Maire d'arrondissement pragmatique, vous le mettrez en place.

C'est tout le mal que je vous souhaite.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous continuons les explications de vote.

Monsieur Yves POZZO di BORGO, vous avez la parole.

M. Yves POZZO di BORGO. - Sur le principe, nous sommes favorables à ce droit de pétition. C'est une aération de la vie démocratique.

Cependant, la façon dont vous le présentez, notamment au niveau juridique, pose problème. Il y a des électeurs qui existent, je sais bien qu'il y a le débat important sur le vote des étrangers qui vivent dans une commune mais je rappelle que le principe même de la démocratie, c'est le respect des droits et des textes.

Il ne faut pas confondre l'action militante et le rôle des élus. Le rôle des élus est de faire respecter la loi et ce sont donc les électeurs qui devraient participer. Sans compter que dans cette affaire de boîte postale, on peut s'interroger au vu de la façon dont certains votes sont intervenus au sein du parti socialiste.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - On peut interroger d'autres partis politiques, y compris à la droite de cet hémicycle.

M. Yves POZZO di BORGO. - Deuxième point, Madame HIDALGO, sur lequel nous sommes aussi en désaccord. Il y a des élections qui désignent les élus pour siéger dans des institutions telles que les conseils municipaux ou le Conseil de Paris. Chaque fois que vous avez le pouvoir, qu'il soit national ou local, vous grignotez ce pouvoir des élus.

On est plus de 500 élus à Paris. Est-ce que ces élus n'auraient pas pu gérer ? Est-ce que le Conseil de Paris n'aurait pas pu gérer ce droit de pétition ? Pourquoi créer encore une commission qui serait un peu à votre botte?

Même si je remercie votre adjoint de me proposer de lui avancer des noms, nous ne proposerons pas de noms, car sur le principe nous ne sommes pas d'accord avec la création d'une multitude de commissions qui enlèvent des pouvoirs aux élus. Par ailleurs, c'est une commission qui est trop souvent contrôlée par les amis du Maire. C'est normal, c'est la politique.

C'est la raison pour laquelle notre groupe s'abstiendra, parce qu'on considère que c'est un débat fondamental et qu'en fait vous l'éloignez de son essence même.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous continuons les explications de vote.

La parole est à M. Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Madame la Maire.

Ce que je dois constater en fait à l'issue de ce débat, et après les explications de vote qui ont déjà eu lieu, c'est que très franchement la Droite - mais quand je dis la Droite, c'est surtout l'U.M.P. que je vise - n'a pas changé et je crois qu'elle ne changera pas.

Enfin, quand la majorité municipale réussit, que se passe-t-il ? L'U.M.P. enrage. La référence de M. LEGARET à Vélib' ce matin était particulièrement significative. Vélib' est une réussite et l'U.M.P. ne le supporte pas et revient en fait sur la genèse de l'U.M.P.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mais c'est ce qui vous caractérise. Finalement, ce sont les intérêts partisans qui prennent le pas sur l'intérêt des Parisiens, quand vous vous exprimez.

Parce que vous, vous avez fait avancé le débat peut-être ?

Finalement, quels sont les sujets qui sont posés aujourd'hui ? Quels sont les deux sujets qui sont posés aujourd'hui ? La Droite essaye, à partir d'une prétendue controverse juridique, de limiter un droit que nous voulons étendre au maximum. Je ne reviens pas sur le 72-1 de la Constitution. Oui, le 72-1 de la Constitution parle des électeurs, mais le 72-1 de la Constitution dit également que la loi doit fixer les modalités. Et la loi n'a pas fixé ces modalités.

Vous évoquez une controverse juridique et nous, nous avons la conviction qu'en accordant le droit de pétition, y compris à ceux qui ne sont pas électeurs, nous sommes dans le droit.

Vous, vous faites une controverse juridique, mais pas pour l'amour du droit, simplement parce que fondamentalement votre pensée et votre idéologie c'est de restreindre un droit démocratique, comme vous êtes d'ailleurs contre le droit de vote des gens qui ne sont pas des ressortissants communautaires mais qui paient des impôts ; vous êtes contre ce droit.

Cette controverse juridique, vous l'inventez uniquement pour cette raison. Ce droit, vous ne voulez pas le reconnaître et vous ne voulez pas l'accorder.

Je pense que nous sommes parfaitement dans notre droit en fixant un champ qui n'est pas simplement celui des électeurs pour l'exercice du droit de pétition. Et s'il y a un problème juridique, à un moment donné, il sera tranché.

La deuxième chose, c'est que mon groupe a également, comme les trois autres groupes d'ailleurs de la majorité, une interrogation sur le seuil. Il est vrai que 5 %, cela peut sembler important, cela représente 85.000 non pas électeurs mais Parisiens, habitants de Paris. J'insiste sur cette question.

Donc, la proposition qui est faite par l'Exécutif, consistant à se donner un peu de temps pour regarder à partir d'une évaluation, même si ce terme est peut-être mal choisi, mais en tout cas d'une action proactive de la Municipalité pour savoir si véritablement ce seuil n'est pas trop élevé, cette proposition nous convient. Je crois qu'il faudrait nous revoir éventuellement s'il s'avérait que ce seuil était trop important pour, dans les six mois ou l'année qui vient, le baisser.

En tout cas, mon groupe se félicite de l'arrivée de ce projet de délibération. Il est parfaitement conforme aux engagements qui ont été pris devant les Parisiens il y a un an pendant la campagne électorale. Il le votera avec enthousiasme.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CAFFET.

J'ajouterai deux points. Lorsqu'on évoque un argument dit juridique consistant à dire : puisque l'opposition parlementaire n'a pas voté la réforme constitutionnelle, elle ne pourrait pas mettre en œuvre ce droit de pétition qui était inscrit dans la Constitution, on voit bien que ce n'est pas un argument de nature juridique, c'est un argument de nature politique ou politicienne puisque, si on suivait le raisonnement jusqu'au bout, cela reviendrait presque à dire que les parlementaires qui n'ont pas voté la modification de la Constitution n'auraient même plus le droit de siéger dans les instances nationales.

Je vous laisse le soin de porter cet argument présenté comme juridique par vous devant les tribunaux. On verra le sort qui lui sera réservé.

Je crois, et Jean-Pierre CAFFET l'a bien dit, mais Hamou BOUAKKAZ aussi, que le problème principal qui vous est posé est celui des personnes qui pourraient être amenées à pétitionner et le fait que nous retenons, comme depuis le début de la mandature précédente, le principe que les résidents non communautaires, qui sont des Parisiens, des citoyens parisiens, qui prennent part à la vie de la cité - et Pascale BOISTARD travaille sur ce dossier et nous avions mis en place sous la précédente mandature le Conseil représentatif des Parisiens résidant non communautaire - c'est cela qui vous ennuie.

Ce qui vous ennuie, c'est que nous allions au bout de ce qui est pour nous une logique démocratique. Vous le savez, nous défendons la modification de la loi sur le droit de vote des étrangers aux élections locales. Vous êtes contre, vous l'avez exprimé et vous avez refusé de le faire voter.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Vous avez refusé d'inclure cet élément dans la réforme constitutionnelle, alors que c'était un point soutenu par les parlementaires de l'opposition. C'est cela le point principal, c'est là-dessus que vous aurez à vous expliquer devant l'ensemble des Parisiens, qui sont extrêmement attentifs, intéressés et attachés à ce que l'ensemble des résidents parisiens qui s'acquittent de leur impôts, qui envoient leurs enfants à l'école puissent prendre part à la vie de la cité. Cela vous ennuie, ce n'est pas grave, on aura à reprendre ce débat, y compris à prendre part à la vie de la cité en utilisant ce droit, qui est un droit pour nous essentiel : le droit de pétition.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Je vous remercie.

Nous allons passer au vote du voeu n° 41.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je souhaite poser une question.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Posez une question, Monsieur.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Expliquez-moi sur quelle base vous établissez la liste des émargements des habitants majeurs communautaires et non communautaires ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - M. Hamou BOUAKKAZ va vous répondre, mais il y a beaucoup d'éléments… Non, vous savez que si on voulait prendre des bases de vérification, on pourrait demander à beaucoup de services, les services fiscaux, l'E.D.F., La Poste, tout ce qui sert à justifier d'une résidence, mais Hamou BOUAKKAZ va vous répondre parce que c'est encore plus simple que cela.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, rapporteur. - Monsieur le Maire, toute avancée démocratique peut être dévoyée et, effectivement, on peut toujours avoir peur d'être pragmatique et de prendre des risques, ce n'est pas notre cas.

Nous avons développé une application informatique qui va être disponible sur Paris.fr la semaine prochaine. Aux termes d'un certain nombre de validations, contenant d'ailleurs une confirmation via une déclaration sur l'honneur, nous allons établir l'identité du pétitionnaire.

Ce fichier sera détruit après son utilisation. La C.N.I.L. a été avisée de ces modalités et n'y a rien trouvé à redire.

Laissez vivre ce droit de pétition. Emparez-vous-en ! La démocratie ne nous fait pas peur.

Et puis avançons et voyons comment les citoyens s'emparent de ce droit, tant au niveau parisien qu'au niveau local. Je crois que, c'est comme cela, de manière pragmatique, que doit avancer la démocratie locale et participative.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Nous passons aux votes.

Je mets tout d'abord aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 41 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 50).

En réponse aux amendements n° 42 et n° 43 du groupe "Les Verts", l'Exécutif a déposé un vœu n° 43 bis. L'amendement n° 42 est-il maintenu ?

M. Yves CONTASSOT. - J'ai demandé à Hamou BOUAKKAZ d'intégrer dans l'étude - je dis bien "l'étude" - une réflexion sur la possibilité de voir si on pouvait intégrer ou pas ce référendum. Je n'ai pas eu de réponse. J'ai compris qu'il ne voulait pas le faire maintenant, cela, je l'ai bien compris, mais je n'ai pas eu de réponse, donc il est difficile de dire si je maintiens ou pas l'amendement.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Mme FOURNIER a été prise de court par l'intervention de M. CONTASSOT.

Vous avez la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Dans la mesure où il va y avoir - d'ici la fin de l'année, si j'ai bien compris - une évaluation, une mise à plat, enfin une reprise du débat sur cette question, je pense que l'on peut retirer nos amendements en l'attente justement de cette évaluation de fin d'année, avec les réserves que nous avons eues, dont j'espère qu'elles seront levées.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur BOUAKKAZ, je pense que c'est favorable, bien sûr ?

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, rapporteur. - Certainement !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Très bien. Je vous remercie.

Les amendements n° 42 et n° 43 sont donc retirés.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 43 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 51).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDATC 68.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DDATC 68).

Donc, le projet de délibération DDATC 68 est adopté et je crois que nous pouvons nous en féliciter.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

2009, PP 14 - Indemnisation des jours accumulés sur le compte épargne-temps des agents relevant du statut des administrations parisiennes.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous allons examiner le projet de délibération PP 14 relatif à l'indemnisation des jours accumulés sur le compte épargne-temps des agents relevant du statut des administrations parisiennes.

M. BOUTAULT a la parole.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Madame la Maire.

Notre Assemblée examine le décret de rachat des jours de R.T.T. accumulés par certains fonctionnaires, alors même que le chômage augmente et que la priorité devrait être orientée vers le partage du temps de travail.

Par cette délibération, il nous est en effet demandé de donner un avis sur l'application du décret du 3 novembre 2008 qui permet l'indemnisation des jours de R.T.T. non consommés par des agents de la Fonction publique.

Ce décret s'inscrit dans le protocole d'accord sur le pouvoir d'achat du 21 février 2008 qui, soit dit en passant, n'a été signé que par deux organisations du personnel dont l'une d'elle conteste - je cite - "la valeur de rachat des jours qui ne prend pas en considération la rémunération réelle".

Ce dispositif de monétarisation des congés et des heures de repos s'ajoute à toute une série de dispositifs proposés par ailleurs par le Gouvernement, tels que l'allongement du contingent annuel des heures supplémentaires ou l'extension du compte épargne-temps en supprimant la limitation de durée.

Ces dispositifs sont des instruments destinés à contourner la durée légale du temps de travail, et donc le Code du Travail.

Ce décret sonne bien comme une régression sociale. Il n'est en effet révélateur que du déficit d'emploi de la Fonction publique.

Nous pensons que les droits à congé et au repos compensateur et la loi des 35 heures, ainsi que la création des R.T.T. n'ont pas à être marchandés. Pour quelques-uns qui travaillent plus en sacrifiant leur vie privée et leur santé, combien d'autres sont renvoyés au chômage ?

"Les Verts" ne sont pas dupes de ce retour en arrière qui s'inscrit dans la droite ligne de celui mis en œuvre par le Gouvernement ; 40 ans d'avancée sociale sont en jeu. "Les Verts" rappellent aussi que les 35 heures, même imparfaites, ont constitué une avancée vers un vrai partage du temps de travail.

(M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, remplace Mme Anne HIDALGO au fauteuil de la présidence).

Ce partage du temps de travail, c'est aussi le partage des richesses. Les 35 heures sont donc un acquis sociétal qui, au lieu d'être attaqué, doit être consolidé, car il permet de diminuer le chômage et de redonner du temps à la vie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Monsieur le Maire, chers collègues, le décret n° 2008.1136 du 3 novembre 2008, qui est décliné à travers cette délibération, est une politique gouvernementale.

Il est exact qu'il n'est pas appliqué pour les agents de la Ville ni du Département de Paris, mais on ne peut décemment pas imaginer que le Préfet de police, quant à lui, n'applique pas une décision gouvernementale.

Je rappelle à toutes fins utiles que même ceux des agents de la Préfecture de police qui sont financés par la Ville de Paris sont des agents de la Préfecture de police et qu'il n'y a qu'un seul employeur, qu'un seul patron à la Préfecture de police, c'est le Préfet de police.

Il est par ailleurs souhaitable qu'il n'y ait pas deux politiques de ressources humaines à la Préfecture de police et des agents qui se retrouveraient dans des situations différentes, avec tout ce que cela supposerait de sentiment d'inégalité.

En tant qu'élus municipaux, contributeurs au budget spécial de la Préfecture de police, nous sommes particulièrement sensibles à la situation de ces agents municipaux de la Préfecture de police. Nous recevons leurs syndicats, nous observons leur action et nous devons le faire encore davantage.

Mais nous ne nous substituons pas à leur employeur qui est le Préfet de police.

Il est évident que nous n'hésiterions pas à nous opposer à une délibération dont nous considérerions qu'elle leur porterait préjudice. En l'espèce, ce n'est pas le cas.

Ce qui est exact, c'est que nous avons des divergences de vue avec la politique gouvernementale sur le temps de travail et les heures supplémentaires, mais ces divergences ne sont pas de nature à remettre en cause l'unicité de la Préfecture de police et son fonctionnement sous l'autorité unique du Préfet de police. Son choix doit donc être validé par le Conseil de Paris, ce qui ne vaut en aucun cas adhésion de la majorité municipale à la politique gouvernementale de démantèlement des 35 heures.

Quant à la crise, elle justifierait effectivement une tout autre politique gouvernementale en matière d'emploi, mais il ne faudrait pas confondre le Préfet de police avec le Ministre du Travail !

Il n'aura échappé à personne non plus que le recrutement des A.S.P. a moins souffert d'une insuffisance de places au concours que d'une insuffisance de candidats.

Le Représentant de M. le Préfet de police nous dira peut-être que, pour l'ouverture du dernier concours qui a eu lieu, il y a eu, cette fois, beaucoup de candidats, ce dont on se réjouit.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur le Représentant du Préfet de police, à vous la parole !

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Juste trois mots pour signaler qu'il ne s'agit que de la reconduction d'une mesure qui avait déjà été adoptée l'an dernier par cette Assemblée, que l'ouverture nouvelle de droit ne prend pas en compte les jours acquis en 2008. Ceux de 2008 ont donc été intégralement préservés.

Enfin, il n'y a nulle obligation mais libre choix de chaque agent, choix qui porte simplement sur 4 jours par rapport à un nombre annuel moyen de 45 jours de congés.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 14.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, PP 14).

2009, PP 20 - Modification de la délibération 2008 PP 1 en date du 4 février 2008 portant fixation de la liste des spécialités professionnelles exercées par les adjoints techniques de la Préfecture de police.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le projet de délibération PP 20 relatif à la modification de la délibération 2008 PP 1 en date du 4 février 2008 portant fixation de la liste des spécialités professionnelles exercées par les adjoints techniques de la Préfecture de police, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 44.

Monsieur Georges SARRE, sur la présentation de cet amendement ?

M. Georges SARRE, adjoint, au nom de la 5e Commission. - C'est un amendement technique qui vise à rectifier une simple erreur matérielle. Il vient modifier l'article 2 du délibéré comme suit : "article 2 : le présent projet de délibération prend effet au 1er avril 2009", et non "au 1er mars 2009".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 44.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 44 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 20 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, PP 20).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au plan "1.000 caméras" sur Paris.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons les vœux référencés n° 45 et n° 45 bis dans le fascicule, déposés respectivement pas le groupe "Les Verts" et l'Exécutif, relatifs au plan "1.000 caméras" sur Paris.

La parole est à Mme Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Nous avons abordé la question de ce plan "1.000 caméras" à Paris. Je voudrais revenir par le biais de ce voeu sur un certain nombre de points qui sont toujours des interrogations.

Sur le fond, nous avons déjà dit toute notre opposition, tout notre désaccord à l'installation de ces 1.000 caméras. Je reviens principalement sur deux points.

Il a été annoncé à de multiples reprises par la Préfecture de police, puisque tous les ans nous avons droit à une espèce de récapitulatif de l'année, de bilan d'activité, une très nette diminution des crimes et délits commis sur Paris.

C'est quelque chose qui est récurrent, c'est une diminution qui date d'un certain nombre d'années et nous sommes convaincus que cette baisse repose sur la politique de prévention qui est menée bien sûr par la Ville de Paris, mais également par la Préfecture de police. Sur le renfort de la prévention spécialisée qui a été là aussi une mesure récurrente tout au long de ces dernières années, de l'accompagnement des actions d'associations de quartier, de centres sociaux que la Ville de Paris a soutenus et a accompagnés et également, je le disais, malgré ces imperfections, des actions que les M.P.C. - les missions de prévention et de communication - mènent dans les arrondissements, dans les collèges, les écoles primaires et les lycées pour d'autres services de la Préfecture.

Tout cela constitue du vivre-ensemble, du lien social, du lien intergénérationnel, j'y rajouterai toutes les actions de prévention situationnelles qui jouent un rôle extrêmement important. Ce vivre-ensemble, ce lien social repose sur un principe fort simple et éminemment compliqué qui est celui de la responsabilité individuelle et collective.

Or, l'installation de ces caméras va, ou en tout cas tente de déresponsabiliser les citoyens, de les mettre sous la coupe d'une surveillance paternalisante.

Un mot sur la forme de ce débat qui a été organisé, qui nous paraît court. Nous venons d'avoir un long débat sur ce qu'était le débat et la concertation : il nous paraît totalement insuffisant d'organiser des petites réunions de ce type.

Nous souhaitons qu'il y ait un véritable débat public sur cette question d'importance.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - La parole est à M. le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Le plan de vidéoprotection pour Paris que l'État se propose de déployer dans la Capitale, après concertation et avec le concours de la Ville de Paris, se prépare conformément au calendrier prévu. Ainsi que le Préfet de police s'y était engagé, la P.P. a participé à une réunion de concertation dans chacune des vingt mairies d'arrondissement selon le format souhaité par le Maire : conseil de sécurité d'arrondissement, CICA, réunion publique, réunion avec les conseils de quartier ou réunion "ad hoc"

La dernière réunion s'est tenue le 2 mars dans le 2e arrondissement, dans un climat serein et une écoute réciproque. Elle était ouverte au public, même s'il a pu être constaté dans d'autres arrondissements une affluence encore plus forte. A l'occasion de ces réunions, il a été répondu sur les finalités et la cohérence globale du projet de réseau dans chaque arrondissement.

A chaque fois que des questions ont été soulevées sur telle ou telle caméra, même si certains adjoints ont décidé de partir au moment de la discussion concrète sur le réseau, les finalités et précisions utiles ont été apportées. De nombreuses modifications ont été acceptées sur le principe, parfois même en séance et pour d'autres, il a fallu une analyse complémentaire.

Sur le fond, ces réunions ont été l'occasion d'entrer dans le détail s'agissant des différentes finalités du projet vis-à-vis des critères d'implantation, de l'architecture du déploiement, du calendrier prévisionnel, des technologies, mais également de l'encadrement juridique du projet avec la sécurisation des zones privées ou encore le délai maximal de conservation des images.

Dans les prochains jours, le Préfet de police adressera un courrier au Maire de Paris ainsi qu'à chaque maire d'arrondissement pour matérialiser ce processus de modification et présenter la modification de la carte des implantations qui en résultera. Je prendrai personnellement l'attache de chaque maire d'arrondissement, à réception de ce courrier, pour un ultime échange pour vérifier qu'il n'y a pas de malentendu.

Enfin, le fait est suffisamment rare avec les applaudissements d'hier pour être apprécié à sa juste valeur : la Préfecture de police se réjouit que la partie de cet hémicycle la moins spontanément portée à lui tresser des lauriers reconnaisse que la stratégie opérationnelle de sécurité des dernières années a porté des fruits et des résultats tangibles.

Mais notre objectif est que la vidéo protection permette aux policiers d'être encore plus dynamiques dans l'occupation de la voie publique et de progresser encore dans le taux d'élucidation.

Cambriolages et vols - puisque c'est l'exemple donné dans votre vœu - sont traditionnellement très faibles en élucidation. Même si en six ans, ce taux a été multiplié par 2,5, il reste encore beaucoup de progrès à faire. Aussi, 3 % d'élucidation supplémentaire dans ces matières, c'est déjà considérable.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - La parole est à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vous invite toutes et tous à lire le voeu de l'Exécutif que j'ai voulu précis et complet.

En effet, je crois qu'il faut être juste et clair. Ce plan est un plan de la Préfecture de police et d'elle seule, puisque ce sont ses prérogatives à Paris.

La concertation a eu lieu dès lors sous sa responsabilité. Pour autant, je ne vais pas me défausser : ce n'est pas mon genre. Oui, cette concertation nous l'avons voulue, obtenue et suivie. Que les maires d'arrondissements aient choisi des modalités variées, c'est bien leur droit. Nous aurions imposé une concertation parisienne uniforme, sans doute nous auriez-vous dit que nous donnions dans le centralisme le plus liberticide !

D'ailleurs, on peut se demander si l'expérience du maire du 2e arrondissement, qui a vu un public d'une dizaine de personnes répondre à son invitation ouverte, ne justifie pas paradoxalement le choix d'autres modalités de concertation qui ont permis dans d'autres arrondissements, quoi qu'en n'ouvrant pas les débats à tous les citoyens, de rassembler jusqu'à 50 et parfois 100 personnes en s'adressant aux responsables associatifs et autres conseils de quartier.

Par ailleurs, que cette concertation fût censée porter davantage sur les emplacements que sur le principe, c'est évident, puisque personne ne peut douter une seule seconde que le Préfet de police et le Ministère de l'Intérieur changeront d'avis sur la vidéoprotection.

Je vais plus loin : j'assume parfaitement l'engagement de Bertrand DELANOË et de toute la majorité municipale qui s'est rassemblée au second tour sur les listes Paris "temps d'avance" de soutenir le développement de la vidéoprotection à Paris là où elle est pertinente. C'est pourquoi j'ai tenu à ce que les considérants du voeu de l'Exécutif soient clairs.

Oui, nous pensons que ce plan de la Préfecture de police peut être un outil parmi d'autres, à condition d'êtres intégré à une stratégie d'ensemble pour faire reculer l'insécurité à Paris.

On peut bel et bien parler de stratégie d'ensemble, préventive et répressive, avec une prévention tant humaine que situationnelle, à l'heure où nous venons de signer le contrat parisien de sécurité.

Est-ce à dire que nous sommes des béni-oui-oui de la caméra ? Bien sûr que non, et votre voeu, je vous en remercie, me donne l'occasion de rappeler notre engagement en faveur d'une charte éthique et d'un comité d'éthique, qui devrait être rapidement constitué.

Il me donne aussi l'occasion, je vous en remercie également, de proposer au Préfet de police, au nom de la Municipalité, qu'une évaluation de l'efficacité du dispositif soit d'ores et déjà prévue ; car à l'heure actuelle, l'efficacité du dispositif est escomptée à travers les effets d'aide à l'élucidation que nous mesurons déjà dans le réseau R.A.T.P. et S.N.C.F. par comparaison avec d'autres villes françaises, et par anticipation des effets dissuasifs et de l'amélioration de la gestion des interventions policières.

Mais l'efficacité n'est pas à proprement parlé mesurée. Et pour cause, les caméras ne sont pas encore posées. Il faudra donc mesurer l'efficacité a posteriori et cela suppose de créer les conditions dès maintenant d'une étude rigoureuse comparant l'avant et l'après caméra.

Si le groupe des "Verts" voulait voir dans cette perspective d'évaluation un parti pris d'objectivité digne d'intérêt et adopter le vœu de l'Exécutif, j'en serais ravi. Je doute toutefois qu'il retire son vœu et donne un avis défavorable.

Chers collègues, je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - J'ai une demande de parole, une explication de vote de Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je suis en assez complet accord avec les déclarations de M. SARRE, ce n'est pas la première fois, ni la dernière fois ! Ou je dirais plutôt qu'il est peut-être aussi en accord avec moi, puisque je revendique la paternité, il y a plusieurs années, de cette proposition de plan de vidéoprotection.

Néanmoins, ce débat, interne à la majorité, révèle quand même, et M. SARRE l'a souligné, c'est vrai entre les promesses électorales et la réalisation, le malaise éprouvé au sein de cette majorité par rapport à ce sujet important qu'attendent nos concitoyens, parce qu'au fond c'est de cela dont il s'agit, de leur sécurité.

Les "Verts" n'en veulent pas, donc ils chargent la vidéoprotection de tous les maux et ils ont tort parce que les conditions dans lesquelles cette vidéoprotection se mettrait en œuvre sont tout à fait protectrices des libertés publiques. En plus, quand on dit qu'il n'y a pas de bilan de la vidéoprotection, c'est faux, sinon on se demanderait pourquoi 300 villes françaises continuent, de gauche comme de droite, à l'utiliser. De plus, nous avons quand même 9.500 caméras dans le métro et dans le réseau R.E.R., qui ont amené une diminution considérable de la délinquance.

La majorité, l'Exécutif y vont à reculons, sinon ils auraient accepté de cofinancer cette vidéoprotection et n'auraient pas obligé la Préfecture de police à rechercher un partenariat public-privé qui retardera la mise en place de cette vidéoprotection.

Nous acceptons bien volontiers que la majorité se soit ralliée à notre position avec quelques années de retard, et après maintes tergiversations. Je voudrais quand même dire que nous laisserons la majorité débattre en son sein.

C'est la raison pour laquelle nous nous abstiendrons, ou plutôt nous ne prendrons pas part au vote, d'autant plus que le concept de contre vœu de l'Exécutif ne me paraît pas du tout adapté à nos débats ; il commence maintenant à être trop massif. A chaque fois qu'un groupe politique ou un élu fait un vœu, il y a un contre vœu de l'Exécutif, ce qui dénature complètement le débat. Nous sommes hostiles à cette procédure.

Cela étant, par rapport à Mme DUBARRY…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur GOUJON…

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - … je voudrais, pour terminer, relever effectivement son hommage, sa reconnaissance, je la cite : "de la forte baisse de la délinquance en six ans à Paris", parce que ce satisfecit adressé à l'action de Nicolas SARKOZY, comme Ministre de l'Intérieur puis comme Président de la République de la part des "Verts" est assez rare pour être souligné !

Je la remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - La parole est à M. Ian BROSSAT, le président du groupe communiste et du parti de la gauche.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

J'ai déjà eu l'occasion à l'automne dernier de dire l'opposition de mon groupe à la mise en place du plan "1.000 caméras" parce que toutes les enquêtes, contrairement à ce que Philippe GOUJON disait tout à l'heure, et en particulier les enquêtes britanniques, montrent l'inefficacité de ce dispositif en milieu ouvert : elles sont efficaces en milieu fermé, vous avez parlé du métro et vous avez parlé du bus, elles sont inefficaces en milieu ouvert. Or, là il s'agit bien d'installer des caméras dans les rues de Paris, et on peut fortement douter que cela diminue de quelque manière que ce soit l'insécurité à Paris, qui en revanche est un réel problème auquel nous sommes déterminés à nous attaquer.

Par conséquent, nous voterons le vœu des "Verts". Je dois d'ailleurs dire que les dérives qui nous inquiétaient, à savoir que la droite se saisirait maintenant de n'importe quel événement dans nos arrondissements pour demander la mise en place d'une caméra ; nous le constatons dans nos arrondissements où maintenant nous avons des voeux systématiques pour n'importe quelle rue. Dès qu'il y a un problème, la droite demande la mise en place d'une caméra ; c'est exactement ce qui est en train de se produire.

Nous sommes extrêmement inquiets de ce dispositif. Nous voterons le vœu des "Verts" et nous nous abstiendrons sur le vœu de l'Exécutif.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Retirez-vous votre vœu ?

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - C'était la question que j'attendais, merci, Monsieur le Maire.

Non. La réponse est effectivement assez simple. Non, nous ne retirons pas notre vœu, comme l'avait subodoré M. Georges SARRE.

Je voudrais dire pourquoi nous ne voterons pas et nous allons nous abstenir sur le vœu proposé par l'Exécutif. Si on considère que nos positions en la matière sont caricaturales, le vœu présenté par M. SARRE l'est tout autant. Il est dithyrambique sur les caméras, sur l'effet et l'efficacité des caméras de vidéosurveillance.

Je trouve cela un peu surréaliste quand on voit effectivement, comme vient de le rappeler M. BROSSAT, les résultats. Pas seulement en Angleterre d'ailleurs, mais y compris dans d'autres villes de France, vous faites bien de le souligner, Monsieur GOUJON, qui là aussi sont très insatisfaites, certaines villes retirant les caméras qu'elles avaient installées.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de voeu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de voeu est adopté. (2009, V. 52).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la liberté de distribution de tracts en bordure de la Halle Saint-Pierre.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant les vœux référencés n° 46 et n° 46 bis dans le fascicule, déposés par les groupes "Les Verts" et l'Exécutif, relatifs à la distribution de tracs en bordure de la Halle Saint-Pierre.

Je donne la parole à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire, il ne m'en faudra guère plus pour vous rappeler ce sujet.

Depuis maintenant plus de deux ans, les époux MAGDELONNETTE, qui ont été injustement licenciés de l'entreprise Marché Saint-Pierre, - ce qui a d'ailleurs été reconnu par le Tribunal des Prud'hommes - manifestent devant leur entreprise pour demander leur réintégration. Ils ont gagné tous leurs procès devant les Prud'hommes, mais, depuis, leur ancien employeur a fait un nouveau procès contre eux pour leur interdire de manifester devant le magasin, comme ils le faisaient chaque jour depuis plus de deux ans.

Ils respectent cette décision de justice même s'ils vont probablement la contester en Cour de cassation, mais leur comité de soutien a décidé de continuer à manifester tous les samedis devant l'entreprise. Et, malheureusement, depuis plusieurs semaines, des contrôles de police se sont multipliés, alors que le jugement du Tribunal est très précis - je l'ai moi-même relu : il ne concerne que les époux MAGDELONNETTE et ne peut en aucun cas interdire à qui que ce soit d'autre de distribuer des tracts pacifiquement devant cette entreprise.

Ce voeu a pour objectif de demander à M. le Préfet de police de laisser la démocratie s'exprimer devant ce magasin et de ne plus harceler les manifestants qui, chaque samedi, continuent à demander la réintégration de ces deux personnes et continuent à se battre pour le droit des salariés.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE PREFET DE POLICE. - La justice a définitivement tranché le conflit qui oppose de longue date les époux MAGDELONNETTE à la société Village d'Orsel avec deux décisions de la Cour d'appel, l'une de sa chambre sociale, que vous avez rappelée, mais l'autre plus récente de sa 14e chambre. Les termes de cet arrêt sont sans ambiguïté aucune et les époux ont vu les torts qui leur ont été causés, réparés par la justice.

En contrepartie, la Cour leur a désormais interdit de poser une atteinte excessive à l'image et au fonctionnement de ce commerce par une action de dénigrement systématique devant la clientèle. La Cour interdit notamment aux époux MAGDELONNETTE d'inciter le public, à l'entrée du magasin, de se rendre chez ses concurrents et à cet effet d'y déployer ou d'y faire déployer des banderoles, d'y distribuer ou d'y faire distribuer des tracts.

Tout lecteur de bonne foi de la décision peut donc constater que, d'une part, elle vise aussi bien les actions directement menées par les époux qu'inspirées par eux et, d'autre part, que la justice a décidé la fermeté en imposant une astreinte journalière de 100 euros.

Les policiers de l'arrondissement ne font qu'appliquer cette décision de justice. On peut regretter que les troubles répétés devant cette enceinte les détournent trop souvent de leur mission de protection des habitants du 18e arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Georges SARRE pour présenter le vœu n° 46 bis, je présume.

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Maire, chers collègues, je serais bref.

A la lecture du vœu des "Verts", adopté par le Conseil du 18e arrondissement, on ressent évidemment de la solidarité pour M. et Mme MAGDELONNETTE, et pour celles et ceux qui se mobilisent à leurs côtés afin d'obtenir leur réintégration dans leur emploi.

Je propose un vœu bis de l'Exécutif, car je tiens d'abord à ce que le Conseil de Paris défende les libertés publiques et individuelles, notamment celles de manifester, de distribuer des tracts, de faire signer des pétitions.

Ensuite, je tiens aussi à ce que notre assemblée se montre respectueuse de la Préfecture de police et de ses agents, que nous ne leur fassions pas de procès d'intention et que nous fassions la part des choses.

La mission de la Préfecture de police est complexe. Défendre les libertés individuelles et publiques, ce n'est pas seulement se montrer respectueux de la liberté d'expression, c'est aussi faire appliquer les décisions de justice et faire régner l'ordre républicain.

En l'espèce, le vœu de l'Exécutif est sans ambiguïté en faveur de la liberté d'expression du comité de soutien de M. et de Mme MAGDELONNETTE, mais sans davantage ambiguïté rédactionnelle qui pourrait laisser croire que nous faisons tel ou tel procès d'intention à la Préfecture de police.

Je suggère donc au groupe des "Verts" de retirer leur vœu, d'adopter celui de l'Exécutif et j'espère qu'il pourra être unanimement voté par le Conseil de Paris.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Retirez-vous votre vœu ?

M. Sylvain GAREL. - Non.

Comme il n'avait pas été prévu de vœu bis et que nous découvrons ce vœu bis, je demande une interruption de séance de cinq minutes pour en discuter.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Le vœu a été distribué hier à 16 heures.

Les cinq minutes sont de droit. Je vous demanderai d'essayer d'être le plus court possible dans cette interruption.

M. Sylvain GAREL. - Trois minutes.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Trois minutes.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix heures cinquante minutes, est reprise à dix heures cinquante cinq minutes, sous la présidence de M. Jean VUILLERMOZ, adjoint).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous reprenons nos travaux.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la liberté de distribution de tracts en bordure de la Halle Saint-Pierre.
Vœu déposé par l'Exécutif. (Suite).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur le Président du groupe "Les Verts", vous avez la parole.

M. Sylvain GAREL. - Nous trouvons que cette pratique qui consiste à redéposer systématiquement des vœux bis, surtout par rapport à des vœux adoptés par toute la majorité du 18e arrondissement, où même l'opposition n'a fait que s'abstenir, est une très mauvaise pratique.

En ayant discuté avec mes collègues socialistes et communistes, nous appelons donc à voter pour les deux vœux afin que les deux vœux soient adoptés par notre majorité et peut-être par l'opposition, si elle le souhaite.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons au vote des deux vœux.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de voeu est adoptée. (2009, V. 53).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de voeu est adopté. (2009, V. 54).

Vœu déposé par M. Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à la mise en garde à vue prolongée des membres du collectif "Les déboulonneurs". Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner les vœux référencés n° 47 et n° 47 bis dans le fascicule, déposés par le groupe "Les Verts" et l'Exécutif, relatifs à la mise en garde à vue prolongée des membres du collectif "Les déboulonneurs".

Je donne la parole à Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est une nouvelle atteinte aux libertés. Je suis désolé mais elles sont nombreuses actuellement. Nous allons intervenir à chaque fois que cela sera nécessaire.

Depuis maintenant plusieurs années, "Les déboulonneurs" s'opposent au déferlement publicitaire qui, dans notre ville comme dans beaucoup d'autres, agresse les citoyens et toutes les personnes qui s'y promènent. "Les déboulonneurs" souhaitent limiter cette invasion publicitaire.

Pour ce faire, ils repèrent des panneaux publicitaires qui leur semblent totalement scandaleux par leur emplacement ou par leur gigantisme et les barbouillent d'une façon très citoyenne car ils attendent que la police soit présente pour le faire et annoncent leurs opérations à l'avance. Ce ne sont pas des opérations clandestines ou dissimulées.

Un certain nombre d'entre eux se font interpeller par la police à chaque fois, bien qu'ils s'y prennent toujours d'une manière non violente et pacifique.

Cette fois, au lieu d'avoir été relâchés après quatre heures, ils ont passé 20 heures en garde à vue dans un commissariat.

Garder durant 20 heures six personnes qui se sont contentées de barbouiller des affiches publicitaires est une façon de les punir sans les juger. Il faut arrêter avec cette pratique. Les gardes à vue doivent demeurer exceptionnelles.

Depuis six ans, le nombre de gardes à vue a augmenté de 67 % en France, c'est tout à fait scandaleux. Les gardes à vue doivent être réservées à des délits graves et à des faits susceptibles d'entraîner des condamnations, ce qui n'est pas le cas. A chaque fois que "Les déboulonneurs" ont été jugés, ils ont été condamnés à de simples amendes.

Je demande à M. le Préfet de police de faire en sorte que ces militants puissent continuer à s'exprimer sans subir des gardes à vue prolongées et que ces gardes à vue soient exceptionnelles, lorsqu'on ne peut pas faire autrement.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole pour répondre.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Vous questionnez le Préfet de police au sujet d'un cas d'espèce qui relève de l'exercice de prérogatives de police judiciaire sous la responsabilité de la Justice. Son contrôle s'est, dans cette affaire, parfaitement exercé. Je me bornerai donc à quelques informations factuelles.

Lorsqu'une personne est interpellée pour un fait délictuel - en l'occurrence une dégradation de biens - elle est conduite au commissariat de police. Le placement en garde à vue est alors obligatoire depuis la loi du 15 juin 2000 relative à la présomption d'innocence. Bien que parfois jugé un peu lourd dans certaines circonstances par les policiers eux-mêmes, ce formalisme procédural est appliqué systématiquement car à défaut il entraîne des vices de procédure.

Le délai de quatre heures applicable au contrôle d'identité ne peut donc pas s'appliquer dans cette affaire, comme d'ailleurs dans les affaires précédentes qui impliquaient "Les déboulonneurs".

Ce qui a singularisé l'épisode du 28 février, c'est l'attitude des personnes en cause. Par leur refus de décliner ne serait-ce que leur identité, par leur obstruction à l'enquête en ne répondant pas aux questions posées par les enquêteurs et par leur attitude à la limite de l'outrage, elles ont d'elles-mêmes allongé le temps nécessaire à l'établissement de la procédure.

En outre, cette opération n'était pas tout à fait symbolique puisque de la peinture a été utilisée sur un support sur verre. Un délai a été nécessaire pour vérifier si les dégradations étaient réversibles ou non.

Comme à chaque fois, la procédure a été transmise à l'autorité judiciaire, seule compétente pour décider de la suite à donner. Encore une fois, il n'y a pas d'obstruction ou de répression particulière de la police à l'encontre de ce mouvement.

Enfin, s'agissant de l'augmentation du nombre de gardes à vue en six ans, c'est vrai : elles ont augmenté ! Il faut voir que 86.900 faits ont été élucidés en 2008 contre 50.000 en 2001, soit 71 % de plus, ce qui correspond quasi-exactement à l'augmentation du nombre de gardes à vue.

Vous voyez donc qu'il s'agit de l'explication principale de cette hausse, explication totalement ignorée par un quotidien de référence dans son long supplément de quatre pages récemment consacré au sujet…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur Georges SARRE, vous avez la parole.

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Pour commencer, je vous dirai que j'ai une profonde sympathie pour l'action du collectif "Les déboulonneurs".

Dans une société où le consumérisme et de surcroît le consumérisme frustré par les inégalités sociales, sur fond d'ultralibéralisme mondial et européen, ronge les liens sociaux et l'authenticité des rapports humains, ces militants antipublicité défendent, je le crois, une cause juste.

Nous sommes dans un état de droit et nous voulons y rester. Cela signifie naturellement que les infractions contraventionnelles de ces militants peuvent faire l'objet de contraventions. Ils le savent et l'assument.

Cela veut dire aussi qu'ils ne peuvent être mis en garde à vue pour ce type d'infractions. Si d'aventures certains ont été placés en garde à vue, mon étonnement est grand. Je crois que M. le Préfet de police doit nous dire dans quelles circonstances.

Le Procureur de la République devrait aussi indiquer au Maire ou par délégation à moi-même quelles suites ont été données à cette garde à vue. Ceci nous permettrait d'apprécier la pertinence de la garde à vue. Je propose un vœu bis de l'Exécutif allant dans ce sens.

En revanche, et je le dis sans faux-fuyants à mes collègues du groupe "Les Verts", ne comptez pas sur moi pour faire adopter un vœu qui amalgamerait toutes sortes d'affaires et dresserait du Préfet de police le portrait de quelqu'un qui emprisonnerait, que dis-je, qui embastillerait tous les militants !

Cela n'est pas séreux.

Je préfère m'en tenir au droit. Les militants antipublicité peuvent compter sur mon soutien et sur celui de toute la Municipalité pour défendre les leurs.

Si le groupe "Les Verts" a la sagesse de retirer son vœu, nous pourrions nous retrouver tous ensemble sur celui de l'Exécutif.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur le Président GAREL, retirez-vous votre vœu ?

M. Sylvain GAREL. - Non, Monsieur le Maire.

Comme dans le cas précédent, il y a un problème de méthode. Nous ne pouvons pas, lorsque nous présentons nos vœux au sein de la majorité, nous entendre dire qu'il n'y a pas de problème pour au dernier moment nous voir présenter un vœu bis différent de celui que nous avons déposé.

Nous maintenons donc le vœu et nous souhaitons que, comme dans le précédent vote, les élus de la majorité votent les deux vœux.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Bien.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de voeu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de voeu est adopté. (2009, V. 55).

2009, DPVI 11 - Signature d' une charte de gestion urbaine de proximité sur le quartier Joseph Bédier - Porte d'Ivry entre la Ville de Paris, la SEMAPA et Paris Habitat.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons examiner le projet de délibération DPVI 11 relatif à la signature d'une charte de gestion urbaine de proximité sur le quartier Joseph Bédier - Porte d'Ivry, entre la Ville de Paris, la S.E.M.A.P.A. et "Paris Habitat".

Je donne la parole à Mme Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, Le projet de délibération présenté aujourd'hui formalise une démarche impulsée par la Ville depuis 2004. Cette démarche de gestion urbaine de proximité sur le quartier Joseph Bédier - Porte d'Ivry, a été l'un des axes majeurs engagés par les services de la Ville et leurs partenaires depuis 2004.

Je tiens à saluer le travail mené pendant ces dernières années par l'Adjointe à la Politique de la ville, Mme Martine DURLACH, poursuivi par Mme Gisèle STIEVENARD, les services de la Ville et leurs partenaires, notamment les gardiens de "Paris Habitat" et la S.E.M.A.P.A. qui contribuent à l'amélioration quotidienne des conditions de vie des habitants (propreté, nuisances, amélioration pour les personnes âgées, activités pour les jeunes) et à leur implication dans les projets urbains.

Il nous est demandé aujourd'hui de formaliser cette démarche positive en votant une charte qui permettra la reconnaissance des acteurs de terrain, cette charte constituant un cadre permettant une meilleure visibilité du travail en commun à l'œuvre depuis quelques années, dont le but est de préserver l'environnement des habitants lors des grandes phases de transformation du cadre urbain et bâti.

Formaliser cette démarche doit aussi, nous l'espérons, contribuer à accélérer la signature de la convention avec l'A.N.R.U. et l'ensemble des partenaires. Je rappelle que le dossier de candidature pour ce site a été déposé depuis 2007 et nous devrions en 2009 être amenés à signer la convention.

La Ville a fait un effort financier important dans le quartier Bédier en offrant de nouveau locaux au centre social dans l'immeuble neuf de l'O.P.A.C. Claude Régaud. Malheureusement, nous attendons encore l'investissement de l'Etat pour l'aménagement du nouveau local qui tarde comme d'habitude, hélas, lorsqu'il s'agit des quartiers politique de la ville.

Je conclus, et vous l'aurez tous compris : le groupe communiste et élus du parti de gauche votera ce projet de délibération. Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Mme Gisèle STIEVENARD.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Je remercie Mme Emmanuelle BECKER d'attirer l'attention du Conseil sur ce projet de délibération et je m'associe à l'hommage rendu à notre collègue Mme Martine DURLACH qui a investi beaucoup d'énergie pour que la politique de la ville ait toute sa place dans notre Capitale.

Je tiens à préciser que cette charte vient couronner un travail en commun des divers acteurs locaux : la Ville, la mairie d'arrondissement, les bailleurs, les associations et les habitants. L'objectif est bien sûr d'améliorer la qualité de vie des habitants de nos quartiers en matière de tranquillité, de qualité des espaces verts, de la voirie, des équipements. Vous avez aussi mentionné le centre social. Il est vrai que nous souhaiterions que l'A.N.R.U. soit davantage au rendez-vous des besoins de financement qui s'expriment dans nos différents quartiers politique de la ville.

Il reste que cette charte est la première qui est présentée devant le Conseil de Paris. Elle sera suivie de beaucoup d'autres : quatre au moins dans le courant de l'année 2009 pour les secteurs Pouchet, Montmartre-Clignancourt, Goutte d'Or et Michelet, et les autres quartiers suivront.

Il est important de renforcer la coopération des services dans le traitement du cadre de vie des habitants du quartier Bédier-Porte d'Ivry en l'occurrence, ce qui permet la résolution plus rapide des nuisances qui peuvent être constatées.

La gestion urbaine de proximité, vous avez raison, a été mise en marche voilà plusieurs années. Des réunions se tiennent, appelées "cellules de veille", régulièrement, pour faire le point sur la situation des quartiers et permettre à l'ensemble des acteurs d'échanger et de décider en temps utile des interventions nécessaires.

J'ajoute que la DPVI consacre une large part de son enveloppe annuelle d'investissement à des opérations d'aménagement de proximité, comme la requalification des recoins, les aménagements d'espaces publics de proximité, également à des actions de sensibilisation des habitants sur des questions d'usage, de tri sélectif, de propreté.

L'existence de ces chartes, élaborées en étroite relation avec les mairies d'arrondissement et les bailleurs, permet véritablement de prendre en compte la demande, les attentes des habitants.

J'indique, pour conclure, que le document sera signé officiellement dans les prochaines semaines par la Mairie de Paris, la mairie du 13e arrondissement, la S.E.M.A.P.A. et "Paris Habitat".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 11.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DPVI 11).

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT, Mme Aline ARROUZE et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif à la création d'un observatoire du racisme.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 48 dans le fascicule, déposé par le groupe communiste, Mme SIMONNET et M. CORBIÈRE, relatif à la création d'un observatoire du racisme.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous savez qu'il existe aujourd'hui un grand nombre d'observatoires qui visent à lutter contre les discriminations : un observatoire de l'antisémitisme, un observatoire de la parité, un observatoire du handicap, et curieusement, il n'existe aujourd'hui aucun observatoire chargé de lutter contre le racisme.

Ce vœu vise donc à ce que la Ville de Paris contribue à la mise en place d'un observatoire du racisme, qui reposerait à la fois sur la mise en place d'une ligne d'écoute, chargée de recueillir les témoignages des victimes, et, sur la base de cette ligne d'écoute et des témoignages recueillis, d'établir un rapport annuel qui émettrait des recommandations sur la question de la lutte contre le racisme.

Voilà le sens de ce vœu. Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme Yamina BENGUIGUI.

Mme Yamina BENGUIGUI, adjointe. - Monsieur le Président, je souhaiterais rappeler à notre Assemblée qu'il existe de nombreux organismes et institutions ayant vocation à observer et mesurer le racisme, l'antisémitisme et les discriminations, comme par exemple l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme ou la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité.

La Ville soutient activement des associations en pointe sur ces sujets, telles que S.O.S. Racisme, l'AFIP ou le CAPDIV, dont l'action et la mobilisation ont permis de bousculer les préjugés.

Pour mieux combattre le racisme et les discriminations, nous devons identifier l'invisible, le pernicieux et traquer les dysfonctionnements liés aux préjugés qui gangrènent notre société.

C'est pour cela que je souhaite donner un avis favorable à la création d'un groupe de réflexion chargé d'étudier la mise en place d'un observatoire parisien, ainsi que d'un groupe d'experts pérenne sur les thématiques "racisme, lutte contre les discriminations et antisémitisme".

Et en ce qui concerne la lutte contre les préjugés raciaux, j'organise ce jeudi à l'Hôtel de Ville un colloque qui a pour titre "Décolonisons les imaginaires", auquel j'aimerais tous vous convier. Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

J'ai bien compris que vous proposiez un avis favorable à ce vœu, Madame BENGUIGUI ? C'est un avis favorable ?

Mme Yamina BENGUIGUI, adjointe. - Oui, pardon ! Excusez-moi ! C'est un avis favorable.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe communiste, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 56).

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT, Mme Aline ARROUZE et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif à la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 49 dans le fascicule, déposé par le groupe communiste, Mme SIMONNET et M. CORBIÈRE, relatif à la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie.

Je donne la parole à Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous savez que la Journée internationale de lutte contre l'homophobie est désormais officiellement reconnue par la France depuis 2008, suite d'ailleurs à une décision de Rama YADE, que je voudrais saluer.

Ce vœu vise à ce que Paris s'inscrive dans cette Journée internationale contre l'homophobie, participe à cette journée, en organisant à la fois des débats dans les arrondissements et aussi qu'au Conseil de Paris du mois de mai, puisque cette Journée internationale contre l'homophobie a lieu au mois de mai, nous marquions notre participation à cette journée.

Dans la mesure où Rama YADE est à l'initiative de la reconnaissance par la France de cette journée je pars du principe que les élus de droite voteront ce voeu avec enthousiasme.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Mme Yamina BENGUIGUI.

Mme Yamina BENGUIGUI, adjointe. - L'Exécutif est évidemment favorable à ce voeu. Je voudrais annoncer à cette occasion que Paris célébrera cette année les 15 ans de SOS-homophobie à l'Hôtel de Ville le 13 mai prochain, ce qui est un symbole fort de notre engagement et ne se fait dans aucune autre ville.

Le site paris.fr et les panneaux lumineux renverront vers le site du comité IDAHO que l'on soutient depuis sa création, et qui annoncera tous les débats et événements liés à cette journée. La lutte contre les discriminations, dont la lutte contre l'homophobie, pourrait faire l'objet d'une communication d'ici un an afin de montrer l'engagement du Conseil de Paris contre toutes les formes d'intolérance et de discrimination.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci. Donc un avis favorable.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe communiste, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

M. Jean-François LAMOUR. - Abstention, Monsieur le Maire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - J'ai vu des voix pour.

M. Jean-François LAMOUR. - Oui, mais il y a aussi des abstentions.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 57).

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste, M. Alexis CORBIÈRE et Mme Danielle SIMONNET relatif à la lutte contre les discriminations dans les entreprises.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons examiner le vœu référencé n° 50 dans le fascicule déposé par le groupe communiste, Mme SIMONNET et M. CORBIÈRE, relatif à la lutte contre les discriminations dans les entreprises.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu est relatif à la lutte contre les discriminations dans les entreprises et vise à ce que la Ville de Paris contribue à favoriser les entreprises qui font le choix de promouvoir l'égalité en leur sein.

Ce vœu relaie en réalité trois demandes. La première est que nous intégrions aux critères d'attribution des marchés et des délégations de service public la lutte menée par les entreprises contre les discriminations.

Il vise aussi à ce que nous excluions les entreprises condamnées pour des faits de discrimination et il vise enfin à ce que les S.E.M. parisiennes soient exemplaires dans ce domaine.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Yamina BENGUIGUI.

Mme Yamina BENGUIGUI, adjointe. - En ce qui concerne les critères d'attribution des marchés, la Ville doit se conformer au Code des marchés publics.

Or, il n'est pas légal, pour le moment, de prendre en compte les actions de lutte contre les discriminations et pour l'égalité menées par les entreprises. Si la Ville prenait une telle initiative, le marché serait annulé.

En revanche, il est possible d'intégrer dans les marchés de la Ville une clause indiquant que nous sommes attachés au respect des dispositions de la loi 2008-496 du 27 août 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations par nos cocontractants.

En ce qui concerne l'exclusion des entreprises condamnées pour des faits de discrimination, le Code des marchés publics liste les interdictions de soumissionner aux marchés publics.

Il n'est pas possible pour la Ville de mettre en place d'autres interdictions, sauf à encourir le juge administratif.

La Ville prend déjà en compte des critères sociaux et environnementaux dans l'attribution des marchés publics et met à profit tous les moyens à sa disposition pour mettre en oeuvre les valeurs de justice, de solidarité et d'égalité dans son fonctionnement.

Nous ferons tout notre possible pour éveiller les consciences face aux discriminations, mais nous ne pouvons le faire que dans le strict respect de la loi.

En ce qui concerne les S.E.M. parisiennes, ces sociétés dont la Ville est désormais l'actionnaire majoritaire se sont engagées depuis la précédente mandature dans un processus de lutte pour l'égalité et certaines, comme "Eau de Paris" ou les Pompes Funèbres sont d'ailleurs particulièrement exemplaires pour leurs actions menées aussi bien au sein de leur direction des ressources humaines - "Eau de Paris" et son action en faveur de l'égalité femmes/hommes -, que vis-à-vis de leur public - les services funéraires ont notamment mis en place une politique visant à respecter les cultes et les croyances de tous les défunts et de leur famille.

Nous espérons que ces actions continueront au cours de la prochaine mandature.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, donc avis favorable. Oui ? Avis favorable.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe communiste, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 58).

2009, DPVI 19 - Subvention globale de fonctionnement au titre de l'Intégration à l'association Ayyem Zamen. - Montant : 60.000 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le projet de délibération DPVI 19 relatif à l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement au titre de l'intégration de l'association "Ayyem Zamen".

Je donne la parole à Mme Roxane DECORTE.

Mme Roxane DECORTE. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, il nous est demandé d'approuver une subvention totale de fonctionnement de 60.000 euros au titre de l'intégration à l'association "Ayyem Zamen" pour l'exercice 2009.

Dans ce projet de délibération, il est écrit : "Ce lieu fonctionne sur le modèle du café social Belleville, en conformité avec ses valeurs fondatrices de laïcité, mixité, tolérance et de respect".

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire en Conseil d'arrondissement, je regrette que ce lieu apparaisse comme un lieu cloisonné et non ouvert, où les femmes trouvent difficilement leur place. Lors de l'inauguration du café social rue Dejean, qui est un temps fort dans la vie d'une association, sur les murs se trouvaient seuls des portraits d'hommes.

Je suis résolument pour le choix du décloisonnement qui donne la même valeur aux citoyens et aux lieux. Il est essentiel de faire de "l'inter", de l'ensemble, et de ne pas fermer, exclure, cloisonner. "Ayyem Zamen", autrement dit, le bon vieux temps, en arabe, impliquerait-il une séparation des sexes au moment où vient de se finir la sixième édition du beau festival "au féminin" à la Goutte d'Or et de la Journée internationale de la femme.

Je profite également de ce projet de délibération pour exprimer ma déception face à la fermeture du restaurant d'insertion "Lectures gourmandes" situé 28, rue de la Goutte-d'Or, juste à côté. Un lieu s'est ouvert mais un autre se ferme alors que nous savons à quel point l'insertion par l'économique est essentielle à la Goutte d'Or. N'est-il pas judicieux que la Ville mette tous les moyens pour que cette belle aventure humaine, "Lectures gourmandes", puisse continuer.

Je profite de la présence de Christophe GIRARD, qui se sauve. Au même moment, avec une dette de 48.000 euros, l'association "Procréart", qui gère le Lavoir moderne parisien, seul théâtre de la Goutte d'Or depuis 1985, risque la mise en liquidation par le Tribunal de grande instance. Depuis dix ans, le montant de la subvention de fonctionnement de la Ville est resté le même alors que les charges ont augmenté de 45 % et que le Lavoir moderne parisien doit faire face, et vous le savez, à la concurrence institutionnelle entre le 104, les Trois Baudets et l'espace Barbara.

Permettez-moi, puisque vous êtes là, de solliciter de manière solennelle et urgente l'introduction pour le mois prochain d'un projet de délibération qui permettre au Lavoir moderne parisien, symbole de la culture de proximité dans ce quartier sensible de la Goutte d'Or, de ne pas fermer.

Merci de votre attention.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je donne la parole à Mme Pascale BOISTARD pour la réponse.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Madame DECORTE, je vous remercie pour votre intervention et je suis ravie que vous partagiez ma vision de la mixité, notamment, entre les hommes et les femmes.

Si vous avez remarqué, lors de l'inauguration du café Dejean, des portraits d'hommes, peut-être s'agissait-il aussi d'une exposition particulière quant aux métiers de certains hommes qui ont migré vers la France pour mettre en valeur la mémoire de ceux qui sont venus reconstruire la France.

Mais je peux vous rassurer sur les projets culturels de cette association dans les deux cafés sociaux, ils se dirigent aussi bien en direction des hommes qu'en direction des femmes, et donc, si je peux vous rassurer par mon intervention, je vous invite à voter ce projet de délibération.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - J'ai une demande de prise de parole par M. le président du groupe "Les Verts".

Très rapidement.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire, j'interviens pour vous dire que nous soutenons ce projet de délibération.

Je voulais rebondir sur ce que venait de dire Mme Roxane DECORTE concernant le L.M.P. et son souhait que la situation de ce lieu soit examinée avec la plus grande bienveillance par notre Assemblée.

Nous nous associons tout à fait à cette demande. Le L.M.P. ne doit surtout pas fermer ; c'est l'un des plus importants lieux culturels de la Goutte d'Or et il faut tout faire pour sauver ce lieu et l'association qui le gère depuis près d'un quart de siècle.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 19.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DPVI 19).

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE, relatif aux employés sans papiers de la société "Onet", sous traitant de "La Poste".
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant les vœux référencés n° 51 et n° 51 bis dans le fascicule, déposés par le groupe communiste, Mme SIMONNET, M. CORBIÈRE et l'Exécutif, relatifs aux employés sans papiers de la société "Onet", sous traitant de la Poste.

Je donne la parole à Mme SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - La situation des employés sans papiers de la société "Onet", qui est sous-traitante du centre de distribution du courrier de "La Poste" Paris 20e et Paris 11e, est aussi préoccupante qu'instructive.

"La Poste", service public encore, service public pour l'instant, mais tout le monde connaît les projets de sa privatisation, sous-traitait le nettoyage à une entreprise qui s'appelait "Aspirotechnique".

Cette société a voulu licencier trois de ses employés sous prétexte qu'ils n'étaient pas titulaires de titres de séjour. Sachez que deux d'entre eux travaillaient à "La Poste" depuis huit ans sur le nettoyage de ce centre de distribution.

Une mobilisation très forte a eu lieu, avec notamment les organisations syndicales salariés, mais aussi, plus largement, la population.

Entre-temps, c'est la société "Onet" qui a remporté le marché du nettoyage du centre de distribution du 20e.

Elle se refuse aujourd'hui de remplir les documents Cerfa prévus pour l'embauche de ces travailleurs étrangers.

A travers ce vœu, nous demandons au Maire de Paris d'intervenir auprès de la direction d'"Onet" afin qu'elle garantisse la transmission de tous les documents nécessaires, non seulement pour la régularisation et donc pour le maintien à leur poste ou plutôt pour la réintégration de ces trois salariés.

Nous demandons également au Maire de Paris, à travers ce vœu, d'intervenir auprès de "La Poste", afin qu'elle exige de son sous-traitant le respect des droits des salariés qu'elle emploie.

Vous savez, dans le contexte dans lequel nous sommes aujourd'hui, où Eric BESSON a encore jugé utile ce week-end d'attaquer le film "Welcome", film qui dénonce la criminalisation des citoyens et des citoyennes solidaires des sans papiers, ce vœu sera tout à l'honneur de notre Municipalité et il me semble plus que jamais nécessaire que les élus de la République que nous sommes, tous ici présents, soient prêts à être les futurs accusés du délit de solidarité inacceptable qui s'est mis en place.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Pascale BOISTARD, pour la réponse.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voulais remercier les élus du groupe communiste pour leur soutien, à travers ce vœu, à trois nouveaux travailleurs sans papiers.

Malgré tout, je propose un vœu n° 51 bis, car il me semble que l'on mélange un petit peu tout, dans ce vœu qui est proposé par le groupe communiste.

Pour clarifier la situation, je voulais rappeler que le Maire de Paris soutient depuis toujours tous les travailleurs sans papiers et qu'il continuera à le faire, aussi pour ces trois travailleurs sans papiers de la société "Onet".

En revanche, je tiens à rappeler, dans l'esprit de la charte d'Amiens, qu'il ne revient peut-être pas à un exécutif de se substituer aux syndicats et c'est pour cela que j'enlèverai du vœu cette partie.

Je propose donc une nouvelle formulation qui invite le Maire de Paris à intervenir auprès du Préfet de police pour soutenir la demande d'obtention d'un titre de séjour formulée par les trois salariés de la société "Onet", sous-traitante de La Poste, et de s'associer, et non pas de se substituer, au mouvement de solidarité qui s'exprime depuis plusieurs semaines pour la défense des droits des trois salariés de la société "Onet".

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame SIMONNET, acceptez-vous la proposition de l'Exécutif ?

Mme Danielle SIMONNET. - Oui, bien que je ne partage pas du tout la référence à la charte d'Amiens qui n'a rien à faire ici, excusez-moi.

Par ailleurs, rassurons-nous, les élus de la majorité auront de nombeuses autres fois à intervenir sur ce qui peut se passer dans le monde du travail et quand on est de gauche, c'est bien là notre rôle de soutenir les luttes sociales et de prendre position lorsque des manquements au droit du travail nous semblent inacceptables.

En revanche, bien évidemment, nous retirons notre vœu au profit du vœu proposé.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 59).

2009, DASCO 29 - Signature avec la RIVP d'une convention de transfert provisoire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une école polyvalente de 12 classes sur le lot 2.7.2. de la ZAC "Cardinet-Chalabre" (17e).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DASCO 29 relatif à la signature avec la R.I.V.P. d'une convention de transfert provisoire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une école polyvalente de 12 classes dans la Z.A.C. Cardinet-Chalabre.

Je donne la parole à M. Hervé BENESSIANO.

M. Hervé BENESSIANO. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet envisage donc de désigner la R.I.V.P. comme maître d'ouvrage unique pour la réalisation de l'école polyvalente de 12 classes dans la Z.A.C. "Cardinet-Chalabre".

En contrepartie, elle recevra une compensation financière forfaitaire pour les frais de gestion qu'elle aura engagés.

Le coût déterminé sur la base de l'étude du cabinet Grether s'élève aujourd'hui à 19.864.371 euros T.T.C. La compensation s'élève à 483.757 euros, ce montant étant calculé en fonction du coût de l'opération.

En regardant de près l'évaluation du coût de construction de cet ensemble, le budget prévisionnel nous semble excessif par rapport aux valeurs du marché.

Coût des travaux : 13.254.230 euros hors taxes ; le coût des travaux au mètre carré s'élèvera à environ 2.000 euros.

Honoraires du maître d'œuvre : 1.062.869 euros hors taxes, ce qui paraît très important, puisque les honoraires d'architecte pour des grands projets, qu'ils soient privés ou publics, s'élèvent au maximum à 5 %. De plus, tout ce qui est contrôle technique est très surévalué.

Le montant compensatoire de la maîtrise d'ouvrage étant calculé sur ces chiffres, cela explique peut-être cela.

D'autre part, nous souhaitons que la R.I.V.P. associe la mairie d'arrondissement au choix du projet architectural.

Si nous sommes, bien entendu, d'accord sur le fond, la construction d'une école polyvalente de 12 classes sur la Z.A.C. "Cardinet-Chalabre", en revanche, nous sommes très réservés sur la surévaluation des prix qui nous sont actuellement annoncés pour faire les calculs de compensation auprès de la R.I.V.P.

C'est la raison pour laquelle nous nous abstiendrons sur ce projet.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je donne la parole à Colombe BROSSEL pour une réponse.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Monsieur BENESSIANO, je vous l'avoue, je suis un peu surprise par la tonalité de votre intervention et par la suspicion que vous jetez sur les services de la Ville d'une part, puisque ce travail a été effectué, bien évidemment, par les services de la DASCO, et sur une société d'économie mixte de la Ville qu'est la R.I.V.P. en essayant d'expliquer entre les lignes, sans qu'évidemment rien ne puisse objectivement étayer ce type de propos, qu'il pourrait y avoir - j'ai entendu le mot - "enfumage".

Je suis un peu choquée par la tonalité de cette intervention qui revient à semer le doute, semer le trouble et jeter de la suspicion sur les services de la Ville qui, objectivement, font leur travail et le font bien.

Si vous me le permettez, je ne vais même pas répondre sur cet aspect de votre intervention…

M. Hervé BENESSIANO. - Vous ne connaissez pas le dossier !

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - Si, je connais assez bien le dossier, car je travaille. Je vois assez bien de quoi on parle.

M. Hervé BENESSIANO. - C'est normal, vous êtes pardonnée.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, rapporteure. - Je n'ai pas besoin de pardon.

Je ne vous répondrai pas sur ce sujet, car j'ai pour principe de ne pas répondre aux propos qui jettent la suspicion sans être étayés par quoi que ce soit. Nous verrons bien ce qu'il en sera à la fin.

Par ailleurs, il est toujours paradoxal de voir des élus d'arrondissement s'abstenir sur la construction d'une nouvelle école dans leur arrondissement.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

C'est un message intéressant pour la communauté éducative de votre arrondissement, mais je vous laisserai le leur transmettre.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Evidemment, sur le choix architectural, la mairie du 17e sera associée, comme à chaque fois dans les jurys de concours, au choix de l'équipement.

M. Hervé BENESSIANO. - Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 29.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DASCO 29).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au non-remplacement des absences d'enseignants dans les écoles du 14e arrondissement par l'Education nationale.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le vœu référencé n° 52 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au non-remplacement des absences d'enseignants dans les écoles du 14e arrondissement.

Je donne la parole à Mme Olivia POLSKI.

Mme Olivia POLSKI. - Merci, Monsieur le Maire.

Considérant qu'au cours du dernier semestre, la mairie du 14e arrondissement, par l'intermédiaire de sa maire adjointe au secteur scolaire et périscolaire, a été à de trop nombreuses reprises saisie par des parents d'élèves individuellement ou par les groupes locaux de fédération au sujet d'absences d'enseignants non remplacés par l'éducation nationale.

Considérant que ces non-remplacements ont pu durer plusieurs semaines d'affilée, se répéter et se multiplier dans au moins une dizaine d'écoles de l'arrondissement, sur proposition d'Olivia POLSKI, moi-même, et des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, le Conseil de Paris émet le vœu que le Maire de Paris demande au Rectorat davantage de postes de remplaçants pour l'Académie de Paris, qu'il rappelle que l'instruction est obligatoire en France et que c'est le rôle de l'Éducation Nationale de s'organiser pour la mettre en œuvre dans des conditions acceptables.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole pour la réponse à Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Avis très favorable de l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur MENGUY, vous avez une explication de vote ? Très rapidement, s'il vous plaît.

M. Jean-François LAMOUR. - Non, il va prendre le temps.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Rapidement.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Nous allons voter contre ce vœu.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Attendez, vous ne savez pas pourquoi. Ne préemptez pas l'explication voyons !

Ce vœu est assez décalé, je suis surpris de voir un vœu venir du 14e arrondissement. Le nouveau Maire, dont je salue l'élection, avait des responsabilités précédentes qui, de droit, le faisaient siéger au Rectorat aux réunions du C.D.E.N.

Lors de la dernière réunion, nous avons discuté avec les représentants des parents et ceux des enseignants. Nous avons "essayé" de discuter, puisqu'après une heure, une heure et demie, M. Pascal CHERKI a décidé d'accompagner les syndicats et de quitter la salle des discussions.

Je suis étonné de voir ce vœu arriver puisque le C.D.E.N. était le cadre idéal suite au C.T.P. pour discuter de ces postes. J'ai été très déçu de voir que M. Pascal CHERKI ne souhaitait ni débattre ni discuter de ces questions avec les représentants du Rectorat et avec les élus.

Puisque c'est un vœu sur les absences non remplacées, j'émets le vœu que Mme Colombe BROSSEL, dans vos nouvelles responsabilités, vous siégerez au C.D.E.N. avec plus de conviction que votre prédécesseur.

C'est la raison pour laquelle nous voterons contre ce vœu.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 60).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux logements des directeurs d'établissements scolaires parisiens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 53 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux logements des directeurs d'établissements scolaires parisiens.

Je donne la parole à M. Jean-Baptiste MENGUY.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Dans le prolongement de ce que je disais, nous sommes à la droite de cet hémicycle très attachés à ce que l'école parisienne soit un lieu de réussite et d'épanouissement pour tous les enfants parisiens.

Ceci passe par trois principes et d'abord une pédagogie efficace. Je salue l'excellent travail que fait la communauté éducative de notre ville parce que c'est un métier difficile sur lequel elle apporte sa compétence, on ne peut que s'en féliciter.

Le deuxième principe est de pouvoir assurer à nos enfants et nos familles un accueil dans les écoles. Sans revenir sur la question du service minimum d'accueil, je crois que la décision du Tribunal administratif va dans le bon sens pour les intérêts des enfants et des familles.

Le troisième point concerne les conditions de travail notamment des directeurs des établissements scolaires. Ce vœu, parce que nous avons l'expérience de certains cas difficiles et qu'il s'avère que tous les arrondissements sont touchés, demande tout simplement à ce qu'un audit puisse être réalisé sur les conditions d'hébergement, d'attribution, de financement et de rénovation des logements de fonction des directeurs d'établissements scolaires.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Mme Colombe BROSSEL, pour la réponse.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Nous sommes bien entendu tout aussi attachés que les élus à la droite de cet hémicycle à tout ce qui vient d'être rappelé, cela va sans dire.

La question des logements des directeurs d'établissements scolaires est une vraie question. Effectivement, cela fait également partie de la qualité du service public rendu aux petits Parisiens.

Pour information, vous le savez certainement, c'est un million et demi d'euros qui sont consacrés aux travaux dans ces logements sur lesquels, lors de l'élaboration du nouveau budget, 200.000 euros supplémentaires ont été apportés. C'est vous dire si la Ville de Paris considère que cette question est importante et mérite un accompagnement, notamment financier de notre part.

Je vous précise également qu'au-delà des logements nous avons intégré les loges de gardiens. En termes de vie quotidienne des acteurs principaux de l'école, la qualité des loges de gardiens et de gardiennes fait partie des impératifs qui s'imposent à nous.

Ceci rappelé, sur votre vœu, par principe, toute demande d'information émanant de Conseillers de Paris me paraît justifiée, j'y répondrai favorablement.

Je vous propose de vous transmettre, peut-être à chaque Président de groupe, c'est certainement ce qui pourrait être le plus efficace, un état des lieux des logements de directeur d'établissements scolaires parisiens.

C'est la proposition que je peux faire.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Par arrondissement.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Evidemment par arrondissement, je ne vais pas les classer par ordre alphabétique !

Cette demande émane d'un élu d'un groupe politique, je réponds à ce titre. Je vous propose donc de passer par les Présidents de groupe en classant bien entendu par arrondissement.

Charge à eux de transmettre l'information. Je reste à la disposition de l'ensemble des Maires d'arrondissement pour répondre à leurs interrogations.

Je peux m'engager à vous transmettre un état des lieux, laissez-nous le temps nécessaire pour le réaliser.

Je dis cela parce que le mot audit a été employé dans votre vœu. Je ne vois pas ce que vous intégrez comme information sous ce vocable. Je m'engage à vous transmettre un état des lieux.

Si nous sommes clairs là-dessus, je donnerai un avis favorable à votre vœu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 61).

2009, DJS 237 - Mise en oeuvre de l'opération "Paris Jeunes Talents" 2009.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DJS 237 relatif à la mise en œuvre de l'opération "Paris Jeunes Talents" 2009.

Je donne la parole à M. Hermano SANCHES RUIVO.

M. Hermano SANCHES RUIVO. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, à ce Conseil, quatre projets de délibération sont soumis concernant des dispositifs municipaux en faveur des jeunes Parisiens, qui représentent près d'un quart de la population de Paris.

Depuis 2001, la Ville de Paris développe une politique volontariste et ambitieuse destinée à favoriser l'accès à l'autonomie des populations âgées de 13 à 30 ans.

Créés en 2002, les quatre dispositifs "Paris Jeunes" existants ont pour but d'apporter un soutien financier ou logistique aux jeunes dans leurs initiatives personnelles ou collectives, leurs projets et les aider dans leur prise d'autonomie mais aussi dans leur insertion professionnelle.

Ce sont plus de 10.000 jeunes résidant, travaillant ou étudiant à Paris, qui ont déjà bénéficié de ces dispositifs.

Afin de poursuivre dans cette voie, tout en relevant de nouveaux défis, Bruno JULLIARD a voulu donner une nouvelle impulsion à ces dispositifs en élargissant leur champ d'action et en touchant toujours plus de jeunes des horizons les plus divers.

Aujourd'hui, nous pouvons noter une vraie cohérence entre les dispositifs, les dossiers d'inscription sont plus simples et mieux adaptés aux attentes des jeunes, les critères d'admission ont été élargis à 30 ans au lieu de 28, des partenariats ont été noués avec la Fnac et Radio Nova afin de donner une visibilité supplémentaire à ces dispositifs et qu'ils soient reconnus par les professionnels comme un label de qualité et permettre aux jeunes lauréats de poursuivre leur projet professionnel.

"Paris Jeunes Talents" qui, jusqu'ici, a promu la création dans le domaine de la musique et du spectacle vivant, aidera également cette année les jeunes dans le domaine des arts visuels, dans chaque domaine et par an ce sont trois prix d'une valeur de 10.000 euros chacun qui sont décernés à de jeunes artistes qui s'engagent sur la voie de la professionnalisation.

Au cours de l'année dernière, les aides et les prix "Paris Jeunes Talents" ont permis de distinguer 209 projets émanant de groupes de musique ou de compagnies de spectacle vivant. Un réel appui pour le futur.

Je donnerai trois exemples : Moriarty, groupe français de musique, l'un des lauréats "Paris Jeunes Talents" 2005, n'a plus besoin de présentation. Il va de tournées en disques d'or, joue à guichet fermé à l'image de la prestigieuse salle de l'Olympia en octobre dernier.

La quatrième édition du festival "Paris Jeunes Talents" s'est tenue en février dernier dans deux salles prestigieuses de la Ville de Paris : le Centre musical Fleury Goutte d'Or - Barbara et la Maison des Métallos, plus de 2.500 spectateurs, ou encore la Fête de la Musique en 2007 et en 2008 avec, lors de deux grands concerts organisés au Trocadéro, la présence des lauréats des prix Musique 2006 et 2007.

Il y a une nouveauté dans l'édition 2009 : la création du dispositif "Paris Jeunes Solidaires", afin d'encourager les jeunes à s'engager dans la réalisation de projets solidaires à Paris ou en région parisienne ; l'aide de la Ville varie entre 500 euros et 1.500 euros.

Ces projets de délibération permettent ainsi de reconduire "Paris Jeunes Aventures" qui aide à la réalisation de projets d'expéditions dans les domaines de la culture, du sport, du co-développement et de l'environnement. Les aides varient de 500 à 5.000 euros. Mais aussi "Paris Jeunes Vacances" qui offre un coup de pouce au départ autonome des jeunes en vacances, notamment à travers un chéquier vacances de 150 euros. Il est bon de rappeler que, faute de moyens suffisants, un tiers des jeunes Parisiens renoncent à partir en vacances.

Enfin, pour accompagner cette nouvelle impulsion donnée à ces dispositifs singuliers de la Ville, il faut noter qu'une refonte en profondeur de la communication en direction de la jeunesse est en cours, à travers un univers graphique moderne et facilement identifiable par les jeunes, et permet ainsi plus de visibilité et de lisibilité aux nombreuses actions menées en faveur de la jeunesse par la Ville de Paris.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, je donne la parole à Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Et merci, cher collègue, d'avoir insisté sur la pertinence des dispositifs "Paris Jeunes". Je serai extrêmement bref, peut-être pour insister sur la dimension nettement professionnelle que nous avons souhaité amplifier cette année, avec un accompagnement par des professionnels plus important que les années précédentes. Peut-être également insister sur la création de "Paris Jeunes Solidaires" pour favoriser l'engagement des jeunes à Paris ou la création d'un nouveau dispositif "Paris Jeunes Talents" arts visuels qui n'existait pas jusqu'à présent.

Je voudrais enfin terminer en remerciant les établissements de la Ville qui collaborent parfaitement à ces dispositifs, notamment pour la promotion des jeunes talents. Je citerai, par exemple, le Centre musical Barbara, la Maison des Métallos ou nouvellement les Trois Baudets.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 237.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DJS 237).

2009, DJS 240 - Autorisation à M. le Maire de Paris de poursuivre la mise en oeuvre du dispositif "Paris Jeunes Vacances".
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A.
Vœux déposés par le groupe Centre et Indépendants.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DJS 240 concernant une autorisation à M. le Maire de Paris de poursuivre la mise en oeuvre du dispositif "Paris Jeunes Vacances", sur lequel les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants ont respectivement déposé les vœux référencés n° 54, n° 55, n° 56 et n° 57 dans le fascicule.

Je donne la parole à Mme Catherine BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Monsieur le Maire.

L'Exécutif nous présente "Paris Jeunes Vacances" comme un coup de pouce à quelques jeunes Parisiens pour promouvoir l'apprentissage de l'autonomie.

Autonomie, en effet, autonomie dans le choix de leur projet, autonomie dans la réalisation de leur projet et autonomie dans la définition et l'évaluation du niveau d'utilité de leur projet.

Nous n'avons rien contre l'autonomie des jeunes, bien au contraire, mais nous voudrions y voir plus clair dans la poursuite de ce dispositif et faire le point sur son lien avec la mise en œuvre de "Paris Jeunes Talents" et de "Paris Jeunes Solidaires".

L'article 3 du règlement précise pour "Paris Jeunes Vacances" que le projet devra être à finalité touristique. Vous reconnaîtrez comme nous la faiblesse d'un tel critère. Il serait préférable que le règlement stipule que le dispositif privilégie les projets de vacances à contenu réellement éducatif ou réellement linguistique ou encore réellement culturel. C'est le sens du vœu n° 57. Or, rien ne nous l'atteste et aucun outil ne nous permet de nous en assurer, sauf éventuellement lorsqu'un jeune souhaite l'année suivante faire de nouveau appel au dispositif.

Monsieur le Maire, lorsque l'on sait que, faute de moyens suffisants, un tiers des jeunes Parisiens renoncent à partir en vacances, il apparaît essentiel de proposer un nouveau dispositif plus juste et surtout à destination de ceux qui en ont le plus besoin, proposant des projets de vacances à contenu pédagogique de qualité.

Il paraît donc normal, considérant la situation de crise économique à laquelle sont particulièrement exposés les jeunes Parisiennes et Parisiens, que les critères sociaux soient explicitement pris en compte dans l'attribution de ces chèques vacances. C'est le sens du vœu n° 56.

Ce débat que nous lançons aujourd'hui ouvre la voie à un débat plus global sur la place de nos jeunes et sur la politique de la jeunesse que nous souhaitons pour Paris : quelle est la politique de Paris pour la jeunesse qui veut avant tout se former et travailler ?

Au-delà de la question de ce dispositif "Paris Jeunes Vacances", se pose donc une autre question : que fait la Ville de Paris pour que nos jeunes n'aient pas besoin de ce dispositif et aient les moyens de partir en vacances ? Que fait la Ville pour donner aux jeunes Parisiennes et Parisiens les moyens de se former, de trouver un travail et de garder son travail ? Que fait la Ville pour créer un environnement propice à la recherche et à l'innovation ?

Nous devons avant tout promouvoir un environnement permettant l'autonomie de nos jeunes et non trouver des palliatifs qui s'inscrivent uniquement dans une vision de court terme.

Ce dispositif est un palliatif et ne correspond pas à ce que nous voulons, nous, pour les jeunes.

Nous nous abstiendrons donc et nous attendons qu'un suivi des bénéficiaires soit assuré par la Direction de la Jeunesse et des Sports et qu'un bilan des projets retenus soit réalisé chaque année et transmis à la 7e Commission. Et c'est là notre vœu n° 55.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur GABORIAU, vous avez la parole.

M. Pierre GABORIAU. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Le dispositif "Paris Jeunes Vacances" créé en 2003 par la Ville de Paris n'apporte que peu d'évolution dans ces nouveaux délibérés, si ce n'est le fait de repousser l'âge des bénéficiaires de 28 à 30 ans, afin de promouvoir l'apprentissage de l'autonomie, en l'occurrence dans l'organisation d'un séjour non encadré.

Je voudrais faire quelques remarques.

D'abord, sur la tranche d'âge, le moins que l'on puisse dire, c'est que la collectivité parisienne n'est pas très cohérente sur l'âge des jeunes au regard de tous les dispositifs qui existent pour cette population. Alors qu'au Conseil parisien de la jeunesse, on est jeune de 12 à 25 ans, pour "Paris Jeunes Vacances", on est jeune de 18 à 30 ans.

"Paris Jeunes Talents" 13 à 30, "Paris Jeunes Solidaires" 13 à 30, "Paris Jeunes Aventures" 16 à 30, "Paris Jeunes Vacances" maintenant 18 à 30.

Si pour les trois premiers, je comprends bien l'intérêt de repousser la limite d'âge à 30 ans, au regard des projets que les jeunes sont amenés à présenter, je m'interroge sur l'opportunité de délivrer des chèques vacances à un jeune de 30 ans, afin de lui apprendre à être "autonome dans l'organisation d'un séjour sans encadrement" ! On peut en effet espérer qu'à cet âge, ce travail n'est plus à faire !

Par ailleurs, s'il est hors de propos de permettre aux plus jeunes de bénéficier de ce dispositif vacances, on peut néanmoins se demander pourquoi un jeune de 16 ans, âge raisonnable pour partir en vacances aujourd'hui sans encadrement, est exclu du "Paris Jeunes Vacances".

Sur les modalités de contrôle et le suivi de l'aide attribuée, de la même manière, je ne comprends pas pourquoi "Paris Jeunes Vacances" est le seul dispositif pour lequel il n'est pas prévu de contrôle. Si, pour les autres, les jeunes bénéficiaires des aides doivent présenter des justificatifs de leurs dépenses, pour "Paris Jeunes Vacances", il n'y a quasiment pas de contrôle, une simple carte postale et pas de compte rendu. D'autant plus que c'est un jury d'arrondissement qui fait ce choix et que le seul retour est à la Mairie de Paris ! Il n'y a même pas de copie et d'analyse de ces envois de jeunes en vacances au Conseil d'arrondissement.

Donc je souhaiterais que l'on revoie l'âge de 16 ans à 25 ans et que l'on demande un compte rendu au maire d'arrondissement qui finalement est le patron du jury qui fait le choix. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Monsieur JULLIARD, vous avez la parole pour répondre et nous donner votre avis sur les vœux ?

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Oui, merci.

Les politiques de la Ville de Paris pour la jeunesse…

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Et le n° 54 ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Vous voulez intervenir maintenant pour présenter le vœu n° 54 ?

M. Bruno JULLIARD, adjoint, rapporteur. - Oui, c'est mieux.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Avant le n° 55, oui.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Allez-y ! Vous avez 1 minute.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Non, j'ai 3 minutes comme tout le monde, Monsieur le Président !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Non, ce n'est pas une explication de vote, c'est une présentation de vœu. Il y en a pour 1 minute, je suis désolé, c'est le règlement.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je suis quand même étonné que vous n'ayez pas l'ordre du jour en main, Monsieur le Président !

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Alors, 3 minutes, allez-y ! On ne va pas perdre de temps à savoir combien de temps il faut.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je vais être bref et, de toute façon, ce que j'ai à dire…

M. Jean-François LAMOUR. - Vous me rappelez Krasucky !

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Ce que j'ai à dire est exactement dans la veine de ce que mes prédécesseurs vous ont dit.

Je relève en particulier que ce dispositif "Paris Jeunes Vacances", dont le principe est toujours sympathique, vise à promouvoir l'apprentissage de l'autonomie. Or, M. JULLIARD, qui, il est vrai, n'est élu que depuis un an, se contente de repousser la date de 28 à 30 ans. C'est vrai qu'à 30 ans, l'apprentissage de l'autonomie est quand même fait et que, donc, "Paris Jeunes Vacances" ressemble un peu à une "subvention Tanguy". Il me paraît quand même curieux que l'on fasse la promotion de l'apprentissage de l'autonomie à 30 ans !

J'ajoute, ce qui n'a pas été dit par les précédents orateurs, que le dispositif - je le répète : qui n'est pas mauvais - consiste à distribuer, à donner des chèques vacances.

Or, en 1982, M. MAUROY, alors Premier Ministre, a fait voter "l'Agence nationale des chèques vacances" qui est une charte extrêmement précise, qui indique que ces chèques vacances sont exclusivement destinés au public de jeunes de 16 à 25 ans.

Donc, le dispositif "Paris jeunes vacances" est un peu, et même complètement, en contradiction avec l'A.N.C.V., c'est-à-dire l'Agence nationale des chèques vacances, et il conviendrait peut-être d'homogénéiser tout cela.

D'autre part, "Paris jeunes vacances" parle de l'utilité sociale. C'est évident, mais aucun critère social n'apparaît dans la distribution des chèques vacances. Là aussi, c'est un peu curieux.

Enfin, il est question de resserrer les liens familiaux dans le principe même de la création des chèques vacances, or précisément dans "Paris jeunes vacances", on exclut les liens familiaux puisqu'il est précisé qu'il ne peut y avoir d'encadrement parental.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé le vœu n° 54 et nous demandons à M. JULLIARD que les possibilités de séjour à Paris soient prévues dans le dispositif - après tout visiter des musées en Région parisienne ou à Paris, c'est un projet de vacances qui en vaut bien d'autres -, de permettre l'encadrement parental, professionnel ou bénévole - après tout les colonies de vacances, cela coûte aussi de l'argent et pourquoi ne pas favoriser le départ en colonies de vacances grâce à ces chèques vacances ? Et puis, les projets à contenu éducatif, culturel, sportif : aller pour un benjamin ou un junior…

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Vous êtes à trois minutes.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - … disputer un match en province, c'est aussi une façon de sortir de son cocon. Par conséquent, c'est positif.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé ce vœu n° 54 et nous souhaitons que les possibilités de "Paris jeunes vacances" soient largement étendues sur le plan éducatif, culturel, sportif, familial. Bref, que ce soit réellement une aide à partir en vacances pour tous les jeunes Parisiens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je redonne la parole à Bruno JULLIARD qui nous donnera son avis sur les vœux.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, rapporteur. - L'orientation générale de la Mairie de Paris, quant à sa jeunesse, est de favoriser l'accès à l'autonomie des jeunes par un accès facilité à la formation, à la qualification, à l'emploi, au logement, aux loisirs et à la culture.

La mise en place de "Paris Jeunes Vacances" permet chaque année à 1.300 jeunes Parisiens de partir en vacances, alors même qu'en raison de considérations financières beaucoup d'entre eux n'auraient pas pu partir s'ils n'avaient pas eu ce soutien financier de la Ville de Paris.

Je ferai des réponses différenciées pour chacun des vœux car je n'appellerai pas au même vote sur chacun des voeux.

Concernant le vœu de l'U.M.P. de M. LEBEL, tout d'abord sur la question de la tranche d'âge, il est vrai que la seule innovation pour cette année est une augmentation de la tranche d'âge de 28 à 30 ans. On s'en est expliqué en 7e Commission par un débat assez intéressant. Nous avons modifié l'ensemble des dispositifs "Paris Jeunes" et une des modifications, une des nombreuses modifications est l'augmentation de la tranche d'âge.

Sur "Paris Jeunes Vacances", nous avons pour l'instant laissé la seule modification à l'augmentation de cette tranche d'âge, parce que nous avons engagé un chantier à la Ville de Paris - qui a été l'initiative de Pascal CHERKI, et qui sera repris par Colombe BROSSEL et je souhaite travailler avec elle sur ce point - qui est l'organisation des activités périscolaires à Paris, et notamment la question des vacances pour les adolescents et pour les jeunes adultes.

Puisque nous allons engager dans les mois qui viennent ce chantier, je n'ai pas souhaité modifier pour une année le dispositif "Paris Jeunes Vacances" alors que même très probablement à la rentrée 2010, nous aurons un nouveau dispositif. C'est pourquoi, pour l'instant, je souhaite maintenir ce dispositif parce qu'il permet à 1.300 jeunes, en général plutôt défavorisés, de partir en vacances. Je souhaite le maintenir en l'état pour une refonte plus globale pour la rentrée 2010, dans le cadre d'une action partagée avec d'autres adjoints au Maire de Paris.

Je me permets cependant de dire que, d'abord sur la question de la tranche d'âge, nous aurons tout de même un désaccord de fond parce que, même si je n'ai effectivement qu'un an de mandat d'élu à la Mairie de Paris, il ne m'a pas échappé qu'il y a des modifications sociologiques qui font qu'effectivement l'âge de rentrée dans l'âge adulte, le moment de la rentrée dans l'âge adulte, est un moment qui est sans cesse repoussé, notamment en raison d'une précarité accrue pour les jeunes.

Qu'ils soient salariés ou qu'ils ne le soient pas, cet âge est sans cesse repoussé. Vous pouvez appeler cela un phénomène "Tanguy", chacun ses références. Toujours est-il que c'est une réalité que l'âge d'entrée dans l'âge adulte, c'est-à-dire l'âge d'accès à un emploi et à un logement stable est sans cesse repoussé.

Pendant ce temps, le rôle des puissances publiques d'Etat - je regrette qu'ils ne le fassent pas - ou des collectivités locales, c'est de favoriser cet accès à l'autonomie et d'accompagner cet accès à l'autonomie jusqu'à ce que le jeune en a besoin, et malheureusement parfois cela peut aller jusqu'à 30 ans.

Enfin, sur la question de l'encadrement parental, sur ce dispositif j'y suis hostile car nous souhaitons favoriser l'accès à l'autonomie. Il existe d'autres dispositifs, soit soutenus par la Ville soit des dispositifs d'Etat, qui peuvent permettre à des familles de partir en vacance. En l'occurrence, ici nous souhaitons favoriser l'accès à l'autonomie.

Sur le vœu déposé par M. LEBEL, je lui demanderai soit de comprendre que nous allons modifier le dispositif l'année prochaine, et donc de retirer ce vœu puisqu'il n'a en l'espèce pas d'utilité et nous en débattrons d'ailleurs en 7e Commission, nous engagerons une refonte du dispositif, sinon j'inviterai à voter contre.

Sur le vœu n° 55 de Mme BRUNO, qui demande qu'un suivi soit assuré par la D.J.S. et qu'un bilan des projets retenus soit réalisé chaque année et transmis à la 7e Commission, j'y suis favorable et je vous propose de voter ce vœu qui est applicable dès cette année.

Sur le vœu n° 56, toujours Mme BRUNO, vous demandez que soient précisés explicitement les critères de sélection des projets. J'en profite pour vous dire que les critères définis par la Mairie de Paris sont finalement assez faibles pour laisser une grande autonomie aux arrondissements. Et je note avec surprise que vous demandez finalement que nous affinions les critères pour laisser moins d'autonomie aux arrondissements. Ma foi, pourquoi pas, mais nous en discuterons dans le cadre d'une refonte du dispositif pour l'année prochaine.

En revanche, en ce qui concerne les critères sociaux, je peux comprendre, cela a été soulevé dans un certain nombre d'arrondissements, que nous mettions en place des critères sociaux pour que les chèques vacances puissent aller au public qui en a le plus besoin.

C'est vrai, en même temps je me permets de souligner - je prendrais un dispositif d'Etat en l'occurrence, telles les bourses pour les étudiants - une des inégalités de ce dispositif est que les critères sociaux prennent uniquement comme considération les revenus des parents. Mais comme nous souhaitons justement favoriser l'accès à l'autonomie des jeunes, nous nous rendons compte que parfois des jeunes sont en situation de rupture familiale, ce qui fait que l'on peut prendre en compte les revenus des parents, mais cela ne veut pas pour autant dire que les parents payent des vacances aux jeunes qui souhaitent partir en vacances. Le critère social à lui seul n'est donc pas suffisant mais nous pourrons en discuter dans les mois qui viennent.

Je vous propose de retirer le vœu n° 56 en attendant que nous puissions en discuter dans le cadre d'une refonte du dispositif. Pareil pour le vœu n° 57 qui demande que soient effectivement privilégiés les projets de vacances à contenu éducatif, linguistique, culturel ou sportif. D'abord, c'est le cas puisque les arrondissements peuvent décider dans leurs propres critères de privilégier ces critères. Ils peuvent le faire aujourd'hui.

Je suis sur le fond plutôt favorable à ce vœu, mais nous ne pouvons pas l'appliquer dès cette année. Je propose également que nous l'appliquions plutôt l'année prochaine dans le cadre d'une discussion. Je souhaiterais que ce vœu n° 57 soit également retiré.

(M. François DAGNAUD, adjoint, remplace M. Jean VUILLERMOZ au fauteuil de la présidence).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Bruno JULLIARD, de ces propositions limpides.

Je me tourne vers Mme BRUNO dans un premier temps, en vous demandant, Madame, si vous retirez les vœux n° 56 et n° 57, sachant que sur le vœu n° 55, il y a un accord de l'Exécutif.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Monsieur le Maire. Je suis très satisfaite que l'Exécutif vote le vœu n° 55.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vais vous demander de répondre plus simplement à ma question, peut-être.

Mme Catherine BRUNO. - Sur les vœux n° 56 et n° 57, j'ai bien pris acte de ce que M. JULLIARD va se préoccuper de ce que nous souhaitons. Ceci étant je préfère que ce soit tout de même mis au vote. Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Les deux ? Merci de votre coopération.

Monsieur GABORIAU, maintenez-vous le vœu n° 54 ?

Pardon, c'est Monsieur LEBEL. Désolé.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Les réponses qui m'ont été faites repoussent à une date ultérieure les réponses que j'attendais. Je veux bien retirer pour cette fois-ci mais l'année prochaine, nous serons beaucoup plus regardant sur ce dispositif "Paris Jeunes Vacances" qui n'est vraiment pas satisfaisant aujourd'hui.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 55, déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 62).

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 56, déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 57, déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 240.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DJS 240).

2009, DFPE 277 - Création d'un comité de suivi pluraliste du programme de création des 4.500 places pour l'accueil collectif de la Petite enfance à Paris.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons maintenant l'examen du projet DFPE 277 relatif à la création d'un comité de suivi pluraliste du programme de création des 4.500 places pour l'accueil collectif de la Petite enfance à Paris.

Monsieur ALPHAND, vous avez la parole.

M. David ALPHAND. - Ce projet de délibération propose à notre Conseil la création d'un comité de suivi de création de places en crèche, globalement et dans chaque arrondissement.

On ne peut que se féliciter d'une initiative qui permettra de porter un éclairage en continu, dans le temps, sur le nombre de places pour l'accueil collectif de la petite enfance. Tout ce qui va vers plus de transparence au sein de la gestion de cette collectivité ne peut que recevoir tous nos encouragements.

Cela est d'autant plus vrai que le sujet des places en crèche est un sujet crucial pour nombre de familles. On sait que certains arrondissements - le 16e et d'autres également - sont particulièrement mal lotis.

Le rôle de ce comité sera donc celui d'un juge de paix au regard de la promesse de campagne du candidat DELANOË : créer 4.500 places nouvelles au cours de la mandature.

Dans cette perspective, il faut quand même bien le reconnaître, il est permis d'être inquiet, très inquiet. Car chacun le sent bien, depuis le début de ce Conseil de Paris et depuis hier matin, avec certains projets de délibération particulièrement symboliques, l'argent manque dans les caisses de la Ville. Et on se perd déjà en conjectures sur le respect des promesses de campagne.

Que seront en 2014 ces 4.500 places en crèche ? Nous souhaitons tous que le Maire de Paris parvienne à remplir ses objectifs mais nous avons quelques craintes.

Et puis cet objectif est simplement quantitatif. Or, malheureusement, en matière de politique de garde des enfants à Paris comme dans d'autres domaines, on perd souvent de vue la qualité du service public offert à l'usager, et surtout, on ne se préoccupe jamais de l'évaluation de cette politique mise en oeuvre.

Alors, au-delà de ces considérations, je ne peux néanmoins manquer de relever que la création de ce comité pluraliste entre en résonance avec la création le mois dernier de la mission d'information et d'évaluation sur la garde des enfants de moins de 3 ans à Paris. J'entends parfois de ci de là un discours d'arrière-garde ancré dans les années 1960/1970, s'interrogeant sur l'utilité d'une évaluation.

Je veux donc rappeler qu'en ce domaine comme dans d'autres, l'évaluation est un outil moderne de management, directement opérationnel et permettant de déboucher sur de fructueuses dynamiques de projet.

Les travaux de la mission que j'ai l'honneur de présider seront d'autant plus riches d'enseignements que le pluralisme y sera scrupuleusement respecté et que chacun abordera cet exercice en bonne intelligence, sans esprit partisan excessif.

L'audition de Christophe NAJDOVSKI la semaine dernière a d'ailleurs donné un excellent tempo à cette mission. Elle a été fort complète et a donné lieu à des échanges riches et fructueux qui viendront alimenter la réflexion des 15 membres de cette mission d'évaluation, et je ne peux que m'en féliciter. Merci, chers collègues.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci à vous.

La parole est à Mme Karen TAÏEB.

Mme Karen TAÏEB. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, oui, nous voulons, au nom du M.R.C., nous féliciter de la politique menée depuis la précédente mandature en matière d'accueil de la petite enfance.

En cette semaine de la Journée de la femme, nous nous réjouissons d'une politique qui brandit le drapeau du droit de travailler des parents et des femmes en particulier avec en corollaire, sa possibilité. De mars 2001 à mars 2008, nos objectifs ont été atteints et mêmes dépassés avec 5.816 nouvelles places créées. Et nous nous engageons à en créer 4.500 de plus d'ici 2014.

Je voudrais en profiter pour féliciter notre collègue Christophe NAJDOVSKI, qui mettra, j'en suis sûre, tout en oeuvre pour qu'il n'en manque pas une seule.

Et autant dire que la tâche n'est pas aisée. Voilà en tout cas une réponse concrète aux réels besoins des jeunes parents à Paris, qui devrait inspirer Mme Michèle TABAROT, à qui le Premier Ministre a confié une mission de réflexion portant sur le développement de l'offre d'accueil de la petite enfance. La députée évoque un principe de libre choix. Le libre choix pour les femmes, dit-elle, de s'intégrer au marché du travail. C'est mépriser la réalité du quotidien.

Il ne s'agit pas seulement d'un libre choix mais d'une nécessité pour la plupart des femmes. Un S.M.I.C. ou un salaire moyen dans une famille ne suffit plus. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 70 % des couples parents d'au moins un enfant sont bi actifs et 26 % des familles son monoparentales.

Il s'agit donc de prendre en considération à la fois l'accueil, l'éveil, l'entrée des jeunes enfants dans la société et de permettre la conjugaison de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Nous voulons également nous féliciter de la mise en place de commissions d'attribution de places en crèche dans les arrondissements depuis 2001 et approuvons la création de ce comité de suivi pluraliste qui devrait se mettre en place sous la présidence de Christophe NAJDOVSKI, objet de ce projet de délibération.

4.500 places, c'est un objectif qui, pour être atteint, nécessitera encore une fois ténacité et volontarisme. La création de berceaux dépendant évidemment du foncier mais aussi du recrutement et de la formation d'un personnel qualifié, comme cela a été rappelé par Christophe NAJDOVSKI lors de notre réunion de mission d'information et d'évaluation de la politique municipale d'accueil des enfants de moins de 3 ans.

C'est pourquoi, malgré un engouement des familles pour l'accueil en crèche collective municipale ou associative, différents modes d'accueil devront être créés avec le souci de l'exigence pour le bien-être et l'éveil des jeunes enfants et la tranquillité des parents. Je parle des crèches parentales, des jardins maternels, des jardins d'enfants, ou encore des crèches familiales.

Je voudrais conclure sur ce point. Pour ces dernières, actuellement, les assistants ou assistantes maternelles gardent à leur domicile de un à trois enfants simultanément, âgés de 2 mois et demi à 3 ans. J'insiste sur ce point car dans le plan "Tabarot", on évoque quatre enfants par assistante maternelle sans prendre en considération, ni la charge de travail de ces personnes qualifiées, ni le service rendu aux bébés, ni la notion de responsabilité. Ce n'est ni plus ni moins un nivellement par le bas, et il faut rappeler que le bébé est une personne.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes du Mouvement républicain et citoyen, socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, chère collègue.

Le dernier intervenant sera Daniel ASSOULINE avant que Christophe NAJDOVSKI ne réponde.

M. Daniel ASSOULINE. - Je voudrais à mon tour souligner l'importance de ce projet de délibération qui devrait permettre de mettre en place un comité de suivi pluraliste du programme de création de 4.500 places supplémentaires pour l'accueil de la petite enfance à Paris.

Je constate que M. ALPHAND prend la suite de M. DEBRÉ, à l'Assemblée nationale, qui faisait état de son scepticisme. Dans une question à l'Assemblée nationale le 27 janvier dernier, M. Bernard DEBRÉ mettait en cause la réalité de la création, disait-il, de 4.500 places en crèche durant la mandature 2001-2007, et il mettait également en cause la transparence de leur distribution sur le territoire parisien.

Pourtant, n'en déplaise à M. DEBRÉ, développer les possibilités d'accueil de la petite enfance a constitué l'une des priorités de la majorité municipale lors de la mandature précédente.

Dès 2005, un comité de suivi pluraliste tel que celui que nous allons mettre en place a été institué par le Conseil de Paris pour suivre ces créations, et ce ne sont pas seulement 4.500 mais bien 5.816 places nouvelles qui ont été créées entre mars 2001 et mars 2008, de telle sorte que Paris se trouve ainsi largement mieux dotée en établissements collectifs d'accueil de la petite enfance que la moyenne nationale.

Cet effort sans précédent conjugué aux actions de la Ville en faveur des autres modes d'accueil va être poursuivi avec la création de ces 4.500 nouvelles places d'ici à 2014.

Comme cela a été rappelé, il s'agit en particulier de prendre en compte les spécificités sociologiques de Paris ; il a été rappelé que 70 % des couples qui sont parents d'un enfant au moins sont bi actifs et que 26 % des familles sont monoparentales. C'est pourquoi nous voulons poursuivre un effort pour répondre à deux exigences prioritaires, celle de la socialisation des jeunes enfants, et celle de la compatibilité de la vie familiale et de la vie professionnelle du ou des parents.

Notre souci de transparence et d'attribution équitable des places nous a amenés depuis 2001 à mettre en place des commissions d'attribution des places en crèche dans les mairies d'arrondissement. Il faut d'ailleurs remarquer que dans certaines mairies, un certain nombre de places continuent à être attribuées hors de ces commissions, en particulier dans le 15e arrondissement.

C'est avec le même objectif de transparence que cette délibération propose de créer, comme pendant la mandature précédente, un Comité de suivi pluraliste qui va examiner chaque année l'état d'avancement des projets, qui dressera un bilan au 31 mars de chaque année de l'exécution du programme de mandature par arrondissement, ainsi qu'un bilan des restructurations et des fermetures d'établissements.

La présence, je le signale également, au sein de ce Comité de suivi de deux représentants des associations membres de la coordination parisienne des établissements associatifs d'accueil collectif de la petite enfance, devrait en particulier contribuer à cette transparence.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI pour vous répondre.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci aux trois orateurs qui ont pris la parole sur ce projet de délibération relatif à la création d'un Comité de suivi pluraliste qui regroupera aussi bien des élus de la Majorité que de l'Opposition à proportion de leur représentation au Conseil de Paris. Huit membres : cinq de la Majorité et trois de l'Opposition ainsi que, cela a été rappelé par M. ASSOULINE à l'instant, deux représentants des associations membres de la coordination parisienne des associations.

Ce Comité sera chargé de suivre la mise en place de la réalisation des 4.500 places d'accueil collectif pour la mandature.

Je voudrais à ce stade apporter quelques éléments aux différents orateurs et les remercier d'avoir soutenu cette initiative qui va dans le sens d'une plus grande transparence.

Je voudrais dire à M. David ALPHAND qui s'inquiète des financements et de l'argent que, dans le plan d'investissement pluriannuel pour Paris qui a été rendu public par le Maire de Paris, ce sont 400 millions d'euros qui seront investis pour la période 2008-2014 dans le secteur de la petite enfance.

C'est vous dire l'importance de l'engagement de la Ville de Paris dans ce domaine. L'argent ne manquera pas pour développer l'accueil, en quantité comme en qualité.

Je tiens à rappeler que lorsqu'on développe l'accueil collectif, c'est avec des personnels diplômés d'Etat, que ce que soient les auxiliaires de puériculture ou les éducatrices et éducateurs de jeunes enfants. Ce sont des personnels qualifiés qui assurent un accueil de qualité.

Paris est d'ailleurs très au-delà de ce que préconise la loi en la matière, puisque nous avons un taux de personnel diplômé très au-dessus de la moyenne nationale.

Je voudrais remercier Mme Karen TAÏEB pour son intervention et rappeler l'importance d'une politique de l'accueil de la Petite enfance dans une politique plus générale d'égalité hommes/femmes, elle l'a rappelé à juste titre.

Aujourd'hui, il est vrai qu'en cas de pénurie de places d'accueil, les premières à en souffrir sont les femmes qui doivent parfois s'arrêter de travailler, se retirer du marché du travail pour s'occuper de leurs enfants faute d'un accueil suffisant.

L'objectif de la politique municipale est bien entendu de développer une offre suffisante afin de permettre à chaque parent, à chaque famille parisienne d'avoir une offre à sa disposition, que ce soit d'ailleurs en accueil collectif ou en accueil individuel.

Notre politique ne repose pas uniquement sur le développement de l'accueil collectif mais aussi sur le soutien à l'accueil individuel puisque la Ville de Paris va développer un label qualité garde à domicile avec le soutien des associations qui forment des auxiliaires parentales.

Nous aurons certainement l'occasion d'y revenir. Nous avons voté une délibération en juillet dernier sur ce sujet. La mission d'information et d'évaluation qui a été instituée à l'initiative de notre collègue David ALPHAND aura aussi à coeur de se pencher sur la question.

Je voudrais également rappeler le rôle que l'Etat doit avoir dans le développement de l'offre de formation de qualité des personnels de la petite enfance et des métiers de la petite enfance, surtout dans la période de chômage dans laquelle nous sommes.

Il est primordial que l'Etat développe l'offre de formation. Ce sont des métiers qui recrutent, il y a des débouchés. Il est en particulier incompréhensible qu'en cette période on ne mette pas plus l'accent sur le développement de l'offre de formation et qu'on se limite simplement à un élargissement du nombre d'enfants qui peuvent être gardés par les assistantes maternelles.

Passer de trois à quatre enfants gardés par une assistante maternelle pose question. Les représentantes des assistantes maternelles avec qui je discute sont dubitatives sur cet aspect qui a été développé à la fois dans le rapport que Mme TABAROT a remis au Premier Ministre et qui est désormais inscrit dans la loi.

Cette politique prête à discussion. On peut se poser la question de la qualité de l'accueil lorsqu'une personne doit garder simultanément quatre enfants. A Paris, nous insistons plutôt sur le développement de l'offre d'accueil collectif.

C'est une réalité parisienne particulière, nous avons un taux d'accueil collectif cinq fois supérieur à celui de la moyenne nationale. Nous entendons poursuivre le développement de l'accueil collectif à travers ces 4.500 places.

Ce Comité pluraliste se réunira chaque année pour évaluer de mars à mars les créations de place d'accueil, arrondissement par arrondissement.

La politique menée à Paris pourra, sous le regard de l'ensemble des élus de l'hémicycle, être ainsi évaluée et jugée en toute transparence.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de ces précisions.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 277.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DFPE 277).

Vœu déposé par M. Claude GOASGUEN et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'une crèche au "Pavillon de l'eau".

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Il nous reste à examiner le vœu référencé n° 58 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la création d'une crèche au "Pavillon de l'eau".

Mme BOULAY-ESPERONNIER va nous le présenter en une minute.

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER. - Je vais m'y efforcer.

Le Conseil du 16e arrondissement, lors de sa séance du 9 juin 2008, a demandé une enquête de l'Inspection générale de la Ville de Paris sur le "Pavillon de l'eau", avenue de Versailles, afin que la transparence soit faite sur ses moyens humains et financiers.

Celui-ci s'étend sur 1.200 mètres carrés et son budget a été évalué pour 2008 à 750.000 euros. Nous n'avons pas obtenu de réponse sur la fréquentation, notamment par les scolaires du 16e arrondissement et les scolaires parisiens.

Par ailleurs, la pénurie de places en crèche à laquelle nous faisons face dans le 16e arrondissement vient d'être largement évoquée dans ce Conseil pour tout Paris puisque pour la seule année 2008, il y a eu un accroissement de 12 % des naissances dans cet arrondissement.

Il va sans dire en effet qu'il y a une urgence absolue à trouver des solutions. A ce sujet, je vous informe que nous avons créé à la demande de Claude GOASGUEN un Comité d'urgence de la petite enfance dans le 16e arrondissement, allant par là même plus loin encore que la création de Commissions d'attribution de places en crèche.

Ce Comité a pour mission notamment de proposer à la Ville…

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous invite à conclure, vous êtes déjà au-delà de la minute.

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER. - … et aux pouvoirs publics et associatifs d'être transformés ou modifiés en crèches pour l'accueil des enfants de zéro à trois ans.

Nous avons vraiment décidé d'agir.

Monsieur le Maire, à ce jour, nous avons 4.000 demandes de place auxquelles nous ne pouvons pas...

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chère collègue, je ne veux pas être indélicat, je vous invite à conclure. Dans le cas contraire, je devrais couper votre micro.

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER. - Pour trouver des solutions, nous avons demandé que soit restructuré le "Pavillon de l'eau" afin de permettre la création de 60 berceaux supplémentaires pour le 16e arrondissement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI pour vous répondre.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Ce vœu propose purement et simplement de supprimer le "Pavillon de l'eau".

Une crèche de 60 berceaux telle que proposée nécessite quelques 800 à 1.000 mètres carrés et le "Pavillon de l'eau" représente 1.200 mètres carrés. Vous proposez en fait la substitution d'un équipement par un autre.

Par ailleurs, je vous le signale et vous le savez, Madame, le "Pavillon de l'eau" est situé au 77, avenue de Versailles et nous avons un projet de crèche au 75, avenue de Versailles, c'est-à-dire juste à côté.

Ce projet de crèche démarre actuellement. Il sera sur une surface de 938 mètres carrés décomposée en 560 mètres carrés sur l'existant qui sera restructuré et une extension de 378 mètres carrés.

60 places supplémentaires pour le 16e arrondissement. C'est un projet que nous attendions depuis des années et vous le savez, puisqu'il y avait une association, qui occupait sans droit ni titre une partie du bâtiment depuis un certain nombre d'années. Nous arrivons au bout, une solution a été trouvée ; je pense que tout le monde peut s'en réjouir.

Soyons sérieux, faisons les projets là où ils ont un sens. Au 75, avenue de Versailles, il y a déjà un projet, au 77, avenue de Versailles, il y a le "Pavillon de l'eau", qui est un équipement public existant. Ne supprimons pas les équipements publics pour d'autres projets.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2009, DJS 207 - Lancement d'un marché à procédure adaptée pour la rénovation en gazon synthétique de deux terrains, un de football et un de rugby, au centre sportif Suzanne Lenglen (15e).
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DJS 207 relatif au lancement d'un marché à procédure adaptée pour la rénovation en gazon synthétique de deux terrains, un de football et un de rugby, au centre sportif Suzanne Lenglen (15e), sur lequel les vœux référencés n° 59 et n° 59 bis dans le fascicule ont été déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif.

Sont inscrits MM. Yves CONTASSOT, Gilles ALAYRAC et Jean-Baptiste MENGUY en lieu et place de M. Jean-François LAMOUR, si je comprends bien.

M. Jean VUILLERMOZ répondra.

Monsieur CONTASSOT, vous avez la parole pour un maximum de cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

Il nous est proposé de rénover des terrains en installant des pelouses synthétiques.

Nous nous interrogeons sur le bilan de ces pelouses, bilan en termes de capacité d'utilisation, car souvent, il est dit que les terrains en synthétique permettent une utilisation beaucoup plus importante que les terrains en gazon naturel.

Or, les derniers terrains en gazon naturel, ceux que l'on appelle "troisième génération", permettent aujourd'hui d'arriver quasiment à la même fréquence d'utilisation que les terrains synthétiques.

Evidemment, ils demandent un entretien spécifique, mais en tout cas, cela ne pose pas de problème en termes de fréquence.

En termes d'usage, on peut constater néanmoins que seuls trois terrains de ligue un de football sont en gazon avec des brins synthétiques : Nantes, Sochaux et Monaco. Il n'y a pas de terrain de rugby pour des matchs importants en synthétique, malgré une réglementation internationale qui l'autorise, car les joueurs refusent ce revêtement pour plusieurs raisons. D'abord, ils considèrent que le terrain est trop dur et que les glissades, fréquentes au rugby, occasionnent des brûlures très dommageables.

En termes environnemental, on a évidemment des interrogations, parce que le synthétique est à base de 100 % de pétrole, aucun recyclage n'est possible, y compris des déchets de fabrication.

Il faut aussi savoir qu'en matière de biodiversité et de gaz à effet de serre, un hectare de gazon naturel produit autant sinon plus d'oxygène et absorbe autant sinon plus de gaz carbonique qu'un hectare de forêt. Il absorbe les microparticules, qui sont les plus mauvaises pour la respiration et toutes les poussières qui viennent des véhicules. Toutes ces pollutions sont absorbées par le gazon naturel et évidemment pas par le synthétique.

En plus, on a un effet de température, puisque les gazons synthétiques sont nécessairement arrosés l'été compte tenu de leur réchauffement ; on arrive, sur certains synthétiques, pas les derniers, à des températures au sol de près de 70 degrés, ce qui est évidemment extrêmement dommageable en pleine canicule et qui empêche d'ailleurs l'utilisation si on ne les arrose pas.

A l'inverse, évidemment, le gazon naturel n'a pas ces inconvénients ; c'est une sorte de climatiseur des villes, un climatiseur à énergie solaire, avec une utilisation minimale et optimale de l'eau.

Le gazon synthétique est d'ailleurs, en lui-même, problématique, puisque tous les composants, qu'il s'agisse des brins synthétiques ou des billes de caoutchouc, se dégradent progressivement. On ne sait pas très bien d'ailleurs ce qu'ils deviennent et même pour les bons produits, il est normal qu'il y ait une partie d'usure et qu'il y ait dégagement de poussière.

Ces poussières ne sont pas anodines, puisque ce sont des poussières constituées à base de produits pétroliers et donc, là encore, on a des produits qui sont potentiellement négatifs.

On a également des phénomènes de développement d'algues, de champignons, de mauvaises herbes sur des terrains synthétiques, contrairement à ce que l'on imagine, bien qu'on les brosse ou qu'on les scarifie, et on utilise des désherbants, des anti-algues, des anti-mousses, qui ne sont soumis à aucune réglementation ; il n'y a pas, à ce jour, d'étude véritable pour ces produits phytosanitaires, ce qui est quand même un peu inquiétant, il faut bien le dire.

En termes de santé, je l'ai dit, on a des risques de traumatismes avérés, des développements de bactéries liés aux algues et aux mousses et des brûlures.

La ligue de football américain, par exemple, a fait une enquête sur plus de 1.000 joueurs professionnels et celle-ci a abouti à la conclusion que presque tous les joueurs, plus de 90 %, considèrent que le synthétique est de nature à endommager leur santé et à écourter leur carrière.

A ce jour, d'après nos informations, il y aurait déjà l'équivalent de 35 hectares de terrains synthétiques sur Paris, dans les différents équipements publics et sportifs.

En conclusion, nous aimerions qu'avant d'aller plus loin dans l'installation de ces pelouses synthétiques, il y ait une véritable réflexion, une véritable analyse comparative, une étude approfondie, pour tirer un bilan dans tous les domaines que j'ai évoqués, au plan sanitaire, au plan environnemental, y compris au plan financier, car les derniers éléments financiers que nous avons montrent que cela coûte moins cher d'entretenir un terrain en gazon naturel qu'en synthétique tous coûts confondus.

Voilà, nous demandons qu'il y ait véritablement une réflexion, une étude, avant que l'on décide, par principe, de mettre de nouvelles pelouses synthétiques.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Gilles ALAYRAC.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous nous réjouissons, en particulier, nous, les élus du 15e arrondissement, de voir venir ce projet de délibération aujourd'hui en séance.

En effet, il revêt vraiment une très grande importance pour nous, parce que le parc et le stade Suzanne Lenglen sont un poumon essentiel pour le Sud de Paris. Il s'agit aussi d'un haut lieu du sport qui est très fréquenté par les Parisiens et les Franciliens du Sud et de l'Ouest de la capitale.

Tout serait idéal s'il n'y avait pas, à côté, un héliport, dont je veux dire ici que les nuisances qu'il engendre pour les riverains sont vraiment insupportables.

Nous demandons que l'on déplace les vols commerciaux en dehors de la zone urbaine dense. Nous en faisons la demande aux pouvoirs publics de l'Etat.

Nous jugerons les actes que l'Etat prendra. Le maire du 15e et le député de la circonscription, Jean-François LAMOUR, ont annoncé la fermeture de l'héliport ; nous verrons bien ce qu'il en est.

Les travaux menés au stade Suzanne Lenglen depuis 2007 sont ambitieux et répondent à une vraie nécessité de rénovation d'équipements désormais vieillis. Tous les clubs sportifs, d'ailleurs, qui fréquentent ces équipements, nous demandaient d'intervenir en ce sens.

Une des particularités de ce stade est d'accueillir l'effort sportif dans sa pluralité : d'un côté, le sport loisir, sur les terrains et espaces ouverts en libre accès, tel qu'il est pratiqué par les populations des quartiers avoisinants, mais on côtoie également le sport de haut niveau, comme celui pratiqué par une remarquable équipe de rugby féminine, le R.C.P. 15, qui a d'ailleurs gagné encore un match dimanche dernier et qui va évoluer en première division nationale. Les hommes, quand à eux, jouent en fédérale 3.

Je me réjouis donc que tous pourront s'entraîner sur un terrain de rugby digne de ce nom, qui sera un terrain en synthétique. D'ailleurs, la même logique a été retenue pour les joueurs de foot qui pourront pratiquer ce sport dans les mêmes conditions.

C'est vrai que les terrains actuels qui sont en pelouse et en terre sont en très mauvais état. Ils sont très inconfortables et peut-être, d'ailleurs, présentent-ils des risques pour les sportifs.

Notre désir est de faire en sorte que l'ensemble des sportifs puisse bénéficier le plus rapidement possible de ces nouvelles installations et que notamment le "R.C.P. 15" puisse reprendre l'entraînement dans les meilleurs délais, afin de préparer au mieux la saison à venir 2009-2010.

Sur ce point, ce que je demande, c'est que la Ville se montre attentive à ce que la livraison des terrains de rugby et de foot intervienne avant la reprise des entraînements et, par avance, j'en remercie M. VUILLERMOZ.

J'appelle aussi l'attention de l'exécutif municipal sur deux sujets qui nécessitent des actions afin de rendre le stade Suzanne Lenglen plus sûr et plus attractif : d'abord, la question de l'accès dans le parc des deux-roues motorisés qui pose un problème de sécurité et ensuite la difficulté que nous connaissons bien pour le personnel d'entretien d'assurer la surveillance sur l'ensemble du centre qui est vaste.

Au-delà, ce que nous demandons, c'est un programme étalé sur la mandature, qui complète utilement l'opération des terrains synthétiques ; je pense à la rénovation de la piste d'athlétisme, à la couverture des terrains de tennis et à celle des terrains de pétanque.

Je termine mon intervention en disant un mot sur un autre projet du 15e arrondissement qui me tient particulièrement à cœur : celui de la rénovation du terrain de football situé au niveau du square du Docteur Calmette.

J'espère très sincèrement que ce projet verra le jour au cours de cette mandature et je remercie l'exécutif des efforts qu'il va accomplir pour proposer une meilleure offre, de qualité, sportive aux habitants du 15e arrondissement.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Dernier intervenant, M. Jean-Baptiste MENGUY pour le groupe U.M.P.P.A., avant la réponse de M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Monsieur le Maire.

Beaucoup de choses ont été dites par les deux intervenants qui m'ont précédé.

D'abord, je voudrais dire à M. CONTASSOT, après son propos sur le terrain du stade Lenglen, que je l'invite à venir jouer déjà sur les terrains actuels qui sont des vrais champs à patates ! Et qui, à mon avis, méritent mieux que les propos que vous avez tenus. Pour les clubs qui y jouent et y évoluent - et je rejoins tout à fait les propos de mon collègue Gilles ALAYRAC sur ce sujet - ces terrains ne sont pas dignes du sport à Paris tel qu'ils sont aujourd'hui.

En ce qui concerne les propos de M. ALAYRAC, à part celui que je viens d'évoquer, je me réjouis que les élus de gauche du 15e nous rejoignent enfin sur des projets majeurs que nous portons pour le 15e : évidemment, l'héliport et la démarche tout à fait volontariste de Philippe GOUJON et Jean-François LAMOUR en la matière et également le soutien aux clubs sportifs du 15e ; nous citerons aussi "RCP 15", mais il y en a d'autres évidemment.

Et puis, ce n'était pas l'objet du vœu, mais le square Calmette, c'est un beau projet. Nous nous battons pour ce terrain multisports et nous espérons qu'il viendra compléter avec intelligence et pertinence le projet de petits terrains de basket qui devaient, selon les propos de la candidate socialiste à la mairie du 15e et dans son programme, se tenir à l'écart des habitations. Et force est de constater que, malheureusement, Mme HIDALGO, n'a pas été entendue sur ce point.

Monsieur le Maire, pour terminer mon propos, je suis très embêté, Monsieur VUILLERMOZ, parce que, vous le voyez, on a entendu beaucoup de choses ces deux jours de séance sur le respect de la démocratie locale, de la parole de chacun, de chacune, le respect de la majorité, de l'opposition. Cela, pour recevoir des leçons en la matière, on n'arrête pas et je peux vous dire que nos poches sont pleines !

Nous avons présenté un vœu qui, au moins, est un vœu synthétique, comme les terrains de sports qui seront implantés. Il n'y avait pas besoin forcément d'en rajouter des paragraphes et des paragraphes.

Alors, soit vous avez voulu répondre et à l'oral et à l'écrit à notre vœu et vous avez déposé un vœu de l'Exécutif, mais franchement on aurait pu se dire tout cela à l'oral et notre vœu suffisait.

Soit il y a là encore une manœuvre vraiment insupportable, et on n'est pas les seuls à l'U.M.P. à vous le dire, même nos collègues "Verts" s'en plaignent : c'est cette manie systématique de vouloir déposer des vœux bis derrière les vœux déposés, on ne sait pas si c'est pour récupérer une bonne idée ou si c'est pour faire un effet d'annonce ou quoi que ce soit, mais franchement cela suffit !

Soit vous dites que vous respectez chaque groupe et la parole de chaque groupe et vous respectez les vœux qu'ils déposent, et vous apportez les réponses proportionnées aux questions que l'on pose, soit, à ce moment-là, vous arrêtez de nous faire des leçons à longueur de journée.

J'ose croire, Monsieur VUILLERMOZ, que ce n'est pas...

Mais vous pouvez dire ce que vous voulez ! En tout cas, c'est comme cela et c'est la vérité.

Soit vous avez voulu reprendre l'idée, soit c'était pour apporter plus d'éléments...

Oui, oui, mais bien sûr !

(Mouvements divers sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Arrêtez-vous le premier, Monsieur, ça suffit !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Revenez sur le sujet, s'il vous plaît !

Monsieur MENGUY, terminez sur le sujet, s'il vous plaît !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Soit en tout cas, une dernière chose sur le vœu : je vous propose un vœu n° 59 ter, Monsieur VUILLERMOZ, pour que nous trouvions un accord...

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Vous avez épuisé votre temps de parole, Monsieur MENGUY, s'il vous plaît.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je termine, ce sera ma dernière phrase.

Je vous propose que, sur votre vœu n° 59 bis, le dernier considérant : "que les services de la DJS examinent…", on ajoute "…en concertation avec le maire du 15e". Et nous voterons le vœu n° 59 bis.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Observations sur le déroulement de la séance.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour vous répondre, je donne la parole à l'adjoint…

Vous voulez interrompre le débat ?

M. Jean-François LAMOUR. - Oui, je vais interrompre le débat.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Président ?

M. Jean-François LAMOUR. - Nous arrivons à un point qui devient inacceptable, Monsieur le Maire. Effectivement, cette succession de vœux bis déposés sur la table au dernier moment non seulement alourdit, mais allonge le débat.

Et je rejoins effectivement ce que vient de dire Jean-Baptiste MENGUY. D'autant plus que, Monsieur le Maire, on vient de nous annoncer que l'on ne passera pas le débat sur Masséna avant le déjeuner.

On vient de nous annoncer que non...

Laissez-moi terminer !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Tout ce qui nous retarde ne nous aide pas à avancer.

M. Jean-François LAMOUR. - Vous venez de nous dire que ce n'est plus possible, vous venez de nous faire le message au secrétariat du groupe que ce n'était plus possible de passer Masséna et que nous allions examiner des projets de délibération dont le rapporteur est M. MANO en attendant.

Je suis désolé mais nos orateurs ne sont pas là !

Il faut arrêter ! Nous avions prévu en conférence d'organisation un Conseil sur une journée. On en est à une journée et demie et nous savons que cela va pratiquement durer deux jours.

Je vous ai proposé, Monsieur DAGNAUD, de faire une nocturne hier soir. Vous avez refusé. Je n'ai pas compris encore pourquoi.

Et on en arrive aujourd'hui à midi et demi à nous dire : on ne passe pas le débat sur Masséna mais on travaille sur des projets de délibération de M. MANO. Je suis désolé, mais nous, nous ne travaillons pas comme cela ! Nous n'avons pas nos orateurs présents, donc nous refusons de travailler sur ces projets de délibération-là. Ce n'est pas comme cela que nous envisageons une séance du Conseil de Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Monsieur le Président, je comprends parfaitement les contraintes que peuvent avoir certains élus à être présents en séance. Je vous rappelle quand même que la règle du jeu, c'est que les élus sont censés siéger tant que la séance du Conseil de Paris se poursuit. Nous sommes en séance du Conseil de Paris, elle n'est pas terminée et les élus de votre groupe comme les autres sont censés être présents en séance.

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Pour le reste, l'Exécutif n'est responsable ni du nombre de vœux et amendements déposés, ni du nombre d'intervenants qui s'inscrivent le lundi matin, voire plus tard, sur l'ensemble des projets de délibération. Donc nous sommes collectivement responsables des délais supplémentaires que prend la séance et il est vraiment tout à fait injuste et injustifié d'en faire porter la responsabilité sur l'Exécutif.

M. Jean-François LAMOUR. - On ne change pas...

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous essayons de tenir compte…

M. Jean-François LAMOUR. - On ne change pas indéfiniment l'ordre du jour.

Vous nous avez dit il y a à peu près une demi-heure, trois quarts d'heure, que vous passiez le débat sur Masséna.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous essayons de le passer.

M. Jean-François LAMOUR. - Non, vous nous avez dit que vous passeriez le débat sur Masséna.

Et maintenant, vous êtes en train de nous dire, à 20 minutes normalement de la suspension de séance, que vous ne passez plus Masséna. On ne peut pas travailler comme cela ! Et qu'en contrepartie, vous passez un certain nombre de projets de délibération concernant M. MANO.

On ne travaille pas comme cela, Monsieur DAGNAUD, ce n'est pas possible !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - On s'adapte. Mais on peut tout à fait démarrer le débat, à ce moment-là, et on l'interrompra pour 13 heures, il n'y a pas de problème. C'est ce qui convient à l'ensemble des Présidents de groupe ?

M. Jean-Pierre CAFFET. - En effet.

M. Yves CONTASSOT. - Ce serait bien que M. Jean VUILLERMOZ réponde.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le rappel au règlement est terminé ?

2009, DJS 207 - Lancement d'un marché à procédure adaptée pour la rénovation en gazon synthétique de deux terrains, un de football et un de rugby, au centre sportif Suzanne Lenglen (15e). (Suite).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bon. On termine l'examen et le vote du projet de délibération engagé et nous aviserons pour la suite.

Je rappelle quand même qu'en termes de souplesse, j'ai accepté que M. MENGUY rapporte à votre place un vœu que vous aviez déposé et sur lequel vous étiez inscrit.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Vous voyez que l'on est quand même extrêmement conciliants pour tenir compte des difficultés des uns et des autres !

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Monsieur VUILLERMOZ, pour répondre ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Ça y est, c'est à moi ! C'est le sport !

M. Jean-François LAMOUR. - Cela, c'est de la mesquinerie !

Continuez comme cela, vous avez raison ! On attend autre chose de vous quand même.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Sur le vœu de l'U.M.P.P.A., l'objectif était de déposer ce vœu bis simplement pour être précis sur le temps et sur les calendriers, parce qu'il est évident que, par rapport aux clubs, on a besoin d'être un peu plus précis que ce qui était dans le vœu de l'U.M.P.P.A.

Sur le fond, je voudrais remercier M. ALAYRAC pour son intervention qui évidemment a relaté, à juste titre, le programme de travaux ambitieux qui a été programmé sur le centre sportif Suzanne Lenglen et qui répond à de grands besoins, notamment pour le "RCP 15" qui, avec son équipe masculine et son équipe féminine, obtient de très, très bons résultats. La Ville a besoin de conforter ces résultats en mettant en œuvre des terrains corrects.

Je vais être très rapide. Il y a eu une première réfection de ce terrain en 2007 avec la pose d'un premier tapis synthétique. Aujourd'hui, nous allons continuer pour le terrain de rugby et pour le terrain de foot.

Je précise les calendriers et, comme cela, je réponds aussi au vœu de l'U.M.P.P.A. : la livraison pour le terrain de rugby devrait se faire vers le 31 août et, en ce qui concerne le terrain de foot, vers le 15 septembre.

Evidemment, s'il y a des intempéries dans le mois de juillet et le mois d'août, une situation nouvelle se créerait, mais l'objectif est de faire en sorte que l'on réponde aux besoins des clubs.

M. ALAYRAC m'a posé plusieurs questions et j'y réponds très rapidement : sur l'action des deux-roues motorisés.

La difficulté - vous le savez, on va s'y attaquer -, c'est d'un côté de laisser entrer les piétons, et de les laisser entrer avec des landaus éventuellement, et de laisser entrer aussi les personnes en fauteuil roulant. Mais il faut éviter que les deux-roues motorisés n'entrent sur ce terrain parce que cela crée de l'insécurité. On examine donc les possibilités de poser très rapidement un système qui permette de mettre en œuvre cette orientation.

Sur la surveillance du centre sportif, soyons clairs : il y a 24 agents de la DJS, il n'y en pas de la DEVE. On a le concours de la DPP et depuis quelques mois, il y a la Garde républicaine à cheval et le commissariat de police qui est sensible à la situation.

Sur la rénovation de la piste d'athlétisme, il était prévu, il est prévu de le faire, mais cela dépendra des retours des offres que nous avons faites en marché. Et donc, s'il est possible de le faire, nous le faisons en 2009.

Sur les couvertures des terrains de tennis et de pétanque, celles-ci pourraient être réalisées au cours de cette mandature, dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement.

Sur l'aménagement du square du Docteur-Calmette, l'étude technique et financière décidée par un vœu de l'Exécutif en juin dernier sur proposition d'Anne HIDALGO, Fabienne GIBOUDEAUX et moi-même est en cours d'achèvement. Ce projet est très important dans le cadre des actions de prévention et de réponse au besoin de pratiques sportives des jeunes Parisiens dans les quartiers environnants.

Sur la question que me pose Yves CONTASSOT, qui est très importante et intéressante, et il sait bien que je suis très en pointe pour essayer de défendre l'environnement et l'écologie et que j'ai agi très fort au niveau de la DJS pour essayer de réaliser les meilleurs compromis possibles entre les besoins de la pratique sportive et la défense au mieux l'environnement.

Le problème est qu'il y a de plus en plus de gens qui veulent faire du sport, de plus en plus de sports nouveaux qui sont pratiqués, et en même temps, nous savons que nous manquons de place et que la situation d'offre n'est pas extensible en matière de foncier. Tout le monde sait qu'à Paris, nous manquons de terrain de grands jeux.

Comment tenter d'améliorer l'offre sportive dans cette situation de raréfaction tout en préservant notre environnement et en veillant à diminuer notre empreinte écologique ? C'est une question à laquelle nous nous attaquons.

Vous le savez, les gazons synthétiques multiplient par 4 ou 5 la possibilité d'utilisation et donc c'est évidemment très important pour nous de pouvoir poser des synthétiques. S'agissant des questions environnementales, la remise en gazon naturel chaque année, les besoins d'arrosage très importants, la quantité d'engrais nécessaire, tout cela a un impact environnemental lourd tout en ne favorisant pas l'extension de l'offre d'utilisation.

Les synthétiques quant à eux ont un impact environnemental moindre, qu'il s'agisse de la consommation d'eau, de la consommation d'énergie primaire, de l'acidification de l'air, et des progrès aujourd'hui sont enregistrées avec les nouvelles générations de synthétiques quant à leur recyclage.

Donc, nous allons faire l'expérimentation que vous nous demandez en matière de génération de gazon naturel. Nous allons la faire, donc je réponds favorablement à cette demande et nous allons voir comment il est possible de le faire.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Monsieur MENGUY, maintenez-vous le voeu n° 59 ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Je n'ai juste pas eu la réponse à ma question.

Donc, rapidement la réponse pour modifier le voeu de l'Exécutif en ajoutant : "et en concertation avec le maire du 15e" et je vous donnerai ma réponse : oui ou non, ce sera très bref.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Monsieur VUILLERMOZ, rapidement, s'il vous plaît.

M. Jean VUILLERMOZ. - De toute façon, nous travaillons toujours avec les élus du 15e arrondissement, de la majorité ou de l'opposition.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Donc, c'est en liaison avec le maire et les élus du 15e, comme dans tous les arrondissements. Bien.

C'est oui ou c'est non ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - C'est oui ou non aussi : il modifie ou accepte de modifier ou pas.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Ah ! Ecoutez, Monsieur MENGUY, je comprends votre souci : il est légitime, mais il y est répondu par avance et l'ensemble des adjoints au Maire travaille en concertation et en dialogue avec les maires et les élus d'arrondissement, que ce soit dit une fois pour toutes !

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Alors, nous maintenons le vœu !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 63).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 207.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DJS 207).

Je vous remercie.

Observations sur le déroulement de la séance.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour revenir au débat que nous avions tout à l'heure, et en cherchant à nous adapter aussi réactivement que possible, nous avons environ vingt minutes utiles avant de suspendre la séance pour déjeuner.

Je propose que nous démarrions très simplement le débat dans l'ordre prévu par l'ordre du jour, ce qui permettra au Maire du 13e et à M. TRÉMÈGE, qui a des obligations, de pouvoir s'exprimer avant la pause déjeuner et nous poursuivrons le débat sur ce projet de délibération après déjeuner.

Monsieur le Président du groupe "Les Verts" ?

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, ce n'est pas possible de faire cela. Soit nous lançons le débat et nous le terminons, et cela ne nous pose pas de problème de continuer jusqu'à 2 heures de l'après-midi, soit nous arrêtons maintenant et nous le reprenons à 14 heures. Mais nous n'allons pas "saucissonner" un débat en deux. Cela ne s'est jamais fait.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Cela s'est fait tout le temps.

M. Sylvain GAREL. - De couper un débat au milieu ? Mais non ! Mais non ! Quand on commence l'examen d'un projet de délibération, nous le terminons toujours.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - J'entends votre avis ; je prends en compte l'ensemble des avis qui m'ont été communiqués. Nous démarrons le débat et il se poursuivra après la pause déjeuner, conformément à l'ordre du jour.

M. Sylvain GAREL. - Dans ce cas, nous demandons la vérification du quorum.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Effectivement.

On pourrait aussi le vérifier tout au long de la journée et on peut interrompre les séances…

Je prends note de la demande qui est de droit. Je prends note de la difficulté dans laquelle nous sommes, cher Président, qui tient aussi au fait qu'un groupe a jugé utile d'inscrire l'ensemble de ses membres, dont les membres de l'Exécutif, sur un débat, ce qui pose un problème de gestion du temps de parole.

J'en appelle à la responsabilité de l'ensemble des élus et de l'ensemble des groupes. Je pense que nous portons collectivement la responsabilité de faire en sorte que nos débats portent sur le fond et ne soient pas parasités par des astuces de forme, quand bien même ces astuces respectent sinon l'esprit, du moins la lettre du règlement intérieur.

Jean-Pierre CAFFET ?

M. Jean-Pierre CAFFET. - J'en appelle à la raison de l'ensemble des groupes qui siègent dans ce Conseil.

Il n'est pas vrai que dans la mandature précédente, et j'imagine que dans les précédentes encore, un débat n'ait pas été interrompu pour pouvoir reprendre.

M. Sylvain GAREL. - Non.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Enfin ! Cela m'est arrivé personnellement quand je siégeais dans l'Exécutif.

Deuxièmement, on ne va pas prolonger la séance jusqu'à 14 heures 30 pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la pureté du débat mais pour des raisons qui tiennent à la disponibilité des uns et des autres.

Écoutez : il y a Conseil de Paris, nous avons pris du retard, peut-être. Et cette responsabilité, comme l'a souligné François DAGNAUD qui préside notre séance, est une responsabilité collective : nous sommes tous responsables du retard que nous avons pris. Quand il y a 100 vœux, etc., c'est un peu normal.

Et donc ce que je propose, c'est que nous entamions ce débat, que nous le suspendions pendant une heure et quart pour la pause déjeuner, et que nous le reprenions. Les élus de mon groupe s'adaptent à l'ordre du jour, voilà !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Monsieur le Président, je voulais quand même vous préciser un point.

Nous essayons de tenir compte des contraintes des uns et des autres. Je trouverai dommage, pour être clair, que le Maire du 13e et que le seul inscrit du groupe U.M.P., élu du 13e, ne puissent pas intervenir dans le débat car ils ne pourront, ni l'un ni l'autre, être présents cet après-midi. On peut aussi tendre la main aux contraintes que rencontrent les collègues.

Cela me paraît assez courtois, excusez-moi.

M. Sylvain GAREL. - Je demande deux minutes d'interruption de séance pour en discuter avec mon groupe. Si vous voulez que l'on réponde, on répond, mais on en discute entre nous auparavant.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Alain LHOSTIS, tant qu'on y est... On passera la nuit ici : cela ne me dérange pas.

La parole est à M. Alain LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Je voulais simplement dire que nous partageons votre point de vue et celui du groupe socialiste, et que le groupe communiste est prêt à s'adapter, sans problème.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Nous avons la même position, c'est-à-dire que nous souhaitons entamer le débat maintenant.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bien. Sylvain GAREL ?

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, après consultation de nos groupes si deux élus ne peuvent pas intervenir après, nous acceptons qu'ils interviennent avant la pause déjeuner.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous remercie.

Nous y allons.

2009, DU 115 - ZAC "Paris Rive Gauche" (13e). - Modification de la ZAC : Engagement de la procédure de révision simplifiée du PLU sur le site "Massena-Bruneseau". - Modalités uniques de concertation relative à la modification de la ZAC et à la révision du PLU.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons donc à l'examen du projet de délibération DU 115 relatif à la Z.A.C. "Paris Rive Gauche" (13e).

La parole est à M. Patrick TRÉMÈGE.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Je vous remercie.

Je souscris à l'intitulé du projet qui nous est soumis aujourd'hui : modalités uniques de concertation. Il est vrai que vous avez sur ce dossier une méthode unique et singulière de concevoir la concertation.

Je vous demande de bien vouloir en juger. Les associations qui, selon vous, étaient associées en amont à l'élaboration du projet se sont en fait retrouvées face à des plans totalement achevés qui ne laissent place à aucune espèce de discussion, et dont on voit bien qu'aucun parti pris de fond ne sera modifiable, à l'exception peut-être d'une bordure de trottoir - j'en prends ici le pari.

Par décence, je n'évoque pas le débat du Conseil d'arrondissement où le mépris est manifeste pour la représentation démocratique, puisque aucun plan significatif du projet n'était associé au projet de délibération.

En réalité, Monsieur le Maire, vous manquez là une formidable occasion de faire vivre une authentique démocratie de proximité. Elle vous aurait permis d'entendre une opposition municipale qui se veut constructive et qui a travaillé avec des associations telles que "ADA 13" ou "Paris environnement".

Je n'ai jamais été, pour ma part, ni un opposant définitif aux tours comme vos amis "Les Verts" ni un partisan idéologue comme vous-mêmes l'êtes. Ce qui m'importe avant tout, c'est l'avis de ceux qui auront à y vivre, à y travailler, à s'y déplacer. Et si demain une tour satisfaisait à ces exigences de vie, j'y souscrirais sans difficulté. On en est loin, très loin avec ce dossier.

Si vous aviez accepté de nous entendre un temps soit peu, voilà ce que nous aurions pu vous proposer. Concernant tout d'abord Masséna, bien que coincé entre les voies S.N.C.F., les Maréchaux et le périphérique, c'est de loin le site le moins défavorisé. Sous réserve d'une étude d'impact nécessaire, il serait envisageable d'y installer des habitants et des services de proximité.

Les concepteurs y ont casé un maximum de logements sociaux. Dans un arrondissement qui tangente les 35 %, il nous aurait semblé pour le moins important d'y avoir une véritable mixité sociale : logements sociaux, logements libres, en location ou en propriété ; l'exemple des difficultés déjà rencontrées sur Bédier-Boutroux aurait dû vous inspirer.

Ce n'est pas en méconnaissant la sociologie des quartiers parisiens que se construit une ville socialement durable. Comment peut-on par ailleurs imaginer et soutenir des constructions sur dalle quand on a sous les yeux l'exemple du quartier Olympiades et des difficultés qu'il représente.

Enfin, toujours sur Masséna, l'espace vert prévu, soit 1 mètre carré par habitant alors que 10 mètres carrés sont habituellement requis, ressemble à une plaisanterie singulière dans le cadre d'un quartier à construire.

Venons-en, si vous le voulez bien, à Bruneseau, où de mon point de vue on tutoie l'absurde. Le projet qui nous est présenté : c'est béton, toujours plus de béton. Béton immeuble, béton tour, béton grande tour, béton barre.

Le projet est à mon sens également dangereux. Vous allez prendre la responsabilité d'installer à moins de 80 mètres du périphérique, soit à peu près trois fois la largeur de cet hémicycle, des habitants, des établissements scolaires, donc des enfants et des employés.

Vous imaginez l'étude d'impact qu'il vous faudra faire, car vous allez devoir la faire et nous y veillerons : Maréchaux plus périphérique, plus centrale à béton, plus usine d'incinération. J'en appelle au bon sens.

Mais il semble que ce soit là votre conception de vie urbaine et je le regrette. Tel que conçu, ce site serait, par ailleurs, ségrégatif et totalement irréaliste du point de vue économique. Qui aujourd'hui se lancerait dans une telle entreprise sur ce site tant le marché des bureaux est difficile ? Par ailleurs, des équipements de grande qualité sont nombreux, notamment sur la commune proche d'Ivry.

Pour autant, cet endroit aussi difficile qu'il soit pourrait être un "plus" pour Paris. D'abord, en accueillant les usines à béton qui sont sur les quais de Seine, en face de la faculté Pierre et Marie Curie, ce qui permettrait une vraie réconciliation du 13e arrondissement avec la Seine et des aménagements ambitieux sur l'ensemble de la rive du 13e arrondissement.

La création de bâtiments, abritant des entreprises artisanales, des ateliers de plomberie, d'ébénisterie, d'électricité, etc. qui ont déserté Paris, de jeunes P.M.E. qui sont spécialisées aujourd'hui dans le bâti parisien, auraient pu y trouver leur place.

Vous auriez pu, Monsieur le Maire, imaginer comme le propose "ADA 13", une centrale de recyclage des matériaux de déconstruction, activité en plein développement qui serait ainsi à proximité immédiate de son approvisionnement d'une part, et de ses clients d'autre part. Il aurait été imaginable également de traiter les mâchefers de la centrale d'Ivry qui partent pour revenir ensuite.

Autant d'activités qui offriraient des emplois modestes aux habitants du 13e arrondissement, et à Paris évidemment, catégories particulièrement touchées par le chômage mais au combien nécessaires à l'équilibre sociologique d'une ville.

"Paris environnement" suggère une utilisation rationnelle des dessous du périphérique, comme par exemple un espace réservé aux arts de la rue.

Vous avez là un petit florilège des idées portées par un grand nombre d'associations dont le seul leitmotiv était de participer en amont et de façon responsable à l'aménagement de ces deux secteurs.

En réalité, vous ne voulez rien savoir de tout cela, il est clair que vous avez volontairement écarté toutes les considérations de bon sens sans examen critique réel, allant jusqu'à la provocation en parlant de convivialité.

En réalité, si j'en crois votre architecte coordinateur, tout était plié me semble-t-il depuis longtemps. Je cite un passage du journal d'hier : "Je travaille sur le secteur depuis 2001 et on m'a demandé d'intégrer des bâtiments en hauteur dans ce secteur en friche. On ne gênera personne."

Sans commentaires.

Vous pensez qu'assistés par des hommes de l'art, probablement de grand talent, vous allez, plus fort que tout le monde, triompher de toutes les difficultés du site et offrir à la postérité un quartier flamboyant et exemplaire ?

L'opposition ne vous laissera pas faire. Elle sera aux côtés des riverains et des associations pour que sur Masséna-Bruneseau, le bon sens et l'intelligence l'emportent.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Mes chers collègues, lors de ce débat, il serait judicieux que nous nous écoutions.

Certes, notre débat n'amènera pas une unanimité, je l'ai bien compris mais examinons ce qui peut nous rassembler.

Quels sont les difficultés mais aussi les atouts de ce territoire ? Quels sont les grands enjeux de son futur aménagement, y compris est-ce nécessaire de l'urbaniser ? Il faut poser toutes les questions.

Masséna-Bruneseau, le territoire dont nous parlons aujourd'hui, n'est pas un quartier. Que trouve-t-on à ce jour ? Le périphérique, un très important échangeur, une usine à béton, les voies ferrées, un énorme atelier d'entretien des trains, des espaces abandonnés également, la proximité de l'usine SYCTOM et un boulevard Jean-Simon, extrémité du boulevard Masséna dans un quasi-abandon.

Les conséquences sont des cheminements à pieds ou en vélo quasi-impossible, une véritable césure dans la ville. Il est indéniable qu'il faut de l'imagination pour se projeter dans l'avenir.

Faut-il urbaniser ce site ? Cette question n'est pas illégitime, elle a été posée dans nos débats avec les associations de la concertation que nous avons entamée il y a longtemps. Je constate que la réponse me semble positive sur nos bancs.

La réponse à cette question est liée aux enjeux attendus sur ce territoire, avant même de réfléchir au contenu de cette opération.

C'est une pièce de tissu à recoudre. Assurer le lien avec la Seine d'abord, c'est l'un des grands objectifs pour le 13e arrondissement, la reconquête de la Seine ; c'est un projet déjà bien entamé mais loin d'être achevé.

Permettre le lien du 13e arrondissement historique avec les nouveaux quartiers universitaires de Paris Rive gauche ensuite.

Etonnant de constater qu'aujourd'hui, il est très compliqué de rejoindre ce nouveau quartier universitaire à partir de la Porte d'Ivry. Etonnant car en regardant une carte, la proximité est évidente.

De la même façon, le lien entre le 13e arrondissement et Ivry est à ce jour très complexe. Toujours très surprenant lorsqu'on voit l'importance, la longueur des frontières entre le 13e arrondissement et Ivry.

Pour assurer ces trois évolutions, il devient évident d'urbaniser ce site et M. Patrick TRÉMÈGE, d'une certaine manière, ne dit pas le contraire.

Les atouts de ce territoire paradoxalement, territoires aujourd'hui quasiment inaccessible, pourront s'appuyer demain sur une bonne desserte. Je ne parle pas ici seulement de la seule proximité du R.E.R. et de la ligne 14 mais d'ici peu, ce quartier sera desservi par la ligne 64 qui arrivera au bout de l'avenue de France, par le tramway prolongé, par le T.C.S.P. Val de Seine d'ici 2014 et nous l'espérons bien la ligne 10 du métro dont nous essayons d'accompagner le projet de prolongation.

Bien entendu, la proximité de la Seine valorisera ces emprises. Il s'agit des seuls abords de Seine encore urbanisés en plein Paris avec évidemment son pendant dans le 12e arrondissement.

Dépassons l'angoisse de l'avenir que certains avaient déjà exprimée avec l'aménagement des quartiers de Bercy, c'était il est vrai il y a quelques années, on peut oublier tout cela dans nos mémoires.

Venons en maintenant à ce qui fait débat. Mes chers collègues "Verts", vous devriez nous remercier. Oui, nous assumons pleinement le débat devant les Parisiens.

Oui, plutôt que de travailler sans rien dire au réaménagement des bretelles du périphérique et au transfert de la centrale à béton, nous voulons pleinement ouvrir ce débat avec les Parisiens et en toute transparence. Nous l'ouvrons dès aujourd'hui.

Oui, nous avons décidé d'engager ou plus exactement de poursuivre le débat sur les hauteurs.

Mes chers collègues "Verts", nous vous laissons tout l'espace et le temps nécessaires pour nous expliquer tout le mal que vous pensez des tours.

Oui, quatre sont proposées dans la mouture du projet d'urbanisme présenté aujourd'hui, cela ne fait pas beaucoup, quatre immeubles de grande hauteur, d'autant que ces tours ne sont pas bien grandes.

Ce n'est pas un concours de hauteur qui est engagé ici, personne n'envisage des tours de plus de 700 mètres comme celles projetées à Dubaï ou pour remplacer le World Trade Center.

Ce ne sera pas non plus les 500 mètres de la Tour Taïpei ou les 400 mètres de Kuala Lumpur, nous serons bien loin, quoi qu'il arrive, des tours de Chicago ou de Francfort, et pourtant que de salive pour une proposition guère iconoclaste.

Mais oui, nous débattrons de ces tours.

Cependant, je vous soumets une requête, mes chers collègues, tous mes collègues, évidemment des "Verts", de l'Opposition, ne perdons pas de vue l'essentiel.

Nous sommes en effet face à un débat d'un projet d'urbanisme. Quel quartier voulons-nous pour répondre à quel besoin ? Comment doit-il s'organiser ? Quel lien avec les autres quartiers du 13e arrondissement et d'Ivry ? Quels équipements et où ? Quels espaces de respiration ?

Il s'agit ici d'un débat un peu plus compliqué et plus subtil que pour ou contre les tours.

C'est la raison pour laquelle un projet d'urbanisme est présenté car on ne peut débattre qu'à partir d'un projet.

Je souhaite répondre à M. Patrick TRÉMÈGE. Evidemment, il était nécessaire aujourd'hui de présenter un début de projet pour débattre avec les Parisiens, parce que débattre à partir de rien, ce n'est pas un débat mais gloser à l'infini.

Mes chers collègues, c'est ici le seul débat qui vaille et c'est celui que nous entamons aujourd'hui, d'abord dans ce Conseil et dès demain devant les Parisiens. Une réunion publique est d'ores et déjà évidemment prévue.

C'est le vrai cœur de ce débat, je vous invite évidemment toutes et tous à y participer.

Merci à vous.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci pour cette intervention parfaitement calibrée sur le temps de parole qui vous est imparti, c'est assez rare pour le souligner.

Je propose de suspendre la séance. Nous reprendrons à 14 heures 15 la suite de ce débat.

Bon appétit et à tout à l'heure.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures cinq minutes, est reprise à quatorze heures quinze minutes, sous la présidence de M. François DAGNAUD, adjoint).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

2009, DU 115 - ZAC "Paris Rive Gauche" (13e). - Modification de la ZAC : Engagement de la procédure de révision simplifiée du PLU sur le site "Massena-Bruneseau". - Modalités uniques de concertation relative à la modification de la ZAC et à la révision du PLU (suite).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous revenons donc au projet de délibération DU 115.

Je donne la parole à Mme Emmanuelle BECKER, pour cinq minutes, dans l'ordre des inscriptions.

Mme Emmanuelle BECKER. - Ce projet soumis à la discussion pour le quartier Masséna-Bruneseau est un projet urbain et ne se réduit pas à la seule question de construction d'immeubles de hauteur.

On voudra nous faire entendre qu'il s'agit exclusivement d'une affaire de hauteur car l'ouverture de l'enquête publique portera sur la modification du plafond de hauteur de 37 mètres. Mais admettons au moins la consistance du projet qui a été soumis au débat dans le conseil de quartier concerné du 13e arrondissement et au groupe de travail sur la concertation de Paris Rive gauche.

Les terrains concernés s'étendent sur 24 hectares au total et s'inscrivent dans un espace qui contient la présence d'infrastructures routières en hauteur, le périphérique, les Maréchaux, le faisceau ferroviaire du réseau Paris Rive gauche.

Le projet qui nous est proposé présente de nombreux points forts. A l'échelle de la métropole, il permettra de relier les deux communes de Paris et d'Ivry. Au niveau du quartier, il permettra de reconquérir les berges de Seine et de disposer d'un programme diversifié avec des activités, des logements, des commerces et des équipements publics.

En matière d'espace, il permettra de dégager des rues, des places, des espaces verts, en resserrant les bretelles du périphérique.

Enfin, pour ce qui est des transports, ce projet assurera l'amélioration de l'offre ferroviaire du réseau Paris Rive gauche-Austerlitz.

Nous assumons la densité urbaine qui participe à une vie diversifiée. Dans ce débat certains immeubles de logements de 50 mètres, soit 17 étages, et quelques tours d'une trentaine d'étages ne constituent nullement un tabou.

Depuis 2006, les élus communistes souhaitent ce débat et ne se satisfont pas de sondages pour ou contre les tours. La pensée et les réalisations urbaines doivent être mises au service des besoins du plus grand nombre et de la qualité de vie. Nous avons besoin de courage pour y arriver, et non de frilosité.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons le débat avec l'inscription de Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Monsieur le Maire, nous avons approuvé ce matin la création d'un nouveau droit pour les Parisiens, le droit de saisine par pétition de notre Assemblée. Son but annoncé est de renforcer la capacité de nos concitoyens à exprimer leurs préoccupations et leurs opinions auprès de notre Assemblée.

Cette démarche de démocratie participative, "Les Verts" la défendent depuis toujours. Il nous semble en effet nécessaire de mieux associer les habitants à l'élaboration de la politique de notre ville. Une telle démarche renforce nos projets et améliore également leur efficacité parce qu'elle permet de mieux définir les besoins de notre agglomération comme ceux de nos quartiers.

Oui, Monsieur le Maire, les habitants sont bien placés pour connaître les besoins des territoires qui les accueillent. Ce principe relève du bon sens. Il est pourtant resté trop longtemps ignoré à Paris, où les années 1970 et 1980 ont vu se développer un urbanisme autoritaire imposé par une droite plus soucieuse des intérêts privés et de ses rentrées fiscales que par les conditions de vie des Parisiens.

Ce principe, nous craignons qu'à votre tour vous soyez tenté de l'enterrer. En effet, les Parisiens se sont clairement exprimés sur la question des tours, et pas par des sondages. En 2006, à l'occasion de l'enquête publique sur la révision du Plan local d'urbanisme, plus de 120.000 personnes avaient répondu au questionnaire et elles étaient alors 63 % à se déclarer hostiles au déplafonnement des hauteurs. Cette hostilité a été confirmée par l'ensemble des enquêtes d'opinion réalisé sur la question, la plus récente d'entre elles datant de l'automne 2008.

Bien entendu, nous ne méconnaissons pas les insuffisances des sondages. C'est pour cette raison que nous avons proposé en juin dernier de soumettre la modification du plafond des hauteurs à un référendum et nous le proposons toujours d'ailleurs.

Il s'agit d'associer les Parisiens à un débat qui, au-delà des apparences, dépasse la seule vision des tours. Il s'agit de permettre aux habitants d'exprimer leur vision pour notre ville, ce qu'ils souhaitent pour son évolution.

Ce référendum a été refusé aux Parisiens, on nous a dit que c'était trop compliqué pour eux, ou trop simpliste comme question. Enfin, on ne voulait pas, surtout, les consulter parce qu'on avait peur que la réponse soit négative par rapport aux tours et positive par rapport à nos positions.

Pourtant, c'est bien le lancement d'un processus de débat et de concertation que notre Assemblée a décidé en juillet 2008 et rien d'autre ; nous avons alors exprimé nos craintes. Il nous a semblé que la concertation annoncée sur la question des hauteurs risquait de n'être que de façade.

Hélas, la suite des événements nous a donné raison. Dès octobre, avant même la première réunion publique avec les Parisiens, UNIBAIL dévoilait les plans d'une pyramide que la multinationale de l'immobilier souhaite ériger porte de Versailles.

Forme, destination des surfaces, maître d'œuvre, hauteurs, architectes, matériaux, emplacements : tout, ou presque, avait été décidé sans que les Parisiens soient entendus et encore moins écoutés.

Bien sûr, des réunions publiques ont suivi, "Les Verts" y ont assisté, participé, puis des ateliers, "Les Verts" y ont pris part dans un esprit constructif, les habitants ont pu exprimer leur opposition, majoritaire, au projet, comme toujours lorsqu'il est question de tours, depuis plusieurs décennies, à Paris.

Mais à aucun moment ils n'ont pu influencer le projet. A aucun moment, à vrai dire, ils n'ont compris quel était l'objet de ces réunions. Etait-ce de décider de la couleur des ascenseurs pendant que les vrais experts s'occupent de tout le reste ?

L'enjeu est pourtant important. Les derniers terrains aménageables sont rarissimes à Paris, qui est l'une des villes les plus denses du monde. La Ville de Paris doit s'en saisir pour répondre aux nombreux besoins des Parisiens : logements sociaux, crèches, jardins publics, équipements sportifs…

Ces demandes légitimes, les Parisiens nous les rappellent quotidiennement. Jamais, en revanche, nous n'avons vu nos concitoyens réclamer la construction de nouvelles tours de bureaux.

A lire le projet de délibération soumis au vote de notre Assemblée, on peut craindre que les Parisiens seront encore moins associés à ce nouveau projet. Une réunion publique et une exposition en mairie : voilà en tout et pour tout le programme exhaustif d'une concertation que vous annoncez exemplaire.

Alors, nous le disons avec force, le compte n'y est pas. Une concertation locale intensifiée ne doit pas se limiter à des réunions d'information, mais impliquer les habitants et les acteurs locaux dans l'élaboration de nouveaux projets.

Ce projet se situe dans un quartier où le tissu associatif est peu dense et nécessite à ce titre une attention particulière. Comme nous l'avions rappelé en juin dernier, l'expérience réussie des ateliers d'urbanisme à Paris et dans de nombreuses villes européennes a démontré que lorsque les autorités publiques s'en donnent les moyens, il y a une véritable productivité des ateliers d'urbanisme. Le développement de ces outils permet une phase délibérative riche et informée, et de faire émerger des choix urbains et des solutions souvent originales et innovantes.

L'urbanisme que nous défendons, c'est un urbanisme inventif et à l'écoute des habitants.

C'est le défi que nous souhaitons voir relever par notre collectivité, bien plus riche qu'une course à la hauteur : permettre aux Parisiens de se faire les acteurs des mutations de leur ville.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci d'avoir respecté le temps imparti à votre intervention.

Même durée pour Mme Liliane CAPELLE, au nom du groupe M.R.C.

Mme Liliane CAPELLE, adjointe. - A Paris "intra muros", la résolution du problème posé par la demande de logements sociaux dans un contexte de rareté foncière demande que nous prenions des initiatives audacieuses et innovantes.

L'une d'elle consiste à envisager la construction, dans des sites bien particuliers, d'immeubles de bureaux mais aussi de logements qui dépassent le plafond habituel de hauteur sans être pour autant des gratte-ciel.

C'est une des pistes qui est aujourd'hui proposée par la Municipalité à la concertation préalable à une éventuelle modification de la Z.A.C. "Paris Rive gauche", et voilà qu'elle mobilise tous les conservatismes, toutes les préventions. J'avoue ne pas le comprendre.

En élus responsables et cohérents avec nous-mêmes, au groupe M.R.C., nous voulons des mètres carrés pour le logement. Nous nous réjouissons donc qu'aucune piste ne soit rejetée. Et il me semble que nous devrions tous nous réjouir que notre ville puisse accueillir des familles, que des seniors puissent y rester, que l'activité économique, en cette période cruciale, continue de se développer afin de créer des emplois.

Mais il ne s'agit pas d'une simple acceptation contrainte, il nous plaît, parce que nous sommes des amoureux de Paris et que nous voulons penser son avenir, que ces réponses soient innovantes et rayonnantes. Je ne veux pas d'une Capitale repliée sur son passé, si glorieux soit-il. Paris mérite ce qu'il y a de mieux sur le plan architectural et, que je sache, le moderne n'est pas forcément l'ennemi du beau et c'est tout à votre honneur, Monsieur le Maire, d'avoir eu le courage de lancer ce débat, et nous vous avons tout de suite soutenu.

Si vous me le permettez, j'associerai, bien entendu, Mme HIDALGO, votre première adjointe, à ces remerciements.

J'aimerais que notre époque laisse une belle trace dans l'Histoire de Paris.

Je voudrais saluer les efforts qui sont faits sur "Paris Rive gauche" pour créer des quartiers mixtes.

Mixtes par leur destination, habitation, emploi, équipements de proximité comme équipements de prestige, et ceci, avec un pourcentage augmenté d'espaces verts.

Mixtes également par les types de logements qui seront offerts et je me réjouis du minimum de 50 % de logements sociaux.

J'insisterai également sur l'amélioration de la desserte par les transports en commun pendant que les bretelles du périphérique sont repoussées vers celui-ci.

Un dernier mot pour me féliciter de la concertation sur ce sujet. A l'issue de celle-ci, je suis certaine que nos concitoyens auront compris les enjeux économiques et sociaux qui ont été les moteurs de ces décisions et, lorsqu'ils verront ce qui est proposé par les architectes, leurs interrogations et leurs doutes seront balayés, tant les projets seront de nature à apporter une réponse belle et sérieuse.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Nous poursuivons avec Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, vous ne serez pas surpris que je vous interroge sur les conséquences environnementales de ce projet de délibération, notamment de la construction de tours sur ce secteur.

Depuis 2001, notre Ville s'est engagée dans une conversion écologique de la ville : recommandations environnementales pour la construction, écoquartiers, Plan de déplacement, réduction des déchets et, "last but not least", adoption d'un Plan climat particulièrement ambitieux.

Aujourd'hui, rien ne justifierait de marquer le pas dans cette exigence, encore moins de revenir en arrière.

Il suffit d'entendre ce que disent et répètent les experts climatiques : la situation ne cesse de s'aggraver, l'accumulation de gaz à effet de serre s'accélère au lieu de ralentir et les pires scénarios envisagés par le G.I.E.C. sont dépassés.

Il y a une raison à cela : personne n'écoute vraiment ce que disent les scientifiques. Ou plutôt on les écoute, on fait quelques adaptations, mais pour l'essentiel, on continue comme avant. On l'a vu clairement avec le Grenelle : d'un côté, ont fait des déclarations remarquables, ambitieuses et quelques mesures intéressantes sont mises en œuvre, mais, de l'autre, le "business as usual" continue d'accroître les dégâts (autoroutes, O.G.M., nucléaire, relance du secteur automobile sans conditions environnementales, etc.). Et le bilan reste extrêmement négatif.

Nous ne voudrions pas que la Ville de Paris s'engage dans la même impasse, car, en matière de mutation écologique, les mots sont importants mais à condition que les actes ne soient pas contradictoires.

Or, les mots, en ce qui concerne ce projet de délibération, c'est l'exposé des motifs. On y parle de développement durable, de qualité de vie, on tente même d'instrumentaliser le S.D.R.I.F. pour faire croire qu'il préconise les tours !

Mais les actes, c'est le délibéré et les annexes qui, seuls, ont valeur contraignante. Et là, ô surprise, dans l'annexe 1, qui définit les objectifs de cette opération, pas un mot des enjeux environnementaux, pas un mot du Plan climat, aucun objectif de développement durable, encore moins que ce quartier soit un écoquartier. On ne saurait être plus clair sur les priorités nouvelles de ce quartier !

Nous savons bien pourquoi ! Pas un expert sérieux ne prétend possible de construire une tour conforme au Plan climat, c'est-à-dire aux 50 kilowatts/heure par mètre carré pour la construction neuve, qui seront d'ailleurs repris par le Grenelle. Les plus ambitieux espèrent atteindre, et à des coûts prohibitifs, des consommations énergétiques qui seraient trois fois plus élevées que les objectifs du Plan climat. Trois fois plus !

On nous dit, à juste titre : "Mais, c'est beaucoup moins qu'avant !" C'est vrai ! C'est un peu comme les 4x4 : les constructeurs disent être capables de construire des 4x4 moins énergivores que les actuels. On veut bien les croire ! Les marges de progression, comme on dit pudiquement, sont considérables.

Mais un 4x4 restera un 4x4 ! Quels que soient les efforts, il continuera d'être bien plus polluant qu'une voiture classique, et immensément plus qu'une Smart, un vélo ou un tramway.

De même, une tour, même la plus écologique d'entre elles, continuera d'être bien plus énergivore qu'un immeuble classique et immensément plus qu'un écoquartier. Il y a une raison à cela : la tour, par définition, comme le 4x4 est anti-écologique !

Ils correspondent à cette idéologie où on peut toujours repousser les limites, quel que soit le coût, aller plus vite, plus haut, plus loin, plus gaspilleur, en mettre plein la vue, par désir de puissance et de domination. Et seulement parce qu'il faut faire des concessions à l'air du temps, on ajoute au "bling-bling" qu'il sera écologique.

C'est bien ce qui nous attriste, nous, écologistes : de voir notre Municipalité s'entêter à vouloir construire des tours. Le message des politiques responsables aujourd'hui ne peut donner l'impression à nos concitoyens qu'on va continuer égoïstement à gaspiller nos ressources et que les problèmes sont pour demain ou pour les autres. Nous devons, au contraire, être exemplaires, être à la pointe de la modernité - je tiens à ce terme de modernité, Madame CAPELLE - et que tous nos actes aillent dans ce sens.

Tous nos projets doivent être emblématiques de la civilisation de la sobriété qu'il nous faut construire, et qui est la seule qui nous permette de léguer à nos enfants une planète où la qualité de vie ne soit pas dramatiquement dégradée.

Si nous ne donnons pas l'exemple, si nous montrons par les actes emblématiques de notre politique municipale que l'on peut continuer à gaspiller et construire énergivore, comment convaincra-t-on les propriétaires de faire des travaux d'énergie ? Comment convaincra-t-on les locataires de faire attention à économiser l'eau et l'énergie ? Comment apprendra-t-on aux enfants des écoles à devenir économes et responsables ?

Pour nous, le Plan climat n'est pas optionnel. Tout ce qu'il dit, aussi bien sur la construction neuve que sur les écoquartiers, doit s'appliquer à ce territoire. Il n'y a pas dans Paris - ou alors ce serait nouveau - un Plan climat pour une partie du territoire et puis des zones franches, une sorte de Disneyland de la civilisation du gaspillage, dans lesquels on ferait l'inverse, où on pourrait continuer de jouer à faire comme si la crise écologique n'existait pas.

C'est pourquoi, en conclusion, je dirais qu'au moment où Paris peut prendre la tête du combat écologique, où nous vantons notre Plan climat à travers le monde, nous ne pouvons pas faire l'inverse dans certaines de nos opérations d'urbanisme.

C'est notre responsabilité d'écologistes de le dire et de poser les actes en cohérence avec cette conviction.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je propose à Fabienne GIBOUDEAUX de prendre le relais, pour 5 minutes également. Merci.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, le type de développement des villes fondé sur la répétition des mêmes clones urbains d'un bout à l'autre de la planète s'épuise rapidement, rattrapé par l'effondrement financier et la crise environnementale.

Faudrait-il que Paris, avec la construction de tours à ses portes, s'aligne sur ce modèle déjà dépassé ? Notre Ville doit-elle avoir comme ambition d'ériger les totems d'un capitalisme financier jadis triomphant, alors que des millions de nos concitoyens en paient aujourd'hui les inconséquences ? La figure de la tour répond-elle encore aux besoins de la production et des entreprises qui vont être rapidement contraintes - ou sont déjà contraintes, devrais-je dire - de se réorganiser selon de nouveaux critères environnementaux, stratégiques et sociaux ?

Entre le moment de la décision que nous devons prendre aujourd'hui et celui de la livraison, ne risque-t-on pas de se trouver avec de gigantesques et coûteux objets inutiles et sans usage possible ?

La tour de plus de 100 mètres répond sans doute au besoin de plus en plus pressant de certains opérateurs et acteurs du marché de la construction. Malheureusement, la grande tour constitue encore l'image de référence de la créativité des constructeurs. Pourquoi devrions-nous céder à ce conformisme marketing, alors que les immenses défis environnementaux et climatiques ouvrent de très larges espaces à l'invention et à la création architecturales et urbaines ?

La politique peut parfois voir mieux et plus loin que les besoins immédiats du marché. C'est pour cela que nous estimons, en tant que responsables politiques, que nous devons les mettre en balance avec les exigences écologiques, sociales et économiques de la ville de demain.

Dans un monde post-11 septembre et heurté aujourd'hui de plein fouet par la dépression financière, la tour qui concentre à la fois la puissance symbolique de l'entreprise, sa matière grise et son information stratégique risque de cumuler demain tant de désavantages organisationnels associés à une visibilité négative que beaucoup d'entreprises choisissent déjà un autre type d'organisation et de visibilité. Elles choisissent, par exemple, de s'implanter près des gares, dans de petites unités, de délocaliser le cœur informatique pour des raisons de sécurité et font de plus en plus appel à un personnel qui travaille à domicile ou près de chez soi. Elles réduisent ainsi considérablement leurs investissements immobiliers, protègent leurs informations et évitent à leurs salariés des contraintes de transport épuisantes et chronophages.

Face aux nouveaux modes d'organisation qui vont considérablement réduire la demande pour les tours de bureaux, nous prenons le risque d'hériter demain de millions de mètres carrés inutiles et difficilement réversibles en logements pour les Parisiens. L'échec économique probable des tours de bureaux contraindrait notre collectivité à une décision difficile : démolir ou transformer. Les racheter amènerait la Ville à supporter des coûts d'investissement 30 % plus élevés que pour un immeuble normal.

La cherté des matériaux de construction, la nécessité de réaliser des fondations plus profondes, l'appel à des entreprises plus qualifiées expliquent ce surcoût.

L'entretien, le fonctionnement d'une tour pour la rendre simplement habitable supposent aussi un coût de maintenance très élevé, ce qui interdit, en cas de passage du bureau à l'habitat, autre chose que des logements de luxe.

On observe déjà dans une tour résidentielle de 136 mètres de haut, La Défense 2000 à Puteaux, des charges qui avoisinent 300 euros pour un logement de 50 mètres carrés, charges mensuelles incompatibles avec le logement social.

Ces tours, essentiellement projetées aux portes de Paris, viendraient ceinturer la ville et accentuer la brutale rupture territoriale avec la banlieue, réduisant d'autant l'attractivité de ces zones, tant pour le travail que pour les habitants et les touristes.

Posons-nous aujourd'hui les bonnes questions pour éviter de produire des objets qui ne seraient plus que le spectacle obsolète et fatigué de la banalité mondialisée ! Posons-nous les bonnes questions pour ne pas construire aujourd'hui les espaces sinistrés de demain !

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI, pour cinq minutes également.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

La ville du XXIe siècle que mes collègues Fabienne GIBOUDEAUX et Denis BAUPIN ont évoqué ne peut être pensée et conçue qu'à l'échelle de notre agglomération.

La vitalité de notre territoire et la réduction des inégalités sociales, tout comme la lutte contre la crise écologique, appellent à une vision intercommunale de nos projets. Nous devons résorber la ségrégation sociale et urbaine qui sévit entre cités dortoirs et quartiers de bureaux et rendre à nos territoires la mixité sociale et fonctionnelle qui leur fait tellement défaut.

Bureaux concentrés à La Défense, logements relégués en banlieue, n'importe quel passager quotidien du R.E.R. A connaît les conséquences dévastatrices d'un tel aménagement : réseaux de transports en commun saturés, omniprésence de l'automobile avec les pollutions qu'elle engendre.

N'est-il pas temps de donner à notre agglomération l'occasion de rompre définitivement avec l'égoïsme municipal qui voit le logement social et le traitement de la pauvreté confiés à la périphérie quand la création de richesse reste l'apanage du centre ?

Disposant d'infrastructures de qualité, qu'il s'agisse du réseau de transport ou des équipements publics, et accueillant un très grand nombre d'entreprises, les communes les plus riches sont à même de maintenir une fiscalité particulièrement avantageuse. Le taux global de taxe professionnelle, particulièrement bas à Paris, en témoigne.

Grâce à ce que l'on peut appeler un véritable dumping fiscal, les communes les plus riches continuent de concentrer toujours plus les emplois et les infrastructures, mais ce mécanisme s'avère un véritable cercle vicieux pour les collectivités les plus pauvres, alors qu'elles accueillent les populations les plus fragiles. Reléguées à la périphérie par un aménagement qui, à l'Ouest et au Centre de l'agglomération, fait la part trop belle aux bureaux, elles sont contraintes à une fiscalité plus lourde pour financer leurs efforts.

Malgré un taux global de taxe professionnelle de 37 %, une commune comme Clichy-sous-Bois reste dans l'incapacité financière de développer les équipements publics et les infrastructures qui lui permettraient d'attirer les emplois et les classes moyennes qui pourraient contribuer à une plus grande mixité sociale dans ses quartiers.

C'est à ce titre que nous avons récemment plaidé pour la réalisation d'un Plan Local d'Urbanisme dans un cadre intercommunal.

Il est temps de mettre fin à cette absurde concurrence des collectivités qui font notre métropole, où chacune d'entre elles s'attache à attirer un maximum de ressources financières au détriment des voisines.

Il est temps de construire une agglomération plus écologique et solidaire, au sein de laquelle les plus fragiles ne se verraient pas relégués dans les territoires les plus déshérités.

A quelques kilomètres des locaux de notre Assemblée, il est une frontière aussi symbolique que physique qui marque et renforce cette ségrégation urbaine : le périphérique.

Le périphérique constitue une cicatrice pour notre agglomération. Vivre au-delà du périphérique, c'est, fréquemment, de longues heures de trajet pour se rendre à son travail ou pour en rechercher, c'est aussi, pour nombre de Franciliens, un Paris perçu comme étranger et inaccueillant, tant il semble replié sur lui-même, esseulé dans sa ceinture autoroutière.

Aussi, est-ce que Paris doit vraiment édifier, derrière la tranchée du périphérique, une muraille de barres de 50 mètres ? Est-ce que Paris doit se doter à ses portes d'une série de tours en béton, dressées telles des vigies chargées de surveiller la banlieue ?

Pour notre part, nous refusons de faire de Paris un château fort. Nous estimons que c'est avant tout pour réduire l'isolement de notre cité que nous devons aménager les portes de Paris. C'est avec les collectivités voisines et leurs habitants que cet aménagement doit être conçu. Il s'agit de retisser les liens fragiles entre les quartiers séparés par le périphérique.

Pour relever ces défis, il ne faut pas construire plus haut, mais voir plus loin.

Paris détient les richesses, mais n'a plus de terrain. De nombreuses communes de l'agglomération sont dans des situations financières difficiles, mais elles sont propriétaires de nombreux terrains. N'y a-t-il pas une politique globale à imaginer, plutôt que de vouloir uniquement résoudre l'équation parisienne à l'intérieur du périphérique, sur notre petit territoire de 105 kilomètres carrés ?

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

J'imagine que Mme Véronique DUBARRY souhaitera aussi apporter son témoignage, sa pierre à l'édifice.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Nous parlons aujourd'hui d'un site difficile qui appelle, et c'est ce que nous faisons, une attention tout à fait particulière, un site comme coupé du reste de la ville, coincé entre le périphérique et les Maréchaux, entre la Seine et le faisceau ferroviaire de la gare d'Austerlitz, un site pollué : Porte de Bagnolet et Porte de Gentilly, des études ont montré que les seuils légaux étaient dépassés pour la plupart des polluants. La pollution sonore est également intense et insupportable aux abords du périphérique, sans même parler de la proximité de l'usine d'incinération d'Ivry.

Ce sont donc des nuisances particulièrement fortes qu'il va falloir, bien évidemment, prendre en compte pour cet aménagement, pour y faire vivre et travailler des gens.

Les enjeux de l'aménagement de ce territoire sont donc nombreux : penser l'articulation entre le 13e et Ivry, entre le 13e et le 12e et entre ce quartier et les autres quartiers de la Z.A.C. et doter ce quartier et les quartiers alentours d'équipements et d'espaces de convivialité et d'animation.

Or, dans ce projet de délibération, la seule réponse qui semble être envisagée est celle de la grande hauteur présentée comme une panacée. Pourtant, construire de nouvelles tours à Paris est loin de répondre aux défis qui se posent au Paris de demain et c'est balayer d'un revers de la main les spécificités qui ont construit notre capitale. C'est le sens, d'ailleurs, du propos de l'urbaniste Romain PARIS dans une tribune récente : "les tours sont le contraire de l'urbanité parisienne".

Paris est une ville majoritairement classique. Jusque dans les années cinquante, les constructions dans la capitale se sont réalisées selon le même processus : des rues déterminent des îlots constructibles constitués de parcelles lesquelles sont bâties avec une façade dans l'alignement de la rue et une ou plusieurs cours.

Ce dispositif nous a fait réaliser à différentes époques la rue du Faubourg-Saint-Antoine, la rue de Rivoli, le boulevard Haussmann, les cités H.B.M. des Maréchaux. Même les Z.A.C., pourtant plus récentes, des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, ont été réalisées à peu près sur ce même principe.

Sur une même emprise, ce processus permet, en effet, de construire à la fois des logements, des bureaux, des commerces et des équipements publics et, bien plus, ou de fait, il organise la mixité des fonctions au sein de l'urbain, avec comme ciment principal l'espace public, la rue.

Toute la richesse de la ville, sa capacité à créer des rencontres, à faire coexister des catégories sociales différentes repose sur cette organisation.

C'est dans les années cinquante et surtout à partir des années soixante et soixante-dix qu'apparaissent à Paris des quartiers de barres et de tours. Ils s'inspirent du mouvement moderne, courant architectural théorisé dans les années trente autour du Corbusier. Ce courant prône une ville nouvelle, où les fonctions urbaines sont séparées dans des zones spécialisées, séparées elles-mêmes par un réseau routier hiérarchisé.

Les tours étaient censées permettre à l'homme d'habiter là où il y a de l'air pur, avec des vues imprenables, dans des conditions de confort inconnues jusqu'alors. Elles devaient permettre également de répondre, et, bien évidemment, c'était leur priorité, à la crise du logement qui sévissait alors.

Cette industrialisation de la fabrique de la ville a aussi engendré tous les maux qu'aujourd'hui, nous combattons dans les projets de rénovation urbaine : ghettos sociaux, enclavement de quartiers repliés sur eux-mêmes car conçus comme des entités autonomes au sein de la ville, problèmes de gestion immobilière du fait de la complexité des équipements communs, dépendance au tout automobile, etc.

Pour l'individu, le choc est rude et l'habitat de tours appelle à un isolement paradoxal au sein d'un habitat collectif pourtant dense.

Tout le monde a déjà fait l'expérience de ces couloirs à l'éclairage artificiel et du triste anonymat lié à l'absence d'espaces de convivialité. Bien sûr, il y a des gens qui apprécient l'habitat de grande hauteur, les vues, qu'il permet le sentiment de dominer la ville, mais la majorité d'entre nous a envie de la proximité de la rue et de son animation, de l'échange avec le voisin dans la cour ou dans les commerces.

D'ailleurs, posons la question de leur propre habitat à ceux et celles qui se font les chantres de la tour. Où habitent-ils, si ce n'est dans les quartiers centraux du vieux Paris ou dans les maisons, villas et autres impasses de Montmartre ou de Montparnasse ? Sont-ils vraiment prêts à y vivre, dans leur tour ?

Les tours créent une déchirure dans le tissu urbain parisien tel que l'Histoire l'a façonné et qui en a fait l'identité.

Vouloir construire des tours dans les quartiers situés auprès du boulevard périphérique revient à considérer que ces espaces sont perdus à l'urbanité parisienne, à une relation entre Paris et ses banlieues, que seul pourrait s'y développer l'urbanisme des années soixante, celui de l'argent, de la vitesse et de la compétition.

C'est renoncer à faire du périphérique un objet banal et à donner aux 100.000 habitants qui le bordent la perspective d'un rattachement, d'un attachement à Paris.

Pourquoi refuser d'écouter Jean NOUVEL qui indiquait dans un entretien à "L'Express" le 12 juin :

"Au fond, la question est celle-ci : une ville peut-elle se dessiner ?

Moi, je considère que beaucoup de choses sont déjà là et qu'il n'est pas question de brutaliser la ville comme on l'a fait à l'époque de Haussmann, et si la France pouvait être capable de proposer une autre façon de construire la cité, au moins de la faire évoluer, ce serait bien."

C'est bien là le pari que nous posons. Respecter Paris en inventant une autre façon de bâtir la ville donc, écologique et solidaire, compatible avec la richesse de sa forme et avec les valeurs d'urbanité qui nous ont été léguées.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Du haut de ce donjon et enivré de la puissance que cela me donne, je donne la parole à Jacques BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Je vous en remercie.

Alors que le débat sur l'intercommunalité parisienne, le Grand Paris ou encore Paris Métropole bat son plein, ce projet de délibération, s'il était adopté, va subrepticement remettre en cause les plafonds des hauteurs constructibles et permettre la création de tours de bureaux.

Or, accroître le nombre de mètres carrés d'immobilier de bureaux en grande hauteur est doublement inadmissible au regard des enjeux du Grand Paris ou Paris Métropole.

D'une part parce que, ce faisant, Paris va capter plus encore la taxe professionnelle (ou ce qu'il va en rester) au détriment des communes limitrophes.

D'autre part parce que cela renferme encore un peu plus la Capitale sur elle-même, alors qu'il conviendrait de se tourner de façon volontariste vers le reste de l'agglomération.

Alors même que le chômage augmente, plus encore en périphérie que dans la Capitale, nous continuons à attirer des emplois au détriment de nos voisins. Or, chacun sait que l'urgence, ce dont les Parisiens ont besoin, ce sont des logements à prix abordables et des écoquartiers avec des emplois non délocalisables.

Le nombre d'emplois offerts à Paris est supérieur à la population active. Notre Ville qui concentre un grand nombre d'emplois de bureau qualifiés souffre en revanche d'un déficit important d'emplois peu qualifiés.

Aussi, la multiplication de bureaux ne crée pas d'activité adaptée aux Parisiens les plus fragiles. En revanche, les emplois de proximité et de service à la personne sont une source de création d'emplois pour laquelle trop peu d'infrastructures sont prévues.

Avec une consommation énergétique importante, des charges trop lourdes, une gestion difficile, les tours sont à la fois chères et peu adaptées à une mixité d'usage. Elles peuvent au mieux accueillir du logement de luxe et des bureaux.

Or, ce ne sont pas de bureaux supplémentaires dont la Ville a besoin mais de logements accessibles aux personnes à revenus modestes.

Je vous rappelle que beaucoup de promoteurs se désengagent. La construction de la tour la plus haute du monde à Dubaï est arrêtée, l'architecte Jacques FERRIER renonce à son projet de tour à Courbevoie, le promoteur de la tour de Jean NOUVEL à La Défense jette l'éponge. I.B.M. abandonne sa tour à La Défense pour une localisation compatible avec le développement durable.

Ne reproduisons pas les erreurs de la fin des années quatre-vingt qui avaient vu Paris se doter de milliers de mètres carrés de bureaux. Et, en 1992, alors que le chômage parisien ne cessait de progresser, près de deux millions de mètres carrés étaient restés vacants.

La crise persistant, nous risquons de nous retrouver dans une situation similaire. Cette politique du tout bureau a pour effet de capter un maximum de ressources fiscales au détriment des autres communes d'Ile-de-France.

Nous sommes convaincus que Paris doit envisager son avenir avec l'ensemble de l'agglomération dense d'Ile-de-France et imaginer un partage des richesses plus équitable.

Les nombreux projets, en particulier les tours de bureaux prévues aux portes de la Capitale apparaissent donc totalement inadaptés, non seulement au regard de notre vision intercommunale de la Capitale mais aussi au regard du contexte économique actuel ainsi que de la crise climatique et environnementale.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour poursuivre, la parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - En 1912, l'État et la Ville de Paris signaient une Convention entérinée par la loi du 19 avril 1919 par laquelle l'État cédait à la Ville l'enceinte fortifiée et la zone "non aedificandi"de 250 mètres calculée à partir du glacis des fortifications.

La Ville de Paris s'engageait alors à y construire des logements et à y aménager des espaces libres tels que parcs publics et terrains de jeu.

Le 10 avril 1930, sous réserve de quelques modifications, une nouvelle loi confirmait la loi de 1919. Ces dispositions, à l'époque, n'avaient pas été prises par hasard. Elles correspondaient surtout à une analyse de la situation du logement à l'époque et au besoin déjà fortement exprimé par certains de résoudre en hauteur la crise du logement.

Un projet de 100 maisons-tours fut présenté en novembre 1920 par Auguste Perret sur toute la zone des fortifications.

Cela semble indiquer que le projet qui nous est présenté n'a réellement rien de très novateur.

Malgré la crise du logement d'après guerre, le 7 février 1953, un amendement à la loi de Finances, connue à tort sous le nom de loi Lafay, allégeait légèrement le dispositif en autorisant la construction de 20 % de la zone à condition de trouver des compensations en espace libre dans Paris "intra muros".

Pour autant, l'article 13 de cette même loi précise que les seules constructions autorisées sur cette zone sont des groupes d'immeubles à usage d'habitation ou à usage d'intérêt public ainsi que des bâtiments publics. Or, cette loi n'ayant jamais été abrogée, elle est toujours en application.

Le projet qui nous est proposé ne semble pas tout à fait conforme à la loi Lafay puisqu'il prévoit notamment des immeubles à usage de bureaux, destination non admise sur ce territoire.

Par ailleurs, la méthode qui nous est proposée repose sur la procédure de révision simplifiée du P.L.U. Si l'article 123-13 du Code de l'urbanisme admet la possibilité d'une révision simplifiée des P.L.U., ce recours est particulièrement encadré.

Il ne peut en effet s'agir que d'une construction ou d'une opération d'intérêt général. L'article R121-3 du même Code précise ce que signifie intérêt général.

Je cite quelques extraits qui montrent bien ce qu'est l'intérêt général : "Peut constituer un projet d'intérêt général tout projet d'ouvrage, de travaux ou de protection présentant un caractère d'utilité publique et répondant aux conditions suivantes : être destiné à la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'équipement, au fonctionnement d'un service public, à l'accueil et au logement des personnes défavorisées ou de ressources modestes, à la protection du patrimoine, à la prévention des risques, à la mise en valeur des ressources naturelles ou à l'aménagement agricole et rural. Les projets relevant de l'initiative des communes ne peuvent être qualifiés de projets d'intérêt général."

Le projet de délibération qui nous est soumis semble donc avoir pris quelques libertés avec le Code de l'urbanisme. Il semble bien que la seule possibilité offerte par le Code de l'urbanisme pour répondre à la demande qui nous est formulée soit la procédure de révision totale et non de révision simplifiée.

J'ajoute que par-delà ces considérations juridiques, lors du débat de juillet 2008, le Maire de Paris avait pris soin d'expliquer longuement les conditions dans lesquelles toute évolution devait s'inscrire.

Je ne dispose évidemment pas du temps nécessaire pour lire intégralement cette partie du projet de délibération qui nous était soumis, il y était cependant prévu quelques points que je vais citer.

L'organisation d'un dialogue soutenu et ouvert, une conférence citoyenne pourrait être organisée, le site "Paris.fr" sera un support important de cette démarche, des ateliers thématiques pouvant porter par exemple sur les usages aujourd'hui et demain dans les immeubles hauts, les performances énergétiques et la production d'énergie renouvelable, dans les immeubles de grande hauteur, les notions de ville durable et de ville dense seront organisées.

L'intensification de la concertation locale sur les projets dans les arrondissements élargis aux communes riveraines : sur les sites concernés, une concertation sera mise en œuvre en amont des enquêtes publiques, les structures existantes de concertation, si besoin renforcées, seront le vecteur de ce travail. Cette concertation se déroulera en deux temps, un temps pour permettre l'expression des propositions locales et un autre pour répondre aux propositions formulées.

Des informations et des documents illustrant l'opération et son contexte seront notamment diffusés sur les lieux de réunion, consultables sur Internet. Des comptes rendus, synthèses écrites et vidéos, permettront une traçabilité de ces réunions."

A ce jour, il est évident que toute cette phase n'a pas débuté alors qu'on nous demande déjà de voter. Il est simplement proposé de reprendre quasiment mot à mot ces propositions et la même organisation de la concertation que ce qui nous était promis il y a huit mois.

Cela ne peut pas nous satisfaire et cela ne satisfait d'ailleurs pas les habitants et les associations du 13e arrondissement qui ont d'ores et déjà produit des documents particulièrement vifs, tant à propos de la forme que sur le fond. Alors, nous nous interrogeons vraiment sur les raisons d'une telle précipitation.

En conclusion, "Les Verts" demandent que ce projet soit remis sur l'ouvrage avant toute décision. La concertation doit être reprise au début et dans l'ordre, et la procédure doit être revue pour être conforme à la loi et à son esprit. Il est encore temps de ne pas s'enfermer dans une position de principe visant à rechercher un déplafonnement de hauteur à n'importe quel prix, c'est le bon sens qui le commande.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes "Les Verts", socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et du Mouvement républicain et citoyen).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour terminer ce mini marathon, la parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - L'unique objet de ce projet de délibération est de permettre le dépassement du plafond de hauteur afin de réaliser des tours de bureau.

Les tours sont pour la Ville de Paris un des outils fixés pour atteindre les objectifs du P.L.U. voté en 2006 : construire 2 millions de mètres carrés dans Paris intra-muros.

En effet, dans l'ensemble des secteurs d'aménagement qui représentent 10 % du territoire parisien, ce sont 50 % des surfaces qui sont dévolues aux bureaux contre 20 % aux équipements publics, crèches, gymnases, etc. et 30 % au logement dont la moitié pour le logement social.

Ces chiffres démontrent simplement que sur un terrain 100 % public, 65 % des mètres carrés sont cédés au privé, ce qui limite la part des logements sociaux à 15 %. Et encore, 15 % en intégrant les logements P.L.S., ces logements dits sociaux, destinés aux classes moyennes aisées.

La priorité est clairement donnée à la réalisation de mètres carrés de bureaux.

Au niveau parisien, nous considérons que les rares terrains aménageables, dont dispose encore la Capitale, doivent être en priorité consacrés à des constructions qui répondent aux besoins des Parisiens les plus criants : logements et équipements publics au premier plan.

Au niveau d'un quartier, peut-on imaginer qu'un secteur constitué de seulement 30 % de logements peut être vivant, agréable à vivre ? Pour pouvoir implanter des petits commerces, pour éviter que les départs des salariés en fin de journée transforment le secteur en désert insécurisé, un minimum et même un maximum de densité humaine tout au long de la journée et de la nuit est nécessaire. Un quartier ne peut, à notre avis, être constitué de moins de 50 % de logements.

Les tours de bureaux ne font pas vivre un quartier, elles ne donnent pas d'emplois à ses habitants ou bien peu. Leur seul objet est de rapporter de la taxe professionnelle à la Ville de Paris, ainsi que d'importants bénéfices aux promoteurs et au B.T.P.

"Les Verts" sont la seule force politique, cela se voit à l'instant, à s'opposer aux côtés des associations à cette politique du "tout bureau". Aussi, peut-on imaginer que ce projet de délibération sera adopté, que vous réaliserez ces tours de bureaux et que viendra le moment de les commercialiser.

Là, on peut fortement s'interroger : tous les indicateurs économiques sont au rouge. L'ensemble des entreprises de promotion immobilière de la Capitale ont tiré la sonnette d'alarme. Il y a aujourd'hui à Paris 500.000 mètres carrés de bureaux vides dans la Capitale, l'équivalent de cinq tours Montparnasse. Ce chiffre va certainement être doublé dans les mois qui viennent.

Est-il vraiment raisonnable de lancer de tels projets alors que partout dans le monde les projets de tours de bureaux ont été gelés ou abandonnés ? Paris bénéficie-t-il d'un microclimat qui lui permettrait d'échapper à la crise ? Etes-vous tellement talentueux que vous parveniez seuls à préserver Paris des effets d'une crise pourtant mondiale ?

Pourtant, mes chers collègues, rappelons-nous un peu l'histoire de l'urbanisme parisien. En 1989, Jacques CHIRAC fait adopter un P.O.S., ancêtre du P.L.U., particulièrement favorable aux bureaux. Trois ans après, en 1992, il y avait presque 3 millions de mètres carrés de bureaux vides dans la Capitale. C'était le scandale des bureaux vides. La crise était passée par là. Hier, comme aujourd'hui, les associations dénonçaient cet urbanisme dogmatique et sans réflexion.

Maintenant, la crise est là. Elle s'apprête à balayer ces projets pharaoniques et dispendieux. Elle permettra peut-être d'éviter à l'urbanisme parisien de faire un bond de vingt ans en arrière, car ce n'est pas la modernité que ce projet de délibération propose, mais l'application dogmatique de recettes inefficaces. Construire aujourd'hui en 2009 à Paris des barres et des tours coincées entre le périphérique et le faisceau ferroviaire, c'est totalement anachronique et contraire à cette modernité dont vous vous réclamez.

En définitive et en conclusion, le projet qui nous est proposé est d'un autre âge. Avant même son achèvement, il est totalement dépassé, tant il méconnaît l'ampleur des conséquences du réchauffement planétaire et des évolutions environnementales. La construction de tours énergivores aux portes de Paris est un non-sens écologique que vous nous demandez d'approuver alors même que le monde commence à prendre conscience de l'urgence écologique.

C'est un projet étriqué et égoïste, pensé pour une ville circonscrite au périphérique, à l'heure où le grand débat sur la répartition des richesses de l'Ile-de-France paraît enfin avoir été lancé.

C'est également un projet qui traduit une conception politique datée, qui ignore ou, pire, qui se méfie, de l'intelligence collective et individuelle des Parisiens.

C'est enfin un projet qui nous paraît juridiquement mal étayé. Par conséquent, nous vous demandons de retirer ce projet. Dans le cas où ce projet de délibération serait maintenu, nous nous y opposerons et nous nous réservons la possibilité d'en faire contester la légalité.

Comme nous nous y sommes engagés devant les électeurs, nous continuerons d'intervenir contre cette erreur majeure que constituerait la fuite en avant dans la hauteur, là où il faudrait construire la ville de l'après pétrole, la ville des éco-quartiers.

Nous continuons de souhaiter faire vivre la démocratie locale autour de projets concrets, de faire travailler ensemble des professionnels de l'urbanisme, des élus et les habitants de Paris et des communes riveraines.

Ce travail de concertation ne doit pas viser à évacuer les divergences mais bien à les surmonter dans une dynamique d'élaboration collective des projets, constructive, porteuse d'alternatives pour un autre paysage parisien et pour une ville écologique et durable.

Nous continuerons d'œuvrer pour que le Paris de demain se tourne vers l'avenir et non vers le passé.

(Applaudissements sur les bancs des groupes "Les Verts", socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et du Mouvement républicain et citoyen).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Après ce long réquisitoire, la parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, je ne me sens pas du tout en situation d'agression puisque je suis tout de même soutenue par une belle majorité ici, et je voudrais remercier mes collègues...

M. Sylvain GAREL. - Pas les Parisiens !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Ils sont tout de même représentatifs de nombreux Parisiens. Je pense aux propos qu' a tenus Emmanuelle BECKER du groupe communiste. Je remercie bien sûr le M.R.C. Liliane CAPELLE, le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés qui s'est exprimé tout à l'heure par la voix de Jérôme COUMET, de soutenir avec une certaine constance, avec courage et avec beaucoup de curiosité aussi pour les questions d'urbanisme et d'architecture, et sans tabou, sans obsession, ce projet que nous avons concernant l'évolution urbaine et architecturale de Paris.

J'ai compris que la Droite qui s'est exprimée tout à l'heure avec M. TRÉMÈGE, est pour les tours quand c'est le Président de la République qui veut faire Manhattan sur l'île Saint-Louis. Elle est plutôt contre quand il s'agit de faire évoluer Paris sous l'impulsion de Bertrand DELANOË. Et j'avais compris, "Les Verts" sont contre. Je vais y revenir dans un instant.

De quoi s'agit-il ? Dans ce projet de délibération qui concerne le secteur Masséna-Bruneseau, deux sujets sont portés. Le premier concerne l'évolution du programme puisque, vous le savez, le secteur Masséna est un secteur dont l'aménagement a débuté bien avant la précédente mandature, sous la précédente mandature et sous l'impulsion de Jean-Pierre CAFFET.

Ce secteur d'aménagement a connu des évolutions majeures, notamment un rééquilibrage important qui s'est fait au profit des logements, des espaces verts, de l'université et en réduisant ce qui avait été projeté initialement en ce qui concerne les bureaux.

Il est clair que sous la précédente mandature, sur ce secteur-clé, en lien avec les élus, le maire du 13e arrondissement au premier chef, en lien avec les habitants, il y a une impulsion nouvelle qui a été donnée et je crois que pour ceux qui sont allés se promener sur le secteur Masséna - je parlerai de Masséna-Bruneseau ensuite - on peut se dire qu'il y a de la qualité de vie, de la richesse architecturale et que c'est un projet qui est tout à fait intéressant et qui relie aujourd'hui l'ancien 13e à la Seine, en créant des liaisons qui sont extrêmement agréables pour les habitants, et puis, en apportant toute la dimension d'intérêt général, pardonnez-moi, mais les modestes élus municipaux que nous sommes s'intéressent à l'intérêt général, qui est de faire du logement, de l'activité économique, faire des espaces verts, cette ville mixte à laquelle nous rêvons.

Cette proposition qui est faite aujourd'hui vise à compléter sur le plan urbain le projet de Masséna-Bruneseau, donc elle s'intéresse à un territoire qui est un territoire qui aujourd'hui ne peut pas être habité. C'est un territoire qui est un territoire de friches urbaines, de dessertes, de réseaux routiers, et qui n'est pas aujourd'hui propice à l'habitation ou au développement d'une activité humaine, tout simplement.

Donc nous avons, et je reviendrai sur l'historique, avec l'architecte Yves LION, travaillé à la proposition d'un projet urbain.

Je précise pour les Conseillers de Paris ici présents que le projet urbain n'est pas le projet architectural. Ce sont deux phases distinctes dans un projet d'aménagement. D'abord on dessine, on se met d'accord sur le programme, sur les activités, sur la façon dont un quartier va être dessiné et ensuite, sont lancés, bien après, les concours d'architecture pour définir les formes architecturales. C'est le premier aspect de ce projet de délibération.

Le deuxième aspect est d'engager la révision simplifiée du P.L.U. pour que nous nous donnions la possibilité d'aller, comme nous nous y sommes engagés lors de la délibération du 8 juillet dernier, vers des hauteurs, pas partout, là où cela paraît pertinent, intelligent, utile, des hauteurs qui n'excéderont pas 50 mètres pour le logement, et qui pourront aller jusqu'à 200 mètres, et pas au-delà, pour des activités de bureaux ou de service public.

Ce sont ces deux éléments qui sont aujourd'hui posés. J'ai entendu tout à l'heure Jacques BOUTAULT dire qu'il y avait une révision, que nous glissions subrepticement une révision simplifiée du P.L.U., non, c'est clair : dans le projet de délibération, il n'y a rien de caché ici, c'est la procédure que nous respectons.

Notre objectif est de construire la ville de l'après pétrole, cette ville de l'après Kyoto, sur laquelle beaucoup d'intelligence collective se mobilise aujourd'hui, et avec Pierre MANSAT, nous participons aux travaux qui sont engagés autour d'équipes, de dix équipes d'architectes, urbanistes, géologues, économistes, ethnologues.

Ces équipes sont en train de fournir un matériau de réflexion et je vous invite, notamment mes collègues du groupe "Les Verts", à en prendre connaissance. En effet, les certitudes qu'ils affirment à longueurs d'interventions sur les "méfaits" des tours, sur ce que serait la ville écologique et ce qu'elle ne serait absolument pas, ces certitudes-là, ils sont peut-être les seuls à les avoir parce que tout ce que nous étudions actuellement avec toutes ces équipes pluridisciplinaires, qui ont eu l'habitude de travailler dans le monde entier, c'est que justement, le modèle qui semble se dessiner de la ville de l'après Kyoto est un modèle dans lequel la densité est prisée.

A quoi s'oppose la densité ? A l'étalement urbain. C'est la ville mixte qui semble être la ville proposée comme le modèle de l'après Kyoto parce que les équipes qui sont en train de travailler, en cela nous les rejoignons, ne considèrent pas que la ville devra être faite de ségrégations. Il n'y a pas la ville écologique pour les uns, qui pourraient se loger, et le reste pour les autres, ailleurs, puisqu'ils ne pourraient pas se loger dans la ville écologique vu qu'il y aurait insuffisance de propositions de logements, en tous les cas à des prix qui permettraient à chacun de pouvoir se loger.

Je vous invite donc à regarder de très près, à considérer que le doute fait partie des éléments qui nous permettent d'aller plus loin et que, peut-être, le tabou est l'obsession que vous avez aujourd'hui, que vous formulez, qui certes permet sans doute d'exister politiquement aussi, mais sur la question des tours est peut-être une question un petit peu réductrice.

En l'occurrence, nous, nous n'avons pas ce type d'obsession. Notre obsession, c'est effectivement de fabriquer cette ville de l'après pétrole.

Je vous ai écouté vraiment très sagement et pourtant j'avais envie de réagir à chaque fois - j'ai un peu de sang andalou, donc… -, mais je me suis tenue et je vous ai écoutés. Donc, permettez-moi au moins de réagir et d'apporter mes réponses.

En ce qui concerne ce projet que nous avons, que j'ai pu exprimer ici à plusieurs reprises, que Jean-Pierre CAFFET avait exprimé… Je vous rappelle qu'après le vote du P.L.U. en juin 2006, il y a eu un voeu adopté qui souhaitait que la réflexion se poursuive sur la question des hauteurs.

Il se trouve que le groupe de travail qui avait été constitué sous la présidence de Jean-Pierre CAFFET avait retenu trois sites pour travailler sur la question des hauteurs. Masséna-Bruneseau en faisait partie parce que ce site présentait l'intérêt d'être un territoire aujourd'hui non habité, un territoire ingrat sur lequel on pouvait imaginer les développements de la Ville.

Des propositions intéressantes avaient été faites à l'époque, et c'est à partir de tout ce travail que nous avons décidé de poursuivre et de demander à Yves LION de continuer à travailler sur le projet urbain, en intégrant la possibilité d'avoir des immeubles de hauteur, notamment 50 mètres pour du logement, et plus pour des activités.

Je précise, parce que j'ai entendu des choses de mes collègues "Verts", franchement… nous expliquer qu'il faudrait travailler avec les communes limitrophes, que Paris serait une ville égoïste, qui viserait simplement à attirer l'activité économique au détriment des autres.

Pardonnez-moi, mais nous ne sommes pas dans une vision manichéenne du développement. Le développement, ce n'est pas : je prends à celui qui n'aura pas. Le développement, ce sont des choses qui s'ajoutent.

Je suis convaincue que quand Paris, en intelligence avec les autres territoires, puisque tous ces projets nous les portons avec les collègues des autres collectivités, et en l'occurrence sur Masséna-Bruneseau, nous sommes en lien direct avec le maire d'Ivry, qui participe aux concertations, les habitants et des conseils de quartiers d'Ivry participeront à toutes nos réunions et ont déjà commencé à participer.

Nous faisons cela en intelligence avec les communes limitrophes qui, toutes, expliquent et savent que c'est en travaillant ensemble que nous pourrons arriver ensemble à donner toutes les chances à la métropole parisienne.

C'est le sens du travail que fait Pierre MANSAT, notamment avec les élus aujourd'hui regroupés dans le syndicat "Paris Métropole".

Je m'étonne de vous voir critiquer aussi vivement cette démarche qui est une démarche concertée, une démarche ouverte et vraiment, dans laquelle les communes limitrophes, leurs maires et les habitants sont totalement impliqués. Je m'étonne de vous trouver aussi négatifs sur cette démarche alors que je vous ai entendu dire des choses sur le rapport "Balladur" qui, quand même, présentait d'autres inconvénients, notamment celui de couper la petite couronne de la grande couronne. Vous devriez regarder d'un peu plus près, en tout cas, je vous invite vraiment à ce que nous travaillions ensemble d'une façon beaucoup plus étroite parce qu'il y a des affirmations dans les propos que vous avez tenus qui ne sont pas acceptables.

Je considère que la proposition qui est faite aujourd'hui sur le plan urbain, de faire évoluer le programme en permettant notamment la création de plus de 1.500 logements, dont des logements sociaux pour moitié, en permettant la création d'activités économiques, pouvoir attirer des entreprises… écoutez, j'entends beaucoup discuter, parler de la crise, la crise devrait tous nous arrêter ? On devrait rester là, immobiles ? Nous sommes des élus confrontés aussi au chômage des habitants de nos territoires. Je n'ai pas envie de baisser les bras. Quand des gens se retrouvent au chômage, c'est aussi à nous de retrousser nos manches et à aller chercher des entreprises…

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et du Mouvement républicain et citoyen).

… parce qu'une ville sans recettes, cela n'existe pas. Une ville sans emplois, cela ne vit pas. Des gens qui ne peuvent pas se loger dans la ville et notamment bénéficier de logements sociaux, cela n'est pas une ville qui correspond à notre modèle. C'est ce que nous défendons à partir notamment de la proposition qui est présentée par Yves LION, la S.E.M.A.P.A. en lien avec le maire d'Ivry.

Sur la concertation, et je terminerai par là car j'ai entendu beaucoup de choses.

Sylvain GAREL disait tout à l'heure : avant 2001, il y avait un urbanisme autoritaire et on y reviendrait. Ecoutez ! Quand même, soyons sérieux !

Mon prédécesseur, toujours l'excellent Jean-Pierre CAFFET, avait mis en place sur les différents sites, notamment sur Masséna-Bruneseau, à la demande d'ailleurs d'associations comme "Tam-Tam", avec laquelle nous travaillons… Même si nous ne sommes pas d'accord sur la question des tours avec "Tam-Tam", nous sommes tout à fait d'accord sur la façon dont on doit procéder dans la concertation. Un dispositif de comité permanent de concertation, un dispositif avec des bureaux permanents de la concertation, avec un garant de la concertation a été mis en place sous la précédente mandature et a fonctionné. Aujourd'hui, nous considérons que ce dispositif-là, c'est un acquis, un acquis de la concertation, et il n'est pas question de revenir dessus.

En revanche, nous voulons l'enrichir, en mettant, comme nous l'avons fait avec ce projet de délibération, en amont du projet de délibération des Conseillers de Paris et des Conseillers d'arrondissement, de la concertation avec les habitants. Je peux vous dire que ce projet de délibération, avant même que vous, élus, ne l'ayez eu en main, a été envoyé aux bureaux de la concertation et au comité permanent de la concertation de Masséna-Bruneseau, donc les membres de conseils de quartier, les associations représentées ont pu travailler préalablement sur ce projet de délibération. Et nous avons tenu de nombreuses réunions, quatre réunions entre septembre 2008 et février 2009, avec des comités pléniers et des groupes de travail spécifiques où tous les sujets ont été abordés.

Donc, je tenais à le préciser.

D'ailleurs, à la dernière réunion du comité permanent de concertation, où le climat était très positif, où effectivement une association, "Tam-Tam" énonce son refus des hauteurs… Bon, je respecte, c'est une position que chacun peut tenir, mais les autres associations et les membres de conseils de quartier ne nous ont pas dit cela. Ils nous ont parlé logement, ils nous ont parlé qualité de vie, ils ont parlé espaces verts, ils ont parlé déplacements, ils nous ont parlé de travail et ils nous ont dit que, s'ils avaient des inquiétudes par rapport à des schémas qu'ils récusent et que nous récusons aussi, l'urbanisme sur dalle qui n'a pas produit la ville telle que nous aimerions l'avoir, puisque les tours de l'urbanisme sur dalle ne sont pas reliées au trottoir et à la rue et que, justement, c'est la rue qui fait que la ville et les hauteurs sont intéressantes et non pas ce que nous avons pu avoir à Beaugrenelle ou dans d'autres sites. Ils nous ont exprimé leurs inquiétudes.

Et sur ces inquiétudes-là, nous travaillons.

Mais ils n'ont pas dit qu'ils n'avaient pas été concertés. Ils n'ont pas dit qu'ils refusaient absolument toute idée de hauteur. Ils considèrent que la hauteur, si elle est utile, si les formes architecturales apportent aussi de la beauté au paysage, il n'y a pas de raison d'être contre.

Je tenais quand même à vous le dire parce que caricaturer le débat ne me paraît pas digne de l'importance du débat démocratique et du débat de développement de Paris et de l'avenir de Paris que nous engageons aujourd'hui.

Sur la concertation, nous allons avoir une réunion publique en avril, des ateliers participatifs qui vont se dérouler de la mi-mai à la mi-juin. Bien sûr, ces ateliers et les réunions publiques sont ouverts à tous. Il y aura une exposition publique à partir de fin avril, notamment en mairie du 13e, pour une durée d'un mois, puis une réunion publique de restitution d'ici début juillet. Et ensuite, il y aura à nouveau, après l'enquête publique, un passage en Conseil d'arrondissement et un au Conseil de Paris.

Nous sommes donc dans une volonté d'avancer en dialoguant, en discutant et bien sûr en appliquant toutes les règles de droit qui s'imposent au travail de nos assemblées.

Le lien avec l'exercice de débat public que nous allons engager à partir de fin mars, je tenais à le préciser aussi, puisque dans la délibération de juillet j'avais évoqué - l'un d'entre vous l'a repris - l'idée que nous aurions un grand débat public, voire une conférence citoyenne. Le choix que nous avons fait, c'est de lancer un grand débat public sur la question des évolutions urbaines et architecturales de Paris. Bien sûr que la question des hauteurs sera une des questions, mais parmi d'autres, parce que, pour nous, elle n'est pas obsessionnelle et elle n'est pas réductrice.

Ces débats vont être lancés à partir de fin mars. Il y aura trois grandes réunions publiques qui se tiendront ici à l'Hôtel de Ville. Nous avons, suite à un appel d'offres, retenu l'agence "Campana Eleb" pour conduire le travail d'enquête auprès des Parisiens et Franciliens qui vont faire partie du panel qui portera la parole parisienne et métropolitaine. "Campana Eleb" réalise un film actuellement à partir de ce panel constitué sur des bases scientifique. Il sera présenté dans ces trois réunions publiques. Ensuite, nous aurons une réunion de restitution le 20 juin, toujours ici à l'Hôtel de Ville, pour poursuivre ce débat sur les évolutions urbaines et architecturales de Paris.

Mais je voudrais dire à mes collègues que le rêve de la ville de l'après-Kyoto que, nous, nous avons est celui d'une ville qui n'exclut pas, qui permet à des personnes de continuer à se loger. Pour cela, il faut faire du logement et, pour cela, on peut essayer de monter y compris au-delà des 37 mètres sans que cela ne soit tabou ou préjudiciable à qui que ce soit. C'est effectivement une ville dans laquelle on continue à avoir de l'activité et on continuera, avec les élus parisiens et avec les habitants parisiens et les milieux économiques parisiens, à se battre pour que Paris continue à avoir de l'activité.

Chacun sait aujourd'hui que le dynamisme de Paris et de la métropole, c'est ce qui permet aussi le dynamisme de la Région.

Donc, s'il vous plaît, n'opposez pas l'un à l'autre ! Rejoignez-nous ! Laissez tomber vos tabous, vos certitudes, vous verrez combien c'est intéressant de se mettre à la tâche sur ce travail ouvert qui nous permet de dessiner la ville de demain.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et du Mouvement républicain et citoyen).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Avant de passer au vote, je suis saisi de deux demandes d'explication de vote : Mmes Laurence DOUVIN et Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, je voudrais tout d'abord exprimer notre étonnement d'entendre un tel réquisitoire de la part du groupe "Les Verts", un réquisitoire entendu huit fois. Et je voudrais quand même souligner que, parmi ces huit orateurs, il y avait plusieurs adjoints au Maire, ce que je trouve un petit peu étonnant sur le plan de la majorité municipale, mais je n'en rajouterai pas parce que les réponses de la première adjointe ont été éloquentes à leur égard, puisque c'est elle-même qui a parlé de modèle différent. Donc, je lui laisse la liberté de ses propos !

En ce qui concerne notre groupe, je voudrais dire que, nous, nous n'avons pas de tabou et que notre attitude, notre position, sont dictées par l'observation des faits : nous constatons une contradiction entre la magie, le rêve de l'exposé des motifs et la réalité qui est marquée par la lourdeur des infrastructures pesantes locales ; on les a citées : le boulevard périphérique, les voies S.N.C.F., le boulevard des Maréchaux. C'est un contexte difficile, qui aurait donc dû entraîner une concertation exemplaire, notamment avec les associations locales. Leurs propositions, nous le savons, la plupart du temps n'ont pas été acceptées ; cela a été donc davantage une simple information en face d'un projet qui était déjà ficelé ; il n'a pas été possible de l'amender juste ici.

C'est donc en raison de cette attitude toute pragmatique que nous voterons contre ce projet qui n'est pas approprié au cadre auquel il est destiné.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame DOUVIN, puis-je vous rappeler, pour les plus anciens d'entre nous, et j'en fais partie, que nous avons connu ici même des Exécutifs déchirés sur des enjeux beaucoup moins nobles que celui qui nous occupe aujourd'hui !

La parole est à Mme CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Merci, Monsieur le Maire.

Quelques mots simplement pour dire tout mon plein accord, notre plein accord du groupe Centre et Indépendants, avec ce qui a été excellemment dit tout à l'heure par mon ami et collègue du 13e arrondissement, Patrick TRÉMÈGE.

Je me contenterai donc de relever une double dichotomie : celle qui réside entre le discours modéré et très consensuel que j'ai bien entendu tout à l'heure de mon maire du 13e, Jérôme COUMET, et les déclarations de l'architecte coordinateur du secteur Masséna, Yves LION, qui a déclaré avoir travaillé sur la question depuis 2001, où on lui a demandé de travailler dans ce secteur en friche - ce qui est très agréable pour les gens qui habitent dans ce secteur du 13e - et annonce un projet complètement ficelé.

Dichotomie également entre le titre paru dans un journal parisien hier qui annonce : "Et maintenant des tours dans le 13e !", cet article donnant en détail le nombre, la hauteur des tours et aussi décrivant un projet très précis et très bien bouclé.

Dichotomie entre cet article et le titre de la délibération que le groupe Centre et Indépendants a voté en juillet dernier et qui annonçait, lui, le lancement d'un processus "d'étude, de débat et de concertation".

Si, sur le fond, nous ne sommes pas en désaccord avec ce projet - au contraire, nous n'avons pas été opposés aux tours -, nous regrettons votre manque de respect à la confiance que nous vous avons témoignée.

Pour ces raisons, nous nous abstiendrons.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

Nous passons au vote de ce projet de délibération après que chacun ait pu largement faire valoir son point de vue et ses convictions.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 115.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DU 115).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'opération d'aménagement Cardinet-Chalabre.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 60 et n° 60 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à l'opération d'aménagement Cardinet-Chalabre.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN, qui présente le vœu n° 60 en une minute, au nom de son groupe.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, la mairie du 17e souhaite faire de l'aménagement des terrains Batignolles - Clichy - Cardinet une opération exemplaire en matière environnementale. Elle souhaite également respecter la labellisation "bâtiment basse consommation" qui a été fixée par le Grenelle 1.

Il va y avoir un prochain concours d'architecture qui portera sur le lot 2.7.2 qui comprend 4.900 mètres carrés de SHON de logements étudiants et un groupe scolaire.

Nous demandons donc que le programme relatif à ce lot soit réalisé en énergie positive, tant en ce qui concerne les logements étudiants que le groupe scolaire.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je souhaiterais répondre à Mme DOUVIN que le plan climat prévoit d'ores et déjà des objectifs très ambitieux pour Clichy - Batignolles, avec des besoins nets en énergie pouvant être compris entre 18 et 28 kilowatts/heure/mètre carré/an.

Globalement, la consommation d'énergie primaire sur Clichy - Batignolles sera divisée par quatre.

De plus, la démarche privilégiée pour le quartier est celle de l'énergie positive, c'est-à-dire que le bilan tend vers l'équilibre énergétique grâce aussi à l'apport du photovoltaïque.

Je voudrais dire à Mme DOUVIN que le mieux est l'ennemi du bien. Je ne vois pas comment nous imposerions aujourd'hui sur chaque construction de l'énergie positive, alors que nous sommes déjà engagés dans une démarche qui sera totalement exemplaire sur le plan climat et sur le bilan énergétique de la Z.A.C.

Je propose de retirer ce vœu au profit d'un vœu de l'exécutif qui va demander à chaque bailleur de retenir en 2009 un projet innovant dans Paris tendant vers la réalisation de bâtiments à énergie passive.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame DOUVIN, acceptez-vous cette proposition ?

Mme Laurence DOUVIN. - Nous maintenons notre vœu, mais cela ne nous empêchera pas de voter le vœu de l'Exécutif. Le vœu de l'Exécutif est beaucoup plus vaste et ne s'applique pas aux projets que nous avons proposés.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - J'émets donc un avis défavorable au vœu de l'U.M.P.P.A.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 64).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'état du terrain, anciennement occupé par une station de service Esso, situé Porte d'Asnières, au débouché de la rue de Tocqueville.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant les vœux référencés n° 61 et n° 61 bis dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à l'état du terrain, anciennement occupé par une station de service Esso, situé Porte d'Asnières, au débouché de la rue de Tocqueville.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Nous évoquons là un terrain qui était anciennement occupé par une station service au débouché de la porte d'Asnières et de la rue de Tocqueville. Les riverains s'inquiètent de l'état d'abandon de ce terrain et à juste titre d'ailleurs.

Le besoin pour le quartier de favoriser de nouveaux lieux d'échange est tout à fait évident. Nous considérons que si la mairie d'arrondissement est saisie pour avis, le Maire de Paris est la seule autorité qui puisse délivrer et signer un permis de construire.

Nous demandons donc que la mairie de Paris informe les élus du 17e des propositions d'implantation sur ce terrain et qu'en association avec l'ensemble des partenaires, dont, bien sûr, la mairie du 17e, la Mairie de Paris porte une attention toute particulière aux évolutions à venir, notamment à l'occasion de l'examen du permis de construire pour mettre en valeur le secteur de la porte d'Asnières et l'animer, bien sûr, dans l'intérêt général des habitants du quartier.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Monsieur le Maire, c'est un vœu qui avait été déposé par Annick LEPETIT en Conseil du 17e arrondissement, qui est repris avec quelques aménagements par la Maire du 17e et l'U.M.P.

Je propose de revenir finalement à l'original, c'est-à-dire que nous proposons dans un vœu de l'exécutif de reprendre la formulation qui avait été celle présentée par Annick LEPETIT, Isabelle GACHET et Patrick KLUGMAN lors de la séance du 2 mars 2009 du Conseil du 17e arrondissement et d'émettre le vœu que la Mairie de Paris et la Mairie du 17e s'informent réciproquement de toute proposition d'implantation sur le terrain en question, sur lequel, aujourd'hui il n'y a pas de projet et qu'en association avec l'ensemble des partenaires concernés, soit portée une attention particulière aux évolutions à venir, notamment à l'occasion de contacts qui pourraient être pris par le propriétaire ou de l'examen d'un permis de construire pour mettre en valeur cette portion de territoire et l'animer dans l'intérêt général des habitants du quartier.

Je vous demande de bien vouloir accepter ce vœu de l'Exécutif qui était en fait la version initiale du vœu déposé en Conseil du 17e arrondissement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Je crois que Mme HIDALGO présente les choses d'une telle manière que je garde le vœu n° 61.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - J'émets un avis défavorable sur le vœu n° 61 et je propose en substitution le vœu de l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 65).

Je crois qu'il n'y a pas de désaccord majeur entre les deux formulations, mais il y a une proposition de retour à l'original ; on a bien entendu ce qui a été dit ; ne compliquons pas les choses.

(Protestations sur les bancs du groupe U.M.P.P.A.).

2009, DLH 5 - Réalisation par "Paris Habitat - OPH" d'un programme d'acquisition conventionnement de 2 logements PLUS, situés 12 avenue Boudon - 55 rue La Fontaine (16e) et 75-79 rue Laugier - 12 rue Galvani (17e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 5 concernant la réalisation par "Paris Habitat - OPH" d'un programme d'acquisition conventionnement de 2 logements PLUS, situés 12, avenue Boudon - 55, rue La Fontaine (16e) et 75-79, rue Laugier - 12, rue Galvani (17e), sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé l'amendement n° 62.

La parole est à M. AURIACOMBE.

M. Pierre AURIACOMBE. - Monsieur le Maire, merci.

Il s'agit d'un projet de délibération portant sur deux logements, un situé dans le 16e arrondissement, 12, avenue Boudon - 55, rue La Fontaine, et un autre dans le 17e arrondissement.

Notre amendement porte sur le logement du 16e arrondissement. Il s'agit de considérer le P.A.D.D. voté en juin 2006 qui rappelle le besoin de diversité allant jusqu'au logement social intermédiaire. Nous sommes tout à fait, dans le 16e, attachés à cette diversité, mais nous constatons un manque réel de logements intermédiaires, alors que dans cet ensemble immobilier situé 12, avenue Boudon, il existe déjà 12 logements PLUS et trois logements P.L.A.I. et qu'il n'existe pas de logements intermédiaires.

Nous demandons simplement, et cela me paraît être une mesure de bon sens, de faire également, dans la mixité sociale, du logement intermédiaire et que ce logement PLUS soit transformé en logement P.L.S.

Merci, Monsieur le Maire.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, cher collègue.

La parole est à M. Jean-Yves MANO pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - C'est avec amusement et avec intérêt que j'écoute la référence au P.A.D.D. pour le 16e arrondissement ; tout cela est surprenant.

Je rappelle que, sur la rue La Fontaine, il y a un immeuble de 18 logements qui a du logement social. Si j'étends à la totalité du quartier, je crois que c'est à peu près le seul. La mixité existe donc de fait et je pense qu'il est raisonnable de garder des logements PLUS tels que programmés initialement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci pour cette réponse.

Nous passons au vote avec un avis défavorable sur l'amendement n° 62.

Vous le maintenez, Monsieur AURIACOMBE ?

M. Pierre AURIACOMBE. - Je le maintiens.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 62 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 62 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 5.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DLH 5).

2009, DLH 39 - Communication au Conseil de Paris du Rapport d'activité du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris. - Années 2005-2006-2007.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 39 relatif à une communication au Conseil de Paris du Rapport d'activité du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris.

Monsieur le Maire du 6e arrondissement, Jean-Pierre LECOQ, vous avez la parole.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Je vous remercie.

J'interviens également au nom de mon collègue Jérôme DUBUS qui n'a pas pu être présent cet après-midi.

Je rappelle que le groupe U.M.P.P.A., auquel j'ai l'honneur d'appartenir, avait souhaité en février 2009 une présentation devant le Conseil de Paris des activités du Conseil de patrimoine.

En effet, cela n'avait pas été fait depuis 2005. Nous l'avions souhaité, nous sommes satisfaits, nous vous remercions, Monsieur le Maire, d'avoir aussi rapidement transmis la présentation de ce rapport qui porte sur les années 2005, 2006 et 2007. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Le Conseil avait rendu ses conclusions mais elles devaient sans doute sommeiller dans les archives de la Ville. Cette demande de présentation a permis de les exhumer.

Pourquoi avoir attendu aussi longtemps pour présenter ces rapports ? Est-ce un oubli ? Est-ce une volonté de marginaliser le Conseil du patrimoine ? Est-ce une volonté d'éviter des débats sur le transfert à des bailleurs sociaux de biens en copropriété ou sur le prix de vente pratiqué à l'instigation de la municipalité ou plus généralement sur la politique de cession de ces actifs.

Je préfère retenir la première explication : l'oubli. Pourtant, ce rapport apporte un certain nombre de confirmations et des informations nouvelles.

Les confirmations : premièrement, s'agissant du classement et de la distinction au sein du domaine privé communal, il apparaît que le Conseil a achevé dès 2004 le classement des biens en fonction de leur destination.

Décision avait été prise de transférer aux bailleurs sociaux les immeubles, notamment ceux dont la valeur était inférieure à 3.000 euros du mètre carré et de vendre les immeubles qui ne trouveraient pas un équilibre économique dans une transformation en logement social.

S'agissant de la vente de son patrimoine, la Ville a accompagné l'augmentation des prix et y a d'ailleurs participé, tout en criant au loup sur les conditions de fonctionnement du marché immobilier parisien.

"Faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais". C'est un peu la traduction de ce que le Conseil du patrimoine appelle "la dynamique valorisation du patrimoine de la Ville".

L'exemple du 6e arrondissement est éloquent. En 2005, les biens se sont vendus à 9.843 euros du mètre carré, en 2006 à 8.333 euros du mètre carré et en 2007 à 11.116 euros du mètre carré.

Le produit total des cessions de la Ville s'est élevé à 44 millions d'euros en 2005, à 388 millions d'euros en 2006, à 153 millions d'euros en 2007.

En 2006, je rappelle que les subventions pour le logement social se sont élevées à 152 millions d'euros.

(M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, remplace M. François DAGNAUD au fauteuil de la présidence).

A l'époque, la Ville a engrangé 388 millions d'euros de cessions du domaine privé. Où est passée la différence ?

Je m'étonne d'ailleurs que le Conseil du patrimoine n'ait pas relevé l'année suivante cet écart alors que le Maire Bertrand DELANOË nous avait déclaré dès 2001 : l'ensemble du montant des cessions de la Ville du patrimoine devait être consacré, je le cite "au logement social".

En ce qui concerne les informations nouvelles, il apparaît d'abord que le Conseil du patrimoine n'a pas rempli certaines missions qui lui avaient été confiées initialement.

Quant à l'examen attentif des concessions en cours, aucune demande d'avis ne lui était soumise alors que les renouvellements de concessions se sont multipliés depuis 2001.

Il ne s'est pas non plus intéressé au domaine immobilier du centre d'action sociale non affecté à des missions de service public. Quant à sa saisine en qualité d'expert du Conseil, elle semble pour le moins erratique voire incohérente.

A cet égard, je citerai que s'il a été consulté sur les logements de la S.A.G.I transféré à l'O.P.A.C., 16.000 logements, alors que, de fait, la décision de transfert à l'O.P.A.C. avait déjà été prise, il n'a pas été consulté sur la cession de la S.A.G.I à la Sablière de huit ensembles de logements qui représentaient une valorisation de 264 millions d'euros en 2006.

J'observe enfin, et permettez-moi d'y ajouter une touche personnelle, que je suis particulièrement choqué que le Conseil du patrimoine préconise une cession des commerces que la Ville avait conservé dans son patrimoine et qui sont notamment situés dans le 6e arrondissement, rue de Seine, rue Jacob, rue des Beaux-Arts et qui conservent en leur sein de très nombreuses galeries et de très nombreux magasins.

Je relève une grande incohérence entre la politique de la Ville qui, à travers ce patrimoine, a la possibilité de conserver une action sur un ensemble remarquable et l'action que la S.E.M.A.-EST développe ou essaie de développer au Quartier Latin en achetant avec bien des difficultés - le Président Georges SARRE l'a rappelé hier -, des commerces qui sont difficiles à appréhender.

Je rappelle, Monsieur le Maire, la proposition que j'ai faite, tant au Maire de Paris qu'à l'adjointe au Maire chargée du commerce, Lyne COHEN-SOLAL, de transférer, sans doute la Ville a beaucoup de difficultés à gérer en direct ce patrimoine spécifique que sont les commerces du Quartier Latin, de les transférer à la S.E.M.A.-EST afin d'avoir une unicité de gestion.

S'il apparaissait, bien évidemment, que la Ville continue de vendre des commerces culturels du 6e arrondissement, je serai, vous l'avez compris, le premier à le dénoncer.

Je termine en vous disant que ce débat doit être l'occasion de poser la question du rôle futur du Conseil du patrimoine.

En effet, il apparaît que, dans le budget 2009, il est indiqué que "en vue d'accélérer la politique de cession d'actifs peu utile aux Parisiens, un examen exhaustif du patrimoine bâti sera demandé à un cabinet extérieur."

De ce fait, à quoi sert le Conseil du patrimoine ? Alors que c'est son rôle premier, on envisage de commander un audit à un cabinet extérieur.

S'agit-il d'une marginalisation en douceur du Conseil du patrimoine ? Faut-il comprendre que ce Conseil n'offre plus les garanties et les compétences requises, puisqu'il n'est aucunement évoqué ?

C'est à toutes ces questions que nous souhaitons obtenir des réponses de la part de l'Exécutif au cours de ce débat dont nous revendiquons la paternité.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Karen TAÏEB, pour le groupe M.R.C.

Mme Karen TAÏEB. - Je souhaite intervenir sur l'un des volets du Conseil du patrimoine de la Ville et nous féliciter de notre politique de mise à disposition de locaux aux associations.

L'application d'un loyer ou une redevance correspondant à la valeur locative du marché en contrepartie de la mise à disposition de locaux municipaux à été confortée, et ce avec une clause de précarité permettant à la collectivité de retrouver à tout moment la disposition du local sous un préavis de courte durée.

Nous nous félicitons de l'abattement de 30 % par rapport aux loyers pratiqués. Cela étant, et comme cela est à juste titre mentionné dans le rapport 2005-2007 qui nous est présenté, de nombreuses associations ne disposent pas de ressources suffisantes pour s'acquitter d'un loyer, même réduit de 30 %.

Il a donc été proposé d'admettre la réduction directe du loyer, voire à un niveau symbolique à condition que soit votée par le Conseil de Paris une subvention égale au montant total du loyer.

Nous nous félicitons de cette aide concrète aux associations parisiennes qui font, il faut le rappeler, un travail remarquable pour l'intérêt général et contribuent au dynamisme de notre Ville.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. Jean-Yves MANO pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Effectivement, nous avons devant notre Assemblée le rapport du Conseil du patrimoine qui, on doit le reconnaître, cumule plusieurs années.

Néanmoins, c'est une façon d'avoir une mise en perspective du travail dans la durée de ce Conseil qui a totalement joué le rôle qui lui avait été confié, y compris lors d'extensions de mission, à savoir un rôle de conseil éclairé des actions de la Ville.

Il se réjouit d'ailleurs de voir la pratique de la Ville de Paris en matière de cession du patrimoine ou d'arbitrage. Monsieur LECOQ, vous ne pouvez pas reprocher à la Ville d'avoir valorisé au juste prix les biens municipaux, y compris dans les arrondissements.

Si cela avait été le contraire, le Conseil du patrimoine aurait vilipendé l'action de la Ville et vous-mêmes d'ailleurs n'y auriez pas manqué.

Réjouissons-nous de l'action propre, saine, claire, cohérente et transparente de cession du patrimoine.

En ce qui concerne la question des commerces, vous connaissez également notre sensibilité à la protection des commerces culturels dans le 6e arrondissement.

Néanmoins, il nous a parfois été opportun de céder du patrimoine commercial à l'exploitant lui-même qui pouvait avoir lieu dans les immeubles concernés.

En même temps, le fait d'avoir un local commercial ne garantit pas la pérennité sur le long terme de la nature du commerce, puisque vous le savez hélas, les baux initiaux n'ont pas permis avec suffisamment de précision de garantir la pérennité.

Nous y veillons bien évidemment mais je retiens également avec attention votre proposition de regarder. Je propose à la Ville de regarder avec intérêt le transfert à la S.E.M.A.-EST de la gestion de ce patrimoine qui pourrait être d'une bonne cohérence.

Concernant les transferts aux bailleurs sociaux, une analyse précise a été faite par le Conseil de patrimoine. Elle ne rendait pas obligatoire, cela a été mentionné dans le rapport, l'appel à concurrence. D'ailleurs, le Droit européen non plus. Ceci s'est fait dans la plus grande transparence et de par une analyse juridique de l'intérêt des Parisiens, sachant que d'un service public nous transférions à un autre service public à travers "Paris Habitat" et ceci a été fait dans les normes adéquates.

Concernant le travail sur les biens immobiliers du C.A.S.-V.P., c'est effectivement une mission donnée au Conseil du patrimoine.

Nous regarderons avec intérêt la suite qui sera donnée car nous avons tous intérêt, au nom de la Ville de Paris, de regarder les arbitrages nécessaires que nous pouvons faire.

Quant à Karen TAÏEB, je me félicite avec vous des règles claires que nous impose le Conseil du patrimoine par rapport aux loyers des locaux associatifs et des compensations possibles au niveau des subventions.

Cela a l'avantage d'avoir des règles connues de tous, c'est une bonne chose pour que l'ensemble des associations soit traité à égalité.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Il s'agit d'une communication, je rappelle qu'il n'y a pas de vote.

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la suspension des expulsions locatives sans relogement à la veille de la fin de la trêve hivernale et à l'activation des procédures de réquisition des logements et immeubles vacants.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen vœu référencé n° 63 dans le fascicule, déposé par l'Exécutif, relatif à la suspension des expulsions locatives et à la réquisition des logements et immeubles vacants.

Je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Oui, vous le savez, dans quelques jours, les expulsions locatives seront susceptibles d'être mises également en action. Nous ne pouvons que le regretter, dans de nombreux cas, car la crise est là pour nous rappeler que les difficultés sociales des Parisiens ne font que croître. Cette reprise équivaut à une double peine sociale.

C'est pourquoi nous renouvelons régulièrement, mais avec encore un peu plus de solennité cette année, le fait d'avoir une approche pragmatique sur le sujet, notamment pour les locataires que nous appelons "de bonne foi". A cet effet, nous mobilisons l'ensemble des moyens mis en place par la Ville de Paris à travers le F.S.L., et la structure de suivi personnalisé de 22 personnes mise à la disposition des personnes en difficulté en lien avec une procédure d'expulsion.

Nous irons au-delà d'un simple vœu et nous mettrons en place une expérimentation nouvelle en la matière, en finançant un organisme capable de se substituer temporairement aux locataires en situation d'impayé en reprenant le bail.

Cette expérimentation sera lancée officiellement dans les prochains mois et nous demandons à la Préfecture de police de regarder avec l'humanisme nécessaire, compte tenu de la période, les pratiques d'expulsion des locataires avec concours de la force publique.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur le représentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - La Préfecture de police s'investira résolument avec ses partenaires de la Préfecture de Paris et de la Ville dans la prévention des expulsions locatives et la protection des personnes de bonne foi, car comme vous le savez, nous privilégions toujours, avant le recours à la force coercitive, le suivi social individualisé et l'évaluation des situations, et des délais très significatifs sont très régulièrement accordés en plus de ceux qui découlent de la procédure judiciaire.

Sur les dossiers difficiles, notre partenariat est très productif et nous souhaitons qu'il se poursuive avec des échanges d'informations puisque, s'agissant de 50 dossiers qui étaient bloqués depuis des années, nous avons pu en résoudre 45.

S'agissant des tendances, je vous confirme que depuis deux ans, malgré le contexte difficile du logement, le nombre d'expulsions coercitives a diminué, ce qui témoigne de l'efficacité de nos échanges.

Enfin, comme je l'ai déjà dit dans cette enceinte, la non application systématique des décisions de justice n'apparaît pas comme une solution viable, y compris lorsque des procédures D.A.L.O. ont été conduites. Dans certains dossiers, malheureusement, la bonne foi est partagée et il faut, dans une République qui garantit l'égalité de tous devant les charges publiques, reconnaître évidemment ces faits.

Il serait inéquitable de transférer de manière aléatoire à certains propriétaires l'effort de politique de logement social qui incombe aux puissances publiques.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de voeu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de voeu est adopté. (2009, V. 66).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'organisation d'un colloque sur l'"Habitat groupé".

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 64 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à l'organisation d'un colloque sur l'"habitat groupé".

Je donne la parole à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - De plus en plus de personnes souhaitant accéder à la propriété se regroupent sous la forme de collectifs connus aujourd'hui sous le nom d'"habitat groupé".

Ces projets d'habitat collectif proposent de mettre en commun des locaux, comme des locaux pour les enfants, la buanderie, etc., intègrent une démarche environnementale souvent exemplaire et intègrent aussi un pourcentage de logements sociaux et d'équipements dans leur programme.

Ce concept, qui n'est pas nouveau, aujourd'hui se multiplie face à la crise financière car il permet aux accédants de faire des économies car ils n'ont pas besoin de payer les intermédiaires d'un promoteur qui commercialise les appartements, parce qu'ils se regroupent eux-mêmes et ont parfois une seule banque pour organiser leur projet immobilier.

De plus en plus d'associations et de collectifs souhaitent engager ce genre de projets à Paris, en Ile-de-France et aussi dans les régions qui sont soumises à la spéculation immobilière. C'est pourquoi il nous semble important de promouvoir ce mode alternatif d'accession à la propriété sous la forme d'un colloque organisé par la Ville de Paris et sous la forme d'un groupe de travail pour voir de quelle manière nous pouvons les aider plus particulièrement sur Paris.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - C'est bien volontiers que j'accueille favorablement le vœu qui nous est proposé car dans l'esprit, je crois que cette méthode, le regroupement de personnes qui veulent eux-mêmes élaborer un projet immobilier, présente un intérêt évident. Comme vous l'indiquiez, ceci a vécu de façon assez intense dans les années 1980 et renaît aujourd'hui.

C'est donc avec intérêt que nous avons déjà reçu un ou deux représentants de ces collectifs pour montrer l'intérêt que nous portons à leur démarche tout en ayons un langage clair pour dire que bien évidemment, s'ils avaient une possibilité foncière sur le territoire parisien, c'est avec un accueil favorable que nous les soutiendrions et la Ville de Paris ne préempterait pas le terrain, mais qu'il nous semblait impossible aujourd'hui d'envisager une quelconque cession foncière sur les zones d'aménagement que nous allons créer à Paris.

Néanmoins, ce projet doit être poursuivi. C'est pourquoi je suis favorable à la création, dans un premier temps, d'un groupe de travail pouvant déboucher ultérieurement sur un colloque plus large. Cela me semble la bonne méthode et je voterai favorablement pour le voeu proposé.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Une explication de vote, Monsieur DAGNAUD, pour le groupe socialiste, radical et apparentés.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci, pour rappeler rapidement que le concept d'habitat groupé se situe en effet à la jonction de deux préoccupations majeures des Parisiens qui sont elles-mêmes au coeur de l'action de la Municipalité : le développement durable - économies d'énergies, préservation de l'environnement, démarches H.Q.E. et bientôt, nous l'espérons des bâtiments à énergie positive - et la solidarité sous ses divers registres, mixité sociale et générationnelle, problématiques du vivre-ensemble et enjeux de citoyenneté.

Bref, l'habitat groupé s'inscrit tout à fait dans la dynamique du projet urbain que nous portons. Nous croyons important que la ville du XXIe siècle laisse place à des projets qui interrogent et réinventent la citoyenneté urbaine, qui portent une utopie urbaine et sociale au service de l'exigence environnementale. A cette fin, je souhaite que nous trouvions les moyens d'accompagner et de soutenir très concrètement de tels projets. J'ai eu, moi aussi, comme Jean-Yves MANO, l'occasion de recevoir plusieurs des porteurs de projets qui ont notamment des visées sur certains aménagements en cours dans le 19e arrondissement.

Je souhaite que dans un dialogue avec les bailleurs sociaux et les S.E.M. qui aménagent en notre nom la ville de demain, nous puissions ensemble avancer. Les élus de mon groupe voteront donc ce vœu avec enthousiasme et détermination.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Abstention du groupe U.M.P.P.A.

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 67).

Vœu déposé par le groupe communiste et les élus du parti de gauche relatif à la cession du pôle logement d'Immobilière Caisse des Dépôts (ICADE).
Vœu déposé par le groupe M.R.C. relatif à la cession des logements sociaux de la Caisse des Dépôts.
Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif aux logements d'ICADE.
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la cession des logements situés dans les 12e et 20e arrondissements par ICADE.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner les voeux n^{os} 65, 66, 67, 68 et 68 bis relatifs aux logements sociaux de la Caisse des Dépôts-Icade, déposés respectivement par les groupes communiste - M. CORBIERE et Mme SIMONNET -, du Mouvement républicain et citoyen, "Les Verts", socialiste, radical de gauche et apparentés et l'Exécutif.

Je donne d'abord la parole à M. CORBIÈRE.

M. Alexis CORBIÈRE. - Mes chers collègues, il s'agit d'un voeu et les voeux qui suivront iront dans le même sens que ce que je vais présenter.

Il s'agit d'éviter une décision scandaleuse et choquante, et révélatrice, selon nous, de la façon pratique dont le gouvernement, actuellement, pratique une forme de double discours.

Il s'agit de la situation d'Icade, une société filiale de la Caisse des Dépôts, fondée en 1954, et qui avait pour objectif, notamment, de créer du logement locatif à vocation sociale.

Pour aller à l'essentiel, vous l'avez peut-être vu dans l'actualité, la société ICADE, qui pourtant avait réalisé en 2008 un exercice largement bénéficiaire avec une hausse de 18 % de ses bénéfices - 313 millions d'euros -, a décidé depuis peu de mettre en vente la quasi totalité de son parc immobilier.

Cet émoi de la part des locataires vient aussi du fait qu'aucune information claire, à ce jour, n'a été donnée en direction des locataires concernés.

J'évoquais tout à l'heure le double discours du gouvernement et sa responsabilité pleine et entière dans cette décision : il est propriétaire d'ICADE à 61 %.

L'objet de ce voeu est d'être le porte-parole des locataires - nous les avons rencontrés - qui sont inquiets, qui ne savent pas, si je peux utiliser cette expression, à quelle sauce ils vont être mangés par la suite. Nous pensons de toute façon que cette décision est incohérente, mais nous souhaitons nous assurer que le parc locatif conserve toute sa vocation sociale et que le logement ne soit cédé qu'à un bailleur social et avec des conditions financières maîtrisées tenant compte du fait que la société "Icade" avait bénéficié d'aides publiques de l'Etat par le passé, pour leur construction et leur réhabilitation, et que les protections dont bénéficient le locataire soient maintenues et que les loyers, bien entendu, demeurent encadrés.

Voilà l'objet de ce vœu, mais d'autres vœux en ce sens ont été déposés que mes collègues présenteront, par ailleurs, cela a aussi donné lieu dans le 12e arrondissement à une prise de parole, lors du dernier Conseil d'arrondissement, de Mme la Maire.

Merci.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Karen TAÏEB, pour le groupe M.R.C.

Mme Karen TAÏEB. - Je ne reprendrai pas ce que vient de dire mon collègue Alexis CORBIÈRE.

Effectivement, l'Etat est majoritaire, comme on vient de le rappeler, dans cette société "Icade", (Immobilière de la Caisse des dépôts) qui a donc annoncé en décembre 2008 son intention de céder l'ensemble de son pôle logement au prix du marché.

Nous souhaiterions effectivement que le Conseil de Paris demande au Maire de Paris d'intervenir auprès de l'Etat, afin que les locataires actuels de cette société soient assurés de voir leur bail reconduit dans les mêmes conditions, que le parc de logements garde sa vocation de logements sociaux et que le pôle logement de "Icade" soit cédé à un bailleur social public.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. René DUTREY, pour le groupe "Les Verts".

M. René DUTREY. - Très rapidement, quand on voit ce genre de ventes de logements organisées par l'Etat, on a l'impression qu'il y a trop de logements en ce moment en France, qu'il n'y a pas de mal logés. On ne sait tellement pas quoi faire des logements que l'Etat les vend.

La Caisse des dépôts avait tout de même une mission à un moment particulièrement publique. Le fait que "Icade" se retire comme cela sur un claquement de doigt de son activité logements, pour se recentrer certainement sur des activités beaucoup plus lucratives, n'a absolument aucun sens.

L'Etat est défaillant. Je ne sais pas jusqu'à quel point il se retirera de la politique de logement social, mais nous avons l'impression de n'en être qu'au début.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Frédérique CALANDRA, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement. - Je voulais d'abord souligner le fait que la multiplication des vœux sur ce sujet indique que c'est un sujet grave et qui inquiète tous les élus de la majorité. Et je l'espère d'ailleurs de l'opposition, et en tout cas certainement les locataires des logements "Icade".

Je souhaitais simplement souligner que j'étais extrêmement étonnée que depuis 2006, la date d'entrée en bourse d'"Icade", le Gouvernement n'ait rien fait pour protéger le patrimoine social de cette société. Depuis cette date, on constate que les actionnaires décident seuls sans intervention de l'Etat, et selon une logique qui n'est pas une logique conforme aux investissements qui ont été faits au départ, à savoir des investissements publics. Le public a payé, nous avons tous payé collectivement pour une société qui désormais se comporte comme une société à objectif privé.

Pour mémoire, le chiffre d'affaires d'"Icade" en 2006 était de 1.327,2 millions d'euros dont un bénéfice de 211 millions d'euros. Déjà en 1996, "Icade" avait entamé une politique d'augmentation de loyer sur l'ensemble de son patrimoine justifiant que ces derniers étaient très bas et en contrepartie de travaux d'amélioration du bâtiment, dont acte.

En 1997, l'un des bâtiments concernés du côté du 12e a été mis en vente. C'est donc aujourd'hui une copropriété, "Icade" ayant tout de même gardé quelques lots et il ne reste donc actuellement que 366 logements à la Porte de Vincennes.

Par la suite, "Icade" a continué, plus à l'aise depuis 2006, sa politique de hausse des loyers, notamment pour les appartements sociaux. Le président directeur général d'"Icade", Monsieur GRZYBOWSKI, dit lui-même que désormais sur leur patrimoine qui en 2007 était encore de 41.500 logements sociaux, "Icade" ne conservera que 26.000 logements, ceux qui ont le meilleur potentiel de hausse des loyers.

Ces locataires de la porte de Vincennes, qui nous ont saisis, n'ont donc pas fini de voir leur loyer augmenter.

Je souhaite dire que je porte une conviction, c'est que la mixité sociale dans ces bâtiments est garante du mieux vivre ensemble et que nous ne laisserons pas faire une opération qui aujourd'hui se présente uniquement comme une opération de rentabilité financière.

Je rappelle encore une fois qu'à l'origine le groupe "Icade" est fondé sur des investissements publics et qu'il n'est pas admissible que l'argent public se transforme en bénéfices privés pour des actionnaires. Donc, cette opération ne pourra pas se faire sans que la puissance publique, et notamment la Ville de Paris, y mette son grain de sel.

Je demande à ce que des bailleurs sociaux rachètent ces bâtiments et que l'on poursuive une politique sociale dans ces bâtiments.

Merci.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre à l'ensemble des intervenants, je donne la parole à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je note l'émotion légitime et partagée par l'ensemble des groupes de la majorité sur le devenir du patrimoine "Icade" en général, et plus particulièrement sur le patrimoine parisien.

Emotion que nous partageons, et je dirai presque par anticipation, car cela fait déjà plus d'un an que nous avons rencontré le directeur général du groupe "Icade" et lui avons clairement indiqué que toute cession de patrimoine ne pourrait se faire sur le territoire parisien sans l'intervention de la Ville, message bien évidemment compris de sa part.

Dans l'état actuel des choses, un groupement de bailleurs élabore une opération globale sur le patrimoine à hauteur de 10.000 logements sur l'Ile-de-France. Nous avons été contactés par ce groupement pour savoir quels bailleurs nous allions cibler sur le patrimoine "Icade parisien", qui évolue autour de 400 et quelques logements.

Nous avons décidé de proposer à la société "Sageco", filiale du groupe Caisse des dépôts, du logement social sur le territoire parisien. Les négociations sont en cours.

Je peux rassurer à la fois les intervenants en disant que, oui, ce patrimoine restera dans le patrimoine social. Je peux rassurer les locataires car nous veillerons à ce qu'y compris les conditions d'évolution de leurs conditions de loyers restent dans les normes actuelles du logement social et dans les limites expresses de la loi.

Je pense, c'est une certitude, je le dis clairement, que ce patrimoine au cours de l'année 2009 si l'affaire doit se faire en 2009, reviendra dans le patrimoine social pérenne parisien.

C'est pourquoi je propose de voter le vœu n° 68 bis récapitulatif de l'ensemble des notions évoquées dans les différents vœux.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Les différents groupes qui ont déposé des vœux les retirent-ils au profit de celui de l'Exécutif ? Oui.

Monsieur CORBIÈRE?

M. Alexis CORBIÈRE. - Pour le dire clairement, au vu des arguments apportés par M. MANO, cela nous semble de bon sens. Des choses fortes viennent d'être dites ; il nous semble important que les locataires en soient mis au courant. D'ailleurs, nous le ferons mais je crois que l'ensemble du Conseil pourrait, et notamment vous, Monsieur MANO, adresser un courrier aux locataires d'"Icade" pour leur dire l'état des discussions.

Mais évidemment nous votons le vœu n° 68 bis et nous retirons de fait le vœu n° 65.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 68).

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste et Mme Danielle SIMONNET relatif à l'augmentation des loyers des logements conventionnés des bailleurs sociaux parisiens au 1er juillet 2009.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 69 et n° 69 bis dans le fascicule, déposés par le groupe communiste, les élus du parti de gauche et l'Exécutif, relatifs à l'augmentation des loyers des logements conventionnés des bailleurs sociaux au 1er juillet 2009.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous le savez, nous l'avons dit tout à l'heure, nous sommes en période de crise et de difficulté de pouvoir d'achat. Or, ces difficultés de pouvoir d'achat touchent tout particulièrement les catégories populaires et les classes moyennes. Donc aussi les habitants qui vivent dans du logement social.

Et chacun le sait aussi, les bailleurs sociaux bénéficieront très bientôt de l'apport lié aux surloyers qui vont s'appliquer.

Ce vœu vise donc à ce qu'on limite au maximum les hausses des loyers dans le logement social. Il porte en réalité deux idées : la première, c'est que tous les conseils d'administration des bailleurs sociaux parisiens délibèrent sur les augmentations au 1er juillet 2009 des loyers de leurs logements sociaux conventionnés, et qu'en 2009, compte tenu de la crise, des difficultés de pouvoir d'achat, les augmentations des loyers de logements sociaux conventionnés restent inférieures à 2 % dans la lignée des hausses appliquées au cours des années précédentes.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - L'évolution des loyers au sein des sociétés d'économie mixte est différente des offices publics de l'habitat ou même des sociétés anonymes H.L.M. qui, elles, sont régies par des règles extrêmement précises. En ce qui concerne les S.E.M., je rappelle que les baux signés par les locataires comportent une clause d'indexation des loyers, en général à partir du 1er juillet et l'indice pratiqué est l'I.R.L.

Ce que je propose dans un vœu de l'Exécutif, c'est d'avoir une vision globale de la charge globale pour le locataire concernant l'évolution de son loyer et des charges.

Vous n'êtes pas sans savoir que la Ville de Paris et ses sociétés ont engagé un travail extrêmement important de maîtrise des charges des locataires, via, notamment, la maîtrise de l'énergie, au travers du Plan Climat. Ceci se traduira de façon très concrète par une diminution des charges des locataires, par une moindre récupération des charges de gardiennage ; au lieu de 75 %, dans la plupart des cas, la récupération ne sera que de 40 %, mettant d'ailleurs à la charge du compte de l'exploitant, c'est-à-dire des S.E.M., la différence.

Tout ceci pour vous dire que nous proposons, bien évidemment, que le Conseil d'administration se saisisse de ce dossier, en ayant une vue pluriannuelle et globale, pluriannuelle qui dépende de l'évolution des charges et des loyers et de l'évolution globale de la quittance dans sa globalité.

Je me permets d'attirer l'attention des rédacteurs sur le fait qu'il y a potentiellement un danger à vouloir différencier systématiquement l'indice de référence, car nous pouvons imaginer qu'au cours du prochain exercice, l'indice risque d'être extrêmement bas sous l'évolution de l'I.R.L. et que nous nous voyons mal, à ce moment-là, appliquer une évolution de loyer supérieure à ce que nous proposerait l'indice, ce qui, d'ailleurs, serait illégal.

Je pense que tout ceci est à manier avec une certaine précaution, mais je peux vous rassurer et vous dire que l'ensemble des sociétés d'économie mixte de la Ville de Paris font des efforts extrêmement importants pour maîtriser en tous points la quittance des locataires.

C'est pourquoi je vous propose de voter le vœu n° 69 bis qui vous est soumis.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le groupe communiste maintient-il son vœu ?

M. Ian BROSSAT. - Evidemment, je me félicite que la Ville contribue d'abord à ce que l'on ait plus de logements sociaux et les élus communistes y sont particulièrement attachés, que l'on rénove ces logements sociaux, que l'on mette en œuvre le Plan Climat.

Tout cela est juste, sauf que ce n'est pas d'abord aux habitants du logement social de financer le logement social.

Or, le vœu de l'Exécutif ne reprend pas l'idée que nous devons œuvrer à limiter au maximum les hausses de logements sociaux ; c'est la raison pour laquelle nous maintenons notre vœu.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Ecoutez, je le regrette, mais dans ce cas, je proposerai de voter contre le vœu déposé par le groupe communiste.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe communiste, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 69).

Vœu déposé par MM. Pierre AIDENBAUM, Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Camille MONTACIÉ et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à l'obtention de la mise en place d'une O.P.A.H. vouée au développement durable.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 70 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à l'obtention de la mise en place d'une O.P.A.H. vouée au développement durable.

Je donne la parole à M. Gauthier CARON-THIBAULT.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

Le Conseil de Paris qui vient de se terminer a été l'occasion d'aborder à plusieurs reprises la connexion logique qui existe entre la thématique du logement, de l'habitat et celle également du développement durable.

Cette connexion a été abordée sous plusieurs aspects et je m'en réjouis, car il ne faut pas croire que la mise en place du développement durable dans l'habitat concerne uniquement les bailleurs sociaux ou la Mairie à travers ses équipements publics. Bien évidemment, le développement durable et l'habitat concernent bien sûr les propriétaires privés et ce pour trois raisons que je ne vais pas rappeler : des raisons énergétiques, des raisons sociétales et des raisons sociales.

Cependant, force est de constater que ces enjeux ne pourront pas être relevés seuls et qu'il ne faudra pas uniquement compter sur la bonne volonté des propriétaires isolés, ni même sur la capacité financière de locataires économiquement souvent précaires, mais que pour cela, il faut se doter d'un opérateur au niveau local pour manager, accueillir, orienter, aider, conseiller les propriétaires qui ont envie de se lancer dans ce type de démarche.

Ce vœu déposé par les élus du groupe socialiste a pour but de demander à la Municipalité la mise en place d'une O.P.A.H. vouée au développement durable et M. MANO doit s'en douter, si ce vœu a été déposé au sein du Conseil d'arrondissement du 3e et qu'il a été voté à l'unanimité moins l'abstention de l'opposition municipale représentée par l'U.M.P., c'est que, bien évidemment, le 3e arrondissement est fortement volontaire pour accueillir une telle O.P.A.H.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur CARON-THIBAULT, c'est avec satisfaction, bien évidemment, que je vois que vous abordez le rôle d'une O.P.A.H. thématique qui peut se situer sur la notion de développement durable, mais vous n'êtes pas sans savoir tous les efforts que nous faisons en la matière, puisque nous avons lancé deux opérations spécifiques à la fois sur le 13e arrondissement dont l'urbanisme présente des caractéristiques particulières, à savoir la notion de tour.

Nous lançons également une O.P.A.H., qui va totalement dans le sens qui est le vôtre, sur un territoire qui dépasse les frontières du 3e arrondissement de Paris. Je peux vous rassurer que dans notre esprit, le 3e sera largement concerné, puisque c'est un secteur géographique autour de la place de la République concernant trois arrondissements, dans lequel nous allons faire une étude d'impact possible par rapport à l'effet éventuel que nous pourrions lancer par rapport à ce programme d'O.P.A.H. thématique Plan Climat, avec des aides spécifiques sur un patrimoine qui a des caractéristiques que nous pourrions cerner dès aujourd'hui et dont le territoire, me semble-t-il, est tout à fait opportun pour cette expérimentation.

L'expérimentation étant faite, nous envisagerons dans un deuxième temps, bien évidemment, de lancer ce type d'opération sur des territoires plus larges.

Voilà la réponse que je pouvais vous faire, à la fois un regard favorable, sur un territoire un peu plus large que le 3e arrondissement.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 70).

Vœu déposé par M. Jérôme COUMET et les élus du groupe U.M.P.PA. relatif à la mise en place d'une politique d'accession sociale à la propriété pour les plus modestes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons à présent le vœu référencé n° 71 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la mise en place d'une politique d'accession sociale à la propriété pour les plus modestes.

Je donne la parole à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, la Fondation de France, vient de publier un rapport sur le maintien et l'accession des ménages très modestes à la propriété.

La propriété y est présentée comme un facteur d'insertion et ce rapport s'appuie sur les conclusions d'expériences innovantes, formulant des propositions intéressantes.

Nous pouvons considérer qu'en 2006, dans un contexte immobilier particulier, 0,4 % seulement de ces ménages ont pu acheter à Paris, alors que dans l'agglomération hors Paris, c'est 6,2 %. Il y a donc véritablement une différence intéressante, peut-être une possibilité d'agir.

L'observation émise par la Fondation de France est d'ailleurs l'absence en Ile-de-France de stratégies volontaristes en faveur de l'accession à la propriété des foyers modestes.

Considérant les expériences qui sont menées dans les villes de Toulouse et de Lyon en matière de projet de type coopératif, nous proposons que la Ville de Paris mette en place dès 2010 une politique d'accession sociale à la propriété pour les plus modestes, s'appuyant sur les exemples déjà réalisés dans d'autres grandes villes françaises.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. MANO pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - A Paris, vous le savez, nous avons une politique très déterminée en faveur de l'accession à la propriété, puisque nous avons créé le prêt "Paris logement".

Je voulais vous rappeler un seul chiffre : 9.000 Parisiens ont bénéficié de ce prêt pour acheter sur le territoire parisien, ce qui n'est pas rien et dépasse largement les effets des expériences précédentes d'accession sociale à la propriété qui se réduisaient à quelques centaines sous la mandature précédente. Il faut bien l'avouer, il a fait quelques rares heureux bénéficiaires ; on peut imaginer d'ailleurs que l'argent public aurait peut être servi de façon plus équitable à d'autres programmes.

Nous avons un deuxième projet que nous avons voté et que nous lançons actuellement : la notion du prêt parcours résidentiel destiné aux occupants des logements sociaux, prêt que nous avons doublé par rapport au prêt "Paris logement", ce qui n'est pas rien, permettant aux familles habitant le logement social sous plafond de ressources de bénéficier de ce prêt pour une accession possible sur le territoire parisien.

C'est une politique cohérente, dans un contexte foncier extrêmement difficile et compliqué, qui permet à plus de Parisiens, me semble-t-il, d'accéder à la propriété que d'avoir quelques programmes ciblés sur un territoire extrêmement restreint, mis en concurrence avec notre volonté à la fois de développer du logement social, toutes les structures nécessaires à des équipements publics sur un foncier assez rare.

Je m'étonne, en même temps, que lors du vœu précédent bénéficiant du soutien de la Municipalité sur l'habitat groupé, le groupe U.M.P. ou a voté contre, ou n'a pas participé au vote sur cette délibération qui allait, me semble-t-il, dans le sens de l'accession à la propriété.

Vous voyez que c'est une nouvelle niche que nous suivrons avec attention par rapport à l'accession sociale à la propriété.

Je rejette donc le vœu de l'U.M.P. qui nous est proposé.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Souhaitez-vous reprendre la parole ? Non.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE, relatif à la vente à la découpe de l'immeuble situé au 36, rue du Fer-à-Moulin (5e).
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 72 et n° 72 bis dans le fascicule, déposés respectivement pas le groupe communiste, Mme SIMONNET, M. CORBIÈRE et l'Exécutif, relatifs à la vente à la découpe de l'immeuble sis 36, rue du Fer-à-Moulin, dans le 5e arrondissement.

Je donne la parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - C'est Alain LHOSTIS qui présente le vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est donc à M. Alain LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Monsieur le Maire, il s'agit à nouveau d'une pratique que nous connaissons malheureusement bien dans Paris, c'est-à-dire d'une vente à la découpe qui, cette fois-ci, est située dans un endroit charmant, 36, rue du Fer-à-Moulin dans le 5e arrondissement. Cette opération immobilière est menée dans un but purement spéculatif. On sait que, dans des quartiers comme celui-ci, la pression est particulièrement forte.

Nous avions déposé un premier vœu - le groupe communiste - en juillet 2006 pour qu'un accord intervienne avec un bailleur public ou une S.E.M.

Cette question est à nouveau posée parce que la pression continue.

Donc pour renforcer les efforts déjà accomplis par la Ville de Paris et respecter la volonté des locataires exprimée au sein de leur amicale, et évidemment avec l'exception culturelle dont doit bénéficier le Studio Rouchon, qui est également dans ce lieu et qui participe à la vie économique et au rayonnement de la Ville de Paris comme Centre national de la mode, sur proposition du groupe communiste et des élus du parti de gauche, le Conseil de Paris demande au Maire de Paris de prendre toute mesure permettant la mise au point d'un accord financier avec le propriétaire du 36, rue du Fer-à-Moulin et la préemption des logements de cet immeuble au nom de la défense des locataires et de la pérennité du Studio d'art photographique Rouchon.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur MANO, pour vous répondre ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Oui et présenter un vœu n° 72 bis, légèrement nuancé par rapport au vœu initial.

C'est une adresse bien connue de la Ville de Paris, puisque nous suivons avec intérêt toutes les transactions immobilières qui peuvent se passer à cette adresse. Et nous avons à quatre reprises exercé notre droit de préemption avec un prix proposé, différent bien sûr du prix de cession envisagé et purement spéculatif par le propriétaire actuel. Dans chaque situation, la vente a été retirée.

Nous avons donc aujourd'hui une unité de patrimoine sans mise en copropriété de l'immeuble.

Nous continuerons cette politique, je dois le dire, volontariste qui est la seule, me semble-t-il, qui vaille en la matière, tout en essayant de reprendre contact avec le propriétaire, chose qui a déjà été faite à une certaine époque, pour entraîner des négociations avec eux. Je dois reconnaître, hélas, que jusqu'à ce jour, nous n'avons pas pu trouver un accord financier acceptable pour en faire du logement social pérenne. La question se pose de la constructibilité même au sein de la copropriété qui remettrait bien évidemment en cause potentiellement le maintien du studio qui a un coût relativement important.

Néanmoins, la Ville de Paris est toujours déterminée à la fois à continuer son action, à la fois coercitive par la préemption systématique, qui lui permette à nouveau d'engager des négociations avec le propriétaire pour déboucher sur un conventionnement global de cet immeuble.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le groupe communiste maintient-il son vœu ?

M. Alain LHOSTIS. - Non. M. MANO a montré depuis longtemps sa détermination dans la bataille contre la vente à la découpe et je connais sa pugnacité pour avoir suivi et continuer à suivre le dossier de la rue Robert-Blache dans le 10e. Je sais que ses efforts dans une situation difficile permettent d'avancer. Donc, nous retirons notre vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Abstention du groupe U.M.P.P.A.

Le projet de vœu est adopté. (2009, V. 71).

2009, DLH 15 - Modification de la délibération 2007 DLH 111 du Conseil de Paris des 1er et 2 octobre 2007 modifiée. - Création de nouvelles aides municipales à l'amélioration de la qualité environnementale des logements privés parisiens.
Vœu déposé par Mmes Fabienne GASNIER, Anne TACHENE et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif au renforcement des moyens d'information sur le dispositif "copropriété objectif climat".

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous passons à l'examen du projet de délibération DLH 15 concernant la modification de la délibération 2007 DLH 111 du Conseil de Paris des 1er et 2 octobre 2007 modifiée. - Création de nouvelles aides municipales à l'amélioration de la qualité environnementale des logements privés parisiens, sur lequel le groupe Centre et Indépendants a déposé le vœu référencé n° 73 dans le fascicule.

La parole à Mme Fabienne GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Le dispositif "copropriété objectif climat", adopté au Conseil d'octobre 2007, est un élément important du Plan Climat. Il consiste en un programme de réduction de la consommation énergétique des bâtiments publics et privés.

En cela, je voudrais insister, au passage, sur la nécessité de sensibiliser davantage et d'accroître la formation des professionnels du bâtiment au développement durable, ce qui manque actuellement un peu.

Le dispositif se présente comme un programme incitatif à travers un système de subventions. Il commande de fait une forte visibilité auprès des professionnels et du grand public.

Or, il apparaît, lorsqu'on interroge les syndics de copropriété, qu'ils manquent d'informations sur les possibilités dont ils disposent. De même, le grand public dans sa grande majorité ne connaît pas l'existence de ce dispositif. Et pour ceux qui font la démarche de façon volontaire, la relative complexité de la procédure, malgré l'aide fournie, peut encore constituer un obstacle.

Un an après son lancement, le nombre de diagnostics mérite d'être aujourd'hui augmenté.

Il s'agit d'un programme incitatif qui a encore besoin de se faire connaître et qui, pour répondre à ses ambitions, doit donc améliorer son efficacité. La communication sur le site de paris.fr demeure un biais, il me semble, insuffisant.

C'est pourquoi nous souhaitons un renforcement des moyens d'information et un effort de communication à la fois au niveau des professionnels et du grand public.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - C'est avec détermination que la Ville a lancé ce processus d'aide des copropriétés pour les amener à prendre des décisions d'investissement.

Il est clair qu'il y a une difficulté de communication. Néanmoins, pour votre information, sachez que les outils de communication sont en place : une plaquette de présentation du dispositif qui a été tirée à 15.000 exemplaires, une affiche présentant le dispositif, des articles destinés à différents médias (site Internet, bulletins municipaux, livres et revues), une fiche méthodologie sur le financement et une fiche d'aide financière également.

En ce qui concerne les actions directes, nous avons également la présence de la Ville de Paris dans les salons de copropriété où tous les professionnels, en général, se rendent pour les informer de l'ensemble des dispositifs mis en place par la Ville de Paris.

Nous souhaitons effectivement que ce processus que nous avons mis en place puisse atteindre ses objectifs quantitatifs.

C'est pourquoi je voterai favorablement sur le vœu qui nous est proposé d'aide à la communication, tout en insistant sur tout ce qui a été fait au cours de l'année 2008 sur ce sujet.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 72).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 15.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DLH 15).

2009, DU 66 - ZAC "Boucicaut" (15e). - Approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics.
Vœu déposé par MM. Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON, Alain DESTREM, Jean-Baptiste MENGUY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'inscription de la Z.A.C. "Boucicaut" dans une démarche innovante de développement durable.
Vœu déposé par MM. Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON, Alain DESTREM, Jean-Baptiste MENGUY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'aménagement de la Z.A.C. "Boucicaut".

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons à présent le projet de délibération DU 66 relatif à la Z.A.C. "Boucicaut" (15e) : approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé l'amendement n° 74 et les vœux référencés n° 75 et n° 76 dans le fascicule.

Je donne la parole tout d'abord à M. Philippe GOUJON, maire du 15e.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Si nous débattons aujourd'hui de cette importante opération d'urbanisme, une chance à ne pas gâcher pour ce quartier, nous le devons, je le rappelle, d'abord à Edouard BALLADUR qui, Premier Ministre, décidant la réalisation de l'hôpital Georges Pompidou, a permis la libération de cette emprise. C'est toujours bon à rappeler…

Mais depuis lors, c'est le type même de l'opération mal conduite !

Il est tout d'abord parfaitement abusif de parler de concertation exemplaire, de l'absence de consultation du Conseil d'arrondissement concernant l'implantation de la crèche à la réunion publique de concertation de décembre 2006 où, malencontreusement, les élus de la majorité du 15e n'avaient pas été invités, jusqu'à l'exclusion même du comité de pilotage de la Z.A.C., en passant par un amendement télécommandé de M. DARGENT prévoyant la démolition du bâtiment rue Lacordaire et déposé à la sauvette en Conseil de Paris, sans même passer devant le Conseil d'arrondissement, ni devant la 8e Commission.

Lorsque l'on se souvient que les mêmes élus du 15e avaient découvert les plans d'aménagement dans "Le Figaro" de janvier 2003, on savait déjà à l'époque ne pas devoir s'attendre à davantage de considération par la suite.

Fragilité juridique aussi, quand on sait que la première partie du projet a fait l'objet d'une convention publique d'aménagement et non d'une Z.A.C., pour s'affranchir sans doute de règles trop contraignantes et désigner à l'époque la S.E.M.E.A.-15, sans mise en concurrence, procédure d'ailleurs violemment dénoncée par mon prédécesseur.

Quant au motif invoqué, une réalisation plus rapide des travaux, il y a de quoi sourire. Il y a plus de sept ans que ce projet a été présenté !

Les retards, à l'exemple de la crèche qui devait être inaugurée il y a un an et des deux plots annoncés pour 2008, puis pour l'été 2009, ne peuvent s'expliquer par les seules difficultés de désamiantage de Jussieu, même si évidemment ils en sont la cause principale.

Le quartier pâtit de cet immobilisme, les commerces périclitent, les riverains vivent depuis des années dans les affres d'un chantier permanent.

Nouveau "couac" aujourd'hui et pas des moindres avec le document que l'on nous présente. Ce n'est tout simplement pas le même que celui dont j'ai été saisi pour avis avant introduction dans ALPACA.

Des modifications essentielles y ont été apportées : l'équipement culturel occupera une surface réduite de moitié avec 750 mètres carrés condamnant ainsi tout projet d'envergure. J'espère que M. GIRARD, qui était là tout à l'heure, partagera mon désarroi…

Mme MACÉ de LÉPINAY défendra un amendement à ce sujet et sur la disparition soudaine du bâtiment de 1.100 mètres carrés à vocation associative.

Pourquoi de tels revirements sans concertation ? La nécessité de réaliser davantage de logements sociaux ? Pourquoi pas ? Même si je regrette que nous n'ayons aucune indication sur leur répartition.

Mais sur 90.000 mètres carrés constructibles, la Ville a décidé de n'en utiliser que 51.000 et ce sont les équipements publics qui sont sacrifiés.

L'étude d'impact avec ces modifications ne peut être considérée que comme caduque et quid du résultat de la commission d'enquête chargée d'émettre un avis sur les candidatures ?

Vous faites des annonces aux habitants, accessoirement aux élus, puis vous décidez tout autre chose.

En ce qui concerne les personnes âgées, vous n'avez pas retenu la proposition de l'association "Boucicaut Village" d'une unité Alzheimer.

A la place, nous aurons un foyer pour travailleurs migrants qui ne figurait pas dans le projet initial et pour lequel nous n'avons jamais été consultés.

Quant à la réalisation de l'institut médico-éducatif, je me réjouis que la protection sociale de Vaugirard en soit le gestionnaire malgré le refus de la Direction des finances de garantir l'emprunt d'1.250.000 euros nécessaire.

Cela ne doit pas être en raison de difficultés financières puisque vous consacrez la somme exorbitante de 108.000 euros à la communication sur cette opération !

Nous aimerions d'ailleurs connaître leur affectation, car s'il s'agit de se concerter, je l'indique ici à tous, les réunions de concertation en Mairie du 15e arrondissement sont gratuites !

Nous souhaitons faire de cette Z.A.C., comme vous tous ici, un "écoquartier" ainsi qu'un vœu le précisera, avec le respect des prescriptions environnementales les plus avancées pour les constructions, la collecte souterraine des déchets et l'implantation d'espaces "Info Energie".

Les études engagées en 2007 sur les risques sanitaires liés à la pollution des sols et la remontée de la nappe phréatique n'ont pas été communiqués ; il serait opportun de le faire.

Pour cette seconde phase, vous devrez être, selon nous, plus respectueux du patrimoine architectural d'origine.

Ce qui a été réalisé avec les plots, malgré l'avis défavorable de mon prédécesseur, évincé du jury, au permis de construire, et le mécontentement des habitants tel qu'ils l'ont consigné dans les registres, n'est pas critiquable en soi forcément mais aurait eu sa place davantage dans un lieu où ces immeubles se seraient mieux intégrés.

Etre créatif ne veut pas dire faire fi du passé comme vous y invitera un vœu en ce sens.

Concernant le projet de délibération DU 67 et le choix de la S.E.M. "PariSeine", j'espère que les travaux seront engagés dans de meilleures conditions qu'à Beaugrenelle et que la S.E.M. "PariSeine", appelée à traiter de nouvelles opérations d'urbanisme hors 15e arrondissement, sera attentive aux demandes des habitants et des élus pour la réalisation d'une Z.A.C. exemplaire, ce que nous souhaitons tous ici.

Pour conclure, et malgré l'imprécision et les incohérences que j'ai dénoncées concernant ce projet de délibération finalement assez mal ficelé, en Conseil d'arrondissement nous nous sommes abstenus dans l'attente du sort réservé à nos vœux et amendements, qui sont assez modestes d'ailleurs.

Dans le cas où ils seraient adoptés, nous pourrions même voter favorablement ce projet de délibération, malgré les difficultés que j'évoquais concernant ce projet, non dénué d'intérêt, je le souligne, c'est la raison pour laquelle, si la discussion amène à un vote favorable de nos amendements, nous pourrions voter un tel projet, sinon nous nous abstiendrons.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, pour le groupe U.M.P.P.A.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Je m'exprimerai sur les projets de délibération DU 66 et DU 67. Je présenterai les vœux n° 74 et n° 77.

Nous nous interrogeons, Monsieur le Maire, sur le programme des équipements publics qui figure dans les projets de délibération DU 66 et DU 67 et en particulier sur celui de l'équipement culturel annoncé dans la Z.A.C. Boucicaut.

Si nous nous réjouissons que, comme nous l'avons demandé, figure un équipement culturel, nous pouvons légitimement nous poser beaucoup de questions quant à sa nature et sa superficie.

En effet, si 750 mètres carrés sont inscrits dans ce projet de délibération, je vous rappelle que la commission d'enquête chargée d'émettre un avis sur les candidatures a, dans son rapport joint à l'annexe de la convention que nous examinons, inscrit le 7 novembre 2008 : "un équipement majeur à vocation culturelle de 3.700 mètres carrés".

L'étude d'impact parlait elle aussi d'un équipement culturel de 3.700 mètres carrés. Le même chiffre était annoncé dans la réunion publique où le projet a été présenté à la population.

Lors du C.I.C.A. sur Boucicaut, le 20 mai 2007, tant Christophe GIRARD qu'Anne HIDALGO ont évoqué un équipement culturel de 3.000 mètres carrés.

Vous comprendrez que, dans ces conditions, nous nous alarmions que d'un équipement culturel majeur de 3.700 mètres carrés souhaité par tous, nous passons dans ce projet de délibération à 750 mètres carrés, comme d'habitude sans concertation et sans explication, c'est cela, pour vous, la démocratie.

Nous demandons donc que la surface de l'équipement culturel prévue à l'origine et à l'issue de la conceration soit de 3.700 mètres carrés tout comme les 1.100 mètres carrés prévus pour l'équipement associatif.

Autre question : la vocation de l'équipement culturel. Nous souhaitons qu'un second Conservatoire soit construit dans le 15e arrondissement. L'emplacement de Boucicaut est une localisation idéale pour desservir une partie de l'arrondissement éloignée de la rue Bargue et mal reliée par les transports en commun au site du Conservatoire.

N'oublions pas que ce sont des familles et des enfants qui majoritairement fréquentent le Conservatoire.

Même si un agrandissement du Conservatoire Frédéric Chopin sera possible quand la Ville aura réglé les questions de domanialité, nous pensons qu'il est légitime qu'on arrondissement de 235.000 habitants puisse disposer d'une seconde école municipale de musique et de danse.

Or, la vocation de cet espace culturel prévu sur la Z.A.C. Boucicaut a varié dans le temps. En mai 2007, Christophe GIRARD et Anne HIDALGO parlaient de salles de répétition, d'extension du Conservatoire, de lieux consacrés à la bande dessinée ou "sic", d'un lieu nouveau à inventer.

Dans son programme de campagne en mars 2008, Mme HIDALGO annonçait : "Nous installerons à Boucicaut les Lumières de la Ville, espace dédié aux courts métrages, nous y installerons également des salles de répétition."

Mes chers collègues, nous réitérons notre souhait qu'un second Conservatoire prenne place dans la Z.A.C. "Boucicaut" et que, s'il n'occupe pas tout l'espace réservé, une concertation s'engage pour déterminer la vocation de l'espace qui resterait.

Nous pensons que dans ce lieu où vont se construire beaucoup de logements, il est indispensable qu'un équipement culturel majeur prenne place.

Je veux pour terminer rappeler que le 21 mars 2008, lors de l'allocation inaugurale de votre mandature, Monsieur le Maire, vous nous avez annoncé que vous alliez créer 3.000 places de Conservatoire en six ans.

La Z.A.C. "Boucicaut" est le lieu idéal pour mettre votre programme en application. Les habitants du 15e arrondissement, peut-être parce qu'ils ont mal voté, n'auront probablement droit dans ce quartier très peuplé qu'à un espace culturel réduit et ne correspondant pas à leur souhait.

Mes chers collègues, parce que nous pensons qu'il faut tenir ses promesses, nous vous demandons de rétablir la surface prévue pour l'équipement culturel de proximité à Boucicaut et d'affecter cet espace à la construction d'un Conservatoire.

C'est l'objet de l'amendement n° 74 à la DU 66 dont vous avez le texte. Je ne vais pas le lire, il est un peu tard. Il modifie les annexes n° 1 et 2. C'est l'objet de l'amendement n° 77 à la délibération DU 67 qui modifie l'objet de la concession de l'aménagement à l'article n° 1.

Il s'agit de la "création de 25.700 mètres carrés dont 10.700 mètres carrés de logements sociaux" et sur le programme des équipements de proximité, "un équipement à vocation culturelle de 3.700 mètres carrés environ comprenant un Conservatoire de Musique dont la maîtrise sera à la charge de la Ville de Paris et d'un équipement à vocation associative de 1.100 mètres carrés dont la maîtrise d'ouvrage sera à la charge de la Ville de Paris".

Je vous remercie de bien vouloir voter ces amendements.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre aux orateurs, je donne la parole à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire. Je réponds sur le projet de délibération DU 66 exclusivement.

En tant qu'administratrice de la S.E.M., le projet de délibération DU 67 qui se rapporte au mandatement de la S.E.M., m'interdit de l'évoquer.

Je suis exclusivement sur le projet de délibération DU 66.

Répondre, répondre ! Que dire à M. GOUJON, qui nous dit que sans M. BALLADUR, le 15e n'existerait pas ? Peut-être. Il lui doit beaucoup, lui en particulier, sans doute.

En ce qui concerne les terrains de Boucicaut, c'est vrai qu'il y a l'hôpital Georges Pompidou, il y a eu la fermeture de quatre établissements sur lesquels, je dois dire que finalement, la Ville, dès 2001, c'était un de nos premiers dossiers, a plutôt bien réagi et rapidement agi puisque j'ai souvenir d'une de mes premières réunions sous la mandature précédente à la Préfecture, où l'État voulait garder la totalité de l'emprise de l'hôpital Boucicaut pour l'utiliser pour le désamiantage de Jussieu. Nous avons bataillé à plusieurs - Jean-Pierre CAFFET, moi-même, Bernard GAUDILLÈRE - sur ce dossier, pour obtenir qu'une partie de ces terrains puissent revenir tout de suite aux habitants du 15e arrondissement.

C'est comme cela qu'une première phase qui d'ailleurs va être livrée totalement prochainement, qu'une première phase a pu être mise en œuvre et nous avons livré une école de onze classes en 2003, d'ailleurs je crois que l'adjointe en charge des affaires scolaires du 15e arrondissement l'ignorait, elle a rappelé au dernier conseil d'arrondissement que l'on créait des logements sans créer d'écoles.

Mes collègues ont jugé bon…

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

J'étais au dîner du C.R.I.F., auquel j'étais invitée.

Je rappelle donc à votre adjointe en charge des affaires scolaires qu'en effet, nous avons livré une école en 2003.

Nous allons livrer une crèche de 66 berceaux. Cela fera aussi plaisir à mon collègue qui préside cette séance du Conseil.

Nous allons livrer un institut médico-éducatif, qui est un équipement privé d'accueil de personnes handicapées et Véronique DUBARRY suit ce dossier.

Nous allons livrer, et ceci dans le premier semestre de cette année, 4.638 mètres carrés de logements sociaux dont un centre d'accueil de jour et 22 logements thérapeutiques destinés aux personnes âgées dépendantes, ainsi que 810 mètres carrés de commerce. C'est la première phase sur laquelle nous avons pu avancer.

Alors c'est vrai qu'il y a eu des retards, mais à qui la faute ? Alors de sacrés retards, puisque lorsque nous avions convenu avec l'établissement public de Jussieu et l'État, de laisser à l'État la possibilité d'utiliser en partie les bâtiments de Boucicaut pour y loger les chercheurs, et nous sommes très en soutien, comme vous le savez, nous, des chercheurs de notre région et de notre ville, nous avions dit d'accord. Et il était convenu qu'en 2005, ils quitteraient les lieux.

En 2005, ils nous ont fait savoir qu'il n'était pas possible pour eux de quitter les lieux puisque le désamiantage de Jussieu avait pris un retard, d'ailleurs je pense qu'un jour, certains se pencheront sur les aspects de ces retards qui, quand même, ne montrent pas une gestion très serrée de la part de l'État sur un dossier aussi important.

M. Jean-François LAMOUR. - Merci M. JOSPIN !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Non, c'était déjà vous ! Pardonnez-moi, mais vous savez, on peut imputer beaucoup de choses au Gouvernement Jospin, je sais que vous continuez à critiquer les 35 heures et les emplois-jeunes, mais tout cela est bien loin maintenant. En l'occurrence, c'était vous.

Donc un retard très lourd sur Jussieu qui nous a amenés à signer une nouvelle convention qui prévoyait leur départ en 2008. En 2008, on nous a expliqué que ce n'était pas encore la bonne date pour quitter les lieux et qu'il faudrait peut-être envisager un départ encore ultérieur.

Nous avons négocié une convention avec des pénalités de retard assez incitatives, finalement, à ce que Jussieu respecte enfin les délais pour lesquels ils s'étaient engagés. Donc maintenant, nous avons la certitude d'un départ en 2010 de Jussieu et nous allons pouvoir enfin entamer la deuxième phase de ce programme.

Je précise quand même sur la première phase du programme, ce qui nous avait opposées, municipalité parisienne et municipalité du 15e, c'était pour l'essentiel la proportion de logements sociaux que nous voulions y faire et qui en soi, était et visiblement demeure un sujet de contestation et de contradiction régulier.

Donc nous avons avancé, nous avons fait de nombreuses réunions de concertation. Sur la première phase, c'est d'ailleurs Paul CHEMETOV, le grand architecte, qui nous a aidés dans tout le travail d'urbanisme sur l'ensemble de l'îlot. Il nous a aidés aussi dans une tâche d'ailleurs, cela a d'ailleurs été très apprécié par les associations de riverains, visant notamment à préserver une partie du patrimoine, puisqu'il y a sur ce site un patrimoine tout à fait représentatif de l'architecture hospitalière du XIXe siècle et nous avons fait un travail très précis pour savoir quels étaient les bâtiments qui allaient être conservés et ceux qui pouvaient être détruits.

C'est ainsi que le bâtiment d'accueil de l'hôpital est devenu l'école. Nous l'avons transformé et bien rénové. C'est ainsi que le pavillon Lenègre est devenu la crèche et l'institut médico-éducatif, avec une magnifique rénovation. C'est aussi dans un souci de préservation du patrimoine que la chapelle, notamment, sera maintenue dans les lieux.

Donc je crois que le travail de préservation du patrimoine a été particulièrement bien fait et lorsque M. GOUJON dit qu'il faudra être vigilant puisque l'architecture d'origine ne serait pas respectée, je vous invite à faire un tour rue de la Convention et à voir cette très belle réalisation d'une jeune équipe d'architectes, Brenac et Gonzalez, qui d'ailleurs ont été exposés à la biennale de Venise dans le pavillon français, qui sont également exposés à la cité de l'architecture et du patrimoine parmi les équipes dites de la "French touch", c'est-à-dire des équipes de jeunes architectes français qui sont aujourd'hui en train de devenir les grands noms de demain.

Il se trouve que cette équipe d'architectes a retenu comme matériau la brique, et il se trouve, pour ceux qui connaissent Boucicaut, que l'ancien Boucicaut était en brique. S'il y a un matériau plus adapté à la brique que la brique, que l'on vienne m'expliquer comment il s'appelle : je suis curieuse de tout et preneuse d'informations complémentaires.

Donc moi, je voudrais bien, puisque M. GOUJON se fait l'apôtre, le chantre de la préservation du patrimoine, qu'il soit aussi exigeant vis-à-vis de L'État, qui vient de donner son accord pour la destruction du bassin des carènes.

Je crois que cela ne vous pose pas autant de problèmes.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Or, c'est quand même un sujet qui va soulever un certain nombre d'interrogations chez les associations qui s'occupent de préservation du patrimoine.

Mais c'est une habitude, car tous les permis de construire que nous proposons dans le 15e arrondissement sont retoqués, notamment sur l'argument qu'ils ne seraient pas esthétiquement acceptables et ne correspondraient pas... J'ai ici, si vous voulez, je le rends public, l'avis que vous avez émis sur le dossier Necker, et je vais vous le remettre.

Un intervenant. - C'est du double langage.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Si vous me poussez un peu, je le lis.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Avis favorable ! Lisez-le.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Ah ! Vous me poussez, donc je n'hésite pas.

Voilà l'avis de M. GOUJON : "Du point de vue esthétique, la nature des travaux relatifs à l'ensemble du projet, déplacement du portail", etc., "Constitue une erreur d'appréciation ainsi qu'une perte notable aux plans patrimonial et paysager". Il relève à plusieurs égards "Une mauvaise intégration dans le paysage urbain. En conséquence, ce projet ne recueille en aucun cas mon agrément" mais vous verrez, c'est subtil : "Cependant, compte tenu de l'intérêt qu'il présente pour la communauté hospitalière, j'émets un avis favorable avec les plus vives réserves quant à l'ensemble de ce projet".

Voilà comment on s'en sort dans le 15e arrondissement et comment on soutient la création architecturale et les projets d'avenir.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

J'en viens au programme.

Le programme, j'entends plusieurs critiques.

Première critique : les logements sociaux. Oui, c'est un choix : nous allons faire du logement social à Boucicaut.

J'entends une critique sur un équipement concernant notamment un foyer de migrants. Je vous rappelle que cela a été voté par notre Conseil dans le cadre du vote du P.L.U., au cours duquel nous avons voté un amendement qui, en 2006, modifiait déjà cette donnée, et qui a donné lieu ici à un débat, et sur lequel j'avais émis un avis favorable, et l'Exécutif avait émis un avis favorable sur ce plan. Donc, il ne s'agit pas d'une modification.

Il y a une modification que nous assumons avec Christophe GIRARD sur les mètres carrés consacrés à l'équipement culturel. Nous avions inscrit 3.000 mètres carrés concernant un équipement culturel. Il se trouve que nous préférons aujourd'hui faire un choix différent. Nous nous fixons sur un équipement plus restreint, de 750 mètres carrés, qui reste quand même important.

Je vous rappelle que 750 mètres carrés, c'est à peu près un centre d'animation de bonne taille. Dans le 15e arrondissement, le centre Sohane Benziane que nous avons réalisé fait 650 mètres carrés, ce n'est pas rien. Deuxièmement, je crois qu'il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup de mètres carrés pour faire de la culture et avoir un projet qui rayonne.

Et le projet rayonnera. Nous préférons effectivement consacrer les 2.300 mètres carrés qui seront donc dégagés de ce programme pour du logement social, parce qu'effectivement nous considérons que pouvoir aider les Parisiens et les habitants du 15e arrondissement à se loger est tout de même une priorité. En tous les cas, nous l'assumons et nous sommes bien sûr prêts à le défendre partout où nous passerons.

En ce qui concerne le conservatoire, puisque la demande récurrente de la mairie du 15e serait de faire un deuxième conservatoire, comme cela il y aurait le conservatoire de l'ouest à Boucicaut et le conservatoire de l'est sur la rue Bargue.

Nous ne sommes pas d'accord avec cela, et je l'ai dit dans ces mêmes termes, sous la précédente mandature. De façon régulière, avec Christophe GIRARD, nous n'avons dit en réunion publique, nous l'avons dit chaque fois qu'il était nécessaire de le dire.

Pourquoi ne sommes-nous pas d'accord ? Nous considérons qu'un arrondissement comme le 15e, qui a effectivement besoin d'accroître ses places de conservatoire, peut très bien procéder d'une façon un peu plus innovante, un peu plus imaginative, un peu moins coûteuse en fonctionnement pour la collectivité. Et nous sommes plutôt partant pour rechercher des possibilités d'étendre le nombre de places de conservatoire, donc les possibilités plus grandes offertes aux petits Parisiens et aux petites Parisiennes pour accéder à l'enseignement musical ; cela ne passe pas forcément par la construction de nouveaux équipements.

Cela peut se faire dans des équipements comme les écoles, comme les centres d'animation. Je pense que les Parisiens apprécieront que nous soyons également dans cette logique de culture hors les murs, y compris pour les conservatoires municipaux.

Je crois avoir à peu près répondu à vos différentes propositions.

Sur le vœu n° 75, concernant le développement durable, je rappelle quand même qu'outre les dispositions du Plan climat et les dispositions particulières qui étaient introduites pour l'opération Boucicaut, il y aura aussi un recours à l'énergie solaire, réchauffement ou rafraîchissement de l'air par puits canadien ou provençal, qu'il y a donc une décision de faire de Boucicaut un éco-quartier que nous portons, que nous assumons et sur lequel nous avons commencé à travailler.

Vous évoquez comme proposition, par exemple, l'utilisation de la collecte pneumatique des déchets. Ce choix, nous l'avons fait pour Clichy-Batignolles ; c'est un choix qui est controversé, y compris vous pourrez en parler à Denis BAUPIN, il n'a pas un avis aussi arrêté sur le sujet et il même relativement critique sur le sujet.

Nous avons fait le choix pour Clichy-Batignolles, mais nous considérons que compte tenu du coût, et la taille de Clichy-Batignolles est toute de même nettement supérieure à celle de Boucicaut, il ne serait pas opportun de promouvoir ce type de collecte des déchets sur lequel, d'un point de vue global, il n'est pas encore totalement prouvé que ce soit plus performant que la collecte plus classique.

Sur ce sujet, nous ne pouvons pas vous suivre et en ce qui concerne le vœu n° 75, je vous demanderai plutôt de le retirer, sinon j'émettrais un avis défavorable parce que la Z.A.C. "Boucicaut", le projet Boucicaut est déjà un projet totalement inscrit dans le développement durable.

Comme tout à l'heure, sur la demande du 17e arrondissement, le mieux est l'ennemi du bien. Les demandes que vous faites imposeraient de telles contraintes et ne seraient pas de nature à apporter un plus considérable au projet, que nous préférons effectivement en rester, si tel est le terme, à l'application du Plan climat et à l'affirmation et au travail que nous faisons autour de Boucicaut pour que ce soit un éco-quartier.

Puis, il y avait, je crois, un autre vœu relatif aux soins plus attentifs à l'intégration des bâtiments. Je veux bien que ce soit plus attentif, je n'émettrais pas un avis favorable sur le fait qu'il faut une intégration architecturale plus attentive, parce que j'estime qu'elle l'est déjà et qu'un travail considérable a été fait. En revanche, en ce qui concerne le vœu n° 76, il y a un deuxième élément précisant que le maire du 15e doit siéger dans le jury d'architecture ; c'est déjà le cas donc je ne vais pas dire que je m'y oppose car j'y suis bien sûr entièrement favorable, comme c'est le cas dans tous les arrondissements.

Je veux bien émettre un avis favorable en précisant que nous attachons déjà un soin très attentif à l'intégration des bâtiments mais que, bien sûr, le Maire du 15e doit siéger dans les jurys d'architecture.

Je veux bien émettre un avis favorable au vœu n° 76, compte tenu de ce que je viens de dire sur l'architecture, et un avis défavorable sur le n° 75, sauf s'il est retiré et, dans ce cas, la question ne se poserait pas.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous allons donc passer au vote sur ce projet de délibération DU 66.

Monsieur GOUJON, pour les vœux ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Pour le vœu n° 75, je regrette que nous n'allions pas encore plus loin dans la création de cet "éco-quartier", comme Mme HIDALGO l'avait laissé entendre dans différentes interventions sur la collecte pneumatique des déchets et je suis disposé à avoir un débat sur ce sujet.

Mais à titre conservatoire, je préfère maintenir ce vœu, d'autant plus que nous préconisons aussi l'ouverture d'un espace "Info énergie".

Quand au deuxième vœu, je lui donne acte de son accord.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Très bien.

Monsieur Jean-François LEGARET, vous souhaitez prendre la parole ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je voulais mentionner qu'en tant qu'administrateur de la S.E.M. parisienne, je ne prendrai pas part aux délibérations.

Mais je voudrais rappeler à Mme HIDALGO que la règle, quand on est concerné, quand on est administrateur d'un organisme qui est concerné par une délibération de notre assemblée, c'est qu'il ne faut prendre part ni au vote ni au débat.

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle a pris part au débat et qu'elle a donné des avis sur des vœux, et donc elle a, par son autorité au sein de l'Exécutif parisien, je dirais, donné plus qu'une indication de vote.

Je crois qu'il serait souhaitable de rappeler que lorsqu'on est concerné, on ne participe ni au vote ni aux débats.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Juridiquement, et sachez que nous nous sommes bien renseignés sur l'application du droit, en tant qu'adjointe à l'urbanisme, je peux rapporter sur un projet concernant une Z.A.C., sur l'évolution du programme d'une Z.A.C., je suis tout à fait dans le respect du droit.

En revanche, j'ai bien pris soin de préciser que je ne dirai pas un mot, que je ne participerai pas bien sûr au vote concernant l'autre projet de délibération, qui, lui, renvoie à la question du mandatement.

Je rappelle ce point, puisque le droit m'est aussi important qu'à vous. J'ai donc bien pris soin de vérifier ce point de légalité préalablement.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Bien. Nous passons aux opérations de vote.

Tout d'abord, concernant l'amendement n° 74, un avis défavorable, je crois ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Oui, défavorable.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. -

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 74 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 74 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 75, déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 76, déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 73).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 66.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DU 66).

2009, DU 67 - ZAC "Boucicaut" (15e). - Désignation du concessionnaire. - Approbation du traité de concession. - Autorisation à la SEM "PariSeine" de déposer des demandes d'autorisation d'urbanisme.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DU 67 relatif à la Z.A.C. "Boucicaut" (15e). - Désignation du concessionnaire, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé l'amendement n° 77.

Je donne la parole à M. François VAUGLIN, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. François VAUGLIN. - C'est fort volontiers que je porterai la parole de mon groupe sur ce sujet, même si le débat sur le fond a essentiellement eu lieu.

En tant que Conseiller de Paris non élu du 15e arrondissement, l'échange qui vient d'avoir lieu m'évoque deux réflexions.

La première concerne les modifications qui ont été apportées au projet par les amendements qui avaient été présentés par le groupe U.M.P. sur les deux projets de délibération DU 66 et DU 67.

Concernant l'évolution du projet culturel, elle porte sur moins de 10 % de la surface totale, dont je rappelle qu'elle fait près de 3 hectares.

Ce qui est proposé de modifier dans le traité de concession sur ce projet de délibération DU 67, c'est de diminuer la réalisation de logements et, en particulier, de faire porter toute cette diminution sur la réalisation du logement social, puisqu'on diminuerait de 4.000 mètres carrés la réalisation de logements en passant de 29.750 à 25.700 et que ces 4.000 mètres carrés sont entièrement soustraits à la réalisation de logement social, ceux-ci passant de 14.750 à 10.700 mètres carrés.

En tant qu'élu de l'Est parisien, j'appelle mes collègues de l'Ouest à pas trop d'égoïsme et à faire que chacun porte un petit peu l'effort pour la réalisation de logements sociaux sur l'ensemble de Paris, car la mixité sociale, ce n'est pas seulement faire du logement social à l'Est et des équipements à l'Ouest.

Je pense que ce projet, qui est une opportunité foncière unique à Paris, permet de réaliser cet objectif que nous portons.

Dernier élément, pour souligner l'équilibre du projet qui nous est présenté, puisqu'on voit réaliser du logement privé, du logement social, de l'activité économique, des entreprises, des équipements publics, culturels, pour le handicap, une crèche, une école, un jardin. Bref, c'est tout un morceau de ville qui est reconstruit dans cette Z.A.C. "Boucicaut" et c'est donc aussi avec un grand enthousiasme que le groupe socialiste soutiendra ce projet de délibération.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à M. Bernard GAUDILLÈRE sur le projet de délibération DU 67.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom des 1ère et 8e Commissions. - Oui.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Si vous souhaitez répondre.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je n'ai pas très bien compris si le groupe U.M.P.P.A. maintenait ou non l'amendement n° 77, puisque l'amendement n° 77 n'était que la reprise de l'amendement n° 74 qui a été rejeté, donc je suppose que l'amendement n° 77 est retiré.

M. Jean-François LAMOUR. - On va vous dire cela tout à l'heure, Monsieur GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Très bien. Je ne le savais pas.

Dans ce cas-là, Monsieur le Maire, je répondrai peut-être quand les orateurs de l'U.M.P.P.A. auront développé leur argumentation.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - J'avais cru comprendre que les interventions avaient été groupées sur le précédent projet de délibération, mais vous voulez peut-être présenter l'amendement dans ces conditions.

M. Jean-François LAMOUR. - Une explication de vote sur le projet de délibération.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Une explication de vote sur le projet de délibération…

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Après la réponse de l'adjoint.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je n'ai strictement rien à répondre, car l'amendement n° 77 est repris mot pour mot - je les ai comparés - de l'amendement n° 74 ; la réponse sur l'amendement n° 74 résulte largement du projet de délibération précédent.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - L'avis de l'Exécutif sur cet amendement n° 77 est donc… ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Défavorable.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je donne la parole à M. LAMOUR pour une explication de vote du groupe U.M.P.P.A.

M. Jean-François LAMOUR. - Ce débat éclaire finalement à nouveau le mépris avec lequel l'Exécutif municipal traite des propositions d'amendements et de vœux de l'opposition, en particulier lorsqu'il s'agit d'un sujet de proximité comme celui de l'aménagement de la Z.A.C. "Boucicaut".

Je répondrai également à notre collègue François VAUGLIN quand il nous donne des leçons en matière de logement social.

Le 11e arrondissement affiche l'un des plus faibles taux en matière de logement social qui puisse exister dans la Municipalité parisienne. Nous n'avons pas de leçons à recevoir de vous, d'autant qu'il y avait 90.000 mètres carrés constructibles à Boucicaut et que la Ville n'en a finalement utilisé que 50.000.

Bernard GAUDILLÈRE, lorsque, encore une fois, on diminue la surface utile en matière de vie associative et qu'on nous dit finalement que 1.100 ou 700 mètres carrés sont sensiblement la même chose, demandez donc aux associations locales qui souffrent d'un manque de mètres carrés disponibles pour vivre leur activité, leur passion en direction de la population du 15e arrondissement, demandez-leur si finalement, voir disparaître 400 mètres carrés de local associatif, ce n'est rien.

C'est particulièrement important. C'est cela, le bon équilibre. La mixité sociale, la création de logement social, nous y sommes favorables, mais dans un équilibre qui permet effectivement d'avoir une vie associative particulièrement bien développée et équilibrée.

C'est une honte, je dis bien une honte, que d'entendre que l'on perd 400 mètres carrés de local associatif et que finalement, Mesdames et Messieurs les Conseillers de Paris, cela ne vous fait rien.

Lorsqu'on évoque l'accès à la culture, je reprends ce qu'a dit Anne HIDALGO quand elle a parlé du Conservatoire.

Si j'ai bien compris, vous voulez que nos jeunes et les moins jeunes pratiquent la culture dans la rue. C'est assez nouveau.

Je souhaite dire aux Parisiennes et aux Parisiens, parents d'enfants en bas âge et qui veulent avoir accès à la culture, en particulier, dans le champ d'un Conservatoire, accès à la musique, qu'ils joueront du violon et du piano dans la rue.

C'est une conception effectivement assez nouvelle de la pratique culturelle à Paris ainsi qu'un peu partout en France et dans le monde.

Je trouve également particulièrement scandaleux qu'on nous oppose à la création d'un nouveau Conservatoire que semble-t-il nous sommes bien dotés, alors que je le rappelle, le 15e arrondissement est le plus peuplé de Paris avec 235.000 habitants.

Il ne s'agit pas d'être à l'Ouest ou à l'Est de l'arrondissement, cependant, la population de cet arrondissement mérite un second Conservatoire où apprendre à jouer des instruments, où apprendre la pratique musicale.

Les arguments que vous avez opposés à des vœux et des amendements raisonnables et de bon sens ne démontrent qu'une chose : vous considérez le Conseil de Paris comme une simple chambre d'enregistrement, une simple chambre d'information et absolument pas comme un lieu de débat, un lieu où améliorer les projets de délibération et les projets que nous portons collectivement.

Encore une fois, vous démontrez votre sectarisme et votre volonté à chaque fois de mettre de côté les avis des équipes municipales d'arrondissement.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur Bernard GAUDILLÈRE ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Quelques mots.

M. Jean-François LAMOUR. - C'est une explication de vote.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Il va vous répondre au nom de l'Exécutif. Il y a eu de multiples prises de parole.

J'ai été relativement souple dans l'application des temps de parole. Bernard GAUDILLÈRE va prendre la parole relativement brièvement et clore ce dossier.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je vais prendre la parole avec la concision qui me caractérise.

Premièrement, sur les locaux associatifs, Monsieur LAMOUR, et à tous les élus du 15e arrondissement, je rappelle qu'en matière de locaux associatifs, nous avons une réalisation qui est en projet, qui va bientôt se faire à quelques dizaines ou centaines de mètres de l'hôpital Boucicaut, c'est le "Patronage Laïque".

Le "Patronage Laïque" qui est un local associatif de longue date, que bien des habitants du 15e arrondissement connaissent, avait été voué à la démolition par la précédente Municipalité et c'est cette Municipalité qui, en 2001, l'a sauvé. Très bientôt, sa réhabilitation donnera lieu à une augmentation, une multiplication des mètres carrés associatifs.

C'est le premier point.

Deuxièmement, sur les logements sociaux, Monsieur LAMOUR, je ne doute pas une seconde de ce que vous avez dit sur votre extrême faveur pour les logements sociaux.

Simplement, je constate, et tout le monde peut le constater, que lorsque nous présentons dans le 15e arrondissement des projets de logements sociaux, la plupart du temps, comme par hasard, ils ne sont pas au bon endroit, ils ne sont pas à la bonne architecture, ils ne correspondent pas à la mixité que vous souhaitez.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

C'est un fait et c'est un fait que je regrette.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - On n'a jamais voté contre.

M. Jean-François LAMOUR. - Je demanderai une explication de vote, Monsieur le Maire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Au-delà du problème spécifique du 15e arrondissement, je répète ce que j'avais dit lors de la dernière réunion budgétaire, celle de décembre. Je suis très étonné de voir la contradiction constante dans les discours de la Droite entre une affirmation de principe favorable au logement social et sa réaction concrète sur les projets que nous présentons.

Dernier point, puisque j'ai promis à M. le Maire d'être concis, je le serait, il s'agit du Conservatoire.

Au contraire de ce que pense M. LAMOUR semble-t-il, la proposition d'utiliser pour faire des classes de conservatoire d'autres locaux que des locaux spécifiquement dédiés à un conservatoire, par exemple des locaux d'école, est une excellente proposition, elle permet d'utiliser de manière bien meilleure des équipements publics financés par la collectivité.

Je termine en disant à Jean-François LAMOUR qu'il a raison lorsqu'il nous dit qu'il faut essayer de trouver des économies.

Mieux utiliser les équipements publics dans l'intérêt des Parisiens est une source d'économies.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur le Président LAMOUR, vous souhaitez conclure le débat.

Je vous donne la parole en vous demandant d'être bref également.

M. Jean-François LAMOUR. - Je vous remercie de me donner une nouvelle fois la parole.

Monsieur GAUDILLÈRE, je vous mets au défi de trouver un projet de délibération en matière de production de logement social pour lequel nous ne nous sommes pas positionnés favorablement depuis le début de la mandature. Dans le 15e arrondissement, pas une.

Vous pouvez rire autant que vous le voulez, Madame HIDALGO.

En revanche, nous nous sommes effectivement opposés aux tours de logement social de 50 mètres. L'empilement des problèmes sociaux, on n'en veut pas, on n'en veut nulle part dans Paris. C'est une certitude.

Sur le logement social bien construit, bien intégré, cherchez un projet de délibération auquel nous nous sommes opposés. Je parle de la production de logement. Quant à l'architecture c'est autre chose, on peut avoir notre avis.

On a l'impression que d'un côté il y a la vérité et de l'autre l'ignorance. C'est ce que vous nous dites en permanence. C'est tout le temps comme cela.

C'est un mensonge, Monsieur GAUDILLÈRE, trouvez des exemples dans ce domaine.

Pour autant, en tant qu'explication de vote, Monsieur le Président, nous maintenons ce vote et nous abstiendrons sur le projet de délibération.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons aux opérations de vote.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 77 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 77 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 67.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DU 67).

Vœu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MÉRIGOT-de-TREIGNY et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'entretien de l'église Saint-Philippe-du-Roule.
Vœu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MÉRIGOT-de-TREIGNY et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'entretien de l'église Saint-Augustin.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 78 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'entretien de l'église Saint-Philippe-du-Roule.

Je donne la parole à M. François LEBEL, du groupe U.M.P.P.A., maire du 8e arrondissement.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je vous remercie. Si vous le permettez, je grouperai les vœux n° 78 et n° 79, puisqu'il s'agit de deux monuments cultuels du 8e arrondissement : Saint-Philippe-du-Roule et Saint-Augustin.

A ce propos, je regrette que Mme BROSSEL, nouvellement chargée de ces questions, ne soit pas parmi nous, parce que cela aurait permis de...

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mme POURTAUD, adjointe, est là.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Cela lui aurait permis d'expliquer à son successeur la gravité des problèmes qui se posent.

La Ville, ne l'oublions pas, est propriétaire de ces deux bâtiments. Dans un cas, il s'agit d'un monument de la fin du XVIIIe siècle dont l'architecte était Chalgrin, dans le style de Ledoux, et qui contient des œuvres peintes de qualité, actuellement attaquées par la pluie.

Pourquoi ? Parce que la toiture est remplacée, depuis maintenant un certain nombre de mois, par des bâches qui évidemment, à chaque tempête ou à chaque coup de vent, s'envolent.

Si on veut sauver la seule œuvre monumentale de Chassériau, un peintre connu du milieu du XIXe siècle, il faudrait peut-être éviter qu'elle ne passe sous la pluie et, de ce fait, peut-être commencer simplement par assurer le clos et le couvert à ce monument et aux œuvres qu'il contient.

Quant à Saint-Augustin, c'est un peu la même chose, on peut aimer ou ne pas aimer l'architecture de cette église. Elle est quand même de Baltard et c'est un exemple unique en Europe d'une construction monumentale à base de fer. Elle est d'ailleurs au programme de tous les élèves des écoles d'architecture. Elle est visitée par de nombreux touristes et elle est dans un état déplorable.

C'est pourquoi je souhaiterais que la nouvelle adjointe chargée de ces problèmes puisse faire quelque chose pour éviter que notre patrimoine ne tombe en ruine. Vous me direz que cela fait des années que je parle de ces deux monuments, sans résultat.

J'espère, chère Madame l'adjointe, que vous allez enfin vous y consacrer, et en tout cas y consacrer un minimum afin qu'il ne pleuve plus dans ces propriétés municipales.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - M. LEBEL ayant présenté deux vœux, je vous demande, Madame POURTAUD, de bien vouloir répondre aux deux vœux.

Mme Danièle POURTAUD. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Monsieur LEBEL, Monsieur le Maire du 8e arrondissement, je voudrais vous dire que : rassurez-vous, la transmission des dossiers a été faite.

Et je voudrais également vous assurer que je partage votre passion pour le patrimoine parisien dont nous savons tous bien à quel point il est nécessaire et un des ressorts essentiels du dynamisme touristique de la Capitale.

Mais comme vous le savez aussi, notre préoccupation de la restauration, de la valorisation et de la préservation du patrimoine civil et cultuel parisien est une priorité de l'Exécutif municipal depuis 2001.

Je vous rappelle que ce sont 85 millions d'euros qui ont été investis lors de la précédente mandature et qui ont permis notamment de rénover la tour Saint-Jacques, de débuter la restauration de la tour nord de Saint-Sulpice et d'engager plus de 40 opérations majeures sur 34 édifices. En parallèle de ces opérations structurelles, un travail de mise aux normes des installations électriques et de chauffage, de restauration et de sécurisation des œuvres d'art a été engagé. Le remarquable travail engagé par ma prédécesseure s'inscrit dans la prolongation de ce chantier de rattrapage nécessaire, pour nous permettre de transmettre aux générations futures les richesses patrimoniales parisiennes.

Je parle bien de rattrapage, Monsieur LEBEL, car il me semble important de vous rappeler que, sous la mandature de 1995 à 2000, seul l'équivalent de 27,5 millions d'euros ont été investis sur le patrimoine cultuel parisien. Ce manque de crédits a fait souffrir nombre d'édifices qui, faute d'interventions régulières, ont vu leur situation sanitaire se dégrader. Il est probable que les toits de Saint-Philippe-du-Roule ne se sont pas percés en un jour ! Que n'avez-vous obtenu des maires qui nous ont précédés avant 2001 qu'ils ne réalisent la rénovation nécessaire ?!

Par ailleurs, je vous rappelle que près de 500.000 euros ont été investis sur cet édifice depuis 2001 et ont permis la restauration des chéneaux ouest de la nef et des faux transepts. Des travaux de toiture et de mise en conformité des installations de chauffage et d'électricité essentiels à la sécurité des paroissiens ont par ailleurs été réalisés. Les services de la Direction des Affaires culturelles interviennent par ailleurs régulièrement afin de réaliser les travaux de sécurisation et d'entretien et, bien entendu, de colmater les fuites que vous évoquiez.

Enfin, l'ampleur de la tâche en matière de préservation du patrimoine cultuel parisien appelle un phasage dans le temps des travaux mais aussi des choix dans le contexte budgétaire qui est le nôtre et que je n'ai pas besoin de rappeler.

Or, d'autres édifices nécessitent des interventions plus urgentes que Saint-Philippe-du-Roule. C'est notamment, par exemple, le cas de Saint-Paul-Saint-Louis et de Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle.

C'est pourquoi il ne m'est malheureusement pas possible de m'engager pour que les travaux structurels que vous nous demandez soient réalisés sur Saint-Philippe-du-Roule en 2010.

En ce qui concerne Saint-Augustin, je ne répéterai pas ce que je viens de dire sur les considérations budgétaires, mais je me permets quand même de vous rappeler que sur Saint-Augustin, des travaux d'un montant de 300.000 euros ont été réalisés pour les couvertures, l'électricité et le chauffage. Malheureusement, il n'est pas possible d'envisager le ravalement que vous nous demandez dès 2010.

Sur les deux vœux, Monsieur le Maire, je demande aux élus du 8e, au vu de mes explications et des travaux déjà engagés, de bien vouloir les retirer. Sinon, je serais obligée de donner un avis défavorable.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur LEBEL, maintenez-vous vos vœux ou les retirez-vous ?

M. François LEBEL,maire du 8e arrondissement. - J'ai écouté Mme le Maire. Vous nous avez largement expliqué que vous n'aviez pas d'argent et que vous aviez l'intention de ne rien faire. Dans ces conditions, voter ou ne pas voter un vœu n'a aucune importance ! Je note avec déplaisir que les 85 millions d'euros que vous avez, paraît-il, consacrés à ce type de travaux n'ont pas permis de retirer les bâches qui empêchent à peu près la pluie d'entrer dans Saint-Philippe-du-Roule. C'est tout !

A partir de là, que voulez-vous que je vous dise ? Je le note et les Parisiens le noteront également. Point à la ligne !

Je vais donc retirer ces deux vœux, puisque, de toute façon, la réponse est : "circulez, il n'y a rien à voir ni à entendre" !

Vœu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MÉRIGOT-de-TREIGNY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la remise en état des fontaines du rond-point des Champs-Elysées.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 80 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la remise en état des fontaines du rond-point des Champs-Elysées.

Je donne la parole à M. François LEBEL.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je vous remercie à nouveau.

Cette fois-ci, il s'agit des fontaines du rond-point des Champs-Elysées dont Bertrand DELANOË, lui-même, à deux reprises, et la dernière fois il y a quelques mois à l'occasion de l'inauguration des illuminations des Champs-Elysées, m'avait promis que cette remise en état des six fontaines, qui sont complètement arrêtées et hors d'état depuis maintenant quatre ou cinq ans, serait entreprise dès 2009. Le devis est certes élevé, je crois que c'était 800.000 euros, sur lesquels la moitié avait été prévue sur le budget 2008, si mes souvenirs sont exacts.

Malgré ces promesses réitérées de Bertrand DELANOË, je constate que, à ma connaissance, il n'apparaît pas de délégation de crédits pour remettre en état ces fontaines, le prétexte en étant que les monuments historiques s'interrogeaient longuement sur la nature du motif central, comment allait-on et sous quelle forme reconstituer les fontaines telles qu'elles existaient lorsqu'elles ont été implantées ou bien allait-on créer quelque chose de nouveau ? Bref, tout ceci fait que rien n'a été entrepris et que les six fontaines, qui font quand même partie du patrimoine parisien pour les millions de touristes étrangers qui viennent à Paris et donc sur les Champs-Elysées, ces fontaines qui sont une des illustrations de cet endroit unique à Paris, sont toujours à sec et risquent de le rester au cours de l'été.

Cette fois-ci, je n'ai pas l'intention, quelle que soit la réponse de Mme POURTAUD de retirer le voeu, car il s'agit, je le répète, de promesses qui m'ont été faites personnellement par le Maire de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à Mme Danièle POURTAUD.

Mme Danièle POURTAUD. - Je voudrais dire à M. LEBEL que nous partageons son amour et son admiration pour ces fontaines du Rond-point des Champs-Élysées.

Je ne résiste pas d'ailleurs au plaisir de rappeler au Conseil de Paris un peu d'histoire sur ces fontaines, qui sont effectivement de véritables oeuvres d'art, réalisées sous Louis-Philippe, l'eau a successivement jailli d'une touffe de roseaux réalisée en fonte de fer, puis d'animaux translucides de Lalique, et enfin, à partir de 1959, d'une décoration de Max Ingrand composée d'éléments en verre.

La plupart de ces éléments ont disparu. La Mairie de Paris a décidé en 1985 de restaurer le décor à l'identique de la conception initiale en remplaçant le verre par une matière de synthèse, le verre ayant démontré ses insuffisances.

Les services municipaux se sont appliqués à permettre aux Parisiens et aux touristes de jouir de ce patrimoine de grande qualité.

Toutefois, ces fontaines, comme vous l'avez dit, Monsieur le Maire, on dû être arrêtées depuis quelques années car leur maintenance était rendue impossible en l'état, les canalisations, cela ne surprendra personne, étant entartrées, les pompes hors service et les installations électriques hors normes.

Là encore, mes prédécesseures se sont occupées de cette situation. 400.000 euros de crédit ont été inscrits au budget de la direction des espaces verts et de l'environnement en vue de la rénovation de ces équipements.

Malheureusement, les études engagées en 2008 on fait apparaître que la complexité de la situation rendait nécessaire la mise en oeuvre d'investigations plus poussées, et notamment l'élaboration d'un diagnostic détaillé, patrimonial et technique.

Monsieur LEBEL, il n'entre donc absolument pas dans nos intentions de ne pas tenir les promesses que vous a faites le Maire de Paris, mais vous conviendrez avec moi qu'étant donné la complexité des études techniques à réaliser, et de manière à aboutir dans les meilleures conditions à une réalisation qui cette fois-ci, ait une certaine durée ou durabilité, ce qui n'était pas le cas dans les opérations antérieures, il nous semble difficile de tenir ce que vous nous demandez dans le voeu, c'est-à-dire de remettre en eau ces fontaines avant la saison touristique, en tout cas avant la saison touristique 2009.

Je pense qu'il ne serait pas raisonnable d'envisager que cela puisse intervenir avant fin 2011 ou début 2012. Je suis d'accord avec vous sur la nécessité de tout mettre en oeuvre pour réussir dans les meilleurs délais, mais la complexité du chantier m'amène à vous dire que ce n'est pas possible dans les délais que vous indiquez.

Je souhaiterais, je vous assure que j'en suis tout aussi navrée que vous, que vous retiriez votre voeu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur LEBEL ?

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - La complexité a bon dos et vous n'avez pas de sous, si j'ai bien compris. Je tiens quand même à le noter. Ne me dites pas que la technique des fontaines est quelque chose de si compliqué.

Il y a deux choses, il y a la technique pour les remettre en eau et le massif central, décoratif, sur lequel on peut se gratter la tête pendant des années.

Quoi qu'il en soit, j'ai bien compris le sens de votre intervention : vous n'avez pas les crédits, c'est ce que je voulais vous entendre dire. De là à retirer mon voeu, voilà qui nous évitera un vote de plus. Votre explication était tout à fait transparente. Je retire donc mon voeu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Entendu. Merci, Monsieur LEBEL.

2009, DAC 29 - Subvention à la Société à Responsabilité Limitée "La Maroquinerie" (20e) au titre de ses activités de production musicale en 2009. - Montant : 15.000 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous examinons le projet de délibération DAC 29 relatif à l'attribution d'une subvention de 15.000 euros à la Société à Responsabilité Limitée "La Maroquinerie" (20e) au titre de ses activités de production musicale en 2009, sur lequel le groupe "Les Verts" a déposé l'amendement n° 81, le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés l'amendement n° 82 et l'Exécutif l'amendement n° 82 bis.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX, pour le groupe "Les Verts".

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Mon intervention portera principalement sur le partenariat entre "La Maroquinerie" et le milieu associatif du 20e arrondissement qui est évoqué dans un paragraphe de l'exposé des motifs.

Je voulais rappeler, et ce n'est pas normal que ce soit du copier/coller chaque année sur le même projet de délibération, que depuis cinq ans, changement de la direction de "La Maroquinerie", il n'y a plus de lien avec l'association "Les arts Lebaudy", ni d'autres associations qui venaient auparavant faire des contes, des lectures de texte à "La Maroquinerie". Aujourd'hui, elle s'est centrée sur une production musicale qui est tout à fait intéressante et que nous aimons beaucoup dans le 20e arrondissement.

Nous souhaitons que la Direction des Affaires culturelles mette à jour les projets de délibération pour qu'ils correspondent à l'activité de "La Maroquinerie". Dans cet esprit, nous avons souhaité, au niveau de la mairie d'arrondissement, qu'il y ait un partenariat, même si cela reste au niveau de la production musicale de "La Maroquinerie" avec le 20e arrondissement, nous avions proposé que les jeunes talent du 20e viennent se produire une fois par an à "La Maroquinerie", ce qui ne nous semble pas une demande difficile à réaliser, et qu'il y ait aussi un lien plus fort avec la mairie du 20e concernant les nuisances qu'occasionne l'activité de "La Maroquinerie" à l'extérieur de l'équipement. Il y a de petits soucis et apparemment, le dialogue n'est pas toujours assez suffisant avec la mairie du 20e et les riverains.

C'est pour cela que nous avons fait ce voeu pour pouvoir d'abord actualiser l'activité de "La Maroquinerie" vis-à-vis du milieu associatif du 20e et rappeler quelques règles de bon fonctionnement de cet équipement avec son environnement.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. Julien BARGETON, pour le groupe socialiste, radical et apparentés.

M. Julien BARGETON. - Je rappelle qu'il s'agit d'un amendement voté à l'unanimité du Conseil du 20e arrondissement et effectivement, il s'agit simplement de dire que "La Maroquinerie" est une scène intermédiaire, de qualité, qui participe à la vie culturelle de l'arrondissement, mais au-delà de Paris et qui participe aussi à l'attractivité du territoire, et en tout cas du 20e arrondissement. Il y a des gens qui viennent dans ce quartier pour venir à "La Maroquinerie" ou à la "Bellevilloise" voisine, et cela favorise un rayonnement, une vie culturelle intéressants dans l'arrondissement.

Pour souligner qu'il faut que ces activités s'intègrent bien à la vie du quartier, à la fois parfaitement compatibles avec la tranquillité bien nécessaire et bien compréhensible des habitants, et puis travaillent en relation avec la mairie d'arrondissement, par exemple autour des festivals ou bien de l'accueil des jeunes publics.

L'objectif de cet amendement était de rappeler qu'il fallait que cette structure qui est vivante, qui est intéressante, travaille davantage en relation dans l'insertion du quartier.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre aux deux orateurs, la parole est à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - J'ai bien compris l'esprit qui vous meut dans le 20e, c'est de demander à un lieu privé, de grand talent, de bien vouloir mieux participer à la vie locale et d'être plus attentif. Je salue d'ailleurs le travail de l'adjointe du 20e, Nathalie MAQUOI, sur ce dossier.

La subvention qu'il vous est proposé d'attribuer à "La Maroquinerie" l'est au titre des activités de production musicale de cette salle de concert de 500 places. "La Maroquinerie" est aujourd'hui une salle particulièrement importante dans le réseau des lieux de diffusion des musiques amplifiées à Paris. Elle est la seule salle parisienne de cette dimension à proposer une programmation musiques actuelles avec une dominante pour les courants musicaux issus du rock'n roll.

En 2008, plus de 600 groupes, artistes émergents français ou internationaux ont ainsi été accueillis à "La Maroquinerie" dans des conditions professionnelles. J'entends votre souhait de voir "La Maroquinerie" s'ouvrir davantage aux initiatives des associations locales, mais je tiens néanmoins à vous préciser que le soutien de la Ville porte sur l'organisation et la production de concerts d'artistes professionnels et non sur l'accueil des projets associatifs.

"La Maroquinerie" est une société privée, dont la situation financière est fragile bien qu'équilibrée, son fonds de roulement est aujourd'hui de 600.000 euros. Nous pouvons difficilement exiger d'elle une réorientation de ses activités qui impacterait sur son économie.

Vous savez que le directeur, Olivier POUBELLE, est un des meilleurs directeurs de salles parisiennes puisque Peter BROOK, le directeur et metteur en scène mythique des Bouffes du Nord vient de lui confier la succession de ce lieu unique à Paris et en Europe.

Je propose de voter cette subvention car "La Maroquinerie" réalise un travail de grande qualité dans la diffusion des musiques actuelles à Paris, et qu'une rencontre soit prochainement organisée à mon cabinet avec les responsable de "La Maroquinerie" et les élus de la majorité municipale du 20e arrondissement, afin que puissent être envisagés les liens qui pourraient être développés avec les associations et initiatives locales.

Concernant l'amendement, qui est le même d'ailleurs, aussi bien pour le groupes "Les Verts" que pour le groupe P.S., je propose un amendement de l'Exécutif, dont la formulation est plus souple - vous comprendrez pourquoi : une subvention étant sans contrepartie, il est important que le texte du projet de délibération ne laisse pas penser que la Ville impose des contreparties à la structure en échange de son soutien, ce serait tout simplement illégal.

"La Maroquinerie" participe déjà à plusieurs événements culturels du 20e arrondissement, en accueillant notamment les portes ouvertes des ateliers de Ménilmontant, le festival "20e en culture", mise à disposition du café littéraire pour des concerts notamment, et en nouant des partenariats avec des structures culturelles locales, comme les studios S.M.O.M. ou le matériel de sonorisation, le studio Garage et la Bellevilloise.

Je vous propose la modification suivante - je pense qu'elle vous conviendra car elle est dans l'esprit de vos deux propositions : "Ses efforts d'inscription dans la vie du quartier et de son animation seront renforcés en 2009. "La Maroquinerie" accordera une attention particulière au respect de son environnement, notamment par le biais d'une participation aux démarches de médiation entreprises par la municipalité entre les établissements festifs de la rue Boyer et les riverains, démarche destinée à concilier ses activités avec la nécessaire quiétude des riverains".

Une belle formulation. Vous m'en ferez d'autres comme cela !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GIRARD, si je comprends bien, cet amendement de l'Exécutif se substitue aux deux amendements n° 81 et n° 82 ? Ai-je bien compris ?

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Cela se ressemble, sauf que les deux propositions sont illégales. Simplement, j'ai rendu légal ce que nous pouvons faire vis-à-vis de "La Maroquinerie", qui est un lieu indépendant.

Je demande donc à cette Assemblée, très nombreuse, de voter la modification, qui s'appelle l'amendement n° 82 bis de l'Exécutif. C'est une substitution des autres amendements portés par "Les Verts" et les socialistes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je demande à Mme Fabienne GIBOUDEAUX ce qu'elle fait.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Je suis d'accord pour retirer mon vœu et suis favorable à l'amendement proposé par l'Exécutif.

Mais j'insiste auprès de M. GIRARD pour actualiser les projets de délibération car nous avons tout de même des soucis avec des associations, comme "Les Arts Lebaudy", qui nous écrivent : "Depuis cinq ans, on n'a plus de partenariat avec "La Maroquinerie"".

Il faut faire attention et être plus précis dans l'exposé des motifs. On ne veut pas imposer des partenariats, on veut que les projets de délibération soient mis à jour par rapport aux activités de "La Maroquinerie".

J'insiste là-dessus car l'année prochaine, on ne laissera pas passer le même projet de délibération avec un même exposé des motifs qui n'est pas correct.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Bien, Monsieur BARGETON, je suppose que votre amendement tombe par conséquent.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 82 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 82 bis est adopté.

Il est adopté à l'unanimité.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 29 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2009, DAC 29).

2009, SG 9 - Subvention à l'association "Attac Paris Nord Ouest" (18e) pour l'organisation de la 7e édition du festival de cinéma "Images mouvementées" au cinéma Les 5 Caumartin (9e) du 1er au 7 avril 2009 sur le thème de l'utopie". - Montant : 6.000 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SG 9 relatif à l'attribution d'une subvention de 6.000 euros à l'association "Attac Paris Nord Ouest" dans le 18e arrondissement, pour l'organisation de la 7e édition du festival de cinéma "Images mouvementées" au cinéma Les 5 Caumartin dans le 9e, du 1er au 7 avril 2009, sur le thème de l'utopie.

Je donne la parole à M. Pierre-Yves BOURNAZEL, pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Vous nous proposez de subventionner l'association "Attac" pour l'organisation d'un festival.

Nous n'avons rien contre le cinéma et encore moins contre les festivals de cinéma, nous n'avons rien contre l'association "Attac". Mais est-il de la responsabilité de la Ville de Paris qui demande des efforts particuliers aux Parisiens dans les mois qui viennent avec l'augmentation des impôts de subventionner une telle association ?

L'association "Attac" fait du prosélytisme politique et compte parmi ses dirigeants de nombreux candidats aux élections pour le parti de M. BESANCENOT ou pour le parti des "Verts".

Est-il de la responsabilité de la Ville de Paris de subventionner une association qui va faire du prosélytisme lors de ce festival du cinéma ? En effet, lorsque "Attac"organise des festivals de cinéma, on retrouve souvent des tracts appelant aux boycott de telle ou telle politique du Gouvernement, appelant à manifester contre telle ou telle politique du Gouvernement.

Nous n'acceptons pas ce clientélisme ; ce n'est pas acceptable que le contribuable parisien finance une telle association, aussi légitime soit-elle sur le plan politique mais le contribuable parisien n'a pas à payer cette manifestation.

Où est passé, Monsieur GIRARD, le serment de M. DELANOË qui écrivait dans l'honneur perdu de Paris en 2001 qu'il fallait en finir avec le clientélisme, en finir avec les subventions aux amis ? Le temps des copains et des coquins serait-il revenu ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je voudrais vous rassurer d'abord, je ne crois pas que les dirigeants d'"Attac" soient vraiment des amis à nous, si vous ne l'avez pas remarqué. Et moi, je me réjouis qu'on ne soit pas totalement encore en Corée du Nord ! On peut encore, en démocratie, écouter des opinions diverses.

"Attac" est une association qui n'a pas été dissoute par Mme la Ministre de l'Intérieur, donc elle a le droit au respect et à l'existence comme toute association.

Evidemment, votre présentation est très adroite, sympathique, brillante, mais elle n'est pas tout à fait exacte.

Intervenant. - Et de droite !

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Non, j'ai dit "adroite" en un seul mot.

Chaque année, le festival "Images mouvementées" organisé par "Attac", à ne pas confondre avec les grandes surfaces, permet de réunir des films autour d'un enjeu de société.

Cette année, le thème retenu pour la 7e édition est celui de l'utopie. Le festival aura lieu du 1er au 7 avril 2009 au cinéma "Les 5 Caumartins" dans le 9e arrondissement. Plus de 40 films seront proposés au total, à la fois des longs métrages de fiction et des documentaires.

Quelques exemples. Film de fiction qui seront diffusés au cours du festival: "Les voyages de Gulliver, le géant au pays des lilliputiens", film de Dave Fleischer ; "La belle verte", film de Coline SERREAU - la fille de Jean-Marie SERREAU…

Ecoutez, plutôt que de faire le malin, écoutez un peu. Faites comme moi, j'ai appris beaucoup sur cette programmation que je ne connaissais pas. Coline SERREAU, comme vous le savez, est une grande révolutionnaire, elle est la fille de Jean-Marie SERREAU qui a donné son nom au Théâtre 14. Qui imagine Coline SERREAU dans "La belle verte", une planète où les habitants vivent en parfaite harmonie. Evidemment, il y a le mot "vert" qui est peut-être un mot infréquentable ! "La ferme des animaux", film britannique de John Halas et Joy Batchelor inspiré du roman de George Orwell. George Orwell, évidemment grand révolutionnaire également à vos yeux.

Parmi les documentaires, il y a "En Mai, fais ce qu'il te plait", vous vous souvenez de ce documentaire sur l'autogestion. Ensuite, "Célestin Freinet, une pédagogie de la vie", portrait de Célestin Freinet lui-même.

Ensuite, autre gros mot "Altermondialistes, la révolution des consciences", documentaire sur les militants altermondialistes.

Vous voyez comme Paris est une ville vraiment extrêmement dangereuse, et la subversion s'installe dans le 9e arrondissement chez notre ami Jacques BRAVO.

Intervenant. - Le ver est dans le fruit !

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Le ver est dans le fruit : ce sera peut-être le nom d'un festival qu'on pourra subventionner la prochaine fois.

(Rires dans l'hémicycle).

Ce festival est soutenu depuis plusieurs années par la Ville de Paris à hauteur de 4.000 euros - la somme est évidemment considérable - en 2005 et 2006 et une augmentation absolument faramineuse puisqu'elle passe à 6.000 euros depuis 2007.

Ce festival a l'intérêt de présenter des films qui participent au débat démocratique, cher Pierre-Yves BOURNAZEL, et social et qui n'ont pas toujours la possibilité d'être diffusés, comme vous vous en doutez, par les grands groupes de distribution des films américains.

Il se veut un outil de réflexion, de rencontres et de débats. L'organisation de ce festival émane à la fois d'une demande de l'association "Attac Paris Nord Ouest" et de la salle "Les 5 Caumartins". Ce festival participe à l'animation, à la dynamisation du réseau des petites salles du quartier, comme "Les 7 parnassiens" l'année dernière dans le 14e et le cinéma "Les 5 Caumartins" cette année.

Je vous propose vraiment que l'on accepte la place du rêve, de l'utopie au XXIe siècle, vive la diversité et veillons à l'expression de toutes les opinions et réflexions dans notre cité.

Ne laissons pas ce siècle aux seuls marchands.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. BOURNAZEL.

M. DUTREY a également demandé la parole pour une explication de vote.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Nous ne voterons pas cette subvention. Nous ne sommes pas contre l'association "Attac". Nous ne sommes pas contre l'organisation de ce festival. Nous ne sommes pas contre l'utopie ni contre la diversité, nous sommes même farouchement pour.

Nous sommes contre le financement public du prosélytisme politique. Je vous propose de subventionner alors les associations politiques proches de la Droite.

Si un jour un club de la Droite, "Club 89", "Femme avenir" vous propose d'organiser une manifestation culturelle et de la subventionner, j'espère Monsieur GIRARD que dans les prochains mois, vous accepterez cette subvention.

Chiche, à très bientôt au Conseil de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. René DUTREY, pour une explication de vote du groupe "Les Verts".

M. René DUTREY. - Nous voterons avec plaisir ce projet de délibération.

Monsieur BOURNAZEL, en matière de clientélisme, sérieusement… Avant d'être élu, j'étais collaborateur dans cette municipalité. Je me souviens des financements de l'association de défense de la race bovine corrézienne, il y en avait des dizaines comme celle-là.

La seule chose qui vous dérange dans "Attac" est que cette association critique le Gouvernement. Vous souhaiteriez que ce critère soit rajouté dans l'attribution des subventions : que les associations ne critiquent pas le Gouvernement. Vous l'avez exprimé très clairement dans votre intervention.

C'est un modèle de démocratie qui se rapproche effectivement plus de celui de la Corée du Nord que de celui d'une démocratie saine et viable.

En matière de clientélisme, vous êtes nos maîtres !

Ce que vous avez fait, personne ne réussira à le faire à votre place !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous avons compris qu'elle était la position de vote.

Nous passons au vote sur ce projet de délibération.

M. Jean-François LAMOUR. - Il y a une mise en cause !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Dix secondes, pas plus.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Monsieur DUTREY, vous nous parlez toujours du passé, mais en 1977, je n'étais pas né, lorsque M. CHIRAC a été élu Maire de Paris.

Au lieu de nous parler du passé, vous feriez mieux de nous parler de votre responsabilité. Vous êtes finalement tourné vers le passé. Vous peinez à assumer votre politique et le présent.

Nous l'avons vu aujourd'hui, vous qui sur l'essentiel, sur les questions d'urbanisme et de tours, êtes en désaccord avec la majorité dans laquelle vous restez pourtant.

Vous nous donnez une piètre leçon de démocratie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 9.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, SG 9).

2009, DPA 174 - Modalités de passation et attribution du marché de maîtrise d'oeuvre, demandes de permis de démolir et de construire pour la construction d'un institut des cultures d'Islam sur deux sites, 53-55 rue Polonceau et 56 rue Stephenson (18e).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DPA 174 relatif aux modalités de passation et d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, aux demandes de permis de démolir et de construire pour la construction d'un Institut des cultures d'Islam sur deux sites, 53-55, rue Polonceau et 56, rue Stephenson, dans le 18e arrondissement.

La parole est à M. Daniel VAILLANT, pour le groupe socialiste, et maire du 18e arrondissement.

M. Daniel VAILLANT, maire du 18e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Le maire du 18e arrondissement que je suis se réjouit de voter ce jour ce projet de délibération qui marque enfin le lancement concret d'un projet qui nous tient particulièrement à cœur, je veux parler de l'Institut des cultures d'Islam.

La Ville de Paris a en effet décidé la réalisation de cet Institut à la Goutte d'or, fruit d'une très longue réflexion et concertation, et je salue ici le travail opiniâtre, à la fois de mon adjoint Michel NEYRENEUF, d'Hamou BOUAKKAZ dans la précédente mandature, de Guillaume HOUZEL et de bien d'autres.

Cet Institut a pour ambition de doter le quartier d'un nouvel équipement de qualité permettant à ses habitants musulmans et non musulmans de disposer d'un lieu d'échange et de partage, un lieu proposant des activités universitaires, culturelles, mais aussi cultuelles.

Paris accueille toutes les langues, cultures et confessions. Le culte musulman s'y exerce régulièrement depuis plus d'un siècle.

Au lendemain de la première guerre mondiale fut décidée l'édification avec le concours de la municipalité de la Grande Mosquée de Paris en reconnaissance aux musulmans morts pour la France.

Aujourd'hui, comme beaucoup de villes en France, Paris et le 18e arrondissement souffrent d'un manque de lieux permettant la pratique digne du culte musulman.

Le spectacle de ces centaines de fidèles priant chaque vendredi dans la rue est à cet égard affligeant.

Défenseur depuis toujours de la laïcité, je ne peux me satisfaire de cet islam des caves, ceci est particulièrement vrai dans le quartier de la Goutte d'or.

Les habitants musulmans y sont nombreux, les salles de prières exiguës et, pour ma part je le dis, indignes de la pratique de ce culte.

Tous les vendredis se pressent les fidèles autour des deux mosquées jusqu'à envahir l'espace public et prier dans la rue dans des conditions indignes, tant pour les pratiquants que pour les riverains, habitants et commerces.

L'Institut des cultures d'Islam a été conçu pour répondre à ces enjeux. Etablissement original, il superpose une dimension culturelle et scientifique dont la Ville de Paris a pris l'initiative et une dimension cultuelle gérée par une association "ad hoc" à caractère purement privé.

Inspiré par les plus belle réussite de l'âge d'or islamique inscrit dans notre contexte laïque et moderne, l'Institut des cultures d'Islam fait résolument le choix d'une démarche populaire, vivante et ouverte.

Il ambitionne simultanément d'apporter des solutions aux tensions de voisinage, d'être un établissement faisant la fierté de son quartier et de contribuer au rayonnement international de Paris.

Accueilli sur deux terrains distincts, respectivement de 970 mètres carrés et de 535 mètres carrés, situés au 55, de la rue Polonceau et au 56 de la rue Stephenson, l'Institut des cultures d'Islam aura une surface globale d'environ 4.000 mètres carrés.

Le site de Polonceau, à proximité du boulevard Barbès, déclinera plutôt des activités intéressant le grand public, tandis que l'autre site inscrit dans un tissu urbain plus contraignant et dans un secteur plus résidentiel offrira davantage d'activité à l'échelle du quartier.

Les deux emplacements proposeront, l'un et l'autre, des activités culturelles et des activités cultuelles animées par deux structures distinctes.

La majeure partie des surfaces est ainsi bâtie sous la responsabilité de la Ville qui prévoit d'y investir environ 22 millions d'euros. Elle accueillera un programme pluridisciplinaire, culturel et de recherche, conçu en complémentarité avec les dispositifs existants à l'échelle du quartier et de l'agglomération.

Spectacles, expositions, créations contemporaines, cours de langue, ateliers, conférences débats dans un esprit d'université populaire, espaces ressources documentaires...

Une partie minoritaire sera vendue en V.E.F.A., vente en l'état futur d'achèvement, à une association cultuelle financée sur des fonds entièrement privés, respectant strictement le cadre légal fixé par la loi de 1905 qui interdit aux Collectivités territoriales de financer directement la construction de lieux de culte.

En décidant la réalisation d'un Institut des cultures d'Islam dans le secteur de la Goutte d'or au cœur d'un quartier emblématique d'une présence musulmane désormais inscrite dans l'histoire longue de Paris, la Ville de Paris apporte une solution concrète, digne et respectueuse du droit de pratiquer un culte et donc respectueuse du principe républicain de laïcité.

Cette laïcité, au cœur de mon engagement politique depuis toujours en vaut bien d'autres. Elle se veut garante de l'égalité dans l'accès au culte de son choix et garante du respect de celles et ceux qui, comme moi, ne pratiquent aucun culte.

L'athée que je suis a d'ailleurs été le Ministre des Cultes de notre République de 2000 à 2002. Comme je le disais toujours aux responsables cultuels, je suis au moins dans la neutralité puisque je suis équidistant avec chacune et chacun d'entre vous.

L'institut des cultures d'Islam devra donc permettre aux croyants de pratiquer leur culte dans un lieu digne et clos, la prière dans la rue ne pouvant plus désormais être tolérée.

Nous organiserons une réunion publique de présentation du projet architectural le 7 avril à la mairie du 18e arrondissement.

Pour toutes ces raisons, j'appelle à voter pour ce projet de délibération.

Je vous remercie de votre attention, de votre patience à cette heure. J'espère pouvoir partager avec vous la résolution et la volonté de voir cet Institut enfin voir le jour sous des formes légales.

J'espère donner aussi une espérance à celles et ceux qui, musulmans, habitent notre Capitale.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à Mme Laurence GOLDGRAB, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Monsieur le Maire, merci.

Les radicaux de gauche soutiennent l'Institut des cultures d'Islam en tant qu'institut culturel.

Nous rendons hommage à la volonté de la Ville de respecter la loi de 1905, dès lors que la partie cultuelle de l'I.C.I. ne sera pas financée par les contribuables parisiens.

Mais nous tenons à souligner que l'I.C.I. n'a pas vocation à s'attacher au rayonnement de la diversité des pratiques religieuses tel que cela est mentionné dans l'exposé des motifs de ce projet de délibération.

Il est impératif, même sur la forme, de veiller à ce qu'il n'existe aucune confusion entre le culturel et le cultuel.

Sur le fond, nous allons observer avec intérêt l'évolution de ce dossier, mais dans cette attente, nous préférons, nous, les radicaux de gauche, nous abstenir.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. Pierre-Yves BOURNAZEL, pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

Sur un tel sujet, évidemment, chacun peut avoir sa légitime position. En tout cas, nous soutenons le projet et partageons les propos tenus par M. VAILLANT dans cet hémicycle.

Vous me permettrez, néanmoins, de faire quelques commentaires.

Si nous nous réjouissons du projet de création d'un institut des cultures d'Islam, il s'agit, pour nous, d'abord de faire un geste fort adressé à l'ensemble de la communauté musulmane de Paris et de France, mais, plus généralement, à tous les Parisiens et à tous les Français, car l'institut revêt deux dimensions ; sa vocation sera à la fois culturelle et cultuelle.

Culturelle d'abord, et on ne peut que s'en féliciter ; l'Islam est une religion multiséculaire, qui est à l'origine de la naissance de cultures et de civilisations aussi diverses que productives, tant dans le domaine des sciences que de la littérature, des arts ou encore de la cosmologie. C'est une chance pour Paris et pour la France d'en savoir plus sur ces cultures à travers le prisme de leur histoire et de leurs rapports, afin de mieux les appréhender.

C'est également une chance pour l'ensemble des musulmans de France qui verront ainsi leur culture prendre davantage encore pleinement sa place dans notre monde contemporain.

D'un point de vue sociétal d'ailleurs, cela permettra de faire tomber nombre de préjugés. L'ignorance appelle la méfiance, la méfiance amène au rejet, puis à la haine de l'autre. Vouloir connaître une culture, c'est déjà la considérer, c'est déjà l'accepter en tant que telle, si bien qu'il est de notre devoir, de notre responsabilité d'offrir cette possibilité à tous nos concitoyens.

La seconde vocation de l'institut des cultures de l'Islam sera cultuelle et là, inutile de dire que cette mission ne sera pas superflue dans un arrondissement déjà en pénurie de lieux de culte pour l'Islam. Est-il acceptable, en effet, qu'aujourd'hui, à certaines heures du jour, le vendredi, des Parisiens du 18e arrondissement prient jusque sur le trottoir, tant les espaces dévolus au culte sont insuffisants ? Cela n'est pas acceptable.

Cette situation est intolérable pour les musulmans, d'abord concernés, qui ont une piètre image de notre République, pour les riverains, les habitants du quartier, laïcs, qui n'acceptent pas que le domaine public soit occupé par des croyants.

Il en va de la dignité des personnes qui doivent pouvoir exercer leur culte sereinement et dans des conditions normales, sans être obligées d'empiéter sur le domaine public.

Avec l'institut des cultures d'Islam, il y aura donc un espace dédié au culte géré par une association privée et dans le total respect de la laïcité.

Le futur institut des cultures d'Islam s'inscrit tout naturellement dans une logique de promotion des cultures d'Islam, en offrant un accès au savoir et par sa vocation cultuelle, on peut se féliciter de sa dynamique de laïcité positive, c'est-à-dire d'une laïcité qui, tout en veillant à la liberté de penser, à celle de croire ou à celle de ne pas croire, ne considère pas que les religions sont un danger, mais plutôt un atout.

Mes chers collègues, plus que jamais, connaissance doit rimer avec tolérance. Nous voterons donc ce projet de délibération.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre à l'ensemble des intervenants, je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Merci beaucoup.

Il est vrai que nos rangs sont clairsemés, mais je crois que les interventions qui viennent d'être tenues sont de belle qualité et font honneur à la volonté affichée par Bertrand DELANOË et Daniel VAILLANT de voir, en effet, ce lieu sortir de terre pour de bonnes raisons, rassemblant, comme on vient de l'entendre par la voix de Pierre-Yves BOURNAZEL. Ce consensus est à saluer au sein de notre Assemblée.

Au-delà du lieu de culture et cultuel, il y a la dimension de l'architecture qui est à prendre en compte, puisque je sais que dans ce jury présidé par Anne HIDALGO où même siégeait M. BOURNAZEL aux côtés de Jean-Pierre CAFFET, Michel NEYRENEUF notamment, c'est Yves LION qui a remporté ce concours ; Yves LION est également l'architecte à Paris qui a réalisé l'Institut de Physique du Globe, dans le 5e arrondissement, tout près de Jussieu, lieu qui est en construction. La maquette est exposée actuellement au pavillon de l'Arsenal si vous souhaitez voir ce que sera ce lieu de culture et cultuel.

Bien sûr, l'Exécutif a bien entendu et pris en compte la remarque faite par les radicaux, par la voix de Mme Laurence GOLDGRAB.

Mais je crois que Daniel VAILLANT nous a fait une belle définition de la laïcité en disant que c'est, en effet, l'équidistance de sa liberté avec la liberté des autres. Je crois qu'on peut se réjouir, en effet, que Paris sorte de cette façon la tête haute pour associer nos concitoyens et tout un chacun se sentira respecté, dans le 18e comme partout dans Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 174.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2009, DPA 174).

Vœu déposé par Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Jean-Bernard BROS, Gilles ALAYRAC et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la mise en place d'une maison des artistes interprètes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 83 dans le fascicule, déposé par groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la mise en place d'une maison des artistes interprètes.

Je donne la parole à Mme Laurence GOLDGRAB.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Merci, Monsieur le Maire.

A Paris, le nombre d'artistes ne cesse d'augmenter, comme vous le savez, et tous se trouvent ou presque tous, malheureusement, dans une situation de précarité croissante.

La Ville a déjà mis en œuvre un certain nombre de mesures concrètes pour aider les artistes, mais l'ADAMI a imaginé, pour faire face aux difficultés des artistes, une solution qui consisterait à créer une maison des artistes interprètes, où ces derniers pourraient créer une véritable communauté d'artistes, mutualiser les services, bref, créer une sorte de pépinière d'artistes.

Ce projet a l'agrément du maire du 9e, M. Jacques BRAVO, puisque le lieu qui est pressenti se trouve rue Blanche, il s'agit d'un hôtel particulier qui était déjà dédié à la culture, puisque c'est l'ancien hôtel Choudens, qui abritait le conservatoire de la Ville, qui a déjà une très forte identité culturelle.

Par conséquent, je vous propose de soutenir activement le projet de maison d'artistes interprètes de l'ADAMI, avec l'accord du Maire du 9e, Jacques BRAVO.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - L'ADAMI, société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes, a fait part à la Ville de Paris de son souhait de créer, en effet, une maison des artistes au sein de l'hôtel Choudens dans le 9e.

Cette maison des artistes proposerait donc de mettre à disposition des artistes interprètes un lieu d'échange et de travail, de services, d'informations, de ressources.

Nous avons accueilli très favorablement ce projet qui a fait l'objet, à ma demande, d'une étude de faisabilités au cours de l'année 2008 et dont les conclusions ont récemment été rendues.

Cette étude a conclu à la faisabilité du projet. L'ADAMI a fait savoir à la Ville de Paris qu'elle était intéressée soit par l'acquisition du bâtiment, soit par la signature avec la Ville d'un bail emphytéotique.

Les deux hypothèses sont actuellement à l'étude, une décision devant être prise prochainement.

Je suis donc tout à fait favorable au vœu présenté par Laurence GOLDGRAB, Jean-Bernard BROS, Gilles ALAYRAC et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Une explication de vote pour le groupe U.M.P.P.A., Madame Delphine BURKLI ?

Mme Delphine BURKLI. - Oui, Monsieur le Maire.

En effet, nous sommes favorables à la mise en place d'une maison d'interprètes, d'autant plus favorables que moi-même, j'ai défendu ce projet en faveur des artistes pendant la campagne électorale.

Je me félicite pour le 21, rue Blanche, puisque j'avais localisé l'endroit. Je me félicite que Jacques BRAVO, une fois élu, reprenne ce projet à son compte. Il ne nous en a pas encore parlé au Conseil d'arrondissement, mais il devrait le faire prochainement.

Mais si nous sommes favorables sur le fond à la création de cette maison, dans le 9e d'autant plus, nous ne pourrons pas voter en l'état ce vœu, compte tenu de la rédaction de son deuxième alinéa. Je crois comprendre que certains de vos collègues, dans le groupe majoritaire, ici, ne vous suivront d'ailleurs pas sur ce point.

Une fois de plus, vous avez choisi de verser dans la politique politicienne, mais cette fois, excusez-moi de vous le dire, cela tombe à l'eau et les artistes ne vous suivront pas non plus.

J'ai à votre disposition le "Monde" de ce soir, daté du 11 mars, avec la publication de l'appel des 10.000 artistes, créateurs et professionnels de la filière musicale mobilisés en faveur de l'adoption de la loi "Création et Internet", parmi lesquels une personnalité éminente de cet hémicycle, Philippe TORRETON, qui est l'un des principaux soutiens à l'adoption de cette loi.

Donc, le débat existe, il a justement lieu actuellement à l'Assemblée nationale. Il a lieu également dans l'opinion publique, il a lieu dans la presse. Alors, de grâce, cessez la polémique inutile, consultez-vous d'abord entre vous et notamment demandez conseil à notre collègue Philippe TORRETON qui, lui, est l'un des soutiens à l'adoption de cette loi !

Alors, oui, nous sommes favorables à ce vœu, si vous supprimez le paragraphe n° 2, dont Mme GOLDGRAB n'a pas fait lecture d'ailleurs, que dit-il ? : "Considérant que la loi "Création et Internet", qui n'est que répressive sans proposer une économie alternative, va aggraver l'état de précarité des artistes", eh bien, sur ce point, il y en a 10.000 qui ne sont pas d'accord avec vous !

Maintenez-le et nous nous abstiendrons. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GIRARD ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Attendez, n'applaudissez pas trop vite ! Et puis, arrêtez cette façon de dire : c'était moi qui avais l'idée et machin !

Je vous rappelle juste qu'il se trouve que le président de l'ADAMI était venu me voir en 2002 sur ce projet. Donc, moi, je suis ravi que le 9e arrondissement s'en soit emparé, au contraire, on est là pour partager. Aucun élu n'est propriétaire de rien !

Je vous rappelle juste qu'Anne HIDALGO et moi-même, et c'est connu, avons commis un texte, publié dans "Le Monde" qui, en effet, ne soutient pas l'expression qui est dans ce vœu. Je propose, en direct, de retirer ce paragraphe, pour qu'on puisse voter, si nous le pouvons, à l'unanimité.

Ne dites pas "politique polémique", ne parlez pas comme cela ! On est tout à fait capables de discuter calmement, respectueusement les uns des autres. Il n'y a pas de polémique politicienne ; simplement, il y a des points de vue différents, personne ne détient la vérité sur ce sujet. C'est un sujet très compliqué, très grave, on a sans doute tous un temps de retard.

Je propose le retrait parce que c'est en effet la position qu'Anne HIDALGO et moi-même avons, mais qui n'est pas celle d'autres socialistes et radicaux. Voilà ! On fait du chemin, et Philippe TORRETON est également avec nous et nous avec lui.

On est tout à fait à l'aise pour vous proposer un vœu, afin que ce vœu ne bloque pas le projet que le président de l'ADAMI m'avait proposé au 21, rue Blanche - pas 28 -, au 21, rue Blanche dès 2001, qui a mis un peu de temps, pour que nous puissions le voter tous ensemble.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Avec cette proposition de retrait du second paragraphe...

Oui, Madame GOLDGRAB ?

Mme Laurence GOLDGRAB. - Je ne voudrais pas que l'on fasse dire à ce paragraphe ce qu'il ne dit pas. Ce paragraphe, certes, traite de l'actualité qui est la loi "Création et Internet", mais simplement pour regretter qu'il n'y ait pas une économie alternative qui soit proposée par le Gouvernement en sus de cette loi "Création et Internet".

Chacun sait… Je suis contente de voir que la loi "Création et Internet" s'invite ici dans cette Assemblée. Effectivement, c'est d'actualité.

Mais il est tout à fait regrettable que vous vous abritiez derrière ce considérant, mais je vais l'enlever parce qu'il ne change pas le vœu. Je le retire bien volontiers, s'il vous gêne.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Très bien. Nous allons donc voter sur ce vœu n° 83...

Oui, Monsieur le Maire, je vous en prie ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Monsieur le Maire, simplement je dois préciser - c'est beaucoup plus honnête -, nous avons demandé le retrait pour qu'il puisse être voté et que le projet de l'ADAMI ait lieu. Mais sachez que l'ADAMI est contre le projet de loi ; il faut que vous le sachiez quand même. Depuis l'origine, elle est contre ce projet de loi. On ne peut pas dire. Notre position n'est pas celle de l'ADAMI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Le deuxième considérant du vœu est retiré. Nous nous prononçons sur ce vœu ainsi modifié.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2009, V. 74).

Vœu déposé par M. Thierry COUDERT, Mme Delphine BURKLI et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'installation d'une statue à la mémoire de Serge Diaghilev, place Diaghilev (9e).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 84 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'installation d'une statue à la mémoire de Serge Diaghilev, place Diaghilev (9e).

Je donne la parole à Mme Delphine BURKLI.

Mme Delphine BURKLI. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous vous proposons, avec mon collègue Thierry COUDERT, de soutenir le projet d'installation d'une statue, dans le 9e arrondissement, afin d'honorer la mémoire de Serge Diaghilev qui, je le rappelle, a été l'un des plus grands chorégraphes du début du siècle dernier et a contribué fortement à la célébration de la culture russe en France.

Tout naturellement, nous avons souhaité placer ce vœu sous le signe de l'amitié entre la France et la Russie. En effet, à l'approche des célébrations qui auront lieu en 2010 entre nos deux pays, nous souhaitons que la Ville de Paris puisse envoyer un signe fort de renforcement des relations avec la Russie et son peuple qui ont toujours été chers au cœur des Français et, de surcroît, aux Parisiens.

Je n'insisterai pas ici sur tout ce que les artistes, musiciens, professeurs ou écrivains d'origine russe, ont apporté à l'Histoire de Paris, mais à travers l'hommage rendu aujourd'hui à Serge Diaghilev, il s'agit pour nous tout à la fois d'honorer la mémoire des grandes figures artistiques russes qui ont participé au foisonnement culturel de notre ville (Rachmaninov, Chagall ou encore Nicolas de Staël) mais aussi d'envoyer un message de soutien et d'amitié aux jeunes artistes et intellectuels russes d'aujourd'hui, tous ceux qui se battent pour les valeurs de paix et de démocratie.

Je précise que le nom de Serge Diaghilev a été donné par la Ville à une place du 9e arrondissement qui se trouve derrière l'Opéra Garnier, au croisement du boulevard Haussmann, des rues de Mogador, des Mathurins et Gluck et que la Russie se propose d'apporter le financement au projet de statue que nous soutenons.

Ainsi, nous émettons formellement le vœu qu'une statue offerte par la Russie, célébrant la mémoire de Serge Diaghilev, puisse être installée sur la place qui porte son nom et permette ainsi en 2010 de rendre hommage à ce grand Russe si parisien.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Evidemment que nous sommes favorables à l'idée de rendre un hommage appuyé à Serge Diaghilev en 2010 à l'occasion de l'année croisée entre la France et la Russie.

Mais je voudrais attirer votre attention sur le fait que Diaghilev, sublime danseur, mérite une œuvre sublime, à la hauteur de son génie. Si la Russie manifeste son intention d'offrir à la Ville de Paris une statue célébrant la mémoire de Diaghilev - j'ai déjà été contacté -, cette proposition devra être soumise à l'avis du Comité d'Art dans la ville, comité composé d'experts et d'élus de notre Assemblée qui se prononce sur tous les projets d'implantation d'œuvre d'art dans les espaces publics à Paris, avec une totale indépendance.

C'est comme cela d'ailleurs que la sculpture, même si cela a mis du temps, a été choisie pour l'hommage au Général Dumas.

Par ailleurs, je vous rappelle qu'à l'occasion du tricentenaire de la fondation de Saint-Pétersbourg, le Centre d'arts Diaghilev et la Fondation de Saint-Pétersbourg ont offert à la Ville de Paris un buste de Diaghilev, installé depuis dans l'entrée du théâtre du Châtelet.

Je ne peux donc, pour ces raisons, tant que le Comité d'Art dans la Ville n'a pas été saisi de la proposition et, comme j'ai la plus grande méfiance pour les œuvres qui arrivent comme cela, de façon autoritaire, sans avoir été étudiées par des personnalités indépendantes, je ne peux donc pas donner une suite favorable à ce vœu, car il revient au Comité d'Art dans la ville de se prononcer sur l'implantation d'œuvres dans l'espace public. Et je souhaite que nous n'imposions pas aux Parisiens et que nous gardions distance avec nos goûts personnels, aussi cultivés soient-ils et pointus soient-ils.

Donc, laissons faire le Comité d'Art dans la Ville mais oui, en effet, pour un hommage à Diaghilev en 2010.

C'est donc en partie oui à ce que vous demandez, puisque c'était, avec la Directrice des Affaires culturelles, déjà dans les clous, mais en tout cas pas sous cette forme-là.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je passe au vote.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Tel que c'est, c'est non.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Oui, donc, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Mme Delphine BURKLI. - Pouvez-vous nous donner alors des informations sur les manifestations qui pourront être organisées afin de célébrer la mémoire de Serge Diaghilev ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Cela va se passer entre la Direction des Affaires culturelles, le Comité d'Art dans la Ville et les experts qui auront...

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Avis défavorable.

Retirez-vous ou maintenez-vous votre vœu ?

Mme Delphine BURKLI. - Je le maintiens.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Très bien. Le vœu est maintenu, donc nous passons au vote sur ce vœu, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par MM. Philippe GOUJON, Jean-François LAMOUR, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, M. Alain DESTREM et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'évolution du théâtre Silvia Monfort.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 85 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'évolution du théâtre Silvia Monfort.

La parole est à Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous, élus de la majorité du 15e arrondissement, déposons à nouveau un vœu concernant le théâtre Silvia Monfort. L'affaire du Monfort pourrait en effet être l'archétype d'une gestion technocratique, de l'ingérence dans la gouvernance d'une association, du manque de concertation et du mépris des élus.

Je vous rappelle très rapidement les faits.

Le 28 octobre dernier, Régis SANTON est convoqué à la Direction des Affaires culturelles où on lui annonce son licenciement. Le Conseil d'administration de l'association, employeur de Régis SANTON, n'a pas été réuni. Le Maire du 15e n'a bien sûr pas été informé, ni lui, ni son adjointe à la culture ne siègent au Conseil d'administration, où seuls deux élus, Mme HIDALGO et M. DARGENT sont présents.

Ce Conseil d'administration entérine bien entendu la décision de la Ville. Les élus de la majorité du 15e émettent des vœux au Conseil d'arrondissement, au Conseil de Paris, le Maire du 15e écrit au Maire de Paris, ils n'obtiennent pas de réponses, ou des réponses désobligeantes ou méprisantes.

C'est pourquoi, encore une fois, nous déposons un vœu. Celui-ci a été rédigé et déposé il y a plusieurs jours. Depuis, le Conseil d'administration du théâtre s'est réuni et, en toute indépendance, évidemment a procédé à la nomination de deux directeurs, Laurence de MAGALHAES et Stéphane RICORDEL à la tête du théâtre, ces deux fondateurs de la Compagnie des Arts Sauts dont la rumeur avait déjà fait circuler les noms, sans que quiconque n'ait informé le Maire du 15e, qui a appris la nouvelle par un communiqué de presse.

La semaine dernière, s'est tenue une conférence de presse présidée par Mme HIDALGO, où aucun élu de la majorité du 15e n'avait été convié, mais à laquelle étaient conviés des habitants de notre arrondissement. A l'heure où le Maire de Paris annonce une meilleure décentralisation et une plus grande concertation avec les Maires d'arrondissement, avouez, mes chers collègues, que la méthode est pour le moins choquante.

Nous connaissons le talent de Laurence de MAGALHAES et de Stéphane RICORDEL mais nous nous interrogeons sur le type de programmation qu'ils vont mettre en oeuvre.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je vous demande d'aller à votre conclusion.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Je vous demande quelques minutes, une minute, Monsieur le bourreau !

Nous avons souvent exprimé notre souhait que demeure une véritable programmation théâtrale. Nous vous demandons comment sera programmée la prochaine saison et comment le théâtre pourra financièrement passer le cap de cette année 2009. Nous nous interrogeons surtout sur le sort du personnel compétent et accueillant qui est légitimement inquiet de son avenir.

Le point n° 2 de notre voeu n'est plus d'actualité.

Nous vous demandons, Monsieur le Maire, de répondre à nos questions et protestons une fois encore contre votre méthode. Les élus du 15e et son Maire n'ont été dans cette affaire associés à aucune réflexion ; ils ont été tenus à l'écart et n'ont même pas été informés des décisions prises à l'Hôtel de Ville. C'est l'illustration parfaite de la décentralisation que vous nous annoncez qui n'est pour nous évidemment que paroles, et qui probablement, ne s'applique pas aux arrondissements qui n'ont pas bien voté.

Je sais que c'est l'ironie, Monsieur GIRARD, qui va accueillir ce voeu et si je me réjouis de vous donner l'occasion de rire à mes dépens, mes chers collègues, je vous remercie quand même de voter notre vœu, excepté le point n° 2.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur le bourreau GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je signale que des deux Christophe, c'est moi le plus bourreau des deux, et peut-être le plus bourru aussi.

Hélène MACÉ de LÉPINAY, je voudrais vous rappeler que je suis en effet un technocrate, apparatchik, autoritaire, acariâtre, dictatorial, fossoyeur de la culture, comme l'a dit l'excellent Philippe GOUJON, qui est parti, malheureusement.

Quand un élu de la République dit à un autre qu'il est un fossoyeur, cela ne me paraît pas d'un très grand niveau et d'une très grande culture, mais cela n'engage que lui.

Je vous ai écouté attentivement : c'est à moi de vous répondre, si vous le voulez bien.

M. Jean-François LAMOUR. - Ne soyez pas méprisant !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Pas du tout ! Monsieur LAMOUR, laissez-moi faire mes plaisanteries. Vous n'êtes pas le papa de Mme MACÉ de LÉPINAY, donc laissez-la répondre !

M. Jean-François LAMOUR. - Respectez-la !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je la respecte sans doute plus que vous, dans le 15e arrondissement, car elle est associée...

M. Jean-François LAMOUR. - Rappel au règlement !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Est-ce qu'on peut laisser Christophe GIRARD terminer ces propos et je vous donnerai la parole après ?

M. Jean-François LAMOUR. - Je demande une suspension de séance.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Vous êtes vraiment susceptibles, dans le 15e…

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - M. Christophe GIRARD termine ces propos...

M. Jean-François LAMOUR. - De deux choses l'une, ou M. Christophe GIRARD arrête ses propos...

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Eh bien ! On retire "fossoyeur de la culture" de votre collègue GOUJON d'abord !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - J'ai entendu des propos qui dépassaient les limites... Nous sommes en fin de séance, les esprits s'échauffent un peu, on va se calmer.

M. GIRARD va terminer ces propos et je vous donne la parole après.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Elle a bien dit, "Monsieur le bourreau", et alors ?

M. Jean-François LAMOUR. - C'était plutôt intéressant que se moquer des gens...

M. Christophe GIRARD, adjoint. - C'est mieux que Germaine. Quel niveau ! Dans mon cas, c'est amical.

Je ne vais pas exposer de nouveau les réponses que j'avais apportées au précédent voeu du groupe...

Vous avez un problème dans le 15e ! Vous êtes des cas !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Est-ce qu'on peut laisser M. GIRARD terminer son intervention ? On perd du temps inutilement. A partir du moment où il y a eu une intervention de votre groupe avec un voeu qui a été déposé, c'est pour entendre, je suppose, la réponse de l'Exécutif.

Monsieur GIRARD, vous répondez et tout le monde écoute.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Le changement de direction au théâtre Silvia Monfort participe d'un renouvellement qui a lieu dans d'autres établissements culturels de la Ville et à travers toute la France : changement de directeur à l'Ensemble orchestral de Paris et de l'Orchestre de Paris, organismes que nous partageons avec l'Etat ; arrivée d'un nouveau directeur au théâtre de la Ville ; changement bientôt du directeur de la Maison des Métallos.

Ces renouvellements sont sains. Christine ALBANEL elle-même, lors de ses voeux début janvier, m'a félicité sur notre capacité au changement face aux lobbies et réseaux conservateurs dans le domaine culturel - vous pourrez vérifier auprès d'elle - en faisant référence à mes interventions dans la Scène.

Ces renouvellements sont sains, aucun directeur ou directrice ne peut être propriétaire du lieu qu'il dirige, surtout lorsqu'il s'agit de biens collectifs, de service public et d'argent public.

Loin de fragiliser les structures, un changement de direction est à chaque fois le début d'une nouvelle dynamique. Paris a besoin de ces renouvellements pour favoriser la vitalité de la création, pour développer de nouvelles dynamiques artistiques, pour jouer pleinement son rôle de capitale culturelle, ouverte et généreuse, toujours en mouvement.

Une transition transparente conforme au statut de l'association, je tiens à rappeler que le théâtre Silvia Monfort est une association loi 1901 dont les statuts prévoient à l'article 10 que c'est le conseil d'administration, sur proposition du président, qui nomme le directeur du théâtre.

En juillet 2008, Bernard LATARJET, personnalité incontestable du spectacle vivant... Oui, c'est vrai que dans la culture à Paris, il y a des gens du monde entier, on a des Argentins, des gens du monde entier qui viennent diriger nos théâtres. Nous ne sommes pas juste entre nous dans le 15e arrondissement : on prend des gens du monde entier ! Et qui ne sont pas de faux électeurs !

Personnalité incontestable donc du spectacle vivant qui est à la tête de Marseille 2013, capitale européenne de la culture et qui habite également Paris, avait d'ailleurs été sollicité par Renaud DONNEDIEU de VABRES lors d'une étude sur le spectacle vivant lorsqu'il était Ministre de la Culture, a été élu président du Conseil d'administration du théâtre Silvia Monfort en remplacement de Robert ABIRACHED, qui souhaitait se retirer depuis plusieurs années.

En décembre 2008, suite au souhait de la Ville de donner une nouvelle impulsion au théâtre après 17 années de direction par Régis SANTON, le Conseil d'administration a mandaté Bernard LATARJET pour explorer les voies et moyens de changement de direction avec le souci du respect des personnes.

Cette résolution soumise au vote avait été adoptée à l'unanimité des membres du Conseil d'administration.

Une négociation a alors été engagée avec Régis SANTON et un accord a été rapidement trouvé.

Je précise, contrairement à ce qui a été dit ici ou là dans le 15e arrondissement par certains d'entre vous, que Régis SANTON n'est pas licencié, mais qu'il accepte une séparation négociée et qu'il travaille dès maintenant en bonne...

M. Jean-François LAMOUR. - Cela vous a coûté cher !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - … et qu'il travaille en bonne intelligence avec les nouveaux directeurs.

Le 3 mars, le Conseil d'administration a approuvé les conditions de départ de Régis SANTON et s'est prononcé sur le choix de la nouvelle direction en adoptant à l'unanimité le projet de Laurence de MAGALHAÈS et de Stéphane RICORDEL, un binôme qui a fondé et dirigé la compagnie "Arts-Sauts" pendant plus de 15 ans.

Ils prendront leur fonction au 1er juillet 2009. Régis SANTON va animer sa saison jusqu'à la fin du mois de juin, comme cela a toujours été dit.

Laurence de MAGALHAÈS et Stéphane RICORDEL préparent dès maintenant la programmation de la saison 2009-2010, la programmation du théâtre ne sera nullement perturbée, mais au contraire renforcée.

Vous comprendrez que le Conseil d'administration et M. LATARJET ont eu raison de choisir deux personnalités qui étaient désirées à Genève, Bruxelles, Montréal, Sydney, Moscou, Marseille et Bordeaux dans les dernières semaines.

Réjouissons-nous que Paris ait su retenir deux personnes de grand talent. Elles ont proposé un projet adapté au théâtre, respectueux de son histoire, histoire qu'elles connaissent très bien, ambitieux sur le plan artistique, inventif mais populaire tout en étant rigoureux sur le plan financier.

Leur projet a été adopté à l'unanimité du Conseil d'administration car il conjugue plusieurs dimensions importantes, le caractère pluridisciplinaire de la programmation, la place accordée aux écritures contemporaines, le soutien aux jeunes artistes, l'ouverture à tous les publics, l'inscription dans un réseau francilien et la dimension internationale.

Tout en ancrant leur projet dans le quartier, au plus près des habitants, Mme de MAGALHAÈS et M. RICORDEL vont faire rayonner le théâtre Silvia Monfort au-delà du 15e arrondissement au coeur de Paris Métropole.

Je souhaite insister sur le fait que la programmation du théâtre va être pluridisciplinaire en étant équilibrée entre théâtre, danse, musique, chansons francophones et cirque contemporain.

Rien ne laisse penser que le théâtre serait sacrifié, comme vous l'avez écrit, au profit du cirque et des arts de la rue, comme j'ai pu le lire sous la plume de M. Philippe GOUJON, le député-maire du 15e arrondissement.

M. Jean-François LAMOUR. - S'il était membre du Conseil d'administration...

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Il fallait qu'avant l'élection vous ayez fait en sorte que les membres de l'opposition soient membres de droit de l'association, ce que vous n'aviez pas fait à l'époque.

Je suis défavorable à ce vœu du groupe U.M.P.P.A.

Vous êtes très embêtés lorsque l'on fait ce que vous trouviez très bien de faire.

Sachez néanmoins, je le dis à notre Assemblée et à ceux qui nous regardent sur Internet, que Philippe GOUJON a été totalement informé, je l'ai même reçu...

M. Jean-François LAMOUR. - C'est totalement faux !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Vous êtes Philippe GOUJON ? Vous étiez dans mon bureau avec lui ? Il était seul dans mon bureau.

Hélène MACÉ de LÉPINAY est également venue dans mon bureau mais elle n'était pas présente lorsque je l'ai annoncé à Philippe GOUJON.

Vous lui demanderez s'il est venu dans mon bureau. Je peux tout de même dire qui je reçois dans mon bureau et avec qui je parle !

Il a été totalement informé. S'il ne vous tient pas au courant, c'est qu'il y a dysfonctionnement entre vous.

En revanche, même si je ne partage aucun des arguments avancés par l'U.M.P.P.A., dans l'article paru dans le "Journal 15" qui parle de "diktat idéologique", de "pensée uniculturelle", à l'heure où nous parlons de renouvellement, de nouveau souffle et de nouvelle dynamique partagés par la Ministre de la Culture du Gouvernement Fillon, de nouvelles dynamiques de décloisonnement, j'approuve totalement les deux phrases de la pétition, oui je soutiens le théâtre Silvia Monfort et oui, je souhaite qu'il demeure un théâtre grand public.

J'ai moi-même signé et invite tous les élus à signer cette pétition et à la remettre à Jean-François LAMOUR.

Vous avez, après les six pauvres signatures que vous aviez récoltées, une vingtaine de signatures d'élus de la majorité.

Je vous remercie.

M. Jean-François LAMOUR. - On jugera sur pièce.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons au vote sur ce vœu n° 85, avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je vous propose à présent, mes chers collègues, de procéder à la désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal dans les organismes suivants :

Commission du titre de séjour de l'Est parisien (10e, 11e, 12e, 13e, 20e) (R. 7) :

Titulaire :

- Mme Pascale BOISTARD.

Suppléantes :

- Mme Sophie PRADINAS ;

- Mme Danielle SIMONNET ;

- Mme Claire GROVER.

Comité de suivi pluraliste du programme de création des 4.500 places pour l'accueil collectif de la Petite enfance à Paris (R. 8) :

Titulaires :

- Mme Anne Christine LANG ;

- Mme Roberta BERNARD ;

- Mme Karen TAIEB ;

- M. Jacques BOUTAULT ;

- Mme Emmanuelle BECKER ;

- Mme Martine MERIGOT de TREIGNY ;

- Mme Cécile BOULAY ESPERONNIER ;

- Mme Catherine BRUNO.

Suppléants :

- Mme Violaine TRAJAN ;

- M. Daniel ASSOULINE ;

- Mme Séverine GUY ;

- M. Sylvain GAREL ;

- Mme Danielle SIMONNET ;

- Mme Jeanine d'ORLANDO ;

- Mme Françoise MALASSIS ;

- Mme Fabienne GASNIER.

Société de gérance d'immeubles municipaux (S.G.I.M.) (Conseil d'administration) (R. 9) :

- Mme Dominique BERTINOTTI ;

- M. Jacques BOUTAULT ;

- Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Régie immobilière de la Ville de Paris (R.I.V.P.) (Conseil d'administration) (R. 10) :

- M. Pierre AIDENBAUM en remplacement de M. Pierre CASTAGNOU, désigné le 21 avril 2008, décédé.

Les candidatures proposées sont adoptées. (2009, R. 7 à R. 10).

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'inscription.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose maintenant de vous prononcer, à main levée, par un vote global d'approbation sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal de la présente séance.

Clôture de la séance.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je remercie l'ensemble des élus, collaborateurs et fonctionnaires d'être restés en séance jusqu'à cette heure tardive.

La séance est levée.

(La séance est levée le mardi 10 mars 2009 à dix huit heures vingt minutes).

Votes spécifiques.

M. Jean-Yves MANO, Mmes Colombe BROSSEL, Gisèle STIEVENARD, Halima JEMNI, M. Daniel ASSOULINE, Mme Hélène BIDARD, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Roxane DECORTE, Emmanuelle DAUVERGNE, Anne TACHENE, Anne HIDALGO, M. Claude DARGENT, Mme Seybah DAGOMA, MM. Gilles ALAYRAC, Pierre AIDENBAUM, Mmes Dominique BERTINOTTI, Sylvie WIEVIORKA, M. Jacques BOUTAULT, Mme Karen TAÏEB, M. Jean-François LEGARET, Mmes Claire de CLERMONT-TONNERRE et Martine MÉRIGOT de TREIGNY ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DF 33 - Echange de titres avec ASTRIA actionnaire de la SEM "PariSeine". - Acquisition par la Ville de Paris des actions de la SEM "PariSeine" détenues par ASTRIA. - Cession à ASTRIA d'actions SGIM détenues par la Ville de Paris.

Mme Anne HIDALGO, M. Claude DARGENT, Mme Seybah DAGOMA, MM. Gilles ALAYRAC, Pierre AIDENBAUM, Mmes Dominique BERTINOTTI, Sylvie WIEVIORKA, M. Jacques BOUTAULT, Mme Karen TAÏEB, M. Jean-François LEGARET, Mmes Claire de CLERMONT-TONNERRE et Martine MÉRIGOT de TREIGNY ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2009, DU 67 - ZAC "Boucicaut" (15e). - Désignation du concessionnaire. - Approbation du traité de concession. - Autorisation à la SEM "PariSeine" de déposer des demandes d'autorisation d'urbanisme.

2009, DU 66 - ZAC "Boucicaut" (15e). - Approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics.

MM. Hermano SANCHES RUIVO, Christian SAUTTER, Mme Yamina BENGUIGUI, MM. Pierre MANSAT, Sylvain GAREL, Mme Brigitte KUSTER, M. Pierre GABORIAU, Mmes Florence BERTHOUT et Anne TACHENE ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DDEE 3 - Signatue d'une convention avec "l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris" pour l'attribution d'une subvention annuelle. - Montant : 7.341.225 euros.

M. Gilles ALAYRAC ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DPP 2 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Aide aux Victimes" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 75.000 euros.

Mme Florence BERTHOUT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DPVI 14 - Quartiers Flandre, Paris Nord-Est et Danube Solidarité du 19e arrondissement. - Subventions à onze associations menant des actions au titre de la Politique de la ville - Première enveloppe 2009. - Montant total : 40.245 euros.

M. Ian BROSSAT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DPVI 25 - ICF La Sablière SA HLM. - Participation financière de la Ville de Paris pour des travaux dans un local sis 190 avenue de Clichy (17e) en vue de l'installation d'une régie de quartier. - Montant : 60.000 euros.

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2009, DPVI 26 - Signature d'une convention entre la Ville de Paris et Paris Habitat OPH relative à la participation financière de la Ville de Paris pour des travaux dans un local sis 19-21 rue de Chartres du quartier Goutte d'Or (18e). - Montant : 55.250 euros.

2009, DLH 2 - Garantie d'emprunt complémentaire, au titre de "Paris Habitat-OPH", pour la réalisation d'un programme de résidentialisation du groupe "Alphonse Karr" (19e).

2009, DLH 5 - Réalisation par "Paris Habitat - OPH" d'un programme d'acquisition conventionnement de 2 logements PLUS, situés 12 avenue Boudon - 55 rue La Fontaine (16e) et 75-79 rue Laugier - 12 rue Galvani (17e).

2009, DLH 32 - Location par bail emphytéotique, au profit de "Paris Habitat - OPH", de l'immeuble communal situé 127 rue du Faubourg Saint-Honoré (8e).

M. Gauthier CARON-THIBAULT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DFPE 277 - Création d'un comité de suivi pluraliste du programme de création des 4.500 places pour l'accueil collectif de la Petite enfance à Paris.

Mmes Claudine BOUYGUES, Gisèle STIEVENARD, MM. Romain LÉVY, François VAUGLIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Rémi FÉRAUD, Ian BROSSAT, Pierre CHARON et Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DLH 30 - Location par bail emphytéotique, au profit de la SIEMP, de l'immeuble communal situé 41 rue d'Aboukir (2e).

Mmes Danièle POURTAUD, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Dominique BERTINOTTI, Frédérique CALANDRA, Sandrine CHARNOZ, MM. Jean-Yves MANO, René DUTREY, Jean-François LEGARET et Mme Claude-Annick TISSOT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2009, DLH 33 - Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal situé 8 rue Marguerin (14e).

Affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivantes :

2009, DASCO 6 - Signature d'un contrat de transaction avec la société LOGISTIQUE MARKETING ET RESEAUX relatif à la fourniture et livraison d'articles de fêtes et de kermesse aux divers établissements scolaires ainsi qu'aux centres de loisirs de la Ville de Paris.

2009, DASCO 33 - Signature d'une convention pluriannuelle avec l'"Office Central de Coopération à l'Ecole" de Paris (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 190.000 euros.

2009, DASCO 36 - Réglementation des concessions de logements de fonction accordées aux proviseurs des lycées municipaux.

2009, DASCO 40 - Indemnisation amiable de M. et Mme BELLEAU en réparation du préjudice subi suite à un incident technique dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2009, DASCO 47 - Indemnisation amiable de la MACIF, subrogée dans les droits de son assurée, Mme MELOUL BOUBLIL, en réparation du préjudice subi suite à un dégât des eaux dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2009, DASCO 48 - Indemnisation amiable du jeune DE CARNE Antoine, en réparation du préjudice corporel subi lors d'un accident dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2009, DASCO 49 - Indemnisations amiables d'AXA, subrogée dans les droits de son assuré, M. SRAB, et des AGF, subrogée dans les droits de son assuré, M. SCHNEIDER, en réparation de préjudices subis suite à des incidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2009, DPA 16 - Approbation des modalités de passation du marché de travaux relatif à la restructuration et à l'extension de l'école maternelle 61, rue du Javelot (13e).

2009, DPA 52 - Approbation du principe de réalisation des travaux de ravalement des façades sur cour du groupe scolaire 3, impasse des Belles Feuilles (16e) et des modalités de passation du marché de travaux correspondant.

2009, DPA 146 - Approbation du principe de réalisation de travaux de rénovation de l'étanchéité des toitures-terrasses au groupe scolaire 64 rue Dunois (13e) et des modalités de passation du marché de travaux.

2009, DPA 149 - Approbation du principe de réalisation des travaux de modernisation de la toiture de l'école maternelle 6 passage Thionville (19e) et des modalités de passation du marché de travaux correspondant.

2009, DPA 150 - Approbation du principe de réalisation des travaux de restructuration des sanitaires extérieurs de l'école élémentaire A, 40 bis rue Manin (19e), et des modalités de passation du marché de travaux correspondant.

2009, DPA 151 - Approbation du principe de réalisation des travaux de modernisation de la toiture de l'école élémentaire 43, rue Armand Carrel (19e) et des modalités de passation du marché de travaux correspondant

2009, DPA 163 - Approbation des modalités de passation du marché de travaux relatif à la création d'une école élémentaire dans l'hôtel Wendel 10 rue de Clichy (9e).

L'Adjoint chargé des Affaires scolaires, rapporteur.

2009, DEVE 61 - Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par la société Stade Energie SAS en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, des installations situées ZAC "Landy Pleyel", rue des Fruitiers à Saint-Denis (93).

2009, DEVE 62 - Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par la société SNC Les Grands Moulins de Pantin en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, des installations situées 9 rue du Débarcadère à Pantin (93).

M. Denis BAUPIN, rapporteur.

2009, DPVI 1 - DAC 78 - DJS 170 - Signature avec l'association "Juste Debout" (19e) d'un avenant n° 2 à la convention triennale 2007 pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 55.000 euros.

2009, DPVI 7 - Signature d'avenants n° 2 aux conventions pluriannuelles 2007-2009 conclues avec les associations Bellinux, GRDR, RNTH pour l'attribution de subventions pour des actions menées dans le cadre du plan d'accompagnement social en direction des résidents de foyers de travailleurs migrants parisiens. - Montant total : 47.500 euros.

2009, DPVI 23 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention pluriannuelle 2007-2009 conclue avec le "Collectif pour l'Avenir des Foyers" (COPAF) (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 17.500 euros.

Mme Pascale BOISTARD, rapporteure.

2009, DDATC 9 - Subvention Fonds du Maire à l'association "Association d'Entraide Erasme Garancière du 6e". - Montant : 4.000 euros.

2009, DDATC 14 - Subvention Fonds du Maire à l'association "Les amis du bus des femmes" du 12e. - Montant : 1.000 euros.

2009, DDATC 19 - Subvention Fonds du Maire à l'association Femmes Solidaires de Paris du 12e. - Montant : 1.000 euros.

2009, DDATC 21 - Signature d'une convention avec l'association Comité Municipal d'Animation et d'Action Sociale (7e) pour l'attribution d'une subvention Fonds du Maire. - Montant : 5.000 euros.

2009, DDATC 38 - Signature d'une convention avec l'association "AOCSA : la 20e Chaise" pour l'attribution d'une subvention Fonds du Maire. - Montant : 7.048 euros.

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2009, DAC 7 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de prestations de services pour assurer l'exploitation et la maintenance des ouvrages du Musée des Beaux Arts de la Ville de Paris, Petit Palais (8e).

2009, DAC 36 - Signature d'une convention avec l'association paroissiale de l'Eglise évangélique luthérienne de Saint-Paul (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros.

2009, DAC 37 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des bibliothèques spécialisées de la Ville de Paris.

2009, DAC 38 - Acquisition de documents anciens, rares ou précieux pour l'enrichissement des collections des bibliothèques de la Ville de Paris.

2009, DAC 121 - Autorisation à M. le Maire de Paris d'autoriser l'Association Diocésaine de Paris à déposer le permis de construire correspondant à l'aménagement d'une chapelle dans l'église de la Sainte Trinité (9e).

2009, DPA 154 - Approbation du principe d'indemnisation de la Société SATELEC, en raison des préjudices subis lors des travaux de mise en conformité électrique de la Fontaine de Varsovie (16e).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2009, DAC 6 - Signature d'un marché relatif à la manutention, l'emballage et le transport des oeuvres d'art des réserves des musées de la Ville de Paris sous pilotage d'un OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) missionné pour cette opération.

Mme Colombe BROSSEL et M. Christophe GIRARD, rapporteurs.

2009, DDEE 10 - Subvention à l'association "Le comité de la rue Saint-Honoré" pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 10.000 euros.

2009, DDEE 14 - Subvention à l'association Village des Panoramas (2e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 5.500 euros.

2009, DDEE 17 - Subvention à l'association des commerçants de la rue de Bretagne et rues adjacentes pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 11.500 euros.

2009, DDEE 18 - Subvention à l'association artisanale et commerciale de Paris Bercy pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 10.000 euros.

2009, DDEE 19 - Subvention à l'association des commerçants rendez-vous Marsoulan (12e)pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 14.000 euros.

2009, DDEE 20 - Subvention à l'association Comité Montaigne pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 15.000 euros.

2009, DDEE 22 - Subvention à l'association Comité du Faubourg Saint Honoré pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 10.000 euros.

2009, DDEE 23 - Subvention à l'Association des Commerçants et Artisans rue de Wattignies pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 8.000 euros.

2009, DDEE 24 - Subvention à l'association des commerçants Rambuteau Marais pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 14.000 euros.

2009, DDEE 26 - Subvention à "l'Association pour la Défense des Intérêts des Commerçants et Artisans du 2e arrondissement et des Grands Boulevards" (2e et 9e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 10.000 euros.

2009, DDEE 27 - Subvention à l'association "Les Villages de Mouffetard" pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 20.000 euros.

2009, DDEE 45 - Subvention à l'association "Le Faubourg Saint Germain" (7e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 20.000 euros.

2009, DDEE 50 - Subvention à l'association des commerçants de la rue Joubert et rue de Mogador (9e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 10.000 euros.

2009, DDEE 51 - Subvention à l'association des commerçants rue des Martyrs (9e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 15.000 euros.

2009, DDEE 55 - Subvention à l'association des commerçants et artisans du square d'Anvers (9e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 18.000 euros.

2009, DDEE 56 - Subvention à l'association "Comité Vendôme" pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 5.000 euros.

2009, DDEE 60 - Subvention à l'association de commerçants de la rue Cadet (9e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 6.250 euros.

2009, DDEE 28 - Subvention à l'association "Agence pour la Promotion de la Création Industrielle" (A.P.C.I) et signature d'une convention.Montant : 45.000 euros.

2009, DDEE 42 - Convention entre la Ville de Paris et l'Association des Artistes et Artisans d'Art du 11e et attribution d'une subvention pour l'organisation du " Salon de l'artisanat d'art 2009 ". Montant : 11 000 euros.

2009, DDEE 57 - Subvention à l'association "Lézarts de la Bièvre" (5e). - Montant : 4.000 euros.

2009, DDEE 46 - Demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par la SAS YESFORLOV (3e) pour le travail de ses vendeurs dans le magasin "SEPHORA", 70-72 avenue des Champs-Élysées (8e).

2009, DDEE 77 - Demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par la "SARL Sam Design".

2009, DDEE 69 - Signature d'un avenant prolongeant jusqu'au 31 décembre 2009 la convention d'occupation du domaine public relative à l'exploitation d'un supermarché sur le marché couvert "Batignolles" (17e).

2009, DDEE 75 - Signature d'une convention avec l'association "Groupement d'Intérêt Economique du centre commercial Masséna" pour l'attribution d'une subvention pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 20.000 euros

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2009, DPE 2 - Demande d'autorisation de procéder à l'indemnisation amiable de M. Aissa BAHOUCHE propriétaire du commerce "l'Etoile des montagnes" (17e) à la suite de l'utilisation d'un extincteur de l'établissement pour éteindre un début d'incendie dans la cuve d'un engin de nettoiement.

2009, DPE 21 - Approbation du principe et des modalités d'attribution et signature de quatre marchés pour la fourniture de pièces détachées pour les engins du service technique de la propreté et de l'eau.

2009, SG 68 - Prise en charge des frais liés aux obsèques de M. Pierre Castagnou, Maire du 14e arrondissement.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2009, DDEE 58 - Signature avec l'association "Emmaus Défi" et le Département de Paris d'une convention tripartite de partenariat.

Mme Seybah DAGOMA, rapporteure.

2009, DAJ 2 - Conclusion d'un protocole transactionnel avec la compagnie d'assurances l'EQUITE, afin de mettre fin au litige opposant la Ville de Paris à M. Emrah YAZICI.

2009, DAJ 4 - Contribution de la Ville de Paris au programme annuel d'actions pour 2009 du Conseil Départemental de l'Accès au Droit de Paris pour un montant de 47.000 euros, au titre du financement de 2 permanences hebdomadaires supplémentaires dans les Points d'accès au droit des 18e, 19e et 20e arrondissements.

2009, DALIAT 4 - Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bons de commande de location de chariots élévateurs destinés aux services municipaux.

2009, DALIAT 6 - Signature d'un contrat de transaction visant à indemniser la société Géotech.

2009, DALIAT 7 - Approbation du principe de vente de véhicules du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux.

2009, DALIAT 8 - Signature d'un avenant de transfert n° 1 à des marchés de fourniture de vêtements souscrits avec la SARL PORTE ET FILS.

2009, DDATC 29 - Remboursement de la CPAM de Paris à la suite de la chute de M. GALLE à la mairie du 18e arrondissement.

2009, DRH 4 - Signature d'un avenant au marché intitulé Conception, organisation et animation de prestations de "bilan professionnel" destinées aux agents de la Ville de Paris aspirant à une évolution professionnelle et à l'optimisation de leurs compétences : agents de catégorie B et C.

2009, DRH 9 - Proposition du Comité d'accompagnement des pupilles des administrations parisiennes. - Majoration du montant des allocations attribuées aux orphelins d'agents de la Ville de Paris décédés du fait du service.

2009, DRH 10 - Signature du marché "Conception, organisation et animation de modules de formation à la filière marchés publics destinés aux agents de la Ville de Paris. Lot 1 : Marché publics - acquis fondamentaux. Lot 2 : Marchés publics - approfondissements".

2009, DRH 12 - Indemnisation à des agents suite à la détérioration d'objets ou d'effets personnels à l'occasion d'incidents de service.

2009, DRH 14 - Modification d'une convention relative à la mission de protection et de sécurité du Maire de Paris.

2009, DSTI 1 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché de maintenance et de réalisation d'installations électriques de courants forts des sites informatiques et de télécommunications.

2009, DSTI 14 - Lancement d'un appel d'offres ouvert pour l'informatisation de la gestion de la formation, des métiers et compétences et du recrutement hors concours et examens professionnels.

2009, DSTI 33 - Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes réunissant la Ville de Paris, le Département et le Centre d'Action Sociale (CAS-VP) préalablement au lancement d'une ou plusieurs procédures de consultation en vue de l'attribution d'un ou plusieurs marché(s) ou accords-cadres concernant l'informatisation de la gestion des primes.

2009, DSTI 38 - Signature d'un contrat de transaction ayant pour objet de résilier le marché relatif à la fourniture d'accès sans fil à internet sur des sites municipaux et d'assurer la continuité jusqu'à la mise en oeuvre du nouveau service.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2009, DPA 160 - Avenant n° 1 au marché de travaux signé avec la société Pierre Noël SAS dans le cadre de l'opération d'amélioration de l'accès et de l'accueil des personnes en situation de handicap à la mairie du 3e arrondissement.

Mme Maïté ERRECART, Mme Véronique DUBARRY, rapporteures.

2009, DEVE 4 - Attribution du marché de maîtrise d'oeuvre pour la création d'un jardin sur dalle de couverture du périphérique porte de Vanves (14e). - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer le marché correspondant.

2009, DEVE 31 - Approbation des modalités du lancement et de la signature d'un marché à commande d'articles de serrurerie (grilles, portillons et pièces de métallerie).

2009, DEVE 56 - Signature d'une convention avec le Syndicat National d'Apiculture l'autorisant à installer des ruches dans le parc Monceau (8e).

2009, DEVE 58 - Adhésion de la Ville de Paris à l'association "Plante et Cité ".

2009, DEVE 5 - Protocole d'accord pour le règlement du solde du marché dévolu à l'entreprise EDIPARC au profit de l'entreprise EDIVERT, relatif au lot n° 1 des travaux d'aménagement du jardin de la rue des Rosiers (4e).

2009, DEVE 71 - Signature d'un protocole transactionnel avec la MAAF pour le remboursement des frais supportés par la Ville de Paris pendant l'indisponibilité d'un agent de l'administration parisienne, à la suite de l'accident de la circulation dont il a été victime le 1er mars 2006.

2009, DEVE 51 - Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2009, DEVE 48 - Signature d'une convention de mécénat avec la Fondation du Patrimoine, pour l'attribution d'une subvention en vue de restaurer le monument funéraire du médecin Jacques Lisfranc, au cimetière du Montparnasse (14e).

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, Mme Colombe BROSSEL, rapporteures.

2009, CAB_MA 1 - Subvention à l'association "Cinéma d'Ici, Cinéma d'Ailleurs" (C.I.C.A.) pour l'organisation des 1eres et 2emes rencontres du documentaire et du court métrage. - Montant : 5.000 euros.

2009, CAB_MA 2 - Subvention à l'association "Tous enfants de Joséphine Baker" pour la mise en oeuvre de son programme d'activités. - Montant : 2.000 euros.

2009, CAB_MA 4 - Subvention à l'Association Réunionnaise Communication et Culture (A.R.C.C.) (20e) pour la mise en oeuvre de son programme d'activités. - Montant : 5.000 euros.

2009, CAB_MA 5 - Subvention à l'association "Recherches et sociétés - RES" pour la mise en oeuvre d'un projet de recherche intitulé "Carnaval et couleurs sur corps". - Montant : 1.000 euros.

2009, CAB_MA 6 - Subvention à l'Association Fédération Européenne des Outre-Mers (FEUDOM) (20e) pour l'organisation de la seconde édition du cycle de projections débats intitulé "Les hommes de la liberté". - Montant : 10.000 euros.

2009, CAB_MA 7 - Subvention à l'association "CIFORDOM" (91300 Massy) pour l'organisation de la manifestation intitulée "Brassages". - Montant : 10.000 euros.

2009, CAB_MA 9 - Subvention à l'association "Organisation et conception d'évènements artistiques - OCEA" pour l'organisation de la sixième exposition d'art contemporain "Latitudes 2009". - Montant : 60.000 euros.

2009, DAC 28 - Subvention à la Société à Responsabilité Limitée "El Alamein" (16e), au titre de son projet culturel 2009. - Montant : 12.000 euros.

2009, DAC 50 - Subvention à la Société à Responsabilité Limitée "Horiziode productions" (11e) pour la production du spectacle "J'M formule reformulée" à l'Espace la Comédia. - Montant : 2.500 euros.

2009, DAC 56 - Subvention à l'association "Saxiana" - Fontenay Le Fleury (Yvelines). - Montant : 2.000 euros.

2009, DAC 57 - Subvention à l'association "L'Apprenti Musicien" (12e). - Montant : 4.000 euros.

2009, DAC 71 - Subvention à l'association "Quai Jazz" (11e). - Montant : 4.000 euros.

2009, DAC 86 - Signature d'une convention avec la Société à Responsabilité Limitée "Le Bateau Feu" (13e) pour l'attribution d'une subvention au titre de son projet culturel 2009 et d'une perte d'exploitation consécutive à une fermeture administrative. - Montant : 25.000 euros.

2009, DAC 91 - Subvention à l'association "TPL Les Tréteaux de la Pleine Lune" pour le spectacle Sa Majesté des Mouches présenté au Théâtre 13 (13e). - Montant : 12.000 euros.

2009, DAC 92 - Subvention à l'association "Compagnie Jean-Pierre Garnier" pour le spectacle Sweet Home présenté au Théâtre de la Tempête à la Cartoucherie (12e). - Montant : 10.000 euros.

2009, DAC 93 - Subvention à l'association La Compagnie Les Larrons pour le spectacle "L'Alpenage de Knobst" présenté au Théâtre 14 (14e). - Montant : 11.000 euros.

2009, DAC 94 - Subvention à l'association "La Mouline" pour le spectacle Chemise rouge et souliers vernis présenté au Théâtre Artistic Athévains (11e) en 2009. - Montant : 8.000 euros.

2009, DAC 104 - Subvention à l'association "Comité d'organisation du festival des Puces" (93400 Saint-Ouen) pour l'organisation du "Festival Jazz Musette des Puces" en 2009. - Montant : 20.000 euros.

2009, DAC 117 - Subvention à l'association "ACP - La manufacture Chanson" (11e). Montant : 11.000 euros.

2009, DAC 125 - Subvention au Syndicat du Cirque de Création 93500 Pantin. - Montant : 8.000 euros.

2009, SG 2 - Signature d'une convention avec l'"Association pour l'organisation d'un événement cinématographique" (APOEC) relative à l'attribution d'une subvention. - Montant : 1.013.000 euros.

2009, SG 8 - Signature d'une convention avec l'association "Les amis du cinéma du réel" (4e) pour l'attribution d'une subvention afin d'organiser du 5 au 15 mars 2009 la 31e édition du festival "Cinéma du réel". - Montant : 10.000 euros.

2009, SG 12 - Signature d'un marché de programmation, production, organisation, et promotion du festival de cinéma destiné au jeune public "Mon 1er festival".

2009, DPA 73 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de coordination de la sécurité et de la protection de la santé signé avec la société COSSEC relatif à l'opération de réhabilitation et d'extension du cinéma "Le Louxor" (10e) et approbation du principe et des modalités de consultation des marchés de travaux préparatoires.

2009, DPA 96 - Approbation du principe de relogement du conservatoire du 13e arrondissement dans l'Ecole Nationale de la Meunerie 16-18 rue Nicolas Fortin (13e), des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre et dépôt des demandes de permis de démolir et de construire.

2009, DPA 140 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché pour l'exploitation et la maintenance des installations de génie climatique du Musée d'Art Moderne (16e).

2009, DAC 24 - Signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels avec la société Sicra Ile-de-France en vue de la mise à disposition d'une emprise située 19 rue des Frigos (13e).

2009, DAC 81 - Classement dans le domaine public communal de l'allée Est et de l'espace situés en fond de parcelle dit l'Usine du site sis 23-25 rue Ramponneau (20e), et signature avec l'Association "T.R.A.C.E.S." d'une convention d'occupation.

M. Christophe GIRARD, rapporteur.

2009, DAC 3 - Subvention à l'association "Clair-Obscur" (17e) - Montant : 4.500 euros.

M. Christophe GIRARD, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2009, DAC 30 - DJS 221 - DPVI 27 - Signature d'une convention avec l'association "Hip-Hop Citoyens" (20e) pour l'attribution d'une subvention destinée à l'organisation du festival "Pari(s) Hip-Hop" en 2009. - Montant : 65.000 euros.

M. Christophe GIRARD, M. Bruno JULLIARD, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2009, CAB_MA 3 - Subventions en faveur des régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et des départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales particulièrement touchés par la tempête du 24 janvier 2009. - Montant total : 200.000 euros.

2009, DPA 107 - Approbation des modalités de passation de quatre marchés de prestations intellectuelles relatifs à la réhabilitation de la Halle Pajol et à la création d'un jardin public (18e).

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2009, DU 44 - Déclassement d'une emprise du domaine public routier située à l'angle de la rue René Binet et de l'avenue de la Porte de Montmartre (18e).

Mme Anne HIDALGO, Mme Annick LEPETIT, rapporteures.

2009, DJS 165 - Subvention à l'Association d'Education Populaire Charonne Réunion (20e) - Montant : 10.000 euros.

2009, DJS 166 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention triennale 2007-2009 avec l'association "Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes de Paris" (CLLAJ de Paris) (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 145.000 euros.

2009, DJS 227 - Lancement d'un marché article 30 pour la gestion de la Maison des Ensembles (12e).

2009, DJS 239 - Mise en oeuvre de l'opération "Paris Jeunes Solidaires" 2009. - Montant : 25.000 euros.

2009, DJS 241 - Mise en oeuvre de l'opération Paris Jeunes Aventures 2009.

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2009, DVD 7 - Adhésion au projet européen European Safer Urban Motorcycling E-SUM relatif à la sécurité des deux-roues motorisés en milieu urbain et signature avec la Commission Européenne des conventions de partenariat et de subventions correspondantes.

2009, DVD 18 - Approbation du principe et des modalités de lancement par voie d'appel d'offres ouvert pour l'attribution d'un marché de remise en peinture du Pont de Sully (4e et 5e).

2009, DVD 59 - Approbation du principe et des modalités de réalisation des travaux de réfection du pavage de la place Charles de Gaulle (8e, 16e et 17e).

2009, DVD 42 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer l'arrêté précisant que les permissions de voirie concernant les voies pompiers situées au droit des immeubles 2-12 et 9-15 place Souham (13e) soient délivrées gratuitement.

2009, DVD 43 - Approbation du principe et des modalités de lancement d'une consultation par voie d'appel d'offres ouvert pour l'attribution de deux marchés de fourniture de candélabres et supports de style d'éclairage public. - Signature des marchés de fourniture correspondants.

2009, DVD 55 - Approbation du principe de la passation de marchés à bons de commande pour des diagnostics, sondages, études techniques portant sur les structures métalliques, en béton armé ou précontraint et en maçonnerie pour l'entretien des ouvrages d'art parisiens. - Signature du marché correspondant.

2009, DVD 46 - Signature d'un protocole d'indemnisation intervenu avec le groupement DIETMAR FEICHTINGER SARL (mandataire) et le bureau d'études RFR titulaire du marché relatif aux prestations intellectuelles nécessaires à la conception et la réalisation de la passerelle Simone de Beauvoir (12e et 13e).

2009, DVD 94 - Signature des marchés et des avenants aux marchés de la Direction de la Voirie et des Déplacements concernés par la substitution de la société AXIMUM à la société FOURLON.

2009, DVD 103 - Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Annick LEPETIT, rapporteure.

2009, DPE 18 - Consentement au dépôt d'une déclaration de travaux relative à la mise en place de cellules photovoltaïques sur le site de l'usine d'Orly, par la Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris (SAGEP).

2009, DPE 20 - Signature d'une convention portant création de la Commission de Suivi du Site Seine Aval (CSSSA).

2009, DVD 80 - Indemnisation amiable de l'EARL SUSSET, en réparation des dommages occasionnés à son exploitation agricole, au cours de l'année 2007, sur une parcelle longeant le canal de l'Ourcq, domaine public fluvial.

2009, DVD 81 - Indemnisation amiable de la compagnie ALLIANZ, en réparation des dommages occasionnés, le 11 janvier 2007, par le blocage de son hélice sur le canal Saint-Denis au bateau "VIATOR" appartenant à M. COUZEREAU.

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2009, DPE 12 - SGRI 10 Résiliation de la convention de subvention avec l'Association pour le Développement Economique Régional (ADER) pour l'accès aux services de base d'eau potable et d'assainissement pour les populations pauvres du district du Kolar, Etat du Karnakata (Inde).

2009, DPE 17 - SGRI 4 Signature d'une convention avec l'Association de Développement et de Solidarité d'Agnam Civol en France (ADSACF) pour l'attribution d'une subvention pour son projet de réhabilitation du forage d'Agnam Civol (Sénégal). - Montant : 26.000 euros.

Mme Anne LE STRAT, M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2009, DLH 2 - Garantie d'emprunt complémentaire, au titre de "Paris Habitat-OPH", pour la réalisation d'un programme de résidentialisation du groupe "Alphonse Karr" (19e).

2009, DLH 10 - Signature d'un avenant à la convention avec l'association "Le Pacte de Paris" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 1.057.774 euros.

2009, DLH 21 - Autorisation au représentant de la Ville de Paris à voter l'aliénation de parties communes en assemblée générale dans l'immeuble en copropriété situé 118-144 boulevard Suchet, 27-53 avenue du Maréchal Lyautey, 2 place de la Porte d'Auteuil, 1 square Alfred Capus, 1-2 square d'Urfé, 1-2 square Racan et 1-2-3 square Malherbe (16e).

2009, DLH 26 - Avenant au bail emphytéotique consenti à "FREHA" portant location des lots domaniaux dépendant de l'immeuble en copropriété situé 69 rue de Cléry (2e).

2009, DLH 28 - Location par bail emphytéotique, au profit de la société "Le Richemont", de l'immeuble communal situé 11 rue des Deux Gares (10e).

2009, DLH 30 - Location par bail emphytéotique, au profit de la SIEMP, de l'immeuble communal situé 41 rue d'Aboukir (2e).

2009, DLH 32 - Location par bail emphytéotique, au profit de "Paris Habitat - OPH", de l'immeuble communal situé 127 rue du Faubourg Saint-Honoré (8e).

2009, DLH 33 - Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal situé 8 rue Marguerin (14e).

2009, DLH 36 - Autorisation à M. le Maire de Paris d'une part de consentir au dépôt par l'association "AHAVAT SHALOM" d'une demande de permis de construire au 75-77 avenue de Versailles (16e) et d'autre part, de conclure une convention d'occupation du domaine public constitué par une partie de la cour commune située à l'adresse mentionnée.

2009, DLH 40 - Modification de la délibération 2008 DLH 300 des 15, 16 et 17 décembre 2008 autorisant la location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal situé 22 rue Nollet (17e).

2009, DLH 53 - Date d'entrée en vigueur du règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation ainsi que les principes déterminant les compensations.

2009, DU 27 - Mise en oeuvre d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique sur l'immeuble 130, rue du Château (14e).

2009, DU 35 - Acquisition auprès de la SEMAEST du lot n° 1 dépendant de l'immeuble 69 rue de Cléry (2e).

2009, DU 71 - Vente du domaine privé de la Ville de Paris. - Cession par voie d'adjudication publique d'un logement et d'une cave (lots n° 4 et 31) 2, quai de Gesvres (4e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2009, DU 51 - Echange foncier entre "Paris Habitat - OPH" et la Ville de Paris concernant les emprises sises 85 rue Curial, 234 rue de Crimée et 12 rue Gaston Tessier (19e).

M. Jean-Yves MANO, **Mme Gisèle STIEVENARD**, rapporteurs.

2009, DU 41 - Cession d'une propriété municipale située à Everly (77).

2009, DU 43 - Echange foncier entre la Ville de Paris et Plaine Commune Habitat portant sur les parcelles cadastrées B n° 175 et C n° 34 à Saint-Denis (Seine Saint Denis).

2009, SG 1 - Adhésion de la Ville de Paris au Forum pour la Gestion des Villes et des Collectivités territoriales, et versement de la cotisation 2009.

M. Pierre MANSAT, rapporteur.

2009, DASCO 2 - Fixation du montant de la dotation en nature de la régie ESPCI et autorisation de passer les écritures d'ordre nécessaires à son transfert.

2009, DASCO 35 - Subvention à l'association française de sociologie (17e) pour l'organisation de son troisième congrès - Montant : 13.000 euros.

2009, DASCO 51 - Subvention au CNRS pour le Laboratoire de médiévistique occidentale de Paris pour l'organisation d'un colloque international sur les légats pontificaux - Montant : 3.000 euros.

2009, DDEE 66 - Subvention à l'association ASTS animant un Espace Public Numérique (EPN) dans le 13e arrondissement. - Montant : 70.000 euros.

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2009, DPA 9 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de maintenance et d'aménagement dans les équipements publics et locaux relevant du budget municipal, substituant à la société FLS SN la société ERI.

2009, DPA 136 - Principe, modalités de passation et signature de MAC pour la réalisation de travaux de maintenance et d'aménagement dans les équipements publics et les locaux relevant du budget municipal dans le cadre du groupement de commandes pour la maintenance et l'aménagement des locaux et équipements publics de la Ville et du Département de Paris.

2009, DPA 137 - Principe, modalités de passation et signature de MAC pour réalisation de travaux de fourniture et pose, et de travaux d'entretien de stores et volets roulants dans les locaux et équipements publics relevant du budget municipal dans le cadre du groupement de commandes pour la maintenance et l'aménagement des locaux et équipements publics Ville et Département de Paris.

2009, DPA 145 - Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour une consultation collective d'achat de fioul et signature des marchés de fournitures de fioul.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2009, DFPE 1 - Signature d'une convention avec l'association "Crescendo" pour l'attribution d'une subvention pour la réalisation de travaux de réhabilitation dans la structure multi-accueil "Les Lutins de la Plaine" située 16, allée des Frères Voisins (15e). Montant : 474.275 euros.

2009, DFPE 2 - Signature d'une convention avec l'association "Crescendo" pour l'attribution d'une subvention pour la pose d'un filet de protection au-dessus d'une cour de la structure multi-accueil "123 Soleil" située 7-9, rue des Islettes (18e). - Montant : 9.731 euros.

2009, DFPE 272 - Signature avec la RIVP de la convention d'apurement des loyers et charges dus au titre du logement de fonction de la crèche 56, rue Saint Maur (11e).

2009, DFPE 273 - Indemnisation amiable de la MATMUT, assureur de Mme Sonia BAKLOUTI dont l'appartement a été sinistré suite à une fuite en provenance de la crèche 34, rue Petit (19e).

2009, DPA 25 - Approbation du principe de construction d'une crèche collective de 66 places avec un logement de fonction et d'une halte-garderie de 20 places 1-3, place de Rungis (13e) et des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre.

2009, DPA 47 - Approbation du principe de réalisation des travaux de restructuration du jardin et de création d'un local poubelles au jardin d'enfants 20, rue Henri-Turot (19e) et des modalités de passation du marché de travaux correspondant.

2009, DPA 78 - Approbation du principe de réalisation des travaux de transformation en halte garderie de la crèche 30, rue Joseph Python (20e) et des modalités de passation du marché de travaux correspondant.

2009, DPA 121 - Approbation du principe de restructuration globale de la crèche collective 15, rue Visconti (6e) et des modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre ; dépôt des demandes de permis de démolir et de construire.

2009, DPA 129 - Approbation du principe d'indemnisation des Sociétés VIVRETUDE et PCCP dans le cadre des travaux de restructuration de la crèche collective, 241, rue La Fayette (10e).

2009, DPA 147 - Approbation du principe de réalisation de travaux de restructuration totale du jardin et de sa mise en sécurité à la crèche collective 21 rue Léon Bollée (13e) et des modalités de passation du marché de travaux.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2009, DPP 2 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Aide aux Victimes" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 75.000 euros.

2009, PP 12 - Fixation de la journée de solidarité pour les personnels de la Préfecture de police.

2009, PP 13 - Institution des comités techniques paritaires, compétents à l'égard des personnels de la Préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes.

2009, PP 15 - Individualisation d'une autorisation de programme de 700.000 euros pour la réalisation d'études préalables nécessaires à la maîtrise d'ouvrage et d'études relatives à des travaux immobiliers dans des immeubles abritant les services de la Préfecture de police.

2009, PP 16 - Individualisation d'une autorisation de programme de 500.000 euros pour la réalisation d'études préalables nécessaires à la maîtrise d'ouvrage et d'études relatives à des travaux immobiliers dans les immeubles abritant les services de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

2009, PP 17 - Travaux d'électricité et SSI pour la réalisation de mesures de sécurité dans tous types d'immeubles et de salubrité dans les hôtels prescrites par le Préfet de police. - Autorisation de lancer un appel d'offres ouvert.

2009, PP 18 - Réfection du réseau d'ovoïdes de la cour du 19 août de la Préfecture de police - Ile de la Cité (4e). - Autorisation de lancer un appel d'offres ouvert.

2009, PP 19 - Modernisation et mise en conformité de quatre chaufferies de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. - Autorisation de lancer un appel d'offres ouvert.

2009, PP 21 - Signature d'un avenant n° 1 au marché des travaux notifié à la société "MICHELON NITZEL" relatif à des travaux de maçonnerie à exécuter pour le compte de la Préfecture de police en vue de la réalisation de mesures prescrites au titre du Code de la construction et de l'habitation ou des articles L. 2212-2 et L. 2212-4 du Code général des collectivités territoriales.

2009, PP 22 - Construction d'un centre de secours et de lutte contre l'incendie avec 35 logements pour la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne). - Autorisation au mandataire de la Préfecture de police, la société ICADE G3A de signer l'avenant n° 3 au marché de maîtrise d'oeuvre en application de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage.

2009, PP 23 - Approbation du principe de l'opération d'acquisition de dispositifs d'ouvre-portes rapides, leurs accessoires, leurs pièces détachées, des prestations de maintenance et des formations associées pour la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

2009, PP 24 - Signature d'un avenant pour la maintenance de l'ensemble du matériel offset et typographie ainsi que de l'ensemble des machines de finition (papeterie - brochure) de l'imprimerie de la Direction Opérationnelle des Services Techniques et Logistiques de la Préfecture de police.

2009, PP 25 - Signature de l'avenant n° 2 visant à contractualiser la prolongation de 6 mois de la durée d'exécution du marché relatif à la fourniture d'un service d'interconnexion des sites de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris dans un environnement totalement IP (Internet Protocol) certifié par la DCSSI.

M. Georges SARRE, rapporteur.

2009, SGRI 12 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention relative aux relations entre la Ville de Paris et l'Association Internationale des Maires Francophones - AIMF (1er) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 2.003.040 euros.

2009, SGRI 13 - Signature d'un Accord de coopération avec Rio de Janeiro.

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2009, DPVI 5 - Subvention à dix associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville dans le 20e arrondissement. - Montant total : 39.300 euros.

2009, DPVI 6 - Signature d'une convention avec l'association "Ateliers Ville" pour l'attribution d'une subvention concernant le projet "Actions de sensibilisation à la Ville et au Territoire". - Montant : 19.330 euros.

2009, DPVI 10 - Subventions à six associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville (18e). - Montant total : 32.800 euros.

2009, DPVI 12 - Subvention à huit associations menant des actions au titre de la Politique de la ville dans le quartier Saint-Blaise (20e). - Montant total : 24.950 euros.

2009, DPVI 13 - Subventions à onze associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville dans le quartier sud du 13e arrondissement. - Montant total : 79.500 euros.

2009, DPVI 14 - Quartiers Flandre, Paris Nord-Est et Danube Solidarité du 19e arrondissement. - Subventions à onze associations menant des actions au titre de la Politique de la ville - Première enveloppe 2009. - Montant total : 40.245 euros.

2009, DPVI 15 - Subventions à 8 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville dans le quartier "Porte Montmartre - Porte de Clignancourt" (18e). - Montant total : 84.000 euros.

2009, DPVI 16 - Subvention à 3 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville Dans le quartier Amiraux Simplon (18e). - Montant total : 15.000 euros.

2009, DPVI 17 - Subventions à 24 associations créatrices d'emplois d'adultes relais, en complément de celles versées par l'Etat et signature d'une convention avec six d'entre elles. - Montant total : 127.062 euros.

2009, DPVI 18 - Quartier "Porte de Clichy - Porte de Saint-Ouen" (17e). - Subventions à 8 associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville. - Première enveloppe 2009. - Montant total : 33.163 euros.

2009, DPVI 20 - Quartier Porte de Vanves (14e). - Subventions à 15 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville. - Première enveloppe pour 2009. - Montant total : 37.300 euros.

2009, DPVI 24 - Convention avec l'association "MDSL Intervention" au titre de la Politique de la Ville sur le quartier Fontaine au Roi (11e). - Montant total : 18.000 euros.

2009, DPVI 25 - ICF La Sablière SA HLM. - Participation financière de la Ville de Paris pour des travaux dans un local sis 190 avenue de Clichy (17e) en vue de l'installation d'une régie de quartier. - Montant : 60.000 euros.

2009, DPVI 26 - Signature d'une convention entre la Ville de Paris et Paris Habitat OPH relative à la participation financière de la Ville de Paris pour des travaux dans un local sis 19-21 rue de Chartres du quartier Goutte d'Or (18e). - Montant : 55.250 euros.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2009, CAB_MA 8 - Subvention à l'association "Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-mer" (C.A.S.O.D.O.M.) (1er) pour la mise en oeuvre de son programme d'activités 2009. - Montant : 20.000 euros.

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2009, DAC 111 - Subvention à l'association "Les Témoins de l'Histoire à la RATP" (8e). - Montant : 760 euros.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2009, DJS 1 - Signature d'une convention avec l'association "l'Office du Mouvement Sportif du 1er arrondissement" (1er) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 10.000 euros.

2009, DJS 11 - Signature d'une convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 11e arrondissement pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 21.500 euros.

2009, DJS 13 - Subvention au "Comité des Offices du Mouvement Sportif de Paris" (4e) - Montant : 14.500 euros.

2009, DJS 14 - Signature d'une convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 14e arrondissement pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 16.000 euros.

2009, DJS 32 - Subvention à l'association "Club Populaire et Sportif du 10e (CPS 10e)". Montant : 10.000 euros.

2009, DJS 40 - Subventions à deux associations du 14 e arrondissement. Montant total : 18.000 euros.

2009, DJS 58 - Subvention à l'association "L'Echiquier de la Butte" (18e). - Montant : 6.800 euros.

2009, DJS 61 - Subvention à la Fédération Internationale de Savate (18e). - Montant : 11.500 euros.

2009, DJS 64 - Subventions à huit organismes locaux des Fédérations Nationales Sportives. - Montant total : 68.500 euros.

2009, DJS 105 - Signature d'une convention avec l'association "Club Sportif Ternes Paris Ouest" (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 15.000 euros.

2009, DJS 118 - Subvention à la Ligue d'Ile-de-France de Volley-Ball (L.I.F.V.B.) (Hauts-de-Seine).- Montant : 7.000 euros.

2009, DJS 122 Subvention à l'association "Rollers et Coquillages" (1er). - Montant : 9.500 euros.

2009, DJS 125 Subvention au " Club des Volontaires du Sport " (13e). - Montant : 1.600 euros.

2009, DJS 129 Subvention au "Comité Français Pierre de Coubertin" (13e). - Montant : 2.000 euros.

2009, DJS 156 Subvention à l'"Association Sportive et Culturelle Paris Latino" (15e).- Montant : 4.000 euros.

2009, DJS 159 - Indemnisation de tiers en réparation de dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2009, DJS 160 - Subvention à l'association "Courir pour le plaisir" (12e). - Montant : 2.500 euros.

2009, DJS 161 - Subvention à l'association "Génération Double Dutch" (13e). - Montant : 1.500 euros.

2009, DJS 163 - Lancement d'un marché à procédure adaptée pour la pose d'un faux plafond tendu étanche et la mise aux normes de l'éclairage à la piscine Saint-Germain (6e).

2009, DJS 210 - Signature de la convention d'occupation du domaine public relative à l'exploitation du chalet - restaurant "la Cipale" situé au vélodrome Jacques Anquetil - bois de Vincennes (12e).

2009, DJS 253 - Signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public et d'une convention de licence de marques avec la société Amaury Sport Organisation dans le cadre de l'organisation du Marathon et du Semi-Marathon de Paris pour les éditions 2010 à 2019.

2009, DJS 254 - Autorisation à M. le Maire de Paris de consentir au dépôt d'un permis de construire demandé par la Fédération Française de Tennis en vue de la réalisation d'aménagements sur le site de Roland-Garros (16e).

2009, DJS 258 - Lancement d'un marché selon la procédure de l'appel d'offres pour assurer la gestion technique de l'espace de glisse du stade des Fillettes (18e).

2009, DJS 259 - Signature avec Mme Micheline Morin veuve MARRET, d'un protocole d'accord transactionnel destiné à mettre fin au litige l'opposant à la Ville de Paris.

2009, DPA 141 - Approbation du principe et des modalités de passation de deux marchés d'exploitation et de maintenance des installations de génie climatique des piscines et bains douches de la Direction de la Jeunesse et des Sports.

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

2009, DJS 228 - DASCO 45 - Signature d'une convention avec "l'Université Paris Diderot - Paris 7" relative aux grands principes du partage des créneaux dans les futures installations sportives.

M. Jean VUILLERMOZ, M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteurs.

Liste des membres présents.

MM. Gérard d'ABOVILLE, Pierre AIDENBAUM, Gilles ALAYRAC, David ALPHAND, Mme Aline ARROUZE, MM. Daniel ASSOULINE, David ASSOULINE, Pierre AURIACOMBE, Mmes Marie-Chantal BACH, Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mmes Florence BERTHOUT, Dominique BERTINOTTI, Geneviève BERTRAND, Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER, MM. Pierre-Yves BOURNAZEL, Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, MM. Jacques BRAVO, Jean-Bernard BROS, Ian BROSSAT, Mmes Colombe BROSSEL, Catherine BRUNO, Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mmes Frédérique CALANDRA, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Jean-Marie CAVADA, Mme Sandrine CHARNOZ, MM. Pierre CHARON, Michel CHARZAT, Mme Joëlle CHÉRIOUX, M. Pascal CHERKI, Mmes Odette CHRISTIENNE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, Lyne COHEN-SOLAL, MM. Yves CONTASSOT, Alexis CORBIÈRE, Thierry COUDERT, Jérôme COUMET, Daniel-Georges COURTOIS, Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, M. François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mmes Virginie DASPET, Rachida DATI, Melle Emmanuelle DAUVERGNE, M. Bernard DEBRÉ, Melle Roxane DECORTE, MM. Bertrand DELANOË, Alain DESTREM, Mmes Laurence DOUVIN, Véronique DUBARRY, MM. Jérôme DUBUS, Philippe DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, M. René DUTREY, Mmes Myriam EL KHOMRI, Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mmes Léa FILOCHE, Mireille FLAM, Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, MM. Bernard GAUDILLÈRE, Jean-Jacques GIANNESINI, Mmes Danièle GIAZZI, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Christophe GIRARD, Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Philippe GOUJON, Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mmes Anne HIDALGO, Valérie HOFFENBERG, Halima JEMNI, MM. Bruno JULLIARD, Patrick KLUGMAN, Mmes Brigitte KUSTER, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, MM. François LEBEL, Jean-Pierre LECOQ, Jean-François LEGARET, Mme Annick LEPETIT, MM. Romain LÉVY, Alain LHOSTIS, Mmes Katia LOPEZ, Hélène MACÉ de LÉPINAY, MM. Roger MADEC, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Daniel MARCOVITCH, Jean-Baptiste MENGUY, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, MM. Jean-Louis MISSIKA, Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIÉ, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Martine NAMY-CAULIER, Annick OLIVIER, Anne-Constance ONGHENA, Françoise de PANAFIEU, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Melle Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mmes Olivia POLSKI, Danièle POURTAUD, MM. Yves POZZO di BORGO, Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, MM. Christian SAINT-ETIENNE, Hermano SANCHES RUIVO, Mme Marielle de SARNEZ, MM. Georges SARRE, Christian SAUTTER, Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mmes Gisèle STIEVENARD, Anne TACHENE, Karen TAÏEB, MM. Pierre-Christian TAITTINGER, Jean TIBÉRI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, MM. Daniel VAILLANT, François VAUGLIN, Mmes Pauline VERON, Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Excusés : Mme Lynda ASMANI, M. Michel DUMONT, Mme Christine LAGARDE, MM. Pierre LELLOUCHE, Etienne MERCIER, Mme Firmine RICHARD, M. Philippe TORRETON.

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

A - Questions des Conseillers de Paris.

I - Questions du groupe U.M.P.PA.

QE 2009-29 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le calendrier d'élaboration d'un prochain Programme local de l'Habitat, et son articulation éventuelle avec les études conduites par le syndicat "Paris-Métropole".

Libellé de la question :

"Le dernier Programme Local de l'Habitat dont l'élaboration fut engagée en 2001, a été arrêté en 2003 pour être adopté un an plus tard, en octobre 2004 par le Conseil de Paris.

Le projet de loi en cours d'adoption portant mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion apporte différentes modifications aux articles L. 302-1 et suivants du C.C.H. à propos, notamment des conditions de définition des P.L.H., de leur durée et fixe une obligation de mise en conformité pour les documents adoptés depuis moins de 5 ans à la date de publication de la loi.

En décembre 2008, le Conseil de Paris adoptait par ailleurs le voeu d'une saisine du Syndicat d'études mixte ouvert, "Paris Métropole" aux fins "d'établir un diagnostic des P.L.U. et P.L.H. existant sur son territoire et d'étudier les modalités d'une meilleure coordination".

Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris de bien vouloir leur indiquer le calendrier d'élaboration d'un prochain P.L.H. et son articulation éventuelle avec les études conduites par le Syndicat "Paris Métropole".

Aux termes de l'article L. 302-1 du C.C.H., les maires d'arrondissement de Paris, Lyon, Marseille participent à la définition de ce programme, les auteurs de la question souhaiteraient en conséquence connaître les modalités d'exécution de cette obligation."

Réponse non parvenue.

QE 2009-30 Question de Mme Brigitte KUSTER à M. le Maire de Paris relative aux conditions de démontage et de préservation de la halle quai n° 3, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC "Clichy-Batignolles" (17e).

Libellé de la question :

"La halle quai n° 3, édifiée entre 1843 et 1852 est un témoignage rare de la genèse des constructions ferroviaires. A ce titre, elle a fait l'objet d'une décision de sauvegarde dans le cadre du projet d'aménagement de la Z.A.C. "Clichy-Batignolles" dans le 17e arrondissement.

Il a donc été convenu de la démonter et de la réinstaller ultérieurement au coeur du parc "Clichy-Batignolles Martin Luther King".

Ce démontage est actuellement en cours.

Brigitte KUSTER souhaiterait savoir quelles sont les conditions et les étapes techniques du démontage de la halle quai n°3 ? Où se situe le lieu de stockage des différentes parties qui la composent ? Et quel est le calendrier précis de ce démontage et de la réimplantation dans le parc "Clichy-Batignolles Martin Luther King" ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-31 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur l'état d'avancement du projet d'aménagement de l'esplanade, afin d'améliorer les conditions d'accueil pour la visite de la Tour Eiffel.

Libellé de la question :

"Avec plus de 7 millions de visiteurs par an, la Tour Eiffel est l'un des monuments d'Ile-de-France le plus visité et il est devenu l'un des principaux symboles de Paris.

On ne peut que s'en réjouir, pourtant il faut bien du courage à tous ces visiteurs pour patienter, jusqu'à une heure ou deux, dans les files d'attente pour accéder au site, y compris les jours d'intempéries.

Le 21 décembre 1998 un cahier des charges avait défini les conditions de mise à disposition de l'esplanade, située sous le monument, au profit de la S.N.E. "Tour Eiffel".

En mai 1999, le Conseil de Paris avait approuvé le principe de réalisation d'une étude d'aménagement de cet espace, en sous-sol, notamment pour ne pas perturber la perspective du Champ de Mars.

Mais, en raison des manifestations festives liées au passage à l'an 2000, la mise en oeuvre des travaux avait été repoussée afin de permettre un large rassemblement du public.

Nous sommes en 2009, et rien de nouveau ne semble s'installer aux pieds de notre Tour Eiffel.

Aussi, Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris de leur communiquer l'état d'avancement du projet d'aménagement de l'esplanade, notamment pour de nouvelles conditions d'accueil du public."

Réponse non parvenue.

QE 2009-32 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur l'application rigoureuse du règlement des bouquinistes.

Libellé de la question :

"C'est une tradition bien parisienne, qui a débuté au XVIe siècle, que la présence de ces petits colporteurs.

En 1859, des concessions, installées sur plus de 3 kilomètres le long de la Seine, furent mises en place par la Ville de Paris. Un arrêté pris le 1er octobre 1993 réglemente même les dimensions des boîtes utilisées par les bouquinistes.

Aujourd'hui, ce sont près de 217 bouquinistes qui exercent cette activité.

Hélas, on ne peut que regretter que certains marchands ne se contentent plus de la vente d'objets ou de livres anciens, mais de la vente de souvenirs très commerciaux dans la gamme la plus vaste qui soit, ce qui galvaude ce métier typiquement parisien.

Il est aussi à déplorer le mauvais état de certaines boîtes, notamment taguées...

Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris une application plus rigoureuse du règlement des bouquinistes, et les mesures qu'il entend prendre pour que les boîtes détériorées retrouvent rapidement un aspect plus correct."

Réponse non parvenue.

QE 2009-33 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur la délivrance des nouvelles licences de taxi à Paris.

Libellé de la question :

"En août 2008, la Préfecture de police s'est engagée à délivrer gratuitement 100 licences par mois et cela jusqu'en décembre, donnant ainsi à Paris, 500 taxis supplémentaires.

Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Préfet de police, le bilan de la mise en place de cette offre."

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) **:**

"En 2002, M. le Préfet de police a mis en place un programme de création de 1.500 nouvelles autorisations de stationnement de taxi, sur 5 ans, à compter de 2003.

Le protocole d'accord du 28 mai 2008 relatif à l'évolution de la profession de taxi, signé par Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales avec les organisations professionnelles a préconisé que les 500 licences non encore attribuées à cette date sur les 1.500 prévues le soient d'ici la fin de l'année 2008.

L'arrêté du Préfet de police du 28 juillet 2008 a ainsi porté le nombre de taxis autorisés à circuler et à stationner dans Paris et dans les communes ayant adhéré au statut des taxis parisiens de 15.900 à 16.400.

Ces 500 autorisations de stationnement ont été attribuées aux conducteurs de taxi locataires et salariés inscrits sur la liste d'attente, par ordre d'ancienneté de leur inscription, au rythme de 100 par mois, entre les mois d'août et de décembre 2008.

Il convient de noter que les bénéficiaires d'une licence à titre gratuit disposent d'un délai réglementaire de deux mois pour mettre leur véhicule taxi en circulation. La Préfecture de police peut accorder, le cas échéant, un délai supplémentaire afin de leur permettre de remplir la condition de mise en circulation du véhicule, pour tenir compte, par exemple, des délais de livraison de celui-ci.

Au 2 mars 2009, 338 bénéficiaires d'une nouvelle licence sur les 500 attributaires ont rempli cette condition et mis leur véhicule taxi en circulation.

Certains conducteurs n'ayant pas donné suite à l'attribution de leur licence, la Préfecture de police notifiera prochainement aux conducteurs suivants sur la liste d'attente l'octroi des licences qui n'ont pu être délivrées."

QE 2009-34 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la mise en place de l'Agence du taxi à Paris.

Libellé de la question :

"Lors de la séance du Conseil de Paris en date du 16 juin 2008, l'Exécutif a déposé le voeu n° 52 bis relatif à la création d'une agence du taxi où pourraient être débattues les modalités techniques de mises en oeuvre de différents projets liés à la profession.

D'ailleurs, M. le Préfet, le 3 juin 2008, dans un courrier adressé au Maire de Paris, avait réclamé la mise en place d'un groupe de travail.

Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris de leur indiquer où en est la mise en place de cette Agence du taxi à Paris et qui pourra y siéger."

Réponse non parvenue.

QE 2009-35 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police concernant la recrudescence des vols dits "à la portière" ou "à l'arraché" dans la Capitale.

Libellé de la question :

"Même si l'année 2008 a permis d'enregistrer une légère baisse de 2,6 % des vols dits "à la portière" ou "à l'arraché" en deux roues, il semble que la fin d'année 2008 et le début d'année 2009 marque une recrudescence de ce type d'agressions souvent d'une très grande violence.

La scène est malheureusement de plus en plus fréquente, surtout dans les secteurs de Paris très fréquentés par les touristes.

Pourtant, fin 2005, début 2006, un coup d'arrêt brutal (-54 %) avait été donné à ces vols grâce, notamment, à un nombre important d'interpellations.

Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. interrogent M. le Préfet de police sur les moyens mis en place et les renforts envisagés pour lutter efficacement contre cette pratique ultra-violente."

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"Les services de police n'ont pas constaté en fin d'année 2008 et en début d'année 2009 de recrudescence des vols à la portière ou des vols à l'arraché commis à l'aide de deux-roues. Les statistiques font au contraire apparaître que le nombre de vols dits "à la portière" et "à l'arraché" commis dans la Capitale est en baisse régulière depuis 2005 :

- Le nombre de vols "à la portière" connaît une baisse de près de 69 %, avec 161 faits en 2008 contre 525 en 2005.

- Les vols "à l'arraché", ont diminué de 13,51 %, avec 9.307 infractions en 2008 contre 10.762 en 2005.

Ce type de délinquance fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des services de police afin que le dispositif de couverture opérationnelle préventive, dissuasive et d'interpellation en flagrant délit soit chaque jour adapté à l'évolution des faits. Tous les actes de cette nature commis sur la Capitale et qui font l'objet d'une plainte, sont répertoriés. Une étude mensuelle complète de leur évolution est menée par la Direction de la Police urbaine de proximité.

Le recours croissant à la police technique et scientifique et les recoupements opérés grâce à l'exploitation des fichiers de police sont des facteurs essentiels de succès des enquêtes. A titre d'exemple, le mois dernier, la 2e division de Police judiciaire a interpellé et déféré 11 individus, auteurs présumés de 16 vols avec violences commis sous la menace d'une arme.

Afin de lutter contre ce phénomène violent, dont les touristes sont des cibles privilégiées, plusieurs dispositifs sont mis en œuvre :

- d'une part, la présence accrue des patrouilles de la Direction de la Police urbaine de proximité sur la voie publique dans les endroits touristiques et aux portes de Paris, avec un appui d'agents motocyclistes de la D.O.P.C. ;

- d'autre part, un travail assidu d'investigation réalisé par un groupe d'enquête spécialisé chargé de traquer la délinquance d'habitude.

Enfin, la lutte contre les vols avec violences perpétrés sur la voie publique va être confortée par l'installation de nouvelles caméras de vidéo protection prévue dans le cadre du plan "1.000 caméras" et par une coordination systématique quotidienne, permanente et renforcée des services de police et de gendarmerie."

QE 2009-36 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les risques liés à l'installation d'antennes relais de téléphonie mobile à proximité d'établissements scolaires et leurs conséquences sur la santé des parisiens.

Libellé de la question :

"L'installation d'une antenne relais de téléphonie mobile sur le toit de l'immeuble situé 73, boulevard Exelmans et 64, rue Michel-Ange est prévue.

Les riverains, et particulièrement les parents d'élèves des deux établissements scolaires situés à proximité, s'interrogent sur les éventuels risques liés à ces installations et leurs conséquences sur la santé humaine.

Leurs inquiétudes sont d'autant plus légitimes que la Cour d'appel de Versailles a confirmé, le 4 février dernier, un jugement du T.G.I. de Nanterre d'octobre 2008 qui exige sous peine d'astreinte, au nom du principe de précaution, le démontage d'une antenne relais située à proximité de lieux de vie.

Les Conseillers du 16e arrondissement et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris :

- Quelles garanties peut-il communiquer pour la sécurité sanitaire des Parisiens, et en particulier des enfants, lorsqu'il autorise l'installation de relais de téléphonie mobile à proximité des établissements scolaires ?

- Quelles précautions prévoit-il pour les personnes les plus fragiles, en particulier les enfants et les personnes âgées, vivant à proximité de telles installations ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-37 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police concernant l'autorisation de circulation des véhicules de collecte d'ordures ménagères dans les voies réservées aux bus.

Libellé de la question :

"Une part non négligeable des difficultés rencontrées dans les opérations de collecte des ordures ménagères et des déchets multi matériaux est liée à l'éloignement des centres de traitement où sont vidées les bennes et aux problèmes de circulation auxquels n'échappent pas les véhicules de collecte.

Si ces véhicules peuvent circuler dans les couloirs réservés aux bus pour les opérations de collecte, ils n'y sont pas autorisés lorsque cette collecte est achevée et qu'ils doivent rejoindre le centre de traitement ou leur secteur de collecte.

Les autoriser à emprunter ces couloirs leur permettrait souvent de regagner plus vite les centres de traitement puis les lieux de collecte et éviter ainsi beaucoup de retard.

Les Conseillers du 16e arrondissement et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Préfet de police :

- S'il peut-être envisagé d'autoriser la circulation des véhicules de collecte dans les voies réservées aux bus ?"

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"Le Maire de Paris et le Préfet de police selon leurs compétences respectives, disposent de la possibilité de réserver des emplacements pour faciliter la circulation de plusieurs catégories de véhicules (article L. 2213-3 du Code général des collectivités territoriales). Il s'agit, aux termes de la loi, des transports publics de voyageurs, des taxis et des véhicules de transports de fonds.

A Paris, des autorisations complémentaires ont été délivrées pour des motifs de sécurité : que ce soit pour les cyclistes pour des raisons de sécurité routière quand la configuration des lieux le permet ou que ce soit des véhicules motorisés concourant à des missions d'intérêt général caractérisées par la nécessité de se déplacer rapidement. Il s'agit des véhicules de transports sanitaires terrestres, des véhicules des médecins assurant la permanence des soins ou participant à l'urgence médicale ou encore des véhicules EDG/GDF en intervention. Cette faculté d'utiliser les voies réservées est limitée à l'exercice par leurs utilisateurs de leurs missions urgentes.

Les véhicules de collecte des ordures ménagères effectuent une mission d'entretien de la voie publique d'intérêt public mais qui ne renvoie pas à des considérations d'urgences particulières ; de ce fait, ces véhicules peuvent simplement accéder aux voies réservées au titre de leur mission de ramassage des ordures ménagères le long de la voie.

L'objet même des voies réservées est de limiter le nombre de véhicules autorisés à y circuler sauf à compromettre la finalité même de l'aménagement qui est d'assurer une circulation plus rapide de certains véhicules. Il n'apparaît ainsi pas souhaitable d'autoriser la circulation de transit des véhicules de collecte des ordures ménagères dans les voies réservées pour de simples raisons de commodité."

QE 2009-38 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris à propos de la renégociation de la convention de concession passée avec l'Electricité réseau distribution de France pour l'acheminement et la distribution de l'électricité dans la Capitale.

Libellé de la question :

"Une convention de concession pour l'acheminement et la distribution de l'électricité dans la Capitale permet à "Electricité réseau Distribution de France" (E.r.D.F.) d'occuper un certain nombre d'immeubles appartenant à la Ville de Paris.

D'après nos informations, cette convention, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2009, est en cours de renégociation.

A ce titre, certains immeubles concédés à "E.r.D.F." ont déjà pu ou pourront faire l'objet d'une restitution à la Ville de Paris.

Les Conseillers du 16e arrondissement et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris :

- Quel est l'état d'avancement de ces discussions avec "E.r.D.F." ?

- Si l'immeuble situé 6, place Possoz (16e), occupé par "E.r.D.F.", sera restitué en tout ou partie à la Ville de Paris conformément au voeu des élus du 16e qui souhaitent notamment y implanter des services sociaux et un équipement de petite enfance ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-39 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux fermetures annoncées d'équipements sportifs importants pour le 16e arrondissement et les solutions prévues pour garantir aux élèves de l'arrondissement un enseignement sportif de qualité.

Libellé de la question :

"La communauté scolaire du groupe Jean-Baptiste Say, comme les autres établissements scolaires du 16e, est très inquiète des fermetures annoncées d'équipements sportifs importants pour l'arrondissement.

Du fait des manifestations sportives organisées dans plusieurs ensembles sportifs de l'arrondissement, les élèves sont déjà privés d'un nombre important d'heures d'E.P.S.

Direction, enseignants et parents d'élèves craignent donc que les projets de la Ville dans le 16e ne se traduisent par une aggravation de la situation, d'autant que les compensations évoquées restent très vagues ou ne sont pas adaptées.

Les Conseillers du 16e arrondissement et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris :

- Quelles solutions concrètes il prévoit de mettre en place pour garantir aux élèves du 16e arrondissement un enseignement physique et sportif de qualité dans des équipements adaptés situés à proximité des établissements scolaires ?

- De réaffirmer clairement sa promesse que les travaux de construction du nouveau stade Jean Bouin ne seront en aucun cas commencés avant que l'aménagement prévu sur les pelouses centrales de l'hippodrome d'Auteuil ne soit terminé."

Réponse non parvenue.

QE 2009-40 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris pour l'affectation d'un budget exceptionnel à la modernisation du système d'éclairage public des contre-allées de l'avenue Foch (16e).

Libellé de la question :

"Le système d'éclairage public des contre-allées de l'avenue Foch, qui date des années 50, ne permet plus d'offrir une qualité d'éclairage acceptable.

De plus, il est fréquemment l'objet de dysfonctionnements.

Chaque année, le 16e arrondissement inscrit dans ses propositions d'investissements localisés de voirie la modernisation de ce système.

Malheureusement, le projet n'a jamais pu être retenu du fait de son coût, estimé à 2.800.000 euros, qui représente pratiquement quatre fois l'enveloppe annuelle accordée en moyenne au 16e pour l'éclairage public.

Or, compte tenu de la vétusté du système et de l'insécurité que favorise la faiblesse de l'éclairage, cette modernisation est urgente.

Les Conseillers du 16e arrondissement et les membres du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris :

- Qu'un budget exceptionnel soit affecté à la modernisation du système d'éclairage public des contre-allées de l'avenue Foch."

Réponse non parvenue.

QE 2009-41 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la prise en compte des normes environnementales et énergétiques pour le projet de construction de logements sociaux sur la parcelle à l'angle du 38, boulevard de La Tour Maubourg et du 71, rue Saint-Dominique (7e).

Libellé de la question :

"La lutte contre le réchauffement climatique, conjuguée à l'impératif d'économiser des ressources énergétiques, naturelles et fossiles, impose de recourir aux pratiques les plus à même de minimiser la consommation d'énergie des bâtiments, et de limiter leurs émissions de gaz à effet de serre.

Cette nécessité devrait particulièrement s'imposer pour les constructions nouvelles, à travers l'emploi des systèmes les plus performants, notamment :

- l'isolation par l'extérieur des bâtiments ;

- l'emploi de ventilations double flux, qui limitent les déperditions de calories ;

- les vitrages à hautes performances ;

- l'utilisation de capteurs solaires thermiques, ou le recours à la géothermie.

L'emploi de matériaux recyclables, durables, et ayant nécessité un faible apport énergétique pour leur extraction, leur élaboration et leur mise en oeuvre, apparaît également comme judicieux.

Le développement du recyclage des eaux pluviales pour les usages qui ne nécessitent pas d'eau potable, comme l'arrosage des espaces verts, le nettoyage d'espaces naturels publics ou privés, est préconisé par le cahier des recommandations environnementales annexé au P.L.U. de Paris.

Les éventuels surcoûts de ces dispositifs sont compensés en quelques années par les baisses de charges. Cette réalité est particulièrement importante pour les locataires de logements sociaux.

La Ville de Paris dispose d'une réelle responsabilité dans la décision de mettre en oeuvre le mieux disant environnemental, lorsqu'elle est donneur d'ordre ou cofinanceur de projets de constructions nouvelles.

Il en est ainsi du programme de construction de logements sociaux sur la parcelle située à l'angle du 38, boulevard de La Tour Maubourg et du 71, rue Saint-Dominique, qui a fait l'objet en 2007 d'une subvention de la Ville de Paris pour plus de 3 millions d'euros, et d'une garantie d'emprunt à hauteur de 2,4 millions d'euros.

Dans ces conditions, Rachida DATI et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris pour les constructions nouvelles ayant fait l'objet d'un permis de construire sur la parcelle située à l'angle du 38, boulevard de La Tour Maubourg et du 71, rue Saint-Dominique :

- quelles sont les normes environnementales et énergétiques respectées ;

- quelle est leur consommation prévisionnelle (par mètre carré de surface) pour les consommations de chauffage, de refroidissement et de production d'eau chaude sanitaire ;

- quels sont les dispositifs qu'elles comportent pour réduire les consommations énergétiques et limiter leur impact sur l'effet de serre ;

- de quelle manière les énergies renouvelables et le recyclage des eaux pluviales sont intégrés ;

- quelles ont été les exigences de la Ville de Paris en matière d'environnement pour conditionner l'octroi de ses subventions et sa garantie d'emprunt ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-42 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant le nombre de places en crèche que la Municipalité envisage de créer au cours de la mandature dans chaque arrondissement.

Libellé de la question :

"Le Maire de Paris s'est engagé dans son programme à créer "4.500 nouvelles places de crèches d'ici à 2014 en veillant à leur juste répartition entre les différents quartiers de Paris".

L'urgence des besoins en modes de garde collectifs pour la petite enfance est effectivement patente.

Cette réalité s'illustre dans tous les arrondissements de Paris. Ainsi, la mairie du 7e n'a pu attribuer qu'environ 175 places de crèche pour 460 demandes en 2008, soit à peine plus du tiers.

Dans ces conditions, Rachida DATI et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris :

- selon quels critères il compte répartir les places à créer entre les différents arrondissements ;

- combien de places il estime être en mesure de créer pour chaque arrondissement d'ici à 2014."

Réponse non parvenue.

II - Questions du groupe Centre et Indépendants.

QE 2009-27 Question de Mme Fabienne GASNIER et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à des dysfonctionnements dans la gestion du contrat de délégation de service public liant la Ville de Paris à la Compagnie parisienne de chauffage urbain.

Libellé de la question :

"Un rapport de la Cour des comptes a pointé des dysfonctionnements dans la gestion du contrat de délégation de service public liant la Ville de Paris à la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain.

Ce rapport met en cause la durée du contrat, établi en 1927 et devant prendre fin en 2017, et les conditions de tarification qui semblent accorder une trop grande liberté à la C.P.C.U. Mais, la Cour des comptes met aussi en garde contre le risque de détérioration du réseau, dont la remise en état ne pourra pas être achevée avant le terme de la délégation de service public. Il apparaît enfin que le contrôle de la Ville sur les investissements réalisés par la C.P.C.U. depuis 2004 est insuffisant.

Compte tenu que ce réseau est l'un des plus importants du monde et fournit prés de 25 % de la consommation parisienne de chauffage, il est indispensable que la Ville de Paris veille à la bonne exécution de ce contrat de délégation de service public.

Fabienne GASNIER et le groupe Centre et Indépendants demandent donc à ce que lui soient communiquées les mesures que la Municipalité entend prendre pour résoudre ces dysfonctionnements et garantir le meilleur service aux Parisiens".

Réponse non parvenue.

QE 2009-43 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris sur la possibilité de partenariats avec des départements riverains de la petite Couronne, dans le cadre de la démarche "Paris-Métropole".

Libellé de la question :

"Mme Geneviève BERTRAND et les élus du groupe Centre et Indépendants demandent à M. le Maire de Paris de bien vouloir leur faire connaître si des projets concernant le Département de Paris trouvent place dans le programme opérationnel FEDER 2007-2015 en Ile-de-France. Si tel est le cas, de quelle nature et pour quels montants ?

En effet, sur les 300 milliards d'euros consacrés aux fonds structurels européens, prés de 700 millions d'euros sont attribués à l'Ile-de-France. Le programme opérationnel prévoit une enveloppe de 151 millions d'euros.

Dans le cadre de la démarche "Paris-Métropole", n'y aurait-il pas lieu à partenariats avec des départements riverains de la Petite Couronne pour la réalisation d'opérations co-financées par l'Union européenne ?"

Réponse non parvenue.

QE 2009-44 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à la prolongation et à l'actualisation des travaux effectués par le Conseil de la Citoyenneté des Parisiens non Communautaires lors de la précédente mandature.

Libellé de la question :

"Mme Geneviève BERTRAND et les élus du groupe Centre et Indépendants demandent à M. le Maire de Paris quelles dispositions il compte prendre pour prolonger et actualiser les travaux effectués, lors de la précédente mandature, par le Conseil de la Citoyenneté des Parisiens Non Communautaires (C.C.P.N.C.)."

Réponse (Mme Pascale BOISTARD, adjointe) .

"Le Conseil de la Citoyenneté des Parisiens Non Communautaires (C.C.P.N.C.), créé en 2001, est une instance de démocratie locale. Il permettait de donner la parole à ces citoyens parisiens qui n'ont pas le droit de vote.

Le Maire de Paris, dans son projet municipal, a tenu à réaffirmer sa volonté de permettre à tout habitant parisien de participer à la vie démocratique de la Cité et que chaque arrondissement se dote d'un Conseil des parisiens non communautaires.

Pour ce faire, Pascale BOISTARD, adjointe en charge de l'Intégration et des Etrangers non communautaires, a organisé deux réunions, les 13 octobre et 4 décembre 2008, auxquelles étaient conviés l'ensemble des Maires d'arrondissement.

La première réunion a permis de débattre sur la généralisation des Assemblées des Citoyens Parisiens Extra Communautaires (A.C.P.E.) dans tous les arrondissements. En effet, afin de donner une cohérence à ce dispositif, l'Assemblée centrale de la Mairie de Paris deviendrait alors une émanation de ces assemblées locales.

En réponse aux demandes des arrondissements, un projet de Charte a été proposé. Cette Charte doit permettre d'établir les conditions générales communes pour ces instances.

Il appartient ensuite à chaque arrondissement de la faire évoluer en fonction de ses spécificités et de ses attentes.

Pour instaurer une certaine cohérence entre les Assemblées, des critères généraux ont été proposés pour les membres :

- étrangers extra communautaires ;

(Les Français disposant de la double nationalité dont l'une d'un Etat extracommunautaire ne peuvent siéger dans cette instance)

- respect de la parité entre les hommes et les femmes ;

- étrangers extra communautaires représentatifs des 5 continents ;

- candidatures déposées uniquement à titre individuel.

Fin janvier 2009, Pascale BOISTARD a envoyé un courrier aux maires d'arrondissement, accompagné du projet de Charte, pour leur proposer de le valider.

Elle demandait également aux Maires de lui faire part du calendrier prévisionnel de la mise en place des Assemblées des Citoyens Extra Communautaires dans leur arrondissement.

La volonté de l'équipe municipale est que les Assemblées locales soient instituées dans les arrondissements d'ici l'été, afin de pouvoir réunir la première assemblée parisienne, qui en serait l'émanation, à la rentrée 2009."

B - Question d'un Conseil d'arrondissement.

QE 2009-28 Question du Conseil du 15e arrondissement à M. le Maire de Paris relative aux investissements localisés.

Libellé de la question :

"L'adoption du budget d'investissement de la Ville de Paris constitue pour une assemblée délibérante un acte fort qui fixe les grandes priorités pour l'année suivante.

Pourtant, force est de constater qu'à huit jours de l'adoption par le Conseil de Paris du budget 2009, les Maires d'arrondissement n'ont toujours pas connaissance des décisions du Maire de Paris sur les investissements localisés qui seront réalisés l'an prochain, alors même que des discussions budgétaires ont été entamées il y a plus de six mois entre les Maires d'arrondissement et des représentants du Maire de Paris.

Dans le 15e arrondissement, le montant des investissements qui ont donné lieu à débat s'élève à plus de 100 millions d'euros ; si la Municipalité du 15e s'attend à ne pas obtenir satisfaction sur l'ensemble des projets qu'elle a soumis aux directions techniques, ceux-ci ont toutefois pour bon nombre d'entre eux été validés. Au titre des gros projets qui devraient s'inscrire dans le cadre du P1PP, figurent notamment :

- la rénovation-extension du parc André Citroën pour un montant de 3,6 millions présentée à la population par l'adjointe au Maire de Paris chargée des espaces verts lors d'une réunion de concertation à la mairie du 15e,

- la réhabilitation du groupe scolaire Olivier de Serres pour 37,5 millions qui a fait l'objet d'un voeu adopté à l'unanimité par le Conseil d'arrondissement de juin 2008,

- la construction d'une piscine flottante au débouché du parc André Citroën pour 32 millions dont les études viennent d'être votées au Conseil d'arrondissement du I7 novembre.

Malgré l'évocation de ces projets lors de plusieurs réunions budgétaires et malgré l'envoi de courriers répétés au Maire de Paris, aucun engagement ferme n'a été pris à l'égard de la mairie du 15e.

Mme Catherine BRUNO, MM. Philippe GOUJON, Jean-François LAMOUR, Alain DESTREM, et les élus des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants du Conseil du 15e arrondissement demandent donc à M. le Maire de Paris de les tenir informés avant le vote du budget de la Ville de Paris des arbitrages qu'il a rendus sur les investissements localisés du 15e qui seront réalisés dans le cadre du budget primitif 2009."

Réponse non parvenue.

Annexe n° 2 - Scrutin public relatif à l'amendement n° 23 déposé par le groupe "Les Verts" sur le projet de délibération DVD 75.

Votants : 135

Pour : 9

Contre : 85

Abstentions : 41

Nppv : 0

1 - Contre - M. BROSSAT Ian, Communiste

2 - Contre - Mme BACHE Marinette, MRC

3 - Pour - M. GAREL Sylvain, Les Verts

4 - Contre - M. CAFFET Jean-Pierre, Socialiste et Radical de gauche

5 - Contre - M. DAGNAUD François, Socialiste et Radical de gauche

6 - Contre - M. GIRARD Christophe, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: M. GUILLOT Didier)

7 - Contre - Mme HIDALGO Anne, Socialiste et Radical de gauche

8 - Contre - M. GAUDILLERE Bernard, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme POURTAUD Danièle)

9 - Contre - Mme TROSTIANSKY Olga, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme WIEVIORKA Sylvie)

10 - Contre - M. SARRE Georges, MRC

11 - Contre - Mme LEPETIT Annick, Socialiste et Radical de gauche

13 - Pour - M. BAUPIN Denis, Les Verts

14 - Abst. - M. LAMOUR Jean-François, UMP

15 - Abst. - M. LEGARET Jean-Francois, UMP

16 - Abst. - M. TIBERI Jean, UMP - (Délégué: M. LEGARET Jean-Francois)

17 - Contre - M. LHOSTIS Alain, Communiste

18 - Contre - Mme ARROUZE Aline, Communiste

19 - Contre - Mme BIDARD Hélène, Communiste

20 - Contre - Mme BECKER Emmanuelle, Communiste

22 - Pour - M. BOUTAULT Jacques, Les Verts

23 - Pour - Mme FOURNIER Danielle, Les Verts

24 - Contre - M. BLOCHE Patrick, Socialiste et Radical de gauche

25 - Contre - Mme BLUMENTHAL Michèle, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme CALANDRA Frédérique)

26 - Contre - Mme BENGUIGUI Yamina, Socialiste et Radical de gauche

27 - Contre - Mme BOISTARD Pascale, Socialiste et Radical de gauche

28 - Contre - M. SAUTTER Christian, Socialiste et Radical de gauche

29 - Contre - Mme STIEVENARD Gisèle, Socialiste et Radical de gauche

30 - Contre - M. BROS Jean-Bernard, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: M. ALAYRAC Gilles)

31 - Contre - Mme BROSSEL Colombe, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme EL KHOMRI Myriam)

32 - Contre - Mme CAPELLE Liliane, MRC

33 - Contre - M. BOUAKKAZ Hamou, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: M. SAUTTER Christian)

34 - Abst. - M. GOASGUEN Claude, UMP - (Délégué: Mme BOULAY-ESPERONNIER Céline)

35 - Abst. - Mme DOUVIN Laurence, UMP

36 - Abst. - Mme DATI Rachida, UMP - (Délégué: M. GOUJON Philippe)

37 - Abst. - M. GOUJON Philippe, UMP

39 - Abst. - Mme de PANAFIEU Françoise, UMP - (Délégué: M. STEIN Richard)

40 - Abst. - M. LECOQ Jean-Pierre, UMP - (Délégué: Mme KUSTER Brigitte)

41 - Contre - Mme SIMONNET Danielle, Non-Inscrit

42 - Contre - M. CORBIERE Alexis, Non-Inscrit

43 - Contre - Mme WIEVIORKA Sylvie, Socialiste et Radical de gauche

44 - Pour - M. DUTREY René, Les Verts

45 - Pour - M. CONTASSOT Yves, Les Verts

47 - Contre - M. AIDENBAUM Pierre, Socialiste et Radical de gauche

48 - Contre - Mme CALANDRA Frédérique, Socialiste et Radical de gauche

49 - Contre - M. VAILLANT Daniel, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: M. KLUGMAN Patrick)

50 - Contre - M. CHERKI Pascal, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme CAPELLE Liliane)

51 - Contre - Mme COHEN-SOLAL Lyne, Socialiste et Radical de gauche

52 - Contre - Mme DAGOMA Seybah, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme COHEN-SOLAL Lyne)

53 - Pour - Mme DUBARRY Véronique, Les Verts

54 - Contre - Mme EL KHOMRI Myriam, Socialiste et Radical de gauche

55 - Contre - Mme ERRECART Maïté, Socialiste et Radical de gauche

56 - Pour - Mme GIBOUDEAUX Fabienne, Les Verts

57 - Contre - M. GUILLOT Didier, Socialiste et Radical de gauche

59 - Abst. - M. CHARON Pierre, UMP (Délégué: M. LAMOUR Jean-François)

60 - Abst. - Mme KUSTER Brigitte, UMP

61 - Contre - M. LEBEL François, UMP

63 - Abst. - Mme DUMAS Catherine, UMP - (Délégué: M. DUBUS Jérome)

65 - Contre - M. CARON-THIBAULT Gauthier, Socialiste et Radical de gauche

66 - Contre - Mme VERON Pauline, Socialiste et Radical de gauche

67 - Contre - M. TORRETON Philippe, Socialiste et Radical de gauche

68 - Contre - M. BRAVO Jacques, Socialiste et Radical de gauche

70 - Contre - M. FERAUD Rémi, Socialiste et Radical de gauche

71 - Contre - M. MADEC Roger, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: M. PENINOU Mao)

72 - Contre - Mme BERTINOTTI Dominique, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: M. AIDENBAUM Pierre)

73 - Contre - M. JULLIARD Bruno, Socialiste et Radical de gauche

74 - Contre - Mme LALEM Fatima, Socialiste et Radical de gauche

75 - Contre - M. LE GUEN Jean-Marie, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme LANG Anne-Christine)

76 - Contre - Mme LE STRAT Anne, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme ERRECART Maïté)

77 - Contre - M. MANO Jean-Yves, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: M. MOINE Philippe)

78 - Contre - M. MANSAT Pierre, Communiste

79 - Abst. - Mme TISSOT Claude-Annick, UMP

81 - Abst. - M. TAITTINGER Pierre-Christian, UMP - (Délégué: Mme HAREL Marie-Laure)

82 - Abst. - M. BENESSIANO Hervé, UMP

83 - Abst. - M. DESTREM Alain, UMP - (Délégué: Mme de CLERMONT-TONNERRE Claire)

84 - Abst. - Mme de CLERMONT-TONNERRE Claire, UMP

87 - Contre - Mme OLIVIER Annick, Socialiste et Radical de gauche

88 - Contre - M. MOINE Philippe, Socialiste et Radical de gauche

89 - Contre - Mme LANG Anne-Christine, Socialiste et Radical de gauche

90 - Contre - Mme BARTHE Marie-Annick, Socialiste et Radical de gauche

91 - Contre - Mme CHARNOZ Sandrine, Socialiste et Radical de gauche

92 - Contre - M. ASSOULINE Daniel, Socialiste et Radical de gauche

93 - Contre - M. VAUGLIN Francois, Socialiste et Radical de gauche

94 - Contre - M. DUCLOUX Philippe, Socialiste et Radical de gauche

95 - Contre - Mme FLAM Mireille, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: M. DUCLOUX Philippe)

96 - Contre - M. MISSIKA Jean-Louis, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme PIGEON Frédérique)

97 - Contre - Mme MONTACIE Camille, Socialiste et Radical de gauche

98 - Pour - M. NAJDOVSKI Christophe, Les Verts

99 - Contre - M. SCHAPIRA Pierre, Socialiste et Radical de gauche

100 - Abst. - M. POZZO DI-BORGO Yves, Centre et Indépendants

101 - Abst. - Mme BRUNO Catherine, Centre et Indépendants

103 - Abst. - M. STEIN Richard, UMP

106 - Abst. - M. BERTHAULT Jean-Didier, UMP - (Délégué: M. BENESSIANO Hervé)

108 - Abst. - Mme CHERIOUX de SOULTRAIT Joelle, UMP - (Délégué: Mme ONGHENA Anne-Constance)

109 - Abst. - Mme MACE de LEPINAY Hélène, UMP - (Délégué: M. MENGUY Jean-Baptiste)

110 - Abst. - Mme BACH Marie-Chantal, UMP - (Délégué: Mme DOUVIN Laurence)

111 - Contre - Mme GACHET Isabelle, Socialiste et Radical de gauche

112 - Contre - M. KLUGMAN Patrick, Socialiste et Radical de gauche

113 - Contre - Mme GOLDGRAB Laurence, Socialiste et Radical de gauche

114 - Contre - M. ALAYRAC Gilles, Socialiste et Radical de gauche

115 - Contre - M. DARGENT Claude, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme HIDALGO Anne)

116 - Contre - Mme POLSKI Olivia, Socialiste et Radical de gauche

117 - Contre - M. SANCHES-RUIVO Hermano, Socialiste et Radical de gauche

118 - Contre - Mme POURTAUD Danièle, Socialiste et Radical de gauche

119 - Contre - Mme de LA GONTRIE Marie-Pierre, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme LEPETIT Annick)

124 - Abst. - Mme BERTRAND Genevieve, Centre et Indépendants

125 - Abst. - Mme GASNIER Fabienne, Centre et Indépendants

126 - Abst. - M. ALPHAND David, UMP - (Délégué: M. BOURNAZEL Pierre-Yves)

127 - Abst. - M. BOURNAZEL Pierre-Yves, UMP

132 - Abst. - M. DUBUS Jérome, UMP

133 - Abst. - M. GABORIAU Pierre, UMP - (Délégué: Mme TISSOT Claude-Annick)

134 - Abst. - M. HELARD Eric, UMP - (Délégué: M. AURIACOMBE Pierre)

135 - Contre - M. ASSOULINE David, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme LALEM Fatima)

136 - Contre - Mme RICHARD Firmine, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: Mme JEMNI Halima)

137 - Contre - Mme FILOCHE Léa, Socialiste et Radical de gauche

138 - Contre - Mme JEMNI Halima, Socialiste et Radical de gauche

139 - Contre - M. PENINOU Mao, Socialiste et Radical de gauche

140 - Contre - M. LEVY Romain, Socialiste et Radical de gauche

141 - Contre - Mme BOUYGUES Claudine, Socialiste et Radical de gauche

142 - Contre - Mme PIGEON Frédérique, Socialiste et Radical de gauche

144 - Contre - M. CHARZAT Michel, Non-Inscrit

148 - Abst. - Mme CUIGNACHE-GALLOIS Edith, Centre et Indépendants

149 - Abst. - Melle POIRAULT-GAUVIN Géraldine, UMP

151 - Abst. - M. COUDERT Thierry, UMP - (Délégué: Melle POIRAULT-GAUVIN Géraldine)

152 - Abst. - Mme BOULAY-ESPERONNIER Céline, UMP

153 - Abst. - M. AURIACOMBE Pierre, UMP

154 - Abst. - Mme ONGHENA Anne-Constance, UMP

155 - Abst. - M. MENGUY Jean-Baptiste, UMP

156 - Contre - Mme MERIGOT de TREIGNY Martine, UMP - (Délégué: M. LEBEL François)

157 - Contre - Mme DASPET Virginie, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. JULLIARD Bruno)

158 - Contre - M. BARGETON Julien, Socialiste et Radical de gauche

159 - Contre - M. MARCOVITCH Daniel, Socialiste et Radical de gauche

160 - Abst. - Melle DAUVERGNE Emmanuelle, UMP

161 - Abst. - M. GIANNESINI Jean-Jacques, UMP

162 - Abst. - Mme HAREL Marie-Laure, UMP

163 - Contre - M. DELANOE Bertrand, Socialiste et Radical de gauche - (Délégué: M. CAFFET Jean-Pierre)

Annexe n° 3 - Listes des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. Jean-François LEGARET, David ALPHAND, Julien BARGETON, Ian BROSSAT, Jacques BRAVO, Mme Catherine BRUNO, MM. Pierre GABORIAU, Sylvain GAREL, Bernard GAUDILLÈRE, Mmes Camille MONTACIÉ, Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO di BORGO et Mme Valérie SACHS.

Excusée : Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE.

2e Commission

Mmes Claudine BOUYGUES, Geneviève BERTRAND, Seybah DAGOMA, Maïté ERRECART, MM. Jean-Louis MISSIKA, Mme Martine NAMY-CAULIER, M. Christian SAUTTER et Mme Valérie SACHS.

Excusés : Mme Lyne COHEN-SOLAL et M. Bernard BROS.

3e Commission

M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, M. Claude DARGENT, Mme Laurence DOUVIN et Mme Annick LEPETIT.

4e Commission

Mmes Aline ARROUZE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, M. Yves CONTASSOT, Mmes Isabelle GACHET, Fabienne GASNIER, Anne LE STRAT, M. Daniel MARCOVITCH, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Denis BAUPIN et Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Excusé : M. François DAGNAUD.

5e Commission

M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Véronique DUBARRY, MM. Jean-Jacques GIANNESINI, Philippe GOUJON, Mme Marie-Laure HAREL, M. Georges SARRE et Mme Gisèle STIEVENARD.

Excusées : Mmes Hélène BIDARD et Sylvie WIEVIORKA.

6e Commission

Mmes Karine TAÏEB, Pascale BOISTARD, Catherine BRUNO, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mmes Véronique DUBARRY, Myriam EL KHOMRI, Martine MERIGOT de TREIGNY et M. Vincent ROGER.

Excusés : Mmes BENGUIGUI, LALEM, TROSTIANSKY et M. LE GUEN.

7e Commission

M. Hervé BENESSIANO, Mme Emmanuelle BECKER, M. Pierre AURIACOMBE, Mme Marie-Annick BARTHE, MM. Jean-Baptiste MENGUY, Richard STEIN, Mme Geneviève BERTRAND, MM. Jean VUILLERMOZ, Christophe NAJDOVSKI et Mme Colombe BROSSEL.

Excusés : Mme Michèle BLUMENTHAL et M. Bruno JULLIARD.

8e Commission

M. René DUTREY, Mmes Sandrine CHARNOZ, Roxane DECORTE, M. Jérôme DUBUS, Mme Anne HIDALGO, MM. Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Mme Valérie SACHS et M. François VAUGLIN.

9e Commission

Mme Geneviève BERTRAND, M. Pierre AIDENBAUM, Mmes Catherine BRUNO, Colombe BROSSEL, Liliane CAPELLE, MM. Thierry COUDERT, Philippe DUCLOUX, Mmes Danielle FOURNIER, Laurence GOLDGRAB, Hélène MACÉ de LÉPINAY, MM. Hermano SANCHES RUIVO et Pierre SCHAPIRA.

Excusés : Mme Catherine DUMAS, M. Christophe GIRARD et Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Annexe n° 4 - Tableau des voeux et amendements déposés en séance.

Déposé en	Commission Séance	n° Définitifs	Groupe(s)	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint
1ère	1ère	01	Exécutif		CM	A	DF 33	Amendement technique	GAUDILLERE
1ère	1ère	02	PS-RGA	JP CAFFET J BRAVO	CM	Vnr		contre la suppression de la taxe professionnelle + concertation pour refonte globale de la fiscalité locale	GAUDILLERE
1ère	1ère	03	UMPPA	J DUBUS JF LEGARET	CM	Vnr		Situation de l'hotellerie à Paris : rétablissement abattement municipal 15% en 2009	GAUDILLERE
1ère	1ère	04	UMPPA	C GOASGUEN	CM	Vnr		Fiscalité parisienne : taxe foncière	GAUDILLERE
9e	1ère	05	UMPPA	T COUDERT	CM	Vnr	-	Adaptation des horaires d'ouverture des institutions culturelles et sportives aux besoins des Parisiens	MONTACIE
2e	2e	06	CI	Y POZZO DI BORGO V SACHS	CM	A	DDEE 3	Convention Ville - Office Tourisme : modification de l'art 1er (objectifs 2009)	BROS
2e	2e	07	CI	Y POZZO DI BORGO V SACHS	CM	V	DDEE 3	Promotion de Paris à l'international	BROS
2e	2e	08	CI	V SACHS	CM	V	DDEE 3	CR sur la tournée du Maire dans les pays du Golfe	SAUTTER
2e	2e	09	CI	Y POZZO DI BORGO V SACHS	CM	V	DDEE 3	Développement des partenariats	BROS
2e	2e	10	UMPPA	B KUSTER	CM	Vnr	-	Organisation des Etats généraux du Tourisme parisien	BROS
2e	2e	11	UMPPA	CA TISSOT	CM	V	DDEE 41	Majoration de la subvention asso commerçants Oberkampf-Parmentier (11e)	COHEN-SOLAL
2e	2e	12	UMPPA	JF LAMOUR P GOUJON A DESTREM JB MENGUY	CM	A	DDEE 52	Majoration de la subvention asso commerçants Vaugirard-Convention (15e) : illuminations fin d'année	COHEN-SOLAL

2e	2e	13	PS-RGA	S DAGOMA P SCHAPIRA S WIEVIORKA	CM	V	DDEE 59	Création d'un nouveau périmètre Vital'Quartier de la SEMAEST rue Saint-Anne (1er et 2e arrdt)	COHEN-SOLAL
2e	2e	14	Verts	J BOUTAULT	CM	V	DDEE 59	Création d'un nouveau périmètre Vital'Quartier de la SEMAEST rue Saint-Anne (1er et 2e arrdt)	COHEN-SOLAL
1ère	2e	15	MRC	G SARRE	CM	V	DDEE 59	Décrets sur le droit de préemption de baux commerciaux	COHEN-SOLAL
2e	2e	16	UMPPA	J DUBUS P GABORIAU B KUSTER	CM	Vnr	-	Promotion des salons et congrès	SAUTTER
2e	2e	17	UMPPA	CA TISSOT	CM	Vnr	-	Offrir à la Poste des locaux dans le quartier Faidherbe	SAUTTER
1ère	2e	18	PC	I BROSSAT D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Difficultés financières des missions locales	JULLIARD
6e	2e	19	PC	I BROSSAT A CORBIERE D SIMONNET	CM	Vnr	-	Soutien au mouvement social dans les départements d'Outre Mer	SAUTTER
3e	2e/3e	20	Verts	C NAJDOVSKI	CM	A	DDEE 72 DVD 97	dispositif navettes Foire du Trône : préservation du Bois de Vincennes (pas de prolongation F du T)	COHEN-SOLAL
3e	3e	21	Verts	C NAJDOVSKI	CM	V	DVD 73	Maîtrise du stationnement rotatif par la politique tarifaire	LEPETIT
1ère	3e	22	CI	E GUINACHE-GALLOIS	CM	V	DVD 73	Hausse des tarifs de stationnement	LEPETIT
3e	3e	23	Verts	C NAJDOVSKI D BAUPIN	CM	A	DVD 75	Etendre le dispositif aux bicyclettes électriques	LEPETIT
1ère	3e	24	CI	E GUINACHE-GALLOIS	CM	V	DVD 75	Expérimentation des cyclomoteurs dans les couloirs de bus	LEPETIT
2e	3e	25	PS-RGA	L GOLDGRAB G ALAYRAC JBB BROS	CM	Vnr	-	Publicité électronique dans le métro	LEPETIT

3e	3e	26	Verts	D FOURNIER J BOUTAULT S GAREL	CM	Vnr	-	Installation d'écrans publicitaires ACL dans les réseaux de transports franciliens	LEPETIT
5e	3e	27	PC	I BROSSAT D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Publicité interactive dans le métro	LEPETIT
3e	3e	28	PC	C VIEU-CHARRIER D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Dénomination de la station de métro "Charonne"	LEPETIT
3e	3e	29	PC	E BECKER D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Les transports publics franciliens dans la déclinaison régionale du plan de relance	LEPETIT
1ère	3e	30	CI	E GUINACHE-GALLOIS	CM	Vnr		double tarification des billets RER et métro Paris-Grande-Arche de la Défense	LEPETIT
3e	3e	31	PC	H BIDARD D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Modification du statut des taxis parisiens	LEPETIT
5e	3e	32	UMPPA	L DOUVIN P GOUJON	CM	Vnr	-	Localisation et signalisation des stations de taxis parisiennes	LEPETIT
3e	3e	33	UMPPA	C GOASGUEN ML HAREL	CM	Vnr	-	Réglementation des livraisons	LEPETIT
3e	3e	34	UMPPA	B KUSTER L DOUVIN	CM	Vnr	-	Enlèvement des mobiliers placés illégalement sur la voie publique	LEPETIT
1ère	3e	35	PS-RGA	MA BARTHE J COUMET	CM	Vnr		Extension de Paris-Plage au Port de la Gare (13e)	LEPETIT
4e	3e/4e	36	UMPPA	J DUBUS	CM	V	DVD 92 DF34	Fonctionnement matériel et financier de la CPCU et organisation d'un débat sur sa politique tarifaire	BAUPIN
4e	4e	37	Verts	Y CONTASSOT	CM	Vnr	-	Relancer la démarche de l'agenda 21 .	BAUPIN
4e	4e	38	UMPPA	J DUBUS	CM	Vnr	-	Demande d'un débat d'orientation et d'un calendrier précis relatif à l'agenda 21	BAUPIN
4e	4e	39	Verts	J BOUTAULT D BAUPIN S GAREL	CM	Vnr	-	Distribution de comprimé d'iode à Paris associée à une campagne d'information sur les dangers du nucléaire	BAUPIN
7e	4e	40	UMPPA & CI	R DATI Y POZZO DI BORGO E DAUVERGNE M AUMONT M NAMY-CAULIER	CM	Vnr	-	Création d'un groupe de réflexion ad hoc concernant l'évolution du site du Champ de Mars	GIBOUDEAUX
5e	5e	41	Exécutif	H BOUAKKAZ	CM	V	DDATC 68	Création de la commission Parisienne du débat public	BOUAKKAZ
5e	5e	42	Verts	Y CONTASSOT D FOURNIER	CM	A	DDATC 68	Droit de pétition : abaissement du seuil + rédérendum d'initiative populaire dans un délai de 3 mois	BOUAKKAZ

5e	5e	43	Verts	D FOURNIER Y CONTASSOT	CM	A	DDATC 68	Droit de pétition : abaissement du seuil + débat et réponse de l'Exécutif dans un délai de 3 mois	BOUAKKAZ
1ère	5e	44	Exécutif		CM	A	PP 20	Amendement technique	SARRE
5e	5e	45	Verts	V DUBARRY J BOUTAULT D BAUPIN Y CONTASSOT D FOURNIER S GAREL F GIBOUDEAUX C NAJDOVSKI	CM	Vnr	-	Plan 1000 caméras : demande de concertation, et de débats publics locaux	SARRE
5e	5e	46	Verts	S GAREL D FOURNIER	CM	Vnr	-	Liberté de distribution de tracts en bordure de La Halle Saint Pierre	SARRE
5e	5e	47	Verts	S GAREL	CM	Vnr		Mise en garde à vue prolongée des membres du " Collectif les Déboulonneurs"	SARRE
5e	6e	48	PC	I BROSSAT A ARROUZE D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Création d'un observatoire du racisme à Paris	BENGUIGUI
6e	6e	49	PC	I BROSSAT A ARROUZE D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Journée mondiale de lutte contre l'homophobie	BENGUIGUI
1ère	6e	50	PC	I BROSSAT D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Lutte contre les discriminations dans les entreprises	BENGUIGUI
5e	6e	51	PC	I BROSSAT D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Employés sans papiers de la société ONET sous traitant de La Poste	BOISTARD
7e	7e	52	PS-RGA	O.POLSKI	CM	Vnr	-	Non remplacement des absences d'enseignants dans les écoles primaires du 14ème arrondissement	Adjoint aux affaires scolaires
7e	7e	53	UMPPA	JF LAMOUR JB MENGUY JP LECOQ V HOFFENBERG H BENESSIANO P AURIACOMBE	CM	Vnr	-	Logements des directeurs d'établissements scolaires parisiens	Adjoint aux affaires scolaires
7e	7e	54	UMPPA	F LEBEL M MERIGOT DE TREIGNY	CM	V	DJS 240	Dispositif " Paris jeunes vacances " (possibilités de séjour à Paris, encadrement parental.....)	JULLIARD
7e	7e	55	CI	Y POZZO DI BORGO C SAINT ETIENNE C BRUNO	CM	V	DJS 240	Dispositif " Paris jeunes vacances " (suivi des bénéficiaires, bilan des projets)	JULLIARD

7e	7e	56	CI	Y POZZO DI BORGO C SAINT ETIENNE C BRUNO	CM	V	DJS 240	Dispositif " Paris jeunes vacances " (précision des critères de sélection , prise en compte des critères sociaux)	JULLIARD
7e	7e	57	CI	Y POZZO DI BORGO C SAINT ETIENNE C BRUNO	CM	V	DJS 240	Dispositif " Paris jeunes vacances " (priorité aux vacances à contenu éducatif...culturel et/ou sportif)	JULLIARD
7e	7e	58	UMPPA	C GOASGUEN	CM	Vnr	-	Création d'une crèche au " Pavillon de l'eau "	NAJDOVSKI
7e	7e	59	UMPPA	JF LAMOUR P GOUJON A DESTREM JB MENGUY	CM	V	DJS 207	Rénovation en gazon synthétique de deux terrains au centre sportif Suzanne Lenglen (15ème)	VUILLERMOZ
8e	8e	60	UMPPA	B KUSTER, J DUBUS	CM	Vnr		Réalisation en énergie positive du programme de construction du lot 2.7.2 de l'opération "Cardinet-Chalabre" (17e).	HIDALGO
8e	8e	61	UMPPA	B KUSTER, F DE PANAFIEU, R STEIN	CM	Vnr		Devenir du terrain anciennement occupé par une station service, situé porte d'Asnières, au débouché de la rue de Tocqueville (17e).	HIDALGO
8e	8e	62	UMPPA	C GOASGUEN	CM	A	DLH 5	Conventionner en PLS le logement sis 55, rue La Fontaine (16e)	MANO
1ère	8e	63	Exécutif		CM	Vnr		Suspension des expulsions locatives - réquisition logements et immeubles vacants	MANO
8e	8e	64	Verts	F GIBOUDEAUX, R DUTREY, J BOUTAULT	CM	Vnr		Organisation d'un colloque sur l'"Habitat groupé"	MANO
8e	8e	65	PC	P MANSAT, C VIEU-CHARIER, A CORBIERE, D SIMONNET	CM	Vnr		Cession du pôle logement d'ICADE	MANO
6e	8e	66	MRC	K TAIEB M BACHE	CM	Vnr	-	Cession des logements sociaux de la Caisse des dépôts (ICADE)	MANO
8e	8e	67	Verts	R DUTREY, D BAUPIN, F GIBOUDEAUX, C NAJDOVSKI	CM	Vnr		Devenir des logements d'ICADE	MANO
1ère	8e	68	PS-RGA	F CALANDRA	CM	Vnr	-	Cession des logements dans les 12 e & 20e par ICADE	MANO
8e	8e	69	PC	I BROSSAT, D SIMONNET	CM	Vnr	-	Augmentation des loyers des logements conventionnés des bailleurs sociaux au 1er juillet 2009	MANO
8e	8e	70	PS-RGA	P AIDENBAUM, G GAUTHIER CARON-THIBAULT, C MONTACIE	CM	Vnr	-	Mise en place d'une OPAH vouée au développement durable	MANO

8e	8e	71	UMPPA	J DUBUS	CM	Vnr	-	Mise en place d'une politique d'accession sociale à la propriété	MANO
1ère	8e	72	PC	I BROSSAT D SIMONNET A CORBIERE	CM	Vnr	-	Vente à la découpe immeuble 36 rue du Fer à Moulin (5e)	MANO
8e	8e	73	CI	F GASNIER, A TACHENE	CM	V	DLH 15	Renforcement des moyens d'information sur le dispositif "copropriété objectif climat"	MANO
8e	8e	74	UMPPA	J F LAMOUR, P. GOUJON, H MACE DE LEPINAY, A DESTREM, J B MENGUY	CM	A	DU 66	ZAC Boucicaut : modification du programme global de construction (annexes 1 et 2)	HIDALGO
8e	8e	75	UMPPA	J F LAMOUR, P. GOUJON, A DESTREM, J B MENGUY	CM	V	DU 66	Inscription de la ZAC"Boucicaut" dans une démarche innovante de développement durable.	HIDALGO
8e	8e	76	UMPPA	J F LAMOUR, P. GOUJON, A DESTREM, J B MENGUY	CM	V	DU 66	Soin plus attentif porté à l'intégration des nouveaux bâtiments, à la préservation du patrimoine architectural d'origine et présence du Maire du 15ème dans le jury d'architecture.	HIDALGO
8e	1ère	77	UMPPA	J F LAMOUR, P. GOUJON, H MACE DE LEPINAY, A DESTREM, J B MENGUY	CM	A	DU 67	ZAC Boucicaut : modification du programme des équipements de proximité	GAUDILLERE
9e	9e	78	UMPPA	F LEBEL M MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Entretien de l'église Saint Philippe du Roule	BROSSEL
9e	9e	79	UMPPA	F LEBEL M MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Entretien de l'église Saint Augustin	BROSSEL
9e	9e	80	UMPPA	F LEBEL M MERIGOT DE TREIGNY	CM	Vnr	-	Remise en état des fontaines du rond point des Champs Elysées	BROSSEL
1ère	9e	81	Verts	F GIBOUDEAUX, D BAUPIN	CM	A	DAC 29	Association La Maroquinerie (20e) : modification de l"exposé des motifs	GIRARD
1ère	9e	82	PS-RGA	F CALANDRA	CM	A	DAC 29	Association La Maroquinerie (20e) : modification de l"exposé des motifs	GIRARD
9e	9e	83	PS-RGA	L GOLDGRAB JB BROS G ALAYRAC	CM	Vnr	-	Mise en place d'une Maison des artistes interprètes	GIRARD

9e	9e	84	UMPPA	T COUDERT D BURKLI	CM	Vnr	-	Statue à la mémoire de Serge Diaghilev	GIRARD
9e	9e	85	UMPPA	P GOUJON JF LAMOUR H MACE DE LEPINAY A DESTREM	CM	Vnr	-	Evolution du Théatre Silvia Monfort	GIRARD
1ère	1ère		Verts	Y CONTASSOT	CM	A	DAJ 5	Amendement technique : signature marchés avec attributaires CAO (marchés de collecte)	MONTACIE
2e	2e		PC	I BROSSAT	CM	Vnr		Elargissement horaires travail des portraitistes ambulants de Montmartre (saisie du Préfet)	COHEN-SOLAL
5e	5e		MRC	M BACHE	CM	Vnr	-	Itinéraires des manifestations sur la voie publique	SARRE
1ère	1ère	01	CI	Y POZZO DI BORGO V SACHS	CG	V	DF 3 G	Exonération taxe foncière aux jeunes entreprises innovantes et universitaires	GAUDILLERE
2e	2e	02	CI	V SACHS	CG	V	DDEE 18 G	Laboratoire Paris région Innovation : communication à la 2e Com des résultats de la sélection des projets	MISSIKA
2e	2e	03	CI	V SACHS	CG	V	DDEE 18 G	Laboratoire Paris région Innovation : proportion du co-financement + communication à la 2e Com d'éléments budgétaires et financiers	MISSIKA
6e	6e	04	PC & Verts	E BECKER D SIMONNET A CORBIERE D FOURNIER	CG	Vnr	-	Enseignement bilingue français-langue des signes à Paris	DUBARRY
6e	6e	05	CI	C BRUNO	CG	V	DASES 08 G	Demande d'élargissement à tous les arrondissements du programme d'accompagnement scolaire	EL KHOMRI
6e	6e	06	Verts	D FOURNIER S GAREL	CG	Vnr	-	Soutien au planning familial	LALEM
6e	6e	07	PC	A LHOSTIS I BROSSAT J VUILLERMOZ A ARROUZE D SIMONNET A CORBIERE	CG	Vnr	-	Difficultés rencontrées par les centres de santé parisiens	LE GUEN

Sommaire

Ouverture de la séance. 146

Condoléances. 146

Suspension et reprise de la séance. 148

Félicitations à M. CHERKI, nouveau maire du 14e arrondissement. 148

2009, SGCP 2 - Modification du nombre d'adjoints au Maire de Paris. - Election d'adjoints au Maire de Paris. . . .148

Adoption de comptes rendus. 149

Rappel au règlement. 149

2009, DF 2 - Communication sur le Crédit municipal de Paris. - Décisions modificatives 2008 et budget 2009. 150

2009, DF 33 - Echange de titres avec ASTRIA actionnaire de la SEM "PariSeine". - Acquisition par la Ville de Paris des actions de la SEM "PariSeine" détenues par ASTRIA. - Cession à ASTRIA d'actions SGIM détenues par la Ville de Paris. . .153

Vœu déposé par MM. Jean-Pierre CAFFET, Jacques BRAVO et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la suppression de la taxe professionnelle. 153

Vœu déposé par MM. Jérôme DUBUS, Jean-François LEGARET et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la situation de l'hôtellerie à Paris. 155

Vœu déposé par M. Claude GOASGUEN et les élus du groupe U.M.P.PA. relatif à la fiscalité parisienne. 156

2009, DAJ 5 - Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 13 janvier, 4, 10, 17 et 24 février 2009. - Attribution et signature de marchés de maîtrise d'oeuvre. 157

Vœu déposé par M. Thierry COUDERT et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à une meilleure adaptation des horaires d'ouverture des institutions culturelles et sportives de la Ville aux besoins des Parisiens. Vœu déposé par l'Exécutif. . . .165

2009, DDEE 3 - Signature d'une convention avec "l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris" pour l'attribution d'une subvention annuelle. - Montant : 7.341.225 euros. Vœu déposé par l'Exécutif. Vœu déposé par M. Yves POZZO di BORGO, Mme Valérie SACHS et les élus du groupe Centre et Indépendants. Vœu déposé par Mme Valérie SACHS et les élus du groupe Centre et Indépendants. Vœu déposé par M. Yves POZZO di BOROG, Mme Valérie SACHS et les élus du groupe Centre et Indépendants. Vœu déposé par Mme Brigitte KUSTER et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en œuvre d'états généraux du Tourisme parisien. Vœu déposé par MM. Jérôme DUBUS, Pierre GABORIAU, Mme Brigitte KUSTER et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'un fonds de promotion des salons et congrès Paris Ile-de-France. 166

2009, DDEE 41 - Attribution d'une subvention à l'association des commerçants Oberkampf-Parmentier (11e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 8.000 euros. Vœu déposé par Mme Claude-Annick TISSOT et les élus du groupe U.M.P.P.A. 173

2009, DDEE 52 - Signature d'une convention et subvention à l'association des commerçants Vaugirard Convention (15e) pour les illuminations de fin d'année 2008. - Montant : 25.000 euros. 173

2009, DDEE 49 - Demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par la SAS BENLUX LOUVRE pour l'exploitation de son magasin à l'enseigne "BENLUX DUTY FREE", 174 rue de Rivoli (1er). 2009, DDEE 64 - Dérogation à la règle du repos dominical présentée par la "SA Versailles Voyages." 2009, DDEE 78 - Dérogation à la règle du repos dominical présentée par la "SAS Sotheby's France". 174

2009, DDEE 59 - Présentation du Compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2007 de la 1ère mission Vital Quartier confiée par la Ville de Paris à la SEMAEST en 2004. Vœu déposé par Mme Seybah DAGOMA, M. Pierre SCHAPIRA, Mme Sylvie WIEVIORKA et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au maintien de la diversité de l'offre commerciale dans la rue Sainte-Anne et à la création d'un nouveau périmètre Vital'Quartier de la Société d'économie mixte d'aménagement de l'Est de Paris. Vœu déposé par M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif au maintien de la diversité de l'offre commerciale dans la rue Sainte-Anne (1er et 2e) et à la création d'un nouveau périmètre Vital'Quartier de la S.E.M.A.-EST. Vœu déposé par l'Exécutif. Vœu déposé par M. Georges SARRE et les élus du groupe du Mouvement républicain et citoyen relatif à l'application de l'article 58 de la loi du 2 août 2005. 176

Dépôt de questions d'actualité. 178

Suspension et reprise de la séance. 178

Examen des questions d'actualité. 179

I - Question d'actualité posée par le groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à la politique de la Ville de Paris consacrée à l'innovation, la recherche et l'enseignement supérieur. 179

II - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris, relative au budget 2009 de l'A.P.-H.P. 180

III - Question d'actualité de M. Ian BROSSAT et du groupe communiste relative aux conclusions du rapport Balladur, à la réforme des collectivités territoriales et aux évolutions du Syndicat mixte d'étude "Paris Métropole". 181

IV - Question d'actualité de M. Philippe GOUJON, au nom du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur la gestion du parc locatif social de la Ville de Paris. 182

V - Question d'actualité de Mme Marinette BACHE et des élus du groupe M.R.C. à M. le Maire de Paris relative au planning familial et à l'action parisienne en direction des femmes. 184

VI - Question d'actualité du groupe Centre et Indépendants relative à la remunicipalisation de l'eau. 186

Suspension et reprise de la séance. 187

2009, DDEE 71 - Création par le Département de Paris, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France d'une association loi 1901 dénommée "Le laboratoire Paris Région Innovation". - Approbation des statuts de l'association. 187

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux locaux commerciaux. Vœu déposé par l'Exécutif. 187

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans le jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de l'aménagement de la place de la République (3e, 10e, 11e). 188

Vœu déposé par le groupe communiste, Mme SIMONNET et M. CORBIERE relatif aux difficultés financières des Missions locales parisiennes. Vœu déposé par l'Exécutif. 188

Vœu déposé par le groupe communiste, M. CORBIERE et Mme SIMONNET, relatif au soutien du mouvement social dans les départements d'Outre-Mer. 190

2009, DDEE 72 - DVD 97 - Foire du Trône 2009 : convention avec la société VINCI PARK pour la mise à disposition de places de stationnement dans les parcs du 12e arrondissement et convention avec la RATP pour la mise en service de navettes circulant dans le 12e arrondissement. 191

2009, DDEE 79 - DVD 104 - Constitution d'une commission de règlement amiable pour l'examen des demandes d'indemnisation des entreprises riveraines du chantier d'extension du tramway. 193

2009, DVD 73 - Modification des tarifs des droits de stationnement sur voie publique. Vœu déposé par M. Christophe NAJDOVSKI et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à la maîtrise du stationnement rotatif par la politique tarifaire. Vœu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif à la hausse des tarifs de stationnement dans les limites de l'inflation. 194

2009, DVD 75 - Autorisation à M. le Maire de Paris de subventionner l'achat de cyclomoteurs électriques pour les Parisiens ainsi que pour le commerçants, artisans et réparateurs implantés à Paris et de signer les conventions correspondantes avec les bénéficiaires concernés. Vœu déposé par l'Exécutif. Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants. 196

Suspension et reprise de la séance. 200

2009, DVD 75 - Autorisation à M. le Maire de Paris de subventionner l'achat de cyclomoteurs électriques pour les Parisiens ainsi que pour le commerçants, artisans et réparateurs implantés à Paris et de signer les conventions correspondantes avec les bénéficiaires concernés. (Suite). 200

2009, DVD 12 - Approbation du principe et des modalités de passation du marché de travaux de voirie relatif au réaménagement du carrefour formé par les boulevards de Belleville et de Ménilmontant et les rues de Ménilmontant et d'Oberkampf (11e et 20e). 201

2009, DVD 38 - Signature du marché complémentaire au marché de maîtrise d'oeuvre relatif à la mise en conformité du passage souterrain du boulevard périphérique Parc des Princes en vue de la coordination technique avec l'opération de reconstruction du stade Jean Bouin (16e). 202

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la publicité électronique dans le métro parisien. Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif relatif à l'installation d'écrans publicitaires ACL dans les réseaux de transports franciliens. Vœu déposé par le groupe communiste, M. Alexis CORBIÈRE et Mme Danielle SIMONNET relatif à la publicité interactive dans le métro parisien. Vœu déposé par l'Exécutif. 203

Vœu déposé par Mme Catherine VIEU-CHARIER et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif à la dénomination de la station de métro "Charonne". 207

Vœu déposé par Mme Emmanuelle BECKER et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif aux transports publics dans la déclinaison régionale du plan de relance. 207

Vœu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif à la différence de tarification des billets de transport depuis Paris pour la station "Grande Arche-La Défense". 208

Vœu déposé par Mme Hélène BIDARD et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif à la modification du statut des taxis parisiens. 209

Vœu déposé par Mme Laurence DOUVIN, M. Philippe GOUJON et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la localisation et à la signalisation des stations de taxis parisiennes. 210

Vœu déposé par M. Claude GOASGUEN, Mme Marie-Laure HAREL et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la réglementation des livraisons. 210

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'enlèvement des mobiliers placés illégalement sur la voie publique du 17e arrondissement. Vœu déposé par l'Exécutif. 211

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'extension de l'opération "Paris Plage" au Port de la Gare, dans le 13e arrondissement. 212

2009, DVD 92 - DF 34 - Signature de l'avenant n° 9 à la convention de concession passée avec la Compagnie Parisienne du Chauffage Urbain (CPCU) pour la distribution de la chaleur à Paris. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. 212

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au lancement de l'Agenda 21. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'Agenda 21. Vœu déposé par l'Exécutif. 213

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la distribution de comprimés d'iode sur Paris. Vœu déposé par l'Exécutif. 214

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans le jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de l'aménagement de la place de la République (3e, 10e, 11e). (Suite). 215

Suspension et reprise de la séance. 215

Déclaration relative au 50e anniversaire du soulèvement du peuple tibétain et à l'implantation du drapeau tibétain sur le parvis de l'Hôtel de Ville. 216

Vœu déposé par Mme Rachida DATI, M. Yves POZZO di BORGO, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Michel DUMONT, Mme Martine NAMY-CAULIER et les élus des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, relatif à la création d'un groupe de réflexion "ad hoc" concernant l'évolution du site du Champ de Mars. 218

2009, DDATC 68 - Instauration d'un droit de pétition pour les habitants majeurs parisiens. Vœu déposé par M. Hamou BOUAKKAZ relatif à la Commission parisienne du débat public. Vœu déposé par l'Exécutif. 219

2009, PP 14 - Indemnisation des jours accumulés sur le compte épargne-temps des agents relevant du statut des administrations parisiennes. 228

2009, PP 20 - Modification de la délibération 2008 PP 1 en date du 4 février 2008 portant fixation de la liste des spécialités professionnelles exercées par les adjoints techniques de la Préfecture de police. 229

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au plan "1.000 caméras" sur Paris. Vœu déposé par l'Exécutif. . . .230

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la liberté de distribution de tracts en bordure de la Halle Saint-Pierre. Vœu déposé par l'Exécutif. 232

Suspension et reprise de la séance. 233

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la liberté de distribution de tracts en bordure de la Halle Saint-Pierre. Vœu déposé par l'Exécutif. (Suite). 233

Vœu déposé par M. Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à la mise en garde à vue prolongée des membres du collectif "Les déboulonneurs". Vœu déposé par l'Exécutif. 234

2009, DPVI 11 - Signature d' une charte de gestion urbaine de proximité sur le quartier Joseph Bédier - Porte d'Ivry entre la Ville de Paris, la SEMAPA et Paris Habitat. 235

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT, Mme Aline ARROUZE et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif à la création d'un observatoire du racisme. 236

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT, Mme Aline ARROUZE et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE relatif à la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie. 237

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste, M. Alexis CORBIÈRE et Mme Danielle SIMONNET relatif à la lutte contre les discriminations dans les entreprises. 237

2009, DPVI 19 - Subvention globale de fonctionnement au titre de l'Intégration à l'association Ayyem Zamen. - Montant : 60.000 euros. 238

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE, relatif aux employés sans papiers de la société "Onet", sous traitant de "La Poste". Vœu déposé par l'Exécutif. 239

2009, DASCO 29 - Signature avec la RIVP d'une convention de transfert provisoire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une école polyvalente de 12 classes sur le lot 2.7.2. de la ZAC "Cardinet-Chalabre" (17e). 240

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au non-remplacement des absences d'enseignants dans les écoles du 14e arrondissement par l'Education nationale. 241

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux logements des directeurs d'établissements scolaires parisiens. 241

2009, DJS 237 - Mise en oeuvre de l'opération "Paris Jeunes Talents" 2009. 242

2009, DJS 240 - Autorisation à M. le Maire de Paris de poursuivre la mise en oeuvre du dispositif "Paris Jeunes Vacances". Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. Vœux déposés par le groupe Centre et Indépendants. 243

2009, DFPE 277 - Création d'un comité de suivi pluraliste du programme de création des 4.500 places pour l'accueil collectif de la Petite enfance à Paris. 247

Vœu déposé par M. Claude GOASGUEN et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'une crèche au "Pavillon de l'eau". 249

2009, DJS 207 - Lancement d'un marché à procédure adaptée pour la rénovation en gazon synthétique de deux terrains, un de football et un de rugby, au centre sportif Suzanne Lenglen (15e). Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. Vœu déposé par l'Exécutif. 250

Observations sur le déroulement de la séance. 252

2009, DJS 207 - Lancement d'un marché à procédure adaptée pour la rénovation en gazon synthétique de deux terrains, un de football et un de rugby, au centre sportif Suzanne Lenglen (15e). (Suite). 253

Observations sur le déroulement de la séance. 255

2009, DU 115 - ZAC "Paris Rive Gauche" (13e). - Modification de la ZAC : Engagement de la procédure de révision simplifiée du PLU sur le site "Massena-Bruneseau". - Modalités uniques de concertation relative à la modification de la ZAC et à la révision du PLU. 256

Suspension et reprise de la séance. 258

2009, DU 115 - ZAC "Paris Rive Gauche" (13e). - Modification de la ZAC : Engagement de la procédure de révision simplifiée du PLU sur le site "Massena-Bruneseau". - Modalités uniques de concertation relative à la modification de la ZAC et à la révision du PLU (suite). 258

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'opération d'aménagement Cardinet-Chalabre. Vœu déposé par l'Exécutif. 269

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'état du terrain, anciennement occupé par une station de service Esso, situé Porte d'Asnières, au débouché de la rue de Tocqueville. Vœu déposé par l'Exécutif. 270

2009, DLH 5 - Réalisation par "Paris Habitat - OPH" d'un programme d'acquisition conventionnement de 2 logements PLUS, situés 12 avenue Boudon - 55 rue La Fontaine (16e) et 75-79 rue Laugier - 12 rue Galvani (17e). 271

2009, DLH 39 - Communication au Conseil de Paris du Rapport d'activité du Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris. - Années 2005-2006-2007. 271

Vœu déposé par l'Exécutif relatif à la suspension des expulsions locatives sans relogement à la veille de la fin de la trêve hivernale et à l'activation des procédures de réquisition des logements et immeubles vacants. 273

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'organisation d'un colloque sur l'"Habitat groupé". 274

Vœu déposé par le groupe communiste et les élus du parti de gauche relatif à la cession du pôle logement d'Immobilière Caisse des Dépôts (ICADE). Vœu déposé par le groupe M.R.C. relatif à la cession des logements sociaux de la Caisse des Dépôts. Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif aux logements d'ICADE. Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la cession des logements situés dans les 12e et 20e arrondissements par ICADE. Vœu déposé par l'Exécutif. 275

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste et Mme Danielle SIMONNET relatif à l'augmentation des loyers des logements conventionnés des bailleurs sociaux parisiens au 1er juillet 2009. Vœu déposé par l'Exécutif. 276

Vœu déposé par MM. Pierre AIDENBAUM, Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Camille MONTACIÉ et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à l'obtention de la mise en place d'une O.P.A.H. vouée au développement durable. 277

Vœu déposé par M. Jérôme COUMET et les élus du groupe U.M.P.PA. relatif à la mise en place d'une politique d'accession sociale à la propriété pour les plus modestes. 278

Vœu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste, Mme Danielle SIMONNET et M. Alexis CORBIÈRE, relatif à la vente à la découpe de l'immeuble situé au 36, rue du Fer-à-Moulin (5e). Vœu déposé par l'Exécutif. 279

2009, DLH 15 - Modification de la délibération 2007 DLH 111 du Conseil de Paris des 1er et 2 octobre 2007 modifiée. - Création de nouvelles aides municipales à l'amélioration de la qualité environnementale des logements privés parisiens. Vœu déposé par Mmes Fabienne GASNIER, Anne TACHENE et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif au renforcement des moyens d'information sur le dispositif "copropriété objectif climat". 280

2009, DU 66 - ZAC "Boucicaut" (15e). - Approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics. Vœu déposé par MM. Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON, Alain DESTREM, Jean-Baptiste MENGUY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'inscription de la Z.A.C. "Boucicaut" dans une démarche innovante de développement durable. Vœu déposé par MM. Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON, Alain DESTREM, Jean-Baptiste MENGUY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'aménagement de la Z.A.C. "Boucicaut". 280

2009, DU 67 - ZAC "Boucicaut" (15e). - Désignation du concessionnaire. - Approbation du traité de concession. - Autorisation à la SEM "PariSeine" de déposer des demandes d'autorisation d'urbanisme. 286

Vœu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MÉRIGOT-de-TREIGNY et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'entretien de l'église Saint-Philippe-du-Roule. Vœu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MÉRIGOT-de-TREIGNY et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'entretien de l'église Saint-Augustin. 288

Vœu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MÉRIGOT-de-TREIGNY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la remise en état des fontaines du rond-point des Champs-Elysées. 290

2009, DAC 29 - Subvention à la Société à Responsabilité Limitée "La Maroquinerie" (20e) au titre de ses activités de production musicale en 2009. - Montant : 15.000 euros. 291

2009, SG 9 - Subvention à l'association "Attac Paris Nord Ouest" (18e) pour l'organisation de la 7e édition du festival de cinéma "Images mouvementées" au cinéma Les 5 Caumartin (9e) du 1er au 7 avril 2009 sur le thème de l'utopie". - Montant : 6.000 euros. 292

2009, DPA 174 - Modalités de passation et attribution du marché de maîtrise d'oeuvre, demandes de permis de démolir et de construire pour la construction d'un institut des cultures d'Islam sur deux sites, 53-55 rue Polonceau et 56 rue Stephenson (18e). 294

Vœu déposé par Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Jean-Bernard BROS, Gilles ALAYRAC et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la mise en place d'une maison des artistes interprètes. 296

Vœu déposé par M. Thierry COUDERT, Mme Delphine BURKLI et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'installation d'une statue à la mémoire de Serge Diaghilev, place Diaghilev (9e). 298

Vœu déposé par MM. Philippe GOUJON, Jean-François LAMOUR, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, M. Alain DESTREM et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'évolution du théâtre Silvia Monfort. 299

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. 301

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'inscription. 302

Clôture de la séance. 302

Votes spécifiques. 302

Affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 303

Liste des membres présents. 312

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. 312

I - Questions du groupe U.M.P.PA. QE 2009-29 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le calendrier d'élaboration d'un prochain Programme local de l'Habitat, et son articulation éventuelle avec les études conduites par le syndicat "Paris-Métropole". . . .312

QE 2009-30 Question de Mme Brigitte KUSTER à M. le Maire de Paris relative aux conditions de démontage et de préservation de la halle quai n° 3, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC "Clichy-Batignolles" (17e). 312

QE 2009-31 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur l'état d'avancement du projet d'aménagement de l'esplanade, afin d'améliorer les conditions d'accueil pour la visite de la Tour Eiffel. 313

QE 2009-32 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur l'application rigoureuse du règlement des bouquinistes. 313

QE 2009-33 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur la délivrance des nouvelles licences de taxi à Paris. 313

QE 2009-34 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la mise en place de l'Agence du taxi à Paris. 314

QE 2009-35 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police concernant la recrudescence des vols dits "à la portière" ou "à l'arraché" dans la Capitale. 314

QE 2009-36 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les risques liés à l'installation d'antennes relais de téléphonie mobile à proximité d'établissements scolaires et leurs conséquences sur la santé des parisiens. 314

QE 2009-37 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police concernant l'autorisation de circulation des véhicules de collecte d'ordures ménagères dans les voies réservées aux bus. 315

QE 2009-38 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris à propos de la renégociation de la convention de concession passée avec l'Electricité réseau distribution de France pour l'acheminement et la distribution de l'électricité dans la Capitale. 315

QE 2009-39 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux fermetures annoncées d'équipements sportifs importants pour le 16e arrondissement et les solutions prévues pour garantir aux élèves de l'arrondissement un enseignement sportif de qualité. 315

QE 2009-40 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HÉLARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris pour l'affectation d'un budget exceptionnel à la modernisation du système d'éclairage public des contre-allées de l'avenue Foch (16e). 316

QE 2009-41 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la prise en compte des normes environnementales et énergétiques pour le projet de construction de logements sociaux sur la parcelle à l'angle du 38, boulevard de La Tour Maubourg et du 71, rue Saint-Dominique (7e). 316

QE 2009-42 Question de Mme Rachida DATI et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant le nombre de places en crèche que la Municipalité envisage de créer au cours de la mandature dans chaque arrondissement. 317

II - Questions du groupe Centre et Indépendants. QE 2009-27 Question de Mme Fabienne GASNIER et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à des dysfonctionnements dans la gestion du contrat de délégation de service public liant la Ville de Paris à la Compagnie parisienne de chauffage urbain. 317

QE 2009-43 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris sur la possibilité de partenariats avec des départements riverains de la petite Couronne, dans le cadre de la démarche "Paris-Métropole". 317

QE 2009-44 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à la prolongation et à l'actualisation des travaux effectués par le Conseil de la Citoyenneté des Parisiens non Communautaires lors de la précédente mandature. 317

QE 2009-28 Question du Conseil du 15e arrondissement à M. le Maire de Paris relative aux investissements localisés. 318

Annexe n° 2 - Scrutin public relatif à l'amendement n° 23 déposé par le groupe "Les Verts" sur le projet de délibération DVD 75. 318

Annexe n° 3 - Listes des membres présents en Commission et tableaux des vœux et amendements déposés. 321

Annexe n° 4 - Tableau des voeux et amendements déposés en séance. 322

La Secrétaire générale du Conseil de Paris
Directrice de la publication
Catherine SCHMITT